

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 65

Août 1990

*L'invasion du Koweït par l'Irak a suscité un très grand nombre d'articles sur ce pays et le sort de ses Kurdes. Pour des raisons de place nous ne publions dans ce numéro du Bulletin qu'une sélection d'articles parus dans les langues européennes.*

## SOMMAIRE

- LA NOUVELLE AVENTURE DE SADDAM HUSSEIN
- VERS UNE ENTENTE IRAKO-IRANIENNE ?
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

---

## LA NOUVELLE AVENTURE DE SADDAM HUSSEIN

**A**près plusieurs semaines de tension et de menaces l'armée irakienne a envahi le riche émirat du Koweït dans la nuit du 2 au 3 août. Cet «hold-up» a, semble-t-il, surpris les grandes puissances qui ne s'attendaient pas à ce que leur protégé de Bagdad s'en prenne au plus vital de leurs intérêts dans la région : le pétrole.

Tous ceux qui à l'Est et à l'Ouest fermaient depuis plus de 20 ans les yeux sur les crimes abominables de cette dictature se sont alors brusquement souvenu du Droit international et des droits des peuples. Le massacre de plus de 200 000 civils

kurdes par le napalm, les gaz, les armes de toutes sortes et de toutes origines, les déportations de centaines de milliers de Kurdes, la destruction de leurs villages, n'étaient considérés que comme des «affaires intérieures relevant de la souveraineté de l'Irak», alors que ces crimes violent plusieurs textes fondamentaux du Droit international comme le Protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, le Pacte international sur les droits civils et sociaux adopté par l'ONU, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, etc... La guerre déclenchée en septembre 1980 par Bagdad contre l'Iran constituait, quoi qu'on puisse penser du

régime dictatorial et moyenâgeux de Téhéran, une agression caractérisée contre un Etat souverain, donc une grave violation de la Charte des Nations Unies et du Droit International. Elle n'a pas suscité non plus de condamnations particulières de l'Irak. Bien au contraire, toutes les puissances grandes et moyennes de l'Est comme de l'Ouest ont rivalisé pour vendre le plus d'armes possibles à l'Irak. Plus que les victimes proche-orientales, kurdes, arabes et persanes, de cette boucherie qui en 8 ans a fait plus d'un million de morts, ce sont surtout les épiphénomènes de ce conflit - prises d'otages, attentats terroristes - qui ont vraiment touché les Occidentaux.

En 1988, lors du gazage des civils kurdes, malgré les témoignages insoutenables, l'ONU s'était enfermée dans l'inaction, l'URSS avait tout simplement choisi d'ignorer l'événement et d'épargner à ses citoyens les images et récits de l'holocauste kurde, l'administration américaine s'était opposée à une résolution du Sénat stipulant des sanctions économiques contre l'Irak pour ses « crimes contre l'humanité ». Washington était même allé jusqu'à accorder une nouvelle ligne de crédit d'un milliard de dollars au régime criminel de Bagdad et le monde arabe s'était solidarisé avec ce régime. Aujourd'hui, frappés dans leur portefeuille, les Etats-Unis comparent Saddam Hussein à Hitler, Moscou trouve ses procédés brutaux « intolérables », et l'Europe parle haut et fort de droits de l'homme et des droits des peuples bafoués par ce despote ingrat. Les gouvernements arabes et leurs médias découvrent enfin les malheurs des « frères kurdes martyrisés en Irak ». A la bonne heure ! Ce n'est jamais trop tard pour bien faire et en revenir au Droit.

Cependant, si l'on veut être cohérent, ce Droit ne devrait pas concerner uniquement les Koweïtis et les otages occidentaux, victimes les plus récentes du régime irakien, mais toutes les victimes de ce dernier, en particulier les Kurdes. Jusqu'ici les résolutions de l'ONU aussi bien que les déclarations de la plupart des Etats regroupés dans la coalition anti-irakienne évitent soigneusement d'aborder le sort des Kurdes. Certains gouvernements, comme la France, les Etats-Unis, la Suède et l'Italie, ont indiqué qu'ils considéraient la question kurde en Irak comme un « problème de droits de l'homme ». Cette étrange discrétion s'explique en grande partie par les pressions exercées par la Turquie sur ses alliés. « *D'accord pour coopérer pleinement avec vous contre Bagdad mais à condition que personne n'évoque le problème des Kurdes même en Irak* » est le message que les dirigeants turcs communiquent à tous leurs partenaires occidentaux. L'Iran et la Syrie, autres pays devenus indispensables dans l'embargo décidé par l'ONU contre l'Irak, ne souhaitent pas non plus que la question kurde figure également à l'ordre du jour d'une éventuelle conférence internationale pour régler les divers conflits du Proche-Orient.

Tragique destin que celui des Kurdes ! Hier tout le monde devait se taire pour ne pas mécontenter l'important client irakien et ses alliés arabes. Aujourd'hui tout un chacun découvre enfin la véritable nature de la dictature irakienne et admet qu'elle a commis des crimes effroyables contre sa population kurde, mais nul ne veut en parler pour ne pas indisposer la Turquie, devenue une alliée indispensable (cf. dans l'abondante revue de presse divers articles sur ce sujet).

## VERS UNE ENTENTE IRAKO - IRANIENNE ?

**D**evant la levée des boucliers de la Communauté internationale et dans l'espoir d'assurer ses arrières à l'Est et d'atténuer les effets de l'embargo, Saddam Hussein a déclaré, mercredi 15 août, qu'il acceptait l'accord frontalier d'Alger de 1975 ainsi que les principales conditions mises par l'Iran pour la conclusion d'un Traité de paix.

Ce revirement spectaculaire de l'Irak, suivi de l'évacuation par l'armée irakienne des portions de territoire iranien qu'elle occupait encore et d'échange de prisonniers de guerre, ouvre-t-il la voie à une paix durable entre les deux pays voisins ? Après 8 années de guerre, son cortège de destruction et son million de morts justement parce que l'Irak contestait ce fameux accord frontalier d'Alger, les deux pays se retrouveraient ainsi à la case de départ, à ceci près que cette guerre absurde a été un formidable gâchis de leurs ressources économiques et humaines. Fatiguées de tant d'années de malheurs et de destructions, les populations iraniennes et irakiennes, et en premier lieu le peuple kurde qui est à cheval sur la frontière irako-iranienne, aspirent certainement à la paix. A une paix juste et durable, respectant les droits et les aspirations de chacun des

peuples concernés. Tel n'est pas le contenu de la «paix» proposée par Saddam à Téhéran, qui s'apparente davantage à un arrangement tactique sur lequel le maître de Bagdad pourrait toujours revenir dès qu'il se sentira en meilleure posture. Aussi les dirigeants iraniens qui sont tout, sauf des naïfs, semblent peu pressés de faire confiance aux promesses de Saddam. Sans doute vont-ils se contenter d'engranger toutes les concessions qu'ils peuvent obtenir dans la conjoncture présente de Bagdad et attendre l'issue de la crise actuelle pour s'engager davantage. Cela n'empêchera pas les deux pays de prendre d'ores et déjà en commun des mesures supplémentaires de répression contre le peuple kurde, leur ennemi commun.

A moins que la crise actuelle ne débouche sur l'élimination de la dictature irakienne et son remplacement par un gouvernement irakien, toute «paix» entre l'Irak et l'Iran équivaudra dans la pratique à une entente au détriment du peuple kurde. Victimes de la guerre, les 12 millions de Kurdes de l'Iran et d'Irak risquent fort d'être également les victimes d'une telle paix conclue entre deux régimes despotiques.

## LA REVUE DE PRESSE

UNE QUESTION NATIONALE. UNE POIGNEE DE TERRE EN PLEIN VENT. Les Kurdes connus comme un peuple d'éleveurs, de guerriers et de voyageurs. (*Komsomolskaya Pravda* 26.07.90). p. 1 & 2.

NOUS VIVONS, NOUS ESPERONS, NOUS CROYONS. L'Institut du Marxisme-Léninisme du PCUS organise une conférence sur les Kurdes d'URSS. (*Pravda* 30.07.90). p. 3.

LES SANCTIONS AMERICAINES CONTRE L'IRAK : UNE ARME UTILISEE FREQUEMMENT PAR WASHINGTON. (*A.F.P.* 2.08.90). p. 4.

L'IRAK : FICHE TECHNIQUE. (*A.F.P.* 2.08.90, *Le Figaro* 3.08.90). p. 5 & 7.

L'IRAK, PREMIERE PUISSANCE MILITAIRE ARABE, CHOISIT LA FORCE POUR SATISFAIRE SES AMBITIONS, par Jean-Pierre PERRIN. (*A.F.P.* 2.08.90). p. 6.

HUSSEIN : LA BRUTALITE AU SERVICE DE L'AMBITION. A 53 ans, le maître de Bagdad confond toujours la politique et le combat. Comme s'il ne pouvait se passer d'effrayer ses voisins et de scandaliser le monde. L'emblème détonant de la puissance irakienne. (*Le Figaro* 3.08.90). p. 7, 8 & 9.

AMBITIONS D'UN DICTATEUR. Bénéficiant d'une longue complaisance de la part de ses alliés occidentaux, le chef du régime irakien, Saddam Hussein, a franchi un nouveau pas dans sa conquête du leadership du monde arabe. L'occupation du Koweït lui donne les

moyens de conforter son pouvoir autocratique. (*L'Humanité* 3.08.90). P. 9 & 10.

LES DISCUSSIONS IRAK-KOUEIT ECHOUE. (*International Herald Tribune* 2.08.90). p. 11.

SADDAM HUSSEIN, NABUCHODONOSOR OU RIEN. Depuis plusieurs mois, les ambitions régionales de Saddam Hussein étaient à la mesure de ses moyens militaires. Mais jusqu'à mercredi personne ne pensait qu'il les assouvirait aussi brutalement. (*Le Quotidien de Paris* 3.08.90). p. 12.

AIDE DE FIRMES OUEST-ALLEMANDES A L'INDUSTRIE MILITAIRE IRAKIENNE, selon *Der Spiegel*. (A.F.P. 4.08.90) p. 13.

SADDAM HUSSEIN QUALIFIE DE «DICTATEUR» PAR UN JOURNAL SOVIETIQUE. (A.F.P. 4.08.90). p. 13.

MOSCOU ADOPTE LA CONDAMNATION AMERICAINE ET CESSE LES VENTES D'ARMES A BAGDAD. (*International Herald Tribune* 3.08.90). p. 14.

L'IRAK ENVAHIT LE KOUEIT ET MET EN PLACE UN GOUVERNEMENT. L'Emir fuit en Arabie-Saoudite par les chars d'assaut. Bagdad menace d'intervenir. (*International Herald Tribune* 3.08.90). p. 15.

WASHINGTON ET MOSCOU EXHORTENT ENSEMBLE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A «PRENDRE DES MESURES PRATIQUES» CONTRE L'IRAK. PARIS PROPOSE AUX DOUZE DE CESSER TOUT ACHAT DE PETROLE A BAGDAD. (*Le Monde* 5.08.90). p. 16.

LE GESTE DE SADDAM DEFIE L'AMERIQUE. (*International Herald Tribune* 6.08.90). p. 17 & 18.

LE PARLEMENT IRAKIEN CONVOQUE POUR UNE REUNION EXTRAORDINAIRE. (A.F.P. 7.08.90). p. 18.

L'OUEST A ENTRETENU UN DESPOT. ISOLER SADDAM HUSSEIN. UTILISER LE PETROLE COMME UNE ARME. (*International Herald Tribune* 6.08.90). p. 19.

BUSH DEMANDE LE RETRAIT TOTAL DE L'IRAK ET LA FIN DU MANDAT. (*International Herald Tribune* 6.08.90). p. 21.

TOKYO ET PEKIN ADOPTENT LES SANCTIONS DE LA C.E.E. (*International Herald Tribune* 6.08.90). p. 22.

LA COMEDIE DU RETRAIT DES FORCES IRAKIENNES après l'occupation du Koweït par l'Irak. (*Le Monde* 7.08.90). p. 23.

M. BUSH ENVISAGE «TOUTES LES OPTIONS» CONTRE LES «HORS-LA-LOI» IRAKIENS. (*Le Monde* 7.08.90). p. 24.

ISTANBUL CHERCHE A GAGNER DU TEMPS. (*Le Monde* 7.08.90). p. 24.

TURGUT ÖZAL: LES VOISINS, CELA COMPTE. Ankara a développé considérablement ses relations économiques avec son voisin irakien. Une rupture lui coûterait cher. (*Le Figaro* 7.08.90). p. 25.

L'IMPUISSANCE DES PAYS ARABES. Le «pied de nez» irakien au monde. (*Le Monde* 7.08.90). p. 26.

LES PALESTINIENS PARIENT SUR SADDAM HUSSEIN, UN «NOUVEAU SALADIN». En Israël, les Palestiniens s'enflamment pour le dirigeant irakien qui vient de faire la démonstration de sa «force». Il incarne à leurs yeux l'espoir d'une libération du «joug israélien». (*Libération* 7.08.90). p. 27.

LES SOVIETIQUES SOUTIENNENT FERMEMENT LES ETATS-UNIS. Moscou s'interroge sur un envoi de bateaux. (*International Herald Tribune* 7.08.90). p. 28.

BAGDAD COUPE L'ARRIVEE DE PETROLE D'UN OLEODUCT TURC. (*International Herald Tribune* 7.08.90). p. 28 & 29.

LES NATIONS UNIES RENFORCENT LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. L'embargo sur les armes est ordonné. Les importations de pétrole sont interdites. (*International Herald Tribune* 7.08.90). p. 29.

L'IRAK ET L'ARME CHIMIQUE. L'Irak est averti que les Etats-Unis traiteraient «très sévèrement» une éventuelle utilisation des armes chimiques. Les Irakiens chargent des bombes chimiques selon les services secrets américains. (A.F.P. 8.08.90). p. 30.

ANKARA EN POSITION STRATEGIQUE. Tout en ayant stoppé le débit d'un oléoduc à la demande de l'Irak, la Turquie a annoncé qu'elle se conformerait à l'embargo décidé par le Conseil de sécurité. Un engagement plus important serait surprenant. (*Libération* 8.08.90). p. 31.

L'EMBARGO : «UNE ARME PLUS EFFICACE» QUE LA PUISSANCE MILITAIRE SELON LA TELEVISION SOVIETIQUE. (A.F.P. 8.08.90). p. 32.

LES SANCTIONS ECONOMIQUES CONTRE L'IRAK SONT RENFORCEES. BAGDAD AFFIRME NE PLUS RETENIR DE RESSORTISSANTS ETRANGERS. DES BOMBARDIERS AMERICAINS SERAIENT ARRIVES EN TURQUIE. (*Le Monde* 8.08.90) p. 32 & 33.

L'IRAK PREPARERAIT DES GAZ. (*International Herald Tribune* 9.08.90). p. 33.

BUSH ENVOIE LES TROUPES AMERICAINES EN ARABIE SAOUDITE TANDIS QUE LA MAISON BLANCHE EVOQUE UNE «MENACE IMMINENTE» DE L'IRAK. (*International Herald Tribune* 8.08.90). p. 35.

CHANGEMENT DE POLITIQUE : LA SUISSE S'ASSOCIE AUX NATIONS UNIES POUR SANCTIONNER L'IRAK. (*International Herald Tribune* 9.08.90). p. 36.

L'IRAK «ANNEXE» LE KOUEIT, TANDIS QUE LES ARABES CHERCHENT UNE SOLUTION. (*International Herald Tribune* 9.08.90). p. 36.

LIVRAISON D'ARMES A L'IRAK : POUR VOIEN CASSATION DE L'ASSOCIATION «DROIT CONTRE RAISON D'ETAT». (A.F.P. 9.08.90). p. 37.

DES KURDES ENVOYES AU KOWEIT POUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE. (*The Times* 11.08.90). p. 37.

EXTRAIT DU DISCOURS DE BUSH SUR LA CRISE. (*International Herald Tribune* 9.08.90). p. 38.

PARIS-BAGDAD : LES SECRETS D'UN AMOUR COUPABLE. Jacques Chirac avait commencé, François Mitterrand a continué. Pendant près de vingt ans, la France a été le meilleur soutien de Saddam Hussein. A la grande satisfaction du lobby de l'armement ... NOTRE AMI SADDAM ... (*Le Nouvel Observateur* 9.08.90). p. 39, 40, 41 & 42.

LE MALAISE FRANCAIS. Paris hésite à soutenir totalement l'engagement américain. C'est que tous les gouvernements ont leur part de responsabilité dans l'idylle nouée pendant vingt ans avec Saddam Hussein. (*La Croix* 10.08.90). p. 41.

LE CAIRE REFUSE DE S'ASSOCIER AU DETACHEMENT MILITAIRE AMERICAIN, ET EXIGE UNE ACTION PAN-ARABE. (*International Herald Tribune* 9.08.90). p. 43.

LA FUIE EN AVANT DU PRESIDENT SADDAM HUSSEIN. L'homme fort de Bagdad, qui n'avait guère tiré de bénéfice de la guerre contre l'Iran tente de réaliser son vieux rêve de devenir le «gendarme du Golfe» et le champion du nationalisme arabe. (*Le Monde* 10.08.90). p. 44 & 45.

SI LES GAZ TOXIQUES DEVAIENT ETRE UTILISES : DU NO MAN'S LAND AU DESERT. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 46.

LES CHEFS ARABES SE REUNISSENT AU CAIRE. LES SAOUDIENS ATTENDENT D'AVANTAGE DE TROUPES ETRANGERES. LES ETATS-UNIS REAFFIRMENT LEUR SOUTIEN A LA TURQUIE. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 47.

SADDAM DEVOILE LES RACINES DES ETATS ARABES. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 48.

LE CAMP AMERICAIN EN SYRIE ET EN IRAN. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 48.

SEULS LES DIPLOMATES SONT LIBRES DE PARTIR. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 49.

POURQUOI FONT-ILS ECHO AL'ENORME MENSONGE DE SADDAM. (*International Herald Tribune* 10.08.90). p. 49.

VIVE REACTION AUX GAZ TOXIQUES. L'Irak a peu à peu changé de politique pendant la guerre avec l'Iran. (*International Herald Tribune* 11-12.08.90). p. 50.

L'IRAK ET SA LEGITIMITE. L'IRAK MODERNE EST UNE INVENTION A PEINE MOINS ARTIFICIELLE QUE CELLE DU KOWEIT. Un retour en arrière montre comment le facteur kurde et surtout le facteur chiite ne sont, pas plus aujourd'hui qu'hier, stabilisés. (*Libération* 13.08.90). p. 50, 51 & 52.

SADDAM JOUE DU PRESTIGE DE L'IRAK ET DE LA GLOIRE DE BAGDAD. (*Le Figaro* 14.08.90). p. 52 & 53.

COMMENTAIRE SUR UN VIRAGE. C'est visiblement sans trop d'états d'âme que le gouvernement français a abandonné son soutien indéfectible à l'Irak et au régime fasciste de Saddam Hussein. Tout est bon à qui veut vendre des canons. (*Libération* 14.08.90). p. 53, 54 & 55.

UN MOT SIED AU DIRIGEANT DE L'IRAK : LE POUVOIR. (*International Herald Tribune* 14.08.90). p. 55.

SELON LES AUTORITES, LA TURQUIE VA RENFORCER SA COOPERATION AVEC LES ETATS-UNIS. (*International Herald Tribune* 12.08.90). p. 56.

«NOUS SOMMES PRETS» DIT BUSH A L'IRAK LANÇANT UN AVERTISSEMENT A DES CHARGEMENTS. (*International Herald Tribune* 12.10.90). p. 56.

LES FORCES DE L'OLP SONT PRETES A S'ASSOCIER AVEC L'IRAK. (*International Herald Tribune* 12.08.90). p. 57.

LES ARABES VONT ENVOYER DES FORCES AUX SAOUDIENS POUR LES PROTEGER D'UNE ATTAQUE IRAKIENNE. (*International Herald Tribune* 12.08.90). p. 57 & 58.

PENDANT QUE VOUS SUEZ, JE PRESENTE MON GRAND PLAN. (*International Herald Tribune* 12.08.90). p. 58.

PRISE DE POUVOIR DE L'IRAK. Audacieux et impitoyable Saddam Hussein se saisit du minuscule Koweït. Personne ne peut prédire jusqu'où ira son ambition. (*Time* 13.08.90). p. 59, 60 & 61.

MAITRE DE SON UNIVERS. (*Time* 13.08.90). p. 62 & 63.

LE VIDE DE LA DISSUASION. (*Time* 13.08.90). p. 63.

LA PROPOSITION DE L'IRAK SUR LE RETRAIT DES ETATS-UNIS EST REJETEE PAR LA MAISON BLANCHE. (*International Herald Tribune* 13.08.90). p. 64.

TURQUIE : LE PARLEMENT DONNE AU PREMIER MINISTRE LE POUVOIR DE DECLARER L'ETAT DE GUERRE. (*Le Monde* 14.08.90). p. 65.

UN MILLIER DE CONSEILLERS MILITAIRES SOVIETIQUES RESTERAIENT ACTIFS EN IRAK. (*Le Monde* 14.08.90). p. 65.

LE PRESIDENT IRAKIEN A PRECONISE «UNE SOLUTION GLOBALE» POUR «TOUS LES PROBLEMES D'OCCUPATION DANS LA REGION». (*Le Monde* 14.08.90). p. 66.

LES FORCES ARMEES IRAKIENNES QUI ONT ENVAHI LE KOWEIT ONT PRIS DES MILLIARDS. Les banquiers disent que les troupes ont rapporté à Bagdad de l'or, des voitures et de la nourriture. (*International Herald Tribune* 14.08.90). p. 67.

L'EMBARGO CONTRE L'IRAK VIVEMENT RESSENTI DANS LE SUD-EST ANATOLIEN OU QUATRE «TERRORISTES» ONT ETE TUES. (*A.F.P.* 6 & 15.08.90). p. 68 & 69.

L'ALGERIE, MEDiateur DEPUIS VINGT ANS ENTRE L'IRAK ET L'IRAN. (*A.F.P.* 15.08.90). p. 68.

LES GRANDES DATES DU CONTENTIEUX FRONTALIER IRA-

NO-IRAKIEN (chronologie). (A.F.P. 15.08.90). p. 70.

SADDAM HUSSEIN PEUT FAIRE UN COMPROMIS QUAND IL DIT QU'IL LE DOIT. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 71.

CHANGEMENT A BONN QUI POURRAIT ENVOYER DES NAVIRES DANS LE GOLFE. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 72.

NOUVELLE CRAINTE D'ATTAQUES TERRORISTES. L'Irak pourrait se tourner vers des cibles américaines, israéliennes ou européennes. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 73.

LE ROI DE JORDANIE FAIT LA NAVETTE ENTRE BAGDAD ET LES ETATS-UNIS. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 74.

CHENEY LANCE UN AVERTISSEMENT A L'IRAK SUR LES ARMES CHIMIQUES. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 74.

EN ENVOYANT DES TROUPES, LA SYRIE MARQUE DE FAÇON SIGNIFICATIVE SON ORIENTATION. (*International Herald Tribune* 15.08.90). p. 75.

RIDEAUX BAISSÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE POUR LE 6<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REPRISE DES ARMES PAR LES REBELLES KURDES. Dispositif de sécurité extraordinaire. (A.F.P. 16.08.90). p. 76.

SADDAM HUSSEIN A DECLARE LA PAIX A L'IRAN. (*Libération* 16.08.90). p. 77 & 78.

HISTOIRE DE L'ACCORD D'ALGER. (*Libération* 16.08.90). p. 78.

UN COUP DE FORCE DIPLOMATIQUE. (*Libération* 16.08.90). p. 78.

DEROBADE. (*Le Monde* 14.08.90). p. 79.

WASHINGTON «REJETTE CATEGORIQUEMENT» LE MARCHANDAGE PROPOSE PAR BAGDAD. LES MANIFESTATIONS POPULAIRES DE SOUTIEN A M. SADDAM HUSSEIN SE MULTIPLIENT. (*Le Monde* 14.08.90). p. 80.

Les services de renseignements occidentaux en ont acquis la conviction. BAGDAD MOBILISE «SES» TERRORISTES. Les groupes d'Abou Nidal, Aboul Abbas et Abou Ibrahim ont toujours trouvé aide et protection en Irak, même si, officiellement, Saddam Hussein a fait semblant de les renier. (*Le Figaro* 14.08.90). p. 81.

DES EMISSAIRES TRES «CONSENSUELS». François Mitterrand dépêche 12 émissaires dans 24 pays pour expliquer la position française dans la crise du Golfe. Plusieurs personnalités de l'opposition en font partie. (*Libération* 14.08.90). p. 82.

Editorial de Marc Kravetz «JUSQU'OU ?». (*Libération* 14.08.90). p. 82.

COMMENT LE PRESIDENT IRAKIEN A REUSSI A ENDORMIR LA VIGILANCE DE TEHERAN. (*Le Monde* 15.08.90). p. 83.

FISSURE OCCIDENTALE. (*Le Monde* 15.08.90). p. 84.

CROISADES INTERDITES. (*Le Nouvel Observateur* 16.08.90). p. 85 & 86.

M. SADDAM HUSSEIN PROPOSE A L'IRAN DE COOPERER «FACE AUX MANOEUVRES DES FORCES DU MAL». «Vous aurez ainsi réalisé tout ce que vous souhaitez ... (*Le Monde* 16.08.90). p. 87 & 88.

LE CHATT-AL-ARAB : UN ENJEU HISTORIQUE. UN GESTE SPECTACULAIRE. CYNISME SANS LIMITE. (*Le Monde* 16.08.90). p. 88, 89 & 90.

LA VICTOIRE POSTHUME DE KHOMEINY. (*Le Monde* 17.08.90). p. 91.

UN BOMBARDEMENT CHIMIQUE ... Les armements chimiques détenus par l'Irak modifient, bien plus qu'on ne le dit, la donne stratégique dans le Golfe. (*Le Nouvel Observateur* 16-22.08.90). p. 92.

SI J'ETAIS DIEU ... ma patience aurait ses limites et je ferais savoir que je n'ai rien à voir avec la troupe croissante de hypocrites et de assassins qui m'enrôlent dans leurs bandes criminelles. (*Le Nouvel Observateur* 16-22.08.90). p. 93.

LE DILEMME DES KURDES. Laminés par l'armée de Saddam Hussein il y a deux ans, les Kurdes d'Irak attendent le signal du réveil. La crise du Golfe fait renaître l'espoir de l'opposition en exil. (*Le Figaro* 17.08.90). p. 94.

REPONSE A SIBONY. (*Libération* 17.08.90). p. 95.

ENQUETE SUR LES VENTES D'ARMES A BONN : 1 000 FIRMES. (*International Herald Tribune* 17.08.90). p. 96.

L'IRAN INSISTE SUR LE RETRAIT DE L'IRAK DU KOWEIT. (*International Herald Tribune* 17.08.90). p. 96.

COMMENT SE DEBARRASSER DE SADDAM HUSSEIN. Pas facile d'assassiner le numéro un irakien. Des Kurdes aux Iraniens en passant par les Israéliens, beaucoup s'y sont essayés en vain. Rien ne dit que les Américains auraient plus de chance contre le dictateur terré dans son bunker. (*Libération* 17.08.90). p. 97 & 98.

«M. LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, VOUS AVEZ MENTI». Principaux extraits de la «lettre ouverte» que Saddam Hussein a adressée à Georges Bush. (*Libération* 17.08.90). p. 98.

LA FAIBLESSE MORALE DE L'OCCIDENT. Il aura donc fallu l'ultime coup de poker du pistolerio de Takrit pour que l'Occident consente enfin à regarder en face les crimes de son protégé irakien qui pourtant, en particulier vis-à-vis de ses citoyens kurdes, ne datent ni d'hier, ni même d'avant-hier. (*Libération* 18-19.08.90). p. 99 & 100.

TOUT, SAUF LA PACIFICATION. QUI A ARME L'IRAK ET

- POURQUOI ? (*Les Nouvelles de Moscou* 19.08.90), p. 101.
- SURENCHERE AUX ARMES CHIMIQUES. (*Le Monde* 19-20.08.90), p. 102.
- DERNIERE SORTIE AVANT L'APOCALYPSE. (*Libération* 20.08.90), p. 103 & 104.
- MASSACRE DE KURDES. (*Liberté* 18.08.90), p. 104.
- LE ROI HUSSEIN MENE UN DOUBLE JEU. (*Newsweek* 20.08.90), p. 105.
- LA FABRICATION D'UN MONSTRE. Comment le monde a-t-il contribué au pouvoir de Saddam ? (*Newsweek* 20.08.90), p. 106.
- LE SPECTRE DES GAZ TOXIQUES DE L'IRAK. LES TROUPES AMERICAINES SONT-ELLES PRETES ? (*Newsweek* 20.08.90), p. 107.
- LE PDKI REVENDIQUE 30 TUES PARMIS LES FORCES ARMÉES IRANIENNES. (*A.F.P.* 21.08.90), p. 108.
- LES OTAGES-BOUCLERS. (*Nord Eclair*, 21.08.90), p. 108.
- SADDAM HUSSEIN ET HITLER. (*Libération* 21.08.90), p. 109.
- CRIMINEL DE GUERRE. (*L'Aurore* 21.08.90), p. 109.
- UNE INTERVIEW DE KENDAL NEZAN, EN VISITE EN GEORGIE. (*Zaria Vostoka* 21.08.90), p. 110.
- LES IRAKIENS ORDONNENT LA FERMETURE DE TOUTES LES AMBASSADES AU KOWEIL. (*International Herald Tribune* 13.08.90), p. 111.
- L'IRAN ACCEPTE DE SOUTENIR LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune* 13.08.90), p. 111.
- LE REPRESENTANT DE BARZANI EN EUROPE : ON N'A PAS DE CONTACT AVEC LES U.S.A. ET NOUS N'ENTAMERONS PAS DE NEGOCIATIONS SECRETES. (*Al-Hayat* 22.08.90), p. 112.
- UNE INTERVIEW DE KENDAL NEZAN DANS LE JOURNAL KURDE D'ARMENIE : *RIYA TEZE* (08.90). P. 113 à 115.
- MOT DE PASSE : «AUTONOMIE». Les Kurdes soviétiques peuvent-ils escompter le rétablissement du «Kurdistan rouge» et est-ce que Moscou deviendra allié du mouvement Kurde de libération nationale ? (*Temps Nouveaux* n° 33 - 14-20.08.90), p. 117.
- LA MYTHOLOGIE D'UN FÜHRER. Spartacus ou Nabuchodonosor ? Que les amis des Arabes cessent de fantasmer sur l'entreprise de Saddam Hussein : il s'agit là d'une lutte pour la construction d'un nouvel empire babylonien, non d'une révolution pour sauver les damnés de la terre. (*Le Nouvel Observateur* 23-29.08.90), p. 118 & 119.
- UNE INTERVIEW DE L'ACADEMICIEN KURDE NADIR NADIROV AVEC LA PRAVDA DU KAZAKHSTAN SUR LA CONFERENCE DES KURDES D'URSS. (*Kazakhstanskaya Pravda* 23.08.90), p. 120.
- LES SOVIETIQUES ETAIENT-ILS INFORMES DE L'INVASION ? (*International Herald Tribune* 23.08.90), p. 122.
- SADDAM HUSSEIN ET LA HAINE D'ISRAEL. Pour une fois, il est difficile d'imputer «à l'ennemi sioniste» les déboires arabo-arabes actuels. En revanche, le choix pro-irakien de l'OLP obèrera pour longtemps la reprise pourtant nécessaire du dialogue israélo-palestinien. (*Libération* 24.08.90), p. 123.
- MOSCOU : FRUSTATIONS ET TENTATIONS. Existe-t-il encore une chance d'éviter la guerre sans que M. Saddam Hussein ne tire profit de son crime ? (*Le Monde* 24.08.90), p. 124.
- LA GRANDE PEUR DES TURCS. Les données stratégiques ont beau rendre improbable une attaque irakienne contre la Turquie, la population tremble devant la menace chimique. Dans le Sud-Est de la Turquie les villageois creusent des tranchées. (*Le Figaro* 25.08.90), p. 125.
- VOYAGES D'ETUDES A BAGDAD. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, les groupes d'amitié France-Irak s'interrogent sur leur rôle. (*La Croix* 25.08.90), p. 126.
- LA PRIERE DES KURDES DE FRANCE : TUEZ SADDAM. LES KURDES DE MAINSAT, DANS LA CREUSE, RACONTENT : «LES BOMBES CHIMIQUES ONT DEVASTE NOS VILLAGES». «Elles ne font pas de bruit. On voit un nuage gris orangé. Les oiseaux meurent les premiers. Nous prions pour que les Américains tuent Saddam». (*France-Soir* 25.08.90), P. 127 & 128.
- LES REFUGIES KURDES : ON OUBLIE NOTRE DRAME. (*Paris Normandie* 25.08.90), p. 129.
- TRUCS ET TROCS. (*Vendée Matin* 25.08.90), P. 129.
- UN GENERAL DECLARE QUE LES ETATS-UNIS TENTERAIENT UNE ATTAQUE «DECISIVE». (*International Herald Tribune* 25.10.90), p. 131.
- SELON LES ETATS-UNIS L'IRAK REÇOIT ENCORE DES ARMES. (*International Herald Tribune* 25.08.90), p. 131.
- A TROYES, TEMO, LE TROUBADOUR DE LA CAUSE KURDE. Qualifié de Bob Dylan de la cause kurde, Temo, de passage à Troyes pour une dizaine de jours a fait vibrer les soirées de juillet aux sons du bozouki. Un interprète prodigieux, une musique magique, pour des fêtes quotidiennes improvisées qu'on imaginait difficilement possibles au coeur du Bouchon de Champagne. On en redemande. (*Est-Eclair* 26.08.90), p. 132 & 133.
- LE KURDISTAN : GRAND COMME LA FRANCE MAIS ABSENT DES CARTES OFFICIELLES. (*Est-Eclair* 26.08.90), p. 133.
- SPECIAL IRAK «LOGIQUE DE GUERRE». «Quand il y a une fuite de gaz, la moindre étincelle...» A la condamnation

et à la décision de boycott de l'ONU s'ajoute la fermeté des Occidentaux. Et la montée en puissance du front américain face à l'escalade de Saddam Hussein et à son «inacceptable» chantage aux otages. Trois semaines après l'invasion du Koweït, c'est «la logique de guerre». (*Le Point* 27.08.90). p. 134, 135 & 136.

LA METHODE SADDAM : LA «TECHNIQUE DU PALMIER». Gouvernant comme un calife abbasside, le rais tranche, sans états d'âme, les têtes qui lui font de l'ombre. (*Le Point* 27.08.90). p. 137 & 138.

LES AMBASSADES DU KOWEIT RESISTENT ALORS QUE L'IRAK COUPE L'ELECTRICITE, L'EAU ET LE TELEPHONE. (*International Herald Tribune* 27.08.90). p. 139.

MOSCOU SOUTIENT L'UTILISATION DE LA FORCE DANS LE GOLFE MAIS LIMITE SON ROLE. (*International Herald Tribune* 27.08.90). p. 140.

RESPONSABILITES FRANÇAISES. Troisième pourvoyeur d'armes dans le monde, après l'Union soviétique et les Etats-Unis : c'est le rang de la France depuis de longues années. Une grave responsabilité sur laquelle il faut avoir le courage de s'interroger à l'occasion de la crise du Golfe. (*Ouest-France* 28.08.90). p. 141.

SADDAM POSSEDE UNE CINQUIEME COLONNE DE TERRORISTES EN RESERVE. (*International Herald Tribune* 28.08.90). p. 142.

ISRAEL DECLARE QUE L'IRAK REÇOIT UN SOUTIEN EN ARMES DE LA JORDANIE ET DE LA NOURRITURE DU YEMEN. (*International Herald Tribune* 28.08.90). p. 142.

HUSSEIN LANCE UN PLAN DE COMPROMIS SOUTENU PAR LES PALESTINIENS. (*The Independent* 29.08.90). p. 143.

PAS DE FEUILLE DE FIGUIER POUR SADDAM. (*The Independent* 29.08.90). p. 144.

LA MORALE PEUT ETRE PAYANTE. «Lorsqu'une fois de plus les Kurdes se sont fait massacrer par gazage irakien, ceux qui dirigeaient et représentaient la France ont très mollement protesté ...» (*La Croix* 30.08.90). p. 145.

IL EST TEMPS POUR LA GRANDE-BRETAGNE DE PAYER SA

DETTE ENVERS LE PEUPLE KURDE. (*The Independent* 30.08.90). p. 146.

UNE MISSION DE PAIX DES NATIONS UNIES SE MET EN ROUTE MAIS SADDAM HUSSEIN RENFORCE SON EMPRISE SUR LE KOWEIT. Les Etats-Unis et l'Irak cherchent un moyen d'éviter la guerre. (*The Independent* 30.08.90). p. 147.

LA MAISON BLANCHE A RECEMMENT REJETE UNE PROPOSITION IRAKIENNE DE REGLEMENT. (*Le Monde* 31.08.90). p. 148.

LA TURQUIE LUTTE CONTRE LE SOULEVEMENT KURDE. (*The Christian Science Monitor* 30.08.90). p. 149 & 150.

LES KURDES DE PLUSIEURS PAYS MENENT UNE LONGUE LUTTE POUR L'AUTO-DETERMINATION. (*The Christian Science Monitor* 30.08.90). p. 151.

UN ECRIVAIN TURC DEFEND LES KURDES. (*The Christian Science Monitor* 30.08.90). p. 152.

LA GUERRE DU GOLFE UNE OPORTUNITE POUR LES KURDES. (*El Pais* 14.08.90). p. 153 & 154.

DIEU NE CONSOLE PLUS LES REFUGIES OUBLIES. (*Die Welt* 27.08.90). p. 155 & 156.

MOSCOU : LES KURDES DEMANDENT L'AUTONOMIE. (*Corriere Della Sera* 28.08.90). p. 156.

LA PATIENCE DU PEUPLE KURDE. (*Corriere Della Sera* 28.08.90). p. 157.

LES KURDES : TROIS MILLE ANS SANS ETAT. (*La revue soviétique Soyuz d'août* 90). p. 158.

LA DIVERSION KURDE. A L'INTERIEUR DE L'IRAK, UN PEUPLE POURRAIT SE DRESSER CONTRE SADDAM. SI ON L'AIDE. (*L'Express* 31.08.90).

KENDAL NEZAN EN VISITE EN URSS. (*Temps Nouveaux* 31.08.90). p. 161.

LA CONFERENCE DES KURDES. (*Les Izvestia* 30.07.90).

---

---



● «КОМСОМОЛЬСКАЯ ПРАВДА»

● 26 ИЮЛЯ 1990 г.

## НАЦИОНАЛЬНЫЙ ВОПРОС

Горсть земли  
на ветру*Курды известны как народ скотоводов, воинов, путешественников. Но не всегда путешествовали они по своей воле...*

Перечитываем Платформу КПСС «Национальная политика партии в современных условиях»: «...Нужен законодательный акт, обеспечивающий полную политическую реабилитацию народов, которые были подвергнуты репрессиям и массовым депортациям. Принять все меры к решению проблем крымских татар, советских немцев, греков, курдов, корейцев, туркомехетинцев и других...» И зададим себе вопрос: а что мы знаем об этих народах? Кто-то вспомнит о греках, турках, татарах. А вот, скажем, курды. Кто они? На вопросы нашего корреспондента отвечает академик АН Казахской ССР Н. К. Надилов.

— Надир Каримович, по моему, Маркс говорил, что невежество — демоническая сила, которая породит еще немало трагедий. Таково и невежество в национальном вопросе. А что я знаю, например, о вашем народе? Вспоминаю цветную картинку, увиденную, кажется, в журнале «Вокруг света». Люди в восточных одеждах на фоне навьюченных быков. И подпись. Что-то вроде «курды — народ скотоводов, кустарей, путешественников...»

— Скотоводы, кустари, поэты, воины — все это верно. А вот «путешественниками» мы стали не по своей воле. Я, например, клеймо спецпереселенца получил еще в пятилетнем возрасте. Представьте себе такую картину. 1937 год. Семья из девяти детей (младшему — три года) с неграмотной матерью. И вот, совсем по Высоцкому, появляются «утром раненько» люди в шинелях. Приказ — всем до вечера собраться у колодца.

Через полгода пути нас высадят в безлюдном ущелье. Сказали — размещайтесь в палатках и юртах. А у многих ли они были? Строили саманные жилища. Так появилось село имени Буденного. Ныне это отделение Туркестанского совхоза Сарысу-

ского района Джамбулской области в Казахстане. Но и депортации моего народа сталинскому режиму показалось мало. Однажды ночью семьи курдов-переселенцев были обезглавлены. Увели всех старших братьев и отцов, если они у кого-то остались. Больше их никто не видел...

— Как же вам удалось получить образование? Стать академиком?

— Я — редкое исключение. Помогла цепочка случайностей. Сначала это — «неуставное разрешение» спецкомендатуры переехать к родственникам. Там я попал в школу, в которой преподавал мой старший брат Анвар. Но вот школа окончена. Как учиться дальше, если ты — без права на выезд? Только один «великий вождь и учитель» мог тогда помочь. И я написал письмо Сталину. Обрекая на скитания целые народы, он, случилось, демонстрировал «штучное» великодушие. Вспомните о бурятской девочке, которую вождь брал на руки, одаривал подарками, а затем подписывал приказ о расстреле ее отца. (Речь — о дочери наркома земледелия Бурят-Монгольской АССР А. А. Маркизова). Вот и я, мальчишка из казахской степи, народ которого развеян по ветру, через полгода получил разрешение учиться.

Но цепочка случайностей погнулась дальше. Добрые люди подсказали: в городе Кзыл-Орде сохранился педагогический институт. Это был единственный шанс. Отослав весной 1949-го документы, я каждый день справлялся у коменданта, не пришел ли ответ. Откуда мне было знать, что из села бумаги должны поступить в район, в область, в Алма-Ату, в Москву и лишь затем, в такой же последовательности, вернуться на место. Естественно, к вступительным экзаменам я опоздал. Так бы и вернулся домой ни с чем, не будь встречи — опять же случайно — временно исполняющим обя-

занности ректора, состоящим на спецучете корейцем. Он помог мне вырваться из замкнутого круга.

— Надир Каримович, я понимаю, что историю народа не вместишь в один абзац. Но все же ответьте: откуда пошли курды?

— Это один из народов Востока, живший на территории Юго-Западной Азии еще во втором тысячелетии до нашей эры. Курдом был легендарный герой Востока Салах-ад-дин, широко известный в Европе под именем Саладин. В XII веке он прославился не только как выдающийся полководец и защитник ислама, но и как покровитель просвещения. И уж совсем ограниченному кругу что-либо говорят имена выдающихся поэтов и мыслителей средневековья Пире Шалира, Али Теремахи, Ахмеди Хани, которого академик Орбели сравнивал с персом Фирдоуси и грузином Руставели...

Курдская печатная литература издавалась в Стамбуле, Каире, Петербурге, Лондоне, Женеве. И это неудивительно — ведь в мире, главным образом в Турции, Иране, Ираке и Сирии, по разным данным, — от 22 до 25 миллионов представителей этой национальности.

— А в Советском Союзе?

— Тут статистика менялась, причем кардинально, в зависимости от политической ситуации. Судите сами. 1923 год. В районе компактного проживания курдов Азербайджана, где их было 48 тысяч, издается газета на коренном наречии. Появляются свой техникум, школы, радиопередачи. Издаются учебники, политическая и художественная литература. После кончины Ленина без каких-либо официальных решений слово «курд» исчезает из обращения. Численность народа катастрофически сокращается. Аналогичная картина в других республиках Закавказья и Туркменской ССР, где в 20-е годы проживало около трети миллиона людей этой национальности. Уже в тридцатые годы в обобщенных демографических справочниках они числятся в графе «и другие». А в 1959 году составляют в этом регионе всего 58 тысяч человек...

Как тут не вспомнить печальных слов академика И. А. Орбели, не одну работу посвятившего истории моего народа. Он писал: «...народ растерял своих сынов под обличьем иранцев, турок, арабов, армян, растерял сынов, имена которых, в качестве имен славных поэтов, музыкантов, полководцев украшают историю других народов». А ведь само слово «курды»

означает «собранный, сплоченный». Мне тут слышится горькая ирония судьбы. Есть у нас один старинный обычай. Человеку, дающему клятву, высыпают в руки пригоршню земли и говорят: «Брось эту землю и произнеси: если я скажу неправду, пусть в род мой точно так же развеется по ветру...»

— Надир Каримович, что же сегодня происходит с курдами? Они по-прежнему «пуштешественники»? Не припомню, чтобы печать сообщала о санкционированном митинге курдов. Тем не менее такой митинг состоялся в Москве. Какие требования на нем звучали?

— Более того, после митинга состоялся первый учредительный съезд курдов СССР. Требования выдвигались конкретные и справедливые. Реабилитация народа, пострадавшего от сталинского террора и депортации, возрождение языка и древней культуры. Ведь что получается? У народа, сыны которого создавали великие творения духа, нет сегодня ни одного музыканта с высшим образованием, ни одного писателя, журналиста, художника, архитектора... Отсутствие национального образования и учебных заведений, условий для развития языка и культуры привели к утрате самобытности курдов, поставили их перед угрозой полной ассимиляции. Во имя спасения, как и другие малые народы, курды должны объединяться, и они это делают.

— Вы сказали «и другие

малочисленные народы», тем самым подчеркивая общность проблем. А что же «народы большие», скажем, русские? Разве они не нуждаются, особенно сегодня, в демократизации всех сфер жизни, углублении социальной защищенности?

— Я не хотел бы противопоставлять разные элементы внутри единого целого. Все мы развиваемся по общечеловеческим законам, которые долгое время просто игнорировались официальной государственной политикой. Мы же сегодня пожинаем ее горькие плоды. Но малым народам, в силу их, как вы сказали, социальной незащищенности, больше других досталось от национальной обезлички.

— У обезлички, мне кажется, только одна разумная альтернатива: знание о предмете. Помните, с чего мы начинали? С национального невежества. А почему бы, скажем, в порядке мирной борьбы с этим порождающим трагедии злом не издавать какой-то сериал, рассказывающий о малых народах? Представьте себе хорошо иллюстрированный сборник популярных художественно-документальных очерков, написанных ярко, доступно, доброжелательно...

— Я бы охотно взялся помогать в таком благородном деле. Давайте искать единомышленников, ведь культура любого народа — это сконцентрированный опыт поколений.

Беседовал  
Б. ВИШНЕВСКИЙ.

#### КСТАТИ:

Научно-практическая конференция «Курды СССР: история и современность» открылась вчера в Институте марксизма-ленинизма при ЦК КПСС. Более тысячи представителей этого древнего народа, живущего на территории Турции, Ирана, Ирака, СССР и Сирии, собрались для обсуждения текущих проблем советской курдской общины.

PRAVDA, 30. 07. 1990

ПРАВДА

30 июля 1990 года № 181 (26264) 4

## ДИСКУССИОННЫЙ ЛИСТОК № 50

Партия и перестройка → К XXVIII съезду КПСС

НАЦИОНАЛЬНЫЙ ВОПРОС

**Живем, надеемся, верим**

Институт марксизма-ленинизма при ЦК КПСС ведет подготовку Всесоюзной научно-практической конференции «Курды в СССР: история и современность».

Курды — один из древнейших народов Востока. Их активное участие в истории Юго-Западной Азии отмечено еще во втором тысячелетии до нашей эры. Они внесли большой вклад в развитие общечеловеческой культуры.

В начале XIX века после первой русско-персидской войны часть курдов из разделенного Курдистана, Ирана и Турции оказалась на закавказской окраине России.

На протяжении столетия курды вместе с азербайджанцами, армянами и грузинами обживали новые места. Октябрьскую революцию приняли как свое кровное дело, участвовали в становлении Советской власти.

В 1923 году в составе шести районов компактного проживания курдов в Азербайджане по просьбе В. И. Ленина постановлением СНК республики был организован Курдистанский уезд, затем был сформирован Курдский национальный автономный округ с центром сначала в Лачине, а затем в Шуше.

В Лачине на курдском языке начала издаваться газета «Советский Курдистан», в Шуше был открыт Курдский педагогический техникум, велись регулярные радиопередачи, дети учились на родном языке, издавались учебники, политическая и художественная литература. Работали все административные учреждения уезда-автономии.

В 30-х годах вся работа с курдским населением стала сокращаться, перестали произносить слова «курды», «Советский Курдистан», численность жителей стала значительно сокращаться.

Репрессии в 30-е годы привели к тому, что в обобщенных справочниках результатов переписи населения курды попали в графу «и другие национальности». Усилилась ассимиляция курдов. Одна из причин — в насильственном переселении их в 1937 году из Азербайджана в Армению, а в 1944-м из Грузии в республики Средней Азии и Казахстана.

В унизибельном положении курды пребывали до конца 50-х годов — комендантский час, спецучет — без права выезда куда-

либо за пределы своего спецселения... Автор этих строк, в пятилетнем возрасте депортированный в Казахстан, только после многочисленных обращений получил разрешение комендатуры выехать на учебу в Кызыл-Ординский пединститут. Чтобы каким-то образом избежать гонений, оскорблений, репрессий, получить право на выезд, на учебу, за участие в боевых действиях на фронтах Великой Отечественной войны, многим пришлось приписывать себе другую национальность.

В настоящее время курды СССР разбросаны по девяти республикам в разных селениях, что противоречит естественному образу жизни народа и приводит к ликвидации его истории, культуры, языка, обычаев и этноса.

Не случайно в Платформе КПСС по национальному вопросу, принятой на сентябрьском (1989 г.) Пленуме ЦК КПСС, говорится: «Принять все меры к решению проблем крымских татар, советских немцев, греков, курдов, корейцев, турок-месхетинцев и других».

В конце 1989 года принята Декларация Верховного Совета СССР «О признании незаконными и преступными репрессивных актов против народов, подвергшихся насильственному переселению, и обеспечении их прав». Благодаря этому стала возможной коллективная встреча советских курдов. В Москве состоялся первый учредительный съезд курдского народа СССР, избравший руководящие органы Всесоюзного курдского комитета «Якбун» («Единство»).

Сейчас в Москве действует центр курдской культуры. В Армении, которая является крупным носителем сохранившейся курдской цивилизации, выделено время для регулярного радиовещания, функционирует секция курдских писателей при Союзе писателей, творчески работает отдел курдоведения Института востоковедения АН Армянской ССР, организовано курдское национально-культурное общество «Ро» («Солнце»). В Грузии, помимо курдского народного театра, редакции радиопередач,

организованы новые центры по возрождению и развитию курдской культуры. В Азербайджане, в Ваку, начал активно работать вновь созданный культурный центр.

В Казахстане создано политическое и культурно-просветительское общество «Якбун» («Единство»), которое ставит своей целью оказывать содействие в возрождении ленинских принципов в сфере национальной политики и в создании необходимых условий для полного удовлетворения запросов курдов. Но для возрождения национальной культуры, языка и истории требуется решить еще немало проблем. К сожалению, советские курды не имеют доступа к зарубежным источникам из-за незнания арабской и латинской письменности. В нашей стране для курдов письменность была создана в 1921 году, сначала на основе армянской графики, затем, с 1927-го, на базе латинского алфавита, а с 1945 года переведена на русский алфавит с добавлением нескольких специфических латинских знаков. По по этой же причине 25—30 миллионов зарубежных курдов не имеют доступа к духовному богатству советских курдов. Поэтому одна из актуальных проблем — переход на латинскую графику, что будет способствовать взаимообогащению народа, проживающего в различных регионах мира.

Сегодня решение курдского вопроса вновь осложнено. Имею в виду события в Азербайджане и Армении, межнациональные конфликты в других регионах страны. Надо признать, что росту национального самосознания курдов определенный вред наносят действия экстремистов, пытающихся расколоть советских курдов по религиозному признаку. Но хочется верить, что национальная политика КПСС поможет снять противоречия, обеспечит свободное развитие всех народов нашей великой страны. Этой надеждой живут и курды.

Н. НАДИРОВ.

Академик АН Казахской ССР, председатель оргкомитета конференции.  
г. Агма-Ата.

F.P. - A.F.P. -

FRA0491 4 I 0367 USA /AFP-EZ34  
USA-Irak-Koweït

Les sanctions américaines contre l'Irak : une arme utilisée fréquemment par Washington (ENCADRE)

WASHINGTON, 2 août (AFP) - Les Etats-Unis ont imposé des sanctions économiques contre plus de douze pays ces dernières années pour protester contre des invasions militaires, des politiques anti-américaines ou l'entretien de liens avec le terrorisme international.

Washington a décidé de frapper l'Irak avec son arme économique la plus puissante quand le président George Bush a annoncé jeudi matin qu'il avait ordonné le gel de tous les avoirs irakiens (propriétés, comptes bancaires etc..) aux Etats-Unis, en rétorsion à l'invasion du Koweït.

L'Irak avait déjà fait l'objet de mesures punitives de la part des Etats-Unis. En 1979, Washington avait imposé des restrictions aux exportations vers ce pays de certains équipements militaires et de haute technologie. Ces mesures avaient été levées en 1982.

En mars 1984, Washington avait bloqué les ventes à l'Irak de substances pouvant être utilisées pour la fabrication d'armes chimiques et en 1988, le Congrès avait voté des mesures similaires pour protester contre l'apparente utilisation de gaz mortels contre les rebelles Kurdes pendant la guerre avec l'Irak.

Parmi les autres pays ayant fait l'objet, ces dernières années, de sanctions économiques américaines, figurent notamment l'Iran, en 1979 après la prise de l'ambassade américaine à Téhéran, la Libye en 1986 et le Nicaragua.

L'administration Reagan avait gelé tous les avoirs libyens après avoir accusé Mouammar Kadhafi de soutenir le terrorisme international. Ces sanctions, qui comprennent une interdiction des échanges commerciaux, de prêts bancaires et de voyages de citoyens américains en Lybie, sont toujours en vigueur.

L'embargo économique contre le Nicaragua a été levé après que les Sandinistes eurent perdu les élections en 1989.

Les Etats-Unis avaient également pris des sanctions économiques à l'encontre de l'Union Soviétique après l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979, contre l'Afrique du Sud pour protester contre l'apartheid ainsi que plus récemment contre la Chine après l'écrasement du mouvement étudiant en 1989.

js/mst

E.P. - A.F.P. -

FRAD068 3 I 0421 /AFP-WC82

Irak doc

L'Irak (fiche technique)

PARIS, 2 août (AFP) - L'Irak, dont les troupes ont pénétré jeudi en territoire koweïtien, est à cheval entre le Proche et le Moyen-Orient. Ses frontières sont délimitées au nord par la Turquie, à l'est par l'Iran, au sud par le Koweït et le Golfe persique, au sud-ouest par l'Arabie Saoudite et la Jordanie et au nord-ouest par la Syrie.

D'une superficie de 438.317 km<sup>2</sup>, l'Irak partage une zone neutre à sa frontière sud-ouest avec l'Arabie Saoudite et le Koweït alors que son tracé de frontière avec l'Iran n'est pas définitivement délimité, le conflit sur le partage des eaux du Chatt Al-Arab (le confluent du Tigre et de l'Euphrate qui se jette dans le Golfe), persistant toujours.

Selon les accords d'Alger de 1975, le sud de sa frontière avec l'Iran est délimitée par le Thalweg, ou ligne médiane imaginaire du plus profond chenal de navigation du Chatt Al-Arab, alors qu'avant ces accords l'Irak contrôlait la totalité des eaux, le territoire iranien ne commençant que sur la rive orientale du fleuve.

L'Irak a déclaré ces accords caducs en septembre 1980 quelques jours avant le déclenchement de la guerre irako-iranienne.

POPULATION: estimée à 16 millions d'habitants en 1988. Important brassage ethnique. Les Arabes sont majoritaires (79 pc), suivis des Kurdes (16 pc), des Persans (3 pc), et des Turkmènes (2 pc). La population kurde est installée dans le nord du pays, dans les trois provinces "autonomes" de Dohuk, Arbil et Suleimaniyah.

CAPITALE: Bagdad, 4 millions d'habitants.

RELIGION: L'islam est religion d'Etat. Les chiites sont majoritaires (environ 55 pc). Importante communauté de chrétiens d'Orient estimée à 400.000 personnes.

INSTITUTIONS POLITIQUES-REGIME: république depuis 1958, régie par la constitution de 1968, année de la prise de pouvoir du parti Baas. Cette constitution proclame que le peuple irakien est composé de deux nationalités, arabe et kurde, et que l'orientation économique de l'Irak est socialiste.

La plus haute autorité est le Conseil de commandement de la révolution, composé principalement de dirigeants du parti Baas et présidé par Saddam Hussein.

Assemblée nationale de 250 membres élus au suffrage universel. Les baassistes ont remporté 73 pc des sièges aux élections de 1984.

ECONOMIE-RESSOURCES: le pétrole est la principale ressource. Membre de l'OPEP (quota 2,783 millions de barils jours pour le deuxième semestre 1989). Réserves estimées à 100 milliards de barils.

sam/so/jyg

t.p.frp.pac

F.P. - A.F.P. -

FRAD435 3 I 0654 /AFP-EI99

Irak-Koweït-prév

L'Irak, première puissance militaire arabe, choisit la force pour satisfaire ses ambitions

Par Jean-Pierre PERRIN

BAGDAD, 2 août (AFP) - L'Irak, que certains diplomates s'accordent à appeler "la Prusse du monde arabe", a choisi la force et envahi jeudi le Koweït pour résoudre un contentieux frontalier, pétrolier et financier, témoignant ainsi que ses dirigeants sont prêts à défier le monde entier pour faire de leur pays la première puissance du monde arabe.

Ils ont déjà fait de l'Irak la première puissance militaire et technologique du monde arabe. Ses forces terrestres sont estimées à 650.000 hommes, son aviation à 35.000 hommes dotés de 400 à 500 appareils. La garde présidentielle, un corps d'élite, est forte de 45.000 hommes.

Il faut encore ajouter la milice --armée populaire qui comptait 350.000 hommes au plus fort de la guerre Irak-Iran et qui vient d'être remobilisée-- et les supplétifs kurdes.

Les sept corps d'armée irakiens --soit 44 divisions-- ont été aguerris par huit années terribles de guerre contre l'Iran et vingt années de guerre dans le Kurdistan (nord de l'Irak).

#### "Un coup de tonnerre dans le ciel du Golfe"

Sur le plan technologique, l'Irak, qui a déjà une panoplie de missiles, a lancé en décembre 1989 la première fusée irakienne à trois étages capable de mettre des satellites en orbite et de transporter des charges militaires.

"C'est un coup de tonnerre dans le ciel du Golfe. L'équilibre stratégique de la région est bouleversé", avait commenté un diplomate occidental.

La plupart des pays arabes, y compris le Koweït, avaient alors applaudi.

"Je suis fier de ce qu'a réalisé l'Irak car cette prouesse technologique bénéficie à toute la nation arabe", affirmait un directeur de journal du Qatar.

Depuis, l'Irak a continué de faire monter la tension, dont le paroxysme a été atteint jeudi avec l'invasion du Koweït. En mars 1989, Bagdad fait exécuter le journaliste d'origine iranienne Farzad Bazoft, sous l'accusation d'espionnage, et humilie la Grande-Bretagne, qui avait exigé sa grâce.

Le même mois, un trafic d'éléments de détonateurs nucléaires au profit de l'Irak met à nouveau ce pays sur le banc des accusés. Il le sera encore en avril, après la découverte en Europe d'un autre trafic visant à doter l'armée irakienne du "plus gros canon du monde".

Peu avant, le président irakien Saddam Hussein avait alarmé les gouvernements occidentaux en déclarant que son pays ravagerait la moitié d'Israël si celui-ci tentait "quoi que se soit" contre lui et révélé que l'Irak produisait l'arme chimique binaire.

Le président irakien recueillera bientôt les fruits de ces victoires technologiques et des défis lancés à Israël et l'Occident qui ont, en revanche, souvent enthousiasmé les opinions publiques arabes. En mai, Bagdad accueille en grande pompe un sommet arabe où seuls la Syrie et le Liban ne sont pas représentés.

#### Un manque de ressources financières

Mais, dans sa course à la puissance, Bagdad manque de ressources financières. Handicapé par une dette d'au moins 70 milliards de dollars (378 milliards de FF), par une économie chancelante, par des gisements pétroliers vieillissants qui, à cause de la guerre contre l'Irak, n'ont pas bénéficié des investissements nécessaires, l'Irak va bientôt menacer en juillet certaines monarchies du Golfe --Koweït et Emirats Arabes Unis-- qui dépassent leur quota de production et font chuter le prix du baril.

"Les ambitions de l'Irak sont avant tout dans le Golfe", indiquait peu avant le conflit un diplomate occidental en poste à Bagdad.

Dans le Golfe, l'Irak a cherché à plusieurs reprises à faire partie du Conseil de coopération du Golfe (CCG), une alliance à vocation politique, économique mais aussi militaire qui regroupe le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Qatar, Oman, Bahreïn et les Emirats Arabes Unis. Sans succès.

jpp/em/chb

## L'Irak : une nation arabe et kurde

L'Irak est à cheval entre le Proche et le Moyen-Orient. Ses frontières sont délimitées au nord par la Turquie, à l'est par l'Iran, au sud par le Koweït et le golfe Persique, au sud-ouest par l'Arabie Saoudite et la Jordanie, et au nord-ouest par la Syrie.

● **SUPERFICIE** : 438 317 km<sup>2</sup>. L'Irak partage une zone neutre à sa frontière sud-ouest avec l'Arabie Saoudite et le Koweït, alors que son tracé de frontière avec l'Iran n'est pas définitivement délimité, le conflit sur le partage des eaux du Chatt al-Arab (le confluent du Tigre et de l'Euphrate, qui se jette dans le Golfe) n'étant toujours pas réglé.

● **POPULATION** : estimée à 16 millions d'habitants en 1988. Important brassage ethnique. Les Arabes sont majoritaires (79 %), suivis des Kurdes (16 %), des Persans (3 %) et des Turkmènes (2 %). La population kurde est

installée dans le nord du pays, dans les trois provinces « autonomes » de Dohuk, Arbil et Suleimaniyah.

● **CAPITALE** : Bagdad, 4 millions d'habitants.

● **RELIGION** : l'islam est religion d'État. Les chiites sont majoritaires (environ 55 %). Importante communauté de chrétiens d'Orient, estimée à 400 000 personnes.

● **INSTITUTIONS POLITIQUES** : république depuis 1958, régie par la Constitution de 1968, année de la prise de pouvoir du parti Baas. Cette Constitution proclame que le peuple irakien est composé de deux nationalités, arabe et kurde, et que l'orientation économique de l'Irak est socialiste. La plus haute autorité est le Conseil de commandement de la révolution, composé principalement de dirigeants du parti Baas et présidé par Saddam Hussein. Assemblée nationale de 250 membres élus au suffrage universel. Les baassistes ont remporté 73 % des sièges aux élections de 1984.

● **RESSOURCES** : le pétrole est la principale ressource. Membre de l'Opep (quota 2,783 millions de barils/jour pour le deuxième semestre 1989). Réserves estimées à 100 milliards de barils.

LE FIGARO, 3. 08. 1990

### Le coup de force de Bagdad dans la poudrière du Golfe

# Hussein : la brutalité au service de l'ambition

*A 53 ans, le maître de Bagdad confond toujours la politique et le combat. Comme s'il ne pouvait se passer d'effrayer ses voisins et de scandaliser le monde.*

C'est le plus brutal et le plus impitoyable des chefs d'État arabes. Le plus méthodique, peut-être. Le plus ambitieux, certainement.

D'abord pour lui même : omniprésents, obsédants même, ses portraits géants, au bureau, sur le front ou la mosquée, témoignent d'un culte de la personnalité qu'il aime qu'on lui rende. Pour son pays ensuite. Il a restauré Babylone. Il se défend d'avoir de la nostalgie pour l'époque glorieuse de Nabuchodonosor. Mais il est clair qu'il imagine un grand destin pour l'Irak.

### La crainte et le mépris

Saddam Hussein est servi par la nature. Son pays, l'antique Mésopotamie, est riche en eau et en hydrocarbures. Ses réserves de pétrole sont les deuxièmes du monde. Il dispose aussi d'hommes : 16 millions, ce qui est beaucoup en comparaison des frileuses et riches monarchies bédouines du Golfe. Des États qui le redoutent et qu'au fond de lui-même il méprise.



Malgré l'air triomphant du président irakien, l'émirat du Koweït a été envahi en quelques heures par l'armée la plus puissante du monde arabe. (Photo Setboun/Sipa.)

Stupéfiants, ses coups de force seraient incompréhensibles sans un coup d'œil sur son enfance de paysan orphelin et pauvre : il n'ira à l'école qu'à l'âge de neuf ans. Vient ensuite l'engagement politique : c'est-à-dire le combat. Car c'est avec des bombes qu'on fait avancer l'histoire dans l'Irak post-colonial.

Saddam, qui n'a que 18 ans, est blessé en attaquant la voiture du dictateur de l'époque, le général Kassem. Condamné à mort, il s'enfuit. Il ne reverra l'Irak qu'en 1963, quand le parti nationaliste Baas prendra le pouvoir. Nouveau coup d'État, nouvelle fuite.

Un jour, dans un véritable fort Chabrol, il résiste à la police, seul pendant toute une journée. Capturé, il passe deux ans en prison. A l'issue de sa détention, il est nommé secrétaire général adjoint du Baas. Dauphin du général Hassan el-Bakr, qui prend le pouvoir en 1968, Saddam Hussein devient rapidement l'« homme fort » de l'Irak. En 1979, il cumule les fonctions de prési-

dent de la République, de secrétaire général du Baas et de président du conseil de la révolution. A 42 ans.

Un itinéraire qui n'a guère laissé de place aux hésitations et aux états d'âme. L'homme ne fait pas de cadeaux. C'est la clé d'une survie politique et physique remarquable.

### La ténacité et l'horreur

Parvenu au sommet de la puissance, il conserve cette ligne de conduite qui lui vaudra la haine des démocrates et la vindicte des défenseurs des droits de l'homme. Il lâche ses policiers et ses bourreaux contre les opposants : communistes, puis chrites, puis Kurdes... Il met ses concitoyens au travail, comme, toutes choses égales d'ailleurs, Pierre le Grand avait su le faire. Les paresseux, les incapables et les profiteurs finiront à la rue, en prison ou, plus tard, sur le front iranien, face aux combattants suicides de l'imam Khomeyni.

C'est dans cette lutte sans pitié, où il a — imprudem-

ment — lancé son pays, que Saddam Hussein donne sa mesure. Dans la ténacité comme dans l'horreur. L'argent, autrement dit le pétrole, est le nerf de sa guerre. Le Golfe est impraticable. Il multiplie donc les oléoducs à travers l'Arabie ou la Turquie. Il crée une industrie d'armement, bientôt la seule crédible du monde arabe. Ses missiles font régner la terreur à Téhéran : ils contribueront à amener Khomeyni à accepter le cessez-le-feu. Il utilise aussi les gaz asphyxiants qu'on avait oubliés depuis 1914-1918. Contre les Iraniens (qui ne sont pas toujours en reste), mais aussi contre des Irakiens de race kurde. Ils avaient trahi, expliquera Bagdad.

En août 1988, alors que la guerre s'achève à peine, Saddam Hussein rase des milliers de bourgades kurdes le long des frontières iranienne et turque. Sans ciller, il chasse des dizaines de milliers de travailleurs égyptiens devenus inutilitaires depuis la démobilisation des Irakiens envoyés sur le front.

Considérablement endetté,

l'Irak prend du retard dans le domaine économique. Saddam enrage. Il lui faut les moyens de ses nouvelles ambitions. Il les dévoile en créant avec l'Égypte et la Jordanie le Conseil de coopération arabe. Il les confirme en convoquant un sommet arabe à Bagdad fin juin. Un sommet pour Saddam ! Car il veut les Arabes unis autour de lui, solidaires face aux Occidentaux, dont il est devenu la bête noire. La pendaison du journaliste Fazal Barzofi, des menaces de représailles chimiques contre Israël, des ambitions nucléaires de plus en plus apparentes, et la découverte du fameux « canon géant » ont nourri une campagne anti-irakienne savamment orchestrée, d'ailleurs.

Saddam Hussein s'explique. Il rabroue cette « grande gueule » de Kadhafi. A 53 ans, il veut, imagine-t-on, améliorer son image de marque. Et puis, patatras ! Il viole son voisin et ami, le Koweït. Comme si le maître de Bagdad ne pouvait se passer de scandaliser et d'effrayer.

Claude LORIEUX.

## De Hussein à Hussein

# Le mélange détonant de la puissance irakienne

En septembre 1980, le chef de l'État irakien, Saddam Hussein, qui venait de succéder à son protecteur le maréchal Hassan el-Bakr depuis à peine un an, réglait le problème de la contagion chiite en envahis-

et le premier code de l'humanité, celui d'Hammourabi (XVIII<sup>e</sup> siècle avant notre ère) ; ce fut, il est vrai, jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle, une des provinces des Perses achéménides et sassanides. Mais, jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle, la dynastie arabe

zones les plus négligées. Au cours de la Première Guerre mondiale, les Européens tirèrent parti de cette insatisfaction en encourageant la révolte des Arabes contre les Turcs, alliés à l'Allemagne. Mais, après les traités de Versailles et de Sévres, les habitants de la Mésopotamie n'en furent guère récompensés. Titulaire, en 1920, d'un mandat sur la région, la Grande-Bretagne joua (contre la France) la carte d'une dynastie venue d'Arabie, les Hachémides, dont le chef, Hussein Ibn Ali, prétendait lui aussi à devenir le fédérateur du royaume arabe. Hussein fut vaincu et chassé de La Mecque par les Wahhabites d'Ibn Seoud en 1924. Mais ses fils avaient été placés par le ministre anglais des Colonies, Winston Churchill : l'un, Fayçal, en Irak (où la dynastie hachémite devait régner jusqu'en 1958), l'autre, Abdullah, en Transjordanie (la future Jordanie), où sa descendance est encore en place aujourd'hui.

### Le panarabisme plus la laïcité

L'erreur était de taille : d'une part, parce que la Grande-Bretagne faisait ainsi perdurer le sentiment panarabe dans la double incarna-

tion d'une terre et d'une dynastie ; d'autre part, parce que les fortes minorités chiite et kurde (vieux peuple de pasteurs, d'origine indo-européenne, convertis au sunnisme) se jugèrent flouées et entrèrent en rébellion contre un pouvoir qui ne devait plus cesser d'être dominé par les sunnites. La presse londonienne parla, alors, du « *gâchis irakien* ». Au même moment, la Grande-Bretagne se comportait plus sagement avec un autre protectorat, le Koweït, qui fut le premier État de la zone à obtenir un statut d'autonomie, sinon d'indépendance, en 1922. Il est vrai que l'on sentait déjà en Irak l'odeur du pétrole, qui, découvert en 1927, devait donner naissance à l'Iraq Petroleum Co., et que l'on ne donnait pas cher des chances des prospecteurs au Koweït, où l'or noir jaillit seulement en 1938...

Mais l'Angleterre avait mis en route le second mécanisme qui a nourri la volonté irakienne de domination : le ressentiment. Dès 1922, le gouvernement de Bagdad, furieux de cette inégalité de traitement, fit valoir ses droits sur le Koweït. Quand la principauté devint pleinement souveraine, près de quarante ans plus tard, en 1961, le général Kassem, chef du gouvernement irakien, rappela la vieille revendication ; en

PAR ALAIN-GÉRARD SLAMA

sant l'ennemi héréditaire, l'Iran. Aujourd'hui, usé par une guerre de huit ans, et décidé à renforcer la position stratégique décisive que lui donne sa richesse pétrolière, Hussein règle son problème économique en attaquant le Koweït, qui comporte une forte minorité chiite (30 % de sa population) et qui était pourtant, hier encore, son allié contre l'Iran.

Derrière ces deux agressions — qui auront fait, il faut l'observer, un inégal plaisir à l'Occident —, se profile une seule et même ambition, que Hussein a héritée de ses prédécesseurs, et qu'il s'efforce de conduire à bien avec l'habileté des grands meneurs d'hommes : la domination du monde arabe.

Les prétentions hégémoniques s'enracinent d'abord dans une mémoire. L'Irak, c'est le cœur de la Mésopotamie et c'est Sumer, la première grande civilisation du Moyen-Orient ; c'est Babylone

des Abbassides, qui fit de sa capitale, Bagdad, le joyau de la civilisation, pluriethnique et pluriculturel, fut la rivale victorieuse des Omeyyades, réfugiés en Espagne. Dans le monde arabe, les Omeyyades de Damas représentaient le pouvoir séculier, soutenu par les musulmans orthodoxes ; les Abbassides avaient la faveur des chiites, héritiers de la lignée intransigeante d'Ali, gendre de Mahomet, dont un successeur, l'« imam caché », était appelé à reparaitre, avant la fin des temps, pour faire justice des mécréants. Beau patrimoine, pour une nation, que celui qui cumule les deux atouts d'un foyer laïc et d'un foyer religieux.

Après l'invasion mongole, l'occupation turque, sunnite (c'est-à-dire orthodoxe), à partir du XV<sup>e</sup> siècle, ne fut jamais acceptée. L'Irak, au surplus, située aux marches de l'empire ottoman, fut une, de ses

nommant le cheikh koweïtien « sous-préfet du district de la province mésopotamienne de Bassora », et en le prévenant que, au cas où il se rendrait coupable de mauvaise gestion, il serait sévèrement châtié...

L'Arabie Saoudite et la Grande-Bretagne vinrent alors en renfort du Koweït, et Kassem fut renversé en 1963. Mais le rapport de forces s'est, depuis, largement inversé dans la région, et Saddam Hussein, apparemment, n'a rien oublié.

L'histoire de l'Irak, depuis son indépendance en 1932, jusqu'au coup d'État de Kassem en 1958, fut celle — assez comparable à l'évolution de l'Iran — de la contradiction

croissante entre la dynastie hachémite pro-occidentale, signataire du pacte de Bagdad anglo-américain en 1955, et les mouvements nationalistes, pro-nazis pendant la guerre, toujours farouchement anti-Israéliens, bientôt séduits par le nassérisme puis par le chant des sirènes communistes (avec les tendances de gauche du parti Baas), mais surtout décidés à reprendre le flambeau du panarabisme des mains de la dynastie déchuë. Pour parvenir à ces fins, au-delà des dissensions idéologiques, l'instrument principal était l'armée ; et les objectifs, nettement définis : réduire les minorités (notamment les Kurdes, massacrés par Kassem en

1961), faire l'unité du pays contre l'étranger, renforcer sa puissance économique.

Cet état d'esprit apparut très clairement lorsque Kassem et un certain nombre de dirigeants communistes furent massacrés par le colonel nassérien Abdel Salam Aref, en 1963. Rejeté par Aref comme contradictoire avec la culture arabe, l'appui soviétique ne fut pas moins sollicité, en 1972, par le maréchal Hassan el-Bakr (qui avait pris le pouvoir en juillet 1968) pour faire face aux compagnies pétrolières occidentales lors de la nationalisation de l'Iraq Petroleum et du doublement du prix du pétrole qui suivit. De même, el-Bakr consentit, en

1975, un accord avec l'ennemi héréditaire, l'Iran (et expédia, peu après, Khomeyni en France), pour faire cesser l'aide de ce pays aux Kurdes.

Ce mélange de fanatisme arabe et de *Realpolitik* jalque a fait la preuve de son efficacité lors du conflit avec l'Iran, que ne troubla aucune rébellion chiite. Il justifie que l'on considère l'Irak comme beaucoup plus dangereux, notamment pour Israël, que les pays islamiques voisins. Mais c'est aussi le seul État révolutionnaire de la zone qui soit doté d'un gouvernement unitaire et solide, sur lequel les rapports traditionnels de puissance aient encore quelque effet.

A.-G. S.

L'HUMANITÉ, 3. 08. 1990

INVASION

Dix ans après l'invasion de l'Iran

# AMBITIONS D'UN DICTATEUR

*Bénéficiant d'une longue complaisance de la part de ses alliés occidentaux le chef du régime irakien, Saddam Hussein, a franchi un nouveau pas dans sa conquête du leadership du monde arabe. L'occupation du Koweït lui donne les moyens de conforter son pouvoir autocratique*

L'INVASION du Koweït par les troupes de Bagdad a eu lieu près de dix ans après l'agression irakienne contre l'Iran, qui avait entraîné une sanglante guerre de huit ans et plus d'un million de morts de part et d'autre.

Le 17 septembre 1980, le régime irakien, déjà dirigé à l'époque par Saddam Hussein, dénonça les accords conclus à Alger en 1975 entre le chah d'Iran et l'Irak et délimitant la frontière commune dans le sud des deux pays sur la ligne la plus basse du Chatt el-Arab, le fleuve estuaire dans lequel se jettent le Tigre et l'Euphrate. Quelques jours plus tard, les troupes irakiennes envahissaient l'Iran. Bagdad espérait une rapide victoire sur Téhéran, dont le régime, issu de la chute de la monarchie, se débattait dans des rivalités internes. Dès ce moment-là, les puissances occidentales — notamment les Etats-Unis et leurs alliés arabes dans la région — ont apporté

leur soutien à l'Irak, espérant ainsi contribuer à l'élimination du nouveau régime iranien.

La guerre éclair n'eut pas lieu et se transforma en un terrible carnage. En mars 1982, l'Iran réussit sa première contre-offensive en lançant dans la bataille des civils et notamment des enfants fanatisés, parfois uniquement « armés » d'un sabre de bois et d'une clé (la « clé du paradis »). Progressant sur les cadavres de ces dizaines de milliers de « volontaires » sacrifiés, l'armée régulière iranienne — formée par les Etats-Unis du temps du chah — envahit alors le territoire irakien. De son côté, l'Irak, jouant de sa supériorité en armement — à la suite de la contre-offensive iranienne, l'URSS avait de son côté rétabli ses livraisons d'armes à Bagdad, suspendues en 1980 —, riposta par des bombardements aériens et terrestres.

L'intervention des puissances occidentales aux côtés de l'Irak, sous couvert de protection de la route du pétrole dans le Golfe, devint flagrante avec le rassemblement dans la région, en 1987, de la plus formidable armada — dont des bâtiments français — jamais constituée depuis la Seconde Guerre mondiale.

A partir de ce moment-là, l'issue de la guerre pencha définitivement en faveur de Bagdad, malgré une forte résistance iranienne. Face au risque croissant d'un conflit généralisé, les grandes puissances imposèrent, par l'intermédiaire de l'Onu, un cessez-le-feu accepté par les belligérants le 20 août 1988.

Quatre mois plus tôt, l'opinion publique mondiale découvrit l'un des plus horribles massacres de cette guerre : le 19 mars 1988, l'aviation irakienne, utilisant à grande échelle ses armes chimiques, anéantissait en quelques instants la population du village kurde irakien



*Images d'horreur : des enfants du Kurdistan irakien figés dans la mort à la suite du bombardement chimique de l'armée irakienne, le 20 mars 1988. Cinq mille personnes de la petite ville de Halabja périrent en quelques instants. (Photo Gamma.)*

de Halabja. Près de cinq mille personnes dont de nombreux enfants moururent gazés.

Le régime irakien actuel est le lointain successeur de la révolution qui, le 14 juillet 1958, mit fin à la monarchie sous tutelle britannique du roi Fayçal II. Saddam Hussein, qui avait participé à cette révolution, complota dès 1959 pour le renversement du gouvernement progressiste du général Kassem allié au Parti communiste irakien, l'une des principales forces politiques du pays à l'époque. En 1968, à l'occasion d'un coup d'Etat de droite, il s'imposa comme maître du pays. La répression contre l'opposition démocratique — on se souvient encore des sinistres pendaisons de communistes à Bagdad — et celle des Kurdes d'Irak, combattant pour leur autonomie, fit des dizaines de milliers de morts.

L'armée irakienne, forte d'un million d'hommes, est la plus puissante de la région. Elle possède 5.500 chars, 3.500

pièces d'artillerie — dont 400 canons français de 155 mm pouvant tirer à 40 km — 500 chasseurs bombardiers (de fabrication soviétique et française) et 160 hélicoptères de combat. Durement frappée par la guerre, la grande majorité de la population avait accueilli avec soulagement la fin des combats avec l'Iran et espérait un desserrement de la poigne de fer du dictateur. Ce dernier a tiré sa puissance d'une guerre sanglante et de la complaisance de ses différents alliés.

L'Irak, dont la dette extérieure s'élève à 70 milliards de dollars, en doit la moitié aux Etats arabes du Golfe. Aujourd'hui, Saddam Hussein a franchi un nouveau pas dans sa politique hégémonique, mettant directement en cause la principale puissance de la région, l'Arabie Saoudite, qui, jusqu'à présent, a joué un rôle de leader quasiincontesté dans le monde arabe avec la bénédiction des Etats-Unis.

**Michel Muller**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 2, 1990

# Iraqi-Kuwaiti Talks Collapse

Reuters

JEDDAH — Talks between Iraq and Kuwait on defusing the crisis in the Gulf collapsed on Wednesday, but both sides subsequently said more discussions were planned.

Negotiations on the oil and land dispute broke down less than 24 hours after they started.

Saudi mediators said that the two sides had only one full meeting, a two-hour session late Tuesday.

"The talks have collapsed because Kuwait did not give in to Iraqi demands to write off debts and to relinquish some of its territory," a Kuwaiti official said as delegations headed home.

Iraq said Kuwait had failed to take Baghdad's demands seriously.

Saadoun Hammadi, the deputy prime minister and a member of the Iraqi delegation to the talks, told the Iraqi press agency that "no agreement has been achieved on anything because we did not feel from the Kuwaitis any seriousness in dealing with the severe damage inflicted on Iraq as a result of their recent behavior and stands against Iraq's basic interests."

Mr. Hammadi said meetings would continue in Baghdad.

The Kuwaiti crown prince and prime minister, Sheikh Saad al Abdulla as Salim as Sabah, said he was looking forward to fresh talks with Iraq.

"I look forward to the resumption of direct meetings and negotiations in both brotherly nations to reach a solution to all issues under the Arab League charter and in a fashion that will ensure our joint and legitimate interest," the Kuwait News Agency reported him as saying.

Sheikh Saad, Kuwait's chief negotiator in Jeddah, praised King Fahd of Saudi Arabia and President Hosni Mubarak of Egypt for their efforts in arranging the talks.

The Kuwait-Iraq border was open Wednesday with no sign of unusual troop movements.

The U.S. State department said Tuesday that Iraq had moved "a very large" force to the border.

In Washington, a White House spokesman expressed concern over the situation at the border and urged more talks.

"Obviously, coercion and intimidation have no function in this kind of dialogue," a spokesman, Roman Popadiuk, said. "We are concerned, but we do look forward to the Arab neighbors of those two countries to continue the mediation efforts and to continue urging dialogue, and we're still hopeful that a second round will take place and that some kind of amicable agreement can be reached."

A Western diplomat in Jeddah confirmed a report in The Washington Post that Iraq, despite assurances that it would not invade Kuwait, had moved about 100,000 troops, along with tanks and artillery, to the border.

But at the settlement of Abdaly, 125 kilometers (80 miles) north of Kuwait City and the only border post between the two countries, vehicles were crossing the frontier as usual. There was no sign of troops or heightened security on either side of the border.

The Iraq-Kuwait dispute flared on July 17 when Baghdad accused its smaller neighbor and the United Arab Emirates of glutting the world oil market, driving down prices and costing the Iraqi treasury billions of dollars.

Iraq and Kuwait exchanged charges of territorial violations and of stealing from an oil field beneath their desert border.

Baghdad warned Kuwait on Tuesday that it expected to "regain its rights" at the Jeddah meeting. Among other things, it demanded \$2.4 billion in compensation for oil that it said Kuwait had stolen.

LE QUOTIDIEN DE PARIS, 3 août 1990

## L'INVASION DU KOWEIT PAR L'IRAK

**Saddam Hussein, Nabuchodonosor ou rien**

Depuis plusieurs mois, les ambitions régionales de Saddam Hussein étaient à la mesure de ses moyens militaires. Mais jusqu'à mercredi, personne ne pensait qu'il les assouvirait aussi brutalement.

« **L** E peuple irakien n'agressera personne et n'a pas d'intentions belliqueuses. » Les propos sont de Saddam Hussein en personne et ont été tenus fin mars à un moment où il ressentait le besoin de rassurer la communauté internationale. Les rappeler aujourd'hui à celui qui cumule les fonctions de chef de l'Etat, président du Conseil et commandant de la révolution, secrétaire général du Parti Baas, Premier ministre et commandant en chef de l'armée irakienne, ne troublerait guère dans la mesure où l'invasion du Koweït est présentée comme mesure défensive... à l'instar de l'attaque lancée contre l'Iran il y a dix ans presque mois pour mois, et où le régime a fait preuve ces derniers temps du mépris le plus total à l'égard de l'opinion internationale.

A posteriori, ce mois de mars apparaît précisément comme une période charnière, moins dans la réalité de la menace irakienne que dans la perception de cette menace à l'étranger. Pendant toute la décennie écoulée, le régime irakien, pourtant d'un totalitarisme absolu, a joué d'une réputation de rempart contre l'intégrisme musulman conférée par huit ans d'une guerre extrêmement meurtrière menée contre le régime islamique iranien, notamment en France, qui est restée un partenaire privilégié indépendamment de la couleur des gouvernements qui se sont succédé.

### « Faisceau de présomptions »

A la fin de cette guerre sans véritable vainqueur ni vaincu, en 1988, l'Iran a commencé à réduire ses dépenses militaires pour remettre à flot une économie ruinée mais l'Irak a poursuivi l'effort de modernisation d'une armée ayant, entre-temps, acquis la dimension opérationnelle qui lui fit tant défaut au début du conflit. Une continuité au service d'un nouvel objectif : initialement consenti pour renverser le régime iranien, puis après l'échec

de cette première phase, pour assurer la propre survie du régime baasiste, l'effort de guerre est depuis mis au service d'une ambition à la mesure de celui qui se prend pour le nouveau Nabuchodonosor, assurer la prééminence de l'Irak sur l'ensemble du monde arabe.

Ce constat, qui avait déjà été fait par les observateurs attentifs de la région, allait rapidement s'imposer à la suite d'une série d'événements ou de déclarations qui ont constitué un véritable « faisceau de présomptions ».

### Course aux armements

Le 15 mars, Farzad Bazoft, un journaliste du magazine britannique « Observer », est pendu à Bagdad à la suite d'un simulacre de procès. Bazoft avait eu le tort d'enquêter sur l'explosion survenue en août dernier dans une usine d'armement ultrasecrète et qui avait fait plusieurs centaines de victimes. Aux protestations internationales, Bagdad répond par le mépris, voire par l'injure.

Le 28 mars, Londres annonce le démantèlement d'un réseau d'exportations vers l'Irak de composants nucléaires. Même si les experts estiment que Bagdad ne disposera pas de l'arme atomique avant cinq ans, cette révélation relance la polémique sur le risque de prolifération nucléaire. Dans un premier temps, les autorités irakiennes tentent de rassurer la communauté internationale, mais quelques jours plus tard Saddam Hussein se lance dans une offensive verbale sans précédent contre Israël, menaçant de détruire à l'aide d'armes chimiques « la moitié » du pays si l'Etat hébreu tente quoi que ce soit contre l'Irak.

### Destruction massive

De la part d'une puissance qui, en violation des traités internationaux, a fait massivement usage de gaz pour stopper les vagues d'assaut iraniennes et n'a pas hésité à y recourir à plusieurs reprises contre les populations kurdes d'Irak, la menace ne peut être prise à la légère. La violence et la rapidité de la réaction s'expliquent : Bagdad redoute que toute la publicité faite autour de sa quête frénétique de la bombe n'incite Jérusalem à lancer une attaque aérienne similaire à celle qui avait détruit le réacteur Osirak dans la banlieue de Bagdad le 7 juin 1981.

Nouvelle illustration de cette recherche de technologie militaire le 10 avril avec la découverte, toujours en Grande-Bretagne, de fûts susceptibles, une fois assemblés, de constituer un « canon géant ». Découverte qui suit de quelques jours seulement le mystérieux assassinat à Bruxelles de Gerald Bull, l'initiateur du projet et précède d'autres surprises du même ordre, l'Irak ayant passé commande à autant d'industriels européens les différentes pièces du canon.

Parallèlement, les ingénieurs irakiens sont parvenus avec l'aide d'homologues occidentaux et notamment ouest-allemands à modifier les missiles fournis par l'Union soviétique. Désormais, ils peuvent frapper n'importe quel objectif dans un rayon de 600 km autour de l'Irak (en attendant beaucoup mieux) dotés de charges conventionnelles ou chimiques et, à moyen terme, atomiques. Bref, bien que les menaces explicites de destruction massive n'aient été proférées que contre Israël, tous les pays arabes qui se trouvent à l'intérieur de ce périmètre doivent maintenant savoir à quoi ils s'exposent s'ils cherchent à faire obstacle aux visées hégémonistes de Saddam Hussein. Ceux qui ne croyaient pas à la réalité de la menace savent, depuis hier, à quoi s'en tenir.

Yves CORNU

A.F.P. - A.F.P.

FRA0154 4 I 0226 RFA /AFP-PD84

RFA-Irak

Aide de firmes ouest-allemandes à l'industrie militaire irakienne, selon Der Spiegel

HAMBOURG (RFA), 4 août (AFP) - Plus d'une centaine de firmes ouest-allemandes sont soupçonnées d'avoir aidé l'Irak à édifier le plus grand complexe militaire du Proche-Orient, écrit le magazine de Hambourg Der Spiegel dans son édition à paraître dimanche.

Selon l'hebdomadaire, une usine fabriquant des canons a été terminée ces dernières semaines au nord de Bagdad avec l'aide de firmes ouest-allemandes. La production doit commencer incessamment. Une autre usine fabriquant des grenades et qui a déjà commencé à produire a également été construite avec l'aide ouest-allemande, ajoute Der Spiegel sans donner sa localisation.

Ces usines ressemblent à des forteresses, sont protégées comme des casernes et gardées par des miradors, poursuit le magazine.

Der Spiegel indique que l'Etat irakien accorde une protection particulière aux techniciens ouest-allemands. Selon les services secrets irakiens cités par le magazine, ces techniciens font l'objet de menaces de la part de mouvements de libération kurdes qui projettent de "les enlever ou de les exécuter".

D'après ces mouvements de libération, c'est grâce aux techniciens ouest-allemands que l'Irak a pu fabriquer des gaz chimiques mortels utilisés contre des milliers de Kurdes.

mnb/lal/jmg

AFP 041226 AOU 90

FRA0116 4 I 0374 URS /AFP-0Q41

URSS-Irak-Koweït

Saddam Hussein qualifié de "dictateur" par un journal soviétique

MOSCOU, 4 août (AFP) - Le journal conservateur soviétique Sovietskaïa Rossia a accusé samedi le président irakien Saddam Hussein de mener une politique "hégémoniste" dans le Golfe et l'a qualifié de "dictateur".

Cette virulente critique intervient le lendemain de la publication à Moscou, par les chefs de diplomatie d'URSS, Edouard Chevardnadze, et des Etats-Unis, James Baker, d'une déclaration commune condamnant l'Irak qui, en envahissant le Koweït, a "montré son mépris pour les principes les plus fondamentaux de la charte des Nations Unies et pour le droit international".

"L'arrivée au pouvoir en Irak, dans les années 70, de l'actuel président Saddam Hussein, s'est accompagnée d'une campagne --sans précédent par son ampleur-- d'élimination physique de tous ceux qui ne partageaient pas ses vues", écrit le journal.

"Des milliers de communistes irakiens ont disparu dans les geôles des forces de sécurité du régime et le nord de l'Irak, le Kurdistan, a été plongé dans un bain de sang lorsque les troupes gouvernementales se sont mises à exécuter la politique d'assimilation des Kurdes décidée par Bagdad", ajoute-t-il.

"Des purges sans fin dans l'armée et dans les organes du pouvoir (...) accompagnées d'exécutions publiques, ont réduit au silence l'opposition potentielle et renforcé la dictature absolue du président", souligne le journal.

Les origines de l'actuel conflit avec le Koweït sont à rechercher dans "la nature hégémoniste de la politique étrangère menée par la direction irakienne ces dix dernières années", estime Sovietskaïa Rossia.

Selon le journal enfin, la récente réduction de la présence militaire américaine dans la région du Golfe a contribué à permettre à Bagdad de prendre avantage de la situation.

Au cours de la conférence de presse commune avec M. Baker, M. Chevardnadze a déclaré vendredi soir que Moscou a été contrainte d'imposer un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak en dépit des liens étroits entretenus jusqu'à présent avec Bagdad, en raison de la nature inacceptable de son comportement.

A l'heure actuelle, quelque 8.000 à 9.000 citoyens soviétiques se trouvent en Irak.

fc/lin/jmg

AFP 041022 AOU 90

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 3, 1990

## Moscow, Joining U.S. in Condemnation, to Cut Baghdad Arms Sales

Compiled by Our Staff From Dispatches

**MOSCOW** — The Soviet Union, Iraq's main arms supplier, has decided to suspend arms sales to Baghdad because of its invasion of Kuwait, and the United States and several Western allies announced that they were freezing Iraqi assets and imposing sanctions.

According to a brief Tass announcement, sales of military hardware were being interrupted "in connection with the invasion of Kuwait by Iraqi armed forces."

President George Bush signed orders Thursday to freeze Iraqi assets in the United States and block most Iraqi imports, including oil.

In retaliation, Iraq said it would freeze debt payments to the United States, the Qatari press agency reported. The total size of the debt is unclear. Last year, the United States provided Iraq with \$1 billion in agricultural credits.

Mr. Bush also ordered Kuwaiti assets in the United States frozen, so that they would not be tampered with by "the illegitimate authority that is now occupying Kuwait."

"There is no place for this sort of naked aggression in today's world," Mr. Bush said, "and I have taken a number of steps to indicate the deep concern that I feel over the events that have taken place."

Secretary of State of James A. Baker 3d will fly to Moscow on Friday to issue a joint statement on the Iraqi invasion, according to the State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler.

Mr. Baker is to meet Foreign Minister Eduard A. Shevardnadze in Moscow for about 90 minutes to issue the statement and is then to return to Washington. The secretary of state has cut short a visit to Mongolia.

The president said he would be discussing other courses of action, possibly a break in diplomatic relations, with his advisers.

Heavy U.S. reliance on oil imported from the Middle East "is one reason why we should not let our guard down around the world," Mr. Bush said. Oil accounts for 97 percent of Iraqi imports to the United States and makes up 3.5 percent of U.S. oil consumption.

The fact that the Soviet Union and the Unit-

ed States moved together against Iraq shows the extent to which their relations have improved and underscores an apparent unwillingness to oppose each other in regional conflicts.

The UN Security Council met in emergency session and voted, 14 to 0, to condemn the attack. It demanded unconditional withdrawal.

Mr. Bush and Prime Minister Margaret Thatcher of Britain called Thursday for a collective international effort to force Iraq to end its occupation of Kuwait.

"None of us can do it separately," Mrs. Thatcher said at a news conference with Mr. Bush after they had held talks near Aspen, Colorado. "We need a collective will of the nations belonging to the United Nations."

Mr. Bush added: "What we're trying to do is have collective action," principally through the United Nations.

The president was asked about reports from the Gulf that Iraq had rounded up American oil workers. He said that he had not heard the report but that "if they're threatened or harmed or put into harm's way, it would affect the United States in a very dramatic way, because a fundamental responsibility of my presidency is protecting American citizens."

In London, Foreign Secretary Douglas Hurd said Britain would freeze Iraqi and Kuwaiti assets. Kuwait is estimated to have \$100 billion in foreign investments, including 10 percent stakes in British Petroleum and Midland Bank.

France, the second-largest supplier of weapons to Iraq, issued a "total and unreserved condemnation of the intervention of Iraqi troops in Kuwait," and demanded an immediate withdrawal. It also froze Kuwaiti and Iraqi assets.

The 12 European Community nations, meeting in Brussels, strongly condemned Iraq but did not immediately adopt economic sanctions or freeze Iraqi assets under their jurisdiction.

Also in Brussels, the North Atlantic Treaty Organization called the Iraqi military aggression a "clear violation of the charter of the United Nations."

Iran, which fought an eight-year war with Iraq, condemned the invasion. The Foreign Ministry, in a statement read on Iranian television, demanded Iraqi withdrawal. It said the invasion could open the way for the intervention of major powers in the region.

Arab foreign ministers who had convened in Cairo agreed to arrange an emergency summit meeting to deal with Iraq's invasion of Kuwait, sources said.

The Egyptian national news agency reported agreement on plans for the summit meeting and announced that it was likely to be held on Saturday or Sunday in Cairo.

The ministers ended their meeting on Thursday evening without issuing a statement. Another meeting was planned for Friday.

China described Iraq and Kuwait as "friends," saying that there was "no conflict of fundamental interests among Third World countries and that no one should resort to force of arms."

Japan, which gets more than 10 percent of its oil from the two countries, called for withdrawal of Iraq's forces. Japan imports 99 percent of its oil, and its economy has proved vulnerable to "oil shocks" emanating from conflicts in the Middle East. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 3, 1990

# Iraq Overruns Kuwait and Installs Government, Emir Flees to Saudi Arabia Amid Tank Assault

## Baghdad Warns on Intervention

By Caryle Murphy

*Washington Post Service*

KUWAIT — A massive Iraqi invasion force moved swiftly through this tiny Gulf emirate Thursday but met fierce resistance from outnumbered Kuwaiti troops in the capital of Kuwait City.

Although Iraqi troops, which crossed the border at 2 A.M. Thursday, quickly secured control of several key ministries and spread its tanks and armored vehicles throughout the city, they had to wage tough battles at many points during the day.

From the early morning overflight of Iraqi jets that alerted the city to the imminent attack, until late in the day, the sounds of artillery explosions and machine-gun fire filled the air.

[Invading Iraqi troops rounded up and moved "a few" American oil field workers near the border of Kuwait, a State Department official said Thursday. Their whereabouts were unknown. The official said the names of at least some of the Americans were known but he refused to discuss the matter further.]

By nightfall, there was still sporadic fighting in some neighborhoods here, and though Iraqi control appeared consolidated through much of the city, it remained unclear exactly how firm that control was.

Kuwait's emir, Sheikh Jabbar al Ahmad al Sabah, and several other prominent members of the ruling royal family were said to be safe, having flown by helicopter from Kuwait City, apparently soon after the invasion began. One European diplomat said he thought the emir and his relatives were in Saudi Arabia.

A "Free Provisional Kuwait Government" installed by Iraq announced a curfew early Thursday afternoon, keeping most residents at home for the rest of the day.

Meanwhile, Western diplomats here reported that the Iraqi troops were making their way to the southern part of Kuwait, and one said they appeared intent on going all the way to its border with Saudi Arabia. Most of Kuwait's rich oil fields are in the south.

[President George Bush denounced Iraq's move as "naked aggression," and said he wanted to see "the restoration of the Kuwaiti leaders to their rightful place." The Associated Press reported.

[Mr. Bush spoke at a news conference with Prime Minister Margaret Thatcher of Britain near Aspen, Colorado.

[Asked about a plea from Kuwait's ambassador for military assistance, the president said it would be inappropriate to discuss options. "We're not ruling any options in but we're not ruling any options out," he said.

[Mr. Bush's reply was a slight departure from his answer to a similar question a few hours earlier in Washington. Then, he said he was "not discussing" military steps.]

The Iraqi invasion was widely seen by diplomats and Kuwaitis as an attempt by Iraq's president, Saddam Hussein, to gain control of Kuwait's oil wealth and install a compliant government that would respond favorably to his financial and territorial claims.

It was those claims, and Kuwait's refusal to meet them unconditionally, that set off the Iraqi invasion.

The emir's brother, Sheikh Fahed al Sabah, was reported by several Kuwaiti sources to have been injured while helping defend the Dasman Palace, residence of the emir. One Western diplomat said last night he believed Sheikh Fahed had been killed.

### ■ A Move on Oil Facilities

Kuwait's ambassador to the United States, Sheikh Saud Nasir al Sabah, said the Iraqis occupied all government buildings in the capital and were moving south toward the country's oil facilities, news agencies reported.

Iraq threatened to turn Kuwait into a "graveyard" if any outside power intervened in the fighting.

Diplomats said about 350 Iraqi tanks entered the capital a few hours after crossing the border 40 miles (65 kilometers) away at dawn.

Troops set up roadblocks at major intersections and shot at cars that did not stop.

The Iraqi-backed provisional government broadcast to the nation. But radio and television stations loyal to the emir were still on the air, urging Kuwaitis to fight on and the Arab world to aid them.

Kuwait suffered between 100 and 200 casualties, Kuwait's ambassador to Belgium said. The ambassador, Ahmed al Ebrahim, said the estimate included both dead and wounded.

Iraq said it struck to support a coup by young

Kuwaiti revolutionaries against the royal family, whom it denounced as "traitors and agents of Zionist and foreign schemes."

A statement from the Revolutionary Command Council in Baghdad said Iraq "will withdraw

as soon as things settle and when the free provisional government asks us to do so."

Operating from an unknown location, the emir's government responded to the formation of the provisional government by stating: "Kuwait is Kuwait to its people, led by the emir, Sheikh Jabbar, and his Crown Prince Sheik Saad. God preserve them from all harm."

The Iraqis ran into resistance at Mutla, 22 miles north of Kuwait City. A foreign resident saw a lone Kuwaiti jet shoot down an Iraqi helicopter.

The jet swung back to attack another helicopter but was chased away by Iraqi guns, he said.

On the ground, hundreds of tanks, armored personnel carriers, fuel and water tankers and trucks carrying troops headed toward Kuwait City in temperatures above 40 degrees centigrade (104 Fahrenheit).

The "free government" broadcast its first communiqué on a previously unused frequency, saying it had dismissed Kuwait's national assembly. Elections would be held when stability was secured, it said.

The dispute between Kuwait and Iraq erupted on July 17 when Mr. Hussein threatened to retaliate against Kuwait and the United Arab Emirates for exceeding oil production quotas, causing a glut of oil on the world market and driving down prices. Iraq is heavily dependent on oil revenues.

He accused Kuwait of stealing Iraqi oil from disputed fields and demanded that Gulf states write off loans made to Baghdad during the war with Iran.

Iraq had massed a 100,000-strong army on the border in the past two weeks, outnumbering Kuwait's entire defense forces by 5 to 1 as the dispute escalated.

Arab mediation efforts broke down on Wednesday with the collapse of talks between Iraq and Kuwait in Jeddah, Saudi Arabia.

Iraq said the talks failed because Kuwait had not been "serious."

A Kuwaiti official said they collapsed when Kuwait refused to give in to Iraqi demands for territory and cash totaling billions of dollars. (Reuters, AP)

Exigeant que les forces de M. Saddam Hussein se retirent du Koweït « sans conditions »

# Washington et Moscou exhortent ensemble la communauté internationale à « prendre des mesures pratiques » contre l'Irak

## Paris propose aux Douze de cesser tout achat de pétrole à Bagdad

A Moscou, dans une déclaration commune des ministres des affaires étrangères, MM. James Baker et Edouard Chevardnadze, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont appelé, vendredi 3 août, tous les pays de la communauté internationale à « prendre des mesures pratiques » pour obtenir un retrait immédiat et « sans conditions » des troupes irakiennes du Koweït. La France va proposer à ses partenaires de la CEE la cessation de tout achat de pétrole à l'Irak, a annoncé samedi le porte-parole du ministère des affaires étrangères, alors que les chefs de la diplomatie des Douze se réunissent à Rome. M. Mitterrand, de retour à Paris, a convoqué les ministres concernés (lire page 14). Bagdad a annoncé vendredi que l'armée irakienne commencerait à se retirer du Koweït dimanche si la « sécurité » de l'Irak et du Koweït n'était pas menacée. Les cours du pétrole ont poursuivi leur hausse, atteignant 24,5 dollars le baril, à New-York.

La liste est longue des tentatives de règlement plus ou moins réussies dans des pays - Namibie, Angola, Nicaragua, - où aucune solution n'aurait pu être trouvée sans le coup de pouce des Américains et des Soviétiques, qui soutenaient naguère des camps opposés.

Sur l'Afghanistan et le Cambodge, les deux Grands veulent trouver une issue satisfaisante pour tous, sans léser leurs alliés traditionnels, mais ils veulent d'abord en finir avec des abcès de fixation propres à empoisonner leurs relations. Le temps paraît loin où, pour signer ou ratifier de vastes accords sur le désarmement, les Etats-Unis se croyaient obligés d'exiger que l'URSS cesse d'entretenir des foyers de guerre dans les pays du tiers-monde. « La détente est indivisible », affirmaient alors les Occidentaux, tandis que les Soviétiques s'abritaient derrière la « juste lutte des peuples opprimés », pour promouvoir, hors d'Europe, l'expansion du système communiste.

Moscou a maintenant compris qu'en effet « la détente est indivisible » et qu'une transformation radicale des relations internationales qui fasse entrer l'Union soviétique dans l'Europe et dans les mécanismes de coopération internationale mis en place par l'Occident depuis plus de quarante ans, ne saurait s'accommoder d'un double langage.

### L'Europe absente

La déclaration soviéto-américaine contre l'occupation du Koweït par l'Irak est sans précédent en ce sens qu'elle est la première manifestation des nouvelles relations entre Moscou et Washington face à une situation inédite. Il ne s'agit plus de solder un héritage embarrassant, il s'agit de

## LE MONDE

5. 08. 1990

réagir « à chaud », à propos d'événements inattendus où sont en cause des alliés des deux camps.

Au début des années 70, quand M. Michel Jobert était ministre des affaires étrangères, on aurait dénoncé ce « condominium » et sa « double hégémonie ». Aujourd'hui, on aurait plutôt tendance à se féliciter que Moscou et Washington réagissent promptement pour condamner ce qui est de toute évidence une agression et la manifestation d'une volonté impérialiste. Ni les Américains ni les Soviétiques n'ont l'intention de jouer pour leur compte les gendarmes du monde ; les voilà plutôt tentés de joindre leurs efforts, au sein des organisations internationales, pour faire respecter la Charte des Nations unies. Malgré les progrès accomplis ces derniers mois, ils ne sont pas au bout de leurs peines.

La démarche serait totalement positive, si elle ne comportait pas une lacune et ne recelait pas un danger. Ce n'est pas seulement la faute des Etats-Unis et de l'URSS si la signature de l'Europe des Douze est absente de la déclaration de Moscou, mais force est de constater que MM. Baker et Chevardnadze n'ont pas donné l'impression de s'en soucier beaucoup et que le secrétaire d'Etat américain a été plus prompt à s'entendre avec son collègue soviétique qu'à se concerter avec ses alliés.

Le risque réside dans l'effet attendu de telles prises de position. Au-delà des condamnations verbales et des proclamations d'intention, il faut que les actes suivent et que les mesures de rétorsion annoncées soient effectivement prises. Car ils ne serviraient à rien que les deux Grands manifestent ensemble une bonne volonté louable si, dans le même temps, face aux puissances régionales qu'ils ont contribué à installer, ils administrent la preuve de leur impuissance.

DANIEL VERNET

# Saddam's Grab Challenges America

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Saddam Hussein, who began his career in the secretive and violent world of Iraqi politics as a teenage gunman, has changed the course of Arab and global politics with his invasion of Kuwait. The Arab world and the international community face a regional power that is willing to use brute force, backed up by chemical weapons, against all comers. If they fail to block the Iraqi dictator's drive for regional supremacy, other ambitious rulers will be encouraged to follow in his footsteps.

Saddam, as the Iraqi leader is universally known in the Middle East, struck at his small, defenseless neighbor confident that other Arab countries were too weak to stop him, and that the only regional powers capable of opposing him — Iran and Israel — would not come to Kuwait's defense. He could also be sure that in the new climate of Soviet-American cooperation, the superpowers would not react with direct military action.

In military terms, the Iraqi invasion is little more than a particularly vicious mugging of a rich little old lady who has been openly stalked and taunted by the neighborhood bully for months while everyone else looked the other way.

It is the failure of any other country to deter Saddam Hussein that makes the Kuwait invasion a watershed in regional and global politics. The surprise and inaction of the United States and its Arab allies in the face of the invasion stand in stark contrast to what previous American presidents and Arab rulers would have felt compelled to do in similar circumstances.

Dwight Eisenhower sent U.S. marines to Lebanon in 1958 in far less threatening circumstances. Richard Nixon and Henry Kissinger encouraged Israel to protect Jordan's King Hussein from Syria and radical Palestinian forces in 1970, and called a

King Hussein, once a close American ally and the quintessential survivor in Middle Eastern politics, caught the trend early by forming an alliance with Baghdad. He felt he could no longer rely on Washington, the king tells visitors to Amman. That is a feeling that now risks becoming universal in the Arab world as the Iraqis digest Kuwait.

Saddam, now 53, has relied on violence or the threat of violence as his primary instrument of achieving what he wants throughout his political career, which began in 1959 when he sprayed a dozen machine gun bullets into the limousine of President Abdel Karim Kassem in an unsuccessful assassination attempt. Saddam, a law student, was part of a three-man hit team. He fled the scene on foot and hailed a taxi. Rather than visit a doctor and risk exposure, he cut a revolver bullet out of his leg with a penknife and escaped abroad. He lived in Damascus and Cairo before returning to Baghdad in 1963 after army officers belonging to his Ba'ath party killed General Kassem.

The officers lost power nine months later, and Saddam was arrested after a daylong shoot-out with police. He escaped from jail in 1965 and was pardoned a year later by the government, which made the mistake of seeing him as a youthful hothead who could be redeemed. Others have been making that mistake about him ever since.

Despite the lip service he pays to the Arab Socialist creed of the Ba'ath party, power for himself and for Iraq is the only ideology he has consistently pursued. By 1972 he had risen to the number two position in the Ba'ath regime and supervised the abrupt nationalization of the British-owned Iraq Petroleum Company. The takeover, Saddam told me during an interview in Baghdad three years later, was a decisive event in his political career. After a brief period of bluster, Britain accepted the nationalization and set about doing business with Iraq again.

Our conversation occurred shortly after Iran and the United States had halted their support for Kurdish rebels who rose against Baghdad in 1973. This betrayal strengthened Saddam in his conviction that the West would eventually fold in a confrontation. But he also showed signs of ideological flexibility in that meeting. He expressed hopes of normalizing relations with the United States, hopes that soared when the shah fell and the fundamentalist Shiite regime of Ayatollah Ruhollah Khomeini came to power in Iran.

The presence of the bitterly anti-American regime in Tehran has colored U.S.-Iraqi relations, making Washington more reluctant to oppose Saddam's adventures and relentless pursuit of chemical and nuclear weapons than it should have been. Encouraged by assessments from Washington and Iranian exiles that the Khomeini regime would quickly collapse, Saddam invaded Iran in 1980, launching an eight-year military stalemate that devastated Iraq's economy but built up a combat-hardened army of a million men.

With the disappearance of the shah, who once offered protection to the small Gulf oil producers against Iraq, and the destruction of Iran's military machine, Iraq emerged from the war as a hungry lion among a herd of gazelles who had lost their historic protectors. The other non-Arab power of the region, Israel, confirmed last week through its inaction that it had no interest in providing protec-

tion for a small Arab state that had faithfully bankrolled the Palestine Liberation Organization. The Kuwaiti ruling family that Saddam deposed has been as committed to the destruction of Israel as has the Iraqi strongman, if not more so.

Iraq's invasion of Kuwait is in fact a bonus for Israel. The Arabs have denounced the Israeli occupation of Arab land since 1967 as illegal, immoral and a danger to international peace. Now that an Arab army occupies Arab land, the force of that argument disappears.

The Iraqi invasion is a death blow to the already reeling force of Arab nationalism as it was conceived and propagated by the Egyptian revolutionaries who overthrew King Farouk in 1948 and set about reinventing the Arab world. Saddam does not replace Gamal Abdel Nasser so much as he buries what was left of Nasser's pan-Arab philosophy. With the invasion, Saddam has shown with brutal clarity that force has become the common denominator of Arab politics.

Saddam dreams of returning Iraq to the dominant position it occupied in ancient times as Mesopotamia. Other Arab leaders will become his satraps in this vision. "There are no borders between Arab countries," Saddam pointedly told a Kuwaiti envoy last winter. His arch rival, Syria's Hafez Assad, whose army is tied down in Lebanon, did not move a muscle as Iraqi troops took Kuwait's oil wells.

Nor did Saudi Arabia, despite the massive and controversial purchases of U.S. arms such as F-15s and AWACS aircraft in recent years. The inability of the Saudi-U.S. security partnership to contain Iraq will add to the sense in the Middle East that the direct strong role the United States once played in the region is a thing of the past.

In the Arab world this risks becoming a self-fulfilling prophecy. Since World War II, the United States has seemed to Arabs to be a source of mythic power, working its will in the region with ease. This has brought resentment because of the Israeli-American alliance, but it has also brought the United States respect and cooperation. These

***The Bush administration has chosen to emphasize the need for Arab action and for collective action by the international community. Neither course will work without strong, effective American leadership committed to the removal of Saddam.***

will now disappear if Washington does not find effective ways to counter Saddam's appropriation of a country seen throughout the region as an American friend and economic ally.

The Bush administration also carries the burden of showing that its appeasement of Saddam, in hopes that he could be rehabilitated, did not help persuade him that he could get away with the Kuwaiti invasion and threaten Saudi borders.

The administration has chosen to emphasize the need for Arab action and for collective action by the international community to make Iraq with-



By TOM in Trouw (Amsterdam), C&W Syndicate

nuclear alert during the 1973 Arab-Israeli war. Jimmy Carter and Ronald Reagan built up a Rapid Deployment Force to keep Gulf oil in friendly hands. But Saddam has met no meaningful opposition in the past year from George Bush as he has coerced other Arab leaders into silence or support for his ambitions to rule the Middle East.

draw from Kuwait and refrain from attacking Saudi Arabia. But neither course will work without strong, effective American leadership committed to the removal of Saddam.

Neither Saudi Arabia nor Turkey is likely to risk direct confrontation with Iraq by unilaterally cutting off the Iraqi oil pipelines that pass through their territory. But both could be made to observe an embargo and naval quarantine enforced by an international force. Iraq's desperate economic condition, which helped trigger the invasion of Kuwait, would quickly worsen under a blockade.

The war with Iran saddled Iraq with an estimated \$80 billion in debt to Arab and Western countries and an undisclosed amount to Iraq's main arms supplier, the Soviet Union. (With Soviet help a rapidly wasting asset, Saddam lost little by angering Moscow with the move against Kuwait.) But the invasion of Kuwait will turn out to offer Saddam little immediate help — a reality that he may not have taken into account.

The Iraqis will have found only small change on hand in Kuwait, which has systematically invested

the lion's share of its oil earnings in the West. According to Arab banking sources, Kuwait's commercial banks normally keep only about \$7 billion on hand in gold and foreign reserves, and may have moved much of this to other countries in the Gulf as tension increased. Most of the nearly \$200 billion in assets held by Kuwait's government and the small private sector is tied up in investments in the United States, Britain and Spain, or in nonperforming assets in Third World countries. These can be protected by an effective international freeze on Kuwaiti assets.

The American strategy must aim at turning the Kuwaiti occupation into a new burden on Iraq's already strained economy: Saddam has bullied his way to the center of world attention and concern, a phenomenal accomplishment for this ex-street tough. But Napoleon's law that dictators can do anything with bayonets except sit on them applies to Saddam, too. The United States bears special responsibility to prove that.

*The Washington Post.*

P. - A.F.P. - A

FRA0215 4 I 0127 IRK /AFP-IC79

Irak-Koweit

Le parlement irakien convoqué pour une réunion extraordinaire mardi soir

BAGDAD, 7 août (AFP) - Le parlement irakien, le Conseil national, a été convoqué pour une réunion extraordinaire mardi soir, a annoncé la télévision irakienne sans préciser l'objet de la réunion.

Citant un communiqué de la présidence du conseil, la télévision a demandé aux membres du Conseil, composé de 250 députés, d'être présents au siège du parlement à 21H00 locales (19H00 à Paris).

Le Conseil national irakien, élu tous les quatre ans, est composé de membres du parti Baas au pouvoir et de deux petits partis kurdes loyalistes, le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI, branche alliée à Bagdad) et le Parti de la révolution du Kurdistan.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 6, 1990

# The West Fostered A Despot

By A. M. Rosenthal

PARIS — Iraq's capture of Kuwait is, of course, a declaration of war against Western power and economic independence. It is so obvious that the only two questions remaining are how the West will respond and why it came as a surprise. They are inseparable.

Unless the West at last faces the truth about why it failed to see the plain danger, it will not be able to act decisively now. That will make another adventure by the Iraqi dictator simply a matter of a little time.

Only a few months ago, Saddam Hussein made shriekingly clear his intention to use his million soldiers, his Soviet tanks, French planes and American technology to destroy Israel and control the Middle East and the oil that moves the world.

The way to stop him before he attacked was an immediate Western embargo. When an enemy points a pistol and says he will pull the trigger, there is no high moral obligation to wait until he does.

Now it will cost more to staunch the blood. The ultimate goal now has to be the elimination of the incurably murderous Baghdad dictatorship by Western, Japanese and Israeli economic and military reprisals.

Total sea and air blockade of Iraq, including turning off Iraqi pipelines running through Saudi Arabia and Turkey, could ruin Iraq and bring about the dictator's end.

So far President George Bush has reacted with the minimum steps needed to look his ashen face in the mirror. That gives him a little time to see if America's allies will join in effective action — or whether we will all just thrash around, amusing Saddam Hussein with futile bluster.

President Bush needs time, which is costly, because Western leaders failed in their duty to prepare action against the plainest threats of aggression since Adolf Hitler.

Why in the name of sanity is there a Western alliance, glistening with planning staff and elegant headquarters, if not to agree in advance on how to meet such a threat?

Saddam Hussein, like other serial killers, wrote "Stop me" on the mirror. First he cried out his lust for empire. Then he handed the West his first battle plan by threatening to attack Kuwait for lowering oil prices. Then

he moved his troops to the frontier.

Intelligently, he wanted to find out if the West had any intention of trying to stop him. When he discovered the answer, he moved across the border.

Now, with or without direct invasion, Iraq can control the ruling clans of Saudi Arabia and Jordan — or blow them away. Both families are already terrified by the meagerness of their popularity at home. In 1970, the Israelis saved King Hussein of Jordan from the Syrians. Who will save him from Saddam Hussein?

The Iraqis plan to attack Israel one day. In 1981, the Israelis destroyed the Iraqi nuclear reactor and were piously denounced in the West. After Kuwait, does Senator Bob Dole still want to cut military support for Israel? The West was blind to the truth about the Middle East because it had put out its eyes with the dagger of its own lies.

The first lie is that Israel is the root of danger in the Middle East; if it would only agree to some kind of Palestinian state, peace would follow. But Palestinians cannot give Israel peace. Only the Arab nations can. For decades they refused and still do.

One victim of the Kuwaiti invasion was any lingering Palestinian dream of a separate state. It would be run by Saddam Hussein's Palestinian allies. He would then be a pistol shot from Israel's heart.

The invasion proves one more weary time that it is not Israel that prevents peace. It is the Arab tyrannies, eager not only to destroy Israel but to shed blood in their perpetual feuds and wars. But decade after decade the West sold weapons to the dictators. Greed for cash and oil was the reason. And for cash and oil, the West deluded itself into thinking that the sheikhs and kinglings created by its colonial offices and oil companies were real political rulers.

The second suicidal lie: The Arab threat is only dangerous to Israel. Too bad for the Jews, sure, but look, not as important for the West as oil.

And not as important for Moscow as selling all those Soviet tanks, now on view in the streets of Kuwait.

Now Saddam Hussein has made the mistake of showing the West that tyrants cannot be appeased, neither with money, guns nor lies. That is the mistake all tyrants make. And that is how they are brought down — but only if truth finally brings courage.

*The New York Times.*

August 6, 1990

# INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

## Isolate Saddam Hussein

Iraq's Arab neighbors canceled the summit meeting scheduled for Sunday. They could not bring themselves even to try to stop Saddam Hussein's million-man army, and undo his conquest of Kuwait. That is now the world's business, and it can be accomplished only with unity and leadership that produce hard-hitting sanctions.

If there is any good news at all about the invasion, it is that other powers seem to recognize that they must act, before Iraq's megalomaniac warlord gains control of nearly half the world's oil.

Washington and Moscow pointed the way on Friday. Creditably and courageously, the Soviet Union broke with Iraq, its longtime ally, and joined with the United States in demanding an immediate Iraqi withdrawal and urging a total arms embargo on Iraq. On Saturday the European Community imposed essential preliminary sanctions. Japan has taken some similar steps.

In grabbing Kuwait, Saddam Hussein has affronted nearly everybody. This is the first invasion of any Arab state by another, thereby shattering the cherished myths of pan-Arabism. Every oil-importing country suddenly finds its supplies imperiled and prices soaring. And all nations have reason to be outraged by a violation of frontiers tantamount to armed robbery.

And now Saddam Hussein has exposed as a sham his promise to withdraw his troops. Who will replace them? "Volunteers" for a new Kuwaiti army, recruited from his own soldiers. The bitter joke typifies his lawless cruelty. The only rational response is to isolate Iraq and compel its unconditional pullout.

United outrage can turn the often toothless United Nations into a tiger. It can invoke the charter's punitive Chapter 7 to impose mandatory and powerful economic sanctions. And these could be enforced by turning the oil weapon back on Saddam Hussein, by severing the pipelines through which Iraq exports 90 percent of its oil.

Leadership from President George Bush is essential to achieving such unity. He has rightly warned that if Iraq crossed Saudi Arabia's borders it would tread on vital U.S. interests, and just as rightly he declines to rule out a military response.

But he needs to do more than reassure Iraq's terrified neighbors. He can now work with the Soviet Union and other powers to overcome the Arab fears of outside help and to win support for essential countermeasures. The first retaliatory steps have been taken. But asset freezes and trade embargoes are scarcely adequate. A blockade in the Gulf would not cripple Iraq's economy. But it could be devastating if coupled with closing the pipelines.

Turkey and Saudi Arabia control those pipelines. Each has reason to fear reprisals by Iraq, and neither relishes being viewed as a Western surrogate. How different their position would be if the Security Council unanimously invoked the UN charter to impose mandatory sanctions. Collective diplomacy to isolate Iraq could finally realize what the charter envisioned: collective security. There is no reason to concede the fruits of aggression to the aggressor. There is every reason for a world united in outrage to press for the total isolation of Saddam Hussein.

— THE NEW YORK TIMES.

## Turn the Oil Weapon

When President George Bush closed American ports to Iraqi and Kuwaiti oil, he made exactly the right response to unprovoked aggression. The European Community joined that boycott, and with that it has severed Iraq from all of its major customers in the West. With Japan's announcement of a boycott on Sunday, Iraq is reduced to selling in dribbles. Instead of soaring upward with sales of Kuwait's production, Iraq's oil revenues will sink and aggravate the troubles of an economy overtaxed with the burdens of war and an inordinately oversized army.

There has been a lot of talk about the oil weapon over the years. Usually it refers to the producers' power to extract higher prices or political concessions from their customers by cutting down the supply. But, like most weapons, it is two-edged. The customers, too, can use the oil weapon. No weapon is cheap. This one will require an unusually high degree of cooperation among the governments of the industrial countries, and a willingness to get along with a little less oil. But in the end it will be far less costly than passing a resolution, yawning and going back to business as usual with the Iraqis.

The arithmetic of a boycott is not impossible. True, Iraq and Kuwait are major producers. Together they pump nearly 5 million of the slightly more than 60 million barrels of oil that the world produces and burns every day. But some countries, if they choose, can produce more than they now do. The Arab states of the Gulf, and particularly Saudi Arabia, are the key.

If the industrial countries are to ask the Saudis to lift production, they will have to provide an absolutely explicit and unconditional guarantee of protection against Saddam Hussein, whose tanks are now on the Saudis' border. Washington has already warned Iraq that any invasion of Saudi Arabia will be met with American force. It would be agreeable if other countries dependent on imported oil were to join that guarantee.

A general embargo against oil from Iraq and its captive, Kuwait, will mean a higher price. It is hard to say how much higher, because that depends in a very large part on the consumers. If they panic as they did in the last oil crisis 11 years ago, and frantically begin bidding against each other, they could create another economic disaster. If they keep their heads and exercise restraint, the price rise can be kept within tolerable limits. This is not 1979. American industry, for example, now has built a substantial capacity to switch from oil to natural gas for its boilers. It is time to start giving attention to conservation again.

After several years of cheap oil, the world is going to have to pay more. Is there an alternative? The prelude to the Iraqi invasion of Kuwait was a quarrel about the present price of oil, which Saddam Hussein thought much too low. If he gets away with this criminal act, he will use his new hegemony in the Gulf to see that prices rise. Paying more for oil is not the choice. The only real choice is whether to pay more to Iraq.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 6, 1990

# Bush Demands Total Pullout By Iraq and End to Proxy Rule

By Thomas L. Friedman

*New York Times Service*

WASHINGTON — Committing the United States to roll back Iraq's conquest of Kuwait, President George Bush said Sunday that he would not settle for anything less than a total Iraqi withdrawal from Kuwait and would not tolerate the establishment there of a puppet regime.

In a forceful statement that all but committed Mr. Bush to use military force against Iraq if diplomatic efforts and economic sanctions fail to produce an Iraqi withdrawal, Mr. Bush said the invasion "would not stand."

"These are outlaws, international outlaws and renegades," he said of the Iraqi leadership.

To tighten economic sanctions on Baghdad, administration officials said they were considering a naval blockade of the Saudi and Turkish ports from which 90 percent of Iraq's oil is carried by tankers to markets abroad.

As the president underscored American resolve to respond to the invasion, administration officials said that Iraqi troops — rather than withdrawing from Kuwait as Baghdad claimed Sunday — were building up their units in southeastern Kuwait along the border with Saudi Arabia.

The officials said the movement of 20,000 to 30,000 new Iraqi troops along the Saudi border could be preparation for a strike at Saudi oil fields.

More likely, though, they said, the Iraqi move could be designed to get the West so concerned about defusing a potential Iraqi threat to Saudi Arabia that it will be relieved to accept Baghdad's occupation of Kuwait as a fait accompli.

## ■ Iraq 'Lied Once Again'

Mr. Bush said Iraq "lied once again" and reneged on its pledge to pull its forces out of Kuwait.

The president conferred again late Sunday afternoon with his top

national security advisers at the White House. Administration sources said he was sending Defense Secretary Dick Cheney to Saudi Arabia to confer with leaders of the desert kingdom.

Mr. Bush turned aside reporters' questions about whether Turkey or Saudi Arabia would shut off pipelines critical to Iraq's oil distribution. He also refused to discuss any military action the United States might be planning.

"I'm not going to discuss what we're doing in terms of moving of forces, anything of that nature," he said.

Speaking on condition of anonymity, an administration source said it had not been determined whether Mr. Cheney would visit only Riyadh, the Saudi capital, or other Mideast nations as well.

Mr. Bush praised Japan's decision to join an international boycott of oil from Iraq and Kuwait, and said he planned to speak again with President Turgut Ozal of Turkey as part of the "intensive diplomatic activity around the world."

He said he had offered Kuwait's emir, now in exile, "certain assurances" in a telephone conversation on Saturday.

"There seems to be a united front out there that says Iraq, having committed brutal, naked aggression, ought to get out, and this concept of their installing some puppet leaving behind will not (be) acceptable," the president said.

Mr. Bush was clearly agitated, cutting short reporters' questions at times and speaking in terse sentences. He ended the impromptu news conference with these words:

"This will not stand," he said. "This will not stand, this aggression against Kuwait."

Mr. Bush said he considered his options "wide open." He was asked whether Turkey and Saudi Arabia would shut off the oil pipelines that provide a critical outlet for Iraq's oil.

"There is a strong feeling on the part of the NATO countries to whom I've talked, Turkey being one of them, that we must have concerted action to isolate Iraq economically and you can just assume from there that those matters are being considered," he said.

Mr. Bush said the Iraqis had not pulled back their invading forces, as they promised Friday they would. The Iraqis "lied once again," he said. "They said they were going to start moving out today and there is no evidence they're moving out."

"I want to see the Arab states join the rest of the world in condemning this outrage and doing what they can to get Saddam Hussein out," the president said.

Asked about the defense of the Iraqi ruler by King Hussein of Jordan, Mr. Bush said, "I am disappointed to find any comment by anyone that apologizes or appears to condone what's taken place."

Jordan's monarch said Saturday that other Arab states were "premature" in condemning the Iraqi invasion. He called Iraq's ruler "a patriotic man who believes in his nation and its future and in establishing ties with others on the basis of mutual respect."

Mr. Bush said an Arab leader "that I respect enormously" told him Friday "they needed 48 hours to find what they called an Arab solution. That obviously has failed."

"Of course I'm disappointed," he added.

Asked how he would prevent the Iraqis from installing its new government, Mr. Bush snapped, "Just wait. Watch and learn."

The White House confirmed that 11 American oil workers rounded up after the invasion had been taken to Baghdad. He said the workers had talked with U.S. Embassy officials and appeared to be in good shape.

(AP, Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 6, 1990

# Tokyo and Beijing Join EC in Sanctions

By David E. Sanger

*New York Times Service*

**TOKYO** — After a three-day debate over whether it could be dooming its economic growth, Japan said Sunday night that it would join the Western allies and halt all purchases of oil from Iraq and Kuwait, cutting off an eighth of this country's entire supply of oil.

[China, one of the main suppliers to Iraq's military, announced Sunday that it would no longer sell arms to Baghdad, The Washington Post reported from Beijing.

[In a brief dispatch by the official Xinhua press agency, a Foreign Ministry spokesman said that China had voted for the UN Security Council resolution condemning Iraq's invasion of Kuwait and that it would "naturally not sell arms to Iraq under such circumstances."]

The 12 members of the European Community imposed an immediate embargo on oil imports from Iraq and Kuwait and said they would stop selling arms and other military equipment to Baghdad.

Acting with unusual swiftness and force, the West European countries also froze Iraqi assets in their territories, suspended trade and military cooperation agreements and ordered that measures be taken to protect all Kuwaiti assets "to safeguard the interests of the legitimate government of Kuwait."

If Iraq fails to withdraw all its troops immediately, the European Community members warned Saturday, they will press for and carry out any "mandatory and comprehensive sanctions" by the UN Security Council.

Observers said that seemed to imply they would be willing to send

naval forces to the Gulf if the United Nations imposed a blockade against Iraq.

According to officials in Rome, the proposal for a total oil embargo was made by President François Mitterrand of France in a telephone call to Prime Minister Giulio Andreotti of Italy, who serves as EC president until the end of the year.

Japan imports virtually all of its oil, and government officials said Sunday night that the embargo, if prolonged, may prove far more severe than the cutbacks Japan faced in the twin "oil shocks" that sent the country into an economic tailspin in the 1970s.

But even Japan's politically powerful industrial giants came to grudging agreement over the weekend that the country had little choice but to follow the lead of the United States and the European Community, which announced similar embargoes earlier.

Japan's action effectively leaves Iraq with no major customers for its oil among the Western allies. On Friday, Japan announced that it was freezing Kuwaiti assets here, which are variously estimated at anywhere from \$14 to \$25 billion, mostly in stocks.

But an embargo of oil is politically a far more delicate issue, especially in a country that measures virtually every move by how it could affect the national economy.

Some major companies in Japan still observe the Arab boycott of Israel, largely because they treasure the access to Middle Eastern oil.

Last year Japan imported more than half a million barrels of oil every day from Iraq and Kuwait, which were the country's eighth

and ninth largest suppliers of oil. The United Arab Emirates was Japan's biggest supplier, providing over 20 percent of its oil, with Saudi Arabia producing 17 percent and Indonesia about 14 percent.

The Japanese government wrestled all weekend with the question of whether it was willing to risk angering one of its biggest oil suppliers in the name of Western solidarity. President George Bush called Prime Minister Toshiki Kaifu early Saturday and asked him to join the embargo of Iraq and Kuwaiti oil.

As part of its announcement, Japan said that it will also embargo exports to Iraq and Kuwait, including light and heavy machinery. Last year exports to the two countries combined amounted to over \$1.1 billion. It is also freezing economic cooperation with Iraq. Saddam Hussein's government already owes about \$5 billion to Japan.

## ■ U.S. Official in Beijing

*Lena H. Sun of The Washington Post reported from Beijing:*

The announcement of Beijing's suspension of arms sales came hours after a U.S. assistant secretary of state, Richard H. Solomon, concluded eight hours of talks with Foreign Ministry officials, mostly on the Iraqi invasion.

Beijing has been one of Iraq's major arms suppliers, and the announcement was considered significant and unusual because the Chinese rarely comment on their arms sales.

Although the Soviet Union and France have been Iraq's two leading arms suppliers, China "is a good strong third," a Western diplomat said.

LE MONDE, 7. 08. 1990

L'occupation du Koweït par l'Irak**La comédie du retrait des forces irakiennes**

Tandis que Bagdad organisait dimanche 5 août une mise en scène médiatique pour démontrer qu'il avait entamé le retrait de ses troupes du Koweït, les autorités militaires irakiennes font tout pour consolider leur emprise sur l'émirat. Un gouvernement fantoche composé de militaires inconnus a été mis en place, et des milliers de « volontaires irakiens » sont arrivés au Koweït pour faire partie de « l'armée populaire » qui est supposée remplacer les troupes irakiennes. Autre manifestation de la détermination de l'Irak, le président Saddam Hussein a ordonné dimanche la création de onze nouvelles divisions armées.

Les correspondants des médias étrangers à Bagdad, conduits par les soins du ministère irakien de l'information à Safwane, poste frontière situé au sud de Koweït, ont assisté au retour en Irak d'une colonne de camions de transport de troupes et d'autres véhicules militaires. Le correspondant de l'AFP à Bagdad a dénombré soixante-quatorze camions transportant des chars qui ont franchi le poste-frontière en direction de Bassorah.

Quelques heures auparavant, les troupes irakiennes étaient entrées dans la partie koweïtienne de l'ancienne zone neutre et ne se trouvaient plus qu'à une dizaine de kilomètres de la frontière saoudienne. L'Irak a cependant fait savoir qu'il n'avait aucun projet d'invasion de l'Arabie saoudite.

Il n'empêche que, nullement rassurées, les autorités du royaume wahabite ont placé leurs forces en « état d'alerte ». Selon des sources proches de l'industrie pétrolière, des troupes saoudiennes ont été aperçues au cours des dernières quarante-huit heures, faisant route vers la frontière avec le Koweït, non loin du port pétrolier de Khafji, au bord du golfe.

Bagdad a finalement annoncé la formation d'un gouvernement koweïtien, composé de neuf militaires totalement inconnus. Il est présidé par un certain colonel Ala'a Hussein Ali, qui a été également nommé commandant en chef des forces armées koweïtiennes, ministre de la défense et ministre de l'intérieur par intérim. Outre le colonel Hussein Ali, le « gouvernement provisoire du Koweït libre » qui ne semble être

qu'un appendice du pouvoir irakien dans l'émirat, comprend huit autres membres, également militaires et inconnus du grand public et des spécialistes des affaires koweïtiennes.

La formation de ce gouvernement fantoche, dont la création avait été annoncée jeudi 2 août par Bagdad, au premier jour de son invasion du territoire koweïtien, indique que les autorités irakiennes ne sont pas parvenues, malgré de nombreuses pressions et menaces, à trouver des personnalités koweïtiennes crédibles pour remplir dans l'émirat le rôle de figurants dociles aux ordres de Bagdad. Le colonel Hussein Ali pour sa part n'a aucune velléité d'indépendance, et son premier geste a été d'annoncer la création d'une « armée populaire » ouverte non seulement aux citoyens koweïtiens, mais à tout Arabe qui souhaite défendre la « révolution koweïtienne ». Tout avait été minutieusement préparé à l'avance par les experts de la propagande de Bagdad et plusieurs milliers de « volontaires » ont commencé samedi après-midi à déferler sur l'émirat. Armés de kalachnikovs, vêtus de l'uniforme de la milice irakienne et parfois chaussés de babouches, ces soldats d'un type nouveau se sont aussitôt déployés dans le centre de Koweït-City.

**Une sévère mise en garde**

Le nouveau « ministre » des affaires étrangères, le lieutenant-colonel Walid Saoud Mohamed Abdallah, a pour sa part adressé dimanche une sévère mise en garde aux Etats qui tenteraient d'entreprendre des mesures de représailles contre le Koweït ou l'Irak. « Ces pays devront se rappeler qu'ils ont des intérêts et des ressortissants au Koweït », a-t-il menacé. Une manière comme une autre de rappeler l'affaire des otages américains détenus à Téhéran après l'avènement de la République islamique iranienne en novembre 1979.

Quatre Suédois et un Finlandais autorisés à quitter Koweït ont indiqué dimanche soir à l'AFP que les troupes irakiennes ne permettraient pas aux citoyens américains et britanniques de quitter l'émirat.

Trois mille Américains vivent à Koweït. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a

confirmé dimanche que onze Américains travaillant dans l'industrie pétrolière au Koweït, et portés disparus, se trouvaient à Bagdad « libres de leurs mouvements ».

Menace à peine voilée à l'égard de Bagdad, il a ajouté que le président Bush « se préoccupe beaucoup des ressortissants américains », exprimant le souhait que Bagdad soit conscient de ce fait.

Londres, de son côté, poursuivait dimanche d'intenses négociations diplomatiques pour essayer d'obtenir la libération de trente-cinq conseillers militaires britanniques appréhendés au Koweït et détenus à Bagdad. Le gouvernement fantoche a également demandé dimanche aux diplomates travaillant à l'étranger de collaborer avec lui, faute de quoi, ils « pourraient être révoqués et leurs biens saisis ». La plupart des ambassadeurs koweïtiens à l'étranger ont qualifié le « gouvernement provisoire du Koweït libre » de « marionnette aux mains de l'Irak » et lui ont dénié toute légalité.

A Ryad, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a présidé dimanche à Djeddah une réunion extraordinaire du conseil des ministres consacré à l'examen des « événements douloureux intervenus au Koweït depuis jeudi ». Abandonnant sa réserve prudente, la télévision saoudienne a montré dimanche soir les images d'une audience accordée par le roi Fahd au premier ministre koweïtien, cheikh Saad à Djeddah.

Il s'agit de la première apparition officielle du chef du gouvernement koweïtien en Arabie saoudite depuis l'invasion de son pays. De même, pour la première fois, l'émir Jaber est apparu sur les télévisions d'Etat de plusieurs pays arabes du Golfe, pour lancer un appel à la résistance contre l'Irak.

Le sort des membres du Jihad islamique, condamnés pour des attentats terroristes et détenus au Koweït, demeure incertain. Selon une source proche des groupes chiites libanais, les seize membres de ce groupe – et non dix-sept comme il avait été annoncé précédemment – ont été transférés à Bagdad par les troupes irakiennes. De même source, on dément les informations de la chaîne de télévision américaine ABC selon lesquelles ces personnes ont été libérées par les forces irakiennes.

LE MONDE, 7. 08. 1990

# M. Bush envisage « toutes les options » contre les « hors-la-loi » irakiens

WASHINGTON

correspondance

A en juger par les propos d'une extrême fermeté tenus par le président Bush, dimanche 5 août, à son retour de Camp David, le gouvernement de Washington exclut la possibilité d'un compromis avec Saddam Hussein : « L'Irak nous a encore menti. Ce sont des hors-la-loi internationaux et des renégats... Nous n'avons pas la preuve que les troupes irakiennes se retirent. De toute façon, l'installation d'un gouvernement fantoche à Koweït n'est pas acceptable ».

Le président, exceptionnellement de mauvaise humeur avec les journalistes, a refusé de donner des indications sur ses conversations avec le président Ozal de Turquie et le roi Fahd d'Arabie saoudite concernant l'éventuelle fermeture des pipelines.

De même, M. Bush s'est refusé à exposer dans le détail les mesures qu'il compte arrêter dans les prochains jours, éludant sèchement les questions trop précises par un « Attendez et vous verrez. Je garde toutes les options ouvertes. » Il espère que les Nations unies décideront au plus vite des sanctions pour isoler Saddam Hussein et ses « hors-la-loi » et a conclu : « L'agression contre le Koweït ne sera pas acceptée. »

En attendant, on indiquait au Pentagone que M. Cheney, le secrétaire à la défense, devait être dépêché en Arabie saoudite afin de mettre au point un plan défensif

contre une éventuelle agression irakienne. Les forces aéronavales des Etats-Unis et d'autres pays, en coopération avec les troupes saoudiennes, seraient, indiquait-on, en mesure de bloquer toute invasion.

Encore faut-il que les Saoudiens acceptent ce qu'il ont jusqu'à présent refusé, c'est-à-dire de mettre leurs installations aériennes et portuaires à la disposition d'une ou de plusieurs puissances étrangères.

Dans ce contexte, George Bush ne cachait pas sa déception et même son irritation devant l'attitude jugée trop accommodante du roi Hussein de Jordanie et de certains leaders arabes.

Le président américain souhaite que les Etats arabes se joignent au reste du monde pour contenir l'agression et fassent de leur mieux pour éliminer Saddam Hussein : « Je suis déçu par des commentateurs qui semblent excuser et approuver ce qui a eu lieu. » De même, il a exprimé sa déconvenue devant l'incapacité des Etats arabes à trouver une « solution arabe » dans les quarante-huit heures, comme le lui avait laissé espérer un leader qu'il « respecte énormément ».

## Recours aux « activités secrètes »

De toute évidence, il s'agissait du président égyptien Mubarak. En revanche, le président américain s'est déclaré très satisfait de l'attitude des Européens et, plus encore, des Japonais, qui auront à



souffrir particulièrement de l'embargo sur les importations de pétrole irakien.

Les services de la CIA, dont le *Washington Post* s'est fait l'écho dans son édition de lundi, auraient convaincu le président Bush que Saddam Hussein représentait, à long terme, une très grave menace et que « l'intérêt national » des Etats-Unis exigeait un effort exceptionnel pour s'en débarrasser.

D'abord en l'asphyxiant économiquement mais aussi en ayant recours à des « activités secrètes ». Le point de vue de la CIA est que le dictateur irakien, assuré des

réserves de pétrole du Koweït, est a présent en mesure d'intimider les pays de l'OPEP et de pousser l'organisation vers une hausse des prix de nature à augmenter l'inflation aux Etats-Unis.

Les observateurs estiment en outre que le président Bush a maintenant conscience que la crise irakienne et ses retombées économiques prévisibles sur l'économie américaine sont une sérieuse épreuve pour sa présidence et qu'il se doit personnellement de relever le défi.

HENRI PIERRE

## Istanbul cherche à gagner du temps

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon le vice-premier ministre irakien Taha Yasin Ramadan, l'Irak et le Koweït sont désormais pratiquement le même pays. « Toute attaque contre le Koweït sera traitée comme une attaque contre l'Irak », a-t-il déclaré dimanche 5 août après son entretien avec le président turc Turgut Ozal à Ankara. « Le régime Sabah est fini... tout embargo économique ou intervention militaire se solderait par des pertes pour l'autre partie. »

M. Ramadan, qui espérait recevoir l'assurance de la neutralité turque dans la dispute qui l'oppose

à la communauté internationale à la suite de l'invasion du Koweït, est apparemment reparti sans obtenir la promesse du président Ozal que la Turquie ne fermerait pas l'oléoduc par lequel l'Irak exporte plus de la moitié de sa production pétrolière.

Pour la Turquie la crise du Golfe représente une occasion inespérée de faire sa rentrée sur la scène politique internationale, mais elle se trouve dans une situation délicate. La fermeture du pipe-line qui traverse la Turquie serait indéniablement une des mesures de rétorsion les plus efficaces contre l'Irak, le privant du revenu d'un million et demi de barils de pétrole par jour. Or, a déclaré le vice-premier ministre irakien, la fermeture de l'oléoduc créerait « une atmosphère de méfiance... La Turquie doit tenir compte des intérêts des deux pays ».

Soucieuse de préserver ses relations économiques privilégiées

avec son voisin irakien, tout en prouvant sa volonté de coopérer avec les pays de l'Ouest, la Turquie essaie de gagner du temps. Outre le président Bush qui « a eu des paroles très aimables, mentionnant que la Turquie est une amie qui a une place importante dans l'OTAN », le président Ozal a conféré par téléphone avec les chefs d'Etat d'Egypte, d'Arabie saoudite, d'Iran et même avec l'émir du Koweït.

Face à l'intransigeance du régime irakien, les demandes de mesures de rétorsion se font plus pressantes. La Turquie risque donc d'être forcée de choisir son camp dans les jours à venir, à moins que, suivant l'exemple de la France, la communauté internationale ne déclare un embargo mondial sur le pétrole irakien, rendant ainsi la fermeture du pipe-line superflue.

NICOLE POPE

Le Figaro, 7. 08. 1990

# Turgut Ozal : les voisins, cela compte

**Ankara a développé considérablement ses relations économiques avec son voisin irakien.  
Une rupture lui coûterait cher.**

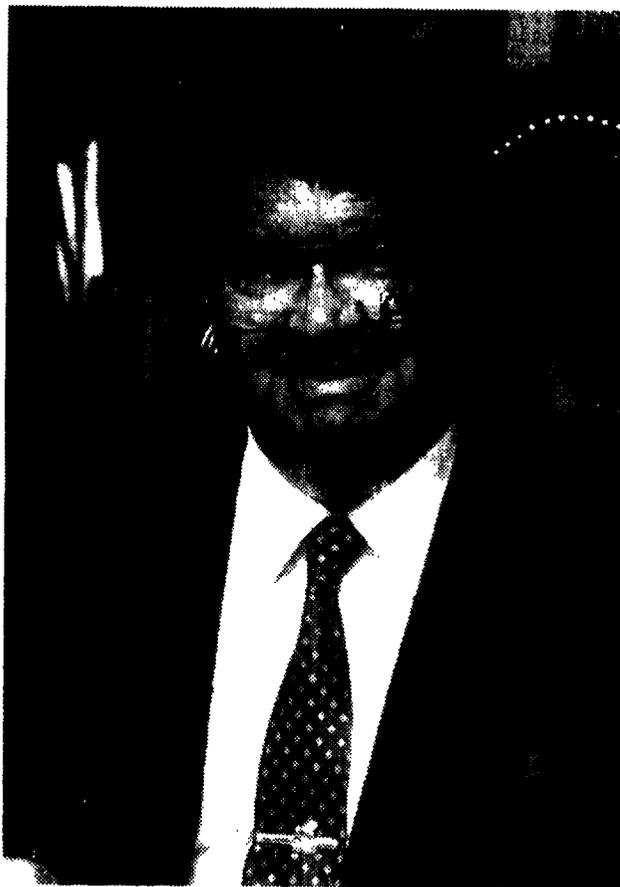
La crise du Koweït, c'est un peu la revanche du Grand Turc ! Le président Turgut Ozal, que les « niets » de la CEE à son pays et les bouleversements d'Europe de l'Est avaient un peu mis sur la touche, redevient un personnage central. Aucun blocus de l'Irak ne peut se faire sans lui.

Saddam Hussein l'a bien compris. Il lui a envoyé, dimanche, un de ses principaux lieutenants, Taher Yassine Ramadan. But de l'opération : dissuader Ankara d'appliquer un embargo pétrolier dommageable aux deux pays. George Bush également. Avant de lui dépêcher son secrétaire d'État, James Baker, il a téléphoné trois fois depuis vendredi à M. Ozal. Pour le convaincre de fermer le robinet des deux oléoducs reliant les champs irakiens au port pétrolier turc de Yumurtalik. Saddam Hussein a, apparemment, pris les devants. Il a, annoncé-t-on à Ankara, décidé la fermeture totale d'un des deux pipelines et de réduire de 30 % la capacité du second. Paradoxalement, le maître de Bagdad confirme ainsi l'importance stratégique que représente pour l'Irak le pays de Turgut Ozal :

## La hantise des années de violence

— D'une part, il tire la leçon de l'arrêt des importations de brut irakien décidé par la CEE, les États-Unis et le Japon. Un pétrolier l'explique ainsi : « *Pourquoi envoyer du brut à Yumurtalik si les bateaux ne viennent pas le charger ?* »

— D'autre part, il tend la main en direction d'Ankara, dont 60 % des approvisionnements en hydrocarbures proviennent d'Irak. Le second oléoduc va continuer de débiter 800 000 barils/jour. Cela devrait permettre à la Turquie de satisfaire ses besoins. La Turquie n'est pas membre de la



Le président Turgut Ozal. Les Turcs ont souvent eu l'impression d'être un peu négligés par leurs partenaires de l'Otan. (Photo Ali Nun/Sipa.)

CEE. Elle n'est donc pas concernée par l'embargo décidé par les Douze. Elle attend les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Turgut Ozal devrait apprécier le geste du voisin irakien. En effet, le premier président civil de la République turque est d'abord le grand patron de l'économie. Il l'a trouvée au trente-sixième dessous, à la fin des années 70. Comme directeur du Plan, puis comme premier ministre, il a assaini la situation par des méthodes dignes de Margaret Thatcher, la grande prêtresse du libéralisme économique.

Mais Turgut Ozal n'a pas

encore gagné son pari. Loin de là. Ce provincial, musulman pratiquant, guide un pays fragilisé par une démographie galopante (2,5 % de croissance annuelle) et par le sous-développement de l'Anatolie orientale, toujours troublée par une guérilla kurde, que connaît aussi l'Irak. Les rivalités qui déchirent le parti gouvernemental, la Mère Patrie, sont un autre handicap. La croissance a beau reprendre un peu et l'inflation diminuer également, les tensions sociales sont énormes. Or tout homme politique turc a la hantise des années de violence qui précèdent le coup d'État de 1980, et

dont l'une des causes était la dramatique crise sociale.

Or l'expansion du commerce avec le Proche-Orient et, en particulier pendant la guerre du Golfe, avec l'Irak et l'Iran, est l'une des clés de la croissance récente de l'économie turque. L'Irak est, après le RFA et les États-Unis, le troisième fournisseur de la Turquie. Il en est surtout, après la RFA, le second client. Cela compte pour un pays régulièrement à court de devises. Ce résultat a été atteint grâce au dynamisme des entreprises turques et à une diplomatie habile consistant à ménager Bagdad et Téhéran. Turgut Ozal ne renoncera pas, sans contreparties conséquentes, à un tel acquis.

D'autant que les Turcs ont souvent eu l'impression d'être un peu négligés par leurs partenaires de l'Otan, Européens et Américains. Surtout depuis que l'effondrement du pacte de Varsovie réduit considérablement la menace sur « le flanc sud de l'Otan ». La CEE les boude. Les Américains réduisent leur aide (de 25 % en un an) parce qu'ils se sont découvert d'autres priorités. « *L'invasion du Koweït, estime-t-on à Ankara, est certes un acte déplorable, mais elle a démontré l'importance de la Turquie. Si vous voulez la stabilité au Proche-Orient, il faut miser sur la Turquie.* »

Mais les bases de l'Otan en Turquie sont par définition « atlantiques ». Le Proche-Orient n'entre pas dans leur mission. Ankara en a refusé l'usage aux États-Unis en 1982, lors de l'opération manquée de sauvetage des otages de Téhéran. M. Ozal, « Ozal Pacha », comme on l'appelle parfois, se trouvera placé devant un choix difficile si l'Amérique voulait utiliser ces facilités contre l'Irak. Héritier des sultans ottomans qui régnèrent sur tout le Proche-Orient, Turgut Ozal se voit replacé sur le devant de la scène diplomatique. C'est la géographie qui commande. Encore une fois.

Claude LORIEUX.

Le Monde, 7. 08. 1990

# L'impuissance des pays arabes

NICOSIE

de notre envoyée spéciale

Si éviter toute intervention étrangère dans le conflit irako-koweïtien est bien la seule chose sur laquelle paraissent s'accorder, au moins dans les discours et encore avec quelques nuances, les chefs d'Etat arabes, leurs divergences pour résoudre cette crise d'une extrême gravité pour les conséquences qu'elle peut avoir confinent à l'impuissance.

Pour la deuxième fois, le mini sommet de Djeddah, annoncé vendredi par le roi Hussein de Jordanie après un entretien avec le président irakien Saddam Hussein, a été ajourné sans qu'aucune date ne soit plus avancée. L'exigence de Bagdad d'y voir représenté le « gouvernement provisoire » qu'il a lui-même mis en place rendait la tenue de ce sommet d'autant plus impossible que la majorité des Etats arabes ont non seulement condamné « l'agression irakienne » mais affirmé « refuser les effets de cette invasion et ne pas reconnaître ses conséquences ».

Ce n'est à cet égard sans doute pas un hasard si pour la première fois depuis l'invasion du Koweït jeudi, les télévisions Saoudienne, Bahreïni, Qatari et la station de Dubaï dans les Emirats Arabes Unis, ont retransmis l'appel à la résistance lancé à son peuple par l'Emir du Koweït Cheikh Jaber, réfugié en Arabie Saoudite. La télévision saoudienne a aussi montré l'audience accordée dimanche par le roi Fahd au premier ministre koweïtien, cheikh Saad. La télévision de Bahrein a pour sa part retransmis une réunion du cabinet koweïtien, présidé par cheikh Saad et auquel assistait le ministre de la défense dont le sort demeurerait incertain, dans un endroit non précisé mais qui pourrait se trouver dans la région de Dahran en Arabie Saoudite non loin de la frontière koweïtienne.

Ce retour public des dirigeants koweïtiens est le fait par exemple que la presse saoudienne, contrairement aux trois jours précédents, ait donné dimanche une très large place aux condamnations suscitées à travers le monde par l'invasion irakienne, semblent en tous cas confirmer le raidissement des Etats du Golfe. Les dirigeants du CCG (Conseil de coopération du Golfe : Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahrein, EAU et Oman) savent bien au fond que céder sur le ren-

versement par la force de la dynastie des Al Sabah, c'est prendre le risque à plus ou moins long terme d'être les prochaines cibles. Entretien ses ministres des résultats de ses contacts lors d'une réunion extraordinaire du cabinet consacré à la situation au Koweït, le roi Fahd devait insister dimanche sur « les conséquences désastreuses que cette situation pourrait avoir si elle se perpétue ». Le CCG avait d'ailleurs souligné dans sa très ferme « condamnation de la sauvage agression irakienne » que son refus de toute intervention étrangère ne concernait pas « les initiatives collectives prises dans le cadre de l'ONU et de son Conseil de Sécurité ».

## Le « pied de nez » irakien au monde

Seuls toutefois paraissent encore pouvoir éventuellement servir de médiateurs, les dirigeants des quatre pays arabes qui ont voté contre la condamnation de l'Irak lors du Conseil ministériel de la Ligue arabe, c'est-à-dire le roi Hussein de Jordanie, le président du Yémen, M. Abdallah Saleh, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat et le président soudanais le général Béchir.

Après donc le souverain hachémite qui s'était rendu vendredi à Bagdad, c'est le président yéménite qui a fait samedi le voyage dans la capitale irakienne avant de se rendre à Djeddah pour rencontrer le roi Fahd et au Caire pour s'entretenir avec le président Moubarak. Dimanche c'était au tour de M. Yasser Arafat qui venait successivement de Tripoli, Sanaa, Le Caire de rencontrer le chef de l'Etat irakien.

De ces tentatives de médiation rien de concret n'est encore sorti et le temps qui passe risque non seulement d'alourdir le contentieux inter arabe, en particulier dans le Golfe où l'on ne cache pas le profond ressentiment à l'égard de la Jordanie et de l'OLP, mais de rendre toute solution pacifique de plus en plus difficile. Après avoir officiellement consenti – pour gagner du temps, alléger la pression ou créer la confusion ? – à un début de retrait de ses troupes qui apparaît comme un « pied de nez » au monde tant le « remplacement » de l'armée irakienne par « cent mille volontaires irakiens » de l'armée populaire « créée » par « le gouvernement libre de Koweït » ne peut tromper personne, Bagdad

continue sur sa lancée pour tenter de créer une situation irréversible.

Reprenant l'initiative diplomatique, l'Irak a même envoyé des émissaires dans plusieurs pays arabes, notamment à Bahrein et Qatar et au Maghreb, en Libye, Mauritanie, Algérie et Tunisie. Rayé de cette tournée, le Maroc qui, comme l'Algérie pourtant, avait dès jeudi condamné l'invasion irakienne, s'est vue pour sa part menacée d'une reconnaissance par Bagdad de la « république sahraouie ».

Si l'Egypte, qui en condamnant l'Irak s'est exclue de son rôle habituel de médiation, reste comme l'Arabie saoudite une étape dans la tournée des médiateurs, elle ne semble plus en mesure de peser efficacement sur la recherche d'une solution. Tout en précisant en réponse à une question que les chefs d'Etat arabes ne demanderont pas une intervention étrangère, le président Moubarak a tout de même dit que « celle-ci ne serait pas exclue si les efforts arabes se soldaient par un échec ».

Prudente et discrète dans son approche, la Syrie, dont le président a reçu un message du chef de l'Etat iranien, se contente toujours de réclamer un sommet arabe dont le principe a été acquis mais on voit mal maintenant à quoi il pourrait aboutir tant sont divergents les points de vue.

Jusqu'à maintenant toutefois aucun pays arabe, ni bien sur autre, n'a reconnu le nouveau « gouvernement koweïtien » et la Jordanie par la voix de son premier ministre a même tenu à préciser qu'elle ne le ferait pas « pour ne pas gêner les efforts arabes pour trouver une issue » au conflit. Le roi Hussein avait peu auparavant souligné que le vote de la résolution condamnant l'Irak qu'a rejeté Amman avait compromis les chances du mini sommet de Djeddah et compliqué la situation.

Compte tenu de l'intransigence irakienne et de la rapidité d'action de Bagdad qui contraste singulièrement avec les attermoissements arabes, on imagine mal quel compromis pourrait être trouvé. Une fois de plus sans doute, l'évolution de ce conflit interarabe dépendra sans doute plus d'une intervention internationale que d'une Ligue arabe incapable de trouver en son sein l'autorité et la cohésion nécessaires pour entraîner une action qui requiert certes le concours de tous.

FRANÇOISE CHIPAUX

● MARDI 7 AOUT 1990

# Libération

## Les Palestiniens parient sur Saddam Hussein, un « nouveau Saladin »

**En Israël, les Palestiniens s'enflamment pour le dirigeant irakien qui vient de faire la démonstration de sa « force ». Il incarne à leurs yeux l'espoir d'une libération du « joug israélien ».**

De notre correspondant en Israël

**L'**invasion du Koweït et le danger d'escalade dans le Golfe persique ont créé un climat de tension particulier lors d'une réunion, samedi, entre les dirigeants de l'Intifada -avec Feïçal Hussein à leur tête- et quinze députés israéliens, y compris six travaillistes. Les participants ont signé un « concordat » dans lequel les Palestiniens reconnaissent le droit à l'existence de l'Etat d'Israël tandis que les Israéliens reconnaissent le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

Mais les Israéliens ont insisté auprès des Palestiniens sur une condamnation de l'invasion. Le député Yossid Sarid, « colombe » attitrée, a affirmé que « Saddam Hussein a donné raison à Sharon et Shamir en démontrant que le Proche-Orient n'est pas encore prêt à rejoindre le processus de paix qui déferle dans le monde. Il a relégué le problème palestinien au deuxième rang ». Les Palestiniens ont refusé de condamner l'invasion irakienne. Hussein et quelques-uns de ses camarades ont simplement condamné « toute invasion et toute occupation ». Hanan Achraoui, dirigeante d'une organisation féminine palestinienne, a expliqué : « Nous ne pouvons rien imposer aux régimes arabes pour gratifier

l'opinion publique israélienne. »

Dans la rue, les Palestiniens n'avaient pas de telles inhibitions. Ils déclaraient ouvertement leur avis sur l'invasion du Koweït : en immense majorité favorable. Interviewés par la télévision israélienne, des habitants de Naplouse, de Jérusalem-Est et de Gaza se prononçaient avec véhémence pour Saddam Hussein. Un marchand, près de la porte de Damas, dans la vieille ville de Jérusalem, résumait la pensée de presque tous : « Enfin, il y a un chef arabe qui ne se satisfait pas de paroles. Il agit, il a une armée et il sait l'utiliser. Vous pleurez pour l'émir Al-Sabah ? Qu'il aille aux mille diables. Que fait-il avec ses millions ? Il les place dans des banques américaines et ses frères vont d'un casino à l'autre, d'un cabaret à l'autre. Mais ce n'est que le début. Saddam Hussein est le grand espoir du peuple palestinien. C'est lui qui nous libérera. C'est lui qui vous apprendra, Israéliens, ce qu'est l'usage de la force. » Autour de lui, une petite foule l'a applaudi. Tandis que parmi les Arabes d'Israël le discours était repris, à quelques nuances près. Pour ces Palestiniens, Saddam Hussein est le nouveau Saladin, l'homme qui mettra fin à l'Etat juif comme le premier Saladin avait mis fin au royaume des croisés.

« Saddam Hussein, de l'avis d'un Palestinien de Gaza, est comme Gamal Abdel-Nasser. Il veut unir le monde arabe pour assurer ses intérêts réels, non pas les intérêts du roi Saoud et des émirs du Golfe. Mais Nasser n'avait pas la force nécessaire pour réaliser son but. Saddam Hussein a la force. »

Khamis Aboulafia, journaliste arabe israélien et correspondant de l'hebdomadaire égyptien *Mayo* à Tel-Aviv, explique : « Pour les Palestiniens, Saddam Hussein est le rédempteur qui viendra un jour libérer du joug israélien. Ils sont plus radicaux que la direction de l'OLP, qui craint que l'invasion irakienne ne divise le monde arabe et éclipse le problème palestinien. » Certes, Aboulafia condamne l'invasion d'un pays arabe par « l'homme qui a menacé de détruire la moitié d'Israël si Israël attaquait un pays arabe ». Mais il ajoute qu'« il y a des moments où un peuple ne raisonne pas. Il se laisse aller à ses émotions. »

Dans ce contexte, de nombreux Israéliens craignent que parmi la masse de Palestiniens en proie aux émotions, certains n'attendent pas que Saddam Hussein vienne régler leurs comptes avec Israël.

Shalom COHEN

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 7, 1990

# Soviets Firmly Back U.S.

## Moscow Ponders Sending Ships

By Michael Dobbs  
*Washington Post Service*

MOSCOW — A well-placed Soviet commentator predicted Monday that the Kremlin would not object to tougher U.S. action against the Iraqi president, Saddam Hussein, and might even send Soviet warships to the Gulf in a gesture of solidarity with Washington.

Since the Iraqi invasion of Kuwait on Thursday, the Soviet press has showered invective on the Baghdad regime, previously regarded as one of Moscow's most important allies in the Middle East.

The decision to suspend arms supplies to Iraq, despite a long-standing treaty of friendship, has been interpreted here as signaling a shift in Soviet policy toward the Third World.

On the diplomatic front, meanwhile, the Soviet Union appeared to be trying to play a mediating role in the crisis. The Tass press agency reported that the Kuwaiti ambassador in Moscow relayed a message from Mr. Hussein to President Mikhail S. Gorbachev, replying to Soviet demands for a complete withdrawal of Iraqi troops from Kuwait.

Igor Belyayev, a Middle East expert for the Soviet weekly newspaper *Literaturnaya Gazeta*, said he thought there was a "70 percent possibility" that the Soviet Union would station four or five warships in the Gulf to "demonstrate a common purpose" with the United States.

The move would parallel action taken by the Soviet Union in 1988 when tension rose between the United States and Iran over navigation rights in the Gulf.

Soviet Foreign Ministry officials refused to comment on speculation that the Kremlin might consider increasing its naval presence in the

Gulf. According to reports from Dubai, however, a Soviet guided-missile destroyer was seen heading toward the Gulf accompanied by two Soviet supply ships.

It was not clear whether the ship spotted from the air by a Western television crew was the Soviet warship normally assigned to the Gulf.

Mr. Belyayev, a frequent visitor to Iraq, said: "We have different interests than the United States in the Gulf, but we also want to see this region quiet. Iraq, after all, is not so far from our southern borders. We will do our best to pacify the situation."

Writing in the government newspaper *Izvestia*, a foreign policy analyst, Stanislav Kondrashov, noted that the Soviet Union stood to gain financially from the increase in oil prices since it is itself a major oil exporter.

But he said such "tactical gains" were outweighed by the strategic goal of integrating the Soviet Union into the world economy, which he said could only be achieved if the Kremlin adopted a "civilized" and "moral" approach to crises.

In an article headlined "Together Against the Aggressor," Mr. Kondrashov wrote:

"It's understood that the Soviet Union will not give its automatic agreement to every measure that Washington might propose. But for the time being we will not restrict Washington's freedom of action by specifying in advance the boundary beyond which our positions no longer coincide."

Citing "Western estimates," Mr. Kondrashov said the Soviet Union supplied Iraq with roughly 80 percent of its total military equipment. Soviet commentators accept that most of the tanks, artillery, helicopters, and aircraft used for Iraq's blitzkrieg into Kuwait were supplied by the Soviet Union.

By advertising its cooperation with Washington in the Gulf crisis, the Kremlin is undoubtedly trying to create a favorable environment for huge Western investment in the Soviet economy.

But some Arab diplomats in Moscow were skeptical over the degree to which Moscow would be prepared to sacrifice its huge investment in Iraq by supporting Washington.

"I think the Soviets are playing both sides of the fence," one Arab analyst said. "They want good relations with the United States, but they also do not want to lose Iraq entirely."

# Baghdad Cuts Off Its Oil in One Turkish Pipeline

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

ANKARA — Iraq stopped pumping crude oil through one of its pipelines in Turkey on Monday and reduced flow in the other.

The Iraqi action came after some tankers waiting to be loaded at the end of the pipeline had sailed away without loading in compliance with the international embargo imposed in response to Iraq's invasion of Kuwait, according to pipeline company officials.

Iraqi authorities told Turkey's state-run BOTAS pipeline company that one of the twin pipelines that carry Iraqi oil through Turkey to the Mediterranean would be closed "for reasons of marketing," said Necil Kurtkaya, a company official.

A significant portion of Iraq's daily export of 2.6 million barrels moves by way of Turkey, making the NATO ally a potentially important factor in the effort to force President Saddam Hussein to withdraw his invading force from Kuwait.

Turkey's importance was emphasized with the announcement Monday that Secretary of State James A. Baker 3d would pay an emergency visit to Ankara this week to discuss a response to the invasion.

The United States, the EC, Japan and several other countries have imposed an embargo on Iraqi oil as part of a package of economic sanctions.

In another development Monday, the United Arab Emirates urged fellow members of the Organization of Petroleum Exporting Countries not to raise oil production to meet a shortage in supplies, the emirates news agency WAM reported.

"The United Arab Emirates asked members of the OPEC to effectively adhere to their output quotas agreed upon in Geneva on July 26 and not to violate these quotas in the light of the current circumstances in the Gulf region," WAM said.

The United Arab Emirates and Saudi Arabia are among the producers with spare capacity to make up for shortfalls in Iraqi or Kuwaiti deliveries.

Industry sources in the Middle East said Iraq's action to cut down on its pumping through the Turkish pipelines illustrated that the Western-led embargo was already biting.

Iraq's oil revenues totaled more than \$11 billion last year. It has been pressing for higher oil prices to rebuild an economy damaged by the 1980-1988 Gulf War with Iran and settle foreign debts of up to \$80 billion.

The two pipelines pump Iraqi crude from Kirkuk oilfields in northern Iraq to a terminal at Yumurtalik at the northeastern tip of the Mediterranean Sea.

"There are very few tankers loading Iraqi oil at Yumurtalik," a senior Turkish government official told Reuters.

"There are no new buyers. This

shows that the embargo has been effective," he added.

A top Saudi-based Western oil industry executive said that Iraq's pipeline through Saudi Arabia was working as usual on Monday. The Iraqi pipeline through Saudi Arabia has been a second main conduit for Iraq's oil exports.

Shipping sources in the region said there were no tankers loading at Muajiz terminal on the Red Sea on Monday, where Iraq's 1,500-kilometer (900-mile) pipeline through Saudi Arabia reaches the coast.

Saudi Arabia appeared reluctant to join the sanctions for fear such a move would put provoke Iraq militarily.

"It's all very well said in Washington, but the Saudis are very reluctant to be put on the frontline of this problem," the Riyadh-based executive said.

President Turgut Ozal of Turkey and the President George Bush had several telephone conversations over the past three days. Mr. Bush

INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE, AUGUST 7, 1990

said it was "certainly an option" for Turkey to cut off Iraq's oil pipeline.

A government official said Monday that Iraq's decision to curtail oil pumping was a "great relief" for Turkey.

The official added that Turkey did not want to be singled out as a country which refrains from taking action against Iraq but it also did not want to take an isolated action by closing the pipeline and antagonizing Iraq.

Turkey gets 40 percent of its crude oil imports from Iraq.  
An Iraqi official visiting Ankara

predicted on Sunday that Turkey would stay neutral in the dispute the invasion of Kuwait.

But Turkish officials said at a NATO meeting in Brussels Monday that no commitments were made when Iraq's First Deputy Prime Minister, Taha Yassin Ramadan, met President Ozal.

"The Turks said they told him all options were still open, that possibilities were still being considered," one NATO source said.

The Iraqi announcement of a cutoff followed within hours.  
(AP, Reuters)

# UN Clamps Sanctions on Iraq

## Arms Embargo Ordered and Oil Imports Are Banned

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The Security Council Monday imposed a far-reaching trade and financial embargo on Iraq and Iraqi-occupied Kuwait.

These sanctions, approved five days after the council condemned the Iraqi invasion of Kuwait, demanded that Baghdad immediately withdraw its forces. The sanctions also prohibit all UN members from buying either country's oil or having virtually any other commercial or financial dealings with them.

The embargo against Iraq and occupied Kuwait won the support of 13 of the council's 15 member states, including all of the permanent members — Britain, China, France, the Soviet Union and the United States, the five World War II victors with special responsibility for maintaining international peace and security under the UN Charter.

Cuba and Yemen, the only Arab council member, abstained, with Cuba's representative, Ricardo Alarcón de Quesada, warning that the United States will use the decision to justify armed intervention in the region. Abdalla Saleh Al-Ashtal of Yemen said he could not compromise his country's efforts to negotiate a peaceful solution.

But the rest of the council's 10 nonpermanent members voted for

the sanctions package, including Canada, Finland and Romania, representing the industrialized northern countries, Ethiopia, Ivory Coast and Zaire from Africa, the single Asian member, Malaysia, and Colombia, which with Cuba is one of its two Latin American and Caribbean representatives.

President George Bush called for "full and total" enforcement of the sanctions and said he was "ruling out nothing at all," including a military blockade to choke off Iraqi trade.

"These sanctions will be enforced — whatever it takes," Mr. Bush said shortly after the vote.

The United Nations itself has no means of enforcing compliance with the sanctions, leaving its member governments to ensure their companies and businesses observe the sanctions.

The vote was welcomed by many participants as a sign that the Security Council is emerging from a long period of Cold War paralysis and starting to exercise its responsibility under the charter for enforcing peace and security.

Britain's representative, Sir Crispin Tickell, said the council had "faced its responsibilities" and must now "succeed where the League of Nations failed and Security Council itself had faltered in the past."

It was only the third time in UN history that the council has sought

to discipline a country defying its orders by imposing trade sanctions. The others were a similar embargo slapped on Rhodesia in 1967 after its declaration of independence from Britain, and a continuing ban on arms sales to South Africa.

### ■ Soviets Approve

The Soviet Union and China were among those voting for the draft, sponsored by the United States and nine other countries, news agencies reported from New York.

In a statement carried by the Iraqi News Agency on Sunday, the Iraqi-installed military government of Kuwait warned other nations not to take "punishing measures" against it or Iraq. The provisional government said countries "have to remember they have interests and citizens in Kuwait."

Hours after the invasion, the council, in a 14-to-0 vote last Thursday, condemned Iraq's action and demanded the immediate, unconditional withdrawal of Iraqi troops.

Yemen declined to take part in last Thursday's vote, saying it had not received instructions.

The sanctions do not apply to supplies intended for strictly medical purposes and, in special humanitarian circumstances, food.

Also exempted would be any "assistance to the legitimate government of Kuwait," forced into exile by Iraq's invasion.

The resolution calls on all states to take steps "to protect assets of the legitimate government of Kuwait and its agencies," and "not to recognize any regime set up by the occupying power."

Iraq's heavy dependence on a single export commodity — oil — transported along well-defined routes could make the sanctions resolution that much easier to enforce.

The resolution stops short of calling on all countries to break diplomatic relations with Baghdad, so that embassies can still protect their nationals in Iraq and Kuwait.

The resolution calls on all countries, even nonmembers of the UN, to act strictly in accordance with its provisions.

Sponsors of the draft, in addition to the United States, were Britain, Canada, Colombia, Ethiopia, Finland, France, Ivory Coast, Malaysia and Zaire.

The Iraqi UN representative, Abdul Anbari, told the council the resolution exacerbated the crisis in the Gulf region and impeded troop withdrawal.

Lashing out at the United States, which he said owed the UN hundreds of millions of dollars in unpaid dues, he said: "It is regrettable that we are seeing a superpower trying to use the United Nations and its objectives as if the Security Council is simply its foreign ministry."  
(Reuters, AP)

A.F.P. - A.F.P.

FRA0474 4 I 0243 FRA /AFP-TX04

Irak-Koweït

L'Irak et l'arme chimique (encadré)

PARIS, 8 août (AFP) - L'Irak qui vient d'être averti que les Etats-Unis traiteraient "très sévèrement" une éventuelle utilisation des armes chimiques, possède un important arsenal de ce type d'armes.

L'Irak, seul pays avec les Etats-Unis et l'URSS à avoir reconnu qu'il possède des armes chimiques, les a déjà utilisées.

A Halabja, le 17 mars 1988, ville kurde irakienne sous contrôle iranien, l'utilisation de différents gaz toxiques avait fait quelque cinq mille morts.

L'ONU a, pour sa part, confirmé que l'Irak avait utilisé du tabun, un gaz innervant, pendant la guerre du Golfe.

Le 2 avril dernier, le président Saddam Hussein a révélé que Bagdad détenait l'arme chimique binaire que "seuls les Etats-unis et l'URSS possèdent". Le 28 juin, il ajoutait : "Nos savants et militaires ont calculé qu'elle était suffisante pour dissuader toute attaque nucléaire israélienne."

L'arme chimique binaire est un nouveau type de munition dans lequel deux substances peu toxiques lorsqu'elles sont stockées séparément, deviennent mortelles en se mélangeant lors du lancement. Ce procédé permet un stockage plus important, parce que sans danger.

Après la conférence de Paris, tenue en janvier 1989, 126 pays au total adhèrent au protocole de Genève de 1925 qui interdit l'emploi des armes chimiques, mais ne prohibe pas leur production. L'Irak figure parmi les signataires.

MPG-MCT/mst

AFP 082030 AOU 90

A.F.P. - A.F.P.

FRA0143 3 I 0249 /AFP-ON43

USA-Irak-chimiques

Les Irakiens chargent des bombes chimiques, selon les services secrets américains

WASHINGTON, 8 août (AFP) - Les services secrets américains ont indiqué que les forces irakiennes étaient en train de charger des bombes chimiques à bord d'avions et de véhicules qu'ils pourraient utiliser dans une nouvelle attaque, a rapporté mercredi le Washington Post.

Le journal n'a pas donné d'autres détails, se bornant à citer des sources des services secrets américains qui affirment avoir décelé des "signes" de chargement de ce matériel.

L'Irak avait utilisé des armes chimiques contre l'Iran et contre sa propre minorité kurde, au cours de la guerre qui l'a opposé à son voisin en 1980-88.

Le Washington Post a indiqué par ailleurs, citant des responsables américains, que les forces irakiennes au Koweït ont été renforcées depuis l'invasion de jeudi et comptent à présent quelque 120.000 hommes, cependant que d'autres forces sont mobilisées en Irak. En même temps, selon les rapports des services secrets américains, le nombre de chars irakiens au Koweït a doublé depuis jeudi, atteignant le nombre de 500, a ajouté le Post.

D'autre part, selon le New York Times, les Etats-Unis s'apprêteraient à inviter l'URSS à participer à un blocus naval pour mettre en oeuvre l'embargo contre l'Irak. Washington aurait déjà signalé à l'Union soviétique, la Chine, la Grande-Bretagne et la France que l'envoi d'une force serait prochainement nécessaire à cette fin.

jm/jm/pa

AFP 081030 AOU 90



8. 08. 1990

# Ankara en position stratégique

**Tout en ayant stoppé le débit d'un oléoduc à la demande de l'Irak, la Turquie a annoncé qu'elle se conformerait à l'embargo décidé par le Conseil de sécurité. Un engagement plus important serait surprenant.**

Ankara, correspondance

Il a fallu l'envoi de 26 bombardiers F111 américains — ceux-là même qui avaient été utilisés par les Etats-Unis pour détruire la résidence du colonel Kadhafi à Tripoli — pour que le monde découvre que la Turquie joue un rôle au Proche-Orient et qu'elle est toujours un « fidèle allié » de l'Otan, et de l'Occident en général. C'est le sentiment qui prévaut à Ankara, non sans amertume.

Du coup, la base d'Incirlik, près d'Adana, dans le sud du pays, où sont stationnées des escadres aériennes américaines, devient un enjeu de taille.

Une base américaine ? Tout officiel ici démentira. « Il n'y a pas de base américaine en Turquie. Il n'y a que des bases turques, sur lesquelles des facilités ont été accordées aux forces américaines », confirme un diplomate occidental. Les textes sont formels : « Les accords de défense n'envisagent pas l'utilisation des bases turques pour des opérations militaires au Proche-Orient menées par les Etats-Unis, sauf si la Turquie donne son autorisation expresse pour de telles actions. » Le gouvernement turc l'a d'ailleurs refu-

sé en 1980, lors de la crise des otages en Iran.

Dans ces conditions, Turgut Ozal, le président de la République turque, joue sur du velours. Et on assiste depuis dimanche à un véritable ballet diplomatique à Ankara. Ce fut d'abord le représentant du président Saddam Hussein, Taha Yassin Ramadan, venu demander à la Turquie de ne pas fermer les oléoducs reliant les deux pays, qui assurent plus de la moitié des exportations de pétrole irakien. Puis lundi, un représentant du président iranien Rafsandsjani. Enfin, la visite prévue du secrétaire d'Etat américain, James Baker, demain jeudi. Entre deux visites, Turgut Ozal passe son temps au téléphone. La Maison Blanche est, paraît-il, souvent en ligne.

Belle revanche donc pour la Turquie, après des mois de rancœur accumulée par le « grand allié » américain. Depuis quelques années, en effet, arguant de la diminution du rôle stratégique de la Turquie dans un contexte de détente, les Etats-Unis réduisent régulièrement leur aide. Désormais, la position d'Ankara est d'autant plus forte que les accords sur la présence des bases américaines en Turquie doivent être renouvelés en décembre

de cette année.

Les éditorialistes turcs ne font pas dans la dentelle. L'un d'eux estime que « la Turquie n'a pas à se joindre à l'embargo économique décidé contre l'Irak uniquement pour apaiser l'Occident et espérer quelque chose en retour. Elle doit agir prudemment et toujours se déterminer en fonction de ses intérêts propres ».

Les observateurs occidentaux jugent peu probable une intervention américaine à partir des bases turques. La Turquie ne souhaite pas se brouiller avec ses voisins arabes, avec lesquels elle entretient de très bonnes relations économiques. Avant-hier, les Irakiens avaient décidé d'eux-mêmes la fermeture d'un des deux oléoducs traversant le territoire turc pour déboucher en Méditerranée. Le second a été coupé mercredi après-midi. Le président Ozal avait annoncé qu'il approuverait les décisions du Conseil de sécurité de l'Onu sur les sanctions à l'Irak. « Il ne doit pas y avoir de nouveau chargement de pétrole », a-t-il souligné. Le gouvernement se prépare à geler les avoirs irakiens et koweïtiens. Mais un engagement plus important de la Turquie serait un « dérapage » surprenant.

Jean FLOURY

Irak/embargo: "Une arme plus efficace" que la puissance militaire, selon la télévision soviétique

MOSCOU, 8 août (AFP) - L'embargo économique contre l'Irak pourrait se révéler une "arme plus efficace (...) que toute la puissance militaire que les Etats-Unis déploient dans le Golfe Persique", a estimé mercredi soir la "télévision soviétique".

La présence de troupes américaines dans le Golfe constitue un "important facteur de retenue" pour l'Irak, mais "il est peu probable, a ajouté la télévision, que les Etats-Unis puissent concentrer dans les prochains jours dans la région du conflit suffisamment de forces pour s'opposer (le cas échéant) avec succès à l'armée irakienne", qui compte environ un million d'hommes.

S'abritant derrière des informations occidentales, la télévision a rappelé, sur fond d'images représentant des populations kurdes décimées, que Bagdad avait utilisé "à plusieurs reprises" des armes chimiques.

Les milliers d'étrangers, parmi lesquels des Américains, qui se trouvent actuellement au Koweït et en Irak "pourraient devenir des otages lors d'un affrontement direct entre l'Irak et les Etats-Unis", a poursuivi la télévision.

Le présentateur du journal télévisé a enfin rapporté avec gravité l'annonce par Bagdad de la "fusion" du Koweït et de l'Irak.

Moscou avait annoncé mercredi après-midi par l'intermédiaire d'un porte-parole officiel le report peut-être à jeudi d'une annonce soviétique "importante et significative" sur la situation dans le Golfe.

## LE MONDE

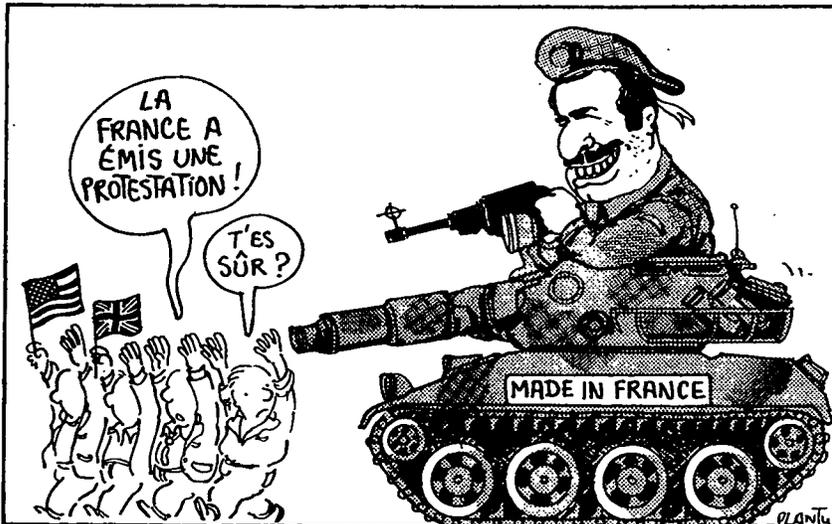
8. 08. 1990

Tandis que les mouvements militaires s'intensifient dans la région

# Les sanctions économiques contre l'Irak sont renforcées

## Bagdad affirme ne plus retenir de ressortissants étrangers

Tandis que les Américains poursuivent le déploiement des navires de l'US Navy en direction du Golfe, l'Irak, soumis à des sanctions renforcées, a mis en garde lundi 6 août les Etats-Unis contre toute ingérence dans le conflit. Bagdad a affirmé mardi 7 août ne plus retenir d'étrangers.



● **Les sanctions.** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi 6 août une résolution instaurant le boycottage économique, financier et militaire de l'Irak. Seuls parmi les quinze membres du Conseil, Cuba et le Yémen se sont abstenus. **Page 4**  
● **Le sort des étrangers.** - Après avoir conduit en Irak par autocars plusieurs dizaines de ressortissants étrangers se trouvant au Koweït,

Bagdad a annoncé mardi 7 août qu'elle allait autoriser les étrangers à quitter ces deux pays par voie terrestre, via la Jordanie. **Page 3**

● **Les mouvements militaires.** - Ils se sont intensifiés dans la région du Golfe où trois navires de soutien logistique supplémentaire de l'US Navy ont été dépêchés. Des bâtiments britanniques, français et soviétiques font également route

vers le Golfe. Des bombardiers américains, basés en Grande-Bretagne, sont arrivés en Turquie dans la soirée de lundi. **Page 3**

● **La position américaine.** - Les Etats-Unis ont déclaré lundi qu'il était « clairement de leur intérêt national » de mettre un terme à l'agression irakienne. Le secrétaire américain à la Défense, M. Richard Cheney, a eu des entretiens à Ryad

avec les dirigeants saoudiens tandis que le secrétaire d'Etat, M. Baker, était attendu à Ankara. Bagdad a mis en garde Washington, déclarant que si les troupes américaines intervenaient dans la région, l'Irak « embarrasserait » les Etats-Unis et attaquerait l'Arabie saoudite si celle-ci fermait son oléoduc vers la mer Rouge. **Pages 3 et 4**

● **Le prix du brut.** - Le prix du pétrole continue à augmenter. A New-York lundi soir, le baril valait plus de 28 dollars, son plus haut niveau depuis cinq ans. Il a progressé de plus de 30 % depuis le début de la crise. Très dépendant de ses importations énergétiques, le Japon prépare des mesures pour faire face à une éventuelle pénurie de brut. **Page 5**

● **Les marchés boursiers.** - La hausse du brut ravive aussi les craintes d'une reprise de l'inflation et provoque toujours de vives inquiétudes sur les marchés boursiers. Après la nouvelle chute de Wall Street lundi (-3,3 %), Tokyo a également perdu 3,3 % mardi, atteignant son plus bas niveau de l'année. Dans la matinée, les marchés européens semblaient se ressaisir. Le dollar regagnait également un peu du terrain perdu. Il cotait 5,29 francs à Paris.

Intensification des mouvements militaires

# Des bombardiers américains seraient arrivés en Turquie

Des bombardiers américains FB-111, normalement basés en Grande-Bretagne et semblables à ceux utilisés pour l'attaque contre la Libye en 1986, sont arrivés en Turquie, ont annoncé lundi soir 6 août les chaînes de télévision américaines NBC et CBS. « Ces bombardiers FB-111, normalement basés en Grande-Bretagne, ont été découverts sur la base aérienne d'Incirlik, à 600 km de la frontière irakienne », a indiqué l'une de ces deux chaînes. La base d'Incirlik est située non loin de la côte sud de la Turquie, au nord de Chypre, près d'Adana.

Selon un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat, cité par NBC, il s'agit d'« une pure coïncidence si ces bombardiers effectuant des exercices sont si près de l'Irak en cette période de crise ». Ce responsable a précisé que les Etats-Unis étaient actuellement engagés dans des manœuvres à l'échelle mondiale - « Giant Warrior » - annoncées le 15 juin. Il a ajouté que l'on pouvait, dans ces conditions, s'attendre à constater la présence d'appareils de combat américains dans des endroits inhabituels.

Par ailleurs, l'US Navy a poursuivi lundi les déploiements de ses navires de guerre. Le Pentagone a ainsi indiqué que le porte-avions *Independence* se trouvait toujours lundi dans l'océan Indien avec son escorte de huit bâtiments. Trois navires de soutien logistique supplémentaires faisaient toutefois route vers cette région, ont précisé des sources du département de la défense ayant requis l'anonymat. Selon les mêmes

sources, *l'Independence* se trouve à présent en mer d'Arabie, soit à l'entrée du Golfe, ce qui met des objectifs irakiens au Koweït à portée de ses avions, constatent les observateurs.

Cinq navires équipés d'engins amphibies se dirigeaient de leur côté vers Camp-LeJeune (Caroline du Nord), pour y embarquer un contingent de 2 100 « marines », a annoncé par ailleurs le Pentagone. Cette flottille doit rejoindre le porte-avions

*Saratoga* qui sera en Méditerranée dans la semaine à venir. Celui-ci sera également rejoint par le cuirassé *Wisconsin*, qui devait quitter Norfolk (Virginie) mardi. Trois autres navires doivent également quitter cette base mardi dans le cadre de déploiements « prévus auparavant », selon les termes d'un porte-parole de la flotte de l'Atlantique.

Le porte-avions *Eisenhower*, accompagné de ses douze navires

d'escorte, qui - officiellement du moins - doit toujours regagner les Etats-Unis après avoir été remplacé par le *Saratoga*, continuait de son côté de patrouiller en Méditerranée orientale, alors que huit autres navires américains, rejoints par des bâtiments français et britanniques, patrouillaient pour leur part dans le Golfe.

A ce propos, on apprenait lundi auprès du SIRPA (Service d'information du ministère français de la défense) que la frégate *Dupleix* faisait route vers le Golfe. Mis en service en 1981, le *Dupleix* est une frégate de 3 830 tonnes avec 220 membres d'équipage. Il est doté de quatre missiles anti-navires Exocet, de missiles Crotale anti-aériens, d'un canon de 100 mm et de torpilles. Il transporte deux hélicoptères Lynx. Le *Dupleix* doit rejoindre les deux avisos de la Marine nationale qui se trouvent déjà sur place : le *Protet* et le *Commandant-Ducuing*.

Par ailleurs, on apprenait à Dubaï qu'une frégate lance-missiles soviétique faisait route vers le Golfe. La frégate, de modèle Oudaloï, est accompagnée de deux navires ravitailleurs. La flottille a été localisée à une cinquantaine de milles au sud de Foudjairah, dans les Emirats arabes unis, soit à environ deux heures de route du détroit d'Ormouz. On ignore si la frégate est le navire de guerre soviétique croisant habituellement dans le Golfe. Les frégates Oudaloï, en service depuis 1980, disposent de huit lance-missiles et de deux hélicoptères

## Les étrangers au Koweït : plus de la moitié de la population

Le Koweït, où sont bloqués des centaines d'Européens et d'Américains depuis le début de l'invasion irakienne, abrite d'importantes communautés étrangères, notamment palestinienne et asiatique. En fait, sur une population totale de près de deux millions, il y a un million et quart d'étrangers. Quelque 3 000 Américains, employés en majorité dans le secteur pétrolier, résident au Koweït. Les Britanniques (4 500 environ) sont présents dans l'industrie pétrolière et dans le secteur des affaires. En période estivale, ils sont beaucoup moins nombreux, les familles regagnant leur pays d'origine. En revanche, Français, Allemands et Italiens sont beaucoup moins présents au Koweït. Selon le Quai d'Orsay, il y a actuellement

250 Français dans l'émirat, plus un certain nombre de personnes de passage ou en transit entre deux vols.

Les Palestiniens, dont le nombre est estimé à 400 000, forment la plus importante communauté étrangère de Koweït.

Les Egyptiens, estimés à plus de 50 000, occupent d'importantes positions dans l'enseignement. Le nombre des Irakiens se situait (avant l'invasion) autour des 60 000. Les Indiens, avec 100 000 personnes, les Pakistanais avec 85 000, les ressortissants du Bangladesh (80 000), les Srilankais (70 000) constituent enfin un réservoir de main-d'œuvre pour le bâtiment et les services. Les Philippins (60 000) sont en majorité employés de maison.

INTERNATIONAL  
HERALD  
TRIBUNE

August, 9 1990

# Iraq Reported to Prepare Gas

Reuters

WASHINGTON — Iraq may be loading chemical weapons aboard warplanes, raising the possibility that its forces would use such arms in any further Gulf fighting, Bush administration officials said Wednesday.

The United States told its NATO allies on Tuesday that Iraq was moving stocks of chemical weapons, sources within the Western alliance said.

President George Bush declined to confirm or deny the reports, but he said at a news conference Wednesday that use of chemical weapons "would be dealt with very, very severely."

President Saddam Hussein of Iraq should be aware of the world's views on the use of such arms, Mr. Bush said, but he added, "I think any time you deal with somebody who has used chemical weapons on the battlefield, you are concerned about it."

The Iraqis are thought to have nerve gas as well as mustard gas,

which it used in its 1980-88 war with Iran. Mr. Hussein was also accused of using chemicals against Iraq's Kurdish minorities.

"Washington has told us that the Iraqis are preparing, loading and moving stocks of chemical weapons, perhaps towards the border with Saudi Arabia," one NATO source said.

Officials said the U.S. information was based on intelligence reports.

Bush administration officials said in Washington that the United States had evidence that trucks similar to those used to transport chemical arms were approaching aircraft in Iraq.

They suggested that the evidence was presented to King Fahd in Saudi Arabia this week by Defense Secretary Dick Cheney.

After Mr. Cheney's talks with Saudi leaders on Monday, King Fahd granted the United States permission to send troops and warplanes to his country to help counter any Iraqi attack.

The Pentagon declined to comment on the chemical arms issue, but one military official said that they were "an area weapon."

"One of the textbook uses of such weapons is to deny an enemy use of an area such as airfields through contamination," said the official.

U.S. troops, like those from the 82d Airborne Division ordered to Saudi Arabia by Mr. Bush, have practiced with special protective suits against chemical agents. But military experts said the suits inhibited fighting effectiveness, especially in extremely hot areas like the Gulf.

Although Moscow cut arms sales to Baghdad, Mr. Hussein's forces are known to possess Soviet-built Scub-B and Frog surface-to-surface missiles. The Scub-B has a range of about 185 miles (300 kilometers) and the Frog can travel about 45 miles.

Mr. Bush said Wednesday that Iraq had moved surface-to-surface missiles into occupied Kuwait.

# Turkey Blocks Iraqi Oil Flow

## Embargo Picks Up Support

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey acted on Tuesday to ban the loading of Iraqi oil at its Mediterranean pipeline terminals, effectively blocking more than half of potential Iraqi crude exports.

The Turkish decision was a crucial component of U.S.-led efforts to cripple the Iraqi economy in retaliation for the invasion of Kuwait last Thursday.

Mehmet Kececiler, the oil minister, said at a news conference that Turkey had taken the step in compliance with the United Nations Security Council resolution on Monday calling for a full trade embargo on Iraq and Kuwait.

"Shutting the pipeline is in Iraq's hands," he said. "But when we stop loading, Iraq will have to shut the pipeline."

He added that a Moroccan tanker anchored off the pipeline terminal at Yumurtalik had been asked to leave empty.

Within hours of the Security Council vote to impose the toughest economic sanctions in the U.N.'s 45-year history, nations around the world were rushing to comply.

Brazil, which has been a major supplier of arms to Iraq, suspended all trade with Iraq and Kuwait, targets of the sanctions. Kuwait was included in the measures to prevent Iraq from exporting Kuwaiti oil for its own benefit or otherwise profiting from the occupation of its smaller neighbor.

Switzerland said it would take the rare step of joining international economic sanctions. Sweden, also a neutral country, said that it would back sanctions and that it was trying to find ways of moving its nationals quickly out of Iraq and Kuwait.

Australia agreed to abide by the UN vote.

India, heavily dependent on Iraq and Kuwait for oil supplies, and with 170,000 nationals in Kuwait, said it planned no early decision on compliance with sanctions against Baghdad.

Mr. Kececiler said Iraq could continue to pump crude through the pipeline until the storage tanks at the terminal were full, but then must stop pumping. The minister said it would take about six days to reach capacity in the tanks.

Iraqi also uses pipelines across Saudi Arabia. They remained technically open Tuesday, but oil flows were reportedly reduced to trickles. Industry sources said the terminal at Yanbu on the Red Sea end of the Saudi pipeline was full to overflowing, with no tankers waiting to load.

Iraq's only other outlet for oil exports is aboard ships through the Gulf.

On Monday, Iraq reduced the flow of oil through the 1,300-kilometer (780-mile) twin pipeline in Turkey, apparently because it could not find buyers. Oil industry sources said the terminal's storage tanks appeared to be full.

The pipeline has a capacity of 1.5 million barrels a day, more than half of Iraq's pre-invasion exports of 2.6 to 2.7 million barrels a day. The pipeline through Saudi Arabia can carry about 900,000 barrels a day.

Mr. Kececiler said that under the terms of UN sanctions against Iraq, Turkey had banned all trade except for medicine and food needed for humanitarian purposes.

He did not make clear if Turkey would halt goods from third countries bound for Iraq through Turkish Mediterranean ports, but official sources said such a step was likely.

Turkish trucks carried a million tons of imports to Iraq last year, most of it food.

The decision to bar Iraqi oil exports by Turkey, a NATO member, followed at least two telephone calls between President Turgut Ozal and President George Bush since the invasion.

Secretary of State James A. Baker 3d is due in Turkey on Thursday to discuss the crisis.

U.S. Embassy officials in Turkey said American F-111 bombers were on exercise in Turkey, half an hour's flying time from Iraq.

"A routine scheduled weapons training deployment of F-111 airplanes started on June 20," an embassy official said. "It has nothing to do with the Gulf crisis."

A senior Turkish government official said Ankara would freeze all Iraqi and Kuwaiti assets with im-

mediate effect. "The freeze will include all Iraqi and Kuwaiti assets in the country, including accounts at Turkey's private and state-run banks," the official said.

He said the total volume of Iraqi and Kuwaiti assets involved by the freeze was about \$200 million. Iraq owes Turkey about \$750 million in trade debts.

Mr. Ozal said Monday that his country would lose \$2 billion in fees and other earnings if it shut the pipeline. (Reuters, AP, AFP)

## Saudis Plan To Increase Production

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

MANAMA, Bahrain — Saudi officials said Tuesday that they were preparing to increase their oil production by an extra 2 million barrels a day to make it easier for the rest of the world to honor the UN Security Council boycott of oil from Iraq and Iraqi-occupied Kuwait.

The Saudi move would replace half of the 4 million barrels a day being lost to the international oil markets as a result of the boycott, and would be the first concrete action taken by Saudi Arabia in support of international sanctions against Iraq.

It also could invite retaliation from the Iraqi armed forces, which dwarf those of Saudi Arabia and, from their new bases in occupied Kuwait, are less than 200 miles (320 kilometers) from the heart of Saudi Arabia's oil-producing region.

But in interviews over the last few days, senior officials from Saudi Arabia and other Gulf nations said they were increasingly leaning toward active cooperation with Western efforts to strangle the Iraqi economy and bring an end to the rule of President Saddam Hussein.

[Saudi Arabia and four other Gulf Arab states joined the exiled government of Kuwait on Monday in a call for immediate withdrawal of Iraqi invasion troops from Kuwait, Reuters reported.]

Arab officials and oil industry experts asserted the Iraqi invasion would induce major political and economic changes in the strategic balance of the Middle East, affecting efforts to resolve the Palestinian-Israeli conflict, oil prices and

production levels, and the future of the Organization of Petroleum Exporting Countries.

"We are at the point where we have no choice but to stand up to Saddam," a senior Saudi official said. "If we were to allow the status quo to remain, there is little question we would be next on Iraq's list."

He said the concept of "Arab solidarity," often invoked by some Arab leaders to keep Western powers out of the region, was fading in importance for Saudi Arabia and its Gulf allies.

"There are many elements in the Arab world which want to see the demise of all Arab regimes in the Gulf," the official added. "We have to look elsewhere for support."

The Saudi stand, now taking firmer shape, came about after the failure to forge an Arab League consensus about the crisis because of the explicit support given the Iraqi president by King Hussein of Jordan as well as the Palestine Liberation Organization chairman, Yasser Arafat, and Yemen and Libya.

Nearly 4 million barrels of oil a day are in effect disappearing as Kuwaiti production has shut down and customers embargo Iraqi crude at outlets of its Red Sea and Mediterranean pipelines.

The exiled government of Kuwait, using its enormous financial and oil industry resources in the West, is setting up a monitoring and intelligence system to track down and bring about the confiscation of any oil cargos emanating from Iraqi-occupied Kuwait and Iraq, thus tightening the financial pressure on Iraq.

Cargoes of Iraqi crude are being confiscated in the United States. West Europe is helping the exiled Kuwaiti government to hold onto its assets there.

After initial hesitation after the invasion of Kuwait, the governments of Saudi Arabia and its Gulf allies, as well as those of Egypt and Morocco, are strengthening their condemnation of Iraq through their official newspapers and radio broadcasts, asserting that they will compromise on nothing less than a return to the situation as it stood before the invasion.

By far the most important Arab player in opposing Iraq now is Saudi Arabia, whose ever-cautious leaders are weighing their moves to balance many conflicting factors.

Saudis say that although they are certain Mr. Hussein will eventually attack them as the sanctions take effect, they are anxious not to give him a pretext to move in before Western powers are in place to defend them.

For that reason, the Saudis said that although they were willing to

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 8, 1990

# Bush Orders American Troops to Saudi Arabia As White House Cites 'Imminent Threat' by Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush ordered U.S. warplanes and several thousand troops to Saudi Arabia on Tuesday as protection against a potential Iraqi attack on the kingdom, administration officials said.

The White House declared that there was an "imminent threat to Saudi Arabia."

Mr. Bush acted after Saudi Arabia, for the first time, had agreed to allow a major deployment of U.S. ground and air forces, perhaps along with troops from Egypt and other countries in the region.

Plans drawn up by U.S. officials called for Arab soldiers from the region to join the Americans and serve as a "trip wire" warning to Iraq.

The U.S. deployment occurred as Iraq began new and menacing maneuvers by its ground forces in Kuwait near the Saudi border. Iraq invaded and occupied Kuwait last week.

U.S. officials expressed alarm over signs that the Iraqis were loading poison gas munitions onto Iraqi strike aircraft based in southern Iraq and onto some ground vehicles, intelligence officials told The Washington Post.

After a two-day meeting with Defense Secretary Richard B. Cheney and senior national security advisers, King Fahd, the Saudi monarch, "agreed to everything we asked," a U.S. source said.

Military officials said Mr. Cheney's request for the deployment of U.S. forces covered the rapid deployment of men and weapons that could help blunt an Iraqi invasion into north-eastern Saudi Arabia.

The troop deployment coincided with U.S. efforts to complete the formation of multinational naval forces that could, if necessary, enforce the total trade ban against Iraq by blockading its ports, and terminals in Turkey and Saudi Arabia that serve as the main outlets for its oil exports.

White House officials said a brigade of up to 4,000 paratroops would be flown from bases in the United States.

Pentagon sources said they expected troops from several points to be dispatched — units from the XVIII Airborne Corps from Fort Bragg, North Carolina, which includes the 82d Airborne Division; the 24th Division (Mechanized) from Fort Stewart, Georgia, and the 101st Airborne Division from Fort Campbell, Kentucky.

"The U.S. government is prepared for eventualities and doing planning as appropriate," said Marlin Fitzwater, the White House spokesman.

Military officials, confirming an earlier report by CBS News, said U.S. paratroops would help provide security at Saudi airfields where U.S. warplanes would be deployed.

The U.S. ground troops would be greatly outnumbered by any anticipated Iraqi invasion force. There are some 100,000 Iraqi soldiers in Kuwait, just above the Saudi border. The airborne troops were expected to be flown to Saudi Arabia directly in C-5A transports that would be refueled in flight.

President Saddam Hussein of Iraq, increasingly isolated, rejected foreign pressure Tuesday for Iraqi forces to leave Kuwait and called his invasion "a new period in which the sun will shine on us."

Mr. Hussein defended his invasion last week as necessary to correct the flawed regional bor-

increase their oil production slowly, a move than could be explained within OPEC's existing agreements, they were in no hurry to announce a shutdown of the Iraqi pipeline, known as IPSA 2, which carries oil through their territory to the Saudi port of Yanbu on the Red Sea.

"Any action by Saudi Arabia to interfere with the flow of oil via IPSA-2 will be regarded as an automatic *casus belli* by the Iraqis," said the Middle East Economic Survey, an authoritative oil newsletter with close contacts with the Saudis, in its weekly issue.

Saudi military strategists say they believe their air force can delay and possibly cripple a land assault by Iraqi troops massed on the Saudi borders with Kuwait.

"A squadron of 60 Saudi jets is enough to wipe out any Iraqi land invasion in an open and very exposed desert territory," one Saudi official said.

But the Saudis fear that Iraq may move to use chemical weapons and missiles which could inflict heavy casualties before Iraq is suppressed by Western military powers, which are certain to enter the fight the moment Iraqi attacks Saudi Arabia.

A Saudi official said that "chemicals are the only thing holding Saudi Arabia" from coming out in the open with its alliance with the West.

"But Saddam, too, must think a lot before resorting to that weapon," the Saudi official added. "In that sense, we are counting on the fact that he is somewhat rational. Ruthless but rational."

Saudi decision makers are said to be convinced that Mr. Hussein has worked himself into an untenable situation, and their strategy aims at slowly cornering him without outright provocation.

"Saddam has already lost the game politically and economically," a Saudi said. "If he expands it to the military area, he will be finished. Our strategy should be to show him that the military option is open for us too by investing in it."

ders drawn up by colonial powers. "We would rather die than be humiliated, and we will pluck out the eyes of those who attack the Arab nation," he said in a speech read by a Baghdad radio announcer. The broadcast was monitored in Nicosia.

Earlier Tuesday, the United States told its NATO allies that Iraq was still massing troops along the border with Saudi Arabia, alliance sources said in Brussels.

U.S. officials told a meeting of diplomats of the North Atlantic Treaty Organization in the Belgian capital that the information on a continued buildup was based on the latest intelligence reports.

"The Americans told us there are a hell of a lot of troops there and that the Iraqis are continuing to mass on the border," a source told Reuters. "It's very worrying."

Iraq has denied it plans to attack Saudi Arabia, the world's biggest oil exporter.

"We don't have any assessment about whether the Iraqis intend to attack or not," another source said. "But the latest information says that they certainly could if they wanted to. It's an open question."

NATO sources said that other alliance members with a naval presence in the Gulf, like France and Britain, would almost certainly be drawn into any conflict.

Saudi Arabia has deployed missiles along its border with Kuwait, aimed at the Iraqi military buildup, travelers in Bahrain said.

A Lebanese newspaper said Iraq had aimed missiles at Saudi oil wells in the event that Iraqi-occupied Kuwait is invaded from the Arabian Peninsula.

The Iraqi pipeline passing through Saudi Arabia and terminating in the Western port of Yanbu on the Red Sea was shut late Tuesday, an official at the ARAMCO oil company said. "The Saudis did not shut down the line, but it had to be closed because the oil tanks at the Saudi port of Yanbu were full," the official told Agence France Presse.

Earlier, Turkey announced it was banning the loading of Iraqi oil at a pipeline terminal on the Mediterranean coast of Turkey.

The provisional government of Kuwait announced the proclamation of a republic, a statement read on Iraqi television said. The communiqué said the emirate had been abolished forever. After its invasion Thursday, Iraq announced the creation of a provisional government of nine military officers.

Saudi Arabia sent tanks and some infantry forces north toward its border with Kuwait, where less than 25 miles (40 kilometers) away a major Iraqi armored force of tens of thousands of troops, hundreds of tanks and artillery pieces was encamped under desert conditions.

U.S. intelligence monitoring showed four Iraqi divisions — about 50,000 to 70,000 troops — moving closer to the Kuwaiti border as the first small contingent of 80 Iraqi tanks was observed leaving Kuwait and returning to Iraq, officials said.

Warships from the major sea powers converged on the Gulf on Tuesday in separate operations that military experts said could result in an international blockade of Iraq under the United Nations flag. (Reuters, AP, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

AUGUST 9, 1990

AUGUST 8, 1990

**In a Policy Shift,  
Swiss Join UN  
Sanctions on Iraq**

*The Associated Press*

BERN — Neutral Switzerland, in a major foreign policy shift, on Tuesday joined sanctions imposed by the Security Council and banned all trade with Iraq and Iraqi-occupied Kuwait.

The federal government also prohibited all payments and other financial transfers to Iraq and Kuwait.

Switzerland, which is not a member of the United Nations, was not under obligation to participate in the sanctions. But Klaus Jacobi, No. 2 in the Swiss Foreign Ministry, said the "brutal" invasion of Kuwait prompted Switzerland to reconsider its usual refusal to join international sanctions.

The ban amounted to a virtual freeze of all Iraqi and Kuwaiti assets in Swiss banks. For Iraq, they amount to 673 million Swiss francs (\$509 million). The estimated Kuwaiti assets are 23.9 billion Swiss francs.

Switzerland does not import any crude oil from the two countries. North Sea oil covers 60 percent of the Swiss demand.

**Iraq 'Annexes'  
Kuwait as Arabs  
Seek a Solution**

By John Kifner  
*New York Times Service*

CAIRO — Iraq defiantly announced Wednesday that it had annexed Kuwait, the tiny, rich, oil-producing neighbor that it invaded last week.

The brief televised announcement of the "comprehensive and eternal merger" came amid a day of tension in the Middle East, a day in which Baghdad television resounded with martial, patriotic music.

Meanwhile other Arab leaders scrambled to find a way out.

"Thank God that we are now one people, one state that will be the pride of the Arabs," said President Saddam Hussein of Iraq, shown on television in a meeting of the Iraqi leadership.

[A State Department spokesman, Richard Boucher, said Wednesday at a press briefing that the remarks from Baghdad concerning the "de facto annexation" of Kuwait by Iraq "were pretty clear." He called it "a feeble attempt by an international outlaw to legitimize his actions — to legitimize the status quo. As the president said this morning, the status quo is unacceptable."]

President Hosni Mubarak of Egypt, meanwhile, made a last-minute appeal for a face-saving "Arab umbrella" to avert the growing crisis, calling for an emergency Arab summit meeting within 24 hours to resolve matters without the embarrassment of foreign intervention.

Saudi Arabia, Syria, Algeria and Yemen immediately endorsed the proposal, and the Libyan leader, Colonel Moammar Gadhafi, arrived here during the evening, ready to participate.

An Egyptian presidential spokesman said the meeting would begin Thursday evening with almost all of the Arab leaders attending, but it was unclear what might be accomplished, particularly if Iraq — as Wednesday night's announcement suggested — continued to go its own way.

Unease grew among the Arab leaders over the first takeover of one Arab country by another.

King Hussein of Jordan, who had been Baghdad's closest supporter, rejected Iraq's annexation of Kuwait.

"We continue to recognize the Emiri regime in Kuwait and the system of government there," the king said, adding that he planned to attend the emergency meeting Thursday in Cairo.

The Baghdad announcement said, "The Revolutionary Command Council had decided to return the part and branch, Kuwait, to the whole and the Iraq of its origins."

The claim rested mainly on the fact that during the Ottoman Empire, Kuwait had been part of a province governed from Basra, in what is now Iraq.

There was about half an hour of wild shooting in the air in Baghdad to celebrate the merger.

People danced in the baking streets and threw water from fountains on each other.

Iraqi television showed scenes from the National Assembly where deputies wildly cheered and chanted, "With out souls, with our blood, we sacrifice ourselves to you, oh Saddam!"

The Iraqi military command claimed Wednesday night that Israel was planning to attack, using planes painted over in American colors, and warned of massive retaliation.

Iraq's president previously had threatened to destroy half of Israel with chemical weapons in the event of an attack by the Israelis.

[Israel immediately denied the allegation, The Associated Press reported from Jerusalem, calling it "another lie" that the Iraqi president was using to advance his aggressive aims.]

The Iraqi military command statement said: "We issue an Iraq warning famed for its effectiveness and power. We will retaliate against any aggression on any target that our arm can reach."



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 9, 1990

## Excerpts From Bush's Address

Reuters

WASHINGTON — Following are excerpts from President George Bush's address on Wednesday about the the Middle East crisis:

In the life of a nation, we're called upon to define who we are and what we believe. Sometimes, these choices are not easy. But today, as president, I ask for your support in a decision I've made to stand up for what's right and condemn what's wrong, all in the cause of peace.

At my direction, elements of the 82d Airborne Division, as well as key units of the United States Air Force, are arriving today to take up defensive positions in Saudi Arabia. I took this action to assist the Saudi Arabian government in the defense of its homeland. No one commits American armed forces to a dangerous mission lightly, but after perhaps unparalleled international consultation, and exhausting every alternative, it became necessary to take this action.

Less than a week ago in the early morning hours of August 2d, Iraqi armed forces, without provocation or warning, invaded a peaceful Kuwait. Facing negligible resistance from its much smaller neighbor, Iraq's tanks stormed in blitzkrieg fashion through Kuwait in a few short hours. With more than a hundred thousand troops, along with tanks, artillery and surface to surface missiles, Iraq now occupies Kuwait.

This aggression came just hours after Saddam Hussein specifically assured numerous countries in the area that there would be no invasion. There is no justification whatsoever for this outrageous and brutal act of aggression.

A puppet regime, imposed from the outside, is unacceptable. The acquisition of territory by force is unacceptable.

No one, friend or foe, should doubt our desire for peace, and no one should underestimate our determination to confront aggression.

The stakes are high. Iraq is already a rich and powerful country that possesses the world's second-largest reserves of oil, and over a million men under arms. It's the fourth largest military in the world.

Our country now imports nearly half the oil it consumes, and could face a major threat to its economic independence. Much of the world is even more dependent on imported oil, and is even more vulnerable to Iraqi threats.

We succeeded in the struggle for freedom in Europe because we and our allies remain stalwart. Keeping the peace in the Middle East will require no less.

We're beginning a new era. This new era can be full of promise, an age of freedom, a time of peace for all peoples. But if history teaches us anything, it is that we must resist aggression, or it will destroy our freedoms.

Appeasement does not work. As was the case in the 1930s, we see in Saddam Hussein an aggressive dictator threatening his neighbors. Only 14 days ago, Saddam Hussein promised his friends he would not invade Kuwait. And four days ago, he promised the world he would withdraw. And twice we have seen what his promises mean. His promises mean nothing.

Iraq has massed an enormous war machine on the Saudi border, capable of initiating hostilities with little or no additional preparation. Given the Iraqi government's history of aggression against its own citizens as well as its neighbors, to assume Iraq will not attack again would be unwise and unrealistic. And therefore, after consulting with King Fahd, I sent Secretary of Defense Dick Cheney to discuss cooperative measures we could take.

Following those meetings, the Saudi government requested our help and I responded to that request by ordering U.S. air and ground forces to deploy to the kingdom of Saudi Arabia.

Let me be clear: the sovereign independence of Saudi Arabia is of vital interest to the United States. This decision which I shared with the congressional leadership grows out of the longstanding friendship and security relationship between the United States and Saudi Arabia. U.S. forces will work together with those of Saudi Arabia and other nations to preserve the integrity of Saudi Arabia, and to deter further Iraqi aggression.

I want to be clear about what we are doing, and why. America does not seek conflict, nor do we seek to chart the destiny of other nations. But America will stand by her friends. The mission of our troops is wholly defensive. Hopefully, they will not be needed long.

They will not initiate hostilities, but they will defend themselves, the kingdom of Saudi Arabia, and other friends in the Gulf.

Standing up for our principles is an American tradition. As it has so many times before, it may take time and tremendous effort, but most of all it will take unity of purpose.

America has never wavered when her purpose is driven by principle, and on this August day, at home and abroad, I know she will do no less.

9. 08. 1990

# Paris-Bagdad : les secrets d'un amour coupable

**Jacques Chirac avait commencé, François Mitterrand a continué. Pendant près de vingt ans, la France a été le meilleur soutien de Saddam Hussein. A la grande satisfaction du lobby de l'armement...**

**A**u mois de mai 1981, trois hommes envoyés par l'ambassadeur d'Irak à Paris se présentent au siège du Parti socialiste, rue de Solferino. Ils apportent une immense gerbe de fleurs jaunes. Le bouquet mesure plusieurs mètres de haut. Il est adressé à Danielle Mitterrand, l'épouse du tout nouveau président de la République. Quelques semaines auparavant, l'ambassadeur de Saddam Hussein faisait campagne pour Jacques Chirac, puis pour Valéry Giscard d'Estaing... Un bouquet géant pour célébrer la continuité de l'alliance entre la France et l'Irak, qu'une simple élection ne devait pas remettre en question. Une alliance de près de vingt ans, qui a résisté à tous les changements de régime, à tous les excès du président irakien... jusqu'à la guerre du Koweït.

Comment ce mariage a-t-il pu durer si longtemps ? L'histoire de l'amitié très spéciale entre la France et l'Irak remonte au début des années 70. A cette époque l'Irak possède une économie en pleine expansion, une infrastructure solide, des projets de développements sérieux. Bref, pour les Occidentaux, l'Irak est un pays d'avenir et Saddam Hussein un leader moderne, un laïque progressiste. Pour certains, il passe pour le nouveau Nasser ou mieux, le « de Gaulle du tiers monde ». « C'est le syndrome Ceausescu, explique aujourd'hui un diplomate proche de Jacques Chirac. Qui pouvait imaginer, dans les années 60, que le Roumain nationaliste qui tenait tête aux Russes deviendrait un dictateur fou ? Qui pouvait croire que Saddam Hussein, le défenseur de la nation arabe, serait vingt ans plus tard un petit Hitler ? »

En 1974 donc, Jacques Chirac, Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, décide de « fiancer » la France et l'Irak. « Vous êtes mon ami personnel. Vous êtes assuré de mon estime, de ma considération et de mon affection », dit-il en accueillant Saddam Hussein, à Orly. L'ambition de Chirac ? Prendre pied dans la région du Golfe traditionnellement liée aux Anglo-Saxons. Les marchands d'armes français, qui trouvent un nouveau débouché, se précipitent. Mais l'union franco-irakienne est véritablement consommée

lorsque la France, le 18 novembre 1975, accepte de construire à Tammouz, près de Bagdad, le centre nucléaire Osirak. Le contrat passé entre les deux pays stipule que les deux réacteurs livrés par la France devront être utilisés « à des fins civiles ». Pourtant, Saddam Hussein se vante de pouvoir construire bientôt « la première bombe atomique arabe ». Et le 7 juin 1981, lors de l'opération Babylone, des avions de combat israéliens bombardent le centre. Depuis, Jacques Chirac traîne un boulet et une mauvaise réputation. Celle de l'homme qui « a failli donner la bombe atomique à l'Irak ».

Après le 10 mai 1981, François Mitterrand va-t-il prendre ses distances avec l'Irak ? Depuis 1980, un événement a bouleversé toutes les données. Saddam Hussein est parti en guerre contre l'Iran. Les armes françaises sont directement engagées dans un conflit qui menace de déstabiliser tout le Golfe. Que va décider François Mitterrand ? Se souvient-il alors de ce communiqué du Parti socialiste datant d'octobre 1980 et dénonçant la « politique mercantile irresponsable du gouvernement Chirac » ? Au début du septennat, le gouvernement a d'autres soucis. Il s'inquiète pour sa monnaie. La victoire des socialistes risque d'effrayer les « capitalistes » arabes qui ont déposé de l'argent dans les banques françaises. « Tarek Aziz, le ministre irakien des Affaires étrangères, le VRP de Saddam Hussein en France, va sillonner les pays du Golfe pour expliquer que la France socialiste, ce n'est pas le goulag », explique Alain Chenal, chercheur à l'Institut du Monde arabe. Tarek Aziz fera aussi le siège de l'Élysée et de Matignon pour plaider le maintien de l'axe Paris-Bagdad. Son argument massue ? Si la France lâche l'Irak, elle se mettra tous les pays arabes à dos. Car tous font front derrière Bagdad dans sa lutte contre les mollahs iraniens... « Il y a eu une période de flottement, explique un responsable du Quai-d'Orsay en poste à l'époque. Le gouvernement a hésité. On s'interrogeait déjà sur les ambitions expansionnistes de Saddam Hussein. Sur son soutien aux terroristes, notamment à Abou Nidal. Mais le gouvernement n'avait pas de politique de re-

change. Et François Mitterrand a fini par reconduire la politique de son prédécesseur. » Le 21 août 1981, le président de la République reçoit Tarek Aziz pour lui assurer que la France continuerait à livrer des armes à l'Irak. Surtout, François Mitterrand laisse entendre que la France pourrait reconstruire le centre de recherches nucléaires de Tammouz détruit par les Israéliens.

Le centre de Tammouz n'a finalement pas été reconstruit. En revanche, les ventes d'armes s'accroissent. En 1981, après la victoire de François Mitterrand et alors que la guerre du Golfe bat son plein depuis un an, la dette de l'Irak atteint déjà 15 milliards de francs. Pourtant, Bagdad reçoit les premiers Mirage F1. L'année suivante, Paris livre des canons de 155 à grande cadence de tir, montés sur châssis AMX 30. Même l'armée française n'y a pas encore droit ! En octobre 1983, la France va beaucoup plus loin. Elle entre pratiquement en état de cobelligérance contre l'Iran. Elle « prête » à Bagdad cinq chasseurs Super-Etendard, avec les missiles Exocet. Quelques mois auparavant, cinq officiers irakiens étaient venus apprendre à piloter ces avions ultramodernes sur la base aéronavale de Landivisiau, près de Brest. Ce sont ces avions qui ont permis à l'Irak de bombarder les pétroliers du Golfe. Le « prix » de cet engagement contre l'Iran, dans une guerre qui ne concernait pas la France ? L'attentat contre l'immeuble du Drakkar à Beyrouth et la mort de dizaines de soldats français et peut-être le cauchemar des otages du Liban, la mort de Michel Seurat et les attentats du Hezbollah à Paris...

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne gardent leurs distances dans ce conflit qui va durer près de huit ans. La France, elle, restera toujours en première ligne. Elle devance même l'Union soviétique, qui a aussi vendu des armes à l'Irak, tout en gardant de bonnes relations avec l'Iran. Paris devient peu à peu le premier fournisseur de Bagdad. Pourquoi ? Saddam Hussein nous sauvera de Khomeini, disent les stratèges du Quai-d'Orsay. Il est le rempart contre l'exportation de la révolution islamique, explique Claude Cheysson le ministre des Relations extérieures (voir interview). « Jacques Chirac ne voyait en Irak que des intérêts financiers, explique un responsable du ministère des Affaires étrangères. Certains socialistes – proches de Claude Cheysson ou de Jean-Pierre Chevènement – se sentent proches des Irakiens pour des raisons plus politiques. Le PS et le parti Baas au pouvoir à Bagdad ont toujours conservé des liens. Certains socialistes craignent avant tout le fanatisme religieux. Pour eux, Saddam Hussein n'est sans doute pas fréquentable sur le plan des droits de l'homme. Mais au moins il appartient à l'internationale laïque ! »

L'idéologie n'explique pas tout. L'intérêt des industries d'armement a pesé très lourd sur les décisions. Pendant les huit années de guerre, le marché irakien a représenté entre 40 et 60 milliards de francs. Pour certaines firmes, les seules livraisons à l'Irak ont constitué près de 40 % de leur charge de travail. Pour Dassault, Matra, Thomson ou Aérospatiale, la guerre du Golfe a servi de vitrine dans tout le monde arabe. Et grâce

à la France, Saddam Hussein a mis sur pied l'armée la plus puissante de la région. « La politique étrangère de la France a été dévoyée par le lobby militaro-industriel », affirme aujourd'hui Pierre Marion, directeur de la DGSE de 1981 à 1982 (1). Le « lobby irakien » ? Il se réunit tous les ans, les 17 juillet, à l'ambassade d'Irak à Paris, lors d'une grande réception à l'occasion de la fête nationale irakienne. Tous les ministres de la Défense et tous les membres du gouvernement y sont conviés. Des représentants de tous les partis politiques ou de la haute hiérarchie militaire s'y pressent. Les dirigeants de l'industrie de guerre, de Serge Dassault à Jean-Luc Lagardère, ne manquent jamais ne s'y montrer. Ce sont les

**Ce sont les avions  
Super-Etendard  
« prêtés » par la  
France qui ont  
permis à l'Irak  
de bombarder  
les pétroliers  
du Golfe**

« irakiens de Paris ». Souvent, ils ont fait échouer toutes les tentatives de rééquilibrage de la diplomatie française au Proche-Orient. Notamment celles de Roland Dumas, le successeur de Claude Cheysson, qui a essayé de sortir du « piège irakien » en se rapprochant de l'Iran.

Pourtant, depuis deux ans, la France a pris ses distances avec l'Irak. Pour quelles raisons ? La fin de la guerre en 1988 ? Après le cessez-le-feu, Paris continue ses livraisons. Le bombardement des Kurdes irakiens à coups d'armes chimiques, en septembre 1988 ? Malgré le massacre de populations civiles, la France ne bouge pas. Ce sont finalement les fonctionnaires de la Rue-de-Rivoli qui auront raison du lobby irakien. En 1986, le gouvernement Chirac a autorisé Saddam Hussein à acheter ses armes à crédit. En 1989, la dette accumulée par l'Irak atteint 6 milliards de dollars. Les marchands d'armes s'en moquent. Ils ont tout à gagner : les achats de l'Irak sont garantis par la Coface, la Compagnie française d'Assurance pour le Commerce extérieur. Si Bagdad ne paie pas, la Coface – en clair, l'Etat et le contribuable – finira par régler l'addition... En juin 1989, Dassault négocie un contrat de 22 milliards de francs avec l'Irak, pour la « vente » d'une cinquantaine de Mirage 2000. Une opération vitale pour la firme. Mais ruineuse pour le budget. Le ministère des Finances, qui a toujours ouvert ses vannes, proteste enfin contre la « toute-puissance du complexe militaro-industriel » et refuse de garantir de nouveaux prêts. La France exige d'abord le remboursement de la dette. Au Quai-d'Orsay, on explique alors que les données géostratégiques ont changé, que l'Irak surarmé ressemble à l'Allemagne des années 30, que Saddam Hussein pourrait devenir dangereux... Un discours vite oublié quand les Irakiens accep-

tent de payer cash. Cette année, ils ont acheté et payé rubis sur l'ongle 900 millions de francs d'équipements électroniques de défense au groupe Thomson-CSF. Au mois de janvier 1990, le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement rendait visite à Saddam Hussein pour examiner de « nouveaux projets industriels ». Comme le dit crûment un fonctionnaire des Finances chargé du rééchelonnement de la dette : « Ils paient, on vend. Ils paient plus, on vend plus. »

La nouvelle guerre du Golfe a-t-elle mis fin à cette longue histoire d'amour ? Depuis le début de la crise, la France est en pointe dans la dénonciation de son ancien client. C'est elle qui a proposé les termes de la résolution adoptée par la Communauté européenne. Faut-il voir dans cette pugna-cité nouvelle l'effet d'un remords tardif ?

MARIE-FRANCE ETCHEGOIN

(1) Auteur du « Pouvoir sans visage », Calmann-Lévy.

LA CROIX, 10. 08. 1990

## LE MALAISE FRANÇAIS

**Paris hésite à soutenir totalement l'engagement américain.  
C'est que tous les gouvernements ont leur part de responsabilité  
dans l'idylle nouée pendant vingt ans avec Saddam Hussein**

■ L'annexion du Koweït par l'Irak a été qualifiée mercredi par Roland Dumas d'« événement de portée incommensurable ». Ce jugement du ministre des affaires étrangères n'efface cependant pas la prudence de mise à l'Élysée avant le conseil des ministres restreint qui devait se tenir jeudi après-midi. Le gouvernement n'envisageait pas alors « à ce stade » de participer à la « force multinationale » mise en place par les États-Unis. Et la mission dévolue aux deux avisos et à la frégate présents dans les parages se limitait au contrôle du blocus, tout en étant susceptible d'être « élargie dans les jours qui viennent ».

Cette prudence s'explique de plusieurs manières. D'abord à cause de la situation très mowante dans le Golfe. L'incertitude régnait encore sur le sort des quelque 175 Français toujours présents en Irak et des 250 au Koweït. Ensuite, parce que, contrairement à sa voisine britannique, Paris a toujours marqué un minimum de distance avec les initiatives délicates prises par Washington. Et l'on regarde ici plutôt à deux fois avant de s'engager sans sourciller dans une esquisse d'« aventure militaire ». Enfin parce que depuis la fin du conflit irano-irakien, la France est en quête d'une politique claire au Moyen-Orient.

Le soutien spectaculaire apporté pendant huit ans de conflit à Saddam Hussein dans sa guerre contre Khomeini couronnait une idylle entretenue par tous les gouvernements français depuis des lustres. Face à l'obscurantisme islamique des ayatollahs, François Mitterrand faisait après Valéry Giscard d'Estaing, à son tour, en 1981, le choix du « progressiste » et laïque leader du Baas. Vu de Paris, le maître de Bagdad a ainsi toujours été perçu comme un leader arabe à choyer pour des raisons stratégiques... Et quelques intérêts économiques bien compris.

Les carnets de commandes des industriels français de l'armement se sont remplis. Saddam Hussein engrangeait à ses pieds la plus formidable armada que cette région ait jamais connue. Avions Mirage, missiles Exocet, hélicoptères Gazelle, missiles Hot et lance-missiles Milan : tout était bon à vendre pour Dassault, Matra, Thomson et l'Aérospatiale.

De quoi fermer les yeux sur quelques libertés flagrantes prises avec les droits de l'homme par Saddam Hussein : le terroriste Abou Nidal choyé à Bagdad, les opposants irakiens torturés avec femmes et enfants, des armes chimiques utilisées contre les

Iraniens et les Kurdes. La raison d'État a une fois encore fait baisser de nombreuses paupières en France...

A qui faut-il alors jeter la première pierre dans la classe politique française. Au dernier ministre à avoir fréquenté les rives du Tigre ? C'était Jean-Pierre Chevènement en janvier dernier, qui soulignait maladroitement dans un hebdomadaire irakien les qualités de Saddam Hussein « pour diriger son peuple vers la paix ». Au premier à avoir encensé le calife de Bagdad ? C'était Jacques Chirac reçu par son « ami personnel » en 1974, à qui le premier ministre français de l'époque donnait le feu vert pour la construction de la centrale nucléaire d'Osirak, bombardée par les Israéliens en 1981.

L'an dernier, la rue de Rivoli tiquait devant la perspective d'un marché de 22 milliards de francs pour la vente de 50 « Mirage 2000 ». La dette de l'Irak s'élevait alors déjà à 28 milliards de francs. Preuve que depuis la fin du conflit irako-iranien, Paris commençait à se poser des questions. Mais n'était-il pas déjà trop tard ? Depuis 1988, la France n'a pas su trouver de politique de rechange à ces vingt années d'idylle.

Dominique CHIVOT

## LE NOUVEL OBSERVATEUR,

9. 08. 1990

La chronique de Jacques Julliard

## Notre ami Saddam...

**S**addam Hussein n'y comprend rien. Pensez donc. Il y a dix ans, il avait agressé l'Iran de Khomeini à la satisfaction générale et le million de morts qui en était résulté ne lui avait pas valu la moindre remarque désagréable de la part des grandes puissances. La France en particulier, qui, depuis Jacques Chirac, a toujours témoigné la confiance la plus totale à l'humaniste de Bagdad au point de lui livrer un centre nucléaire clé en main (Osirak, détruit par les Israéliens en 1981), avait redoublé ses livraisons d'avions, d'hélicoptères, et de ces fameux Exocet qui avaient fait merveille contre la flotte britannique durant la guerre des Malouines. Pendant des années, des firmes comme Dassault ou l'Aérospatiale n'avaient pas eu de meilleur client que Bagdad, et l'on ne sache pas que les syndicats, si chatouilleux quand il s'agit de morale internationale, aient rien trouvé à y redire. Pour le paiement, on verrait plus tard. Ne s'agissait-il pas d'un combat du modernisme laïque (sic) contre le cléricanisme rétrograde des mollahs ? Et quand, un peu plus tard, notre ami Saddam Hussein attaque les populations civiles kurdes aux gaz et aux armes chimiques, eh bien ! mon Dieu, il s'agissait d'une affaire intérieure irakienne. L'assassinat légal d'un journaliste britannique au printemps dernier avait certes fait mauvais effet, car nous autres en Occident sommes très à cheval sur la liberté de la presse, mais quoi ! il faut tenir compte de ces spécificités orientales, que des militaires qui ont longtemps servi là-bas se feront un plaisir de vous expliquer.

En un mot, tout allait pour le mieux dans le meilleur des Irak possibles.

Aussi la surprise de notre ami Saddam a dû être grande quand, à l'occasion d'une petite promenade militaire de santé à travers les puits de pétrole koweïtiens quelques centaines de morts, beaucoup moins en tout cas que les marines n'en ont fait l'an dernier à Panama, on a entendu s'élever aux quatre coins de la planète les clameurs indignées de chacun, grands et petits, russes et américains, israéliens et arabes, réactionnaires et progressistes confondus.

Notre grand ami Saddam s'étonne, quand il constate que ces condamnations émanent de la Syrie d'Assad, qui est en train d'annexer le Liban et que les Américains ont sacré grand homme d'État ; d'Israël, qui occupe depuis plus de vingt ans des territoires étrangers, la Cisjordanie et la bande de Gaza, par simple droit de conquête ; de l'Union soviétique, encore toute sanglante de l'invasion de l'Afghanistan ; des États-Unis enfin, qui ne laissent affleurer la morale que dans les angles morts de leurs intérêts, les États-Unis qui laissent tranquillement égorger le Liberia qu'ils ont jadis fondé, mais qui jurent de mourir (chiche...) pour

l'Arabie saoudite, un modèle bien connu de démocratie et de laïcité.

Trêve d'hypocrisie. La seule morale des États dans cette affaire est une pétro-morale, que l'actuelle conjonction entre les deux ex-Grands, États-Unis et Union soviétique, parvient mal à travestir en croisade pour le droit et pour la paix. Certes, on ne peut qu'être aux côtés des grandes puissances dans leur volonté de donner un coup d'arrêt à l'expansionnisme du nouveau Führer des Arabes ; mais puisqu'on a beaucoup parlé de Hitler depuis une semaine, rappelons-nous que c'est un Hitler que nous avons fait nous-mêmes, un Hitler qui eût été de pied en cap armé par la France. On reste confondu, à l'heure du bilan, devant l'inconséquence de notre pays, qui, après de tels exploits, aura du mal à reprocher aux Allemands et aux Japonais la primauté absolue qu'ils donnent à leurs intérêts commerciaux ; confondu aussi devant l'aveuglement de cette politique de marchand d'armes auprès des Arabes qui, depuis quinze ans, fait de notre diplomatie l'une des plus irresponsables et des plus dangereuses du monde civilisé. Il faudra encore du temps, des sacrifices, et quelques révisions déchirantes de leurs comportements à l'égard du tiers monde, pour que les grandes puissances industrielles, qui sont en train d'établir leur condominium économique sur le monde, puissent accéder à la respectabilité et à l'autorité morale dont elles se prévalent.

Il est encore trop tôt pour dire quels seront les effets de la résolution très ferme du Conseil de Sécurité. Son vote quasi unanime, venant après les condamnations que l'on a dites, montre que, si les États se moquent de la morale, ils ont le souci de maintenir le statu quo pétrolier de la planète et d'empêcher le monde arabe, après Nasser et Khomeini, de retrouver un leader trop puissant. Compte tenu de la vraie nature de ce leader, cette attitude est sage.

La logique de cette situation serait, selon le schéma ancien, une intervention militaire américaine, tacitement entérinée par le concert des nations. Rien ne dit pourtant qu'elle aura lieu, à proportion de la puissance américaine. L'évolution des dernières années a donné lieu à un étrange effet pervers, que l'on appellera « le paradoxe de la superpuissance » : dans le monde d'aujourd'hui, les deux seuls pays les plus handicapés pour des interventions militaires à travers le monde sont désormais les États-Unis et l'Union soviétique. Soit que leur propre opinion publique, traumatisée par les précédents vietnamien et afghan, se montre systématiquement non-interventionniste ; soit que les conséquences supposées de la moindre action des grandes puissances nucléaires apparaissent au reste du monde comme de nature à mettre le feu à la planète.

J. J.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 9, 1990

# Cairo Refuses to Join American Task Force, Urges Pan-Arab Action

By William Claiborne

*Washington Post Service*

CAIRO — President Hosni Mubarak said Wednesday he would not send the Egyptian Army to Saudi Arabia to back U.S. forces who began arriving there earlier in the day.

He called instead for a pan-Arab security force to go to Kuwait to supervise the withdrawal of occupying Iraqi troops, if a pullout can be negotiated.

In an emotion-charged speech broadcast to the nation, Mr. Mubarak said he expected massive military retaliation against Iraq for invading Kuwait last week, but he made it clear he did not want to be drawn into it.

"I'm not going to help foreign troops, but I will help Arab troops," Mr. Mubarak said.

He called for an emergency meeting of Arab leaders here within 24 hours.

If an intra-Arab peace agreement was not reached by then, "Iraq will get a massive strike," Mr. Mubarak warned. "There is an aggression coming. It could be horrible and destructive."

A Syrian government spokesman in Damascus said that King Fahd of Saudi Arabia and eight other Arab leaders had agreed to attend a summit meeting, probably in Cairo.

Immediately after Mr. Mubarak's speech, a senior aide said the president was adamant in his refusal to send Egyptian troops to Saudi Arabia. The aide also denied reports in Washington that Egyptian units either were there already or were being sent imminently.

Mr. Mubarak has authorized overflights of Egypt by U.S. military aircraft, diplomatic sources said. He also issued special permission for the aircraft carrier Eisenhower to pass through the Suez Canal Wednesday on its way from the Mediterranean to the Red Sea.

"I can't prevent anyone from passing through the canal unless we are at a state of war with that country," Mr. Mubarak said.

The Bush administration has provided Egypt with more than \$2 billion a year in military and economic assistance.

On a yearly basis since 1980, Egyptian and U.S. troops have conducted joint training maneuvers in

Egypt's western desert to prepare for just such an eventuality as protecting the Gulf oil fields.

The exercises have been held in Egypt partly because the Saudis have refused to grant the United States military basing rights.

Mr. Mubarak said any Iraqi withdrawal from Kuwait would have to be accompanied by the return of the emir, Sheikh Jabba al Ahmad al Sabah, and the royal family.

"It's not a matter of only a royal family," he said. "It's a matter of principle. How can a neighboring nation remove the leadership of another nation?"

## ■ No Moroccan Troops

Morocco would not send any troops to take part in a multinational force in the Gulf, the Moroccan news agency MAP reported, quoting a well-informed Moroccan source.

At the same time, news agencies reported harsh reaction to the U.S. Saudi task force from Libya and Algeria.

Earlier, a senior Western diplomatic source had said that Morocco was expected to send troops and also allow its bases to be used for the transit of U.S. airborne forces to Saudi Arabia.

Libya said U.S. troops arriving in Saudi Arabia were a danger to the kingdom, and Algeria denounced U.S. military intervention in the Gulf.

Sid Ahmed Ghozali, a senior Algerian official, said the deployment of U.S. troops was "the worst thing that could have happened" for the Arab world. He said an Arab solution to the crisis was essential and denounced UN economic sanctions against Iraq.

"Economic sanctions against Iraq mean the weakening and annihilation of Iraq and Algeria rejects this," he said.

Mr. Ghozali also said the Iraqi invasion had crushed the idea of the Arab nation and "eliminated" an Arab solution to the Arab-Israeli conflict.

Jordan placed its armed forces and police on emergency alert on Wednesday, a senior government official said. Jordan is among the few Arab states that have not condemned Iraq's invasion of Kuwait.

(AP, Reuters)

# La fuite en avant du président Saddam Hussein

*L'homme fort de Bagdad, qui n'avait guère tiré de bénéfice de la guerre contre l'Iran, tente de réaliser son vieux rêve de devenir le « gendarme du Golfe » et le champion du nationalisme arabe*

« Lumière de nos jours », « Notre président bien-aimé », « le dirigeant-combattant », « le président-dirigeant », « le chevalier de la nation arabe », « le héros de la libération nationale », « nous sommes prêts à verser notre sang pour Saddam ».

Les thuriféraires du président irakien dans les médias rivalisent d'ardeur et déploient des trésors d'imagination pour chanter la gloire de l'homme fort de Bagdad, dont les innombrables et gigantesques portraits – en uniforme de grand maréchal ou en costume national – jalonnent les routes du pays et décorent l'entrée du moindre petit village.

Le culte de la personnalité qui a été créé autour du président irakien dès son accession au sommet de l'Etat en 1979 – à l'âge de quarante-trois ans – a pris des proportions gigantesques, et les responsables ne cessent de répéter qu'il s'agit d'un phénomène spontané suscité par les « mérites indéniables » du premier personnage du régime.

En réalité, ce culte érigé en véritable institution – toute parole désagréable sur la personne du président peut valoir à son auteur la peine de mort – reflète un état de fait : en Irak, il n'y a qu'« un seul chef », il n'y a pas de « numéro deux ».

Avec une méfiance qui frise la paranoïa, le président Saddam Hussein fait régulièrement le vide autour de lui, liquidant dans le sang amis et ennemis supposés, tous ceux qui pourraient lui porter ombrage ou contrarier son pouvoir absolu. Les enlèvements inexplicables, les disparitions mystérieuses, les assassinats et les « morts accidentelles » se sont succédé sans s'arrêter.

Avec l'effacement « pour raisons de santé », en juillet 1979, du maréchal Hassan El Bakr, disparaissait le dernier facteur susceptible de modérer les initiatives souvent impulsives de Saddam Hussein. Il devait d'ailleurs inaugurer son règne par une des purges les plus sanglantes du Baas, avec l'exécution,

début août, de la même année, de vingt-deux hauts dignitaires du parti – dont Adnan Hussein, son vice-premier ministre, qui passait aux yeux de beaucoup pour son dauphin – accusés d'avoir organisé un complot pour le compte de Damas avec lequel Bagdad venait pourtant de conclure un accord d'unité.

Rien ne semble désormais pouvoir s'opposer au pouvoir de Saddam Hussein, qui contrôle la plupart des instances de l'Etat et du parti, profondément épuré après l'exécution des « comploteurs syriens ». Il n'existe pratiquement plus de recours aux décisions prises par un « président-dirigeant » que nul n'ose contredire.

La lamentable expédition militaire contre l'Iran, qui a failli causer sa perte et a entraîné la ruine de l'économie irakienne, constitue donc une décision personnelle dont il devra assumer seul la responsabilité. La défaite de l'armée irakienne à Khorramchahr en mai 1982 porte un coup sérieux à son autorité et à son prestige. Après l'euphorie des premières victoires, les Irakiens se rendent compte que leur président, qui est en même temps le commandant en chef de l'armée, a commis une grave erreur en lançant son pays dans la campagne d'Iran.

En difficulté devant ses pairs, qui lui reprochent de s'être fourvoyé dans une sanglante aventure sans en avoir examiné au préalable les tenants et aboutissants, il ne devra finalement son salut qu'à l'intransigeance de l'imam Khomeiny qui, au lieu de négocier avec l'Irak une paix qui aurait certainement compromis irrémédiablement l'avenir politique du président irakien, s'obstine à réclamer sa chute et lance ses pasdarans en territoire ennemi pour « aider le peuple irakien à se libérer du régime baassiste ». Une agression que les Irakiens ne toléreront pas, pas plus que les Iraniens n'avaient toléré l'invasion des troupes de Bagdad.

Redoutable tacticien, le président Saddam Hussein enfourche



aussitôt le cheval du nationalisme irakien menacé par l'envahisseur persan et, aidé par les institutions étatiques et du parti qu'il contrôle et le formidable appareil de propagande mis à sa disposition, il devient rapidement le héros de la résistance nationale et de la guerre désormais dite de libération. Tous ceux qui s'étaient avisés de le critiquer sont démis de leurs fonctions et certains d'entre eux exécutés.

## Endiguer le khomeinisme

A-t-il pour autant gagné la guerre

qu'il avait déclenchée, ainsi que le répètent à satiété les responsables de la propagande irakienne ? Rien de moins sûr. Ce qui est cependant certain, c'est qu'il a empêché les Iraniens de gagner la leur. En cela, il a été aidé par l'ensemble de la communauté internationale, désireuse d'endiguer le khomeinisme auprès duquel le Baas irakien semble constituer le moindre mal.

Les Irakiens n'ont en définitive réussi qu'à éviter une défaite qui aurait été inéluctable si Moscou et Paris ne les avaient aidés en les surarmant, et si Washington n'était pas intervenue presque directement dans la bataille à partir d'avril 1988 en envoyant les « marines » dans le Golfe, ces mêmes « marines » qui sont dépêchés aujourd'hui en Arabie

saoudite pour contenir celui qui, d'allié objectif, est désormais devenu l'homme à abattre.

Sadam Hussein est alors pour l'Occident - et les pays de l'Est - l'enfant gâté à qui tout est permis. Le 17 mai 1987, lorsque l'aviation irakienne bombarde la frégate américaine *Stark*, causant la mort de 37 marins américains, les Etats-Unis acceptent la thèse de l'« accident » regrettable, alors qu'une partie de la presse de Washington s'interroge sur le point de savoir s'il ne s'agissait pas d'un « crime parfait » destiné à provoquer l'internationalisation de la guerre du Golfe et l'intervention des « marines ».

Plus grave encore, rares ont été dans la communauté internationale ceux qui ont condamné l'utilisation des armes chimiques contre les Iraniens. Ce n'est que lorsque les Irakiens ont commencé à gazer leurs propres citoyens kurdes qu'il y a eu des protestations, bien timides il est vrai.

Le président Saddam Hussein a beau crier victoire, il sait parfaitement qu'il n'a réalisé aucun des objectifs pour lesquels il avait déclenché cette guerre : le problème de la frontière du Chatt el Arab n'a pas été réglé ; le régime islamique, bien qu'affaibli, demeure, avec tous les dangers qu'il représente pour l'Irak, dont la population compte plus de 60 % de chiites.

Le président irakien a l'impression qu'il n'a fait que tirer les marrons du feu pour les autres et en particulier les riches pétromonarches du Golfe, à qui il ne doit rien et qui lui doivent tout. Pour lui, une goutte du sang irakien versé au cours de ce conflit vaut tous les dollars qu'il a reçus pour faire la guerre.

### **Le gendarme du Golfe**

Il a la mémoire longue et n'a pas pardonné aux « rois du pétrole », notamment aux princes saoudiens, d'avoir entamé vers la moitié des années 80, avec les Iraniens, des

fractations en vue de parvenir à une solution négociée fondée sur « le départ de Saddam Hussein ». Cet épisode n'a certainement pas contribué à atténuer le mépris qu'il a toujours eu, en tant que « révolutionnaire baasiste », pour les monarchies conservatrices dont il pourfendait jadis les dirigeants en les qualifiant de « potentats du Golfe qui s'enrichissent aux dépens de leurs peuples ».

En occupant le Koweït a-t-il jugé que le moment était venu de relancer son vieux rêve de devenir le « gendarme du Golfe » et « le champion du nationalisme arabe » ? Plusieurs facteurs semblent l'avoir encouragé dans cette voie, notamment le sentiment de frustration qui prévaut parmi les Arabes à la suite du vide politique qui s'est installé dans la plupart des pays arabes, durement touchés par la crise économique et l'impasse dans laquelle se trouve le problème palestinien.

Les récentes menaces contre Israël n'avaient qu'un seul objectif : faire entendre aux Arabes un discours qu'ils aiment et qu'ils ont perdu l'habitude d'entendre depuis la mort de Nasser. Les Arabes ont un besoin désespéré de s'accrocher à un espoir, si fragile soit-il.

Mais nul n'est prophète en son pays, et le langage guerrier qu'utilise le président Saddam Hussein ne passe pas en Irak, où la population que son chef n'a nullement l'intention d'affronter Israël. Les préoccupations des Irakiens sont plus terre à terre et ils attendent de leur président qu'il remédie à la détérioration constante de leur niveau de vie.

### **Une armée sous haute surveillance**

Le mécontentement est général et touche toutes les couches de la population. Celle-ci réclame non seulement plus de pain, mais également davantage de démocratie dans un pays qui a en a été totalement privé depuis l'avènement au pouvoir du parti Baas. Des promesses ont été faites et des commissions se sont réunies sous

l'égide du Baas. Le résultat a été une Constitution sur mesure qui institutionnalise les pouvoirs que détient actuellement le président Saddam Hussein.

Le mécontentement sévit également dans l'armée « placée sous haute surveillance » et qui ne constitue pas pour l'instant un danger pour le régime. Pour assurer ses arrières, le président Saddam Hussein dispose, en effet, de deux corps d'armée qui lui sont totalement dévoués : la garde présidentielle et l'aviation. Les unités de l'armée régulière sont surveillées par un réseau qui double les services de renseignement militaire.

L'ensemble est directement contrôlé par les demi-frères du président Hussein, tous membres du « clan des Takritis », qui constitue l'un des piliers du pouvoir baasiste. Selon des sources dignes de foi, deux complots au moins ont été déjoués depuis le début de l'année. Le premier, qui semble avoir été le plus sérieux, aurait été organisé par un groupe d'officiers du complexe militaire de Al Chargat, près de Mossoul, et avait pour but d'assassiner le président Hussein au cours d'une parade militaire.

Deux cents d'entre eux ont été arrêtés et on ignore tout de leur sort. Au début de juillet, on apprenait de source diplomatique à Londres l'arrestation d'un groupe de quarante officiers supérieurs, dont le célèbre général Maher Abdel Rachid, le vainqueur de la bataille de Fao, le général Hamid Chaban, commandant de l'aviation au cours de la guerre, et le général Leith Mohamed, adjoint du chef des renseignements militaires.

Dans ces conditions, « l'opération Koweït » ne serait qu'une fuite en avant du chef de l'Etat dans le but de détourner l'attention des problèmes urgents du pays. C'est un coup de poker, comme il a l'habitude d'en faire. Mais, cette fois, l'enjeu est de taille, et il ne peut reculer sous peine de perdre la face devant son opinion publique et le monde arabe. Ce qui pourrait lui être fatal.

JEAN GUEYRAS

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 10, 1990

## THE CRISIS IN THE GULF:

# *If Poison Gas Should Be Used: A No-Man's-Land in Desert*

By Malcolm W. Browne

*New York Times Service*

NEW YORK — Poison gas, a weapon no U.S. soldier has had to confront since 1918, could make the Arabian desert virtually impassable for American ground troops in a no-holds-barred war with Iraq.

Iraqi chemical weapons could cause enormous casualties among ground troops, experts agree, and could leave so much contamination on the ground that passage would be unsafe long afterward. Poison gas is known among arms makers as "the poor man's atomic bomb."

American troops are issued protective clothing and other gear to cope with gas attacks, and the Army's tanks and other armored vehicles have air-filtering systems. But these pose logistic and other problems, particularly in the heat of the Gulf summer, that could severely hamper combat troops.

Even in the face of inevitable American reprisals, analysts speculate, President Saddam Hussein of Iraq might be tempted to use every weapon at his disposal in the hope of quickly wounding the United States badly enough to discourage further involvement.

If Iraq and the United States were to go to war in the next few days, Iraqi chemical weapons, combined with a small but modern arsenal of battlefield missiles and a large armored force that includes 5,500 tanks — of which at least 500 are advanced Soviet T-72's — could give Iraq a potent edge in the opening phase.

Iraq is much weaker than the United States in tactical air power and reconnaissance, but the buildup of American ground forces will take time, and a quick strike by Iraq could overwhelm a large area.

Besides softening up American resistance, poison gas might be used to disrupt or disable military depots, oil pipeline stations, ports and population centers. Some forms of mustard and nerve gas are highly persistent, and contaminated soil can remain hazardous or lethal for years.

Facing imminent defeat, Iraq might even use poison gas to destroy as much of the Middle East's oil-pumping capacity as possible with the object of causing economic havoc in the West.

Although some U.S. Army troops have been trained to survive the hardships of desert warfare, and all American soldiers have had at least superficial instruction in chemical warfare defenses, Iraq's veteran forces are far more experienced in these skills.

Iraq manufactures both mustard gas — a major

killer during World War I — and the nerve gas tabun, which was invented during the 1940s by Nazi Germany.

In its recent war with Iran and fighting against Kurdish dissidents in Iraq, Baghdad mounted repeated chemical attacks, principally using canisters dropped from aircraft. Residual poison gas is still causing casualties, experts say.

The nerve gases stocked in military arsenals are colorless, volatile liquids that can be sprayed as aerosol mists or dispersed by explosions.

Both mustard and nerve gas can attack through the skin. A droplet of liquid nerve gas the size of a pinhead can kill a person.

This means that battlefield survival in a nerve-gas environment depends on complete isolation from the lethal chemical.

Fitted with full protective gear, an American soldier looks like a lunar astronaut. His face is covered by a hermetically-sealed M40 or M43 mask fitted with a communications microphone and head phones, and provided with air filtered by various absorbent chemicals.

His body is enveloped in a double-layered synthetic-fiber suit containing gas-absorbing charcoal. A gas-resistant shroud covers his head and shoulders, underneath a heavy bulletproof helmet, and he wears butyl rubber gloves and boots.

A soldier wearing this cumbersome, stifling garb also must carry a weapon, ammunition, a water canteen, a first-aid pack, and whatever other field equipment he is assigned. When he walks or runs, he quickly overheats.

In the Arabian desert, where midday temperatures hover around 120 degrees, sustained infantry combat in a nerve-gas environment without frequent air-conditioned rest periods is out of the question.

To cope with the problem, the U.S. Army relies on its M20 "Collective Protection Equipment," a gas-tight plastic liner for a room or tent fitted with pumps that supply untainted, cool air to occupants.

Tanks and some other combat vehicles can be sealed against poison gas, but all protective systems are based on filtering systems that chemically remove lethal substances from the air pumped inside.

The filtering chemicals used in these systems, and in gas masks, must be changed every few hours or days, requiring reliable supplies or replacements.

# Arab Chiefs Gather in Cairo

## Saudis Awaiting More Foreign Troops

Compiled by Our Staff From Dispatches

CAIRO — Arab leaders seeking to resolve the Gulf crisis gathered in Cairo on Thursday for an emergency conference that was to bring Iraqi officials face-to-face with the Kuwaiti rulers they deposed in the invasion last week.

The meeting was called as Saudi Arabia, backed by U.S. reinforcements, faced Iraqi troops massed in Kuwait just above Saudi Arabia's northern border. A Saudi spokesman said other countries — including unspecified Arab nations — had agreed to send troops in his country's defense.

Arab leaders had planned to hold their first formal session here Thursday, but they postponed the conference opening until Friday, the Middle East News Agency reported. No reason was given for the delay.

The Egyptian news agency said heads of delegations already in Cairo would spend Thursday evening in informal discussion of Iraq's annexation of Kuwait and its repercussions. At least 16 countries of the Arab League were expected at the meeting.

At the last minute, Iraq announced that it was sending a delegation that included President Saddam Hussein's deputy, Taha Yassin Ramadan, and Foreign Minister Tariq Aziz.

Representing Kuwait was the ousted emir, Sheikh Jabbar al Ahmad al Sabah. But the Iraqis turned up demanding the Kuwaiti seat reserved for the emir.

Mr. Ramadan, Iraq's first deputy prime minister, told the Iraqi press agency before arriving in

Cairo that his country wanted "to stress the importance of giving precedence to pan-Arab interests over narrow parochial interests."

He said Baghdad wanted the conference "to confront overt U.S. threats to the Arab nation and clear preparations to carry out aggressions against Iraq with U.S. land, naval and air forces, which have taken up positions on Arab territories and waters to attack Iraq."

King Fahd of Saudi Arabia, in a rare television address on Thursday, demanded that Iraq reinstate Kuwait's ousted rulers. King Fahd also said the deployment of American troops in the kingdom was purely defensive.

Immediately after the king's speech, an official Saudi spokesman said Arab and Western troops would join the Americans in Saudi Arabia starting Friday.

U.S. officials said Saudi Arabia's allies in the Gulf Cooperation Council — Oman, Qatar and the United Arab Emirates — had already had a 3,000-member force. It was not clear if other Arab countries were planning to send troops.

King Fahd said foreign troops deployed in Saudi Arabia were to "help Saudi forces carry out their duties of defending the country and the people against any aggression."

He said, "This measure is directed against no one, but is purely for defensive purposes prompted by the current situation facing Saudi Arabia."

"Troops to take part in joint exercises with Saudi armed forces are temporarily deployed on the kingdom's territory and will depart immediately when the kingdom requests it," he said.

The king said the United States, Britain and other friendly countries had responded to his request for military assistance.

He said Iraq had surprised the world when its troops "invaded fraternal Kuwait in the ugliest aggression known by the Arab nation in its modern history."

The king said Saudi Arabia rejected Iraq's annexation of Kuwait and demanded the return of the Kuwaiti "ruling family under the leadership of Sheikh Jaber al Ahmad al Sabah and his government."

The Saudi spokesman, meantime, expressed gratitude to Arab and other friendly nations.

Egyptian officials said the two essential items on the agenda were an Iraqi withdrawal from Kuwait and the return of the former government — both points totally rejected by President Hussein.

Diplomats noted a toughening attitude in the Arab world toward Mr. Hussein, hit by sweeping UN economic sanctions and with hardly a friend to turn to now that King Hussein of Jordan has rejected Iraq's claim to have annexed Kuwait. (Reuters, AP)

## U.S. Reassures Turkey On Alliance Support

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Secretary of State James A. Baker 3d assured Turkey on Thursday that its NATO partners would back it against any threat of attack from neighboring Iraq.

"There is no question in the minds of anybody, certainly not the U.S. and Turkey," with respect to the obligations of the North Atlantic Treaty Organization, Mr. Baker said after meeting President Turgut Ozal and other leaders.

Turkey's defense minister on Thursday denied reports that Iraq had started beefing up its forces along the border with Turkey.

"We have received no intelligence indicating Iraq has added to troops already deployed in the area," Defense Minister Safa Giray said.

In a report based on accounts of villagers on the Iraqi side of the border, the Anatolian News Agency said Iraqi reinforcements near the border included armored units.

There have also been Turkish news reports that Turkey has increased its military readiness, moving some fighter planes to bases close to the border with Iraq.

Mr. Giray denied that there had been such a shift and said that Turkey hadn't massed additional troops near the Iraqi border.

But he said that on orders from Prime Minister Yildirim Akbulut, leaves for high-level military and civilian officials had been canceled.

Turkey has halted Iraqi oil exports through its ports as part of UN sanctions imposed to punish Iraq for its invasion of Kuwait last Thursday.

"We have seen from experience that they have the potential and capacity to engage in naked aggression," Mr. Baker said, referring to Iraq. "The world has come together in an extraordinarily unique and forceful way to condemn this aggression."

Mr. Baker, whose one-day trip to Ankara was seen as a move to bolster Turkey, said his talks included an offer from "the legitimate government of Kuwait" to do what it could to minimize Turkey's financial losses after joining anti-Baghdad sanctions.

Western diplomats said participating in the sanctions could cost Turkey up to \$5 billion.

Mr. Baker said Turkey had not agreed to contribute to a multinational force to protect Saudi Arabia against attack by Iraq.

"This is a question the Turkish government will have to consider," he said. "But frankly, it is a question between Turkey and Saudi Arabia, not between Turkey and the United States."

Before the talks there were reports that Mr. Baker would ask permission to use Turkish bases for U.S. military forces en route to the Gulf in a show of force to deter Iraq's president, Saddam Hussein.

Mr. Baker said the base facilities, which the U.S. receives in return for military and economic aid to Turkey, were "not the primary focus" of his talks in Ankara. (Reuters, AP)

## Saddam Is Laying Bare The Arab States' Roots

By George F. Will

WASHINGTON — Saddam Hussein has crowded his 53 years with action, as Hitler crowded his 56. Saddam at this point is more a disturbance and cost than a menace to America. But he forces Americans to face facts hitherto sedulously avoided.

The wrong question, with which diplomats are comfortable, is: Which nations in the Middle East are friendly? A more pressing question is: Which nations are really nations?

A retired Egyptian diplomat once said: "Egypt is the only nation-state in the Middle East. The rest are tribes with flags." He exaggerated. But when Saddam Hussein said "There are no borders between Arab countries," he used the idiom of political myth (pan-Arabism) to express a political truth about the thin pedigrees and shallow roots of many Arab states.

Consider Kuwait, a tiny kingdom run by cousins (probably; these things are hard to sort out from a nomadic past) of the thousands of cousins who run neighboring Saudi Arabia. Sixty percent of the 2.1 million residents of Kuwait are not Kuwaitis. This curious sort of nation, not yet quite three decades into independence, has a regime that derives its legitimacy from pre-modern, semi-tribal mores.

In obliterating that regime, Saddam Hussein has had the support of the least kingly king, Jordan's Hussein. He is, we will be assured, the "moderate" component of the pro-Iraq coalition that includes Libya and the PLO. King Hussein's spokesmen liken Saddam Hussein to Bismarck, the "blood and iron" chancellor who created a united Germany from a loose confederation of states. The comparison is to the wrong German.

Saddam Hussein's resemblance is to another "nasty man with a moustache" (in the words of the Financial Times) who exploited intoxicating pan-Germanism the way Arab demagogues exploit pan-Arabism. The Germany Bismarck created became dangerous because of something Bismarck neither shared nor encouraged, a longing for more than mere nationhood, a supra-national myth of *das Volk*, a cultural-racial existence prior to and superior to any mere nation-state.

The parallel between this pan-Germanism and the dynamism of pan-Arabism is not exact but is disquieting. So is Saddam Hussein's emphasis not on the primacy of Iraqi nationalism but rather of the Ba'ath party — an exportable entity as carrier of pan-Arabism. Hitler, remember, had an odd relationship to the German state.

He was not a German citizen until shortly before he became Germany's chancellor. He loathed the nation's elites — legal, cultural, religious, ad-

ministrative, even military. He supplanted national symbols and anthems with party symbols and anthems (the swastika; the Horst Wessel song). Oaths were taken not to the state but to the party leader (Hitler). By 1944 even the military salute had been replaced by the Hitler salute.

Saddam Hussein is not Hitler, but the dynamism of his regime is Hitlerian. That suggests that he will not be stopped other than by superior force.

A Jordanian official refers contemptuously to Kuwait and other Gulf states as "oil wells with flags." But Jordan's Hashemite monarchy can hardly condescend to others concerning their attenuated nationhood.

Jordan is a jerry-built state, a product first of British diplomacy and then of military conquest (during the Israeli war of independence). Jordan's nationhood has been watery gruel since 1974. Then King Hussein passively acquiesced in the decision of the Arab summit at Rabat to designate the PLO as the sole legitimate representative of the Palestinian people — the representative, that is, of a majority of the people in Jordan.

King Hussein, whose strong suit is survival, not legitimacy, is a natural pilot fish for the Iraqi shark, Saddam Hussein. A Jordanian official says: "The colonial powers vivisectioned the Arab world to make us weak. If Saddam Hussein can put the Arab map together again, who will regret what he did in Kuwait?" That depends — or does it? — on how many more people are killed "to put the Arab map together again," whatever that means.

When was that map together? Under the Ottoman Empire? Before the tribes acquired flags?

That Jordanian diplomat expresses a political culture that has passed from tribalism to decadence without a moment of national flourishing. That diplomat speaks the language of decadence. The plaintive whine of the professional victim, passing out the blame for his condition.

King Hussein's treachery during the 1967 Six Day War cost him half his territory. By the time Saddam Hussein has been shoved back into his cage, King Hussein will have lost a lot more than half his stature.

The United States has two icy interests in this simmering crisis. One is material: oil. The other is prudential: the discouragement of aggression generally. What the United States is completely free of is any warm obligation — cultural, spiritual, call it what you will — of the sort that 50 years ago was sufficient to pull the United States into fighting Europe's dictators in the name of Europe's durable nations.

Washington Post Writers Group.

## A U.S. Pitch to Syria and Iran

2 Nations Urged to Join Anti-Iraq Effort

By Thomas L. Friedman

New York Times Service

ANKARA — The United States has approached Syria and Iran, Iraq's two most bitter enemies, to see if they would be prepared to take part in the international effort to isolate Baghdad, Secretary of State James A. Baker 3d said.

The U.S. approach to Syria and Iran reflects the potential the Gulf crisis has for reshaping political alliances that have prevailed in the Middle East in recent years, as well as for providing Washington with an opening to restore long-tattered relations with Damascus and Tehran.

Briefing reporters on Mr. Baker's flight to Turkey, an administration official said Washington had also warned Yemen not to align itself with Iraq.

The warning came after reports that Iraq dispatched three squadrons of jet fighters to Yemen, on Saudi Arabia's southern border, apparently both for safekeeping and possibly to outflank the Saudis in the event of a military clash.

President George Bush, the official said, telephoned Yemen's president, Ali Abdullah Saleh, to caution him against violating the international sanctions against Iraq.

Mr. Baker said the assistant secretary of state for Near Eastern affairs, John H. Kelly, was flying to Damascus from Ankara to hold talks with the

Syrian leadership about how they can help isolate Baghdad.

Syria's support is crucial for several reasons.

Iraq has an oil pipeline that crosses Syria. The Syrians closed it in the early 1980s to punish Baghdad for its invasion of Iran, and the administration wants to make sure that there is no Iraqi-Syrian deal to reopen it.

Syria carries a great deal of weight in the Arab world. President Hafez Assad's Arab nationalist credentials are unassailable. If he adopts a forthright stand against Baghdad, that will have a big psychological impact on attitudes of other anti-Western Arab nations debating whether to join the international defense force now assembling in Saudi Arabia.

Militarily, the Syrian Army is the strongest Arab counterweight to the Iraqi Army. If, for instance, Syria were to conduct military maneuvers along the Iraqi border, Iraq would be forced to redeploy some of its troops to the northwest. That could stretch the Iraqi Army, now deployed on the borders with Kuwait and Iran to its south and east, to its limit, if not beyond.

Syrian intelligence also has more ability to conduct covert subversive operations in Iraq than any other country, because it has more experience doing it. For years, Mr. Assad has been trying to topple Sad-

dam Hussein, his rival for Arab leadership.

Asked for the specific sorts of military cooperation the United States might now seek from Syria, Mr. Baker said: "I really don't want to get into the specifics of that, just like I don't want to get into the specifics of military cooperation with Turkey. Suffice it to recall, as you know, the problems that have existed in the past between Syria and Iraq."

As for Iran, a country with which Iraq fought an eight-year war, but which has had no diplomatic relations with the United States since 1980, Mr. Baker said Washington had been in indirect contact with Tehran to enlist its support.

"Yes, we have used our third-party contacts," Mr. Baker said, without saying if the United States had specifically asked Iran to join the international military effort.

Asked whether the Iranians were eager to join the anti-Iraqi campaign, which could also help Tehran ease out of its diplomatic isolation, a senior administration official said: "The history there is well known to everyone, and we know from our conversations with other Arab governments that Iran has expressed some concern with what has happened between Iraq and Kuwait."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 10, 1990

# Only Diplomats Are Free to Go

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States said Thursday that Iraq had made clear for the first time that it would not allow a large majority of the foreigners within its borders to leave, in what appeared to be an ominous turn in the Gulf crisis.

A State Department spokesman, Richard Boucher, said official Iraqi explanations of the status of foreigners had made clear that thousands of them were trapped in Iraq and occupied Kuwait.

Iraqi officials have specified in talks that "diplomats may leave but that private foreigners are not able to do so," Mr. Boucher said.

French, Italian and British officials reported similar understandings of Iraq's position.

The Iraqi government had said earlier this week that its borders would remain open to all travelers with valid exit visas.

A total of 3,000 Americans were in Kuwait and 580 in Iraq when Iraqi troops seized its neighbor in a lightning invasion a week ago, U.S. officials say. Some managed to flee, but many remain.

In Paris, President François Mitterrand, announcing that France would send an aircraft carrier to the Gulf region, said the 420 French citizens being held in Kuwait and Iraq could be considered to be "prisoners" even though they have not been subject to physical violence or threats.

He said the government might send a representative to Iraq to negotiate their release.

In Rome, the Italian Foreign Ministry said Iraq had virtually sealed its borders.

Despite earlier assurances that at least tourists would be allowed to leave, reports Thursday evening indicated tourists, too, were being turned back at the borders, a ministry spokesman said.

"At the moment, the situation isn't very encouraging," said the official.

The United States has studiously avoided describing the detainees as "hostages" so as not to inflame the situation. Mr. Boucher described 38 Americans being held under armed guard at the Rashid Hotel in Baghdad as being "sequestered."

But across the United States, yellow ribbons were being tied to trees in the hometowns of detainees, reminiscent of the 1979-81 Iranian hostage crisis when Iran held 52 U.S. diplomats for 444 days in the Tehran embassy.

Mr. Boucher said Iraqi officials had made the status of foreigners clear in several meetings. "The position of the government of Iraq

continues to be that diplomats may leave but that private foreigners are not able to do so," he said.

Iraq had assured the United States that foreigners would not be harmed, and Mr. Boucher said Americans had not been subject to harassment.

He said it appeared foreigners in Iraq had been classified by the authorities in four categories:

- The 38 Americans being held at the Rashid Hotel, and 130 other foreigners held at other Baghdad hotels. They were under armed guard and unable to leave hotel grounds.

- Other foreigners who had been resident in Iraq for 30 days or more. They required exit visas to leave and Iraqi authorities were not issuing any.

- People in Iraq on visitors' visas who did not require exit visas.

## Related Articles

**The International Energy Agency** said the threat to oil supplies did not now justify exceptional measures. Page 11.

**A consensus on U.S. foreign policy** not seen since Pearl Harbor is building. Page 3.

**Israel, in response to Iraq,** held its first test launching of an air-defense missile. Page 6.

Some of these had succeeded in leaving the country.

- Diplomats and dependents, who the Iraqi authorities said could leave after a seven-day waiting period to process travel permits. But when 10 U.S. embassy dependents tried to cross the Jordanian border on Thursday, they were turned back even though they had the necessary permits.

Subsequently, Mr. Boucher said, "the Foreign Ministry in Baghdad has notified us that they will be permitted to cross." He said they probably would not make another attempt until Friday.

Western officials said the incident was the latest example of contradictory behavior by the Baghdad government, which has prevented foreigners from leaving Iraq and Iraqi-occupied Kuwait while avoiding saying they are being held against their will.

Witnesses at the Iraqi-Jordanian border said Thursday that four Swissair vehicles waited in no-man's-land for four hours to collect 109 passengers who had driven from Baghdad.

They returned empty to Jordan's Ruweished border post.

(Reuters, AP, UPI)

# Why Do They Echo Saddam's Big Lie?

By Jim Hoagland

WASHINGTON — One target hit in the early hours of Iraq's invasion shows what Saddam Hussein wants in Kuwait and why he thinks he can get it. As soon as the emir's palace, the radio and television stations and national military headquarters were secured, Saddam's troops went straight for Kuwait's Directorate of Nationality and Passports and its citizenship register.

The directorate's records were quickly hauled back to Baghdad. New Kuwaiti identity cards reportedly are being passed out to Saddam loyalists in the Iraqi capital. Until he is forced to disgorge his conquest, it is Saddam who will decide who is, and who is not, a Kuwaiti.

For half a century, this has meant the power to determine who will be rich and who will not. All 700,000 Kuwaitis are Arabs; but not all Arabs are Kuwaitis. Saddam hopes to foster the illusion that he can erase that distinction by erasing Kuwait's ruling family. He wants the dispossessed of the Arab world to believe they will profit from his takeover of Kuwait's wealth and to support his adventure.

This is Saddam's big lie. It is being given credence by the Iraqi dictator's only two Arab allies in the embryonic regional war he has launched. King Hussein of Jordan and PLO chieftain Yasser Arafat support Saddam's pretense that he is acting on behalf of the Arab "have-nots."

They know it is a cynical pretense, one more in the string of delusions Arab leaders have foisted on the Palestinians and other Arabs for four decades. But Saddam's denial of Kuwait's right to statehood also shows the Arabs what they must do now to stop the Iraqi dictator.

His invasion challenges the states of the Arabian Peninsula to show whether they are ready at last to become countries instead of large estates run by and for the profit of small, greedy clans. If they flunk the test, they will deserve to be disassembled piecemeal by bigger and stronger forces in the jungle.

By saying he will decide who is Kuwaiti, and even what Kuwait is, Saddam offers Qatar, Abu Dhabi and the other Arab states in the Gulf a course in nation-building as they themselves have practiced it. National identity has been a matter of fiat and acquisition rather than of common purpose, history or culture in this area.

But Saddam also demonstrates that there is an alternative: By standing up to Iraq, the Arabian Peninsula peoples would find a common purpose they have historically lacked.

Until oil wealth as vast as it was

accidental was discovered in the Arabian Peninsula, national boundaries and identities mattered little to the tribesmen and fishermen of the region. Formed into national units by colonial administrators and the multinational oil companies that gave their borders economic meaning, the Kuwaitis, Qataris, Abu Dhabians and others have been fiercely protective of national identities.

This makes the Kuwaitis, who comprise slightly less than 50 percent of the emirate's population, easy targets for Saddam. The Palestinians and other immigrant workers in the oil states are understandably resentful of the arrogant elites who monopolized wealth. The Kuwaitis spread the wealth around only in the futile hope of buying protection.

This resentment is being tapped by that odd couple of Saddam supporters, King Hussein and Chairman Arafat. They are acting out of a mixture of desperation (the king) and greed (the chairman) in justifying Saddam's occupation of an Arab state.

Tacked on to the big lie is Saddam's big corollary: Since he has wide support in Arab public opinion, he must not be challenged militarily by the United States. This unfortunately is being merchandised on American television.

CBS television filled its screens with man-in-the-street interviews from Amman simply because its news star, Dan Rather, is using the Jordanian capital as his base. The Jordanians — or rather, Palestinians, as most of those interviewed have been — not surprisingly echo the line that King Hussein and Mr. Arafat have traced in their declarations. CBS has taken the only Arab capital in thrall to the supporters of Saddam and presented it as the weather vane of Arab opinion.

But Arab opinion is not with Saddam. The decision by Saudi Arabia to join the American-led effort to draw the line militarily against Saddam is the tip-off that the Iraqi dictator looks like a loser to his fellow Arabs. Turkey's strong decision to put its ties to the United States and Europe before its Islamic and geographic bonds to Iraq is also a sign of a defeat in the making for the Butcher of Baghdad.

That defeat would mark the consolidation of Saudi Arabia as a modern nation. It would give back power and prestige to the United States in the region. George Bush is right: Victory for Saddam in this confrontation would be truly unacceptable for the United States.

The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August, 11-12 1990

# Quick Trigger on Poison Gas

## Iraq Gradually Shifted Tactics During War With Iran

By R. Jeffrey Smith

*Washington Post Service*

WASHINGTON — When Iraqi military forces launched a successful nighttime offensive to regain territory held by Iran in June 1988, they began by firing artillery shells containing mustard gas and followed quickly with poison gas bombs dropped from airplanes and helicopters. Then they began a tank assault.

The battle of the Majnoon Islands, in a lake north of Basra, was one of only a few in the eight-year conflict in which Iraq used chemicals in a planned attack, rather than to fend off tactical defeat.

As a result, its legacy figures prominently in the nightmare scenarios of U.S. military planners who are endeavoring to protect soldiers dispatched to Saudi Arabia.

Unique among Third World nations, Iraq has attained extensive battlefield experience with highly toxic mustard gas and the deadly nerve agents tabun and sarin.

It also has what is perhaps the world's largest operating network of poison gas factories, research laboratories and protected storage facilities.

With engineering and technical assistance from the West German firm Karl Kolb GmbH and other European experts, Iraq began to produce poison gas weapons in the early 1980s and first used them in the Iranian conflict in 1983.

By the end of the war as many as 50,000 Iranians, including civilians and children, may have been wounded or killed by it.

Before 1988, according to Western analysts, Iraq typically waited until it was facing strongly unfav-

orable odds late in a battle to employ such weapons, which are condemned by much of the world as terrifying and barbaric. This hesitation appeared to dissipate as the war drew to a close, raising the possibility that Iraq might be willing to use poison gas in the early stages of any future combat.

George Crist, a retired general who was commander of U.S. forces in the Gulf from 1985 to 1989, said of President Saddam Hussein of Iraq: "In every major offensive of the last year of the war, he preceded his attacks with chemical weapons. He's skillful at using them. They do it very much by the book. We certainly can expect chemical warfare from him."

U.S. experts said there was no conclusive explanation for Iraq's apparent change of tactics. But their speculation is that Baghdad decided after at least five years of experience that poison gas could be used effectively to demoralize a poorly equipped enemy or simply that it had little to fear in the way of sanctions or penalties from the rest of the world.

"Chemical weapons are now integral to the way that Iraqi forces operate," said a military expert who has received briefings on the

Iraqi program. When Baghdad saw that there was no reaction, "that the world didn't care much about dead Iranians," he said, "it used the poison gases more and more."

Only after Iraq used the gases in August 1988 to kill hundreds of Kurds, a rebellious minority within its territory, did worldwide revulsion become pronounced.

Still, the Reagan administration largely opposed congressional efforts to enact mandatory trade sanctions against Iraq and any other nation that used chemical weapons.

Much of the information about Iraq's chemical arsenal is derived from United Nations investigations begun at Iran's request in March 1984. The investigators examined fragments of bomb, artillery and rocket casings collected from battlefields and interviewed Iranian victims.

Their reports played a key role in refuting the denials by Baghdad's senior officials, before 1988, that poison gases had been used in the war.

By the end of the war, according to several U.S. experts, Iraq's leaders had evidently granted lower-echelon military leaders authority to use chemical weapons whenever they wanted.

LIBÉRATION, 13. 08. 1990

# L'Irak et sa légitimité

PAR PIERRE MARTIN\*

La situation qui prévaut aujourd'hui au Proche et au Moyen-Orient est largement tributaire des plans de partage coloniaux mis en application au moment du démantèlement de l'Empire ottoman. A l'intérieur de frontières qui sont toujours en vigueur de nos jours, des Etats furent édifiés, soumis au régime du protectorat ou des mandats britanniques et français, avec la bénédiction de la SDN. Soixante-dix ans après leur fondation, aucun de ces Etats ne semble avoir réussi à acquérir une légitimité suffisante aux yeux de sa population.

L'Etat irakien n'est pas en la matière mieux doté que sa victime, l'Etat du Koweït, sauf à considérer que l'Irak, « pays de vieilles civilisations » et foyer du nationalisme arabe, doit obligatoirement voir sa légitimité surpasser celle d'un Emirât « peuplé d'une poignée de nantis et artificiellement créé par le colonialisme britannique afin d'y ménager ses intérêts ». De tels raccourcis, dont le but est d'alimenter des idéologies peu soucieuses de vérité historique, sont à mettre en relation avec la façon dont tous les Etats de la région ont ainsi fait leur propre histoire, afin de donner d'avantage d'assise à leur pouvoir. En fait, l'Etat irakien introduisit un élément de rupture avec le passé islamique du pays, incomparablement plus grand que ne le fut l'avènement d'un Etat au Koweït, qui a institutionnalisé un pouvoir traditionnel.

C'est sir Percy Cox, le résident britannique à Bagdad, qui proclama de façon officielle le 11 novembre 1920 « L'Etat arabe local sous mandat britannique », dont l'Etat irakien moderne est l'héritier. Créé sur le modèle de l'Etat-nation européen, cet Etat ne correspondait pas aux vœux de la grande majorité des habitants du pays, ni aux conceptions en vigueur dans la société des trois vilayets de la Mésopotamie ottomane. Combattu par deux des plus importantes communautés du pays, les chiites et les Kurdes, il ne put se maintenir que par la force des armes britanniques.

Dès leur débarquement en Mésopotamie, les troupes britanniques se heurtèrent au jihad des tribus arabes chiites, qui répondaient au fatwas de leurs ulémas, faisant de la défense de l'indépendance des territoires musulmans face à l'agression étrangère un devoir religieux. Véritables dirigeants spirituels et temporaires de la communauté, ayatollahs et hujjadulislams organisèrent la résistance à l'invasion, à un moment où les nationalistes arabes, engagés dans la révolte arabe du Chérif Husayn de La Mecque, prêtaient main-forte aux Britanniques pour chasser les Ottomans. Une fois achevée la conquête du pays, les Britanniques trouvèrent dans les chefs religieux chiites leurs ennemis les plus acharnés.

Quant aux Kurdes, l'avènement des Jeunes-Turcs avait largement contribué à distendre leurs liens religieux avec la Porte. Cependant, au moment de l'invasion britannique, une partie d'entre eux répondit à l'appel au jihad du Sultan-Calife. Au moment du démantèlement de l'Empire ottoman, les Kurdes restèrent partagés entre leur allégeance envers le Sultan-Calife et leurs aspirations à l'indépendance. Toutefois, lorsque tout espoir de retour des Ottomans se fut évanoui, les Kurdes apparaissaient peu désireux de troquer la domination turque pour celle des Anglais ou d'un Etat arabe, qui n'aurait pas l'excuse de la légitimité religieuse. Les Britanniques, qui se berçaient d'illusions démocratiques au terme de leur invasion militaire, organisèrent un référendum en 1918, afin de consulter « la population sur ses souhaits quant à l'avenir du pays ». Le référendum fut largement boycotté dans les régions kurdes, alors soumises aux bombardements britanniques.

Quant aux chiïtes, ils réclamèrent l'avènement d'un « Etat islamique arabe s'étendant de Mossoul au Golfe sans liens de dépendance avec l'étranger ». Cette expression d'Etat islamique arabe était celle utilisée par les ulémas chiïtes. Il faut la rapprocher du régime prôné par les religieux chiïtes en Perse au moment de la révolution constitutionnelle de 1906, à savoir un régime constitutionnel avec un nombre fixe de religieux au Parlement, chargés de surveiller la conformité islamique des lois votées. Mais ce qui importait le plus était le refus de tout accord avec une puissance étrangère consacrant la domination européenne sur le pays.

L'établissement d'un mandat britannique légitimant l'occupation du pays fit l'effet d'une provocation. La réaction des ulémas chiïtes fut immédiate : ils appelèrent à l'insurrection contre l'occupant. La révolution de 1920 demeure le plus important et le plus massif des soulèvements armés que connut le Moyen-Orient contre le colonialisme occidental. Matée par la force militaire britannique avec plus d'un an d'efforts pour reconquérir le pays chiïte, la révolution vaincue laissait intactes les revendications des ulémas chiïtes.

Le pouvoir colonial avait compris que l'édification d'un Etat arabe s'inspirant de l'Etat-Nation européen pouvait seule permettre de venir à bout du pouvoir des religieux, et qu'un tel Etat pourrait être le vecteur privilégié des influences occidentales. De leur côté, les ulémas chiïtes avaient bien saisi l'enjeu. Il s'agissait de savoir si le pays allait défendre son indépendance, en tant que parti de l'Umma islamique, ou s'il allait rompre avec son passé islamique en s'engageant sur la voie d'une dépendance structurelle par rapport à l'Occident. Aussi menèrent-ils un combat sans merci à chaque étape de la mise en place des institutions du nouvel Etat. Lors de la conférence du Caire, le pouvoir colonial avait choisi Fayçal comme roi d'Irak, à cause du prestige dont jouissait la famille du Chérif Husayn parmi les chiïtes. Dès lors, l'objectif des Britanniques fut de donner à leur présence militaire une apparence légale. Les religieux chiïtes mobilisèrent la population contre le traité anglo-irakien de 1922, puis ils appelèrent au boycott des élections à l'assemblée constituante à laquelle les Britanniques voulaient faire ratifier ce traité. Il fallut l'exil, en 1923, des plus grands ayatollahs, pour que les élections pussent se dérouler en 1924 et que le traité soit ratifié par l'assemblée sous la contrainte des armes britanniques. Défaite, la direction religieuse chiïte entama un mouvement de repli dans les villes saintes, tandis que les élites arabes sunnites, rejointes par les éléments nationalistes et les officiers chérifiens, s'engouffraient dans la possibilité d'ascension sociale rapide que leur offrait le nouvel Etat, conscientes qu'elles

**L'Irak moderne est une invention à peine moins artificielle que celle du Koweït. Un retour en arrière montre comment le facteur kurde et surtout le facteur chiite ne sont, pas plus aujourd'hui qu'hier, stabilisés.**

vement islamiste chiïte. L'émancipation face à la puissance coloniale en a fait un instrument aux mains de régimes nationalistes successifs, oscillant entre un nationalisme irakien (Qasem) et un nationalisme arabe plus large (les frères Aref et le Baas). Tous ont tenté d'effacer des mémoires la gloire du combat anticolonial des grands religieux du début du siècle.

Mais on ne peut effacer l'Histoire. Comme dans les années 1920, les Kurdes continuent aujourd'hui avec opiniâtreté à refuser, malgré la répression des régimes successifs, de reconnaître la légitimité de l'Etat arabe auquel ils ont été incorporés de force. Quant aux chiïtes, il suffit de se rendre dans les villes saintes pour réaliser que la question chiïte reste entière. Pépinière de religieux il y a encore un peu plus de dix ans, ces villes sont aujourd'hui vides d'ulémas. Ces derniers ont été soit déportés vers l'Iran, soit exécutés, comme l'ayatollah Muhammad Baqer As-Sadr. Le seul grand religieux encore présent à Najaf, l'ayatollah Al-Khoï, vit depuis dix ans dans un isolement total. Les dépenses engagées par le régime pour rénover les souks de Najaf, embellir et agrandir les mausolées des imams chiïtes, les fréquentes visites de Saddam aux villes saintes et la reprise à son compte d'un discours islamique ne peuvent faire illusion. D'après le dogme chiïte, tout croyant se doit de suivre les prescriptions d'un « *mujtahid* », c'est-à-dire d'un religieux qualifié par sa science à pratiquer l'« *ijtihad* », l'interprétation de la Loi musulmane. C'est là le résultat d'une évolution du chiïsme qui a conféré toujours davantage de pouvoir aux ulémas. La théorie de Khomeiny des « *wilayet al-faqih* », c'est-à-dire le pouvoir temporel et spirituel du religieux le plus qualifié, en est l'aboutissement logique. En effet, l'islamisme chiïte n'est pas comme chez les sunnites un fondamentalisme, c'est-à-dire un retour à une interprétation littérale des textes sacrés. Aux yeux des chiïtes, Saddam Hussein n'est pas habilité à proclamer la guerre sainte ou à émettre un avis religieux, d'autant plus que la guerre a contribué à restituer la mémoire historique du mouvement religieux.

Le déclenchement de la guerre par le régime baassiste contre l'Iran au lendemain de la révolution islamique s'est fait au nom de la défense de l'arabisme et de son corollaire, la laïcité. Soutenu politiquement et militairement par l'ensemble des pays occidentaux, l'Irak en est arrivé à être considéré comme le verrou permettant de défendre le monde arabe, en même temps que l'Occident,

contre la vague islamiste. Cependant, au fil des années, le régime baassiste a dû constater qu'il ne pourrait se priver longtemps de la carte religieuse, dont tout concourait à montrer qu'elle devenait un thème de mobilisation majeur dans le monde musulman, ceci à un moment où l'effondrement du camp socialiste le contraignait à se défaire de ses références au socialisme pour finir par vanter les mérites de la loi du marché et promettre une nouvelle Constitution garantissant le pluralisme. La guerre contre l'Iran n'a pas brisé la conscience religieuse en Irak. Les chiites ont continué à affluer en masse au mausolée des Imams et, malgré les campagnes xénophobes antipersanes, le régime a totalement échoué dans ses tentatives de susciter au sein de la communauté des réflexes hostiles aux ulémas chiites, dont bon nombre étaient d'origine persane. Si les chiites se sont battus dans leur ensemble pour défendre leur pays, ils ont certainement été de tous les Irakiens ceux qui ont accueilli avec le plus de soulagement l'annonce du cessez-le-feu. La mort de Khomeiny, annoncée très discrètement par les médias irakiens, n'a provoqué aucune liesse. Bien au contraire, on a noté à ce moment que l'assistance dans les mosquées et les « *husayniyyas* » prenait une ampleur inhabituelle.

L'évolution des relations avec l'Iran depuis le cessez-le-feu a suscité chez nombre de chiites le souhait de voir

s'établir une alliance stratégique entre les deux pays contre Israël et l'Occident. Le sentiment que l'Occident a utilisé les Irakiens comme chair à canon pour défendre ses intérêts est largement répandu, ainsi que celui que les pays occidentaux et Israël ont été les seuls bénéficiaires du conflit entre deux peuples musulmans. La récupération progressive de la symbolique religieuse par un régime qui se faisait le champion de la laïcité est la meilleure preuve de cette permanence du religieux. Lors d'un discours prononcé à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Michel Aflaq, le fondateur du Baas, Saddam Husayn affirmait que ceux qui font « *de l'Islam et de l'arabité deux solutions antagonistes courent à la catastrophe* », avant de conclure : « *Islam et arabisme ne peuvent être qu'une solution* ». Aujourd'hui, l'appel de Saddam Hussein à libérer les Lieux Saints de l'Islam, qu'il s'agisse de Jérusalem, de La Mecque ou de Médine, semble faire suite à ceux de Khomeiny. Cependant, cette tentative de se trouver une nouvelle légitimité ne peut avoir d'écho qu'au sein du mouvement islamiste-sunnite, pratiquement inexistant en Irak. Pas plus que l'arabite, l'Islam n'est en effet un facteur d'unité au pays du Tigre et de l'Euphrate. C'est, une fois de plus, en dehors de ses frontières, que l'Etat irakien doit trouver sa propre légitimité.

\*Chercheur

LE FIGARO, 14 août 1990

## Saddam joue du prestige de l'Irak et de la gloire de Bagdad

Quand un pays en revendique un autre depuis 1961 au moins, et même s'il déclare entre-temps y renoncer, peut-on s'étonner qu'un jour il l'occupe ? Tout le monde sait ou devrait savoir que quand un pays et son chef quasi absolu possèdent une armée d'un million d'hommes, il s'en servent. Saddam Hussein en a usé pendant une dé-

caennie, en vain, pour combattre l'Iran. Souvenons-nous. Nous n'étions pas si mécontents alors.

La population, dans sa grande majorité, est de souche arabe ou de souche nabatéenne ou chaldéenne arabisée, mais il y a une forte minorité kurde qui peut atteindre 20 %. Ces Kurdes ne sont pas des Sémites, mais un rameau de la famille iranienne, dont maints ressortissants vivent aussi en Iran, en Turquie orientale et ailleurs. L'antagonisme entre eux et les Arabes est vif. On ne peut pas oublier comment il s'est manifesté à la fin des années 50 avec les épisodes dramatiques de la révolte de Barzani ou, tout récemment encore, avec des massacres de populations villageoises par les armes chimiques. L'unité ethnique de l'Irak n'existe pas.

Il n'est pas non plus d'unité religieuse. Les juifs, certes, sont partis, mais il reste un demi-million d'Arabes chrétiens et l'immense masse des musulmans se divise entre le sunnisme et le chiisme de diverses obédiences.

### La ville des califes abbassides

Comme l'Irak n'a pas un siècle, il n'a pas eu le temps de se constituer une véritable conscience nationale, mais ce qui est susceptible de toucher l'âme des Irakiens et, plus

loin, celle des Arabes de toute région et de toute origine, ce sont deux idées fortes et vraies : l'Irak est un pays arabe et sa capitale, Bagdad, est parée d'un prestige inouï.

L'Irak est un pays arabe et fut sinon le premier à en avoir conscience, du moins un des premiers à le proclamer hautement et à se faire le champion du panarabisme. Le « Livre bleu » publié en 1943 par le président du conseil irakien, Nouri Saïd, marque une date. Cette insistance, cette volonté n'ont pas manqué d'impressionner les masses (même quand presque tout les aurait éloignées de l'Irak) de l'Atlantique à la Méditerranée orientale.

Dans ce contexte, il va sans dire que tout défi lancé à ceux auxquels les Arabes jugent devoir leur longue ruine (même si, en définitive, ils en sont eux-mêmes largement responsables) éveille chez eux des sentiments qui vont de la sympathie à l'espoir ou à l'enthousiasme. Tout chef qui fait entendre sa voix peut paraître à beaucoup — non à tous — comme un homme providentiel. D'où, toujours, la tentation du bruit, de l'aventure. Après tout, l'Islam, tout au long de son histoire, a cru bien souvent découvrir en divers personnages le *mahdi*, celui qui doit revenir à la fin des temps pour rétablir la foi et la justice. Et le monde arabe, si déchiré, pendant tant de siècles humilié, peut espé-

rer trouver un jour celui qui lui redonnera la prospérité, la fierté et la gloire. Un jour on dit : « *Et si c'était Nasser ?* », et un autre : « *Et si c'était Kadhafi ?* ». Pourquoi ne dirait-on pas : « *Et si c'était Saddam Hussein ?* » Un chef charismatique ? Il peut le devenir.

La gloire de Bagdad fut immense. De toutes les villes arabes qui furent illustres dans le passé, quatre se détachent plus particulièrement : Cordoue, Damas, Le Caire, Bagdad. La première a été reconquise par les chrétiens. Il reste les trois autres qui ont su demeurer ou redevenir des métropoles. Damas est la plus ancienne, la capitale des Omeyyades, la première dynastie des califes, les successeurs du Prophète. Le Caire, la plus peuplée, est la dernière à avoir brillé, mais sous la direction de Turcs et de Circassiens, les Mamelouks. Bagdad n'a rien à envier aux autres et elle fait infiniment plus rêver : il ne faut jamais oublier les rêves, en Orient surtout.

Fondée en 746 par les califes abbassides après qu'ils eurent renversé les Omeyyades de Damas, elle fut pendant longtemps, plus que Constantinople, la plus grande cité du monde et à la tête de l'empire abbasside qui s'étendait de l'Indus à Gibraltar. Son nom évoque encore *Les Mille et Une Nuits* et Haroun al-Rachid, ce prince fastueux qui entretenait des relations avec Charlemagne. D'elle émana

PAR JEAN-PAUL ROUX,  
directeur de recherches au CNRS

Comme toujours quand survient un événement important, on parle d'abondance. On spéculé sur l'avenir, on oublie le passé.

Pour nous, Français, dont un millénaire d'histoire a fait de notre pays une nation, il est malaisé de savoir ce que peuvent être l'Irak et le Koweït.

L'Irak, ce n'est pas une nation, au sens que nous donnons à ce terme. De 1543 à 1918, les Turcs ottomans l'ont occupé, avec un intermédiaire de domination perse séfévide de 1623 à 1638. Avant, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, Turcs seldjoukides, Mongols, Turkmènes (c'est-à-dire Turcs nomades), Iraniens encore, président à sa destinée. Il faut remonter au premier millénaire pour le voir indépendant, mais il est

pendant longtemps les arts, les lettres et les sciences qui rayonnèrent jusqu'en Occident. Elle était déjà en pleine décrépitude quand, en 1258, les Mongols la détruisirent et mirent à mort son souverain, et pourtant il fleurissait encore une des plus belles écoles de peinture qui eût jamais existé. Cette double exécution d'une ville et d'un calife fut ressentie partout comme une fin du monde. Après, il n'y eut plus de villes arabes pour être les phares de la culture et de la politique musulmanes, mais des villes turques, Constantinople-Istanbul, iraniennes, Ispahan, Indienne, Delhi. Mais Bagdad ne disparut pas. Elle grandit dans l'imaginaire parce que plus que toute autre elle avait incarné le génie arabe et montré sa grandeur.

### Un bout de désert autour d'un petit fort

En face, le Koweït. Un bout de désert arabe qui s'est constitué en principauté autour d'un petit fort (Koweït est un diminutif de *kout*, « forteresse ») fondé en 1758 par un ancien sujet turc et qui s'émancipa peu à peu à partir de 1880.

Avant la découverte du pétrole, les habitants, moins de cent mille âmes en 1939, y vivaient surtout de la construction traditionnelle des barques perlières, des pêcheries et de ses activités comme port d'atta-

che pour les *boutres* du Golfe. Sa position stratégique remarquable à la sortie du Chatt al-Arab (l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate) et sa rade profonde ne passèrent pas inaperçus des Portugais d'abord, puis des Britanniques, qui en assurèrent la « protection » en 1899.

Assez paradoxalement dans ce pays presque tout entier arabe, avant que des émigrants du monde entier y vinssent, l'émir s'appuyait dès 1939 sur la minorité iranienne (20 %) quand il s'agissait de faire face à l'opposition « démocratique » pro-irakienne, dirigée d'ailleurs de Bassora. Cela n'empêcha pas le prince de se montrer d'une totale fidélité à la cause arabe. Toutefois, en 1967, les élections législatives faisaient apparaître une poussée du « nationalisme koweïtien » face au « nationalisme arabe ». Elle exprimait la volonté de conserver une indépendance qui, au reste, l'enrichissait prodigieusement.

Un jour, on dira si l'annexion était inévitable, si un certain nombre de Koweïtiens la voulaient, en 1990, comme quelques dizaines d'années auparavant, si Saddam Hussayn en faisait sa première étape en vue d'autres conquêtes et l'on mettra en évidence bien des causes profondes.

Il est une cause qui saute aux yeux. L'Irak est un pays constitué par la vallée de deux grands fleuves et tourné vers la mer, une mer presque fermée, le golfe que les

Iraniens disent Persique, et les Arabes, Arabique. C'est un pays dont l'économie dépend des exportations de pétrole. Or il ne dispose que d'un port, Bassora, situé sur une bande de terrain fort étroite et comme coincée entre deux frontières étrangères. Il a été incapable, au cours d'une longue guerre, de vaincre l'Iran et, par suite, d'élargir sa frontière maritime. Il doit évacuer l'essentiel de sa production par des oléoducs qui traversent la Turquie et l'Arabie.

Sur son flanc, véritable enclave sur son sol (il convient de regarder la carte), se trouve un tout petit pays doté d'une rade exceptionnelle. Il l'a toujours revendiqué, l'a toujours considéré, à tort ou à raison, et quel que soit son gouvernement, comme faisant partie de son territoire. Il dispose d'une puissante armée. Il ne craint pas l'Occident dont il connaît la faiblesse et la résignation. Il est pauvre. Mais le Koweït, comme les autres émirats, comme l'Arabie, est riche, fabuleusement. Alors, parlant au nom des pauvres, comme tant de gangsters le font, il annexe le Koweït. C'est tout.

Sera-ce tout ? Il y a des criminels qui ne frappent qu'une fois, d'autres qui finissent par faire profession de frapper, surtout quand ils doivent fanfaronner devant ceux qui les regardent, surtout peut-être quand la police s'en mêle.

J.-P. R.

LIBÉRATION

14 août 1990

# Commentaire sur un virage

PAR MICHEL TIBON-CORNILLOT\*

Une question fort simple a été posée, jeudi 9 août, au président François Mitterrand à propos du renversement d'alliance à 180° auquel procède la diplomatie française depuis quelques jours. Pourquoi condamnerait-elle l'Irak pour l'invasion du Koweït alors qu'elle en resta l'alliée fidèle malgré l'invasion de l'Iran ? Il lui fallait donc se lancer dans un exercice rhétorique délicat pour expliquer comment passer du soutien inconditionnel au maréchal Saddam Hussein, y compris et surtout pendant sa terrible guerre d'agression contre l'Iran, à une condamnation mesurée de ses nouvelles folies koweïtiennes. Tentant de justifier ces quinze années d'amitié indéfectible, François Mitterrand a évoqué la volonté française de soutenir les peuples arabes contre le danger de « l'intégrisme chiite iranien ». Cette explication pour le moins légère pourrait être traitée négligemment, d'un haussement d'épaules ; pourtant, il se cache derrière une telle réponse des choses graves qui méritent d'être rappelées.

1/ La France était en guerre et les Français ne le savaient pas.

Saddam Hussein, le guide du régime baasiste irakien, attaque l'Iran, le 22 septembre 1980. L'effet de surprise est total, l'agression est brutale et se déploie sur 1 500 kilomètres de front. Elle est couverte par Paris, dont l'Irak est depuis plusieurs années le meilleur client en matière d'armement. Cet engagement est du reste l'un des axes principaux de la politique giscardienne au Moyen-Orient ; les gouvernements Chirac et Barre la mettent en

œuvre avec enthousiasme. Pour bien la comprendre, il faut la resituer, dans le cadre des options économico-politiques du giscardisme. Giscard, Barre et Chirac ont en effet considéré que, face à la concurrence internationale grandissante, il fallait se débarrasser des petites et moyennes entreprises non compétitives et recentrer l'effort autour des grands pôles industriels performants, aviation, électronique, radars, etc., parmi ceux-ci, tout ce qui concerne l'armement. Les conséquences de cette politique de « liquidation des canards boiteux » fut catastrophique.

Pendant ces années chiraquiennes et barristes, environ 100 000 PME font faillite, entraînant le chômage de 700 000 personnes. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'engagement total des hommes politiques de la période giscardienne en faveur des intérêts particuliers de grandes entreprises telles que Matra, Thomson, Dassault, etc. Ces groupes de pression politico-économiques vont alors engager le pays dans des alliances fondées sur leurs objectifs privés, vendre le plus d'armes aux meilleurs clients. Le lobby pro-irakien est puissant. Tels sont donc quelques-uns des éléments de l'héritage que trouve la gauche lors de son arrivée au pouvoir en 1981 : un tissu industriel de base très atteint, des complexes militaires-industriels représentés politiquement au plus haut niveau, tout cela justifié par l'idéologie du recentrage autour des grands groupes performants. Malgré les nombreux aversissements venus de son camp, la gauche s'engage dans la voie de la « relance par la consommation ». En deux ans,

le résultat est, lui aussi, catastrophique. Des dizaines de milliers de PME font faillite; en deux ans, un million de personnes supplémentaires sont au chômage. Héritant d'alliances qu'il n'avait pas choisies, d'une guerre commencée un an avant son arrivée au pouvoir par l'«ami de la France», François Mitterrand, malgré quelques velléités très fugitives, sera vite convaincu qu'il lui faut maintenir les liens unissant l'Irak de Saddam Hussein à la France. L'orientation économique pour laquelle il a opté ne lui laisse du reste aucune initiative: le nombre de chômeurs s'accroît si vite qu'une crise supplémentaire dans les secteurs industriels liés aux ventes d'armes serait dramatique. Mais la dette de l'Irak est énorme et il est en train de ne pas gagner la guerre qu'il a provoquée. Il faut donc non seulement maintenir, mais encore accentuer l'aide qu'on lui fournit. Les dirigeants français de gauche vont engager le pays toujours davantage: vente d'Exocets, prêt de Super-Etendards, matériel radar, etc. *La France est en guerre contre l'Iran, pour le plus grand bénéfice des industriels de l'armement, mais les Français ne le savent pas. Les attentats commis à Paris leur rappelleront qu'on ne peut s'engager impunément dans ce lointain conflit.*

2/ Une réponse révélatrice de la dégradation du politique.

Les justifications données par François Mitterrand sont inacceptables. Il ne s'agissait pas, bien sûr, de soutenir ces «pauvres Arabes» contre les «agresseurs iraniens», mais de soutenir les ventes d'armes pour ne pas avoir 200000 chômeurs de plus... Cette réponse est révélatrice aussi de l'état de la scène politique française et peut permettre de comprendre la désaffection des citoyens à l'égard de leurs «élites» politiques, économiques ou idéologiques. Quelques milliers de «décideurs» ont «embarqué» les alliances de la France dans une direction déterminée par des intérêts privés et n'ont pu, pour les plus honnêtes, revenir en arrière à cause des contraintes économiques considérables provoquées par la succession de deux choix désastreux, la «politique des canards boiteux» de la droite et la «relance par la consommation» de la gauche. Ce mélange de cynisme et d'incompétence forme la toile de fond permettant de comprendre

**C'est visiblement sans trop d'états d'âme que le gouvernement français a abandonné son soutien indéfectible à l'Irak et au régime fasciste de Saddam Hussein. Tout est bon à qui veut vendre des canons.**

pas des Arabes!). Pendant la même période, son armée et son parti ont déporté 500000 Kurdes, en ont massacré 100000, dont 10000 au moins ont été gazés. Accordons cependant provisoirement quelque crédit à cette convergence «idéologique» liant, d'après le président François Mitterrand, la France à l'Irak dans une vaste lutte contre le «danger intégriste», et oublions que la menace et l'agression furent le fait de l'Irak. Qui sont donc et l'ami fidèle, Saddam Hussein, et son parti, le Baas irakien qui

contrôle d'une main de fer tout le pays? Le Baas (Parti socialiste de la renaissance arabe) a été fondé en 1948 par le chrétien Michel Aflak. Celui-ci reprenait et synthétisait les grands thèmes nationalistes déjà développés par des théoriciens tels qu'Edmond Rabbath, chrétien d'Alep, le chrétien libanais Constantin Zurayq, le musulman Abdallah ali-Alayili, et bien d'autres encore. De façon très explicite, les principes fondamentaux du parti baas sont empruntés aux nationalismes européens, fascistes et national-socialistes. Les fondateurs du Baas en importent tout d'abord l'idée de nation, concept qui ne se confond pas avec celui de «territoire» et d'«Etat». La nation se fonde sur la langue, l'histoire et la race. La nation arabe est une, elle est une *qawmiyya*, mot formé à partir de *qawm*, le peuple, traduction du terme nazi de *Volkstum*. Les patriotismes locaux sont dévalorisés; ils sont désignés sous le terme de *iqlimiyya*, régionalisme, et doivent être combattus car ils tendent à vouloir maintenir les frontières qui sont autant de créations artificielles héritées du colonialisme. Que ce soit à Bagdad dans sa version irakienne ou à Damas dans sa version syrienne, le projet baasiste est donc de faire l'unité de la grande nation arabe. Faut-il ajouter que l'individu n'a aucune consistance dans le contexte de «cette conception du monde»? (1)

L'idéologie baasiste contenait en germe les développements racistes qui sont maintenant parfaitement explicites par le Baas irakien. Cela n'a du reste rien de surprenant car, sur ce point, le mouvement baasiste ne fait que s'aligner sur la logique interne des fascismes européens. Il est, comme eux, une idéologie laïque, antireligieuse; c'est en effet par milliers que les forces baasistes de Syrie et d'Irak ont liquidé les «frères musulmans», les opposants chiites. Mais il lui faut fonder la supériorité du peuple sur des bases «rationnelles» et non plus empruntées aux sources symboliques des grandes religions monothéistes: élection du peuple, communauté ecclésiale, *oumma* rassemblant les vrais musulmans. On connaît mieux maintenant le processus de «déplacement» par lequel ces structures symboliques religieuses marquant la frontière entre les élus et les autres continuent d'alimenter l'imaginaire des nationalismes. Ils s'expriment le plus souvent dans le cadre des idéologies biologisantes permettant d'établir des hiérarchies entre les hommes et d'exercer à l'égard des inférieurs une violence brutale. C'est là sans doute qu'il faut chercher les raisons des traitements barbares contre les Kurdes et le mépris cynique autorisant l'agression contre les Iraniens, ces Perses.

Le seul lien idéologique que nous pourrions proposer, unissant l'Irak baasiste à la République française, se trouve dans la laïcité qui leur est commune. Mais en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, nous avons appris à nos dépens que la laïcité n'était pas une valeur sûre contre les dispositifs totalitaires. Le bolchevisme, le fascisme et le nazisme s'en réclamaient. En évoquant une sorte de fonds laïc commun au Baas irakien et aux institutions de la République française pour justifier l'invasion irakienne et les neuf années d'une guerre terrible, le président François Mitterrand cache non seulement les vraies causes de cette alliance, mais entretient une grave confusion entre une conception fascisante de la laïcité et celle à laquelle nous adhérons, ce complexe mélange de tolérance et de rigueur intellectuelle. Peut-être faut-il voir en effet dans ces simplismes l'une des rares justifications idéologiques du soutien indéfectible à un dictateur sanglant et indiscutablement fasciste. En diabolisant par ailleurs «l'intégrisme» (chiite, ajoute-t-il), le Président interdit aussi de comprendre un mouvement profond animant de nombreux peuples et des centaines de millions d'hommes. Comprendre ne veut pas dire adhérer, mais tenter d'en

analyser les sources, de trouver les points d'accord et de désaccord. La recherche désespérée des millions de déshérités, victimes des échecs et du cynisme de leurs « élites », de la violence économique en train de se développer entre les pays du « Nord » et du « Sud », les a amenés à rechercher, à tort ou à raison, dans les structures symboliques de cette grande religion qu'est l'Islam, un sens à leur vie, qui n'en a pas. Cette entreprise est bien souvent régressive et laisse alors la place à des dérapages menant des options totalisantes propres à ce monothéisme théologico-politique à des pratiques totalitaires liées au fana-

tisme. Nous avons bien connu cela en Europe. Ce tameux « intégrisme » ne saurait pourtant être facilement simplifié car ses sources religieuses sont complexes, ses origines sociales et économiques incontournables. En tout cas, malgré les violences inacceptables qu'il a parfois engendrées, il n'est ni raciste, ni fasciste, ni bolchevique, et n'a pas liquidé des dizaines de millions d'hommes dans des camps « laïcs », ceux de la Kolyma ou d'Auschwitz.

\* Chercheur à l'EHSS

(1) Sur tout cela, on peut lire l'article « Arabisme », dans le tome 2 de l'*Encyclopédie Universalis*, Paris 1980, p. 234.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,  
August 14, 1990

Essay

## The Word According to Iraq's Obsessive Leader: Power

*"Lastly, this book was, when first published, the first serious attempt to shed some light on Saddam Hussein as a phenomenon of distinguished leadership in dealing with others. It is the right of the new Arab generation to read about Saddam Hussein now, especially after the guns have become silent and doves fly with the olive branch of peace above the region."*

— Faoud Matar, preface to the 1990 edition of "Saddam Hussein: A Biographical and Ideological Account of His Leadership Style and Crisis Management."

By Alan Furst

*International Herald Tribune*

Events have outdistanced the sentiments of Mr. Matar's conclusion and twisted his words into irony. The best that can be said about the Saddam Hussein biography is that it confirms once again the cynic's definition of history as "One damn thing after another."

The value of "Saddam Hussein" is that it is a catalogue of pretexts — how Mr. Hussein is going to justify his actions on his way down the road to making Iraq a great and feared power in the world.

The basic assumption was stated by Mr. Hussein in a 1980 speech: "If you read the history of Iraq, you will find that it was either a shining light leading the way, or that it was trampled under the feet of invading armies." The rest of the book details just how he plans to ignite the shining light.

For example, Mr. Matar's summary of President Hussein's strategic views on going to war with Iran:

(1) Iraq would gain territory from Iran. (2) War would end Iran's ambitions to export the Iranian revolution. (3) In Mr. Matar's words, "It would make the great powers sit up and take notice of Iraq when they plan their strategies for the Arab world." (4) Iraq would find out once and for all who were its friends — Kuwait was once one — and who its enemies. (5) It would test its army on the battlefield. And (6), again in Mr. Matar's words, "Iraq's army was, after all, being prepared for a national duty, the battle with Israel."

On the negative side, Mr. Hussein knew that eight years of national development projects would

be destroyed, but most could be rebuilt. And since "the war with Iran is not going to be the last, and Iraq is in any case preparing for the war for the recovery of Palestine," they would also learn how true a friend the Soviet Union would really be when Iraq went to war against an ally of the West.

So the question becomes: Do you believe a person's book? One parallel is "Mein Kampf," where Hitler, too, laid out his plans for everyone to see.

There are, in fact, two Hitlers in the public consciousness. The first is the popular one — the strutting dictator with the nasty little mustache, the *teppichfresser* who rolled on the floor and chewed the edge of the carpet when he was having a bad day.

The other version of Hitler is not anything close to mad. The other Hitler was an ice-cold politician who saw that time and circumstance presented Germans with an opportunity to conquer most of the world if they kept their nerve and were willing to take chances.

That describes the Saddam Hussein of this book rather precisely, and as Mr. Hussein's methods shadow Hitler's, Mr. Matar's description of his views follows the same line.

For the German people, robbed of what is rightfully theirs and seeking to occupy their proper place in the world order, simply substitute the Arab people; for the Nazi party that was to lead them there, substitute the Ba'ath Party.

The Iraqi leader's political use of race is also akin to Hitler's, not only regarding Israelis but Iranians as well. Mr. Hussein called the war between Iraq and Iran a battle between Arabs and Persians and demanded, as did Hitler for the *Volksdeutsch*, full rights for the Arab national minority oppressed within Persian borders.

Mr. Matar's description of Mr. Hussein's attitude toward the Kurdish minority in Iraq is also instructive.

"The Kurdish question," he writes, "is one of those problems that can last for decades if the ruler is traditional and conservative, unwilling or unable to take the necessary steps, having fallen into the

trap set by foreign agents. Alternatively, the problem can be ended quickly if the ruler is realistic, and if his ideological outlook permits responsible action."

Mr. Matar is not speaking here about attacks on the Kurdish people but, nonetheless, those two sentences end, eventually, in canisters of mustard gas. And thus the Kurdish "question" found an "answer."

All through President Hussein's biography, the ghosts of Hitler, Stalin, and all their imitators seem to nod and smile in recognition: Yes, it was the same for us.

The stages of development are almost uncannily similar: Birth in poverty, an early exit from an unsympathetic family, discovery of an activist party sympathetic to their point of view, political agitation, jail, ruthless and clever manipulation to take power within the party, the bloody assumption of leadership, the elimination of opponents, an appeal to the masses based on a nationalist form of socialism. And then, at last, a kind of final examination — conquest.

Mr. Hussein is, after all, only the front-page dictator of August 1990. As with others before him, human suffering is always the cost.

We know this. They, the ambitious dictators, know we know it. They tend to share a gift for timing, picking their moment when the world is looking somewhere else and does not want to turn to face them.

What finally provoked President Hussein to invade Kuwait? The answer is not in this book. The world of 1980, when it was written, was a very different sort of a world.

Even so, one message is clear: Mr. Hussein is a man for whom action is paramount, a man who sees the world in terms of pure power, weight and counterweight, a man not terribly interested in the value of human life but in its use as a kind of currency to spend in pursuit of political advantage.

Not a madman, not a fool, not someone to be treated with contempt.

In a word, dangerous.

## INTERNATIONAL

HERALD TRIBUNE, AUGUST 12, 1990

# Turkey to Expand Cooperation With U.S., Official Says

By Thomas L. Friedman  
New York Times Service

BRUSSELS — The United States and Turkey have laid the basis for expanded military and intelligence cooperation to counter President Saddam Hussein of Iraq, a Bush administration official said.

The tacit understanding was reached Thursday in five hours of talks in Ankara between the U.S. secretary of state, James A. Baker 3d, and President Turgut Ozal and other senior Turkish officials.

The administration official declined to specify the exact form the expanded cooperation might take, but he hinted that it could almost certainly involve Turkey's granting the United States permission to use the fighter aircraft and bombers it has based in Turkey, ostensibly on NATO-related missions, for any potential war in the Gulf.

In recent weeks the United States has been rotating 14-plane squadrons of F-111 aircraft from bases in England to Incirlik Air Base in Turkey, where 5,000 American servicemen and dependents are stationed.

Since the planes are supposedly on routine North Atlantic Treaty Organization missions, to use them against Iraqi targets, just as the United States used them to bomb Libya in 1986, would require Turkey's permission.

"In the event that there were to be full-scale hostilities, I am quite confident that we could count upon our allies the Turks," the administration official said after the talk. "I think it would be useful in judging Turkish moods and intentions to watch what happens with respect to what they may be doing in the next couple of weeks."

The Turks have so far confined their response to the Iraqi invasion of Kuwait to economic sanctions — cutting off the Iraqi oil pipeline that crosses Turkish territory and abiding by the United Nations boycott. Antagonizing Iraq by raising their stake in the conflict to a military level is not something the Turks would do lightly.

U.S. officials would only speak in terms of tacit understandings because the precise extent of expanded cooperation between the two nations will depend in part on the degree to which the NATO foreign ministers at their meeting in Brussels on Friday signal their willingness to stand by Turkey if Iraq attacks it. Mr. Baker flew to Brussels for that meeting from Ankara.

The administration official said that Mr. Baker and Mr. Ozal had also discussed how their two nations could intensify intelligence cooperation to improve gathering of data about internal developments in the tightly sealed Iraqi state, Turkey's neighbor to the east.

"While the official did not say so, Iraq's long and porous border with Turkey could be useful in infiltrating men, money or materiel to destabilize the Iraqi government.

If Turkey does add its military weight to the tightening siege of Iraq, it would mean that in case of a war with Iraq, the United States would probably have access to U.S. military installations, air bases, warehouses and intelligence-gathering units across Turkey.

It would also leave Iraq virtually surrounded by hostile neighbors — with American, British and Saudi troops to the south, American and Turkish forces to the north, Iranian troops to the east and Syrian troops to the west. The only safe border is with Jordan.

The official indicated that in return for Turkey's forthright military cooperation, the U.S. administration is prepared to help ease the economic burden on Turkey of virtually cutting ties with Baghdad.

Turkish officials told Mr. Baker that they would have to forfeit \$400 million in revenues that they derived from the Iraqi oil pipeline. They will probably have to forfeit \$800 million from an outstanding loan to Baghdad, and they will most likely end up losing another \$1.5 billion a year in sales contracts with Iraq, investments and remittances from the 3,000 Turkish workers in Iraq and Kuwait.

Mr. Baker, the official said, told Mr. Ozal that Washington had won a commitment from the emir of Kuwait, Sheikh Jabar al Ahmad al Sabah, to compensate the Turks with an undisclosed sum of money.

In addition, the official said, the administration will push Turkey's application for membership in the European Community, support Turkey's loan requests pending before various multilateral banking institutions, support Export-Import bank loan guarantees for sales of certain heavy equipment to Turkey, and possibly also increase military aid to Ankara.

## 'We Are Prepared,' Bush Tells Iraq in Warning on Shipping

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush warned Iraq on Friday not to try to defy United Nations sanctions and ship oil out of the Gulf.

"I'm not prepared to use the word *blockade*, but we are prepared," he said at a news conference aboard Air Force One on his way to a vacation in Kennebunkport, Maine. "We're moving ships. I would advise Iraqi ships not to go out with oil."

Mr. Bush, also said there were "disturbing reports of violence" against foreigners trapped in Iraq and Kuwait.

"All countries are concerned about the safety of their citizens," he said. "Part of any planning has to be how to protect citizens."

The president dismissed President Saddam Hussein's call for attacks on Western interests as a "frantic ploy."

"He is so isolated in the world, so much backed into a corner by world opinion, which is almost 100 percent against him, that he has to find some mechanism to try to rally support," he said. "It won't work."

Mr. Bush said that Iraq was shipping less oil than it had been. But he added that "I cannot tell you that it is totally out of the market."

The White House press secretary, Marlin Fitzwater, said earlier that contingency planning was under way for a multinational naval blockade of Iraqi oil exports.

But he said that "it's not necessary now," because the UN embargo against the purchase of oil from Iraq and Iraqi-occupied Kuwait was being respected.

A blockade is also among the elements of the package of sanctions adopted last week by the UN Security Council, but officials said it would not be put into effect unless preliminary efforts to deter imports and exports from Iraq had failed.

A senior administration official said the United States was working with other countries on how best to apply the sanctions.

Asked if a decision had been made to set up a blockade, the official said it had not. But he added: "I would anticipate that we would take some steps to interfere with the export of petroleum products in East Asia. The American deployment, which has been given the code name Desert Shield, is the largest by the United States since the war in Vietnam."

"We're in this for the long haul," said an administration official. "It's certainly a matter of months, it could go a year, could go a year and a half. It's not inconceivable."

The prospective blockade would include French and British ships and those of other nations with naval detachments in the region.

In fact, the mere proclamation of

a blockade might do the job, because captains of merchant ships are reluctant to risk seizure of their ships or cargo.

An impressive naval armada is forming in the Gulf region. Warships from the United States and Britain are in the area, and others are being sent by France and Australia.

In Australia, Prime Minister Bob Hawke announced that he was sending three ships — two guided-missile frigates, the *Adelaide* and the *Darwin*, and the oiler *Success*.

West Germany said it would send ships to the eastern Mediterranean, and Italy, Canada and Belgium said they would make announcements in the next few days.

Canada will contribute two destroyers and a supply ship to the multinational force, Prime Minister Brian Mulroney said.

"The international community must do everything possible to ensure respect to the international rule of law," he said at a news conference.

The United States has about 35 ships in the region, including two aircraft carriers — the *Eisenhower* in the Red Sea, off the west coast of Saudi Arabia, where an Iraqi oil pipeline ends, and the *Independence* in the northern Arabian Sea, near the mouth of the Gulf.

As part of that flotilla nine U.S. warships, mostly frigates and cruisers, are inside the Gulf, led by the command ship of the Joint Task Force-Middle East, the *LaSalle*.

A third aircraft carrier battle group, led by the *Saratoga*, is en route to the Mediterranean.

Britain said it was sending three mine-hunting vessels to the Gulf to join the destroyer *York*, the frigates *Jupiter* and *Battle-Axe* and the support vessel *Orangeleaf*.

The first British fighter aircraft arrived in the Gulf late Thursday, an informed British source said in Dubai.

France is sending nearly 3,500 men on board seven warships led by the aircraft carrier *Clemenceau*, the second largest Western military force dispatched to the region.

The *Clemenceau* will carry at least 30 combat and troop-transporting helicopters. Jet fighters will also be aboard.

In Washington, Representative Les Aspin, a Wisconsin Democrat who heads the House Armed Services Committee, called for European nations to send ground troops to Saudi Arabia to forestall inevitable complaints by the American public if the operation dragged on and U.S. troops were still facing the Iraqis alone.

"This is the ball game," he said. "On a scale of 1 to 10, with 10 as total disaster, no Arab ground troops means a 9, and no ground troops from anyone but us and the Saudis means about a 12."

(UPI, AP, Reuters, NYT)

## PLO Force Ready to Join Iraq

By Ihsan A. Hijazi

*New York Times Service*

BEIRUT — Thousands of Palestine Liberation Organization fighters based in Iraq have been mobilized for combat alongside Iraqi forces in a possible confrontation with U.S. troops now deployed in Saudi Arabia, according to PLO sources.

The sources said that the mobilization order had been issued by Yasser Arafat, the PLO chairman, under pressure from President Saddam Hussein of Iraq. They said that two Palestinian battalions were already with Iraqi troops near the border with Saudi Arabia.

The Iraqis are also recruiting Palestinian guerrilla hard-liners for terrorist attacks against American and other Western targets abroad in the event that the military standoff now prevailing in the Gulf area over the Iraqi invasion of Kuwait turns into a shooting war, according to Arab diplomats.

In Lebanon, where more than 10,000 guerrillas are entrenched, the Palestinian sentiment is largely in favor of the Iraqi president.

Persistent reports in Beirut and other Middle Eastern capitals in the past week said that the terrorist leader Abu Nidal had returned to Iraq after healing a seven-year rift with the regime of Mr. Hussein. Abu Nidal, whose real name is Sabri Banna, had been residing in Libya since his falling out in 1983 with the Baghdad government.

That year, the Iraqi authorities, seeking to improve relations with the United States and gain Western support in its war with Iran, expelled Abu Nidal and closed down his operation in Iraq. Washington subsequently removed Iraq from the list of countries sponsoring or encouraging state terrorism.

Arab radios monitored in Beirut quoted reports from the Jordanian capital of Amman that Abu Nidal had ordered his fighters in Libya to go to Yemen to stand by to provide Iraqi troops with assistance in the event of fighting with U.S. forces in Saudi Arabia.

The radios quoted sources in Abu Nidal's faction, known as the Fatah Revolutionary Council, as

saying that these guerrillas would be ready to carry out suicide attacks against the Americans.

Another hard-line guerrilla leader has threatened to strike at U.S. interests over the American military buildup in the Gulf. "We shall strike at American and imperialist interests immediately after any foreign soldier sets foot on Arab land," Abu Abbas said in a statement carried in state-run Iraqi newspapers and quoted by Baghdad Radio.

Abu Abbas, whose Palestine Liberation Front mounted May's abortive raid on Tel Aviv beaches, appealed to "all revolutionary and progressive forces in the Arab homeland to shoulder their national duty of confronting the American invaders."

The Front's raid prompted the administration of President George Bush to break an 18-month-old dialogue with the PLO after Mr. Arafat had refused to voice outright condemnation of six groups making up the PLO.

## Arabs to Send Saudis a Force To Guard Against Iraqi Attack

By William Claiborne

*Washington Post Service*

CAIRO — Arab leaders agreed Friday night to send an Arab military force to Saudi Arabia and other Gulf states to protect them from possible Iraqi attack.

The decision by a majority of Arab League leaders at a summit meeting here was seen as a direct response to President Saddam Hussein's call for a holy war against U.S. troops in Saudi Arabia.

Mr. Hussein also exhorted Arab masses to rise up against Arab leaders who he said had blasphemed Islam by opening the door to a foreign presence in the seat of the Muslims' holiest shrines,

Egypt's ambassador to the United Nations, Amr Moussa, said that most of the 20 Arab states at the summit meeting voted for the measure sponsored by the conservative, six-nation Gulf Cooperation Council.

Iraq, Libya and the Palestine Liberation Organization voted against the resolution, while Yemen and Algeria abstained.

The official Iraqi news agency immediately condemned the resolution, saying that it "implemented the American will."

The delegations disclosed no details of the size or composition of the proposed force. Still, summit sources said that even if it were only a token force, as expected, it

would send a signal to the Iraqi leader that he faces the wrath of the majority of his Arab brethren as a result of his bellicose actions.

The resolution dramatically illustrated the state of disarray in an Arab world turned upside down since the first attack by one Arab nation against another.

Raising the stakes in the volatile crisis over Iraq's invasion and occupation of Kuwait a week ago, Mr. Hussein also threatened the stability of the Arab leaders' own countries. He exhorted Muslim militants to rise up and overthrow "corrupt" Arab leaders who condemned the Iraqi invasion and implicitly supported U.S. military intervention.

Reacting to Mr. Hussein's declaration of war and the summit's decision, an Egyptian diplomat and commentator, Tasim Bashir, said:

"The battle has been joined by Arab moderates who accept international legitimacy and those who exploit the frustration and humiliation of Arabs by offering far more than they can deliver."

The leaders of the 21-nation Arab League ended a second closed-session of their emergency summit Friday night amid exchanges of angry words between the Iraqi and Saudi delegates and a walkout by the deposed emir of Kuwait, Sheikh Jabbar al Ahmad al Sabah.

No official reason was given for

counterpart, Tariq Aziz, during a break in a foreign ministers' meeting separate from the summit session.

The resolution agreeing to send Arab troops to Saudi Arabia was an abrupt turnabout for Mr. Mubarak. On Wednesday, he called for the formation of a pan-Arab security force to go to Kuwait to supervise the withdrawal of Iraqi troops if a peace plan is negotiated, but he also said he would not send the Egyptian Army to Saudi Arabia to back U.S. and Saudi forces.

"I'm not going to help foreign troops, but I will help Arab troops," Mr. Mubarak said in his speech Wednesday.

Throughout the week, senior Egyptian officials have repeatedly said Egypt was adamantly opposed to sending its troops to Saudi Arabia and risk being branded in the Arab world as a collaborator in a foreign imperialist military adventure.

Summit sources said the decision to make public the Egyptian draft resolution supporting a multinational Arab force in Saudi Arabia and other Gulf states was made in response to President Hussein's call for a holy war against foreign troops and what he called "corrupt" Arab leaders who opened the doors to U.S. military intervention.

Conservative Arab delegates appeared to be shaken by Saddam's vituperative address.

#### ■ Breakdown of Vote

Twelve Arab states voted to send Arab forces to the Gulf to protect Saudi Arabia and its neighbors against foreign aggression, Reuters reported from Cairo.

The Cairo summit meeting also called for an immediate and complete Iraqi withdrawal from Kuwait, which Baghdad invaded on Aug. 2.

Those voting in favor were Saudi Arabia, Egypt, Syria, Bahrain, Oa-

tar, Oman, the United Arab Emirates, Kuwait, Morocco, Somalia, Djibouti and Lebanon.

Iraq, Libya and the PLO voted against the resolution while Algeria and Yemen abstained. Jordan, Sudan and Mauritania expressed reservations.

the emir's abrupt departure, which took place as Egypt's president, Hosni Mubarak, struggled to save the summit meeting from collapsing in discord.

However, summit sources said the walkout resulted from a series of angry exchanges with the Iraqi delegates which later were interrupted when Kuwait's foreign minister, Sheikh Sabah al Ahmad al Jabbar as Sabah, collapsed and lost consciousness.

Egypt's official Middle East News Agency reported there was also a heated argument between Saudi Arabia's foreign minister, Prince Saud al Faisal, and his Iraqi

## While You All Sweat, Here's My Big Plan

By William Safire

A GREAT leader, a new Saladin, is known for the enemies he makes. I now have the enemies I need.

First, I have every rich Arab in the world hating and fearing me. They thought they could buy me off by financing my war against the Persians. I spit on their demands for repayment. Today, Kuwait is mine; tomorrow, the Arab world.

I do not have to fight the Arab nation; I have only to lead it. Arabs in the streets are sick of weakness and cry out for a conqueror to wreak vengeance on sheikhs, the West, the Jews.

Arab leaders? Hosni Mubarak lives in terror of Anwar Sadat's fate. Hassan II knows he is the last king of Morocco. Syria has 4,000 tanks, but I show my contempt for Hafez Assad by moving my troops from the Syrian border toward the Saudis.

Yasser Arafat and my little Hashemite toady in Jordan have come running to me because they have more respect for military muscle than money. King Fahd knows I will hang him and confiscate his wealth, so he has run to the Americans.

Ah, my new enemy, the Americans. We will see how they like sitting in the 110-degree tents in their poison-gas gear. I hold 30 times as many Ameri-

can hostages as the ayatollah ever did.

If America besieges us, we will see how world opinion changes when I show starving Iraqi babies on television, when I let their maddened mothers harass our 3,500 American guests.

America lost an eight-year war against an enemy a tenth of its size; Iraq won an eight-year war against an enemy triple our size. We'll see who is better prepared to bear the pain of oil blockade. If America cannot win a war in a week, it begins negotiating with itself.

I know the Americans. I have listened to the supplications of Senator Arlen Specter; I heard the silence of the White House after my gassing of the Kurds and hanging of the reporter.

I have broadcast the meeting with Senator Bob Dole's delegation telling me how he opposed the Israeli bombing of my reactor in 1981, assuring me that the Voice of America fired the writer who insulted my secret police. Weaklings all.

A month ago George Bush expected me to thank him for the money, the grain, the technology. Now he is terrified at my using the Dow chemicals — financed by his Export-Import Bank — in poison gas canisters aimed at his troops occupying precious Arab soil.

I fooled the Americans and Saudis by taking Kuwait; they fooled me by agreeing to base troops near the oil fields; now it is my turn again.

Let them dig in and sweat; I have the opportunity to launch the first surprise nonattack.

My Jordanian messenger has warned other Arab "leaders" that my followers will bring down any government that joins the Yankee force. I want the American mercenaries there alone. I want them and the Saudi royalty to get sick of each other.

Meanwhile, I can turn my attention to my most useful, unifying enemy, the Israelis. If they had not stopped my nuclear weapons plant nine years ago, I would have been able to incinerate Tehran. The same order that gassed only 5,000 Kurds at Halabja would have killed 3 million Persians at one blow.

How do I change this from a war between rich Arabs and poor Arabs to a glorious war of Arabs against the Zionists and their American allies? How do I force Hafez and Hosni, the disunited Arab republic, to fight by my side?

One way would be to send a tank column not against the Americans, but into my willing neighbor, Jordan, at the invitation of the little fellow I

still permit to be king. That would surely bring the Israelis into my war.

Israel could no longer claim my crusade to be a war between Arabs. By moving into Jordan, which offers my tanks and artillery a straight corridor to the Israeli border, I offer the Jews no choice but to strike.

Then it would be Saddam against Yitzhak Shamir — and King Fahd would have to throw out the Americans and world opinion would swing to my side. End of sanctions.

Only one drawback: When the Israelis hit, they will hit with everything they have. If I use gas to slaughter civilians, they'll go nuclear. I don't mind taking the casualties, but they'll go after every one of the centrifuges I scattered to make enriched uranium.

Maybe the wisest move now is no move at all. My population can take starvation, and I, who began as an assassin, know how to guard against any Von Stauffenberg solution.

Atrocities in Kuwait will terrorize the Saudis and emirates, and threats to hostages will terrorize the West. After inflation and recession, Mr. Bush will want to bring the boys home by Election Day.

If waiting doesn't work, I can play the Israeli card.

TIME/AUGUST 13, 1990

# Iraq's Power Grab

*Audacious and ruthless, Saddam Hussein seizes tiny Kuwait—and no one is sure where his ambition will end*



By **LISA BEYER**

With hindsight it looks so obvious, so wickedly brilliant. There sat Kuwait, fat and ripe, bulging with enormous reserves of oil and cash, boasting an excellent port on the Persian Gulf—and utterly incapable of defending itself against Iraq's proficient war

machine. Saddam Hussein, hungry for money but greedier still for regional dominance, knew before the first of his soldiers crossed the border that it would be a walkover—and it was. In 12 hours, Kuwait was his.

With his brief romp through the desert, the imperious Iraqi President doubled the oil under his control to some 20% of the world's known reserves; only Saudi Arabia,

with 25%, has more. He strengthened his claim to the position he has long coveted: overlord of the Arab world. And he made the entire world quake, weak-kneed, at his raw power. Not since the brilliant military leader Nebuchadnezzar ruled the Babylonian Empire more than two millenniums ago had Baghdad exercised such sway.

Just how far will Saddam Hussein's lust



DAVID AUSTEN—WOODFIN CAMP



NOBORU HASHIMOTO—BYOMA

**OIL:** With Kuwait under its control, Iraq commands a fifth of the world's proven oil reserves and can more easily manipulate prices. Last week fears of another oil shock could be felt from New York City to Tokyo.

**ECONOMY:** World stock and currency markets gyrated nervously in response to the news of Iraq's invasion. Even a slight surge in prices could nudge America's sluggish economy into recession.

	KUWAIT	IRAQ	SAUDI ARABIA
<b>Population</b> 1988	1.9 million	17.4 million	15.5 million
<b>Area</b> in thousands	18 sq. km	435 sq. km	2,150 sq. km
<b>GNP</b> in billions, 1988	\$18.5	\$35.0	\$73.7
<b>Oil production</b> in thousands of bbl. per day	1,950	3,100	5,450
<b>Oil reserves</b> in thousands of bbl., 1990	94,525,000	100,000,000	254,959,000
<b>Troops</b>	20,300	1,000,000	65,700
<b>Tanks</b>	275	5,500	550
<b>Aircraft</b>	36	513	179
<b>Ships</b>	30	60	47

Sources: CIA, Monthly Energy Review; Oil & Gas Journal; The Military Balance

TIME Map by Steve Hart



**In 1988 Iraq dropped poison gas on the Kurdish town of Halabja, murdering hundreds, perhaps thousands of defenseless villagers. Declared Saddam: "They collaborated against their own country."**

for power carry him? By provoking the first major military conflict of the post-cold war era, he provided the maiden test of the proposition that the U.S. and the Soviet Union can create more peace working together than apart. As recently as a year ago, such an incursion in the Middle East would probably have caused a fearsome rift between the superpowers. But in early August of 1990, the Iraqi blitz prompted Washington and Moscow to act in stunning unanimity, each abhorring the raid and demanding, in an unprecedented joint statement, that the invaders retreat. That position was also endorsed by the United Nations Security Council. While all parties were clearly loath to take on the mightiest army in the Arab world—a force of 1 million fighting men—the rare convergence of views raised the possibility that Iraq's expansionism can somehow be contained.

Or can it? To Saddam, the end of the cold war, the breakup of the Soviet empire and America's re-evaluation of its military spending offered a safe opening for his claims of hegemony. He has the army, the arsenal and the audacity to pursue his grand ambition to rule the region—or rock the world. In effect, Saddam has leveled a brazen challenge: Stop me if you can. Last weekend one of his spokesmen snarled that if anyone moved against Iraqi forces, Baghdad would "chop off his arm from the shoulder."

Saddam's power grab is a bold reminder of the role brute force will always play in the history of nations. Without the threat of escalation to superpower conflict, coun-

tries with sophisticated weapons and thug-gish rulers will try to take advantage of the shifting international climate to assert their will. The threat to U.S. interests is not some distant danger. It is very real, and not only because of the region's oil reserves. Does America really want to let the Saddams of the world shape the new global power structure?

Saddam's aggression immediately cast the financial markets into turmoil. Some economists believe that even a slight surge in prices could push America's economy, already weakened by sluggish demand, the federal deficit and the S&L crisis, over the brink into recession. Perhaps more important, Saddam's move on the Middle East is an unexpected test of whether nations will pay the necessary price to assure peace and stability in the new global climate. Said a senior State Department official: "You just cannot allow this kind of behavior to go unchecked."

But Saddam is not easily intimidated. He is convinced that no nation has the nerve to take him on. His conquest might have been deterred, but undoing it now will be nigh impossible. Baghdad radio warned that Iraq would "make Kuwait a graveyard for those who launch any aggression." The feckless international response to his muscle flexing during the past decade has nourished his belief that he has little to fear if he misbehaves. A loner, he has rarely if ever been told no—probably because the few who tried to do so tended to wind up dead. So no one can be very sure what, if any, message will derail his ruthless drive to be the paramount power in the Persian Gulf. Fortunately, Saddam has

few friends around the globe, and his truculence is knitting unlikely partners into a broad-based opposition.

The emerging harmony of international opinion, however, was scant consolation for Kuwait, since no one appeared actually willing to come to the defense of the tiny state and its 1.9 million people. While Iraq in the face of the world's condemnation promised to bring its troops home beginning five days after the invasion, a subsequent announcement made nonsense of that pledge. Baghdad said it was raising a new army for Kuwait in which—surprise—100,000 Iraqis had volunteered to serve. What's more, Baghdad named a new government, composed of nine Kuwaiti army officers, that would clearly be a puppet regime. For all practical purposes, Iraq has annexed its southern neighbor.

Iraq's land grab drew inevitable comparisons with the 1930s, when Hitler began to gobble up Europe in pieces small enough not to provoke a military response by the other powers of the day. It did not take long before fears grew that Iraq, having devoured Kuwait, would turn next to other appetizing and vulnerable gulf nations—most notably Saudi Arabia, the richest of them all. The extent to which the NATO countries, the Soviet Union and the threatened Arab states move to thwart Saddam will determine whether they have learned the lesson of history or are doomed to repeat it.

Even in the fine points of his strategy, Saddam evoked echoes of the past. He excited his people with impassioned speeches full of grievances toward their neighbor. He exploited a border dispute, scheduled negotiating sessions that were intended all along to be fruitless, and cooked up a request for intervention by supposedly downtrodden locals. The invasion sequence itself was classic '30s: bluff, feint and grab.

Baghdad's bitterest complaint against Kuwait was that the gulf state had been grossly overproducing oil in violation of OPEC quotas. Combined with similar cheating by the United Arab Emirates, Kuwait's excess pumping had depressed the average price of an OPEC barrel nearly \$7. Iraq, which relies on oil for 95% of its export revenues, claims that every \$1 drop in the price of a barrel of oil costs it \$1 billion a year. As Saddam saw it, the Kuwaitis might as well have been stealing from his treasury.

That business, however, was supposedly settled late last month at OPEC's midyear meeting in Geneva. Just before that session began, Saddam resorted to outright intimidation: he marched his 30,000-strong elite Republican Guard, the troops who did the toughest fighting in the gulf war, to the Kuwaiti border. Through Egyptian President Hosni Mubarak, who called the spat "a cloud that will pass with the wind"—a comment he would soon bitterly regret—Saddam promised he would not attack his neighbor, at least for the moment. Still, Kuwait and the U.A.E. got the hint, meekly agreed to abide by their production caps and consented to the first hike in OPEC's target price in four years.

But rather than pull its forces back, Iraq sent in 70,000 reinforcements. Saddam had other scores to settle with Kuwait. There was the quarrel over the rich Rumaila oil field, a finger-shaped deposit whose tip reaches just into frontier territory claimed by both Iraq and Kuwait. Baghdad insists that when its attention was turned to fighting Iran in 1980, Kuwait surreptitiously moved the border 4 km north to tap into Rumaila. Now Saddam wants \$2.4 billion in compensation for oil he claims Kuwait withdrew.

Then there was Baghdad's insistence that Kuwait forgive \$10 billion to \$20 billion in loans it extended to help fund Iraq's eight-year war against Iran. Saddam, who started the conflict, maintains that he fought off Iranian fundamentalism on behalf of all Arabs and is therefore entitled to relief from the entire \$30 billion to \$40 billion debt he racked up with the rest of the Arab world.

Finally, Iraq saw in Kuwait a way to compensate for the disadvantages—enormous for an oil exporter—of being virtually landlocked. Iraq has just 29 km of shoreline, and most of that is blocked by Kuwait's Bubiyan Island. Baghdad has long pressed Kuwait to cede or lease Bubiyan Island, but the Kuwaitis refused, figuring they would never get it back. Then there is Iraq's long-standing claim that all of Kuwait rightfully belongs to it. Once part of the province of Basra under the Ottoman Empire, Kuwait has never been acknowledged as a separate entity by Baghdad. Iraq tried to reclaim the land by force in 1961, when Britain granted Kuwait independence, and again in 1973 and 1976.

All the points of discord between Iraq and Kuwait were on the agenda of talks between the two countries last Wednesday. From the outset the Kuwaitis made it clear that they were willing to pay Baghdad a sizable sum for peace. But the Iraqis, who demanded Kuwait's total capitulation on every count, were determined to see the negotiations break down. After a fruitless two hours, they did. At exactly 2 the next morning, the 100,000 Iraqi soldiers massed on the border—a force nearly five times as great as the entire Kuwaiti military—spilled south. Two additional commando units swarmed in by air and sea.

**R**olling unchallenged down the empty superhighway Kuwait had built—as a token of friendship with Iraq—to link the two countries, the troops made the 60 km to the capital, Kuwait City, in just four hours. "It was chaos in the streets," said Stephanie McGehee, a photographer who witnessed the attack. Panicked residents tried to flee south toward Saudi Arabia, but the Iraqis forced people out of their autos and angrily ripped out car phones—no rarity in a country with so many wealthy citizens—presumably because they could be used to communicate troop positions.

While an estimated 300 Iraqi tanks prowled the city, an additional 50 surrounded the Emir's palace and the nearby U.S. embassy. But the Emir, Sheik Jaber al-Ahmed al-Sabah, and his family were able to flee to Saudi Arabia by helicopter.

Though the invaders had quickly seized Kuwait's radio and television station, a hidden transmitter continued to broadcast exhortations to resist the raiding foreigners and pleas for help from other Arab states. "O Arabs, Kuwait's blood and honor are being violated. Rush to its rescue!" cried a voice thought to be the crown prince's. "The children, the women, the old men of Kuwait are calling on you."

Though help never came, Kuwaiti troops put up small pockets of resistance. At the palace, the country's symbolic heart, the Kuwaitis held their own through a two-hour artillery barrage. During the battle, the Emir's younger brother Fahd was killed. The Iraqi force assigned to secure the oil rigs off Kuwait's shores saw the most action. Kuwaiti troops and missile boats managed to sink and burn an unknown number of Iraqi landing craft and escort ships. By early afternoon, however, nearly all Kuwait's guns had been silenced. In all, it is estimated that 200 Kuwaitis were killed in the assault. No figure for Iraqi casualties was available.

Concocting the flimsiest of excuses for an invasion, the Iraqis announced that they had entered the country at the invitation of the Free Interim Government, which had supposedly seized control of the country from the Emir. This previously unknown organization was said to be made up of "young revolutionaries." But no one bought the tale. "Instead of staging a coup d'état before the invasion, they got it the wrong way around," said Thomas Pickering, Washington's U.N. ambassador.

To one and all, it was obvious that the Iraqi assault was, as President Bush termed it, "naked aggression." Resource-rich but sparse in people, Kuwait was a timely acquisition—an act of piracy, pure and simple—for Iraq, whose war with Iran left the country with \$70 billion in debts and tremendous reconstruction costs. While Saddam does not face an immediate cash shortage, he is intent on proceeding with some \$40 billion worth of self-memorializing development projects that he has been unable to finance. Among them: the Baghdad metro, 3,200 kilometers of railway and two gigantic hydroelectric dams. Now Saddam can not only pocket the profits of Kuwait's oil wells but also manipulate their production levels to ensure a high price for his own oil.

Equally tantalizing were Kuwait's enormous investments overseas, estimated at \$100 billion, which provide the gulf state with more than \$6 billion a year, a sum roughly equivalent to its oil revenues. What's more, Iraq's new piece of real estate, which includes Port Ahmadia and 200 km of coastline, gives it direct access to the Persian Gulf.

Of course, Saddam had more on his mind than money. Having won—by his lights—the war against Iran, he is intent on making himself the new Gamal Abdel Nasser, master and hero of the entire Arab world. As Robert E. Hunter, former director of Middle East affairs for the U.S. National Security Council, points out, "If you're going to run a protection racket, ev-

ery once in a while you have to blow up a dry cleaner."

No country that shares a border with Iraq can rest easy. It is obvious that Saddam has the military might to seize more territory in the gulf, and he could move—who knows?—into Jordan or Syria as well, a prospect that raises anxieties in Israel. The first modern Arab invasion of another Arab state has broken the myth of family that held those competing states in check. But even if Saddam reins in his soldiers, the threat that he might loose them will scare his Arab neighbors into submission. They will find it easier and the better part of valor to knuckle under.

**F**or the moment, the consensus seemed to be that it was more prudent to try to squeeze Saddam dry than to outgun him. "There are two approaches to the problem: confrontation or asphyxiation," said a Western diplomat in Cairo. "Asphyxiation is the best, but it requires the complete cooperation of all the countries if it is going to work." The U.S. immediately froze Iraqi assets and imposed a boycott on Iraqi oil. Last weekend the European Community adopted those measures, banning arms sales to Baghdad and adding on a boycott of Kuwaiti oil. The U.S. and the European countries have also frozen Kuwaiti assets to keep the Iraqis from getting their hands on them. Japan asked its financial institutions to follow suit.

Whatever countermeasures are taken, they had better be decisive. "The invasion is the first fundamental challenge to the new superpower order," says John Hannah of the Washington Institute for Near East Policy. The implications of failure are underscored by the fact that Iraq, with its less than punctilious attachment to the rules of civilized conduct, is thought to be three to 10 years away from possessing a nuclear bomb. Already Iraq is one of the world's largest producers of chemical weapons, and Saddam has shown he is willing to use them not only to subdue his external enemies but also to cow his own compatriots.

As with any bully, the key to taming Saddam is to make sure he gets away with nothing. Given "the mind-set of a person as ruthless as he is," says a high-level U.S. State Department official, "unless you meet this kind of aggressive behavior very firmly, he's encouraged to try again, and you'll pay a substantial price later." What the U.S., the other Arabs and the rest of the international community must come to terms with is that the time to draw a line in the sand is now.

—Reported by William Dowell/Cairo, J.F.O. McAllister/Washington and Christopher Ogden/Moscow

# Master of His Universe

*Iraq's dictator seems capable of doing anything to get his way*



By OTTO FRIEDRICH

*Nebuchadnezzar . . . was driven from men, and did eat grass as oxen . . .*

—*The Book of Daniel 4: 33*

What kind of a man would cold-bloodedly gobble up a neighboring country? What kind of a man would try to assassinate a Prime Minister? What kind of a man gasses undefended villages or executes his closest colleagues? What kind of a man, in short, is Iraq's President-for-Life Saddam Hussein?

The heir, it would seem, of the fierce and bloodthirsty Mesopotamian kings who once ruled the civilized world. Many of those ancient potentates met terrible ends—when they made the mistake of relaxing their grip for an instant. Saddam is determined not to repeat their fate.

When Israeli intelligence agents gave an anonymous sample of Saddam's handwriting to a leading graphologist recently, the analyst said the writer suffered from severe megalomania with symptoms of paranoia. Graphology is even less of a science than long-distance psychiatry, but there is other evidence besides the loops and whorls of script. Saddam had himself photographed not long ago in a replica of the war chariot of Nebuchadnezzar, the Babylonian king whom Saddam apparently reveres as his hero. Despite a bout of insanity, which is recounted in *The Book of Daniel*, Nebuchadnezzar made his name in history by destroying Jerusalem in 587 B.C. and driving its inhabitants into 70 years of captivity. It is fair warning.

Like those forebears, Saddam is by no means crazy. Rather, he is a man willing to do almost anything to get what he wants—and he wants to dominate the Middle East much as Nebuchadnezzar once did. "He is an extremely shrewd, cold-blooded, clever thug," says a senior British diplomat who has dealt with him. "Human life means nothing to him." He plays the complex game of Middle East politics by the bareknuckle rules of the region. Says another diplomat: "He does what he thinks is expedient. He is not driven by ideology or whim. He coldly calculates every move. He is simply a brutal and very

clever pragmatist." Adds *TIME* correspondent Dan Goodgame: "On meeting him, a visitor is first struck by his eyes, crackling with alertness and at the same time cold and remorseless as snake eyes on the sides of dice. They are the eyes of a killer."

The origins of Saddam's killer instinct go back to his roots in Tikrit, 160 km north of Baghdad. Born in 1937 the son of peasants, he was orphaned at the age of nine months and raised by an uncle, an army officer named Khairallah Talfah, who hated Britain's domination of Iraq's pup-

pet monarchy. At his knee, the boy learned the ways of intrigue and sneak attack, until Talfah joined in an abortive anti-British coup in 1941 and was imprisoned. Saddam did not attend school until the age of nine and later, when he applied for admission to the elite Baghdad Military Academy, he was rejected for poor grades. It was a devastating blow, instilling, say Israeli analysts, an obsession with the use of military force. Though Saddam now likes to parade around in self-designed military uniforms, it was only after

he came to power that he could make himself a full general.

The nearest he ever got to combat was assassination. As a student, he had joined the Baath Party, an underground anti-Western, pan-Arab socialist movement. The party put him on a team assigned to murder Iraq's military ruler, Abdul Karim Kassem. Saddam and his confederates sprayed Kassem's station wagon with machine-gun fire as it sped through downtown Baghdad, but they missed their target. Although bodyguards killed several of the assailants, Saddam escaped with a bullet in his left leg. In the glorified words of his own hagiography—the truth is less dramatic—he carved out the bullet himself with a razor dipped in iodine, then disguised himself as a Bedouin tribesman, swam across the Tigris River, stole a donkey and fled across the desert to Syria. He was captured and jailed, but supposedly word of his adventures reached Egypt's President Gamal Abdel Nasser, who was then a charismatic exponent of pan-Arabism. Nasser got Saddam transferred to Cairo, and became another hero.

At 25, Saddam began studying law, but his heart was in other things. According to one anecdote, Saddam was exasperated when his Cairo classmates sat around in cafés and debated the fine points of local politics. "Why argue?" Saddam shouted. "Why don't you just take out a gun and shoot him?"

Saddam returned to Baghdad in 1963 and started organizing a militia for the Baath Party, which finally succeeded in grabbing power permanently in 1968. Under the nominal leadership of General Ahmed Hassan al-Bakr, the man who held the real control was his relative

Saddam Hussein. Keeping things in the family, Saddam married another relative, Sajida Talfah, the daughter of the officer who had raised him.

Al-Bakr retired in 1979, and that left Saddam completely in charge. He celebrated by ordering the execution of 21 Cabinet members, including one of his closest comrades, on dubious charges of treason. "He who is closest to me is farthest from me when he does wrong," said Saddam.

According to a British diplomat, on other occasions Saddam took a band of



CLOCKWISE FROM TOP LEFT: MICHEL SETBON—SIGMA; PETER JORDAN; THOMAS HARTWELL; SETBON—SIGMA; JORDAN; BARRY JERSON

Cabinet ministers and aides down to Baghdad's central prison to serve as the firing squad for a number of political prisoners. "It was to ensure loyalty through common guilt," says the British official. It also reminds his colleagues what their own destiny might be. Amnesty International has estimated the number of executions in Iraq at hundreds a year, and the secret police are everywhere. Torture is commonplace. It is a crime to own a typewriter without police permission. It is death to speak against the "Father-Leader." Says a Western official: "Everyone knows that no one is safe."

Yet in 1980 Saddam nearly brought his regime to ruin when he attacked Iran. He had once given refuge to the Ayatullah Khomeini, then, under pressure from the Shah, expelled him. Not only did Saddam want disputed territory, but he was also provoked when Khomeini began calling for the overthrow of Saddam's "blasphemous" regime. He is a Sunni Muslim, though most Iraqis belong to the rival Shi'ite branch, as did Khomeini. Saddam responded by invading, confident that his powerful, Soviet-equipped army could easily smash the Ayatullah's ragtag militia, but the Iranians fought back. When the going got especially rough, Saddam turned to poison gas, a horror weapon outlawed after World War I.

Not so much popular as feared at home, he is equally ruthless in preserving his power. He is omnipresent, his face, sometimes several meters high, adorning every city block. His picture hangs in every office, every shop, even most private homes, lest the dreaded secret police pay a call. Those who don't conform pay. A senior general once warned him, according to an Iraqi informant, that an attack he had ordered would lead to very high casualties. Saddam invited the general into the next room to discuss the matter. After the door closed behind them, a shot rang out. Saddam returned alone, stuffing his pistol into his holster.

While fighting the Iranians, Saddam was also waging war against the rebellious Kurds, who make up about 19% of Iraq's population. There too he relied on poison gas, not against invading soldiers but against civilians, women and children. It took eight years for the gulf war to end in a stalemate, with a loss of an estimated 75,000 to 150,000 Iraqi lives and the country's economy in ruins. To rebuild from the wreckage, Saddam needed more oil revenues, and when Kuwait interfered with his plans, he reached—as ever—for his pistol.

What distinguishes Saddam from the rulers of other lands is that he is not content merely to "be" President. He has a vision—some would say a delusion—of grandeur for himself and for Iraq, but the only ways he knows to pursue the dream are to kill and bully and take. —*Reported by Dan Goodgame/Washington and William Mader/London*

## America Abroad

Strobe Talbott

# The Deterrence Vacuum

The spectacle of Saddam Hussein conducting politics by other means concentrates the mind wonderfully. His Arab brethren have more reason than ever to mistrust his claim to be their benevolent leader. The radicals of the region have a new incentive for moderation. Virtually every nation in the world that relies on oil from the gulf now realizes with fresh urgency the importance of restoring a balance of power there. Iran has served as a counterweight to Iraq before, and it could do so again. If Iran were to bring about the release of the hostages in Lebanon, it would be rewarded by a stampede of Western diplomats, bankers, foreign-aid officials and arms merchants beating a path to Tehran.

Iraq's invasion of Kuwait could also have a welcome effect on American policy, shaking the U.S. once and for all out of its obsession with East-West conflict. In 1955 John Foster Dulles helped create the Baghdad Pact, with headquarters in Iraq. Its mission was to keep the Soviets out of the Middle East. Yet trouble came from within the region and even within the alliance. In 1956 Britain, a member of



Bright spot: a joint statement from foreign ministers

the pact, joined France and Israel in attacking Egypt. In 1958 a nationalist revolution overthrew the pro-Western monarchy of Iraq. The new regime immediately pulled out of the pact.

For the next three decades, the U.S. persisted in regarding the gulf as a giant gas station in a rough part of town threatened by pro-Moscow gangs and by the Soviets themselves. The Nixon Doctrine of 1969 deputized friendly regional strongmen, notably the

Shah of Iran, to protect the neighborhood against Soviet aggression. Ten years later, the fall of the Shah and the Kremlin's invasion of Afghanistan prompted the Carter Doctrine: Soviet encroachments would be considered an attack on vital American interests.

Just as Dulles had done in the '50s, the U.S. was again drawing a line in the dust and warning the bad guys not to cross it. It is questionable that even in their most expansionist phase, the Soviets ever seriously considered a grab for the oil and warm-water ports of the gulf. But if they did, it is certain they took very seriously indeed the risk that they would end up in a war with the U.S. In short, they were deterred.

The current emergency in the gulf came about because there is now a vacuum of deterrence. Israel's unacknowledged but undisputed nuclear arsenal makes it the only Middle Eastern country within range of Iraq's ballistic missiles that has felt relatively safe. But Jerusalem is not about to offer—and no Arab state would ever accept—an Israeli nuclear umbrella over anyone else's head. As for Iran, even if it emerges from its medieval isolation, it will take a long time to regain enough strength to make Saddam think twice before he sends forth his tanks and bombers again.

It is up to the U.S. and the Soviet Union to fill the vacuum, and to do so together. Each superpower has formidable firepower within striking distance of Iraq and, in Saudi Arabia and Syria, a well-armed client state on Iraq's border. Even before the latest crisis, Moscow and Washington had begun to cooperate on other trouble spots: in Central America, southern Africa and Southeast Asia. Last week they joined diplomatic forces again, first at the United Nations, then at the meeting between Secretary of State James Baker and Foreign Minister Eduard Shevardnadze. That was the bright spot in last week's scary news. Therein lies the makings of something that Saddam never intended and Dulles would never have foreseen: an anti-Baghdad pact forged in Washington and Moscow—an unprecedented and highly promising U.S.-Soviet joint venture in regional security. ■

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 13, 1990

# Iraq's Offer on U.S. Pullout Rejected by the White House

By William Claiborne  
*Washington Post Service*

CAIRO — President Saddam Hussein of Iraq proposed Sunday that Arab forces under the flag of the United Nations replace U.S. troops in Saudi Arabia as a first step in defusing the Gulf crisis.

But, in what seemed to be an unattainable demand, Mr. Hussein linked the proposal to the resolution of "all issues of occupation" in the Middle East, including an immediate Israeli withdrawal from all occupied territories and a withdrawal of Syrian armed forces from Lebanon.

Because Mr. Hussein tied the Kuwait crisis to Middle East disputes that have defied decades of negotiation, his proposal appeared to offer little prospect of a breakthrough. It was viewed by Egyptian analysts in Cairo as little more than an attempt to marshal Arab masses

against U.S. intervention in the Arabian Peninsula.

The United States rejected on Sunday the conditions laid down by Mr. Hussein for the withdrawal of Iraqi forces, Agence France-Press reported from Kennebunkport, Maine.

A White House statement said the United States "categorically rejects" the terms. "These latest conditions and threats are another attempt at distracting from Iraq's isolation and at imposing a new status quo," the White House said. (Israel also rejected the Hussein proposal on Sunday, calling it "cheap propaganda," The Associated Press reported.)

Avi Pazner, an adviser to Prime Minister Yitzhak Shamir, said in a statement: "Saddam Hussein is trying through all kinds of exercises to do away with the international force which is confronting him, and to evade the economic sanctions

which are being enforced against him. All his so-called initiative is nothing but cheap propaganda."

In a message read on Baghdad radio and television, Mr. Hussein said that although the all-Arab force would operate under the aegis of the United Nations Security Council, Iraq and Saudi Arabia should contribute to it.

But he specifically excluded Egypt from the force, saying that it was "used by America as a crutch in its conspiracy against the Arab nation."

Mr. Hussein also demanded a freeze on sanctions and economic blockades against Iraq and a restoration of "economic, political and scientific dealings between Iraq and world countries."

"If America, its allies and small agents do not respond to our initiative," he said, "we will strongly resist, with the support of the good

sons of the Arab nation and the great Iraqi people, the evil intentions and aggressive plots."

He called his proposal "a contribution on our part to create an atmosphere of real peace."

But he made clear that he had no intention of giving up his claim to Kuwait, saying that it had been carved out of Iraq by British colonialists and that "Iraq has never accepted the colonialist crime."

"Because the start of war, if started, will burn many and create great tragedies," Mr. Hussein said, "I propose that all issues of occupation, or those projected as occupation, in the whole area should be resolved on the same basis and principles."

Earlier in the day, apparently anticipating the effects of a UN trade embargo and possible multinational naval blockade, Mr. Hussein urged his countrymen to halve their

food consumption and go without buying new clothes for a year.

"Our stockpiles are big, and the aggressors' defeat is certain because they are putting hope in the economic blockade, their air force and fleet," he said.

In a message he said was being broadcast primarily to Iraqi women, Mr. Hussein urged that households not stock up on food for more than a week.

Although appearing to be preparing Iraqis for a long period of economic hardship, their leader promised them "massive wealth and a better future after victory."

The Iraqi News Agency said a group of Iraqi pilots had volunteered to stage suicide attacks on U.S. warships in the Gulf. The

agency said the group had sent a telegram to Mr. Hussein "affirming its determination to die as martyrs to preserve Iraq and Arab and Moslem holy shrines."

LE MONDE, 14. 08. 1990

## Turquie : le Parlement donne au premier ministre le pouvoir de déclarer l'état de guerre

Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a demandé dimanche 12 août et obtenu de l'Assemblée, par 216 voix contre 151, le pouvoir de déclarer l'état de guerre si le gouvernement le jugeait nécessaire. Cette démarche semble indiquer que le président Turgut Ozal, qui détenait déjà ce pouvoir, préfère s'abriter derrière son premier ministre, face aux critiques de l'opposition, qui dénonce ses ambitions personnelles.

ISTANBUL

de notre correspondante

Face à la crise, le président Ozal affiche un optimisme prudent, estimant peu probable une deuxième guerre dans le Golfe, l'embargo économique devant suffire à faire fléchir Bagdad, quitte à attendre trois à cinq mois. La Turquie, seul membre de l'OTAN dans la région, a cependant mis ses forces armées en état d'alerte partielle. L'Irak s'est plaint samedi que des avions turcs aient, à deux reprises, violé son espace aérien. Mais M. Ozal affirme que la Turquie n'interviendra militairement et n'autori-

sera les Etats-Unis à user de ses bases aériennes que si elle est attaquée. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors de sa visite jeudi, a promis à la Turquie la protection de l'OTAN contre d'éventuelles hostilités du régime irakien.

M. Ozal voit la crise actuelle comme une occasion d'améliorer l'image internationale de son pays, régulièrement accusé de violations des droits de l'homme et qui essuie un refus poli de la part de la Communauté européenne. Il est convaincu de l'importance pour la Turquie d'avoir aujourd'hui les projecteurs braqués vers elle. « Pour obtenir une couverture pareille nous aurions dû payer des millions aux agents de publicité que nous employons », a-t-il déclaré.

### Le jeu dangereux de M. Turgut Ozal

Mettant sa carrière politique en jeu, il a donc choisi, dès l'invasion du Koweït, de prendre les choses personnellement en main. Au quatrième jour du conflit, son premier ministre posait les fondations d'une sucrerie dans l'est du pays... La Turquie n'est pourtant pas sous régime présidentiel et le chef de l'Etat, qui constitutionnellement n'appartient à aucun parti, évite généralement de se mêler des

affaires de son gouvernement. L'opposition reproche donc à M. Ozal - resté très proche de l'ANAP, le Parti de la mère patrie qu'il a fondé et qui détient la majorité au Parlement - d'avoir outrepassé ses pouvoirs.

Les deux dirigeants de l'opposition parlementaire - M. Inonu, du Parti populiste social démocrate et M. Demirel, du Parti de la juste voie (droite) - ont refusé samedi de se rendre au palais présidentiel pour faire un point de la situation avec le président. « La Turquie n'est pas Ozal-Land », a déclaré M. Demirel, qui a dénoncé devant le Parlement ce qu'il considère être un jeu dangereux du chef de l'Etat, consistant à miser trop sur les Etats-Unis. « Le pouvoir de négociation de la Turquie a disparu. Personne n'a le droit de pousser la Turquie dans une voie sans issue », a-t-il affirmé.

Mais M. Ozal a réussi à naviguer sans trop de dommages jusqu'à présent. L'ensemble du pays a compris la nécessité pour la Turquie de s'aligner sur les Nations unies en respectant les sanctions économiques. Samedi, face à des journalistes turcs plutôt agressifs lors d'une conférence de presse diffusée en direct par la télévision, il est parvenu, jovial et souriant, à donner l'image d'un chef d'Etat gérant bien la situation.

NICOLE POPE

## Un millier de conseillers militaires soviétiques resteraient actifs en Irak

Selon un responsable américain cité dimanche 12 août par le *Los Angeles Times*, un millier de conseillers militaires soviétiques sont maintenus en service en Irak, ce qui a créé des frictions entre Moscou et Washington et menacé la coopération qui s'était établie entre les deux capitales au début de la crise.

Un communiqué du ministère soviétique de la défense, publié par le quotidien de l'armée *Krasnaïa Zvezda*, indiquait qu'un « petit groupe » de conseillers militaires soviétiques restaient en Irak « pour compléter les accords inter-gouverne-

mentaux ». « En général, ils travaillent à la maintenance dans des usines, dans des institutions d'enseignement ou des sites de construction », selon le communiqué.

Des responsables américains ont estimé que ces conseillers « sont dans la même situation » que les autres étrangers sous contrats qui ne sont pas autorisés à quitter l'Irak. Mais l'URSS, qui a cessé ses fournitures d'armes et s'est prononcée en faveur de l'embargo, « est selon nous dans l'obligation de ne pas avoir de conseillers en Irak », ont-ils ajouté. - (UPI, AP.)

LE MONDE, 14 août 1990

## Le président irakien a préconisé « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région »

M. Saddam Hussein a préconisé dimanche 12 août « une solution globale » pour toutes les régions occupées du Proche-Orient tout en préparant son peuple à la perspective d'un blocus économique sévère.

« Je propose, a-t-il dit au cours d'un discours lu à la radio de Bagdad, que tous les problèmes d'occupation, actuels ou à venir, dans la région tout entière soient réglés sur la même base et selon les mêmes principes énoncés par le Conseil de sécurité. » Il s'est prononcé « pour un retrait immédiat et sans condition d'Israël des territoires arabes occupés de Palestine, de Syrie et du Liban, le retrait de la Syrie du Liban et un retrait entre l'Irak et l'Iran, en plus de « dispositions » à prendre dans le cas du Koweït ».

« Le retrait militaire, a-t-il poursuivi, devrait s'effectuer selon un calendrier applicable dans tous les cas. » Il a toutefois ajouté que, en ce qui concerne le Koweït, il fallait « prendre en considération les droits historiques de l'Irak sur son territoire et le choix de la population koweïtienne ».

La mise en application de ce programme de retraits, a ajouté le président irakien, « devrait commencer avec l'occupation qui a eu lieu la première. Ensuite, seraient appliquées toutes les résolutions du Conseil de sécurité et des Nations unies relatives à ces problèmes jusqu'au dernier d'entre eux [l'occupation du Koweït]. Les mesures prises par le Conseil de sécurité à l'égard de l'Irak devraient être aussi appliquées à quiconque ne se conforme pas ou ne répond pas positivement à ces dispositions ».

M. Saddam Hussein a déclaré : « Pour placer les faits devant l'opinion publique mondiale pour qu'elle puisse juger objectivement

*sans être soumise à la pression américaine, nous demandons le retrait immédiat d'Arabie saoudite des forces américaines et de toutes les autres forces qui se sont prêtées à cette conspiration. Elles devraient être remplacées par des forces arabes dont les effectifs, la nationalité, la mission et l'emplacement entre l'Irak et l'Arabie saoudite devraient être définis par le Conseil de sécurité, en accord avec le secrétaire général des Nations unies. » Il a toutefois souligné que ces forces d'interposition « ne doivent pas comprendre des troupes égyptiennes, les Etats-Unis s'étant appuyés sur l'Egypte pour s'opposer à la nation arabe ».*

Le chef de l'Etat irakien a enfin réclamé « une suspension immédiate de toutes les résolutions ayant trait aux sanctions et à l'embargo contre l'Irak, et le retour à la normale des relations économiques, politiques et scientifiques entre l'Irak et les autres pays du monde. Ces résolutions ne devraient être discutées et appliquées qu'à quiconque viole les points mentionnés ci-dessus ». « En toute circonstance, a-t-il conclu, et si l'Amérique, ses alliés et ses petits agents ne répondent pas à notre initiative, nous résisterons fermement, avec le soutien des braves fils de la nation arabe et du grand peuple irakien, aux intentions maléfiques et aux complots agressifs. La victoire est la nôtre avec l'aide de Dieu. Les hommes du mal regretteront leur action lorsqu'ils auront été repoussés de la région avec la malédiction derrière eux. »

Dans la soirée, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a affirmé dans une conférence de presse que l'interception par les Etats-Unis de pétroliers irakiens dans le Golfe constituera « un acte d'agression contre l'Irak ». Il a mis égale-

*ment en garde les pays membres de l'OPEP contre « leur participation à un blocus imposé par les Etats-Unis à l'encontre de l'Irak ». « Toute tentative de la part de n'importe quel pays membre de l'OPEP de faciliter le boycottage de l'Irak sera considérée comme étant un acte agressif et tendancieux », a-t-il souligné.*

### Un appel à l'austérité

Dans la matinée, le président Hussein avait appelé les Irakiens à l'austérité et les Irakiennes à se mobiliser « pour briser le blocus » imposé à leur pays. Il avait invité « les femmes et les enfants à éviter de faire des stocks personnels et à réduire leur consommation de produits alimentaires ». Les Irakiennes « doivent, par leurs efforts d'austérité, participer ainsi à la djihad [guerre sainte] pour briser le blocus imposé à notre pays pour vaincre notre volonté. Si celle-ci est vaincue, une ère américano-sioniste s'instaurera » et « toutes les valeurs de la religion seront alors abolies. La nation arabe perdra l'occasion de se libérer de la faim, de l'esclavage, et à partir de là de la possibilité de libérer Jérusalem, la Kaaba et le tombeau de Mahomet de la présence armée étrangère ».

« Il faut, a-t-il conclu, que la table ne soit pas pleine, car les dépenses créeront une pénurie. Au lieu d'acheter 5 kilos par mois, achetez-en la moitié. Chaque famille irakienne est capable de vivre sans acheter des habits pendant un an. Une fois que notre vie économique sera organisée, la guerre sera à l'avantage de l'Irak et les envahisseurs fuieront, effrayés. » - (Reuter, AFP.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 14, 1990

# Invading Iraqi Forces Took Billions From Kuwait Bankers Say Troops Have Taken Gold, Cars and Food Back to Baghdad

By Youssef M. Ibrahim  
*New York Times Service*

MANAMA, Bahrain — Iraq seized more than a billion dollars in gold and hard currency in Kuwait and hauled it to Baghdad at the outset of the invasion, according to Arab bankers in London and the Gulf region.

Iraqi forces also grabbed huge amounts of goods, including military and civilian aircraft, fleets of brand-new automobiles, machinery and food, they said.

By some estimates, the total value of the Iraqi take was between \$3 billion and \$4 billion.

The Kuwaiti Central Bank was an early target of Iraqi troops. It was seized and looted on the first day of the invasion.

Bankers interviewed in the region and in London on Monday estimated that the central bank contained 2.5 million ounces of gold at the time, valued today at \$1 billion.

Also in the bank's vaults were a year's supply of Kuwaiti dinars, the equivalent of \$350 million, and several hundred millions of dollars' worth of hard currencies, including American dollars, Swiss and

French francs, British pounds and other currencies, the specialists said.

"We are talking about gold, cash, cars, airplanes, tankers and a lot of military hardware which fell intact into the hands of the Iraqis on the first days of the invasion," said one bank chairman.

The size of Iraq's own reserves of gold and hard currencies stood at about \$6.5 billion before the invasion 11 days ago, British and Arab bankers say. Its foreign debt is over \$70 billion.

Beyond Kuwait's loss, the Iraqi move has caused economic tremors throughout the region.

Many private Arab private investors and foreign expatriates have rushed to transfer their earnings and savings abroad, mostly to Switzerland and other Western financial centers.

For the moment, the Arab banks were steadfast in delivering funds to those who wanted to convert their local currencies, partly because they have little choice in living up to the commitment.

The flight of capital from the region since the invasion is estimated at several hundred million dollars.

"The whole reason why people want to live and work in this harsh region of the Gulf is that it pays," said an English banker in the region. "If that confidence is shaken, it will be a long, long time before any expatriates agree to come back here."

Bankers and economists said the rise in oil prices, in addition to the freezing of Kuwaiti assets around the world, which are estimated at over \$100 billion, would shake the world's financial and banking system at least for a few weeks.

"It will affect the whole international banking system eventually, because of the ripple effects are wide and lasting," one Arab banker said.

The human toll so far has included some 700 Kuwaitis killed. At least 20 members of the Sabah ruling family were taken captive by Iraq, in addition to dozens of senior Kuwaiti executives who were led away from banks and commercial institutions as prisoners.

The Iraqi invasion has also left some 2 million expatriates stranded in both Kuwait and Iraq. They include, in Iraq alone, nearly 1 million Egyptians, who can neither leave the country nor transfer their

earnings, and hundred of thousands of Asians from India, the Philippines, Thailand, Bangladesh and Pakistan.

In addition, there is the whole native Kuwaiti population, who are running short on funds, food and other necessities.

About the only good news for the Gulf economies has been the formidable rise in oil prices, which is substantially increasing revenues.

But the gain is being drained by the obligation, so far meticulously observed by Saudi Arabia, Bahrain, Oman, Qatar and the United Arab Emirates, to hold their rates of exchange steady in the face of an onslaught to convert local currencies into dollars.

Meanwhile, shipping insurance rates in the Gulf region have leaped in the last 11 days and are rising every day, pushing prices of all imported goods up and adding a substantial cost to the shipments of crude oil to the rest of the world from Saudi Arabia.

A senior shipping executive in Jeddah, Saudi Arabia, said the war insurance rates had gone up from zero to 2.5 percent of the value of a cargo in some regions.



F.P. - A.F.P. - A.F.P.

FRA0432 4 I 0242 TUR /AFP-FF52

Turquie-Kurdes

Quatre "terroristes" tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 6 août (AFP) - Quatre "terroristes" ont été tués, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, depuis trois jours lors d'opérations menées par les forces de l'ordre, a indiqué lundi la super-préfecture de cette région. Cette super-préfecture, responsable de la sécurité des treize départements du sud-est anatolien sous état d'urgence depuis juillet 1987, a précisé, dans un communiqué, qu'un "terroriste" blessé s'était livré aux forces de l'ordre, samedi à Beytussebab, près de Siirt, et que deux autres avaient été tués, près de Van (est) et près de Sirmak (sud-est) lors d'accrochages entre forces de l'ordre et "terroristes".

D'autre part, un groupe de "terroristes", accusé d'avoir tué le 29 juillet sept membres des forces de l'ordre après leur avoir tendu une embuscade routière, a été encerclé dimanche dans les zones montagnaises de Sirvan, près de Siirt, par les forces de l'ordre, faisant deux morts parmi les "terroristes".

Le terme de "terroriste" désigne généralement les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste indépendantiste) qui ont repris les armes en août 1984 contre le pouvoir central.

Ce bilan de 4 morts porte à au moins 60 le nombre de "rebelles séparatistes" et membres des forces de l'ordre dans le cadre d'importantes opérations militaires menées dans le secteur depuis le 25 juillet dernier.

NF/chm

IDF

P. - A.F.P. - A

GLGL

FRA0204 4 I 0465 FRA /AFP-QF85

Golfe-Irak-Iran-doc

ATTENTION REVOICI COMPLETE NOTRE FRA 0194

Les grandes dates du contentieux frontalier irano-irakien (chronologie)

PARIS, 15 août (AFP) - L'acceptation mercredi matin par le président irakien Saddam Hussein de l'Accord d'Alger de 1975, marque une nouvelle étape dans les relations entre l'Irak et l'Iran.

Ces deux pays, qui sont dans l'état de "ni guerre ni paix" depuis l'instauration du cessez-le-feu d'août 1988, ont depuis des décennies, un contentieux frontalier.

- 1969: la "crise du Chatt Al-Arab" éclate quand l'Iran dénonce unilatéralement les accords frontaliers de 1937, en fait jamais respectés, selon lesquels la frontière passe par le milieu du fleuve (ligne de Thalweg).

- 1971: malgré diverses tentatives de médiations, l'Iran occupe trois flots stratégiques du détroit d'Ormuz, la grande Tomb, la petite Tomb et Abou moussa. Conséquence : rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

- 6 mars 1975: signature de l'Accord d'Alger par le Chah d'Iran et Saddam Hussein, alors vice-président irakien. Il redéfinit les frontières fluviales (ligne médiane du Chatt Al-Arab notamment) et terrestres entre les deux pays.

- 1979: Avènement de la République islamique iranienne en février. Après des incidents frontaliers, que Téhéran qualifie "d'accrochages avec ses opposants kurdes ou arabes", Bagdad demande en décembre un amendement de l'Accord d'Alger.

- 1980: Demande irakienne de l'évacuation immédiate des flots d'Ormuz en avril. Recrudescence des accrochages armés à la frontière en septembre. Le 17, le président irakien Saddam Hussein dénonce l'Accord d'Alger. Le 22, déclenchement de la guerre par l'Irak dont les troupes avancent dans la région du Chatt.

- 1982: Le 26 octobre, l'Irak accepte à nouveau officiellement le tracé des frontières irano-irakiennes défini par l'Accord d'Alger. Proposition rejetée par Téhéran.

- 1988: Le 17 juillet, l'Iran reconnaît la résolution 598 du Conseil de sécurité (adoptée à l'unanimité le 20 juillet 1987), qui exige l'arrêt des combats et le retrait des armées sur les frontières internationalement reconnues.

Après le cessez-le-feu du 20 août 1988, mettant fin à huit ans de guerre entre l'Irak et l'Iran (plus d'un million de victimes), le Chatt Al-Arab est la principale pierre d'achoppement des pourparlers de Genève (août 1988-avril 1989).

- 1990 : Le 29 mars, l'Iran et l'Irak acceptent de reprendre leurs négociations sous l'égide de l'ONU. Prolongation jusqu'au 30 septembre prochain du mandat du Groupe des observateurs militaires des Nations-Unies pour l'Irak et l'Iran (GOMNUII), chargés de surveiller le cessez-le-feu.

Le 3 juillet, première rencontre à Genève entre M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, et son homologue irakien, M. Tarek Aziz.

nd/nl

AFP 151324 AOU 90

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 15, 1990

# Saddam Hussein Can Compromise When He Has To

By Efraim Karsh

**N**EW YORK — The defusing of the crisis in the Gulf hinges to a great extent on a realistic and dispassionate analysis both of the personality of Saddam Hussein and of Baghdad's political objectives and military capabilities. Unfortunately, the prevalent assessment of these two factors is fraught with grave misperceptions and myths.

*Saddam Hussein is an unpredictable leader who has no qualms about playing for high stakes?*

Saddam Hussein is a ruthless leader who rules with an iron fist and often resorts to intimidation tactics against his neighbors. Yet he is anything but an adventurist who would lightly embark on a high-risk policy.

The invasion of Iran a decade ago, an extremely risky move, was a last resort aimed at deflecting ominous Iranian pressure on the Ba'ath regime. If Saddam Hussein entertained any aspirations beyond the containment of Iran — as he may have — these were not his reasons for launching the war.

The seizure of Kuwait, on the other hand, was apparently perceived by the Iraqi leader as a low-risk venture. He probably believed that a lightning operation against the tiny kingdom would meet with virtual inaction at both the regional and the global levels. This working assumption was accurate with regard to the Arab world, but it grossly underestimated the intensity of world anxiety about the stability of the Gulf.

The invasion of Kuwait, thus, should be construed not as an indication of Saddam Hussein's propensity for high risks but as a reflection of his poor judgment, if such proof were needed after the catastrophic miscalculation in Iran.

*Saddam Hussein is a dogged leader who will not capitulate to external pressure?*

His behavior during the past two decades belies this assumption. He was the architect of a 1975 agreement with Iran that involved far-reaching Iraqi concessions and was concluded under heavy military pressure. He indicated his readiness to end the Iran-Iraq war a week after its outbreak, and remained anxious to terminate hostilities thereafter. It was Tehran's insistence on coupling the end of the war with the removal of Saddam Hussein that prolonged the conflict.

Hence Iraq's relentless defiance of international pressure is far from a foregone conclusion. Should economic sanctions be sustained, jeopardizing his domestic position, Saddam Hussein can be expected to seek a compromise. The first sign of that has come in his offer to retreat if Israel withdrew from the occupied territories and Syria left Lebanon.

*Saddam Hussein will not hesitate to use chemical weapons?*

Capitalizing on their notorious resort to chemical warfare during the war with Iran, the Iraqis took care to signal their readiness to employ chemical weapons again by openly loading and unloading chemical bombs. Yet a closer examination of Iraq's chemical warfare during the war would reveal an extremely cautious and circumscribed policy.

Iraq used gas against Iranian troops only after continuous and persistent warnings, and only at critical moments, when there was no other way to check Iranian offensives. The only time Iraq showed less restraint was in the gassing of its own civilian Kurdish population,

where the danger of retaliation was almost nil.

This suggests that, although he has neither moral inhibitions nor respect for international norms, Saddam Hussein can behave in very circumspect fashion once faced with possible retaliation. Given the U.S. (and Israeli, for that matter) means of responding in kind to any chemical attack, he is likely to have serious misgivings about the chemical option.

*The Iraqi army is the strongest and most competent Arab army in the Middle East?*

It is true that Iraq boasts a million men under arms. Yet this tremendous size is misleading, in that about half the force is deployed in static positions along the Iranian border and cannot be used for war operations elsewhere. Moreover, 40 of Iraq's 50 divisions are infantry units, with only eight armored divisions.

This order of battle may be sufficient for overwhelming the Saudi army but could be contained by a relatively limited U.S. force of two or three armored divisions. Moreover, together with the poor offensive capability of the Iraqi ground forces during the Gulf War, the order of battle implies that Iraq is far from towering over its neighbors militarily. The effective strength of the Iraqi army is not superior to that of Syria, while Turkey, Iran and perhaps even Jordan — yes, even Jordan — could readily withstand an Iraqi attack.

*After the war with Iran, the Iraqi people are accustomed to deprivation and dislocations?*

This crucial assumption is fundamentally flawed. Unlike Iran, Iraq's ability to prosecute the war for eight bloody years did not reflect an impressive staying power. Rather, it stemmed from the regime's success in isolating the nation from the war's effects. Due to Iran's inability to extend the war to the Iraqi rear, and due also to generous financial help from Kuwait and Saudi Arabia, Saddam Hussein managed to keep the war confined to the battlefield and to preserve, by and large, an atmosphere of "business as usual" for the Iraqi population.

Coupled with the harsh repressive means used by the Ba'ath regime, this atmosphere prevented a breakdown in Iraqi morale. The isolated Iranian success in breaching this protective shield demoralized the Iraqi public but failed to determine the outcome of the war.

Hence, the staying power of the Iraqi people has never been put to a real test. The ability of the regime to sustain a prolonged confrontation, given its immense unpopularity with the Iraqis, is even more doubtful.

None of this means that Saddam Hussein should be taken lightly. Nor does it mean that he will shy away from escalation, particularly in view of his gross strategic miscalculation a decade ago. Yet it indicates that Iraq is saddled with major weaknesses and that, moreover, the Iraqi leader is fully aware of them.

Accordingly, the present U.S. policy combining military deterrence against an attack on Saudi Arabia with economic pressures could eventually culminate in Baghdad's unconditional withdrawal from Kuwait. Any solution short of this cannot but entail grave consequences.

*Mr. Karsh, a lecturer in the Department of War Studies of King's College, London, has written widely on the Iran-Iraq war. He contributed this comment to The New York Times.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 15, 1990

By Joseph Fitchett  
*International Herald Tribune*

PARIS — West Germany appeared to be moving Tuesday toward shedding its self-imposed rule against deploying military units in combat zones outside Europe by sending minesweepers to the Gulf.

The German ships would be part of a West European naval task force that is expected to be set up by the Western European Union when foreign ministers from the nine member nations meet in Paris next Tuesday.

Chancellor Helmut Kohl said that "West Germany will take part within the framework of its legal and practical means" in any coordinated action undertaken by the WEU, according to the Italian foreign minister, Gianni De Michelis.

Mr. De Michelis quoted Mr. Kohl as having told Prime Minister Giulio Andreotti that West German minesweepers would definitely join a European naval force sent to the Gulf. Mr. Kohl's conversation with Mr. Andreotti was viewed as part of an effort by Bonn to get other WEU nations to initiate such an effort.

In challenging a widespread view that West Germany is constitutionally prohibited from foreign military activity, the Bonn government is reflecting the emergence of broader German thinking about Western security, West German officials said Tuesday in telephone interviews from Bonn.

There may also be an element of paying back the Bush administration for "the extraordinary support" it has given to Mr. Kohl's government on reunification, a European diplomat said.

West Germans also appear less constrained by concern about possible reactions in the Soviet Union, whose past fears of German military power have apparently been dissipated by German reassurances in recent months.

In citing legal considerations, Mr. Kohl foreshadowed the constitutional controversy that could engulf West Germany's effort to take a freer military hand.

If Mr. Kohl decided to order warships to the Gulf, it would almost certainly trigger a major political debate in West Germany, with the opposition Social Democrats calling for continued adherence to the postwar policy of military restraint.

"We would welcome such a development," said a West German Defense Ministry official, adding that "it is about time to broaden the horizon of the Federal Republic as far as international security and defense are concerned."

The reluctance of successive Bonn governments to order troops outside Europe has often been attributed to a ban in the West German Constitution against such actions.

Denying the existence of any such constitutional stipulation, a Foreign Ministry official in Bonn said that "the restrictive view up until now was a political interpretation of the constitution, which the government appears ready to review."

In pressing its interpretation, the Kohl government will invoke an article in West Germany's postwar constitution that authorizes military participation in collective-security arrangements. That clause covered West Germany's role in NATO and in the WEU.

The WEU, which groups the main European members of NATO, was set up immediately after World War II and gradually became almost moribund until it was revived in the mid-1980s as a forum for European defense cooperation in the mid-1980s.

Recently, it has served as a convenient political vehicle

## Bonn, in a Shift, May Send Ships to Gulf

— instead of NATO — for loosely coordinated military actions in conjunction with the United States. NATO's charter confines its members' joint action to the European theater, and France declines to participate in NATO-led military activities.

When Iran threatened Kuwait's oil tankers at the height of the Iran-Iraq war, the European allies invoked a WEU resolution to justify their decision to join the U.S.-led force in the Gulf.

In that crisis West Germany sent its minesweepers, rated among the world's best, to the Mediterranean to replace European ships that had left their NATO positions to proceed to the Gulf. But the West German warships did not leave the European theater.

West Germany has been particularly reluctant to get involved in Middle Eastern crises, even under United Nations auspices, apparently because of sensitivity toward Israel.

The proposed new WEU task force would include warships from the European allies that are not already present in the Gulf, including Italy, the Netherlands and Belgium.

West Germany's force would probably number four or six minesweepers, with two or four supply ships. They would rely on allied warships for protection in any major battle.

In explaining the new outlook in Bonn, a West German official said that "others expect more of Germany now," implying that German forces needed to play a role with wider global reach as Germany assumes a leading role in Europe.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 15, 1990

# New Fear Of Terror Attacks

## *Iraq Might Turn To U.S., Israeli or European Targets*

By William Drozdiak

*Washington Post Service*

PARIS — President Saddam Hussein's appeal for a holy war against "imperialist targets" has aroused concern that Iraq may be preparing a "second front" of terrorist cells to destabilize Arab states opposing him and to attack Israeli, American or European targets, according to European governmental and security officials.

Western military strategists suggest that Mr. Hussein will seek to avoid direct confrontation with foreign fleets assembling in the Gulf that could trigger an assault on Iraqi military installations or on Baghdad itself.

Rather, some European officials said, if the military situation turns into a protracted stalemate and international sanctions begin to bite, he may be tempted to use terrorist proxies.

They said the primary target of such terrorists could be Israel and moderate Arab states, where agents might seek to foment unrest or carry out assassinations to topple leaderships backing the immediate withdrawal of Iraqi troops from Kuwait.

The U.S. State Department warned last week that the Iraqi invasion of Kuwait might raise the risk of terrorist incidents directed against U.S. interests overseas.

The State Department advisory said that diplomatic posts overseas had been told to take precautions. It said, however, that there was no specific information concerning terrorist operations.

European security agencies have stepped up surveillance and information exchanges on known sympathizers of Mr. Hussein's regime, intelligence officials said.

Any military incident in the Gulf that could be cited by Iraq as a pretext for revenge would almost certainly put security forces in possible target areas on even higher alert, these sources added.

Kuwaiti diplomatic sources loyal to the deposed ruling family say that they have warned British security officials that Iraq might send terrorists to Europe using Kuwaiti passports confiscated following the occupation.

The Kuwaiti Embassy in London is attempting to register every Kuwaiti passport holder in Britain and make photocopies of all passports to help British authorities weed out possible Iraqi agents.

In the past Britain and France have been largely immune from Iraqi-sponsored terrorism, because both countries leaned toward Baghdad for commercial and political reasons during its war with Iran.

But some opponents of Mr. Hussein say that he has the will and manpower to launch terrorist attacks through a network of agents and sympathetic allies.

Sahib Hakim, an Iraqi dissident living in London who heads the Committee on Human Rights in Iraq, said Mr. Hussein employed many agents living and working in Britain, largely to help funnel arms and weapon technology and to harass dissidents.

The purported head of Iraqi intelligence was arrested and deported earlier this year for leading an operation to smuggle 40 krytrons, used to trigger nuclear explosions. The operation was exposed at Heathrow Airport by British customs agents.

Some specialists on the Middle East and European security officials see a potential growth in the pool of recruits for terrorist activities through Mr. Hussein's belligerent defense of the cause of down-trodden Arabs.

Mr. Hussein has apparently acquired control over several Palestinian radical groups associated with recent terrorist activities. The commando teams run by Abu Abbas and Abu Nidal are now believed to be based in Baghdad.

Although Abu Nidal's forces are said to be badly split after a purge earlier this year, Abu Abbas declared last week, "We will strike at American and imperialist interests as soon as any foreign soldier sets foot on Arab territory."

The Islamic Jihad's Amman faction, which took responsibility for the attack on an Israeli passenger bus in Ismailia, Egypt, earlier this year, has declared loyalty to Mr. Hussein.

This lesser-known group, headed by a former Gazan named Rajab Tamimi, was previously thought to be allied with Hezbollah, the Iranian-backed Lebanese Shiite movement.

"It means that Saddam Hussein has succeeded where Assad failed," said Pinhas Inbarri, an Israeli writer on Arab affairs, in a reference to President Hafez Assad of Syria. "He now has all the major Palestinian terrorist groups and the PLO political groups under his wing."

Israeli officials are particularly concerned about future terrorist attacks coming from Jordan.

# Jordan's King Shuttles From Baghdad to U.S.

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE  
August 15, 1990

Compiled by Our Staff From Dispatches

AMMAN, Jordan — King Hussein returned Tuesday from previously undisclosed consultations with President Saddam Hussein in Baghdad and immediately boarded a plane for the United States and talks with President George Bush on Thursday.

As the king's activities were revealed, loaded trucks rumbled out of the Jordanian port of Aqaba on the road to Baghdad, a lifeline for Iraq and in effect a loophole in the United Nations sanctions.

The Jordanian king has been trying to act as a mediator in the crisis created by the Iraqi leader's invasion of Kuwait on Aug. 2 and Kuwait's later annexation.

Officials and diplomats said the king, who met President Hussein on Monday, would meet Mr. Bush and explain his stand on UN sanctions against Iraq.

Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said the meeting was arranged at the king's initiative in telephone conversations with Mr. Bush on Monday night.

Mr. Fitzwater said the Jordanian monarch would leave Kennebunkport, Maine, where the president is vacationing, immediately after his

talks with Mr. Bush.

The official Petra press agency said King Hussein had gone to Washington "as part of his efforts to contain the current Gulf crisis."

The agency said the king had talked Tuesday about the crisis by telephone with the leaders of Yemen, Tunisia, Sudan and the Palestine Liberation Organization.

King Hussein recently spoke of his "impossible job" in trying to reach a diplomatic solution to the crisis, indicating pessimism that the conflict could be resolved without violence.

The king forged a close alliance with President Hussein at the start of the Iran-Iraq war in 1980. The Iraqis used a truck route from Aqaba to bring in weapons and other supplies.

But the king has stressed that he still recognizes the government of the Kuwait's exiled emir.

King Hussein has taken a strong stand against sending U.S. forces to Saudi Arabia to protect against a possible Iraqi attack. He has also criticized an Arab summit conference decision to send Arab troops to the region.

The U.S. involvement in the Gulf has led to anti-American dem-

onstrations in Amman and several other Jordanian cities.

King Hussein flew by helicopter to the Iraqi border on Monday and drove to Baghdad for a two-hour session with the Iraqi leader.

The king's younger brother, Crown Prince Hassan, said Tuesday that Jordan could not move immediately to enforce sanctions.

"Clearly, in terms of implementation, we just don't turn off a switch in our dealings with Iraq and Kuwait," he said.

"Jordan respects the UN mandate," he added, but sanctions "would bring our economy to a standstill."

At Aqaba, trucks laden with sugar, rice, wheat, corn, cooking oil, electrical goods and Japanese cars were still rolling up the highway toward Iraq, but agents said most of the goods had come from stocks unloaded before the UN decision.

Debt-burdened Jordan, which has no oil of its own, gets 95 percent of its crude from Iraq. Kuwait used to supply the rest.

A quarter of its exports go to Iraq, the mainstay of Jordan's trucking business. Thousands of Jordanians work in Kuwait and

send home remittances.

The desert road from Aqaba, Jordan's only seaport, was an important supply line for Baghdad during the 1980-88 Gulf War with Iran. It handles 15 ships a day in normal times, almost half of them with goods for Iraq.

A witness counted 70 trucks rolling up the highway through 45 degree centigrade (115 Fahrenheit) heat, many of them bound for Iraq.

According to an official of an Aqaba shipping company, only 11 ships have docked in the last week.

Western diplomats in Amman and Lloyd's Shipping Intelligence in Britain also said ships taking Iraqi-bound goods to Jordan had been turning back because of UN sanctions.

"We are under pressure from all sides," the crown prince told Australian television on Monday. "Jordan will suffer enormously when it applies sanctions."

He said Jordan was performing a "humanitarian task" by allowing food and medicine into Iraq and refugees to enter from Iraq and occupied Kuwait.

(AP, Reuters, NYT)

## Cheney Warns Iraq On Chemical Arms

Reuters

FORT STEWART, Georgia — Defense Secretary Dick Cheney warned Iraq on Tuesday that U.S. forces had a "wide range" of options in responding to any chemical arms attack by Iraq in the Gulf.

He said President George Bush would make the final decision on retaliation in any such attack.

"I cannot conceive of a situation in which the United States would want to use chemical weapons," Mr. Cheney said in answer to a question at a news conference.

"The president has a wide range of options available to him in terms of our military capability," he said, "and he would be the one who ultimately would make a decision about how to react."

Mr. Cheney flew to Fort Stewart from Washington to meet members of the U.S. Army's 24th Mechanized Infantry Division who are being sent to Saudi Arabia to join a U.S. military force.

He was asked whether U.S. forces were prepared to use chemical weapons to respond to any chemical attack by Iraqi forces.

"I would not want to speculate on exactly how we might respond overall and beyond our defensive measures," he said. "Obviously, the U.S. military has a wide range of capabilities that could be brought to bear against Iraq should Saddam Hussein be foolish enough to try to use chemical weapons on American forces."

Mr. Cheney said Iraq had the capability of chemical warfare and had used such weapons in the past.

"We have to be prepared for that," he added, an apparent reference to earlier Pentagon statements that U.S. troops would be equipped with protective suits. "I think from the standpoint of our forces, their training and their equipment, we are indeed prepared to deal with a chemical attack should that occur."

He said the United States was amassing a force strong enough to deter or meet any attack on Saudi Arabia by Iraqi forces.

Mr. Cheney will fly to Saudi Arabia on Friday to visit U.S. troops and confer with King Fahd. He may visit other nations before returning Tuesday to Washington.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 15, 1990

## By Sending Troops, Syria Takes Significant Turn

By Jackson Diehl

*Washington Post Service*

**JERUSALEM** — By sending troops to Saudia Arabia, President Hafez Assad of Syria is undertaking a political shift that may be among the more remarkable developments of the Gulf crisis, according to Middle Eastern diplomats and analysts.

Although he is a bitter rival of Iraq's president, Saddam Hussein, Mr. Assad's military alignment with the United States and Egypt cuts against the grain of his political identity and that of his nationalist Ba'ath Arab Socialist Party.

For that reason, analysts say they think Mr. Assad has launched an initiative that might boomerang if the U.S.-led effort to break Mr. Hussein does not yield results soon.

"Assad still portrays himself as the head of a radical nationalist Arab regime," said Itamar Rabinovitch, the rector of Tel Aviv University and author of the book "Syria Under the Ba'ath."

"It does not behoove him to be seen as cooperating with the United States against another nationalist Arab regime," he said.

For most of his 20 years in power, Mr. Assad has been the foremost representative of hard-line anti-Western opinion in the Arab world. He led Arab resistance to the Camp David agreements between Egypt and Israel, worked to undermine U.S. presence in Lebanon and has served as the principal military client and surrogate in the region for the Soviet Union.

But the collapse of the Warsaw Pact and the growing power and ambition of Mr. Hussein as an Arab leader have dovetailed to make a shift toward the West Mr. Assad's only viable tactical option, analysts say.

The Soviet leadership under Mikhail S. Gorbachev has refused to back Syria's drive for military parity with Israel, leaving the regional diplomacy of the United States and Egypt as Mr. Assad's only hope of advancing his chief strategic aim — rolling back Israel's occupation of the Golan Heights and southern Lebanon.

At the same time, as the leader of a rival branch of the Ba'ath Socialist movement, Mr. Hussein has long been Mr. Assad's most dangerous Arab rival.

Syria supported Iran in the Iran-Iraq war, and last year Iraq retaliated by backing the Lebanese Christian leader, Michel Aoun, in a violent campaign against Syrian troops in Lebanon.

By joining the Arab force in Saudia Arabia, Mr. Assad now hopes to realize several key aims in addition to blocking Mr. Hussein, analysts say.

In the short term, Syria can be expected to demand major Saudi financial assistance for its struggling economy, and may also request U.S. economic aid.

One expert predicted that Syria could demand up to \$3 billion in payments from the Saudis, nominally in compensation for the economic cost of boycotting Iraq and sending troops to the Gulf.

In the longer term, Mr. Assad plainly hopes that in the aftermath of the Gulf conflict, Damascus will emerge as one end of an axis extending to Cairo that will form the

new political center of the Middle East — and that Syria's claims against Israel will feature in any post-crisis settlement initiatives.

"Assad will want to be rewarded by the United States," Mr. Rabinovitch said. "Above all, if the whole question of settling the region's conflicts comes up, he will want Syria and the Golan Heights to be included."

Israeli officials say Mr. Assad might try to play Arab sides off one another. They point to negotiations in recent days between Syrian and Jordanian officials about the possibility of reopening an Iraqi oil pipeline that runs through Syria to the Lebanese port of Tripoli.

"He will probably not open the pipeline," said one senior Israeli official of Mr. Assad. "But the very fact that he was willing to negotiate about it, with the Jordanians playing as intermediary for Iraq, sends a signal. The message is that he is not comfortable in the role of ally to the United States. And the longer the crisis drags on, the more uncomfortable he will get."

That interpretation was disputed by other analysts, who pointed out that Syria's stand on the Gulf situation has been unambiguous. Damascus radio has been the region's most strident in attacks on Mr. Hussein, they said, going so far as to warn Saudia Arabia against compromising on Kuwaiti sovereignty in the early days of the crisis. Mr. Assad also protested against any delay in the Arab League call to act against Iraq. And on Tuesday, he played host to the Kuwaiti emir in Damascus.

In addition to dispatching at least 2,000 troops to the Gulf, Syria also has begun deploying forces near its border with Iraq, diplomatic sources said. Though not as large as that of Iraq, Syria's army is supplied with thousands of Soviet-made tanks and intermediate-range missiles.

Still, some Israeli analysts say they believe that by appearing to join a U.S. military drive against Iraq, Mr. Assad is risking the alienation of his base in Syria's Ba'ath Party. "There is a dangerous conflict between what Assad is doing and the ideology of his regime," said Pinhas Inbarri, the Arab affairs correspondent of the newspaper Hamishmar.

F.P. - A.F.P. -

GLGL

FRA0200 4 I 0474 /AFP-XB72

Turquie-Kurdes

Rideaux baissés dans le sud-est de la Turquie pour le 6-ème anniversaire de la reprise des armes par les rebelles kurdes

De l'envoyé spécial de l'AFP, Ragip DURAN

DIYARBAKIR (Turquie), 16 août (AFP) - Le 6-ème anniversaire de la reprise des armes par les rebelles indépendantistes kurdes contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est anatolien a été marqué le 15 août par un petit mouvement de grève des commerçants dans cette région frontalière de l'Irak et de la Syrie, où la sécurité avait été renforcée en prévision d'une "action d'éclat" des "terroristes".

La grande majorité des boutiques de Dogubeyazit, près d'Agri, à 40 km de la frontière turco-irakienne, sont restées fermées pendant toute la journée de mercredi, a-t-on appris à Diyarbakir (sud-est du pays).

Il s'agit d'un acte de "désobéissance civile" interdit par les décrets-loi d'avril-mai destinés à lutter contre le "terrorisme séparatiste". Ils avaient été promulgués pour faire cesser un mouvement de grève des commerçants dans les villes frontalières, en mars dernier, après les fêtes du Nevruz (printemps).

Ces grèves avaient suivi des manifestations violentes qui avaient fait 6 morts à la suite des obsèques de militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste indépendantiste), tués début mars dans une grande opération des forces de l'ordre marquant le début de l'offensive de printemps de l'armée contre les "terroristes" dans la région.

#### Dispositif de sécurité extraordinaire

Des mesures de sécurité extraordinaires avaient été prises depuis lundi contre l'éventualité d'une opération des rebelles kurdes. On s'attendait généralement à une "action d'éclat" sur des objectifs militaires dans cette région frontalière de la Syrie et de l'Irak, deux pays où les "terroristes séparatistes" --selon la terminologie officielle turque-- auraient des camps d'entraînement.

Le PKK avait repris les armes le 15 août 1984 par une action commando contre la gendarmerie de Eruh (entre Siirt et Sirnak) faisant 13 morts.

Ce parti clandestin, dont le quartier général est situé dans la Békaa libanaise sous contrôle syrien, avait distribué des tracts invitant les commerçants de Dogubeyazit à fermer leurs boutiques pendant la journée du 15 août. "Les terroristes séparatistes avaient menacé de mort les commerçants qui auraient osé ouvrir leurs boutiques", selon des sources officielles à Diyarbakir, super-préfecture des 13 départements de cette région sous état d'urgence depuis juillet 1987, après huit ans d'état de siège.

Plusieurs dizaines de personnes auraient été appréhendées dans la nuit de mercredi à jeudi, selon des témoignages recueillis par l'AFP. Elles seraient accusées d'avoir fermé boutiques pendant un jour ouvrable, ce qui est illégal depuis les décrets-loi d'avril-mai.

RD/pa

# SADDAM HUSSEIN A DÉCLARÉ LA PAIX A L'IRAN

**D**eux ans après le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak, le président Saddam Hussein a reconnu le tracé de la frontière entre les deux pays. Dans une lettre à son « frère », le président Rafsandjani, dont il a livré la teneur hier matin (lire ci-contre), Saddam Hussein annonce le retrait dès demain de ses troupes de la zone contestée du Chatt Al-Arab et un échange « immédiat et total » de tous les prisonniers de guerre (sous la supervision de la Croix-Rouge internationale). Téhéran a aussitôt exprimé sa satisfaction, considérant qu'il s'agit de « la plus grande victoire dans l'histoire de la République islamique ».

« Nous espérons que ceci n'est pas un nouveau truc de relations publiques du gouvernement irakien », a déclaré hier soir le porte-parole du département d'Etat américain.

**L'embargo.** Selon de nombreux témoignages, l'embargo est contourné dans le port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge, d'où partent de nombreux convois routiers en direction de Bagdad. Le fils du roi Hussein a affirmé mardi à la presse que les sanctions ne concernent pas « les produits alimentaires et médicaux ».

George Bush a souligné mardi soir que les Etats-Unis étaient prêts à aider la Jordanie à compenser les pertes économiques provoquées par l'embargo, à condition qu'elle l'applique. Il le répétera directement au roi Hussein, qu'il recevra aujourd'hui dans sa résidence estivale de Mame.

**La diplomatie arabe.** Dans une interview au *Monde*, le roi Hassan II du Maroc souhaite de Saddam Hussein une « initiative », par exemple sous la forme d'un « plan », qui « détende l'atmosphère et respecte la face des uns et des autres ». « Désamorçons cette bombe », déclare le roi qui suggère que Saddam Hussein mandate pour ce faire « un certain nombre de pays arabes ». Il souligne toutefois que toute solution doit passer par un retour au « statu quo ante ».

Le colonel Kadhafi a adressé hier à plusieurs chefs d'Etats un « message important sur la situation dangereuse dans le Golfe ». Il demande une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à Genève.

Selon Claude Cheysson qui a rencontré mardi à Tunis, Yasser Arafat visitera les pays du Maghreb, qui lui semblent les mieux placés pour réussir une médiation.

**Les déploiements militaires.** Le Maroc a envoyé en Arabie Saoudite un contingent de 1 200 hommes. Un premier contingent syrien de 1 100 hommes est arrivé hier, précédé par une délégation militaire de coordination du déploiement des forces arabes.

En revanche, le départ d'un second contingent égyptien, prévu dans la nuit de mardi à mercredi, a été reporté sans explication officielle.

Le secrétaire d'Etat à la Défense Dick Cheney annoncera ce week-end le rappel sous les drapeaux de 50 000 à 80 000 réservistes américains pour une ou deux périodes de 90 jours, afin de remplacer les soldats partis pour le Moyen-Orient. Le porte-avions *Kennedy* va rejoindre trois autres porte-avions américains dans la région du Golfe.

**Soutiens à Saddam Hussein.** En Somalie, deux Français ont été « légèrement blessés » par des jets de pierres lors d'une manifestation pro-irakienne, dimanche devant l'ambassade de France à Mogadiscio.

Le guide spirituel des intégristes iraniens au Liban, cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, estime dans une interview au *Figaro* que les musulmans doivent unir « toutes leurs forces contre l'invasion américaine du Golfe », quelle que soit leur position vis-à-vis de Saddam Hussein, qui « a repris les slogans de l'imam Khomeiny car ils représentent l'aspiration des peuples de la région ».

Dans les Territoires occupés, le Mouvement de la résistance islamique Hamas a décrété hier une grève générale pour « protester contre l'occupation par des Américains et des "croisés", de l'Etat des musulmans ».

A Tunis, quelques milliers d'islamistes ont manifesté hier pour exprimer leur soutien à l'Irak, avant d'être dispersés brutalement par la police.

**Les émissaires français.** Les douze envoyés spéciaux de François Mitterrand ont poursuivi hier leur mission. De Tunis, Claude Cheysson se rendra à Djibouti. Thierry de Beaucé a été reçu hier à Mascate par le sultan

Qabous. Alain Decaux a été reçu à Sanaa par le président yéménite Ali Abdallah Saleh. Edwige Avice est arrivée mardi à Mexico et se rendra vendredi au Venezuela, en Argentine et au Brésil. Jean Lecanuet avait rendez-vous hier à Ankara avec le Premier ministre et le président turcs. Il regagnera Paris ce soir et se rendra ensuite à New Delhi. Jean-Louis Bianco a été reçu hier matin à Alexandrie par Hosni Mubarak. Le président syrien Hafez al-Assad a reçu hier François Scheer.

**Les ressortissants étrangers.** L'URSS organise l'évacuation d'Irak des femmes et enfants soviétiques, mais les hommes n'ont pas reçu l'autorisation de quitter le pays. Selon Iouri Gremitskikh, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, il y a 8 000 citoyens soviétiques en Irak, dont un tiers de femmes et d'enfants. 193 militaires soviétiques sont en poste en Irak, mais il ne s'agit pas, assure-t-il, de « conseillers ».

Les autorités irakiennes ont précisé hier à un journaliste américain d'ABC reçu à Bagdad, que les mouvements des ressortissants étrangers « seront restreints jusqu'à la fin de la crise ».

C.L. avec AFP, Reuter

## « Monsieur et mon frère... »

Extraits de la lettre adressée par Saddam Hussein au Président iranien.

« En comptant sur Dieu et dans le but de lever tous les obstacles qui entravent la voie à des relations fraternelles entre musulmans (...)

» Afin de permettre une stimulation effective de tous les fidèles pour faire face aux malins qui cherchent à nuire aux musulmans et à la nation des Arabes et pour éloigner l'Irak et l'Iran du chantage et des manœuvres des forces internationales du mal et de leurs valets dans la région (...)

» Et comme solution finale ne laissant de prétexte à personne, nous avons décidé ce qui suit :

» Premièrement : (...) d'adopter l'accord de 1975 (...)

» Deuxièmement : (...) nous sommes disposés à vous envoyer une délégation à Téhéran ou à accueillir une délégation à Bagdad, pour élaborer les accords et préparer leur paraphe  
 » Troisièmement : pour prouver nos bonnes intentions, notre retrait commencera le vendredi 17 août 1990. Nous retirerons les forces qui vous font face tout le long de la frontière pour ne laisser qu'une présence symbolique avec les gardes-frontières et la police uniquement (...)  
 » Quatrièmement : un échange im-

médiat et total de tous les prisonniers de guerre retenus en Irak et en Iran. Nous serons les premiers à le faire (...)  
 » Monsieur et mon frère le Président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani,  
 » (...) Peut-être coopérerons-nous aussi pour faire du Golfe un lac de paix et de tranquillité, vidé de toutes les flottes étrangères et des forces de l'étranger qui nous attendent au tournant (...)  
 » Dieu est le plus grand, grâce à Dieu. »

## Histoire de l'accord d'Alger

Signé par Saddam Hussein et le chah d'Iran, l'accord d'Alger du 6 mars 1975 devait avant tout mettre fin à la rébellion kurde en Irak, alors principale menace pour le régime baasiste, et, plus largement, résoudre un conflit frontalier séculaire entre les deux pays. Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, l'Empire perse — aujourd'hui l'Iran — convoitait le territoire irakien, alors sous domination turque. Le Chatt Al-Arab (lire ci-contre) était la pomme de discorde. La découverte du pétrole dans la région au début de ce siècle en fit un enjeu stratégique capital, les deux pays le revendiquant en entier.

En 1937, un compromis signé entre Ghazi I<sup>er</sup> d'Irak et Reza Chah fixe la frontière au milieu du fleuve et accorde la liberté de navigation à l'Iran en échange de droits de péage pour

l'Irak, chargé de réglementer la circulation maritime. L'accord ne sera jamais complètement accepté par l'Irak, car il laisse le fleuve dans les eaux irakiennes, contrairement au traité persano-ottoman de 1913, mais l'Irak n'en est pas plus satisfait. Le « pacte de Bagdad », en 1955, qui rassemble les deux pays sous le même parapluie américain, ne suffit pas à effacer le litige. Le renversement de la monarchie à Bagdad en 1958 clôt pour longtemps l'idée même de négociation. Les Kurdes répartis entre les deux pays vont désormais devenir les instruments d'une guerre larvée qui ne s'avoue pas.

En 1969, l'Iran dénonce le traité de 1937 et revendique désormais également la rive gauche du Chatt Al-Arab, province pétrolière de l'Iran dont la population est en majorité arabe, que Bagdad désigne alors comme l'Arabistan et Téhéran comme le Khuzistan.

L'accord d'Alger de mars 1975, dont les Kurdes sont les principales victimes, fixe la frontière irano-irakienne au milieu de l'estuaire du fleuve. Un point pour l'Iran. L'Irak obtient en retour la fin de l'aide iranienne aux Kurdes de Barzani. Pressé par l'urgence, Saddam s'en contente. La révolution iranienne en 1979 lui donne l'occasion de prendre sa revanche. L'Irak devient le rempart du nationalisme arabe contre le panislamisme radical de Khomeiny. Au prétexte de l'agitation entretenue par Téhéran au sein des populations chiites irakiennes, Saddam Hussein prépare la guerre avec l'Iran, qui devrait lui permettre de satisfaire ses visées sur le Golfe.

Le 20 septembre 1980, Bagdad dénonce l'accord d'Alger et revendique la pleine souveraineté sur le Chatt Al-Arab. Le 22, l'aviation irakienne attaque des objectifs iraniens. C'est le début d'une guerre qui durera huit ans, faisant plus d'un million de morts.

Johanna SIMEANT

# Un coup de force diplomatique

PAR MARC KRAVETZ

En offrant aujourd'hui, sans contre-partie, à l'Iran le bénéfice des clauses de l'accord d'Alger, Saddam Hussein efface en une missive huit années d'une guerre épouvantable. Mais on aurait tort de ne voir dans un acte de *real-politik* dicté par l'urgence, sur fond de délire mégalomane, que le début d'un aveu d'échec, un ultime expédient, la preuve par le désespoir que Saddam est désormais acculé dans les cordes, coincé entre la défaite ou le suicide, brûlant ses vaisseaux désormais inutiles face à la police internationale qui veille sur ses ports.

Ce coup de force diplomatique, s'il

est difficile d'en mesurer les retombées immédiates, est lourd de nouvelles menaces, d'autant plus si l'Iran confirme officiellement les premières réactions favorables enregistrées dès mercredi. En pointillé aujourd'hui, il pourrait annoncer demain un nouveau jeu d'alliances dressant face à la coalition « impérialiste » un front islamo-pétrolier susceptible de défier, pour de bon cette fois, tant les Occidentaux que la fragile majorité arabe qui partipe aux sanctions contre l'Irak et à son isolement diplomatique.

Signe de faiblesse? Incontestable. On peut imaginer que Saddam Hussein n'a pas de gaieté de cœur concédé à l'Iran ce contre quoi il avait mobilisé

la totalité des ressources militaires, financières et humaines de son pays. Le risque n'en est pas moins considérable. Ne serait-ce que vis-à-vis des cadres supérieurs de son armée, qu'il n'a pas tous fusillés et qui peuvent difficilement accepter de perdre sur le papier ce qu'ils estiment avoir gagné, ou à tout le moins protégé, au prix exorbitant que l'on sait, sur le terrain. Il faut croire que Saddam a les moyens de les faire taire.

L'opinion publique? Suffisamment de citoyens ont payé de la torture, de l'exécution sommaire, de l'empoisonnement ou de la disparition sans trace, le seul soupçon de ne pas révéler le *raïs*, comme il mérite, pour que cela serve

de leçon aux autres. Si le risque existe néanmoins, Saddam probablement n'avait pas d'autre choix. Mais là encore, il a prouvé, dans le passé, qu'un revirement spectaculaire, pressé par la nécessité, pouvait aussi servir le renforcement de son pouvoir.

En 1975, justement. La guérilla kurde était alors le principal souci de Saddam Hussein. Si elle ne menaçait pas le régime baasiste, elle l'affaiblissait et paralysait ses ambitions politiques et militaires. L'Irak que voulait Saddam ne pouvait être cette république pétrolière rongée par une guerre civile et incapable de réaliser du coup le grand dessein baasiste. Bagdad était alors la capitale du « front du refus », le symbole de l'Etat « ultra ». Isolé sur la scène arabe, en conflit avec la Syrie, menaçant pour les voisins koweïtis et saoudiens, suspect, non sans excellentes raisons, d'héberger le terrorisme international et ses *masterminds*, Wadiah Haddad ou Abou Nidal, l'Irak de Saddam Hussein était le pestiféré du Proche-Orient.

La protection de l'Union soviétique garantissait Saddam de toute tentative décisive contre son régime, mais elle avait toutes les allures d'une tutelle et elle pesait lourd. C'est à cette époque, on s'en souvient, qu'à l'occasion d'une visite historique, Jacques Chirac, Premier ministre de la France, inaugura une politique de coopération fructueuse qui ne devait plus se démentir jusqu'à ces derniers temps. Au même moment, les Etats-Unis, dont Kissinger dirigeait la politique extérieure, avaient engagé avec l'Iran une politique, non moins cynique que celle du maître de Bagdad, de soutien à la rébellion kurde de Mustafa Barzani. Juste ce qu'il fallait pour irriter

LE MONDE, 14 août 1990

## Dérobade

**A**PRÈS avoir joué les Robin des Bois dérobant aux « Crésus du Koweït » leur illégitime butin, puis incarné - à contre-emploi - un Saladin moderne menaçant d'une nouvelle guerre sainte les infidèles et leurs laquais corrompus, M. Saddam Hussein est revenu dimanche 12 août à un registre classique du répertoire arabe, celui du « haro sur Israël ». Le réflexe traditionnel de tout chef arabe en difficulté n'est-il pas de faire diversion en mobilisant les énergies contre l'ennemi « sioniste » commun ? Même si ce procédé dissimule mal une dérobade, l'important est qu'il fasse une nouvelle fois recette.

Pour tenter de faire oublier son propre forfait, le dictateur de Bagdad se livre à un amalgame, certes historiquement simpliste, mais crédible auprès des dirigeants et des foules arabes. Etablissant un lien entre la mainmise de son armée sur Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires arabes - en Palestine, sur le Golan et au Liban du Sud - M. Saddam Hussein fait mine de croire qu'une occupation vaut l'autre et que toutes ne pourront prendre fin que dans le cadre d'un « règlement global ».

Pourquoi devrait-il, laisse-t-il entendre, faussement naïf, renoncer à sa proie après seulement dix jours alors que l'Etat juif n'a toujours pas lâché les siennes au bout de tant d'années ?

**D**U coup, le président irakien essaie de jouer sur plusieurs tableaux. Après avoir au passage envoyé une grosse

pierre dans le jardin de son vieil ennemi, le président syrien Hafez El Assad, dont la mainmise sur une partie du Liban est assimilée - ô blasphème ! - aux péchés d'Israël, M. Saddam Hussein s'efforce de diluer la crise du Golfe, fruit de son cynisme brutal, dans le contexte, évidemment plus favorable à ses yeux, de l'affrontement ancestral entre Jérusalem et le monde arabe. Et cela sans céder d'un iota sur le fond du problème koweïtien. Tout juste consent-il à évoquer, sans autre précision, la perspective d'un « arrangement » avec son petit voisin.

**R**ENVOYANT la balle dans le camp de tous ses adversaires - américain, israélien, syrien - le maître de Bagdad s'adresse, à la manière du Nasser de jadis, directement aux masses arabes, seules jugées dignes d'accueillir ses propos. A en juger par l'enthousiasme que Saddam Hussein soulève, de Nouakchott à Amman, cette tactique semble se révéler payante. Car - comme on a trop tendance à l'oublier en Occident - les opinions arabes, depuis longtemps frustrées par l'impasse diplomatique au Proche-Orient, sont promptes à observer toute crise régionale à travers le prisme déformant du conflit avec Israël.

Washington et Jérusalem devront tenir compte de cette psychologie collective ambiante. Le piège que Bagdad tend aux Etats-Unis est d'autant plus dangereux qu'on assiste à un réveil brutal de l'anti-américanisme populaire dans l'ensemble du monde arabe. Quant à Israël, pris à partie de la sorte, il lui sera difficile de demeurer à l'écart d'un conflit qu'il avait pris soin jusqu'ici, sur le conseil même de l'administration Bush, de ne pas faire sien.

Le durcissement du blocus de l'Irak et la mise en place du dispositif militaire de dissuasion

## Washington « rejette catégoriquement » le marchandage proposé par Bagdad Les manifestations populaires de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient

LE MONDE, 14 août 1990

Tandis que les manifestations populaires de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient dans le monde arabe, Washington et Jérusalem ont « rejeté catégoriquement », dimanche soir 12 août, les conditions posées par le chef de l'Etat irakien au retrait de ses troupes du Koweït.

Pour la Maison Blanche, il s'agit d'« une nouvelle tentative de rompre l'isolement dans lequel l'Irak se trouve » et pour Jérusalem de « propos de propagande à bon marché ». Le président irakien avait proposé une solution globale pour tous les « problèmes d'occupation » au Proche-Orient, ainsi que le

retrait des forces américaines du Golfe et leur remplacement par des forces arabes. Bagdad a fait savoir d'autre part que l'interception par les Américains des pétroliers irakiens dans le Golfe constituerait « un acte d'agression contre l'Irak ». A ce propos, l'Arabie saoudite a refoulé lundi un pétrolier irakien venu charger au terminal de Mou'adjiz.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait auparavant indiqué que les Etats-Unis intercep-  
teraient les chargements de pétrole irakien et koweïtien sur la base d'une requête du Koweït. Sur le plan militaire, le dispositif mis en place en Arabie

saoudite se renforce de jour en jour. Samedi, les premières unités égyptiennes – trois mille parachutistes et commandos – ont rejoint les forces américaines.

A Paris, M. François Mitterrand a reçu successivement, lundi en fin de matinée, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et celui du Sénat, M. Alain Poher. Plusieurs personnalités de la majorité et de l'opposition ont été chargées par le président de la République d'aller expliquer la politique de la France aux dirigeants arabes, ainsi qu'en Amérique latine et en Asie.

Le Figaro, 14.08.1990

Les services de renseignements occidentaux en ont acquis la conviction

# Bagdad mobilise «ses» terroristes

*Les groupes d'Abou Nidal, Aboul Abbas et Abou Ibrahim ont toujours trouvé aide et protection en Irak, même si, officiellement, Saddam Hussein a fait semblant de les renier.*

« Brûlez la terre sous les pieds des envahisseurs. Frappez leurs intérêts là où ils se trouvent. » Dans son appel à la guerre sainte, Saddam Hussein a été on ne peut plus clair sur ses relations avec les milieux terroristes du Moyen-Orient : il en fait ouvertement la force d'appui de son action militaire, capable de porter le fer partout dans le monde.

Aujourd'hui, tous les services de renseignements occidentaux ont alerté leurs gouvernements : Bagdad, depuis plusieurs mois, réactive les réseaux pro-irakiens qui, au fil des années et des péripéties de la situation au Moyen-Orient, se sont rendus tristement célèbres, multipliant les attentats aveugles et meurtriers. Les groupes d'Abou Nidal, d'Aboul Abbas, d'Abou Ibrahim, et d'autres encore actuellement en sommeil, pourraient bien, d'ici peu, au nom de la cause palestinienne certes, prêter main-forte à celui qui n'a jamais vraiment cessé d'être leur protecteur.

## Puissance dominante

Bien sûr, en 1982, au cœur de la guerre contre l'Irak, Saddam Hussein, pour s'attirer les bonnes grâces des pays arabes modérés et l'aide militaire des Occidentaux, a officiellement renié le terrorisme. Il a ostensiblement chassé Abou Nidal de son territoire. En fait, le leader irakien n'a jamais réellement coupé les ponts. Tous les groupes ont pu maintenir des antennes à Bagdad. L'ordre était simplement de se faire plus discret, de ne plus utiliser l'Irak comme base de départ et de repli. Ce qui, en plein conflit libanais, ne posait guère de problème...

Laquêtes des succès militaires des bordes intégristes de Khomeyni, les nations occidentales ont longtemps cru — ou voulu croire — à cette conversion. Elles ont oublié que le parti Baas, en place à Bagdad depuis le coup d'État du 17 juillet 1968, avait, dès sa création dans les années 40, érigé l'assassinat politique en

règle de conduite. Saddam Hussein lui-même sera blessé en 1959 lors d'un attentat manqué contre le président irakien de l'époque.

Rompue à ces méthodes expéditives, le nouveau chef d'État continuera à y avoir recours, d'abord pour installer son pouvoir, ensuite pour tenter d'apparaître comme le leader le plus ferme du Front du refus. Saddam Hussein n'a jamais abandonné son ambition première : construire, dans le sang s'il le faut, un monde arabe unifié, dont l'Irak, bien sûr, serait la puissance dominante. Un objectif qui passe par le contrôle du mouvement palestinien, mais se heurte aux visées de Damas et de Tripoli. Qu'à cela ne tienne : dès 1974, Saddam Hussein organise la rupture entre le chef de l'OLP et son représentant à Bagdad, Sabri al-Banna, qui, désormais, prendra le nom redouté d'Abou Nidal. Une tentative avortée d'assassinat d'Arafat conduit à sa condamnation à mort par contumace. Plus aucune réconciliation n'est dès lors possible, et Abou Nidal devient le fer de lance de l'Irak dans son opposition au régime syrien.

Pendant l'été de 1976, pour contrarier la décision de Damas d'envahir le Liban, Saddam Hussein ordonne à son protégé une série d'attentats visant des personnalités et des Palestiniens proches de la Syrie. Ce sera « Juin noir ». En 1970, avec « Septembre noir », ce sont, cette fois, les diplomates jordaniens qui sont les cibles du groupe, entre deux attentats anti-israéliens... Après une mise en veilleuse de quelques mois pour cause de réconciliation entre Bagdad et Damas, le groupe d'Abou Nidal est réactivé dans les premiers jours de 1978.

En janvier, ses tueurs assassinent Saïd Hammami, représentant à Londres de l'OLP, puis, en août, Ezzedin Katak, son collègue de Paris. Ce dernier meurtre commis en représailles d'une affaire restée tristement célèbre dans la capitale française : le 31 juillet, rue de la Falsanderie, au moment de la reddition d'un mem-

bre de l'OLP venu à l'ambassade d'Irak, venger la mort d'Hammami, les gardes du corps des diplomates de Bagdad tuaient l'inspecteur de police Jacques Capela.

Les autorités françaises, pourtant, les laissent partir... Il est vrai qu'au Moyen-Orient, dans les milieux informés, on imaginait déjà la chute du chah d'Iran, et il fallait bien préserver les bonnes relations avec un allié possible...

Une attitude qui prévaudra jusqu'à ces derniers mois, non seulement à Paris, mais dans toutes les capitales occidentales. On oubliera qu'après l'abjuration par Saddam Hussein de tout recours aux méthodes terroristes, Abou Nidal continue de frapper, à Lisbonne notamment, où, au printemps de 1983, ses hommes assassinent Issam al-Sartaoui, conseiller d'Arafat, responsable des négociations secrètes avec Israël. Durant toute la guerre contre l'Irak, l'attention des services de renseignements s'est relâchée sur les activités à l'étranger du régime de Bagdad. Ce qui laisse supposer que Saddam Hussein a pu, en toute tranquillité, installer ici et là des réseaux dormants que, demain, il pourra réactiver pour frapper au cœur des adversaires. Nul ne sait s'il ne dispose d'une telle force de frappe sur notre territoire...

## Visées expansionnistes

Certes, Abou Nidal semble bien être sur la touche. Mais certains de ses fidèles sont encore présents en Irak. Et Bagdad dispose d'autres groupes, qui ont déjà, eux aussi, ensanglanté le monde.

Les frères Al Amri, alias Abou Ibrahim, sont des spécialistes des bombes barométriques. Né en 1979 d'une scission provoquée au sein du FLP par le régime irakien, le groupe installé au Liban, dans le district de la Bekaa, mais disposant toujours d'une base à Bagdad, vend ses terribles engins au plus offrant. Ils ont

été utilisés à Paris en 1985 et, plus récemment, le 21 décembre 1988, contre un avion de la Pan Am. Et comment oublier le redoutable Abou Abbas, une autre créature de Saddam Hussein, responsable de l'affaire de l'Achille Lauro? (Voir ci-contre.) Le fondateur du FLP a même devancé l'appel à la guerre sainte du leader irakien en déclarant, dès jeudi dernier, que son groupe était prêt à frapper...

Il n'est certainement pas le seul à se mettre à la disposition des ambitions de Bagdad. Ces derniers mois, on a même vu Ahmed Jibril, le terroriste pro-syrien, dans la capitale irakienne. Une « visite de travail » qui suivait un séjour à Téhéran. En Jordanie, un Rassemblement démocratique est né en juin dernier, rassemblant les Palestiniens marxistes de Georges Habache et Natif Hawatmeth et le parti Baas au pouvoir en Irak. Dès les premières heures de la crise, il s'est rangé derrière Bagdad et son action a été déterminante dans les manifestations de rue pro-irakiennes qu'Amman vient de connaître...

Ainsi, Saddam Hussein semble s'être donné les moyens de recueillir aujourd'hui les fruits de sa politique antérieure : l'Irak a toujours été une terre d'asile pour les mouvements terroristes. A eux maintenant de se montrer reconnaissants... Le danger est d'autant plus vif que Bagdad n'a rien perdu de ses visées expansionnistes sur l'ensemble du monde arabe. Le parti Baas a su exporter son influence en créant des cellules, ici très actives, comme au Soudan, là clandestines, comme au Maghreb, en tout cas bases de repli sûres pour des terroristes. Il en possède certainement en France, où la population immigrée est un terrain fertile. Les intégristes en ont déjà largement profité... L'appel à la guerre sainte lancée par l'Irak conduira-t-il ces deux groupes à unir leurs intérêts? Si tel était le cas, la France serait à nouveau en situation délicate...

Serge HIRIEL  
et Pierre LANDON.

LIBERATION, 14. 08. 1990

# Des émissaires très « consensuels »

François Mitterrand dépêche 12 émissaires dans 24 pays pour expliquer la position française dans la crise du Golfe. Plusieurs personnalités de l'opposition en font partie.

C'est probablement davantage à sa qualité de président de la commission des Affaires étrangères du Sénat qu'à celle de maire de Rouen ou d'ancien-président de l'UDF que Jean Lecanuet doit d'avoir été choisi parmi les douze émissaires personnels du président de la République chargés officiellement, depuis hier, d'expliquer dans vingt-quatre pays du monde l'attitude française dans la crise irakienne. Pour bien montrer que ses décisions diplomatiques et militaires forment un consensus au-delà de sa majorité, François Mitterrand a tenu à associer des personnalités de l'opposition à son équipe d'émissaires.

Outre le centriste de droite Jean Lecanuet, ancré dans une opposition sans états d'âme, le Président a fait appel à deux autres parlementaires à la sensibilité d'ouverture, le député

RPR de Charente-Maritime Jean de Lipkowski, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et le sénateur barriste Jean François-Poncet, ancien ministre des Affaires étrangères.

Pour bien montrer également qu'il tient compte du Parlement, le chef de l'Etat a reçu hier les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. François Léotard, invité dimanche du Forum-RMC-Libération, avait souhaité que le Parlement soit consulté.

Cette prise de position lui a valu une réponse aigre-douce de la part du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, qui a rappelé qu'il avait lui-même fait savoir au président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Michel Vauzelle, qu'il « était disponible à tout moment pour venir informer la représentation nationale ».

Le ministre ajoute avoir été « surpris de constater qu'à cette occasion, Léo-

tard, qui est pourtant membre de la commission, était absent et n'a donc pas pris part à cette audition, qui aurait certainement répondu à son attente ».

A l'issue de son entrevue avec François Mitterrand, Laurent Fabius a estimé de son côté que la convocation des parlementaires en session extraordinaire pourrait être envisagée « si des événements nouveaux intervenaient qui nécessitent d'une façon impérieuse la réunion de l'Assemblée nationale ». Quant à son homologue du Sénat Alain Poher, il a remercié le gouvernement pour les « efforts » faits pour « éclairer » les parlementaires quant à l'action de la France dans la crise du Golfe, sans réclamer la convocation du Parlement.

Manifestement le monde politique français ne souhaite pas s'engager dans la polémique alors qu'une cer-

taine inquiétude s'empare de l'opinion. Le porte-parole du PS Gérard Le Gall a d'ailleurs mis en garde l'opposition contre « tout dérapage ». « Les Français désavoueraient ceux qui manqueraient à la solidarité nationale au moment où la France engage des forces hors de nos frontières », a-t-il dit en reprenant à son compte la phrase de François Léotard au Forum RMC-Libération : « Tout ce qui devait être fait a été fait, tout ce qui devait être dit a été dit. » Alain Juppé, beaucoup moins approbateur, a expliqué hier au Figaro que la France « fait le minimum » pour répondre à la crise. « Nous aurions pu, nous pourrions faire mieux », estime le secrétaire général du RPR non sans reconnaître « des éléments positifs » dans l'action du pouvoir.

L'avertissement de Gérard Le Gall vise surtout Jean-Marie Le Pen et ses amis. Le président du Front national avait dit vendredi « tout le mal qu'il pensait » de « l'engagement militaire français dans une aventure inconsidérée ». Hier le numéro deux du FN, Bruno Mégret a estimé que « les propositions de Saddam Hussein méritent d'être prises en considération par la diplomatie occidentale ». Gérard Le Gall a expliqué la position de Le Pen par « une fascination pour Saddam Hussein, le goût de la force, de la puissance et son mépris pour l'Etat de droit ».

S.P.

## EDITORIAL

MARC KRAVETZ

### JUSQU'OU ?

Embargo ou blocus, la distinction n'est pas seulement sémantique. L'« interdiction », selon le mot du secrétaire d'Etat américain James Baker, est plus qu'une variante, dès lors qu'elle s'assortit des mesures militaires de contrôle. Le mot blocus, « acte de guerre » n'est pas prononcé. Mais la chose, fût-elle baptisée autrement, en rapproche l'échéance. La position américaine, à laquelle seule la Grande-Bretagne s'est ralliée, a la logique pour elle. Il semble en effet assez absurde de décréter un embargo en laissant à la conscience de chacun le soin de le respecter. L'histoire du Conseil de sécurité de l'ONU est longue de résolutions définitives, non moins définitivement classées, faute de ne jamais prévoir les moyens de leur exécution. Saddam Hussein en a du reste tiré récemment argument, de mauvaise foi pour sûr, mais non sans quelque pertinence. Force est de constater que

depuis la fameuse résolution 242 (il y en eut beaucoup d'autres depuis) qui enjoignait Israël de rendre les territoires conquis en 1967, la jurisprudence internationale se déclinait plutôt selon l'adage « bien mal acquis peut profiter longtemps ». Soit, il s'agissait de Palestiniens mais la souveraineté du Liban a été si souvent garantie par le Conseil de sécurité qu'on se demande vraiment quelles raisons on trouve encore de s'y entêter.

Ces mauvais souvenirs peuvent justifier, menaces sur le pétrole en plus, la détermination anglo-américaine. Soit, mais jusqu'ou peut-elle aller ? La mission assignée aux troupes stationnées en Arabie Saoudite était claire. Elle se voulait dissuasive. Elle l'est. Les sanctions internationales décidées par l'ONU et approuvées par une majorité d'Etats arabes doivent convaincre Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït. Une fois admis qu'on ne peut encore en mesurer l'efficacité, la question demeure, redoutable : que faire si Saddam ne cède pas ? En première lecture la décision américaine ne fait que renforcer la pression, sans anticiper sur la

réponse. La part de risque, on le suppose calculé, inhérente à un contrôle maritime musclé excède d'ores et déjà le difficile consensus arabo-international. Au-delà, l'inconnu c'est de nouveau Saddam lui-même et sa capacité alors de préférer selon la vieille formule « une fin effroyable à un effroi sans fin ». Washington et Londres sont-ils prêts à en payer le prix ? Et qui d'autres avec eux ?

## Comment le président irakien a réussi à endormir la vigilance de Téhéran

L'Irak a rejeté lundi 13 août les propositions du président Saddam Hussein au sujet du règlement de toutes les occupations dans la région, estimant que « le retrait irakien du territoire iranien toujours occupé après le cessez-le-feu de 1988 ne doit être rattaché à aucune autre question internationale ». Cette mise au point semble constituer la première prise de position énergique de Téhéran depuis le début de la crise koweïtienne.

Visiblement dépassés par les événements qui se déroulent pratiquement sous leurs yeux, les responsables de Téhéran semblaient jusqu'à récemment avoir abandonné toute velléité d'y jouer un rôle quelconque. Tout semble indiquer que la diplomatie iranienne ne s'est pas encore débarrassée du complexe d'infériorité que lui a infligé la signature, en juillet 1988, de l'accord de cessez-le-feu avec l'Irak.

Absorbés entièrement par les problèmes de la reconstruction du pays et la lutte pour le pouvoir qui se déroule à Téhéran entre les pragmatiques qui souhaitent une ouverture vers l'Occident et les nostalgiques d'un khomeinisme pur et dur, les dirigeants iraniens n'avaient apparemment jusqu'à l'invasion du Koweït par Bagdad, plus de politique régionale précise, se contentant d'éviter toute initiative intempestive qui pourrait mettre en question la paix fragile conclue avec l'Irak.

### Apparente bonne volonté

Aussi c'est sans arrière-pensées et avec un sentiment de grand soulagement qu'ils avaient accepté d'entamer, dès le mois d'avril, un dialogue avec l'Irak sous forme d'un échange de lettres entre M. Saddam Hussein et le hodjatoleslam Rafsandjani sur la possibilité d'enterrer définitivement la hache de guerre. Dans ses lettres à Téhéran, alors tenues secrètes, le président irakien avait fait miroiter la perspective d'un face-à-face avec M. Rafsandjani, ravi d'une telle aubaine.

En particulier, deux lettres adressées au président iranien à la veille du sommet de Bagdad fin mai

paraissaient fort encourageantes. La première, signée Saddam Hussein, proposait des négociations sérieuses avec MM. Rafsandjani et Khamenei sur une base apparemment favorable à l'Irak, puisque le chef de l'Etat irakien acceptait le retour aux frontières de 1975, la libération des prisonniers des deux pays dans le cadre de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU et la réactivation de la commission mixte irako-iranienne qui, avant la guerre du Golfe, supervisait la navigation sur le Chatt-el-Arab, pour s'occuper du déblaiement du fleuve. Ce qui revenait pratiquement à reconnaître la validité de l'accord d'Alger de 1975, l'une des principales revendications de Téhéran.

La deuxième lettre signée Yasser Arafat pressait l'Irak de normaliser ses relations avec Bagdad afin qu'il puisse participer activement à la lutte contre Israël. A cette époque, M. Rafsandjani paraissait convaincu de la bonne volonté de M. Saddam Hussein. Cependant, le sommet arabe qui se tint à Bagdad fin mai 1990 troublait la belle ordonnance du rapprochement irano-irakien avec le vote d'une résolution préconisant la poursuite des efforts en faveur de l'application de la résolution 598 « de manière à garantir les droits de l'Irak, notamment son droit historique de souveraineté sur le Chatt-el-Arab ». M. Saddam Hussein réussit cependant à dissiper les doutes qui avaient gagné l'esprit des responsables de Téhéran en adressant à M. Rafsandjani une nouvelle lettre dans laquelle il minimisait l'importance de la résolution du sommet de Bagdad, « une réaffirmation de principe qui ne remet pas en cause nos engagements antérieurs », écrivait-il une référence à sa lettre précédente.

Apparemment rassuré, le président iranien confirmait au début de juin devant les journalistes invités pour le premier anniversaire de la mort de l'imam Khomeiny son accord pour une rencontre au sommet à la condition qu'elle soit précédée de conversations entre des experts des deux pays sous l'égide des Nations unies, une précaution qui avait manifestement pour but de désamorcer d'éventuelles critiques de la part de ses détracteurs habituels.

Le président iranien semblait décidé à aller vite en besogne, une

« paix honorable » avec Bagdad constituant entre ses mains une carte non négligeable dans sa lutte interminable pour le pouvoir. Le tragique séisme du nord de l'Irak devait accentuer le climat de confiance nouvellement établi entre les deux pays, puisque l'Irak avait été parmi les premiers à offrir son aide à la République islamique.

Dès lors, une rencontre directe entre les chefs de diplomatie des deux pays était possible. Elle eut lieu le 3 juillet à Genève grâce aux efforts du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Peu d'informations ont transpiré sur cette réunion, qualifiée de « cordiale ». On sait seulement qu'il y a été convenu de mener à l'OPEP une action commune en vue d'augmenter le prix du baril.

### Une savante mise en scène

A Téhéran, le président Rafsandjani renchérisait en affirmant : « Nos deux pays ont désormais une plus grande confiance dans la volonté de paix de l'autre et sont plus proches de la paix qu'il y a un ou deux mois. »

En fait, il semble qu'à cette époque la décision de l'Irak d'envahir le Koweït avait déjà été prise et que toute la correspondance entretenue par M. Saddam Hussein avec le président Rafsandjani depuis avril, ainsi que les entretiens de Genève, n'ont été de la part de Bagdad qu'une savante mise en scène destinée à brouiller les pistes et à ancrer les dirigeants de Téhéran dans un sentiment de fausse sécurité, assurant ainsi les arrières de l'Irak lors de l'invasion du Koweït.

Les Iraniens ne se doutaient de rien, puisque trois semaines avant la date fatidique du 2 août, le chef de la diplomatie de Téhéran se rendait en visite officielle à Koweït pour y normaliser les relations entre les deux pays et jeter les bases d'une nouvelle entente. Dans certains milieux de l'opposition iranienne, on se demande même si l'Irak n'a pas, à son corps défendant et sans le savoir, rendu possible l'invasion de l'émirat en assurant son ancien ennemi irakien qu'il n'avait aucune intention agressive sur la frontière de 1 000 kilomètres qui sépare les deux pays.

JEAN GUEYRAS

LE MONDE 15.08.1990

## Fissure occidentale

**EMBARGO ? Blocus ? Interdiction ?** La différence entre l'« interdiction » - un blocus naval qui n'ose pas dire son nom - prônée par Washington, avec l'appui de Londres, pour imposer le respect du boycottage économique de l'Irak - et l'« embargo » auquel se tient scrupuleusement Paris ne relève pas d'une simple querelle de mots. Elle indique que la France et ses deux grands alliés occidentaux ne sont pas, dans la crise du Golfe, tout à fait sur la même longueur d'onde.

Au-delà des arguties juridiques mutuelles, la France ne semble pas en effet partager avec autant de force la détermination anglo-saxonne de faire plier Bagdad. Se voulant cohérents avec eux-mêmes, Américains et Britanniques jugent indispensable de recourir aux moyens militaires aptes à dissuader les éventuels violeurs de l'embargo décrété par la communauté internationale, quitte à accroître le risque d'un dérapage.

La France, comme l'Union soviétique, se contente d'appliquer la procédure navale fort précautionneuse prévue en la matière par le droit maritime, sous peine de laisser l'embargo devenir lettre morte. Il n'est donc pas question, du moins à ce stade, pour les bâtiments de la Royale d'arraisonner des navires suspects.

Il serait injuste de faire à Paris un procès en timidité. Au nom du respect du droit bafoué par les chars de M. Saddam Hussein, la diplomatie française a clairement pris position en faveur d'une riposte concertée de la communauté internationale. Mais la coopération et la solidarité entre alliés ne signifiaient pas, dans l'esprit de MM. Mitterrand et Dumas, un alignement aveugle sur les positions de l'administration Bush.

L'audience politique de la France dans le monde arabe, les amitiés anciennes et multiples qu'elle y entretient, et de manière plus générale, le respect dont elle jouit sur tous les continents lui commandent une prudence dont l'Amérique n'a cure.

**D'EMBLÉE**, la France a senti le danger qu'elle courait à donner l'impression de s'associer à une croisade aux relents coloniaux de l'Occident en terre arabe. Elle redoute, de surcroît, d'être entraînée contre son gré dans une aventure militaire américaine. D'où son souci de se démarquer nettement d'une attitude sans doute jugée trop guerrière. D'où aussi la volonté d'expliquer inlassablement le bien-fondé de la position française, dont témoigne l'envoi d'une vingtaine de missi dominici aux quatre coins de la planète. En parlant d'une même voix dans cette affaire, la gauche et la droite devraient permettre à la France de se faire mieux entendre de tous ses interlocuteurs, arabes ou non.

La singularité française comporte tout de même un risque à long terme. Elle donne à M. Saddam Hussein des raisons d'espérer que le « front occidental » se fissurera chaque jour un peu plus.



L'éditorial de Jean Daniel

# Croisades interdites

**D**eux faits essentiels ont dominé l'affaire irakienne dans la semaine écoulée. D'un côté, le nombre et la qualité des Etats qui ont condamné l'Irak. De l'autre côté, les manifestations arabes et islamiques en faveur de Saddam Hussein et contre les Etats-Unis. Il convient de ne sous-estimer ni le premier ni le second de ces faits. Il est pourtant rare de trouver dans les commentaires une part égale réservée à l'un et à l'autre.

Après son annexion du Koweït, Saddam Hussein pouvait espérer au moins la neutralité du grand allié soviétique. De ce grand allié sans lequel les armées irakiennes de mer, de terre et du ciel ne seraient pas ce qu'elles sont. Encore une fois, la neutralité constituait un minimum logique. D'ailleurs, si l'on en croit « The Independent », de Londres, le chef de l'Etat irakien avait des raisons de penser que l'Union soviétique serait modérée. Or non seulement les dirigeants du Kremlin n'ont pas été neutres mais ils n'ont réclamé que la caution de l'ONU pour approuver l'initiative américaine. Bien plus, la Chine communiste, qui n'est pourtant traversée par aucune révolution de type gorbatchévien, a vivement désapprouvé « l'annexion d'un pays indépendant par un pays plus fort ». Elle ne s'est même pas souciée d'observer avec les Soviétiques que l'envoi des forces américaines n'était pas une solution.

Voyons maintenant le monde arabe. On s'est volontiers gaussé des douze Etats qui, au Caire, à la réunion du sommet arabe, se sont prononcés contre l'Irak. On a souligné surtout le rôle des « pétro-monarchies », c'est-à-dire des Emirats du Golfe. Seulement voilà : parmi ces douze pays, il y a la Syrie et l'Egypte, les deux nations sans lesquelles, depuis plus de quarante ans, rien n'est possible au Proche-Orient, l'une contrôlant la guerre et l'autre la paix. Quelle que soit la différence des motivations qui ont abouti aux décisions des dirigeants du Caire et de Damas, on ne saurait compter pour rien leurs décisions. D'avoir mis d'accord ces deux Etats sur un point aussi essentiel constitue un succès américain et, pour ceux qui l'assument sans restriction de conscience, un succès occidental. Bref, on ne peut pas dire que le comportement de Saddam Hussein ait unifié le monde, sinon contre lui.

Mais aussi important est, sans aucun doute, le fait que des courants d'opinion se soient manifestés en faveur de Saddam Hussein, et plus précisément contre la présence de troupes américaines dans un territoire qui contient les lieux saints

d'Arabie saoudite. Ces manifestations ont eu lieu là où l'on a permis qu'elles se produisent, c'est-à-dire en Jordanie, au Yémen, en Algérie, en Tunisie et dans les territoires de Cisjordanie occupés par Israël. Saddam Hussein a incarné chez les manifestants le héros destiné à venger la nation arabe et l'islam de toutes les frustrations, de tous les échecs, de toutes les humiliations. Le responsable étant – selon le mot de Khomeini, ressuscité pour la circonstance par son ennemi le plus acharné – le « Grand Satan » américain.

Saddam Hussein s'est révélé d'une habileté consommée pour manipuler les sensibilités. Manifestement, il est depuis quelques semaines l'homme d'un seul objectif : l'annexion du Koweït, de ses richesses et de sa puissance. Pour cela, il n'a que faire de cette cohérence intellectuelle dont on eût souhaité ici et là, et avec quelle candeur, le voir prisonnier. Ce « laïque » estime en effet que le Koweït vaut bien une messe, et il n'a jamais fait le vœu de se priver de l'arme qui a toujours été la plus sûre pour fanatiser les masses en terre d'islam : la religion. Quand le nationalisme « progressiste » irakien ne suffit plus, il faut l'élargir à toute la nation arabe et lui injecter la dose voulue d'islamisme. Qui a jamais cru qu'il voulait vraiment s'opposer à l'intégrisme iranien ? Il n'a voulu que contrôler le Golfe et le délivrer de l'hégémonie persane. C'était évident sauf pour le puissant lobby pro-irakien aveuglé par les intérêts et les illusions.

**A**près huit années d'une guerre effroyable, Saddam Hussein a ruiné son économie et il a endetté son pays d'une manière désastreuse. Il a fini par croire ce qu'il disait aux autres Arabes et aux Occidentaux : qu'il s'était battu pour eux. Il lui fallait le Koweït pour le sauver. Il a estimé que le monde arabe et l'Occident tout entier (sans parler d'ailleurs des Soviétiques, qui ont si peur de l'intégrisme musulman) lui devaient bien cette récompense. Lorsqu'il s'est rendu compte que l'annexion du Koweït ne passait pas comme une lettre à la poste, et qu'il était lâché par ses propres amis, il a retourné contre eux l'arme du fanatisme religieux. C'était d'autant plus tentant que la majorité chiite d'Irak n'a jamais accepté le progressisme laïque et ne demandait qu'à rejoindre la grande cohorte des religieux.

Il reste vrai, en tout cas, que l'impopularité foncière des milliardaires du Golfe dans les masses déshéritées, l'inégalité criante dans la répartition des richesses autour du Golfe, l'im-

mensité tragique des problèmes qui se posent aux nations arabes et l'incapacité des gouvernements à résoudre ces problèmes, le sentiment collectif d'humiliation qui accompagne les malheurs individuels, et les recours enfin, parfois désespérés, à l'espérance islamique, tout cela peut inciter au moins une partie des Arabes à se rallier en rêve au grand défi de Saddam Hussein. Et il n'y a rien de rationnel dans ce ralliement. Un homme vient d'en faire l'expérience, c'est le ministre algérien des Affaires étrangères. En quelques phrases lapidaires, cet ancien économiste a commenté l'annexion du Koweït en soulignant ses conséquences désastreuses pour le monde arabe (1). Il a dû par la suite nuancer ses propos : le moment n'est pas à la raison mais à l'imprécation.

Les dirigeants soviétiques ont, semble-t-il, fait connaître aux Irakiens qu'ils ne suivaient pas la position des Etats-Unis mais celle de la France ; qu'ils étaient partisans d'une « solution arabe » et qu'ils se félicitaient que le président égyptien ait tenté de trouver cette solution ; qu'enfin et surtout ils ne se prononçaient pas sur le fond de l'affaire mais sur le respect du droit international ; c'est pourquoi ils étaient partisans d'une application des dispositions des Nations unies. Les Irakiens ont dépêché alors des émissaires palestiniens et yéménites à Moscou et à Paris, lesquels ont fait valoir que Bagdad avait les preuves que l'Egypte, l'Arabie saoudite et le Koweït complotaient pour déstabiliser le gouvernement irakien. Quand on sait la terreur que suscite Bagdad dans les trois pays accusés, cette version des faits paraît un peu grotesque. Mais Saddam Hussein a trouvé autre chose. Puisque les anciens amis, et en particulier l'URSS et la France, étaient pour le respect du droit international, on allait leur faciliter la tâche.

C'est à ce moment-là que Saddam Hussein a sorti son atout maître : d'accord pour la règle du jeu mais tous doivent l'appliquer. Qu'est-ce qu'un droit international valable pour les uns mais non pour les autres ? Les Israéliens doivent se retirer de la Cisjordanie comme du Golan syrien ; les Syriens doivent se retirer du Liban ; ensuite on veillera à ce que l'Irak et le Koweït règlent pacifiquement leurs problèmes.

La ficelle est sans doute un peu grosse mais l'argumentation irakienne est astucieuse. Le déplacement de la question vers Israël est très payant : Saddam Hussein est sûr d'atteindre le cœur des Arabes. A la fin des fins, ce que ces derniers ne peuvent pardonner aux Etats-Unis, c'est le caractère inconditionnel du soutien américain à Israël – soutien illustré par l'incapacité de M. Baker, secrétaire au département d'Etat, à faire appliquer son plan personnel. Notons au passage que sur ce problème personne ne pouvait mieux desservir la cause palestinienne que Saddam Hussein. L'annexion du Koweït a ligué le monde entier contre la seule puissance (l'Irak) qui pouvait militairement intimider Israël.

Devant les inévitables perspectives de violence, les Européens ont à se fixer des objectifs bien

difficiles à atteindre. Le premier, le plus difficile, c'est de tout faire pour persuader le plus d'Arabes possible, autour de nous et au-delà des mers, qu'il ne s'agit en aucune façon d'une croisade de l'Occident contre l'arabo-islamisme. Ce serait à la fois un crime et une sottise. Personne ne veut de cette croisade. Pas l'Europe méditerranéenne, et certainement pas la France, à qui son histoire, sa géographie, sa population assurent une vocation radicalement opposée à tout esprit de croisade, notamment dans cette direction.

Objectif difficile à atteindre dans le climat passionnel d'aujourd'hui. Surtout si l'on veut tenir à des adultes qu'on estime un langage d'adulte. Il n'y a que les enfants et les peuples infantiles pour estimer qu'on peut sortir de l'humiliation par n'importe quel moyen. Les grands héros de l'indépendance ont dit, en 1960, des choses définitives à ce sujet. L'humiliation est la pire des calamités ; elle est moins supportable que la misère. Les peuples arabes ont raison de le ressentir. Mais ce n'est pas sortir de l'humiliation que de se condamner au meurtre ou au suicide. Passé le moment de l'exaltation et de la transe, les Arabes seront contraints d'observer que Saddam Hussein n'a fait qu'aggraver à terme l'humiliation qui les révolte. Au demeurant, ce n'est pas en gazant 5000 Kurdes et en provoquant une guerre de huit ans contre des frères musulmans aussi pauvres et aussi humiliés que l'on peut prétendre au rôle de héros du monde arabe. Tôt ou tard, une telle imposture aurait été démasquée.

On prévoit partout une intervention américaine, un renforcement du blocus, un boycottage du pétrole irakien. La France, pour sa part, après s'être entendue avec l'Union soviétique, et se séparant des Etats-Unis comme de la Grande-Bretagne, a décidé lundi de ne rien faire qui ne soit en accord avec les résolutions prises à l'ONU. Ce qui exclut toute participation à un blocus maritime de l'Irak. Autrement dit, dans le souci évoqué plus haut de s'interdire toute croisade, la France prend le risque de manquer à la solidarité occidentale. Si cette décision ne contribue pas à provoquer un changement d'attitude chez les Irakiens, elle ne pourra être que sévèrement jugée.

Entre l'Occident et une partie du monde arabo-islamique, en tout cas, les difficultés et les passions vont se radicaliser. Avant de prendre parti pour ou contre Saddam Hussein, chaque citoyen arabe devrait se demander si la fameuse « nation arabe » sort grandie de l'aventure irakienne.

J.D.

(1) « Les banques occidentales ont réalisé le hold-up du millénaire à la faveur de l'invasion du Koweït par l'Irak. Elles ont mis près de 200 milliards de dollars gelés dans leur cagnotte. La récupération éventuelle de cette somme permettra de compenser largement la hausse actuelle du prix du pétrole, qui équivaut tout juste d'ailleurs à ce qu'il était en octobre 1973. L'invasion du Koweït permet en outre à Israël de sortir de l'isolement croissant où l'avait réduit l'Intifada palestinienne [...]. »

Acceptant la plupart des conditions mises par Téhéran à un accord de paix

# M. Saddam Hussein propose à l'Iran de coopérer « face aux manœuvres des forces du mal »

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a déclaré, mercredi matin 15 août, qu'il acceptait l'accord frontalier d'Alger de 1975, lequel partageait entre l'Irak et l'Iran le contrôle de l'estuaire du Chatt-Al-Arab.

Il a ajouté que l'armée irakienne évacuerait à partir de vendredi 17 août les 1 500 kilomètres carrés de territoire iranien qu'elle continuait d'occuper depuis

la fin de la guerre du Golfe en août 1988. M. Saddam Hussein, a par ailleurs, proposé à l'Iran l'échange de tous les prisonniers de guerre (70 000 irakiens et 30 000 iraniens). Il a offert à Téhéran de « coopérer face, aux manœuvres des forces du mal ».

Cette triple - et spectaculaire - initiative à l'adresse de Téhéran, où elle a été accueillie avec

« optimisme », revient de la part de Bagdad, à accepter pratiquement toutes les conditions mises par l'Iran à la signature d'un accord de paix avec l'Irak.

En outre, le roi Hussein de Jordanie est arrivé mercredi matin à Washington. Il avait rencontré, mardi 14 août, le président irakien à Bagdad, et sera reçu jeudi par M. George Bush.

**Irak-Irak: 1 million de morts**



## Le Monde

• Jeudi 16 août 1990 •

# Le message du président Saddam Hussein à l'Iran

« Vous aurez ainsi réalisé tout ce que vous souhaitiez... »

Dans un message lu sur les ondes de Radio Bagdad, mercredi 15 août, le président Saddam Hussein a proposé à Téhéran la conclusion d'un accord global afin que l'Irak puisse faire face aux « autres », une allusion, semble-t-il, au déploiement de forces militaires occidentales dans le Golfe.

« Nous sommes disposés à vous envoyer une délégation à Téhéran ou à accueillir une délégation (iranienne) à Bagdad, pour élaborer les accords et préparer leur paraphe au niveau qui sera convenu », déclare

le président irakien, dans son message à son homologue iranien.

« Pour prouver nos bonnes intentions, notre retrait commencera le vendredi 17 août 1990. Nous retirons les forces qui vous font face tout le long de la frontière pour ne laisser qu'une présence symbolique, avec les garde-frontières et la police uniquement », ajoute-t-il avant de proposer « un échange immédiat et total de tous les prisonniers de guerre retenus en Irak et en Iran à travers les frontières terrestres aux points de Khaniquin et de Qasr-

Chirine, ainsi qu'en d'autres points dont nous conviendrons. Nous serons les premiers à le faire à partir du vendredi 17 août. »

« Tout est désormais clair et vous aurez ainsi réalisé tout ce que vous souhaitiez et ce sur quoi vous insistiez. Il ne restera plus qu'à accélérer la signature des documents pour que s'ouvre pour nous une vie nouvelle régie par la coopération selon les principes de l'islam », a conclu le président Saddam Hussein.

Dans sa déclaration, le président irakien, laissant clairement enten-

dre qu'il annonçait son initiative de paix à l'égard de l'Iran afin de permettre au million d'hommes de son armée de se consacrer à la nouvelle crise du Golfe, et d'attirer Téhéran dans le camp des anti-Occidentaux, est allé jusqu'à appeler le président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsandjani son « cher frère ». Un frère à qui il prêche l'unité : « Il s'agit de faire face aux scélérats qui veulent s'en-prendre aux musulmans et à la nation arabe. » - (AFP, Reuter.)

## Le Chatt-Al-Arab : un enjeu historique

On l'appelle Chatt-Al-Arab (la rivière des Arabes) ou Arvand Roud en persan : ces deux expressions désignent le même fleuve, celui que formant, en mêlant leurs eaux, le Tigre et l'Euphrate avant de se perdre dans celles du Golfe. Le Chatt-Al-Arab fut à la fois le prétexte immédiat de la guerre de huit ans entre l'Irak et l'Iran et l'un de ses enjeux. Depuis le cessez-le-feu du 20 août 1988, le statut de ce fleuve litigieux demeure en question, nourrissant l'un des plus difficiles « dossiers de la paix » non résolus.

Long de 255 kilomètres et large de 500 mètres en moyenne, coulant dans un vaste delta marécageux, le Chatt-Al-Arab est beaucoup plus qu'un fleuve. C'est depuis toujours une frontière politique et culturelle entre deux empires - l'ottoman et le perse - deux mondes, l'arabe et l'aryen, deux légitimités musulmanes, l'une sunnite, l'autre chiite.

C'est en 1847 que Perses et Ottomans délimitent pour la première fois leur frontière fluviale, la souveraineté sur le Chatt-Al-Arab revenant aux seconds. Après la découverte des premiers champs pétroliers au début du siècle, le tracé est modifié aux termes du protocole de Constantinople. Après la chute des Ottomans, l'Iran exige un nouveau tracé puis conclut en 1937 un compromis avec l'Irak.

Mais en avril 1969, le chah

dénonce ce traité. En novembre 1971, l'Iran et l'Irak rompent leurs relations diplomatiques après l'occupation par l'armée du chah de trois îlots stratégiques dans le détroit d'Ormouz. Le 6 mars 1975, c'est la surprise. Un accord favorable à l'Iran est annoncé à Alger en marge du premier sommet de l'OPEP. Le chah d'Iran et le vice-président irakien-déjà homme fort du

régime - M. Saddam Hussein se donnent l'accablade :

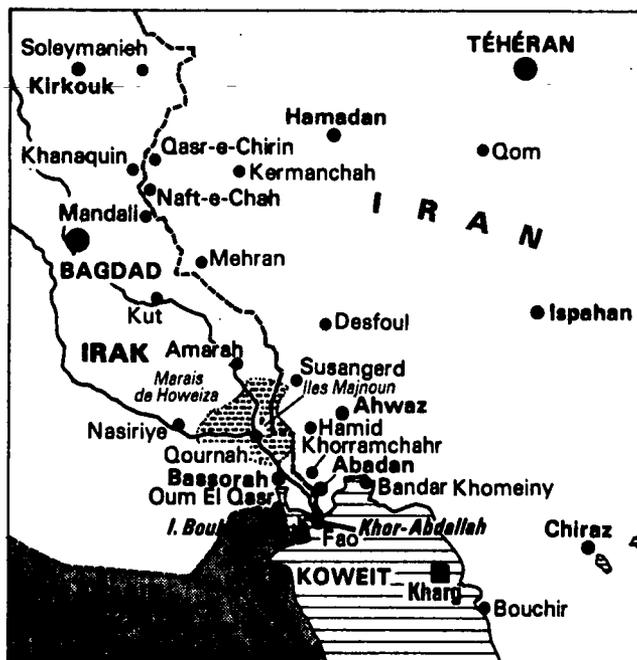
Selon l'article 2 de l'accord d'Alger, le tracé frontalier passe désormais au milieu du Chatt-Al-Arab, « selon la ligne du thalweg » et non plus sur la rive iranienne du fleuve. Ce tracé, souligne l'accord, est « intangible, permanent et définitif ». En échange de cette importante concession de Bagdad, le chah

s'engage à cesser toute aide à la guérilla kurde du général Barzani. L'accord d'Alger confirme aussi les frontières terrestres fixées en 1914.

Mais le traité ne tiendra que cinq ans. Car M. Saddam Hussein ne s'est jamais pardonné d'avoir dû, en position de faiblesse du fait de la rébellion kurde, brader la souveraineté de son pays sur son unique débouché maritime. Il en fait une question d'orgueil national. Aussi, le 17 septembre 1980, après plusieurs mois d'une tension accrue entre les deux voisins, M. Saddam Hussein, président depuis juillet 1979, dénonce unilatéralement l'accord d'Alger. « Le Chatt-Al-Arab, déclare-t-il, doit être irakien et arabe, de nom et de fait. »

Cinq jours plus tard, c'est la guerre. L'armée irakienne envahit le Khouzistan, occupe Khorramchah et encercle Abadan. Pendant les huit ans de combats, l'Irak se verra interdire par l'Iran la navigation dans le Golfe, ce qui l'obligera à exporter son pétrole via l'Arabie Saoudite et la Turquie et à importer son matériel de guerre via le port jordanien d'Aqaba. L'annexion du Koweït par l'Irak le 8 août dernier lui a donné l'accès sûr et permanent au Golfe qu'il recherchait depuis toujours. La valeur du Chatt-Al-Arab aux yeux de Bagdad s'en est trouvée réduite. Le « sacrifice » de Saddam Hussein est de ce fait plus habile que réel.

JEAN-PIERRE LANGELLIER



Le Monde 16.08.1990

# Un geste spectaculaire

Dans un geste spectaculaire à l'égard de Téhéran, qualifié à Bagdad de « *généreux* », le président Saddam Hussein a annoncé mercredi matin 15 août qu'il acceptait l'accord frontalier d'Alger de 1975 qui partage le Chatt-al-Arab entre l'Irak et l'Irak et l'évacuation des troupes irakiennes des 1.500 kilomètres carrés de territoire iranien qu'elles occupent toujours malgré le cessez-le-feu conclu en 1988.

Dans un message adressé au président iranien Rafsandjani, lu à la radio par un porte-parole irakien, le président irakien a également proposé l'échange de tous les prisonniers de guerre entre les deux pays (70 000 Irakiens et 30.000 Iraniens).

Les troupes irakiennes commenceront à se retirer le vendredi 17 août. Le président irakien a indiqué que pour prouver ses « *bonnes intentions* », l'Irak retirera « *toutes ses forces qui font face à l'Irak tout le long de la frontière pour ne laisser que les seuls gardes-frontières* ». Bagdad prendra également l'initiative de libérer les prisonniers iraniens.

A Téhéran, la radio officielle iranienne a interrompu ses programmes pour annoncer que le président irakien Saddam Hussein avait accepté l'accord d'Alger de 1975. Dans un bulletin spécial, Radio-Téhéran a annoncé l'information sans commentaire.

En fait, par cette décision, l'Irak accepte pratiquement toutes les conditions mises par les Iraniens pour la conclusion d'un accord de paix avec l'Irak. Le principal obstacle à un éventuel accord était l'accord d'Alger, que le président Saddam Hussein avait dénoncé quelques jours avant d'attaquer l'Irak en septembre 1980, en revendiquant la souveraineté sur l'ensemble du Chatt-al-Arab.

Le président Saddam Hussein, qui est allé jusqu'à appeler le président iranien Rafsandjani son « *cher frère* », a reconnu ce fait en présentant son initiative : « *Tout ce que vous vouliez a été réalisé. Il s'agit maintenant de faire face aux scélérats qui veulent s'en prendre aux musulmans et à la nation arabe* », a-t-il dit, semblant vouloir ainsi enrôler la République islamique dans sa croisade anti-américaine.

Il est évident que la mesure que vient d'annoncer le président Saddam Hussein lui permettra de libérer ses troupes pour un éventuel conflit armé avec les forces occidentales et arabes massées en Arabie saoudite dans la perspective d'une possible attaque irakienne.

Depuis avril déjà, probablement en prévision d'une attaque contre Koweït, il avait multiplié les assurances à l'égard de l'Irak pour désarmer sa vigilance. Il y avait bien eu une réunion en juillet à Genève entre les chefs de diplomatie des deux pays, sous les auspices du secrétaire général des Nations unies, mais aucun progrès n'avait été enregistré, Téhéran ne modifiant pas d'un iota sa demande que Bagdad accepte un règlement sur la base du traité d'Alger de 1975 qui fixe

la frontière au milieu des eaux du Chatt el Arab.

Depuis l'invasion du Koweït, le 2 août, la voie d'eau du Chatt-al-Arab a apparemment perdu pour l'Irak son importance stratégique, car les troupes de Bagdad contrôlent maintenant les installations portuaires de l'émirat annexé qui lui assurent un accès au Golfe, ainsi que les îles de Warba et Boubyane qui, jusqu'à présent, constituaient, selon les Irakiens, un obstacle au développement du port de Oum-al-Qasr.

Mercredi en fin de matinée, le Conseil de sécurité nationale iranien a exprimé son optimisme à la suite de la proposition de paix faite par l'Irak pour régler définitivement le conflit entre les deux pays. « *L'Irak, a-t-il affirmé, va étudier la dernière proposition irakienne avec sérieux et optimisme.* »

Mardi, le président du Parlement iranien, M. Mehdi Karroubi, avait affirmé que la visite à Téhéran proposée par le ministre irakien des affaires étrangères M. Tarek Aziz, ne pourrait avoir lieu qu'après le règlement du différend frontalier entre les deux pays sur la base des demandes iraniennes. Cet obstacle est maintenant levé, et un porte-parole iranien a affirmé que l'Irak recevrait dans la soirée de mercredi une délégation irakienne pour entamer les pourparlers.

Apparemment, la voie est déblayée pour un accord rapide. Reste toutefois une dernière embûche de taille : la formation d'une commission chargée de déterminer qui a déclenché les hostilités. Bagdad a toujours refusé d'assumer cette responsabilité pour ne pas avoir à payer de dédommagements.

JEAN GUEYRAS

Le Monde 16.08.1990

## Cynisme sans limite

**L**E cynisme peut n'avoir aucune limite. On le sait au moins depuis le pacte germano-soviétique, mais le président Saddam Hussein vient, mercredi matin 15 août, d'en fournir une nouvelle démonstration en annonçant qu'il acceptait dorénavant l'accord d'Alger de 1975 par lequel Bagdad et Téhéran s'étaient alors entendus sur le partage des eaux du Chott-el-Arab.

Le président Hussein a également annoncé que les troupes irakiennes allaient évacuer les portions du territoire iranien qu'elles occupent encore ainsi que la libération des trente mille prisonniers de guerre iraniens toujours détenus par Bagdad malgré le cessez-le-feu d'août 1988.

Même pour un esprit blasé, habitué aux mensonges des dictateurs de tout poils, la nouvelle initiative du maître de Bagdad laisse pantois. Elle revient en effet à reconnaître que les buts de l'Irak dans la guerre déclenchée en septembre 1980 contre l'Iran sont aujourd'hui considérés comme futiles et qu'un million de personnes ont été tuées uniquement pour satisfaire la mégalomanie d'un homme qui voulait en découdre avec l'ennemi perse et qui cherchait un plus large débouché sur le Golfe.

**M**ÊME si l'Irak a aujourd'hui atteint ce dernier but grâce à l'invasion du Koweït, les familles des morts et des centaines de milliers de blessés de la guerre Iran-Irak apprécieront à sa juste mesure la désinvolture

de Saddam Hussein. C'est un peu, en effet, comme si la France, quelques mois après 1918, avait rendu l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne pour mieux mener une nouvelle guerre contre la Grande-Bretagne...

Les pays qui ont aidé l'Irak dans sa croisade anti-perses - à commencer par la France, mais aussi bon nombre de pays arabes priés par Bagdad d'oublier aujourd'hui les « dettes de sang » irakiennes - pourront également méditer l'humiliante leçon de cynisme que vient de leur infliger leur ancien protégé.

**L**E contre-pied du président Hussein en dit aussi long sur ses faiblesses que sur sa détermination. C'est bien parce qu'il est menacé d'asphyxie économique qu'il renonce aujourd'hui à ses prétentions d'hier. Conscient qu'il ne parviendra pas longtemps à tourner l'embargo dont l'Irak fait l'objet avec la seule complicité du roi de Jordanie, l'homme de Bagdad cherche à se ménager de nouvelles possibilités.

Sera-t-il entièrement entendu par les Iraniens, dont il attend manifestement qu'ils ne respectent pas l'embargo ? Il est trop tôt pour le savoir, mais le président Saddam Hussein peut d'ores et déjà compter sur la neutralité de Téhéran dans le cas où la crise dégènerait en un conflit armé entre l'Irak d'un côté, le « grand Satan » américain et Israël de l'autre. L'offre de paix faite à Téhéran risque fort de ne constituer qu'un nouveau pas vers la guerre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le Monde 17. 08. 1990

## La victoire posthume de Khomeiny



Une guerre peut se perdre à retardement. En août 1988, après huit ans de carnage, l'Irak avait remporté aux points le conflit du Golfe. Mercredi 15 août, le succès a changé de camp. Sans la moindre concession, l'Iran a gagné la bataille politique de l'après-guerre. Et du même coup vaincu son voisin avec deux ans de retard. Téhéran ne s'y est pas trompé. Réagissant promptement au message de M. Saddam Hussein, le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, y a vu « la plus grande victoire dans l'histoire de la République islamique ».

Son autosatisfaction est légitime, puisque les renoncements et les propositions du président irakien équivalent à une véritable capitulation diplomatique. En acceptant l'accord frontalier d'Alger de 1975, en annonçant le rapatriement de ses troupes du territoire iranien et en consentant à un échange rapide des prisonniers de guerre, le maître de Bagdad a cédé sur toute la ligne à l'ennemi d'hier.

Et M. Saddam Hussein y a mis les formes. Son homologue iranien, M. Hachemi Rafsandjani, qu'il traitait il y a peu de « prince des ténèbres », est gratifié d'un cordial « cher frère », dans un message où le mégalomane et

cynique président irakien se montre à la fois humble et chaleureux. Fidèle à sa nouvelle sensibilité islamique, M. Saddam Hussein place son offre sous le signe des « relations fraternelles entre musulmans » face « au chantage et aux manœuvres des forces internationales du mal et de leurs valets dans la région ».

L'imam Khomeiny, qui n'aurait pas renié une telle incantation, a dû se réjouir dans son tombeau en apprenant ce qui représente sa victoire posthume. M. Rafsandjani doit être le premier à savourer ce succès différé, lui que l'imam avait mis dans l'embarras - face au clan des « radicaux » de la révolution iranienne - le jour où il révéla que son acceptation du cessez-le-feu, sur le conseil de ce dernier, lui avait été « plus pénible que d'absorber un poison ». La reculade irakienne vient justifier a posteriori le sacrifice demandé par M. Rafsandjani au fondateur de la révolution islamique. Elle devrait renforcer à Téhéran la main des « pragmatiques ».

Même s'il est évidemment plus facile pour Bagdad d'accepter une co-souveraineté sur le Chott-el-Arab maintenant qu'il dispose à Koweït d'un confortable accès libre à la mer, il a tout de même dû en coûter beaucoup à M. Saddam Hussein de renoncer au caractère « irakien et arabe » de l'estuaire, qu'il disait tenir pour

un dogme.

La force d'obstination, il avait fait de ce dossier une question d'orgueil personnel et national. En grand opportuniste, M. Saddam Hussein a pourtant oublié le dogme et la guerre atroce qui en fut le prix pour s'en tenir au rapport des forces en présence. Ce dernier, a-t-il jugé, ne lui laissait pas d'autre choix qu'une « ouverture » vers l'Iran.

Pour M. Saddam Hussein, il est devenu vital de briser l'encerclement dont il est l'objet. De jour en jour, de nouveaux pays musulmans - du Maroc jusqu'au Bangladesh - annoncent leur participation active à la défense de l'Arabie saoudite, se rangeant ainsi dans le camp des ennemis de l'Irak. Le régime de Bagdad se retrouve chaque jour un peu plus au ban d'une communauté internationale dont il a manifestement sous-estimé les réactions (comme il avait sous-évalué il y a dix ans la capacité de résistance du peuple iranien.) Son chef commence à s'inquiéter du blocus imposé par les Nations unies.

Si l'étanchéité du dispositif naval dans le Golfe se confirmait, la menace d'asphyxie de l'économie irakienne deviendrait en effet plus sérieuse qu'il ne l'avait prévu. M. Saddam Hussein, jugeant sans doute que le temps lui est compté, veut faire vite. Joignant le geste à la parole, il propose à Téhéran un gage de sa bonne foi en retirant dès cette semaine ses premiers contingents d'Iran et en entamant l'échange des prisonniers de guerre.

Et maintenant ? Comment va réagir l'Iran ? Se contentera-t-il d'empocher la dot que lui offre M. Saddam Hussein pour l'inciter à sceller une alliance stratégique contre les Etats-Unis et ses partenaires arabes enrôlés aux cotés de l'Arabie saoudite ? Se limitera-t-il à accorder à l'Irak une neutralité bienveillante sans soutien actif ? Ou bien ira-t-il, sous la bannière d'une contre-croisade anti-américaine, jusqu'à participer à une violation du blocus en permettant l'acheminement des approvisionnements destinés à son voisin à travers leur longue frontière commune ?

Tel est le véritable enjeu du coup de poker de M. Saddam Hussein. Il est vrai qu'outre leur anti-américanisme, l'Irak et l'Iran ont actuellement des intérêts communs. Alliés objectifs au sein de l'OPEP depuis plusieurs mois, ils s'efforcent ensemble notamment de favoriser une hausse du prix du brut. En tout état de cause, si l'Irak parvenait, sous une forme ou une autre, à recruter l'Iran à ses cotés, la crise du Golfe prendrait une nouvelle ampleur. Elle compliquerait singulièrement la tâche de M. Bush et de ses alliés.

M. Rafsandjani poursuit depuis des mois avec ténacité un rapprochement vers l'Occident. Pour défendre cette ligne de conduite qui permettra à l'Iran d'échapper à l'isolement où il se trouve confiné, l'homme fort de Téhéran a pris beaucoup de risques. Est-il prêt à renier cette politique de longue haleine pour le bénéfice aléatoire d'une alliance de circonstance avec son voisin détesté ?

# Un bombardement chimique...

PAR GEORGES BUIS

*Les armements chimiques détenus par l'Irak modifient, bien plus qu'on ne le dit, la donne stratégique dans le Golfe.*



*Génocide par le gaz au Kurdistan*

Saddam Hussein ne dispose pas encore de la bombe atomique. Mais il possède le « nucléaire du pauvre », ces armes chimiques qu'il a déjà employées contre l'armée iranienne ou contre les civils kurdes révoltés contre son régime. Certes, ces armes sont d'un emploi difficile. Elles tiennent dans la stratégie irakienne un rôle avant tout dissuasif : Saddam Hussein ne pourra pas s'en servir pour attaquer. Mais il peut, grâce à elles, empêcher qu'on l'attaque. Imitée de celles des Soviétiques, sa panoplie est très complète. Il y a d'abord les produits s'attaquant au système nerveux : le sarin, le soman, la série des produits « V » (les préférés des Soviétiques), tous des « classiques » de la guerre chimique. Il y a ensuite les produits agissant à la façon des vésicatoires et provoquant sur le corps des boursoufflures mortelles. Ce sont le gaz moutarde, la lewisite ou un mélange des deux, dont les photographies du génocide kurde montrent les terribles effets. On peut encore citer les produits agissant par décomposition du sang, parmi lesquels le préféré des militaires est le cyanide d'hydrogène, ou bien les produits provoquant un choc mortel sur l'organisme humain, comme le phosgène. Il y a enfin les nombreuses toxines, dont la production et l'utilisation sont interdites par la convention sur les armes biologiques et toxiques de 1972, mais que Saddam est fort capable de mettre en oeuvre.

Comment employer ces armes ? Il ressort des très nombreux travaux d'état-major conduits au temps de la guerre froide que le projectile chimique n'est pas l'arme de la rupture, du gain probable de la bataille. Il est d'ailleurs difficile de prêter à Saddam Hussein la prétention de gagner une bataille d'arrêt contre les Etats-Unis appuyés par la quasi-totalité de la planète. Pour l'Irak, l'arme chimique doit, en conséquence, apparaître comme celle qui peut lui permettre de conserver, sans guerre chaude,

son précieux gage koweïtien. Bagdad lui confère probablement une mission de dissuasion. En frappant Téhéran depuis son sol, à l'explosif classique, l'armée irakienne a fait la démonstration de son allonge. Ses missiles, cette fois porteurs de têtes chimiques, peuvent donc frapper les capitales des pays périphériques et, de façon préférentielle, les villes israéliennes. La dissuasion du faible au fort est, ne l'oublions pas, la menace de frappe anti-cité. Dans ce système, ce ne sont pas les soldats américains, dont les lourdes combinaisons de protection font l'objet de tant de reportages télévisés, qui doivent craindre un bombardement chimique. Ce sont les civils de la région, à commencer par les Israéliens.

Ce rappel des principes nous conduit à un diagnostic quelque peu différent de ceux qui sont généralement établis sur la situation stratégique dans le Golfe. En effet, s'il est vrai que la dissuasion s'applique à décourager toute entreprise jugée mortelle, militaire ou non un blocus efficace par exemple, s'il est vrai que le « chimique » soit le « nucléaire du pauvre » ; si la détermination de Saddam Hussein est perçue comme crédible, on peut se demander quel responsable prendra le risque de pousser la contrainte jusqu'au « seuil critique », indéterminé, où l'Irak s'estimera justifié d'ouvrir la boîte de Pandore de l'escalade chimique. D'autant que l'agressé, Israël par exemple, risque de répliquer par une frappe nucléaire. Dans ces conditions, l'étranglement pétrolier et alimentaire programmé par George Bush se heurte à des obstacles supplémentaires et inattendus.

A moins que les Etats-Unis ne décident des contre-mesures immédiates. Mais il n'y a dans ce cas qu'une seule parade possible : détruire, en une frappe conventionnelle préemptive, les sites de stockage et de lancement de l'arme aux effets intolérables.

G.B.

La chronique de Jacques Julliard  
**Si j'étais Dieu...**

**...ma patience aurait ses limites et je ferais savoir que je n'ai rien à voir avec la troupe croissante des hypocrites et des assassins qui m'enrôlent dans leurs bandes criminelles**

**S**i j'étais Dieu, Allah ou Yahvé, je n'aimerais pas beaucoup que ceux qui prétendent parler en mon nom me fassent passer de plus en plus souvent pour un imbécile ou un criminel. J'aurais toujours de la peine à comprendre pourquoi la race jalouse des prêtres, des rabbins et des mollahs interdirait aux garçons d'aller vers les filles et aux filles d'aller vers les garçons, alors qu'à ce qu'il semble je les ai de toute éternité programmés pour cela. Considérant même que la sexualité est une des plus réussies de mes inventions, je m'étonnerais que cette sombre cohorte s'arroge le droit d'en régler l'usage et prétende détenir le monopole du désir légitime. En particulier, je ne verrais pas pourquoi mes filles, que j'ai belles et charmantes, devraient en toutes circonstances cacher leur visage et leurs jambes tandis que les hommes, je parle notamment de ceux qui me rendent un culte, exhibent avec arrogance des barbes qu'ils ont en général sales, laides et nauséabondes.

Pourquoi, penserais-je, si j'ai fait Mozart et Titien, me prêter si mauvais goût ? Pourquoi ne pas m'accorder une certaine dose d'humour ? Pourquoi m'attribuer une préférence systématique pour la laideur et la tristesse ? Certes, depuis le péché originel, le monde ne sera plus jamais le Club Méditerranée, et je serais là pour rappeler aux hommes la dimension tragique de la vie. Dans la version chrétienne de mon existence – à mes yeux la moins éloignée de ma vérité –, j'aurais même envoyé mon fils pour le leur rappeler. Le tragique, oui. La tristesse, non. Et la bêtise, encore moins. J'aimerais alors rappeler ce que j'ai de commun avec Monsieur Teste : la Bêtise n'est pas mon fort.

Mais moins encore que le mauvais goût que l'on me prête, ce que je ne pourrais accepter si j'étais Dieu, c'est que les plus dégénérées et les plus cruelles de mes créatures s'arrangent pour me fourguer leurs crimes les plus ignobles. Il n'est, à travers l'histoire, injustices, massacres, rapines, viols, incendies, tortures qu'on n'ait prétendu avoir perpétrés en mon nom et à mon instigation. « Dieu le veut ! », disent-ils. Qui donc les a mis au courant de mes intentions ? Je n'aurais pas aimé que l'on me colle sur le dos avant-hier les massacres des Philistins, hier les croisades et l'Inquisition, aujourd'hui la « guerre sainte » ou « guerre juste ».

La guerre sainte ! La guerre juste ! Comme si, par nature, la guerre n'était pas la plus impie et la plus injuste des inventions humaines ! En un mot, si j'étais Allah, le Tout-Puissant ou le Miséricordieux et non une misérable effigie de l'imposture et des passions humaines, je me scandaliserais d'être identifié à un obsédé sexuel dont le seul projet en ce monde serait de rallonger les ourlets des femmes et d'encourager les hommes à s'entre-massacrer en mon nom. Oui, si j'étais Allah, je m'étonnerais que Saddam Hussein – qui naguère encore s'était fait le champion, contre Khomeini, d'une vision un peu moins intolérante et un peu moins rétrograde de l'islam – ne craigne pas de relancer le djihad pour des histoires de pétrole et de gros sous. Mais je sourirais aussi de voir les Occidentaux, qui hier vendaient leurs canons à Saddam Hussein au nom de la « laïcité », voler au secours de la dynastie wahhabite d'Arabie, la plus théocratique et la plus rétrograde des puissances islamiques.

En un mot, si j'étais Dieu, Allah ou Yahvé, instruit par l'expérience, je m'inquiéterais fort du zèle soudain, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, de tant d'hommes et de puissances acharnés contradictoirement à faire triompher ma cause alors que je ne leur aurais rien demandé. Et puis je n'attacherais pas une telle importance à voir croître le nombre de mes croyants car je saurais bien, moi, que j'existe et que, tôt ou tard, mon règne arrivera. Mais je ne supporterais pas plus longtemps les crimes que l'on commet en mon nom. Quitte, pour une fois, à déranger l'ordre naturel des phénomènes, que je me suis fait une règle de respecter scrupuleusement afin de préserver la liberté de mes créatures, je me demande si je ne m'offrirais pas pour l'occasion une espèce de miracle en forme de démenti transcendantal. Ma patience aurait ses limites et, d'une façon ou d'une autre, je ferais savoir que je n'ai rien à voir avec la troupe croissante des hypocrites et des assassins qui, sous divers noms et en divers costumes, m'enrôlent dans leurs bandes criminelles.

Pour le moins, j'aimerais voir rappeler que, si j'ai fait le ciel et la terre, et les églises, les mosquées et les synagogues, j'ai fait aussi les libres-penseurs et j'ai permis la liberté. Et si un jour j'ai eu l'idée de faire Voltaire, j'aimerais que l'on sache que j'avais mes raisons.

J.J.

# Le dilemme des Kurdes

« Depuis plusieurs mois, nous savions que Saddam Hussein préparait quelque chose. Notre chef, Djalal Talabani, avait des informations très précises indiquant que, contrairement à ce que certains pensaient, ce n'était pas Israël qui était visé, mais le Koweït. Nous nous trouvons aujourd'hui, une fois de plus dans notre douloureuse histoire, devant un choix très difficile : devons-nous rejoindre ou non les forces internationales opposées au régime irakien, au risque d'apparaître comme un ennemi intérieur et de nous couper de la population ? »

Celui qui parle ainsi est un des représentants à Paris de l'Union patriotique kurde (UPK). Avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, son mouvement représente le fer de lance de l'opposition kurde. Tant qu'une position commune n'a pas été officiellement choisie, l'anonymat est de rigueur.

Une position difficile à adopter, qui porte en elle, comme chaque fois que les Kurdes ont été confrontés à un pareil dilemme, la malédiction des peuples obligés de s'allier avec les ennemis de leur pays pour lutter contre l'État qui les persécute. Peut-être faudrait-il plus simplement parler de la malédiction des peuples qui n'ont pas droit à une existence nationale et qui, inlassablement, se battent pour survivre.

L'histoire des Kurdes irakiens illustre parfaitement ce combat. Avec trois millions de personnes, ils représentent plus d'un quart de la population du pays et environ un sixième de ce peuple kurde éclaté au cœur du Moyen-Orient entre quatre autres États : la Turquie (10 millions), l'Iran (6 millions), la Syrie (800 000) et l'URSS (350 000).

Un peuple qui a une histoire, une langue et une religion communes — musulmans sunnites — et que les puissances

occidentales ont, au début du siècle, sacrifié au nom d'un intérêt bien compris. En 1923, en effet, les accords du traité de Sèvres, signés trois ans auparavant avec la Turquie et prévoyant l'autonomie du Kurdistan, sont abrogés, et les pays voisins se partagent les 543 000 km<sup>2</sup> de montagnes et de hauts plateaux avec leurs habitants. Une situation que les Kurdes n'accepteront jamais.

L'Irak, alors sous tutelle britannique, hérite notamment de la région de Mossoul, en plein cœur du Kurdistan, dont le sous-sol regorge de pétrole. Dès lors, les Kurdes irakiens n'auront de cesse de se battre, non seulement pour voir reconnaître leur autonomie, mais aussi pour récupérer leur or noir.

## Rébellion ouverte

Actes de guérilla, chantage à la guerre civile, les chefs de l'opposition kurde, dont le plus célèbre est le mollah Barzani, mènent la vie dure aux responsables arabes du pays. Durant dix ans, de 1960 à 1970, ce sera même une rébellion ouverte qui fera des milliers de morts et qui se terminera, en mars 1970, par la reconnaissance à échéance de trois ans de l'autonomie effective des trois provinces occupées par les Kurdes au nord et au nord-est de l'Irak.

Depuis 1974 donc, la région autonome kurde, dont la capitale est Erbil, est dotée d'un conseil exécutif et d'un conseil législatif. La langue kurde est enseignée dans les écoles primaires, les documents officiels sont rédigés en arabe et en kurde, il existe une radio, une télévision et une presse exclusivement kurdes. Une situation tout à fait exceptionnelle dans la région, lorsque l'on sait qu'en Turquie, par exemple, le simple fait de parler kurde est

**Laminés par l'armée de Saddam Hussein il y a deux ans, les Kurdes d'Irak attendent le signal du réveil. La crise du Golfe fait renaître l'espoir de l'opposition en exil.**

considéré comme un délit.

Dans les faits, cependant, l'autonomie est loin d'être effective : c'est Saddam Hussein qui nomme lui-même le chef de l'exécutif kurde, la censure est omniprésente et, surtout, les importantes réserves de pétrole qui devaient initialement être rattachées au territoire ne l'ont jamais été.

## Promesses non tenues

Dès la fin de 1974, la guérilla repart pour cause de promesses non tenues, largement aidée par l'Iran qui était alors en délicatesse avec l'Irak au sujet de la souveraineté sur le Chatt al-Arab. C'est l'époque où le PDK forme le corps de Pechmergas (les combattants), véritable armée de 200 000 hommes qui, depuis, n'a jamais été dissoute.

Considérés comme des traîtres à leur pays, les Kurdes paieront le prix fort lorsqu'en 1975, l'Irak et l'Iran parviendront à un accord. Le chah promet d'abandonner toute aide aux résistants et de nettoyer sa frontière des camps de replis qu'ils occupaient. De son côté, l'Irak entreprend une répression d'autant plus féroce que les Kurdes ont reçu, dans leur lutte, l'appui du Mossad israélien. Saddam Hussein règle ses comptes et fait savoir pourquo.

C'est à peu de choses près le même scénario qui s'est déroulé en 1988, à la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran : au nom de leur liberté et de leur haine pour Bagdad, les Kurdes n'ont pas hésité à aider les Iraniens contre leur pays, notamment après l'échec des négociations entamées avec Saddam Hussein entre 1983 et 1985.

## Victimes de l'arme chimique

Soutenue par Téhéran, la guérilla constitue un abcès de fixation interne dramatique

pour l'armée irakienne. Les grands axes routiers ne sont plus sûrs, les troupes sont attaquées. Cette fois-ci, Saddam Hussein emploie les grands moyens : à partir de 1987, les villages du Kurdistan sont rasés, la population déportée, les villes bombardées au phosphore. C'est la politique de la terre brûlée.

Le pire reste à venir à la fin de la guerre, en 1988 : l'armée irakienne anéantit systématiquement la région à l'arme chimique. La ville d'Halabaja, prise par les Iraniens avec l'aide des Kurdes, sera totalement détruite : 4 000 habitants gazés. Les survivants épouvantés s'enfuient. En quelques jours, 60 000 personnes forcent la frontière iranienne, 40 000 la frontière turque.

Deux ans plus tard, des milliers de villages ont été détruits au bulldozer, des villes comme Qala Diza ont été totalement vidées de leur population (70 000 habitants), les zones rurales accusées d'aider les rebelles sont désertées, une zone de sécurité, véritable *no man's land* large de 30 kilomètres, a été créée. Au total, 200 à 250 000 personnes auraient été déportées dans des « villes nouvelles » sous contrôle gouvernemental, et plusieurs milliers de villages détruits.

Pour marquer la fin de la reprise en main, Saddam Hussein a décrété une amnistie de trois mois, en février dernier, et permis aux Kurdes irakiens qui avaient fui de revenir au pays s'ils le souhaitaient. Moins d'un dixième auraient accepté.

Aujourd'hui, l'ordre règne au Kurdistan irakien. Jusqu'à quand ? Le gouvernement de Bagdad, qui avait basé là-bas un tiers de son armée, devra sans doute en retirer la plus grande part. Animés par une haine sans mélange pour celui qu'ils appellent « le monstre », les Kurdes semblent à nouveau prêts à tout. Avec un espoir secret : renverser Saddam Hussein.

Catherine DELSOL.

Libération 17.08.1990

## Réponse à Sibony

PAR ALAIN LIPIETZ\*

Aujourd'hui, ils sont tous là. Tous. Tous les « membres permanents du Conseil de sécurité »: USA, URSS, Royaume-Uni, France, Chine, les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. Mais aussi les vaincus: l'Allemagne et le Japon. Unanimes dans la condamnation d'un Etat du tiers monde, leur propre créature pourtant, coupable d'un crime qui pour eux serait peccadille. Et, pour la première fois, unanimes dans l'action: les sanctions économiques, et déjà en marche vers l'unanimité dans l'intervention militaire. A ma connaissance, ça n'a qu'un précédent: ils étaient déjà tous là (sauf la Chine, bien sûr!) pour sauver les légations encerclées dans les 55 jours de Pékin, tous là, militairement, contre l'ignoble impératrice Tseu-Hi et contre les Boxers barbares (« surexcités ») qui voulaient chasser de Chine les Concessions étrangères.

Dans cette guerre, tous les Etats protagonistes ont de bonnes « raisons », des raisons légitimes, morales, d'agir comme ils le font, mais aucun n'a la légitimité de le faire, car tous se sont illustrés dans la violation des principes qu'ils prétendent aujourd'hui défendre. Face à ce festival d'hypocrisie, l'excellent *Canard enchaîné* du 8 août, qui ne fait que son devoir de résistance critique à l'union sacrée, comme il le fait depuis la Guerre de 14, retrouve spontanément les arguments des masses populaires et de la plupart des intellectuels arabes indignés par la partialité du front mondial anti-irakien: « Pas eux! Pas ça! » Mais ce « Pas eux! Pas ça! » vaut autant contre Saddam Hussein, qui est vraiment, non seulement un Tseu-Hi, mais aussi un Hitler du Proche-Orient.

Dans cette guerre entre salopards (« impérialisme de part et d'autre », disait Lénine en 14), il faut « mesurer » l'éthique pour

dire le (bon) drôif. Dans la guerre des Boxers, les persécutions religieuses justifiaient l'agression des grandes puissances. Aujourd'hui, la psychanalyse a remplacé la religion comme fondement de l'éthique. C'est donc en « psychanalyste et mathématicien » que Daniel Sibony (*Libération* du 9 août) vient apporter l'onction de l'éthique aux nouveaux « 55 jours de Pékin ». D'un côté, « l'éthique des Nations et de la Vie: la loi, le symbolique, la parole et la signature, presque tous les Etats de l'Humanité, le courage, le cœur, l'amour et l'estime de soi ». De l'autre côté, « la Mort, Munich, l'Irak surarmé et surexcité, le délire narcissique, le cynisme ».

Ainsi donc, le Front des Puissants n'est pas seulement porteur de ses intérêts, mais défenseur de la loi morale! Parfait. Et comme elles sont méprisables, ces masses grouillantes du Sud, en particulier arabes et palestiniennes, qui voient dans Saddam un nouveau Saladin! Combien l'OLP a jeté le masque, en proposant sa médiation!

Et si la « mathématique psychanalytique » de Sibony condensait les fondements inconscients de la bonne conscience anti-irakienne? Sa mathématique repose en effet sur de singulières dénégations. N'en pointons que les plus criantes. — « L'Irak est déjà le seul pays qui ait gazé ses citoyens, les Kurdes, et avec des produits maison. » Oui, il l'a fait. Mais avec les avions de ceux qui alors n'ont rien dit et jouent aujourd'hui les Chevaliers Blancs du Koweït. Et surtout, il n'est pas le premier pays à « gazer ses citoyens ». A ce niveau, la dénégation s'appelle « révisionnisme » et mesure jusqu'où peut aller la bonne conscience occidentale (au nom de « l'estime de soi? »).

— « (contrairement à l'Irak), Israël n'a pas mis dans la poche un Etat palestinien, car celui-ci n'a jamais existé. » Au nom des critères de Sibony (« le symboli-

que, la loi, le droit dit par "presque" tous les Etats de l'Humanité »), c'est inexact: « presque tous les Etats » avaient créé en 1948 deux Etats, Israël et la Palestine, Israël et la Transjordanie ont dévoré le second, puis en 1966, dans une guerre dont il avait l'initiative, Israël a tout mangé, et si « presque tous les Etats » avaient imposé à Israël et à la Transjordanie, en 1948 ou en 1966, les mêmes sanctions qu'aujourd'hui à l'Irak, l'histoire du Proche-Orient en eût été complètement changée. Si « Munich » il y eut, il eut lieu alors.

Dernier « déplacement » qui résume tout: l'Irak dit attaquer Israël et les Etats-Unis: « En somme, les juifs. » Pour Sibony, qui dénie que l'Allemagne a jadis gazé ses citoyens juifs, les juifs, c'est Israël (et les Etats-Unis) et vice-versa.

Résumons: pour fonder dans « l'éthique des nations » la croisade anti-irakienne, il faut: 1/ Réduire l'éthique, les peuples, l'identité, à des Etats. 2/ Ne reconnaître personnalité morale que les Etats reconnus par les Grands, à l'exclusion de ceux qui sont fondés, si on ose dire, par les « Etats du commun » (l'ONU de 1948).

Eh bien, celles et ceux qui croient en effet que l'éthique doit guider la politique n'ont rien à gagner à défendre cette éthique-là. D'ores et déjà, le corps expéditionnaire US en Arabie Saoudite a transformé Saddam-Hitler en Saddam-Tseu-Hi, en victime d'un nouveau consensus des Grandes Puissances contre les « petits », du Nord contre le Sud. Même si des détachements marocains, tanzaniens, ou du Bangladesh rejoignent la sainte croisade. Il que faut la Loi, même quand elle est parfois injuste, et toujours dans le même sens, tue chez les peuples l'idée même de Loi. C'est aujourd'hui le premier risque à éviter.

\* Economiste.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 17, 1990

# 1,000 Firms in Bonn Arms Sale Inquiry

By Marc Fisher

*Washington Post Service*

BONN — West Germany, which purports to have the world's toughest laws against exporting weapons to countries that are likely to become involved in warfare, is now investigating allegations that more than 1,000 German businesses have illegally sent arms and military technology to Third World countries, including Iraq, a Foreign Ministry source said.

Public prosecutors are looking into allegations that at least 50 companies have sold Iraq plants and know-how that could be used to build chemical, biological and nuclear weapons.

Investigations are under way into companies alleged to have provided Iraq with centrifuges capable of enriching uranium for use in nuclear bombs; laboratories that could be used to create nerve gas, and steel to make cannons.

The close ties between Iraqi and German industry have opened a new debate over the role West Germany has played in helping President Saddam Hussein turn his country into a military power to be feared.

According to the new allegations, the Bonn government was unable to stem the private flow of information and materials to Iraq. One of its own intelligence agents was reported to have sent Iraq material needed to produce nerve gas. Bonn has denied that any of its agents was involved in exports to Iraq.

Since 1984, according to Norbert Gansel, a member of the Social Democratic opposition and leader of a parliamentary committee investigating illegal arms sales, "the Bonn government has known that Iraq, with German support, was producing poisonous gas and missiles. The warnings from our side and the warnings from friendly governments were a waste of breath."

The Iraqis apparently considered West Germany a prime source for materials to produce chemical weapons.

Iraq's ambassador to West Germany, Abdul Jabbar Ghani, is a close adviser to Mr. Hussein. He arrived in Bonn in 1987 with instructions to buy materials and plants for weapons production for the Iran-Iraq war, according to in-

telligence sources quoted by the West German news weekly *Der Spiegel*.

Mr. Ghani vanished from Bonn several days before the Iraqi attack on Kuwait. According to diplomats in Bonn, Western intelligence reports show that he was in the Iraqi port of Basra helping to plan the invasion.

Mr. Ghani was so successful in his efforts to line up materials for chemical weapons production that Bonn press reports have linked more than 50 German companies to recent sales to Iraq.

"We all know that a number of German companies have allegedly violated these restrictions," a Foreign Ministry official said. "And we have tightened our customs and border checks to guard against this."

Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher this week criticized West German businesses that have helped arm Iraq. "West German industry should turn away from those who broke laws to earn money by helping the dictator of Baghdad," Mr. Genscher said. "The good name of German industry is at stake here."

Opposition politicians in Bonn have accused Helmut Kohl's government of insufficient vigilance against such sales. The Federal Economic Office, which reviews export applications, says its staff is not large enough to examine the 75,000 applications received each year.

One company that has traded extensively with Iraq, Pilot Plant, sent laboratories purportedly designed to produce pesticides for use against insects that attack fruits.

But those installations can be used to produce chemical weapons, according to charges now being investigated by the public prosecutor. Pilot Plant is alleged to have built two laboratories used at an Iraqi poison gas facility near Samarra, 105 miles (105 kilometers) northwest of Baghdad.

"Pilot Plant has never denied supplying experimental plants to Iraq for research on pesticides," said Dieter Backfisch, managing director of the company near Frankfurt that owned Pilot Plant and disbanded the firm after the government inquiry began. "But chemical weapons cannot be produced by this plant."

# Iran Insists Iraq Withdraw From Kuwait

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

TEHRAN — Iran declared Thursday that peace with Iraq was a separate issue from the current Gulf crisis and renewed its demand for an Iraqi military withdrawal from Kuwait.

President Hashemi Rafsanjani, apparently seeking to allay fears that Iran would swing its support behind Iraq, made the remarks in a telephone conversation with President Turgut Ozal of Turkey.

He was speaking a day after Baghdad offered to accept Iranian terms for a formal settlement of the Iran-Iraq war.

"Peace with Iraq is a different issue, and we hold on to our view that Iraq must evacuate its forces from Kuwaiti territory so as to create the necessary conditions for re-establishment of peace and tranquility," the Iranian news agency

IRNA quoted Mr. Rafsanjani as telling Mr. Ozal.

"We believe that the problem which has been created in the region must be solved by the regional countries in cooperation with one another," Mr. Rafsanjani added.

After the start of the current crisis, Iran condemned Iraq's invasion of Kuwait and pledged to support United Nations efforts to resolve the crisis.

But when Baghdad announced that it was accepting virtually all of Tehran's terms for a peace treaty, concern arose in the West that a settlement could help Iraq break out of its current international isolation.

The Gulf War between Iran and Iraq was halted by a UN-brokered cease-fire in August 1988, but a formal peace accord was not concluded.

Mr. Rafsanjani has issued no

formal response to the Iraqi initiative, but newspapers here have hailed it as a political and military triumph for Iran.

"Congratulations on the great victory to the Iranian revolutionary nation," ran a headline in *Jomhuri Eslami*.

The Tehran radio said hospitals across Iran were put on alert to receive up to 35,000 Iranian prisoners of war, many held since the beginning of the war in 1980, who Iraq said would be released starting on Friday.

The radio said Mr. Rafsanjani received a letter from President Saddam Hussein of Iraq containing the peace offer and Iranian officials were studying it.

The letter was handed over by Barzan Takriti, representative in the UN European headquarters in Geneva, to his Iranian counterpart, Siroos Nasser, who delivered it to Mr. Rafsanjani in Tehran.

Mr. Hussein's letter was in response to one by Mr. Rafsanjani dated Aug. 8.

In the Iranian letter, released by IRNA on Thursday, Mr. Rafsanjani said the 1975 border treaty giving Iran control over the eastern half of Shatt-al-Arab border river must be the basis of peace talks.

"A two-month period which has been set as the deadline for withdrawal from occupied Iranian territories cannot be justified because if this action is based on goodwill it can be accomplished in a matter of one or two days," Mr. Rafsanjani said.

In his letter read on the Baghdad radio on Wednesday, Mr. Hussein said he was accepting all demands of his "Dear Brother" Rafsanjani.

He said Iraqi forces will begin pulling out of Iran on Friday.

(AFP, Reuters)

Libération, 17 août 1990

# Comment se débarrasser de Saddam Hussein

**Pas facile d'assassiner le numéro un irakien. Des Kurdes aux Iranlens en passant par les Israéliens, beaucoup s'y sont essayés en vain. Rien n'a dit que les Américains auraient plus de chance contre le dictateur terré dans son bunker.**

Le Caire, envoyé spécial

**S**addam Hussein aurait récemment fait l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de ses « proches », a affirmé hier l'agence de presse égyptienne MENA, selon qui cette tentative aurait été suivie par de nombreuses arrestations dans l'armée et la population irakiennes.

Une information à recueillir avec prudence, même si, dans les multiples hypothèses sur les issues possibles de la crise ouverte par l'invasion irakienne du Koweït, plusieurs tournent autour de l'élimination de Saddam Hussein lui-même, partant du principe que le régime concentré entre les mains du dictateur ne pourrait lui survivre. Le calcul n'est pas faux, il ne sera pas pour autant facile à traduire en acte.

Dans les premiers jours de la nouvelle crise du Golfe, certains médias américains avaient fait état d'une directive présidentielle à la CIA lui demandant d'étudier les moyens d'accélérer la chute du dictateur irakien. Aucun officiel américain n'a évidemment commenté cette information. « Je sais que certains pays dans le monde espèrent que cela arrivera », notait pour sa part George Bush avant d'ajouter : « Mais je ne suis pas prêt à soutenir une telle initiative. »

Quoi qu'il en soit, ceux qui en effet « espèrent » renverser le régime irakien et/ou supprimer son chef n'auront pas la tâche facile. Rarement chef d'Etat au monde a été mieux protégé. Très rares sont ceux qui ont un accès direct auprès du Président et encore sont-ils minutieusement fouillés avant de pénétrer dans son bureau. Taha Yassine Ramadan, vice-Premier ministre, le plus proche des conseillers politiques du *raïs*, figure parmi les élus qui rencontrent Saddam plusieurs fois par jour. La confiance dont il est l'objet, rapporte un haut responsable égyptien, ne lui épargne pas une fouille au corps à chacune de ses visites. Seuls les deux enfants de Saddam qui vivent après de lui, Ouday et Koussay, en seraient dispensés.



**La nouvelle cible des Américains. L'auteur de l'affiche en avait vendu un million et demi à l'effigie de Khomeiny.**

Selon des informations recueillies au Caire, Saddam n'aurait plus quitté son bunker de commandement dès l'invasion du Koweït. Par deux fois il aurait annulé un « discours au peuple et au monde arabe », préférant le faire lire par un speaker de la radio-télévision. Par la suite, tous les messages présidentiels ont été ainsi transmis.

Saddam Hussein n'a pas tort de se méfier. Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de son pays, bien peu de ses dirigeants sont morts dans leur lit, plutôt empoisonnés ou liquidés par des tueurs. Avant d'être lui-même la cible d'assassins potentiels, Saddam expérimenta l'autre côté du métier quand, en 1959 — il avait alors 22

ans —, il fut choisi avec neuf autres militants pour assassiner Abdel Karim Kassem, le premier dictateur de l'Irak républicain. Kassem ne fut que blessé et Saddam réussit à s'enfuir vers la Syrie.

Cette leçon aussi a porté. Tout au long de son règne commencé en 1968, Saddam n'a cessé de « purger » systématiquement les hautes sphères du pouvoir, liquidant sans barguigner généraux, ministres, conseillers que l'on croyait proches parmi les proches. En juillet 1979, quelques jours après avoir concentré entre ses mains la totalité des pouvoirs à Bagdad, présidence de la République, direction du Baas, Conseil de commandement

de la révolution (CCR), il fit, au bénéfice d'un « complot » brutalement découvert, condamner à mort et exécuter en une fois 21 dirigeants à divers niveaux des institutions, dont 5 membres du CCR, plusieurs ministres et le vice-Premier ministre qu'il venait de nommer à ses côtés.

Le quotidien cairote à grand tirage, *Al-Akhbar* consacrait récemment une page entière aux confidences d'un « rescapé irakien ». L'auteur (anonyme) y rapporte un lot effarant de liquidations au sommet, dont celle de Hirdan Takriti, chef d'état-major et ministre de l'Intérieur, présenté comme un ami de Saddam. L'homme, soupçonné de fomenter un coup d'Etat, se remettait alors d'une opération chirurgicale lorsqu'il fut « exécuté » par quatre tueurs sur son lit d'hôpital. Plusieurs autres « conspirateurs » ou supposés tels — y compris des parents du dictateur — auraient subi le même sort.

Selon le même récit, neuf « complots » auraient ainsi « échoué », impliquant des hauts responsables ou des proches, y compris l'un des propres frères de Saddam, Barzan Takriti, exilé aujourd'hui dans un poste diplo-

matique à l'étranger. L'un de ces « complots » aurait été découvert par un groupe d'officiers du service de renseignement irakien qui dénoncèrent certains de leurs camarades. Saddam rendit justice : il fit exécuter en un coup complotiers et dénonciateurs.

Un membre de l'entourage de Hosni Moubarak qui a accompagné le président égyptien lors de voyages à Bagdad fait état d'innombrables anecdotes prouvant, selon lui, que le comportement de Saddam Hussein n'était pas loin du « délire paranoïaque ». Pour l'homme qui dirige l'un des régimes les plus sanguinaires et les plus cruels de la planète, le diagnostic ne semble pas excessif. Il ne facilitera pas le travail des candidats à son élimination. « Beaucoup ont essayé, notait un haut fonctionnaire égyptien, des Kurdes, des Iraniens, des Israéliens peut-être. Tous ont échoué. La tâche ne sera pas plus aisée pour des Américains. Seul un membre de son entourage, peut-être... » Mais, comme le soulignait en écho un diplomate occidental au Caire : « L'entourage de Saddam en est aussi le complice. Ils ont tous du sang sur les mains et ont bien peu de chance de lui survivre, encore moins

de garder le pouvoir, si Saddam disparaissait. »

Selon l'agence de presse égyptienne MENA, une « tentative d'assassinat du président irakien Saddam Hussein par certains de ses proches » aurait récemment eu lieu. L'agence, qui fait état d'informations rapportées par des travailleurs égyptiens revenus d'Irak, précise que des « chars d'assaut et des véhicules blindés parcourent en permanence les différents quartiers de la capitale irakienne et se concentrent autour des édifices des services publics importants ». Elle ajoute qu'un « climat de tension et d'inquiétude règne à Bagdad, où de nombreux militaires armés de pied en cap stationnent aux points de contrôle et aux carrefours ».

MENA cite, sans la nommer, une personnalité palestinienne qui serait allée remettre un message de l'OLP au président Saddam Hussein et l'aurait rencontré dans un « abri souterrain transformé en caserne », où le chef de l'Etat irakien lui serait apparu « épuisé à l'extrême, le regard fuyant, le geste et la parole trahissant la nervosité et l'ébranlement ».

Shalom COHEN

## « M. le Président des Etats-Unis d'Amérique, vous avez menti »

**P**rincipaux extraits de la « lettre ouverte » que Saddam Hussein a adressée à George Bush :

« Vous, chef d'une grande puissance, avez tenté d'accuser Saddam Hussein de menteur en prétendant que j'avais fait des promesses au (président égyptien) Hosni Moubarak (au sujet du Koweït) ». « Ce que vous haïssez le plus, c'est la sincérité des hommes, surtout Saddam Hussein, qui par son honnêteté à l'égard des principes, devient le serviteur et le leader de son peuple ».

« Monsieur le président des Etats-Unis d'Amérique, c'est vous qui avez menti une première fois lorsque vous avez affirmé à votre peuple que vous avez dépêché vos forces en Arabie Saoudite pour y protéger les intérêts américains et une seconde fois lorsque

vous leur avez dit que vos troupes avaient pour mission de contraindre les forces irakiennes à se retirer du Koweït ».

« Pouvez-vous nous permettre de vous demander de retirer vos forces des Etats du sud de l'Amérique ? » « Nous sommes sur notre territoire (au Koweït) et les Koweïtiens (...) sont des Irakiens depuis des millénaires. (...) Il n'y a pas lieu de voir revenir les émirs débiles du pétrole qui ont défiguré l'image des Arabes. (...) En dépit de tout, nous continuerons à prier Dieu pour éviter toute confrontation entre l'Irak et les Etats-Unis. Sinon des milliers d'Américains vous seront remis dans des cercueils après que vous les eussiez poussés dans un tunnel ténébreux ».

AFP

● SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 AOUT 1990

# Libération

## La faiblesse morale de l'Occident

PAR KENDAL NEZAN

L'histoire, c'est bien connu, ne sert qu'à éclairer le chemin déjà parcouru ; le présent ne tire guère profit de ses enseignements. Les démocrates kurdes et irakiens n'ont pas eu plus de succès que les militants antinazis de jadis dans leur effort d'alerter l'opinion sur le caractère sanglant et dangereux du régime de Saddam Hussein. Pourtant, malgré la terreur et les représailles de toute sorte, nous avons été un certain nombre à tirer depuis une quinzaine d'années la sonnette d'alarme sur les dégâts effroyables de ce national-socialisme aux couleurs arabes, sur sa nature agressive, violente, destructrice et dangereuse. Dangereuse certes pour les Kurdes, cibles favorites d'une dictature exaltant sans cesse les vertus de « l'arabisme », dangereuse aussi pour les Arabes irakiens aspirant à la démocratie, à la liberté, au respect de leur culture irakienne, fruit de millénaires de civilisation, de l'héritage brillant de l'antique Mésopotamie, de l'universalisme abbasside, des apports arabe, kurde, assyro-chaldéen, chiite, iranien, juif et ottoman. Et tentant de substituer à cette réalité riche, multiple, foisonnante, un pan-arabisme simpliste, réducteur et expansionniste, le baasisme irakien, arrivé au pouvoir en juillet 1968 par un coup d'Etat militaire, était potentiellement très dangereux aussi pour ses voisins, pour la paix régionale et pour la paix du monde. Les délires des « pan-nationalistes » avaient déjà, en quelques décennies, coûté des dizaines de millions de morts à l'humanité. Le pan-turquisme a engendré le génocide des Arméniens, l'expulsion de leurs terres ancestrales de plus d'un million de Grecs d'Anatolie, le massacre de centaines de milliers de Kurdes au cours de la Première Guerre mondiale. Le pan-germanisme de Hitler a eu les conséquences que l'on sait pour 6 millions de Juifs, les Tziganes et les millions de Polonais, Russes et autres « Slaves de race inférieure ».

Assurément, il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir qu'un parti ultra-nationaliste comme le Baas, conduit par des dirigeants sans scrupules, disposant des ressources humaines et financières considérables, allait apporter le malheur dans la région. De la pendaison collective, « pour l'exemple », de Juifs, jusqu'à la « guerre totale » lancée contre les Kurdes en mars 1974, ce régime ne dissimulait guère ses intentions et sa barbarie. Le monde s'est tu car il s'agissait de « problèmes internes d'un pays souverain ». Les Irakiens bombardant au napalm, brûlant vifs les civils kurdes, détruisant des centaines de villages sans défense du Kurdistan, déportant et déplaçant des centaines de milliers de Kurdes qui avaient le tort d'habiter de riches provinces pétrolières comme Kirkouk ou Khanaqine, savaient déjà qu'ils pouvaient agir en toute impunité. Dès 1976, soit quatre ans avant la guerre du Golfe, ils ont mis en application leur programme de destruction systématique des villages kurdes. En avril 1979, avec mon ami Jean Bertolino, nous avons pu entrer clandestinement en Irak et rapporter des images terribles de ces villages détruits à la dynamite, dont les sources d'eau avaient été bétonnées, la végétation détruite aux défoliants pour empêcher toute reprise de vie humaine et animale. Ces images ont été diffusées sur TF1, les photos et témoignages ont paru dans des journaux de nombreux pays. Il y a eu d'autres témoignages tout aussi accablants. Une fois de plus, les gouvernements et les institutions internationales sont restés silencieux.

Qu'attendaient les Kurdes martyrisés d'Irak de la communauté internationale ? Tout simplement que, faute de leur venir en aide, elle « n'arme pas la main des assassins », pour reprendre les termes d'un appel lancé en juillet 1974 par l'émir kurde Kamuran Bédîr

Khan à Valéry Giscard d'Estaing. Appel resté sans réponse, il va sans dire. Pourquoi ce mur de silence ? Il serait sans doute plus approprié de parler d'un mur d'intérêts. Mettant les ressources, essentiellement pétrolières, du pays au service de sa volonté de puissance, en premier lieu militaire, le régime de Bagdad était un client qu'en ces temps de crise économique aucun Etat, grand ou petit, ne voulait indisposer. Soviétiques, Français, Britanniques, Allemands, tout le monde se ruait à la curée. Les revenus du pétrole, extraits à 77 % du Kurdistan, servaient en grande partie à financer l'achat des chars, avions et bombes soviétiques, des Mirages et hélicoptères français, des armes et munitions de toute provenance utilisées alors exclusivement contre la population kurde. Ni la « patrie du socialisme », ni le « pays des droits de l'homme », ni le « berceau de la démocratie que se veut l'Angleterre » ne trouvaient rien d'amoral dans la pratique d'une dictature finançant par le pétrole kurde, les armes de la mise à mort progressive de ce peuple.

### Allié de l'URSS, ami de Chirac

Après avoir éliminé ou mis au pas les opposants à son régime, liquidé ses propres camarades de parti susceptibles de lui faire ombrage, Saddam Hussein, devenu maître absolu de l'Irak, pouvait se flatter d'être à la fois l'allié privilégié de l'URSS et le « cher ami » de Jacques « cher ami » de Jacques Chirac. En ex-dur et pistolero de Takrit, il pensait qu'il pouvait tout avoir par la force ou par l'argent. Des milliers de conseillers soviétiques et est-allemands l'ont aidé à mettre sur pied une police politique redoutable, un parti Baas très structuré et militarisé, et une armée de plus en plus nombreuse, suréquipée, strictement contrôlée par le Baas. A ce redoutable arsenal de répression et de guerre, Saddam a su ajouter une machine de propagande impressionnante. Disposant de ressources abondantes, celle-ci s'est employée à mener une action quasiment planétaire pour la gloire de Saddam et du Baas. Des milliers d'intellectuels, artistes et journalistes arabes, en particulier du Maghreb et du Liban, ont été enrôlés par les services de propagande irakienne. De l'Australie à la Suède, du Maroc à l'Inde et au Japon, il n'y a guère de pays qui n'aient été affecté peu ou prou par cet activisme débridé faisant feu de tout bois. Un peu partout, Bagdad a financé des partis politiques, des revues et publications « anti-impérialistes », invité des centaines d'universitaires, d'écrivains, de journalistes, pour des « séjours tous frais payés en Irak ». Tout ce que l'on demandait à ce beau monde : une déclaration glorieuse pour ce tyran aux 98 titres, afin de mieux convaincre les Irakiens de leur bonheur d'être conduits par un tel guide. Pour ne citer que l'exemple du lobby irakien en France, de Jacques Chirac à Jean-Pierre Chevènement en passant par le très distingué arabisant Jacques Berque, chacun a cru bon de payer tribut au maître de Bagdad, restant courageusement sourd aux cris de douleur de ses innombrables victimes.

Hormis l'argument, inacceptable, de « l'ignorance », ceux qui n'ont pas été très regardants à l'égard de la dictature de Bagdad invoquent deux autres raisons majeures : le caractère laïc de ce régime et la nécessité de contenir l'intégrisme khomeiniste. Passons sur la laïcité qui, lorsqu'elle signifie tolérance, respect de l'autre, coexistence pacifique des croyances, constitue certes un progrès considérable de civilisation, mais qui, pas plus que le « républicanisme » ou le « socialisme », ne peut rendre plus humains des régimes totalitaires s'en servant comme cosmétique. Des millions d'êtres humains sont morts, victimes de dictatures « laïques », « nationalis-

tes» ou «socialistes» des Jeunes-Turcs, de Staline, de Pol Pot, etc. De grâce, que l'on ne nous serve plus ce genre de discours insensé. Quant à la défense contre l'expansionnisme intégriste, c'est une toute autre affaire, qui mérite discussion. Convenons d'abord qu'avant son invasion de l'Iran, en septembre 1980, l'Irak était déjà une effroyable dictature sanguinaire, et pour reprendre les termes

**Il aura donc fallu l'ultime coup de poker du pistolero de Takrit pour que l'Occident consente enfin à regarder en face les crimes de son protégé irakien qui pourtant, en particulier vis-à-vis de ses citoyens kurdes, ne datent ni d'hier, ni même d'avant-hier.**

de l'article du journaliste soviétique Alexandrov, paru dans le dernier numéro des *Nouvelles de Moscou*, tout le monde «savait pertinemment à l'époque que des fleuves de sang avaient inondé le pays à l'occasion de terribles campagnes d'extermination des Kurdes», et tout le monde «préférerait fermer les yeux et fournir à ce pays l'armement le plus varié, contre des sommes considérables».

L'arrivée au pouvoir de Khomeiny a offert à Saddam l'occasion de redorer son blason et de s'affirmer comme le «rempart laïc» contre l'expansionnisme de la République islamique. Soulignons en passant que ce qui inquiétait le plus dans le khomeinisme, ce n'était pas tant son intégrisme religieux médiéval - car depuis des décennies les Américains s'accrochent fort bien, quand ils ne l'encouragent pas, d'un autre intégrisme religieux, non moins médiéval, celui des Frères

Musulmans, financé dans l'ensemble du monde arabo-musulman par l'Arabie Saoudite - que le fait que l'intégrisme khomeiniste était violemment anti-occidental et qu'il présentait une menace sérieuse pour les intérêts de l'Ouest et de l'Est, et donc qu'il fallait, à juste titre, le contenir. C'est là que Saddam Hussein a joué l'un de ses coups de poker téméraires qui jalonnent sa carrière, en envahissant le territoire iranien et en mettant la communauté internationale devant le fait accompli.

Contrairement à l'opinion répandue, je ne pense pas que le dictateur de Bagdad ait sérieusement cru pouvoir vaincre l'Iran, et encore moins renverser Khomeiny. Il était en revanche sûr que, dans ce conflit, il pouvait bénéficier du concours sans réserve de l'Est et de l'Ouest, de transferts d'armements, de technologies et d'armements les plus sophistiqués lui permettant de bâtir enfin une armée puissante et moderne, capable de lui assurer l'hégémonie sur le monde arabe et d'ouvrir la voie à la réalisation progressive de son «grand dessein de l'unité arabe sous direction irakienne», comme à l'âge d'or abbasside. La suite des événements a montré qu'il ne s'était pas trompé dans ses calculs : soucieuses d'éviter une défaite irakienne face aux armées de Khomeiny, toutes les puissances ont fourni à Bagdad des armes et des missiles dernier cri et mis à sa disposition des conseillers et des instructeurs qui, en quelques années, ont formé l'armée la plus puissante du monde arabe. L'épouvantail iranien ayant, aux yeux de Saddam, rempli son rôle, il peut à tout moment se réconcilier avec un Iran militairement affaibli et ne présentant plus, pour quelques années, de menace à ses frontières orientales, afin de se lancer dans la réalisation de son dessein pan-arabe.

#### **Khomeiny a servi Saddam**

Confronté à la menace potentielle du khomeinisme, l'Occident a décidé de se servir de Saddam pour remettre le régime islamique de Téhéran à sa place. Il a par la même occasion gagné beaucoup d'argent facile en écoulant ses armements. Il espérait aussi que le marché de la reconstruction lui permettrait ensuite de faire encore de bonnes affaires. Que le coût humain de l'opération — plus d'un million et demi de morts, des dégâts matériels estimés à plus de 150 milliards de dollars — soit particulièrement élevé, ce n'est pas vraiment son affaire, ni d'ailleurs celle de l'Est, «les deux régimes

avaient envie d'en découdre», selon la formule consacrée. Les seules morts qui ont vraiment touché les Occidentaux sont celles occasionnées par les attentats terroristes perpétrés en Europe par les commandos pro-iraniens. A l'instar des Allemands qui, au cours de la Première Guerre mondiale, sont restés silencieux sur le massacre des Arméniens perpétré par leurs alliés turcs, tout le monde s'est tu face aux atrocités commises par l'Irak contre les populations civiles kurdes : déportation et extermination collective de 8000 civils kurdes de la région de Barzani, exécution sommaire de 70 enfants et adolescents kurdes, destruction de 4500 villages kurdes et internement dans des camps de leur 1,5 million d'habitants, enfin, utilisation massive de gaz toxiques contre les civils kurdes sans défense dans de nombreux villages et localités du Kurdistan, notamment dans la petite ville de Halabja où, en mars 1988, en quelques minutes, plus de 5000 personnes ont péri.

Les terribles images de cet holocauste chimique ont certes ébranlé les consciences dans le monde, mais aucun gouvernement n'a jugé ce crime suffisamment grave pour condamner publiquement ses auteurs et demander des sanctions contre l'Irak qui violait ainsi, ouvertement et massivement, la Convention de Genève de 1925 sur l'interdiction des armes chimiques, convention dont, pourtant, la France est à la fois dépositaire et garante. L'immunité totale ne pouvait qu'inciter le régime de Bagdad à récidiver sur une plus vaste échelle encore, en août-septembre 1988. Les témoignages effroyables de plus de 100000 civils kurdes fuyant vers la Turquie la mort chimique ont certes suscité une vive émotion dans l'opinion internationale. Une douzaine d'Etats ont enfin condamné cette barbarie, mais aucun n'a eu suffisamment la justice ou le droit au cœur pour demander des sanctions sévères contre un Etat gazaït ses propres citoyens. A ce moment-là, le monde entier, y compris l'opinion publique arabe dans sa grande majorité, aurait approuvé la punition des auteurs de ces crimes contre l'humanité. L'Occident, agissant pour une fois non par intérêt mais par souci du droit des gens, aurait acquis une crédibilité morale aux yeux des victimes et des populations du Proche-Orient.

On sait que cela n'a pas été le cas. Aucun Etat n'a demandé des sanctions, ni même voulu insister pour l'envoi en Irak d'une mission d'enquête de l'ONU. L'administration américaine a manœuvré pour empêcher l'application d'une résolution du Sénat demandant des sanctions contre le régime de Bagdad. Elle est même allée jusqu'à accorder une nouvelle ligne de crédit d'un milliard de dollars à l'Irak. Qui a pu prétendre que le crime ne payait pas, a dû se demander Saddam Hussein ? Belle prime à l'agression, n'est-ce pas monsieur Bush ? La France a convoqué une conférence internationale sur les armes chimiques. Celle-ci n'a voulu ni entendre les doléances des Kurdes, ni prononcer une condamnation symbolique des violations commises par l'Irak. A l'exception notable de quelques personnalités courageuses comme madame Mitterrand, Bernard Kouchner et les sénateurs américains Kennedy et Pell, des organisations de défense des droits de l'homme et une poignée de journalistes, l'affaire fut classée, en particulier par les gouvernements attirés par les perspectives du marché de la reconstruction. Que peut apporter, en termes politiques ou mercantiles, la défense d'une minorité martyrisée comme les Kurdes ? Rien, si ce n'est un supplément d'âme, un peu de moralité, des petits riens qui peuvent à la longue se révéler payants pour la diplomatie d'un grand pays, rehausser son crédit moral.

Comment s'étonner dès lors qu'aujourd'hui le discours occidental sur la défense du droit paraisse si peu convaincant et hypocrite aux populations du Proche-Orient ? Après tant de résolutions de l'ONU sur les droits des Palestiniens, sur l'occupation de Chypre ou du Liban restées lettre morte, après les massacres des Kurdes restés impunis, comment s'étonner des réactions actuelles dans tant de pays de la région ? Les populations du Proche-Orient sont peut-être encore en bonne partie analphabètes et «incultes». Mais elles ne sont pas ignorantes et stupides au point de ne pas se rendre compte du manque de principes de pays industrialisés qui n'invoquent le droit que lorsqu'il peut servir d'habillage à leurs propres intérêts.

\* Président de l'Institut kurde de Paris



MOSKOVSKIE NOVOSTI  
19 août 1990



*Саддам Хусейн. Вооружен и очень опасен...*

Итак, «меч арабов», как называет Саддама Хусейна сервильная иракская пресса, совершил свой аншлюс. Дело, как и с аншлюсом полувековой давности, не может этим кончаться. Стратегическая задача Хусейна — объединение арабского мира под своей рукой. В этом смысле Кувейт — только шаг на длинном пути. Независимо от развития событий в ближайшие недели будущее для президента Ирака сводится лишь к двум возможностям: продол-

## Все, кроме умиротворения

### Кто и чем вооружал Ирак

жение агрессии против арабских соседей или его устранение силой. О самоустранении Хусейна не может быть и речи. По западным разведывательным источникам, Хусейн впервые убил человека в 14 лет, организовал первое политическое убийство в 22 года и с тех пор сделал это привычкой. От этого человека можно ожидать много и просто чего угодно. Между Хусейном и огромной вооруженной до зубов армией не существует никаких демократических или партийных предохранителей. Ираком правит, как семейным владением президента, кучка его родственников и приближенных.

Хуже всего, что Хусейн обладает химическим оружием и втайне готовит атомное, до готовности кото-

рого остается, по мнению западных экспертов, около 5 лет. Возможно, бомба Хусейна была бы уже готова, если бы в 1981 г. Израиль не нанес бомбардировочный удар по атомным заводам Ирака.

Из следующей таблицы ясно, что задача военной победы над Ираком при любой комбинации союзов на Ближнем Востоке выглядит чрезвычайно трудной, если вообще возможной.

#### Оружие для Ирака, поставленное в 80-е годы СССР

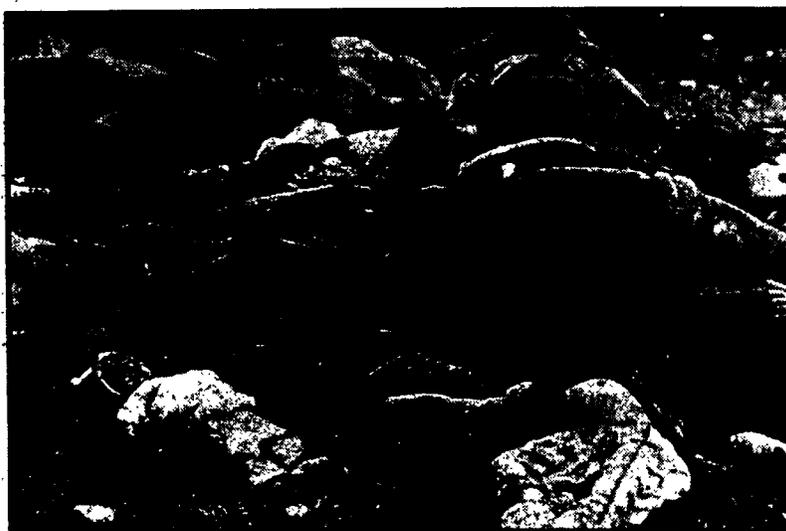
500 танков Т-72  
1000 танков Т-62  
350 ракет «земля — земля»  
дальностью до 300 км  
25 истребителей МИГ-29  
33 истребителя МИГ-25  
70 истребителей МИГ-23  
70 истребителей МИГ-21  
30 штурмовиков СУ-25  
50 штурмовиков СУ-20

#### ФРАНЦИЯ

94 истребителя  
«Мираж» F-1  
300 легких танков  
60 зенитных ракет «Роланд»  
700 ракет «воздух — земля»  
«Экзосет»

#### КИТАЙ

1500 танков Т-59 и Т-69  
80 истребителей Ю-7  
(по данным СИПРИ)



*Иракские курды, погибшие от иракского химического оружия.*

#### БАЛАНС СИЛ НА БЛИЖНЕМ ВОСТОКЕ

	Ирак	Египет	Сирия	Иордания	Саудовская Аравия	Иран	Израиль
Армия	1000000	448000	404000	85250	65700	604000	141000
Резерв	850000	604000	400000	35000	—	350000	504000
Самолеты	513	589	609	135	179	121	753
Танки	5630	2440	4050	1150	550	530	3794

# Le Monde

19-20 août 1990

## Surenchère aux armes chimiques

Depuis le début de la crise du Golfe, l'arme chimique détenue par l'Irak, qui l'a déjà utilisée contre l'Iran, préoccupe tous les stratèges. La menace est soigneusement entretenue par le président Saddam Hussein : « Nos savants et militaires ont calculé qu'elle était suffisante pour dissuader toute attaque nucléaire israélienne », déclarait-il récemment (*le Monde* du 10 août). L'utilisation de cette arme serait « considérée très sérieusement » par les Etats-Unis, rétorque la Maison Blanche. Les Etats-Unis pourraient d'ailleurs riposter « en employant les mêmes moyens », a déclaré, jeudi 16 août, M. Stephen Ledogar, chef de la délégation américaine à la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève. Les responsables militaires israéliens ont confirmé leur intention de distribuer à l'ensemble de la population l'équipement nécessaire contre une attaque chimique, tandis que la presse de ce pays consacre de longs articles sur les mesures à prendre dans cette éventualité.

Le parallèle avec le nucléaire évoqué par le président irakien n'est pas innocent. Les gazés de la première guerre mondiale rejoignent, dans le subconscient populaire, les victimes d'Hiroshima. La chimie (et, plus récemment, la génétique et la bactériologie) figure, comme l'atome, au rang des épouvantails de l'ère technologique. Et, si la première bombe atomique fut beaucoup plus meurtrière que le chlore et l'ypérite des Allemands, les 3 000 morts de la catastrophe de Bhopal en Inde n'ont fait que confirmer cette crainte.

Pour les experts en poléologie, l'arme chimique devient, depuis quelques années, le « nucléaire du pauvre ». Faciles à fabriquer et à bien meilleur marché que la bombe H, mais redoutables dans ses effets, les gaz de combat présentent un aspect dissuasif certain. Surtout quand on dispose de missiles à longue portée pour expédier les têtes chimiques sur l'ennemi. Comme l'Irak et quelques autres pays en voie de développement.

La guerre chimique fit sa première apparition officielle le 22 avril 1915. Ce jour-là, les Allemands déversent sur les lignes françaises 168 tonnes de chlore, contenus dans des cylindres.

Bilan : cinq mille morts sur quinze mille soldats gazés. Très vite, les chimistes des deux camps perfectionnent cette arme tellement efficace. Après le chlore, le phosgène, puis l'ypérite (ou gaz moutarde), qui attaque la peau et les yeux autant que le tissu pulmonaire, sèment la mort dans les tranchées.

En 1936, des recherches menées en Allemagne pour améliorer les insecticides aboutissent à la découverte du premier gaz de combat neurotoxique : le Tabun. Cette nouvelle filière donnera aussi le Sarin et le Soman. En 1952, les redoutables « agents V » dont le plus célèbre est aujourd'hui le VX, viendront compléter cette gamme, grâce à des travaux menés en Grande-Bretagne par la firme ICI.

Contrairement aux « toxiques » comme le phosgène ou l'ypérite, les neurotoxiques ne sont pas vraiment des gaz, mais des liquides plus ou moins volatils, incolores et pratiquement inodores, que l'on peut répandre par voie aérienne, sous forme de vapeur ou d'aérosols. Leur efficacité est redoutable : la « dose létale » (suffisante pour tuer 50 % des personnes exposées sans protection) du VX, par exemple, n'est que de 10 milligrammes par mètre cube d'air pollué !

Les neurotoxiques inhibent la production d'acétylcholinestérase, une enzyme qui joue un rôle essentiel dans la transmission de l'influx nerveux aux muscles. Les premiers symptômes consistent en une sudation excessive accompagnée de vomissements. « La perte du contrôle musculaire provoque ensuite une sensation d'oppression à l'intérieur de la cage thoracique, suivie de convulsions et, au stade ultime, de la mort par asphyxie. » (1)

Des insecticides pour hommes en quelque sorte, qui agissent exactement comme les substances contenues dans les bombes aérosols destinées à anéantir les moustiques. A dose létale, la mort est quasiment instantanée. Mais, en dessous, les effets se cumulent en fonction du temps d'exposition.

### Un traitement difficile

La parade médicale est délicate. Les armées modernes disposent d'une trousse de secours comportant une sorte de bouclier chimique. En cas de risque d'attaque par gaz, les soldats peuvent absorber des comprimés d'un composé (la pyrido-stigmine) qui bloque la production d'acétylcholinestérase, exactement comme le gaz de combat neurotoxique, mais de manière réversible, explique M. Pierre Ricaud, ancien responsable des services militaires français de recherche en matière de défense chimique et biologique.

Soigneusement dosé, ce « médicament » neutralise 30 % des sites de sécrétion de l'acétylcholinestérase, sans gêne pour le sujet, les protégeant ainsi de l'attaque du gaz. Si le soldat est gazé, il lui suffit de s'injecter immédiatement, à l'aide d'une seringue automatique comprise dans la trousse, une substance qui annule l'effet de ses comprimés. Avec 30 % d'acétylcholinestérase, il dispose alors d'une demi-heure de sursis pour un traitement médical plus poussé. « Cela fonctionne très bien pour le VX et le Sarin, plus difficilement pour le Tabun. Avec le Soman, dont l'effet est irréversible, tout traitement est très délicat », affirme M. Ricaud.

### Un équipement contraignant

La meilleure parade reste évidemment le masque à gaz. Mais ce dernier ne suffit pas pour se protéger du VX et du Soman, qui passent à travers les pores de la peau, ou de l'ypérite, qui l'attaque. Des vêtements de protection sont alors indispensables. Dans les armées modernes, les lourdes combinaisons d'antan totalement étanches, taillées dans un caoutchouc spécial, ont été remplacées par des vêtements de textile « non tissé », garni de charbon actif, qui, un peu à la manière d'un « masque à gaz corporel », laissent passer l'air mais pas le produit toxique.

« Cependant, souligne M. Ricaud, les masques à gaz entraînent évidemment une certaine gêne respiratoire. Et, s'ils sont plus légers que les combinaisons caoutchoutées, ces habits restent très inconfortables, surtout sous un climat aussi chaud que celui du Golfe. » L'efficacité de cet équipe-

ment n'est, en outre, pas totale. Les experts l'estiment entre 75 % et 95 %, en fonction de l'entraînement des soldats et de leur rapidité à s'équiper.

Aujourd'hui, toutes les armées modernes ont pris en compte l'arme chimique. Elles sont équipées et entraînées en conséquence, et les gaz de combat ne représentent plus pour elles qu'une contrainte susceptible de gêner leurs mouvements et de ralentir leur action.

Mais la menace chimique – tout comme la force de dissuasion nucléaire – vise avant tout les populations civiles, très difficiles à protéger. Elle présente même l'avantage de « préserver l'environnement » : la décontamination est assez simple, et la zone gazée est accessible sans protection assez rapidement (au bout de quelques heures pour le Sarin, quelques jours pour le VX, quelques semaines pour l'ypérite).

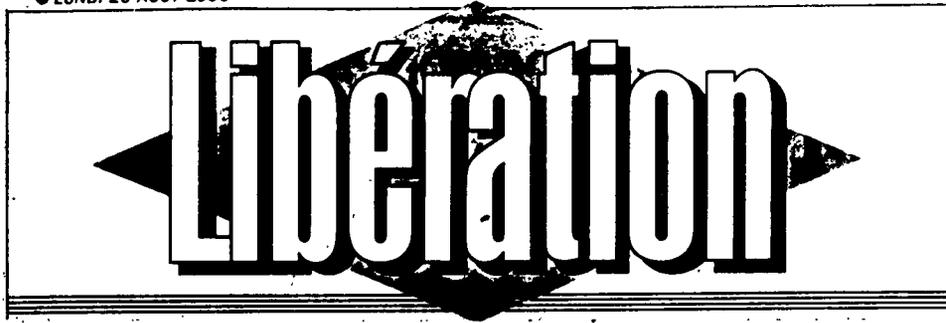
Le protocole de Genève de 1925, signé par cent vingt-six pays (dont l'Irak), interdit l'emploi des armes chimiques mais ne prohibe pas leur production. Dans le cadre de leurs discussions sur le désarmement, l'URSS et les Etats-Unis sont tombés d'accord pour détruire « l'essentiel » de leur arsenal chimique (*le Monde* du 27 septembre 1989, et daté 11-12 février 1990).

### Avec l'aide de firmes allemandes

Les Soviétiques avouent détenir un stock de 50 000 tonnes (six fois plus en réalité, selon certains experts), tandis que celui des Américains est évalué à 30 000 ou 40 000 tonnes. Si la France affirme officiellement se contenter de recherches défensives dans ce domaine, des experts étrangers évaluent ses réserves à quelques centaines de tonnes. Trop peu pour mener une guerre chimique, mais suffisamment pour des actions de représailles.

Mais les gaz de combat sont très faciles à fabriquer, souvent à partir de substances pouvant être d'un usage industriel assez courant. Et un complexe chimique militaire ressemble étonnamment à une simple usine d'insecticides. Leur prolifération est donc particulièrement difficile à éviter et beaucoup d'autres pays en disposent probable-

LUNDI 20 AOUT 1990



# Dernière sortie avant l'apocalypse

PAR MARC KRAVETZ

**D**imanche, heure après heure, les nouvelles en provenance de Bagdad, des capitales arabes, de Paris, de Jérusalem, de Londres ou de New York, se déclinaient comme un inexorable compte à rebours. C'est Saddam Hussein qui, une fois de plus, amorcé ce qui pourrait être l'avant-dernier épisode avant la confrontation en faisant des quelque douze mille étrangers, pour moitié Anglais et Américains, « retenus » au Koweït et en Irak, autant d'otages destinés à « partager le sort » des Irakiens et, pis encore, de servir de « boucliers humains » pour protéger les objectifs stratégiques de l'Irak.

Confiant dans les leçons d'un passé récent administrées par son proche voisin iranien, Saddam aurait-il parié un peu vite sur la répétition de l'Histoire? Ce pourrait être une erreur mortelle. Car cette leçon a été aussi douloureusement apprise à Washington. On n'y a pas oublié que Jimmy Carter a joué et perdu sa présidence avec la cinquantaine d'otages détenus 444 jours dans l'ambassade américaine de Téhéran et qu'un calamiteux « Irangate » a terni les dernières années de la présidence Reagan quand des exécutants trop zélés ont tenté d'échanger des otages détenus au Liban contre des livraisons d'armes à la République islamique. Tout indique que George Bush n'entend pas suivre le même chemin.

On avait noté du reste la prudence avec laquelle Washington avait, depuis le premier jour de la crise, traité ce sujet hypersensible, suivi d'ailleurs par la presse américaine. Seule la diplomatie britannique avait montré les dents. Plus réservé encore, le Quai d'Orsay avait carrément passé sous silence le sort de 27 Français emmenés vers une destination inconnue par les autorités de Bagdad et dont on ne saurait probablement rien si l'épouse de l'un d'eux n'avait révélé l'affaire. Saddam a clos le temps des pudeurs diplomatiques. Avec un cynisme suffisamment provocant pour qu'on se

demande légitimement quelle y était la part de bluff et si finalement il ne voulait pas pousser Bush à intervenir militairement.

Il aura fallu attendre la fin de l'après-midi de dimanche pour que Saddam Hussein manifeste une sorte d'hésitation ultime où l'on pourrait lire un premier aveu de faiblesse. D'abord dans son message de 17 heures (heure de Paris), lu comme à l'accoutumée par le plus célèbre des speakers anonymes de sa télévision, où il proposait de relâcher ses « invités » contre un retrait immédiat des forces américaines (et alliées) du Golfe, et la levée de l'embargo. Ensuite, par la décision présentée comme un « geste de bonne volonté » du « Conseil national irakien », de laisser sortir les citoyens de cinq pays européens, non engagés dans les mesures militaires contre l'Irak.

Ni l'une ni l'autre de ces propositions ne semblaient pour autant de nature à fléchir la détermination américaine, désormais assurée de l'accord de ses principaux partenaires, la France notamment, qui a annoncé hier matin que ses forces navales allaient appliquer « avec fermeté » les « mesures de contrôle et de contrainte » pour faire respecter les décisions d'embargo de l'Onu. L'embargo devient donc un véritable blocus auquel il ne manque plus que la sanction internationale pratiquement acquise, mais qui ne le sera officiellement qu'au terme d'une prochaine réunion du Conseil de sécurité. La rapidité et l'unanimité dont le conseil a fait preuve pour exiger le libre départ des étrangers retenus en Irak, sa quatrième résolution concernant le conflit depuis le 2 août, permettent de penser que la cinquième sera en effet une mesure de guerre.

La nouvelle « initiative » annoncée dimanche par Saddam Hussein a bien peu de chance d'être entendue. Comme à son habitude, le dictateur irakien a choisi, on dirait à dessein, de la rendre par avance inacceptable tant dans la forme que dans le fond puis-

que, pour l'essentiel, elle se résume à négocier le sort des otages et à échanger leur liberté de circulation contre la levée des sanctions économiques et l'engagement américain « écrit » de se retirer du Golfe. Ce disant, Saddam Hussein n'oublie pas le Koweït. Affaire « interarabe » comme « le Sahara occidental » (qui oppose l'Algérie et le Maroc) et « l'occupation syrienne du Liban ». Saddam Hussein a bien raison de confier le litige à la sagesse des frères arabes. Le sort des deux affaires précédentes autorise à conclure avant examen. L'annexion irakienne du Koweït est bien un fait accompli. Comme dans un procès politique à Bagdad, on exécute d'abord, on juge ensuite.

Saddam l'a assez répété, en rayant le Koweït de la carte, il a rendu à l'Irak une province qui lui appartenait « depuis des millénaires ». Descendant, selon ses « biographies », de l'imam Ali, gendre du prophète Mohammad et fondateur du chiisme, cousin par voisinage de Salah el-Din, Saladin le Kurde, qui libéra Jérusalem des croisés, ne comme lui dans le village de Takrit, héritier autoproclamé de Haroun al-Rachid et des califes abbassides qui régnèrent sur le monde musulman, voici donc Saddam invoquant Nabuchodonosor pour reconstruire la Mésopotamie sous la férule baassiste. Bagdad-Babylone, même combat. L'argument est peut-être faible pour établir la « légitimité » de l'annexion du Koweït, il en dit long sur les intentions de Saddam Hussein.

Avec l'émirat dans sa dépendance, le maître de Bagdad s'installerait non seulement à la tête d'une redoutable puissance pétro-financière qui lui permet de dicter sa loi à l'Opep, mais il entrerait en force, par le biais des avoirs koweïtiens, dans les conseils d'administration de quelques-unes des grandes compagnies multinationales, à Tokyo, New York, Londres, Francfort ou Turin. S'il n'en devient pas pour autant l'un des maîtres du monde, il s'en rapproche, et le délire du mégalomane doit cette fois être

mesuré à la réalité brutale de l'homme. Saddam Hussein a montré de quoi il était capable avec son armement chimique. Il annonce qu'il peut faire bien pire. Difficile d'en douter. S'il n'a pas l'arme nucléaire on le doit plus que vraisemblablement au raid israélien de 1981. Mais les experts assurent que ce n'est plus qu'une question de deux ou trois ans.

L'« affaire des otages » est insupportable. Mais pour Saddam elle est aussi, et surtout, un « leurre » diplomatique visant à éloigner la question du Koweït de l'ordre du jour, sinon à l'effacer. Mais plus le dictateur irakien affirme l'irréversibilité de l'annexion, plus il rend la confrontation inévitable. Quel qu'en serait le motif, l'enjeu en effet ne laisse guère d'autre choix à la communauté internationale, et pas seulement aux Etats-Unis. La guerre, a-t-il annoncé « fera des dizaines de milliers de morts ». L'estimation est tragiquement raisonnable. Mais, alors que se joue peut-être l'ultime partie diplomatique avant de basculer dans l'horreur, il est juste de rappeler qu'il est, à ce moment précis, sinon le seul maître de la décision du moins l'unique responsable de ses terribles conséquences. Et puisque l'Histoire et ses mythes lui tiennent tant à cœur, qu'il se souvienne alors qu'une fois brisé le septième sceau et bue la septième coupe, le septième fléau de l'Apocalypse est la ruine de Babylone.

ment. La Libye a ainsi été accusée par les Américains d'avoir construit à Rabta « ce qui pourrait être le plus grand complexe chimique militaire du tiers-monde ». La Syrie et, surtout, l'Iran se seraient lancés dans la production d'ypérite et de neurotoxiques depuis cinq ou six ans.

Pour l'Irak, le doute n'est plus permis : ses troupes ont employé de l'ypérite et du Tabun en 1983 et 1984, durant la guerre contre l'Iran, et le bombardement chimique (par avion) de la ville kurde de Halabja fit 5 000 morts le 17 mars 1988. M. William Webster, directeur de la CIA, a affirmé en février 1989 aux parlementaires américains que l'Irak possédait « plusieurs milliers de tonnes » d'ypérite, de Tabun et de Sarin, fabriqués principalement à Samarra, à 70 kilomètres au nord-est de Bagdad.

Il a accusé « des firmes et des individus d'Europe de l'Ouest » d'avoir aidé les Irakiens dans ce domaine. L'hebdomadaire *Der Spiegel* a mis en cause à ce sujet plusieurs firmes ouest-allemandes, dans son édition du 13 août. Vendredi 17 août, le parquet de Darmstadt a même annoncé l'arrestation et la mise sous mandat d'arrêt de sept personnes (des collaborateurs de firmes ouest-allemandes et un agent des services

d'espionnage de RFA), soupçonnées d'être impliquées dans la livraison à Bagdad de matériel destiné à la production d'armes chimiques.

Le président Saddam Hussein a annoncé récemment que son pays détenait l'arme chimique binaire « que seuls les Etats-Unis et l'URSS possèdent ». Sous ce terme inquiétant se cache simplement un mode de conditionnement du gaz en deux produits, ne devenant actifs que s'ils sont mélangés. Cela ne rend pas l'arme chimique plus dangereuse, mais facilite en revanche les manipulations et réduit les risques pour les troupes qui l'utilisent. Le message était clair et signifiait en substance : « Nous maîtrisons les techniques les plus avancées dans ce domaine ».

Cette menace est à prendre d'autant plus au sérieux que les Irakiens ont, par ailleurs, modifié le missile soviétique Scud, pour en faire un engin balistique d'une portée d'environ 900 kilomètres (contre 300 à l'origine). Ils ont aussi testé le 5 décembre dernier une fusée de 48 tonnes (*le Monde* du 9 décembre 1989) qui, estime un expert français, pourrait facilement être transformée en missile balistique susceptible de lancer une tête chimique de 500 kilogrammes à 1 000 kilomètres. En annonçant ce tir, le gouvernement de Bagdad

avait affirmé d'autre part que le centre de recherches de l'armée irakienne avait mis au point deux types de missiles sol-sol d'une portée de 2 000 kilomètres.

Rien ne permet de confirmer la réalité de cette dernière information, et la fusée irakienne n'est probablement pas encore vraiment opérationnelle. En revanche, les missiles Scud modifiés ont été employés pour bombarder des villes iraniennes. Avec des charges explosives conventionnelles, il est vrai. Mais, assure le même expert français, « les techniciens irakiens sont probablement très capables d'adapter des têtes chimiques ».

Saddam Hussein utilisera-t-il sa panoplie chimique ? « La mise en garde de Washington laisse entendre clairement que, dans ce cas, la riposte serait sévère, souligne un officier français. N'oublions pas que les Américains disposent eux aussi de la même arme. Or, si les Allemands n'ont pas utilisé les gaz dont ils disposaient durant la seconde guerre mondiale, c'est précisément en raison de la menace de représailles du même ordre brandie par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. » La dissuasion, par définition, fonctionne — en principe — dans les deux sens...

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Sean Murphy, *la Recherche*, janvier 1985.

LIBERTÉ, 18 août 1990

## MASSACRE DE KURDES

Le Front national de libération du Kurdistan a publié une déclaration selon laquelle les sept Kurdes tués dans le village de Klori Jori (Yukari Tulveren) du district de Yuksekova « ne sont ni du PKK (communistes) ni des guérilleros — contrairement aux informations publiées la semaine dernière par les médias turcs —, les morts sont de simples villageois », ajoute le FNLK. Réfutant la thèse d'un affrontement, l'organisation ajoute : « C'est un massacre ! Aucun des villageois tués n'était armé. » Après la tuerie, des armes auraient été déposées sur les corps pour faire croire à la thèse de l'affrontement. Citant d'autres massacres dans les villages de Yonceli (Hakkari) et de Derebasi (Silopi), le FNLK affirme : « Ce n'est pas une nouveauté que cette tactique du colonialisme turc de tuer des innocents kurdes et de les faire passer pour des « terroristes tués au cours d'affrontements ».

NEWSWEEK August 20, 1990

# The Making of a Monster

## How the world contributed to Saddam's power

In the dead of night on May 17, 1987, two French Exocet missiles fired by a French-made Iraqi fighter plane slammed into the hull of the USS Stark as it cruised the Persian Gulf. Thirty-seven American sailors were killed. The United States took swift action—against Iraq's enemy, Iran. The Reagan administration, brushing aside evidence that the attack might not have been the accident Saddam Hussein said it was, said the incident merely underscored the dangers to shipping in the gulf from both sides. U.S. naval units attacked Iran's patrol boats, which had been menacing Kuwait's oil tankers. Kuwaiti oil, which was being sold to finance Saddam's military effort, proceeded safely to market. The American move, coming when Iranian troops were advancing, may have saved Iraq from defeat. It may also have taught Saddam Hussein how easy it can be to use the United States.

Saddam styles himself as the defender of the Arab nation against outsiders, but he owes his current position to years of manipulating the strategic designs, wishful thinking and greed of foreign powers. During the eight-year Iran-Iraq war, U.S. strategy followed the old Arab adage, "The enemy of my enemy is my friend." Even though Saddam started the grisly conflict and was the first to use chemical weapons, the United States and almost every other Western nation turned the other cheek because they saw his ambitions as a lesser evil than Iranian Muslim fundamentalism. The Soviet Union, worried about Afghanistan and its own restless nationalities, shared this view. Hefty economic, military and intelligence assistance from the West and the Soviets flowed into Baghdad. The strategy made a certain raw geopolitical sense at the time. But today chagrin over Iraq's aggression extends from Paris to Beijing. So, in large measure, does the blame. "We have been crying out in the desert about the extremely evil character of the regime," says Kendal Nezan of the Kurdish Institute in Paris, whose people were victims of Saddam's repression. "We weren't heard because of a wall of mercantile interests. As a result, a tinhorn dictator has now become a monster."

How powerful nations, directly or indirectly, contributed to Saddam's strength:

**Moscow gets cozy:** A 1972 friendship treaty between Iraq and the Soviet Union gave Moscow a spy network in Iraq that Saddam

also used to enhance his own political career. By the late 1970s, the Soviets emerged as Iraq's biggest arms supplier. Relations cooled in 1978 when Saddam executed communist opponents in Iraq. But Moscow, desperate for hard currency, quickly resumed arms sales at a brisk pace. The Soviets provided nearly 50 percent of the \$34 billion worth of arms that Saddam bought worldwide between 1983 and 1988, including advanced T-72 tanks and the deadly Scud-B ballistic missile.

**Paris wants oil:** France was eager to trade weapons for Iraqi oil. French arms sales began in 1978; during the gulf war, France may have sold Saddam as much as \$16.6 billion worth of sophisticated military hardware, including 133 Mirage F-1 fighters and Exocet missiles like the one that hit the Stark. "The French may be expensive," crowed one Iraqi official, "but when they say technology transfer, the technology really is transferred." France showed few qualms about its policy until just weeks before the invasion of Kuwait—and then it only stopped sales because Saddam was renegeing on his payments.

**Washington plays politics:** Ronald Reagan didn't lift a finger to stop the French, or the Chinese, who were also sending tanks to Baghdad. He was too busy jumping on the bandwagon. The United States took Iraq off the list of countries that sponsor terrorism when Saddam promised to kick Palestinian terrorist Abu Nidal out of Baghdad, then re-established full diplomatic relations with Iraq in 1984. Fixated on Iran and Libya's Muammar Kaddafi, American diplomats began to envision Saddam as a force for moderation in Arab politics as a whole.

Tasty "carrots" to induce Iraqi friendship soon followed. Since re-establishing relations with Iraq, the U.S. government has provided loan guarantees to underwrite the purchase of billions of dollars' worth of American grain and manufactured goods by Iraq. Only Mexi-

co received more guaranteed food credits than Iraq. The tremendous Iraqi grain buys created a virtual Iraq lobby among American farmers and corporations who profited from the trade. Indulgent U.S. policy also encouraged shadier operators. From the United States and European countries such as West Germany, to offer Baghdad expertise, technology and raw materials that Iraq could use to produce chemical or even nuclear weapons. One U.S. company, Alcolac International of Baltimore, pleaded guilty to one count of violating the U.S. Export Administration Act in connection with its Iraqi dealings. And Italian and U.S. investigators are now probing the possibility that Iraq laundered \$2 billion in U.S.-guaranteed loans from the Atlanta branch of an Italian bank, using the money to buy weapons, not food. U.S. taxpayers are now stuck with the tab for \$2 billion in loans Saddam's government has left unpaid.

**Easy rationalizations:** Washington continued to take a benign view of Saddam even after the gulf war ended and it became clear that he had no intention of demobilizing his forces. A Bush administration national-security directive in early 1989 ranked Iraq third as a threat to U.S. interests in the gulf—after the Soviet Union and

**CRISIS  
IN THE  
GULF**



ANTHONY SUAU—BLACK STAR

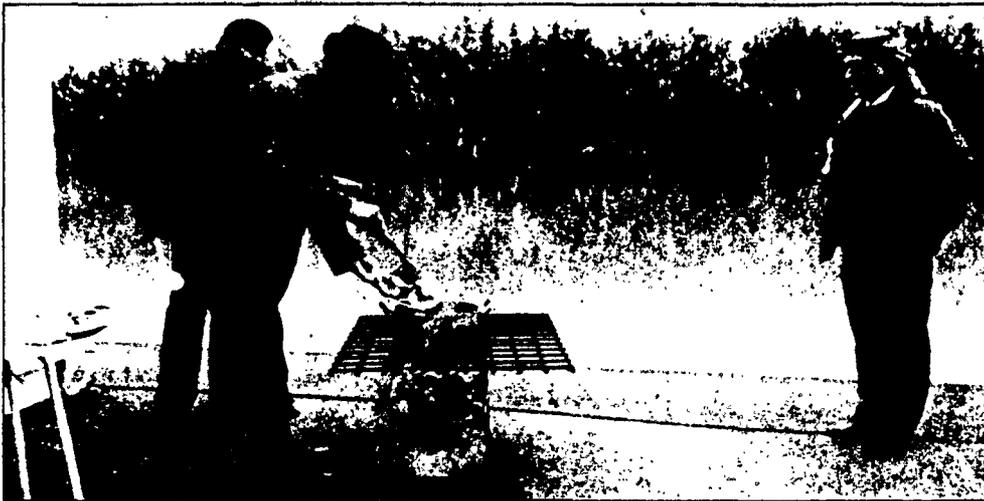
Iraq profited by being a lesser evil than Iran

Iran. This year, when Saddam began to issue increasingly bellicose statements, Bush administration officials chose to trust the soothing reports of emissaries to Baghdad such as Republican Sens. Robert Dole and Alan Simpson. In their April meeting with Saddam, Simpson reportedly told the Iraqi leader, "Your problem is with the Western media." (Simpson says he was appealing to Saddam for greater access for

reporters.) The State Department resisted congressional moves to end U.S. financial aid to Iraq as punishment for its human-rights abuses, urging quiet diplomacy instead. John Kelly, the assistant secretary of State for Near East affairs, told the Senate Foreign Relations Committee, "It would be the American farmer and the American exporter who would be . . . punished [by sanctions]." Just days before Sad-

dam rolled into Kuwait, a high-ranking State Department official told *The New Republic*: "We see him as engaged in menacing behavior, yes, but not as a menace." Like so many other rationalizations Western officials have offered in the past, that remark now seems too clever by half.

CHARLES LANE with DOUGLAS WALLER in Washington, RAY WILKINSON in the gulf and CHRISTOPHER DICKEY in Paris



ARTIN-SYGMA

If you can't beat them, join them: Saddam and the king at a barbecue in Baghdad

## King Hussein Plays a Double Game

In the Middle East, where betrayal is the mother's milk of statesmen, Jordan's King Hussein is now a master of the double, triple and quadruple cross. After Iraq dismembered Kuwait, he called Saddam Hussein "a patriot"; then, reversing field last week, he agreed to respect United Nations economic sanctions against his erstwhile ally. Despite the flip-flop, he clearly hoped everyone would see him as an honest broker, trying until the end to head off disaster. Some did. Some didn't. Sources close to Kuwait's royal family told *NEWSWEEK* they now believe Hussein knew two weeks in advance that Iraq's invasion was likely, if not certain. They charged that the king had kept the information from gulf royals and from President Bush. "He lied," exploded one top Kuwaiti

in exile. "He should pay."

No one was likely to pay very much, because a good number of poor Arabs took an equally dim view of Kuwait's royal family. Until Hussein hedged his position, he led an odd lot of Libyans, Yemenis and Palestinians who rallied to Saddam's soiled colors. Thousands of Jordanians signed up for a "people's army" to help Iraq. Others argued that the sheiks had become condescending hypocrites, too corrupt and too stingy to help less fortunate Arabs throw off their poverty. (Clearly, the billions distributed by the sheiks over the years as loans, gifts and political bribes did not do the job.)

The gulf sheikdoms have gotten tighter with their money. At present, Jordan is more than \$8 billion in debt, and while giving alms is one of the duties of Islam, the last time Hussein made his beg-

ging rounds, brother Arabs dropped only \$375 million into his tin cup. This year Kuwait has cut back its donations to the U.N. agency that provides education and relief services to Palestinian refugees. Such penny-pinching helped Saddam in his otherwise improbable attempt to play Robin Hood to Sheik Jabir al-Ahmad al-Sabah's wicked King John. "Saddam's a very nasty man," says one editor in Dubai. "But a lot of Arabs think he has a point."

Even so, Hussein's double game was dangerous. "He looks 100 years old," Nicholas Veliotis, Jimmy Carter's ambassador to Jordan, said last week. It wasn't hard to see why. More than a year ago Saddam started using the word cousin in letters to the king. To the naive, the word might sound friendly; to the initiated it sounds like a claim to Hussein's royal lineage.

Hussein's old ally, the shah of Iran, is long gone. Egypt has left Jordan and Syria to confront Israel on their own. Syria would rather annex Jordan than fight Israel. Israeli right-wingers would happily give Jordan to the Palestinians if they got a chance.

**Not safe:** So Hussein adopted a favorite stance, two parts strategy and one part attitude: if you can't beat them, join them—all of them—or at least pretend to. This time he underestimated how quickly the United States would muster support for a naval blockade and deploy the advance guard of its troops. He failed to anticipate the unanimity of the United Nations in imposing sanctions. He also misjudged his influence with Saddam. By going along with Iraq, he may have believed he was doing what he had done successfully with Gamal Abdel Nasser (until the 1967 Arab-Israeli war when, in his last misjudgment, he lost half his kingdom).

Wrong again. "If you did what Nasser wanted, you were OK," says Dan Schueftan of Hebrew University in Jerusalem. "With Saddam Hussein, as long as you live, you are not safe." Saddam has the military strength to make Amman another suburb of Baghdad, and the longer the sanctions last, the greater the pressure he is likely to bring on Hussein to let him use the port of Aqaba as a way of breaching the blockade. But if that happens, Hussein has a better ace in the hole. The Israelis say they will not let Saddam march into Jordan.

TOM MATHEWS with JEFFREY BARTHOLET in Amman, CHRISTOPHER DICKEY in Paris and bureau reports

NEWSWEEK August 20, 1990

## The Specter Of Iraq's Poison Gas

### Are U.S. troops ready?

**W**inston Churchill called it "that odious weapon." In the nuclear age it has been dubbed "the poor man's atomic bomb." A battlefield shrouded in poison gas, a nightmare not faced by American soldiers since World War I, is now a deadly possibility for the troops of Desert Shield. U.S. officials reported last week that Iraqi forces appeared to be loading chemical weapons aboard combat aircraft. The intelligence was not definitive, but it had a chilling plausibility. Saddam Hussein boasts not only a chemical arsenal, but the means to deliver it and the will to use it. Targets have included even his own citizenry—like the Kurdish civilians who were killed in the eight-year war with Iran. American lives hinge on two questions: How much of a danger does the Iraqi chemical threat pose in this conflict? And are U.S. troops prepared to meet a toxic menace?

The Iraqi arsenal— assembled with the help of Western companies but now thought to be self-sufficient—boasts an estimated 2,000 to 4,000 tons of deadly agents (chart). But despite the grim shadow they cast, chemical arms may not play a decisive role if war breaks out. While they would compound casualties and human misery, their usefulness in thwarting a naval blockade or seizing Saudi oilfields is limited. "Their effectiveness is grossly exaggerated in the military sense," says Seth Carus of the Naval War College Foundation. "What really matters is their deterrent effect." One obstacle to their use is sheer volume. To kill 50 percent of the enemy within a square kilometer, Iraqi missiles or low-flying bombers would have to lay down at least 10 tons of mustard gas or four tons of the nerve agent Tabun, a tall order. Climate could be another impediment. While mustard gas would linger, Tabun would evaporate within minutes in the desert heat. Others suggest the chemicals are tactically effective only when sprung on an unprotected, usually civilian, target. Heavily defended U.S. positions, with troops in protective gear, would be more daunting objectives.

The Pentagon insists that U.S. forces



OZTURK—SIPA

Saddam unleashed chemical weapons on Kurds in the Iran-Iraq war

are well trained to protect against the ravages of poison gas. But equipment shortages could prove to be dangerous. The Army warned Congress last year of "critical" shortages in gas-detection devices and decontamination systems among troops earmarked for the Middle East. State-of-the-art protective tents with spaceship-style airlocks are on order but unavailable. What each soldier does have is a seven-pound kit that includes a hermetically sealed facial mask with filter cartridges and a two-piece suit of cotton-nylon and charcoal-impregnated polyurethane. The outfits, which have no capacity to store bodily wastes, must be replaced after every 10 to 24 hours. Soldiers also carry three syringes of drugs they can inject to counteract nerve agents, as well as towelettes dipped in a chemical that neutralizes mustard gas.

**Heat exhaustion:** The chemical cocoons will save lives, but could wreak havoc on fighting effectiveness. A chemical carpet laid on U.S. airfields by Iraqi missiles or bombers could hamper ground crews, increasing turnaround times for combat aircraft flying sorties against

Iraqi positions. Experts estimate that the full gear will add 10 degrees to already searing daytime desert temperatures, heightening the risk of dehydration and heat exhaustion. Troop efficiency could drop 50 percent in a matter of hours. Vision and communications would also be severely diminished. In one Mideast chemical-warfare training exercise observed by Forbes magazine last year, a sergeant alerted his soldiers by pelting them with stones.

Should the Iraqis play the chemical card, political and logistical restraints would keep the United States from responding in kind. The American arsenal is far larger than the Iraqis' (an estimated 30,000 tons), but the bulk of it is aging and unusable. The rest is dangerous to transport. Any U.S. retaliation with chemical weapons would also carry a serious moral taint. The use of chemical arms is outlawed by the 1925 Geneva Protocol (which has no prohibitions against the production or stockpiling of such weapons), and the United States just signed a chemical nonproliferation treaty with the Soviet Union. George Bush told audiences during the 1988 campaign that he wanted to be remembered for the elimination of chemical weapons, calling it his "solemn mission." The most probable U.S. response would be massive conventional strikes against Iraqi military targets and chemical-weapons plants.

The troops of Desert Shield may never meet the fate that befell the doughboys of World War I or the Kurds of Iraq. But as U.S. forces check their masks and take inventory of their protective gear, the specter of the chemical battlefield is real enough, adding another hellish dimension to a complex and dangerous operation.

BILL TURQUE with DANIEL GLICK and JOHN BARRY in Washington

## A Deadly Menace

**A**merican troops could face these lethal toxins from Iraq's 2,000- to 4,000-ton arsenal of chemical weapons:

**MUSTARD GAS:** Forming the bulk of Iraq's stockpile, the long-lasting cloud, smelling like garlic, burns lungs, blisters skin and can be fatal in high doses.

**SARIN:** If inhaled or absorbed by skin, one drop of the odorless gas kills in minutes by paralyzing the nervous system.

**TABUN:** Like Sarin, but slightly less toxic, this nerve agent can also kill swiftly if inhaled or absorbed.



LIBÉRATION, 21 août 1990

## Saddam Hussein et Hitler

PAR ANDRE GUNTHER\*

Depuis plusieurs jours, le débat sur la crise du Golfe semble se concentrer autour de la « faiblesse morale » de l'Occident. C'est faire peu de cas d'un élément qui a joué un rôle majeur dans la rapidité et l'ampleur de la mobilisation : la réapparition du spectre de l'Allemagne nazie, spontanément associé depuis le début du conflit à l'Irak de Saddam Hussein.

Avatar de la vieille mauvaise conscience coloniale, l'argument qui réunit Israël et l'Irak dans la violation du droit international démontre curieusement que les pays occidentaux auraient eu deux fois tort : la première en laissant faire, la seconde en intervenant. Le parallèle n'est pas dénué d'efficacité pour dénoncer l'exercice de légitimation diplomatique. Il ne tient plus si l'on admet que la crainte de l'expansionnisme irakien constitue la première raison du déploiement de forces dans le Golfe. Derrière l'annexion du Koweït, le monde entier a vu la répétition à peine décalée de l'Anschluss — c'est-à-dire non pas une opération

militaire isolée, mais le prélude à un conflit majeur, la préparation à la conquête du « Lebensraum ». Quelles que soient les intentions réelles de Hussein à ce moment, c'est cette grille de lecture qui a été appliquée, ainsi que sa principale leçon : seule la passivité internationale avait alors permis à Hitler de passer à l'exécution de son plan.

Que ce soit par l'envoi de troupes, par la pression de l'embargo, ou par la seule dénonciation diplomatique, la préoccupation constante des chefs d'Etat a été de ne pas se laisser enfermer à nouveau dans cette erreur aux conséquences tragiques. Il fallait arrêter la machine avant qu'elle ne s'emballe — ou du moins montrer, y compris par une fermeté peut-être gratuite, qu'on ne retomberait pas dans le piège. A ce titre, pour de nombreux pays, il s'agissait aussi de faire la preuve d'une « force morale » qui leur avait fait défaut cinquante ans plus tôt — et dont beaucoup ne les croyaient plus capables. Depuis l'invasion, les volte-face stratégiques et l'hésitation irakienne ont démontré qu'Hussein ne s'attendait pas à une telle réaction — légitimant par là même l'intervention internationale.

Pourquoi le modèle nazi s'est-il si vite imposé dans l'interprétation des faits ? Les traits totalitaires du régime baassiste, désormais mieux connus mais qu'il partage avec bon nombre de dictatures passées ou présentes, ne suffisent pas pour en

décider. Il faut leur ajouter le critère déterminant de la puissance militaire, qui en porte la menace au-delà de ses propres frontières. Il faut surtout reconnaître en Saddam Hussein, dans ses emprunts idéologiques aussi bien que tactiques, un lecteur appliqué d'Hitler.

Exemple quasi académique du Blitzkrieg promu par Guderian, l'invasion du Koweït n'est ici que la partie émergée de l'iceberg. C'est dans la géopolitique complexe de la région que le parallèle s'affine, et en particulier dans le rapport de forces Iran-Irak. Bien avant le conflit actuel, avec une habileté dont on a vu le succès, Hussein en disposait le schéma sur le calque d'un antagonisme bien connu : celui de l'Allemagne et de l'Union soviétique des années trente, quand les démocraties s'empressaient de reconnaître en Hitler le dernier rempart contre le « péril rouge ». On ne s'étonnera pas que les déclarations embarrassées de nos marchands d'armes aient un air de famille avec les argumentations de l'époque, qui expliquaient comment des deux maux choisir le moindre.

Remarquons encore le travail pour camoufler par l'idéologie un conflit qu'occasionnait surtout l'appétit de pouvoir. Travestissement qui s'avère encore une fois d'une redoutable efficacité, même si l'admiration pour Hussein des populations arabes n'est pas moins myope que celle des masses qu'avait su s'adjuger Hitler.

On trouverait sans peine d'autres exemples. Mais justement : le bon élève de l'hitlérisme a montré trop de zèle, et son arme désormais se retourne contre lui. Ses adversaires, à leur tour, usent du repère nazi pour interpréter ses actes et surtout y répondre. Jusqu'à l'Iran, qui a montré la plus grande prudence devant l'initiative de paix irakienne — *remake* maladroit du pacte germano-soviétique de 1939, dont on se souvient qu'il n'empêcha pas l'invasion allemande, dès que fut assurée la maîtrise du front ouest.

De la perception de son régime comme variété de l'hitlérisme, Saddam Hussein est le premier responsable. On ne poussera cependant pas trop loin la comparaison. D'une part — comme avec la manipulation des ressortissants étrangers — parce que le modèle nazi n'est pas la seule carte de ce spécialiste de la répétition de l'histoire. Mais aussi pour cette raison simple, que Marx exprimait ainsi : lorsque les grands événements se manifestent deux fois, c'est la première comme tragédie, la seconde comme farce. En d'autres termes : les leçons de l'histoire valent pour les deux camps. Même si le conflit du Golfe ne fait pas vraiment rire, c'est cela et rien d'autre qui interdit à Hussein d'être un nouvel Hitler.

\*Historien, enseignant à Paris VII

L'AURORE, 21 août 1990

## Criminel de guerre

CETTE fois, l'escalade est allée si loin qu'une épreuve de force risque d'apparaître comme la seule façon de sortir de l'impasse. Si Saddam Hussein avait voulu déclencher dans l'inconscient collectif des Américains une farouche pulsion de combat, il ne pouvait trouver plus efficace détonateur : la perspective de voir sept mille otages anglo-saxons enchaînés à des cibles virtuelles évoque au public d'outre-Atlantique ces *westerns* de cauchemars par lesquels, pour donner bonne conscience aux spectateurs, les metteurs en scène de Hollywood montrent des hordes de sauvages

lançant précisément aux « visages pâles » ce défi terrifiant.

PAR  
ALAIN PEYREFITTE

Jusqu'à présent, le terrorisme d'Etat, qu'il fût téléguidé par Téhéran, Damas ou Tripoli, restait clandestin. Le voilà devenu officiel. La Convention de Genève de 1949, qui interdit solennellement de telles pratiques, a été signée et ratifiée par l'Irak : en la violant, il violerait sa propre loi.

Mais comment ne pas prendre ce risque au sérieux ? En fait de froide détermination, Saddam Hussein a fait ses preuves. Sa force de dissuasion est tout à fait « crédible », depuis au moins le massacre de ses propres ressortissants qui avaient le tort d'appartenir à l'ethnie kurde.

Reste-t-il des chances de médiation ? La tentative du roi Hussein a piteusement échoué. Peut-être aurait-on pu imaginer une initiative franco-germano-soviétique pour calmer le jeu : il est trop tard. Le distinguo établi par l'ONU et par Paris entre embargo et blocus s'est révélé peu opératoire. Le Conseil de sécurité a de nouveau condamné la conduite irakienne. Il se montrerait plus efficace s'il adressait un avertissement solennel à Saddam Hussein : au cas où celui-ci passerait à l'acte, il serait poursuivi comme criminel de guerre, en compagnie de ses principaux lieutenants, devant un tribunal international comparable à celui de Nuremberg. Les États de droit doivent parler le plus longtemps possible le langage du droit. S'il n'est pas entendu, il ne reste que l'appel aux armes.

Les crises internationales

de première grandeur, comme l'est celle que nous sommes en train de vivre, vont vite. Elles ne s'accroissent ni des tergiversations ni des jeux de bascule. La France donne un peu l'impression de courir après les événements, ainsi qu'elle n'a cessé de le faire depuis l'autonne dernier face à la mutation de l'Europe de l'Est. Après l'invasion du Koweït et la vive réplique du président Bush, il était raisonnable de ne pas se précipiter. Après l'affaire des otages, il serait déraisonnable de vouloir tirer son épingle du jeu par des négociations séparées. Le sort qui a été réservé à nos vingt-cinq compatriotes, devenus depuis trente-trois, paraît bien montrer qu'on ne gagne rien en se désolidarisant sans le dire tout en le faisant.

Point n'est besoin de se demander qui a franchi le Rubicon. Les dirigeants irakiens l'ont franchi deux fois — dans le même sens.

ZARIA VOSTOKA, 21 avgust 1990

# ЗАРЯ ВОСТОКА

21 АВГУСТА 1990 г.

## АКТУАЛЬНОЕ ИНТЕРВЬЮ

### Кандал Незан: ПРИЗНАТЕЛЕН ЗА ТЕПЛОТУ К МОИМ СООТЕЧЕСТВЕННИКАМ



*борьбе курдов за свои права и гонениях, которым они подвергаются в странах, расположенных к югу от нас. Одна из позорных страниц иракского режима — применение в 1988 году против курдского населения страны химического оружия. С лица земли были стерты 4.000 курдских селений.*

— Еще находясь в Париже, мы знали, что в СССР обострились межнациональные отношения и что среди курдского населения наблюдается какая-то неуверенность, определенный страх за завтрашний день, — рассказывает Кандал Незан. — Поэтому мне хотелось все увидеть своими глазами. Скажу откровенно, особо удручающую картину представляет жизнь курдов, проживающих в Средней Азии и Казахстане. У них нет ни одной национальной школы, ни одного очага культуры, газеты или журнала. А ведь в этом регионе проживает несколько десятков тысяч курдов. Только в Стокгольме, для сравнения, где сегодня 12 тысяч курдов, издается более десятка газет и журналов, есть несколько школ с преподаванием на их родном языке.

— В Грузии я провел три дня, — рассказывает Кандал Незан. — Побывал у профессиональных курдских художников, на спектакле Национального театра и ансамбля. Был гостем в ассоциации «Ронаи» при Всегрузинском обществе Руставели.

Все, что я видел, произвело на меня большое впечатление и, пользуясь случаем, хочу выразить грузинскому народу признательность за теплоту к моим соотечественникам, понимание наших национальных проблем.

— Что представляет собой Курдский институт в Париже, который вы возглавляете?

— Институт основан в 1983 году. В его организацию внесли большой вклад курдские общественные и политические деятели, ученые и писатели, проживающие как в западноевропейских странах, так и в СССР. Личную заинтересованность в открытии этого европейского центра нашей культуры проявили президент Франции Франсуа Миттеран и его супруга. Главное направление работы Института — сбор, систематизация материалов, касающихся курдов, их пропаганда и популяризация. В библиотеке института собрана литература на 25 языках, с которой могут ознакомиться специалисты-курдоведы. Институт ежегодно организует семинары специалистов по волнующим наш народ вопросам. Кстати, последняя конференция проводилась в 1989 году и собрала представителей из 34 стран. Московская конференция, состоявшаяся на днях, стала продолжением парижской, проходившей под председательством госпожи Даниель Миттеран.

— В нашей республике вы встречались с руководителя-

ми некоторых министерств и ведомств. О чем шла речь?

— Мы беседовали с министром культуры Грузии Валерием Асатнени, с председателем Гостелерадио Арчилом Гогелия, с руководством Общества Руставели и РК профсоюзов работников госторговли и потребкооперации, разговор в основном касался курдской культурной жизни в республике, перспектив ее развития. Мы были бы очень признательны грузинским друзьям, если они сочли бы возможным открытие курдского культурного центра в Тбилиси. Это, на наш взгляд, имело бы большой резонанс не только в Курдистане, но и за его пределами. В деле открытия такого центра ваша республика может рассчитывать на всестороннюю помощь и поддержку нашего института, да и всей курдской диаспоры в Западной Европе.

Не вдаваясь в детали сегодняшней политической ситуации в Грузии, хочу высказать только одно замечание. Мои соотечественники должны трезво смотреть на вещи, понять чаяния грузинского народа, не поддаваться провокациям. Насколько я информирован, до сих пор грузины находят понимание среди курдского населения. Уверен, что так будет и в будущем.

\*\*\*

На снимке: Кандал Незан.

Фото Рубень Рухкина.

В нашей республике находились известный курдский общественный и политический деятель, директор Курдского института в Париже Кандал Незан. Корреспондент ГРУЗИНФОРМа встретился с ним и попросил рассказать о целях визита, современном положении курдов в мире.

**НАША СПРАВКА:** Несмотря на свою многочисленность — 25 миллионов человек — курдский народ по сей день не имеет своей государственности. По воле судьбы собственно Курдистан разделен территориями четырех стран — Турции, Ирана, Ирака, Сирии. Курды проживают и в других странах, в том числе и в СССР. Повидимому, с темы «Курдистан и курды» у нас еще не снято окончательно табу секретности. Иначе, возможно, мы знали бы больше о национально-освободительной

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 13, 1990

## Iraqis Order All Embassies Shut in Kuwait

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

NICOSIA — Iraq ordered foreign diplomats in occupied Kuwait on Monday to close their missions by the end of the week, the official Iraqi news agency, INA, reported.

It quoted a Foreign Ministry spokesman as saying: "Diplomats who do not abide by this decision will be treated, effective Saturday, August 25, as ordinary foreign nationals."

To treat diplomats as ordinary citizens would be to withdraw their diplomatic immunity and make them subject to Iraqi law, including, presumably, detention. Under international law, accredited diplomats are exempt from local statutes. Their persons and homes are considered inviolable.

Several countries said they had no plans to close their embassies. They included Austria, Britain, Denmark, Finland, France, Italy, Spain, Sweden, the Soviet Union and West Germany.

Several other foreign countries, including those of Japan and the United States, had already told their diplomats in Kuwait to stay put after earlier Iraqi warnings.

The news agency said Iraq notified foreign diplomatic missions in Baghdad on Aug. 9 that it wanted foreign missions closed in Kuwait following the invasion and annexation of the small neighboring state.

INA said the Foreign Ministry demanded that the missions be transferred to Baghdad by Friday.

In London, Foreign Secretary Douglas Hurd said Britain rejected the Iraqi order.

"We are not accepting that instruction, and we will seek to make sure that we have people in Kuwait able to keep in touch with our community there for as long as is physically possible," he said.

"Our view at the moment is that we shall try to keep British officials in Kuwait as long as possible," Mr. Hurd said.

Meanwhile, Iraq received support in Yemen, where President Ali Abdullah Saleh addressed about 70,000 anti-Western protesters, saying, "The plying of these navies in Arab territorial waters is a terrorist act that will fail to achieve its aims as the strength of Arab resistance will force them to turn back."

In an indirect criticism of Saudi Arabia's call for foreign forces to help resist any possible Iraqi attack, Mr. Saleh said: "Those who called in these foreign forces will eventually prefer peaceful solutions enabling our nation to overcome all difficulties." He was referring to Arab nations as a whole.

*(Reuters, AFP)*

## Iran Agrees to Support Sanctions Against Iraq

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

NICOSIA — Iran said Monday it would abide by United Nations sanctions against Iraq, despite the new peace moves between the neighboring Gulf states.

The Islamic Republic News Agency said that Foreign Minister Ali Akbar Velayati of Iran informed the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, of the decision in a letter sent Monday.

President Saddam Hussein of Iraq announced last week that he was accepting Iran's terms for a settlement of their decade-old conflict, pacifying his eastern neighbor as his confrontation with U.S.-led forces in Saudi Arabia escalated.

Iraq's initiative had raised speculation that Iran would violate the sanctions ordered by the UN Security Council after Iraq's invasion of Kuwait on Aug. 2.

Iran has condemned the invasion and called for Iraqi withdrawal

from Kuwait. But it also has denounced the deployment of U.S.-led multinational forces to thwart a possible attack on Saudi Arabia.

Iraq has withdrawn from most of the Iranian land it seized during the Gulf War.

IRNA said Monday that Iraqis had abandoned occupied areas of the southern oil-producing province of Khuzestan and Ilam, a mountainous western region.

"Most parts of the occupied territories in the southern border region have been evacuated, and there is no sign of the Iraqis," the IRNA report said.

Iraq seized about 2,500 square kilometers (950 square miles) of territory during the war, in which a million people were killed or wounded and both countries were economically devastated.

The two nations have exchanged about 8,000 prisoners since Friday.

*(AP, Reuters, AFP)*

AL- HAYAT WEDNESDAY, 22 AUGUST, 1990

## ممثل بارزاني في اوروبا: لم يبرز اميركا ولن ندخل عمليات سرية

والمنطقة والعالم كارثة. وفي ضوء ذلك يهمننا بحث الوضع مع كلفة الأضرار العراقية والعربية والدولية التي يعتد بها التغيير الديموقراطي. ولكن حركة المقاومة الكردية لن تدخل أبدا في أي عمليات سرية ولن تقبل بأن تستغل لتحقيق أهداف الآخرين. بل نحن مع التسليم العلني مع الجميع وعلى أساس الاعتراف بشرعية حركة المقاومة والتوصل إلى تفاهم سياسي يحدد موقعنا في المعادلة القائمة. حتما نرجو نشر هذا التوضيح لإزالة الشكوك الذي لحق بموقفنا والذي يمكن أن تترتب عليه عواقب سلبية نظرا لخطورة الموقف ووقتته وحساسيته. وتلق «الحياة» قوضياً آخر من الحرب الأستراتيجي الكرستاني العراقي الذي هو عضو في الجبهة الكرستانية نفي فيه أيضاً علمه بأنه خطة لتشكيل جيش كردي.

السامة ضد أبناء الشعب الكردي المسلم والانتهاكات البشعة لحقوق الإنسان في العراق. خامساً، أن حركة المقاومة الكردية قائمة وستستمر حتى تتحقق أهداف شعبنا في الديموقراطية والحكم الذاتي. وبعد حملة الأياد الكيماوية في كرستان في آب (أغسطس) عام ١٩٨٨ أعيد تنظيم قوات المقاومة الكردية وهيكلتها التنظيمي الداخلي وفقاً لاسس جديدة للتكيف مع الظروف الجديدة وهي تقوم بنشاطات في كرستان العراق. سائساً، أن القيادة الكردية تترك جيداً خطورة الوضع الناجم عن العدوان العراقي السافر على الكويت وشعبها وعلى الشعب العراقي بعريه وأكراهه الذين جرحهم النظام التي حال الكارثة والهلاك. لذا فهذه القيادة بصفتها قوة معارضة أساسية يهملها النضال في سبيل تحقيق بديل ديموقراطي في العراق يجنب شعبنا

الكرستاني الولايات المتحدة انطلاقاً وهو لم يغاز كرستان، كما لم تجر أي لقاءات في المناطق الحدودية بين العراق وإيران لتجند جيش كردي ولما لا جاء في الجريدة. ثالثاً، أن الجبهة الكرستانية العراقية وهي تتلوك من ستة احزاب كردية عراقية عبرت عن موقفها من الأزمة العراقية التي نشبت نتيجة لغزو القوات العراقية لولاية الكويت في حزيران (يونيو) ١٩٩٠/٨/٢٢ تصريح اصدرته بتاريخ ١٩٩٠/٨/٢٢ وأرسلت نسخة منه إلى جريزكم الغراء لكنها لم تنشر.

■ جازنا من هوشيار زيباري ممثل الجبهة الكرستانية العراقية، في اوروبا والممثل الشخصي مسعود بارزاني. قرأنا باستغراب ما كتبه مراسلكم في النينا (الحياة) في ٢١ آب عن خطة لتشكيل جيش كردي لخوض حرب داخل العراق. وتؤكد ان معلومات المراسل غير صحيحة وتكذبها. وهي تضم مطالبات عدة وتثير حساسيات في شأن النور الكردي ويصور الحوار الإكراه كما لو كانوا مقاتلين تحت العلب. وبهذه في هذا الصدد أن نوضح الآتي: أولاً، لم تجر لقاءات رسمية بين القيادة الكردية وبين مسؤولين اميركيين وبرغم وجود جلال طالباني الامين العام للاتحاد الوطني لكرستان في واشنطن رفضت الإدارة الاميركية استقباله. ثانياً، لم يزد مسعود بارزاني رئيس الحزب الديموقراطي

Пролетарей йаму вэлата, йакбын!



# ПРАВДА ТӘЗӘ

ОРГАНА КОММУНИКАЦИЯ КИНО, СОВЕТА ТӨҮРӨВЛӘРЛӘРДӘ У СОВЕТА МИНИСТРАД РСС ИРМЕНИСТАНЕ  
-ЛӘЗ РИДӘЛӘР ОҖИЛӘР СИН ЧИЛӘВЧИЛӘР, СӨЗЧИЛӘР ДИК СӨЗЧИЛӘР. КИНОЛАР ИК ИЛЬДУСЧЫЛАР ИЙЛӘРЧИ  
-РНА ТАҖА- ОРҖАН ЦК КПА, ВЕРХОВНОГО СОВЕТА И СОВЕТА МИНИСТРОВ АРС. ССР

№ 67 (4325)  
ЧАРШӘМ  
22-е  
АВГУСТЕ  
(ТӘВӘХ)  
САЛА 1990

Җинмәт 2 капек

ЖЬ САЛА 1930—И ИШЬР-ДЬВӨ ● КӨВТЕ ДО ЩАРА ДӨРТЕ

## КӘНДАЛ НӘЗАН: „ӘМ ХВӘ У МЛӘТЕ ХВӘ НАСКЫН“

Ван р'ожа директоре института к'орди ль П'арнае Кәндәл Нәзан пәй we йәкер'а, кә Москвада т'әви конференса бәлм—практикә „К'ордәд Т'фада Советне: т'арих у вә'де нһа“ бубу, наше жи чубу Қазахстане, һатбу п'айт'әхте Г'орцстане.

Мәләдәре мойн һәштат р'асте ви һат у һивн кыр щава чәнд пьрса бьдә.

— Макул Кәндәл, әз һивн дькьм фькред дәрһәда конферанседа мәр'а бежьн. һун сәр чь фькренә, әв чьқаси к'ардар бу у гәло әве бькарбә али бьнәлнед Т'фада Советнейә к'орд бькә бона проблемед вана фәрз бенә сафикьрне?

— Әз жь we йәке дәстпе бькьм. вәки конферанс р'астие жи қәвмандьн бу нава ә'мре 150 һ'әзари зедәтәр бнәлнед Т'фада Советнейә к'ордда. Бәре ә'вльн бона we йәке, кә әв һ'әмшвата ви шур'әийә пешьн бу вәлате вәда у. йа дбда, жь трибуна we, р'астие жи, хәбәр-данәкә принципнал чу дәрһәда чәнд пьрсед актуалда, кә т'абә-гие һадьнә к'ордәд Т'Р'СС.

Чь кә дәрһәда фькра мьнда-нә, әз бежьм, һ'әтани нһа мьн т'әре әм һьм ль К'ордстане, һьм жи ль шарьстана— һ'им-ли Европәе — р'әнд һаж ә'мре к'ордәд советне һәнә у, р'астие әм бона пашәр'ожа вана арха-йин бун, бәр хвә һәдк'әтъя, һәла сәрда, мә т'әме гәлә щн-һа мәсәла вәлате сосиализмейн пешьн бир данй.

Ле, тә'ләбәхтр'а, конферанс, р'астһатьн у қсет мә чава т'ә-ви к'ордәд советне, бса жь вәк'әләд советнейә р'әсми әм анно сәр we фькре, вәки бал we жи һәр тышт ниянә, кә сәр дәрәща башә. Вра жи проблемед мьһашьред к'орд һәнә, кә һәенә сафикьрне, пьрсед пеш-дачуйна култура к'орда, хвәй-кьрһна змане де у пьрсданнед майин. Р'астә, әв проблем дһа һьндькьн, нә кә бә'са хәбәре,



ль Т'урк'нае, Иране, Ирақе у Сурнае, ле... һәнә. Те к'әвше, вәки, бей Әрмәнистане у Г'орц-стане, һьнәк р'еспубликаед советнеда (мәсәлә, ль Адрбецане. йане жи ль Асиа Ортә у Қа-захстане) „проблема к'орда т'ә-нә“. Дьбә әв жь we йәкейә, вә-ки т'ә ошәхәкә к'ордайә бәлми у културне жи ль вьр т'әнә. Ле к'орд һәнә. Бь дәһа һ'әзара, әгәр нә зедә...

Мә бса жи бь дьләки кован т'әг'мин кьр, вәки п'арәкә к'ор-дәд советне змане хвәйи де һь-занә, һаж т'ариха щьмә'та хвә-

йә 25 миллионе, традисна, һәлә фольклора вейә дьнәв'һан жи т'әнә. Бь дәһа сала әв мәшәл ванр'а че нәбуйә.

Һун дьпьрсьн, гәло конфе-рансе бькарбә али сафикьрһна проблемед һөйи бькә? Әз һа-хвәзьм пешдадитьнәкә бькьм, һәнһер'и we йәке, кә бавәрьм, вәки бь конферансәке — әв чьқаси жи һавдарбә — чәтһнә кемәси, бәрр'әбәрданед нава са-лада т'опбуи — к'урбуи бьд-нә һьлдәне. Ле щьмә'та мә оп-тимистә, у әз жи бавәрһа хвә р'ожа дһа гәш тиньм.

— Конференса Москвада хун жы нава института к'орди ль Паризе пешда хатын у во нома к'облфота президенте Франсиае — ханым Митеранейо бьм. бараккырыне хвонд, кб эве сар нава ве х'эмцвата к'орда шан-дыбу.

К'орема хвэ бежын, ов чь институте, чьва мжул дыбе у чь хелөдетнед ханым Митеране т'эви ве хонө.

— Института мэ сала 1983-а. бь алик'арийа вөк'илед к'ордайя шарьстанайя э'йан — кино-р'ежисор Йылмаз Г'йуней, ша-йир Щэгөрхун, Осман Сэбри у Гэжар, өлмдаред Исмет' Шериф Уинли, Т'офиц Уэһ'би, бса жи к'ордзанед советнейя э'йан х'э-щие Шнди у Қанате К'ордо саз буйя.

Ш'обхлванийа институте но т'эне говөка Франсиаеданө, нө-н'ер'и, кб т'эне Паризеда 70 һ'эзар к'орд дьжин. П'өвгыреда-нед мэ хонө т'эви вөкө миллионк к'ордед, кб жы К'ордстане дэр дьжин, ш'обхле култур—р'онка-йе у өлм—леньер'андьнева мжул дыбын. Бь эманед башқө-башқө р'ожнөма, коvara, лите-ратура бөдөвөтне у өлми, сал-хнөмед салнвсарне нөшър дькын, али шаһ'лед к'орд дь-кын бона идаред Европайя хвөндьна бльндда бенө қөбуль-рыне у һинбын.

Ле бавөрбьки хелөдетнед ха-лым Митеранейя р'астонө т'эви институте т'өнөнө. Президент у ханым Митеран, вөнашөр'ым, достед мөнө, һөрали к'омөке дь-дөнө институте. Бь т'өг'минна мьн, хун заньн, вөки конфе-ранса Москвае, р'астие к'өвө, думайик — пөйхатына х'эмцва-та Паризе бу, кб сентйабра са-ла пар һатө дөрбазкырыне. Эв конференс бь иниснатива ха-лым Митеране һатө т'өшкыль-рыне у делегатед бавөрбьки һ'э-му вөлатед Европae т'эви ве-дыбун. Бежым, вөки ви чахи бь-дөле ш'обхлванед дьйяейя гөлө-жи э'йан (нав ванда т'эне 24 лауреатед премия Нобелне һө-бун) газн һатө қөбульрыне бо-на к'ара хвэстынед щьмө'та к'ордайя законн.

Сарда зедөкым, вөки инсти-тута к'орди ль Паризе т'эви мөрк'өзед к'ордийя културнейя ль Лондоне, Стокһолме, Брйу-селе, Бонне, Копенһагене у сд мийн нава хелөдетийаданө, анэгорн қөвөтө хвэ али пешда-чуйна к'аркырына вана дькө.

— Эз һькарым хвэ зөвткым у мөрс нөкым, т'эви мөрк'өзед өр-көкшайя ль Франсиае һькөк п'өвгыреданед ве хонө?

— Нө кб „һьнөк“ п'өвгыре-дан һөнө, ле ед фрө. У нө т'э-не т'эви ошахед өрмөннайя кул-турнейя ль Франсиае, ле бса жи т'эви ед вөлатед Европайя ма-йин у ШАИ. Олмдаред Эрмө-нистане жи төнө меванийа мө. Эм бь дьл қийатед к'т'өбхана хвөйя эп'өщөйи дөвлөмөнд, кб дькырын керн вана бен, дьдөнө вана.

Дьхвөзым бьдмө к'ыше, вө ки р'ожнөма мөйя „Көрманци“ у йа өрмөннайя „Камк“ чапха-нөкеда төнө нөшъркырыне, вөки өм дьл—щан али һөвдө дькын. Нө ахьр „өм бриндаре шурөки-нө“.

Хөрйи—хөрйийя, у лөма жи һнащър дөрдө мнащър р'ьнд занө.

— Хун сар ве фькөре һиньн, вөки ве гөве п'өвгыреданед ол-к'а к'ордайя вөлатед Европа Р'оавөе т'эви к'ордед Т'Р'СС сьстын? Нө ахьр өм жи п'арөкө ве шарьстанөцр?

— Эв, бөфтийа, бсанө. Мө-нийя ве йөке нө кб нахвөстына мө бу, ле өв „п'өрда пола“ бу, кб вөлате вөда хатыбу сазкыры-не. Нһа өв „п'өрдө“ вөдыбө, у өме бь шабун хелөдетнед хвэ т'эви вөт'өнваред мөйя вра, т'эви ошахед к'ордайя културне пешда бьбын. У чь дөсте мө те, өме алик'арне бьдын, һьлбөт, эгәр хун бьхвөзын у эгәр ве пьрсөда бйурократизма „һьнк'у-фи вө“, кб вөхтөке вөр'а бубу „көла пьч'өнге“, диса „сөре хвэ бльнд нөкө“.

— Мадул Көндөл, өва се р'ө-жө хун ль Т'билисиданьн. Хун чунө к'идөре, р'астн к'е хатын у бь чь фькыва вөдгөр'ьн П'а-ризө?

— Эв се р'өжед гөлөки кер-һати бун. Эз р'астн министрө Гөрщстанейн културае мадул В. Асат'иани, садре комитеа ө'ламөтнед р'аднөе у дурдйтно-кейя дөвлөте мадул А. Гөгелна, сөрөкванед һөвалтийа һ'өм-гөрщстанейя сөр нава Р'уст'а-вели у шөвра р'еспубликнейя т'фагед п'өшөквание хатым. Мьн жы шьклед шькль'өшөд Т'били-сийя к'орд лөзөтөкө баш дит, чумө театра к'орда, дна хвэ да консерта ансамбла к'орде, вөк'илед интеллигенсна к'орда-р'а бумө нас. Қсөд мьнө т'эви вана гөлөки к'ардар бун. Мьн

шекьрдарийа хвэ ө'ламн нөвсөд Гөрщстанейя р'өсми кьр бонө ван һ'өму тышта, кб бона хвөй-кырына култура к'ордайя млөтне, Т'билисиде те кырыне у, вөр'а т'өвайн, хвөстына хвэ ө'лам кьр анэгорн һөрөк'өте хвэ али дна пешдачуйн у мөһ'көмкыры-на ве бькым. Чьмки ед һөйн (гьлие мьн дөрһөқа театра к'ор-да, ансамбл, хөбөрданед р'а-диөейя к'орди у ед мөйинданө). чьқасы жи баш у бөдфсур бьн, диса һьндькө бона р'азыкырына р'өвөщөд 40 һ'эзар к'ордед Гөрщстане.

Эз гөманым, вөки өме П'а-ризөда жи р'астн дост—пьсма-мед хвөйя гөрщ бен у өме диа-лог—гөтөбежа хвэ пешда бь-бын.

— Ве пер'а гһнанд клима Гөрщстанейя политикне т'өг'-мныкы? Хун ве чөва қимөт дькын? Бь фькөра вө, к'ордед вра вад қөвөлада гөтн хвэ т'ө-бйя чөва бьгьрн?

— Хьлбөт, гьшыкава э'йанө у бөр ч'ө'ванө, вөки Гөрщстан минани т'өмамийа Т'фақа Сөве-тне, ва гөти дьк'өлө. Ле се р'өж һьндькө бона фькөра хвэ дөрһөқа ө'мре вөлатөкин поли-тикиеда бежи у дна чөтыне ви һ'али қимөтки.

Тыштөки э'йанө: эвлөдөд млөте мьн (т'өмөри һьлдайи — һөр млөтөки р'өқөма бнөлиед хвөва бьч'ук) борщдарын нет—мөрөмед щьмө'та гөрща дәрщ бькын у али миасөркырына ва-на бькын. һөр дөрөщөда гөрөке һ'өсина һөрмөта хвөйя млөтне жи хвөйкын.

Эз хатымө бавөркырыне, вөки гөрщ млөтөкин бсанө, кб бона диалогө һазьрө. Щьмө'та бса бөрбь конфликта нащө'динө: эгәр вөйя мащбур нөкын, Т'э-ви ви млөти дькырын эмане т'ө-мөри бьбиньн у э'дйли бьжин. Эз дьвөк'линым: йа сөрөкө өвө, кб дөвса конфликтед бөфөйдө, кб к'ара ве т'өнөйя, диалогө саг'лөм, һ'өлал дөрбазкын.

— Пьрсөкө майнн, мадул Көндөл. Сөра конференсе у кулсөд вөда өв избөтийа зө-лул бубу т'өма һ'өщөтөйя гөр', вөки һьнөк щийа чөнд мөри дь-щөр'биньн диса дөтирөтне бьк-нө нава щьмө'та мө, млөт бьк-нө дө п'ара — „к'орда“ у „эздийа“. Дөрһөқа ве йөкеда чь дькырын бежы?

— Дөрһөқа ве йөкеда дька-ри гөлөк дреж хөбөрдн. У дь-кари гөлөки көрт — ава щөбө

бьди: эв морьв т'арих, культу-  
ра, традиснаед шымо'та мэ у  
нала ви дини жи нъзань, кб  
бса „к'эл—щэ'д" хвэ пе гър-  
тыно. Баворьмь, чьдаси жи эв  
н'ощет мьн к'эдэр бс, эс фэ'м-  
бори ван мэрйа гбном'ар на-  
кьм, ед кб задитиэ чавэ млет  
н'эсаб дькьн. Гбном'ар — йав-  
йа млетэ мейо, деродорбуна ма-  
йа, дбтирети — дббондйа ма-  
йа.

Гьли илали дорноца к'брдед  
Т'Р'СС-данэ, ед кб 70 сали эс-  
дотыр нэ т'эне жь ах у ава хвэ,  
ле бса жи жь қимотнед шымо'та  
хвэйэ сазьри, жь дэвлэмонд-  
тийа вейо р'бн'ание натьно бь  
р'ине. Тыштэки вешартыне ни-  
нэ, вэки вэлэте вэда бь дэна  
сала т'ариха нэ т'эне к'брда,  
бса жи йа гэлэк шымо'тед бнэ  
ци (абориген) натийэ фэ'шкь-  
рыне, гбн нэданэ култура ван  
у эв натийэ биркьрыне, п'епес-  
кьрыне, ондакьрыне. Фэ'мдарн-  
йа, вэки эве йэке нькарьбу  
мора хвэйэ храб нэништа сэр-  
ван млетэ.

Демек, вра пьрс нэванийа гб-  
лэкайэ. Эз баворьм, вэки бал  
вэ, ньндьк мэрвь р'ьнд наж ди-  
не эдзитиэ, идеад ви нэна  
н'имли эв заньбун бал ван

мэрьва сэрр'а—бэрр'айэ, ед кб  
пешда тен чавэ хвэйкьред эс-  
зитиэ, вэки бсанэ, вэрьд эс  
хвэ у млетэ хвэ дна р'ьнд нас  
бькьн.

Эме бь гбман нивие бьн, вэ-  
ки вэ'дэе нэр тышти дайно щие  
ве у нэр тышт ве бь наве хвэ-  
ли э'сли бенэ навкьрыне.

— Бона иятерайуэ эз гэлэ-  
ки р'азимэ.

— Эз жи гэлэки р'азимэ. Дь-  
хвэзым ве мэщале бьдмэ хэба  
те у бь дэсти р'ожнэма мейо  
„Р'йа т'эзэ"-йэ э'зиз н'эму эв-  
лэдед млетэ мэ славкьм. Хер у  
хвэшиэда бьжин, хушк у браед  
мьн!

\*\*\*

Гава мэ фьр'эгэна Т'билисие-  
да Кендал Нэзан вэр'э дькьр-  
мьн жер'а гот, вэки сэрнэадб  
р'ожэке шунда аме н'эйра ша-  
рэкэ майни дитына ви бон у  
бира ви бькьн. Эм жи, брае ма-  
йи жь П'аризе жи бэр хвэ дь-  
ж'эты, бина мэ тэнг бубу.

Чэнд р'ожэ, кб эв чуйэ. У  
даса хэбэрдана мэ дэрноца ви-  
данэ. Эм ве ак'ла вэйэ кбр-  
манцийэ делал, нур—нэдэра  
ви, кб мэрвь же т'ер нэдьбу  
бир тиньн у диндара ви т'ер на-  
бьн.

Сэр нэадб нава се р'ожэда  
Кендал Нэзан пер'а гһананд эв-  
дас тыште к'брди бьбинэ, чь кб  
гэлэк мэрвь нава салада нька-  
рын (йане жи нахвэзын) бьби-  
нын. Се р'ожэ меване мейн э'зиз  
р'астие хэбьти: дьл—щан, бей  
вэстанды. У эви те бежи эм  
жи данэ моблизаснакьрыне, эм  
мэщбур кьрын бь ч'э'вэки ма-  
йин гэлэк тышта бьнхэр'ьн. Эм  
дна хирот бун.

Мэ дьщэр'банд, кб эв ньно-  
ки „гбне хвэ хвэ бинэ". Ле  
фькра тыда тыштэк бу — дна  
зэ'ф тышта бьбяно, дна зэ'ф  
к'брдар'а бьбэ нас, т'эвгэле,  
р'астнатьнакэ майинэ к'ардар-  
бэ...

Нава ви мэрвьнда, кб бь  
ч'э'внэбари — н'эвсудийа қэнш  
хвэ п'ешк'ешн шбхбле млет кь-  
рийэ, к'эл—эгынтйа нэбинайн  
нэйэ. Хвэп'ешк'ешкьрына же-  
нинбуне, к'ижан ве баш буйа,  
вэки эм, ед кб п'эр'н—ньндьки  
қбльхи култура хвэйэ млетие  
дькьн, ч'э'в бьднэ бре хвэйи  
э'зиз.

Мразе УЗО,

сэрвэре п'ара р'ожнэма  
„Хорһрдайин Вростан"-е,  
сэрэковане театра  
Т'билисиейэ к'брдайэ  
щымо'тиейэ бэдэвэтиэ.

IZVESTIA, 22. 08. 1990

Из редакционной почты

# ДВА ВОПРОСА ГЕНЕРАЛУ

Газета «Известия» опубликовала беседу с первым заместителем начальника Главного управления Генерального штаба Вооруженных Сил СССР генерал-лейтенантом В. П. Никитюком. Цитирую один из абзацев этой беседы: «...в соответствии с советско-иракским Договором о дружбе и сотрудничестве 1972 года мы поставили Ираку с целью укрепления его обороноспособности значительное количество вооружения и боевой техники. Хочу подчеркнуть, что начались такие поставки в период борьбы иракского народа за свою независимость, активно продолжались во время отражения израильской агрессии». Эти слова, сказанные в дни, когда весь мир напряженно следит за ситуацией на Ближнем Востоке, вызывают недоумение. Хочу задать автору два вопроса.

Прежде всего мне не совсем ясно, когда и с кем вел Ирак с момента провозглашения республики 14 июля 1958 года борьбу за свою независимость? Насколько я знаю, борьба шла внутри страны — за власть, а не за независимость. Ее этапами были кровавое, но неудачное покушение на первого главу республики полковника Абдель Керим Касема в 1959 году с участием нынешнего президента Ирака и государственный переворот 1963 года. Именно тогда Касема без следствия и суда просто расстреляли в зале багдадского телевидения. Позже в стране уничтожили всех коммунистов.

Ничто в этой борьбе за власть не было войной за независимость.

Более тридцати лет руководители Ирака вели — и ведут сегодня — войну против курдского национального меньшинства, составляющего четвертую часть населения страны, против их права на автономию в рамках Иракской Республики. Чудовищная ее жестокость, когда танками и газами уничтожаются сотни курдских деревень — тысячи мирных жителей, в основном детей, женщин, стариков, — и десятки тысяч курдов изгоняются с земли, на которой их предки жили несколько тысячелетий, подтверждается материалами международной конференции, прошедшей в октябре 1989 года в Париже. Там мной лично было зачитано обращение Андрея Сахарова к ООН и главам стран — членом Совета Безопасности, то есть и к Советскому Союзу. Но и раньше Сахаров выступал с призывами прекратить геноцид курдов в Иракском Курдистане. Это было после заключения Договора 1972 года между Советским Союзом и Ираком — в 1974 году и 1975 году. Может быть, эту войну вы называете борьбой за независимость? Или недавнюю восьмилетнюю ирано-иракскую войну?

Итак, мой первый вопрос: что же называет автор борьбой за независимость вообще и, в частности, когда относит слова «борьба за независимость» к Республике Ирак (Аль-Джумхурия аль-Иракия)?

Мой второй вопрос связан с

упоминанием в интервью о поставках оружия «во время отражения агрессии Израиля». Я не смогла понять, что имеет в виду генерал-лейтенант. Если речь идет об операции, проведенной израильской авиацией по уничтожению реактора в Багдаде, то ведь этот воздушный налет отражен не был, хотя для его отражения потребовалось бы всего несколько минут. До сегодняшнего дня идет спор, был ли этот реактор «мирным объектом» или там велись работы по созданию ядерного оружия, т. е. по существу спор о том, имел ли Израиль право на превентивный удар. Я противник любых «ударных» методов. Но, положив руку на сердце, думаю (уверена, что вместе со мной так же думают многие миллионы людей во всем мире), что вряд ли наше сегодняшнее самочувствие улучшилось бы от сознания, что этот сомнительный объект все еще существует, когда весь мир судорожно подсчитывает, сколько оружия (в том числе ракет с радиусом действия до 300 километров) и сколько химического оружия получил режим Саддама Хусейна от своих «доброжелателей».

Итак, когда и где Ирак отражал агрессию Израиля? Буду очень признательна, если уважаемый Владимир Павлович Никитюк ответит. Безусловно, конечно, так как уверена, что ответы заинтересуют многих.

С уважением,  
Елена БОННЭР.

# TEMPS NOUVEAUX

N° 33

14-20 AOÛT 1990

## Mot de passe: «autonomie»

**Les Kurdes soviétiques peuvent-ils escompter le rétablissement du «Kurdistan rouge» et est-ce que Moscou deviendra allié du mouvement kurde de libération nationale?**

**I**l est enfin temps de dire bien haut que dans notre pays il y a des Kurdes. Pour certains, ce n'est pas une nouvelle, mais pour beaucoup ce mot ne dit rien: en Union Soviétique il y a plus de 100 nations et ethnies, les Kurdes entre autres. Le dernier recensement a établi qu'ils étaient 153.000, mais des spécialistes affirment que le chiffre est minimisé d'au moins 2 ou 3 fois.

Une conférence scientifique et pratique ayant pour sujet «Les Kurdes en URSS: histoire et actualité» a retenu l'attention essentiellement de nos kurdologues et des Kurdes eux-mêmes. Il y a eu il est vrai, d'autres personnes intéressées, mais nous y reviendrons un peu plus tard. La rencontre organisée à Moscou a tenu lieu de congrès national. Mais pour les invités c'était le prolongement de la conférence internationale sur le problème kurde qui s'est déroulée en octobre dernier à Paris.

La discussion tournait autour des problèmes universels: les conséquences des déportations stalinienne, l'absence de l'enseignement dans la langue maternelle, l'érosion de la culture, l'oubli des traditions, la discrimination, l'absence de conditions de vie décentes pour les réfugiés... Mais aussi, certes, la revendication de l'autonomie. L'«autonomie» est d'ores et déjà un mot de passe permettant d'établir des contacts avec les représentants de tout peuple soviétique. Cette revendication est tout à fait justifiée. Mais aussi, à mon avis, irréalisable dans la situation actuelle.

La patrie historique des Kurdes est le Kur-

distan, une région montagneuse de l'Asie de l'Ouest située sur le cours supérieur du Tigre. A présent, ce territoire est divisé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les Kurdes, émigrés de Turquie et d'Iran, sont apparus sur le territoire de notre pays au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> ss. Ils se sont installés en Transcaucasie. En 1923, un district kurde, appelé le «Kurdistan rouge», a été créé en Azerbaïdjan pour cesser d'exister en 1930. Dans les années 1930, une part des Kurdes a été chassée de force de leurs lieux de résidence, aussi vivent-ils aujourd'hui non seulement en Azerbaïdjan, en Arménie et en Géorgie, mais aussi au Kazakhstan et dans les républiques de l'Asie centrale.

Le lecteur bien renseigné comprendra tout sans trop d'explications. Comme toutes les ethnies victimes des répressions, les Kurdes soviétiques ne se sentent pas complètement réhabilités. Ils sont dispersés dans plusieurs républiques devenues, au cours de ces dernières années, une zone de conflits interethniques, ce qui recèle pour eux la menace d'être proclamés, à terme, des «étrangers» indésirables. Il y a déjà des réfugiés kurdes.

A la question de savoir si les Kurdes étrangers vont aider les Kurdes soviétiques, un invité étranger à la conférence a répondu: «Je ne sais pas qui doit aider qui.»

Il est également temps d'évoquer un fait dont les Soviétiques sont peu informés: le mouvement national kurde à l'étranger, car il est connu dans le monde peut être autant que

le mouvement palestinien. Dans les pays entre lesquels le territoire du Kurdistan est actuellement divisé, les Kurdes ne possèdent pas de droits nationaux en tant que peuple autonome et original, ayant sa langue, sa culture et ses traditions. En Irak, il y a un district autonome kurde, mais les Kurdes estiment que l'autonomie n'est pas suffisante. Ils luttent, y compris les armes à la main, pour leurs droits nationaux. Dans notre pays, on n'aimait pas parler de leurs rapports avec les autorités publiques dans quatre pays asiatiques et de la politique «kurde» des gouvernements de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, car nous avons avec ces Etats des relations amicales ou complexes. C'est pourquoi on estimait évidemment chez nous que surenchérir à propos du problème kurde était un manque de tact ou présentait un risque inutile. Parmi les répercussions du mouvement kurde qui se sont répandues en URSS je citerais la «piste kurde» dans l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme qui a provoqué une immense perplexité: peu de personnes étaient au courant de ce mouvement et du terrorisme kurde... De nombreuses organisations politiques et sociales, notamment l'Internationale socialiste, sont solidaires de la lutte des Kurdes.

Voilà pourquoi tant d'invités sont venus à la conférence: ce sont des dirigeants des partis politiques nationaux kurdes de l'Irak, de l'Iran, de la Turquie, de la Syrie, des représentants des centres kurdes de Paris et de Stockholm. Ce sont ces personnes intéressées évoquées au début de l'article. Leur attachement à participer à un événement assez modeste pour l'URSS n'atteste pas seulement leur intérêt pour leurs compatriotes soviétiques. Cet attachement indique autre chose: cet événement est pour eux promoteur de grands changements. Les représentants du mouvement kurde étranger comptent certainement que l'Union Soviétique ne pourra plus rester à l'écart des problèmes du mouvement kurde de libération nationale dans le Kurdistan. Ils ne cachent pas leurs espoirs que malgré toutes les difficultés vécues par le pays, malgré des conflits interethniques et la crise économique, la Russie demeurera une grande puissance dont la parole a un grand poids dans l'arène internationale.

Le temps montrera à quel point ces espérances sont fondées. Le ministère soviétique des Affaires étrangères est-il prêt à prendre en considération la tournure des événements? Une chose est claire cependant: il sera de plus en plus difficile de taire le problème du mouvement kurde de libération nationale au Kurdistan.



Des partisans dans le Kurdistan irakien

Marina Chakina

LE NOUVEL OBSERVATEUR, 23-29 août 1990

Spartacus ou Nabuchodonosor ?

# La mythologie d'un führer

PAR MAXIME RODINSON

*Que les amis des Arabes cessent de fantasmer sur l'entreprise de Saddam Hussein : il s'agit là d'une lutte pour la construction d'un nouvel empire babylonien, non d'une révolution pour sauver les damnés de la terre*

**L**a crise du Golfe ? Les menaces de Saddam Hussein ? Les otages occidentaux et autres ? Deux sensibilités se heurtent à leur propos. Deux opinions publiques dans leur masse prennent parti avec ardeur dans des sens opposés. Chacune a de bons arguments.

Pour les « Occidentaux » (au sens le plus large), comment ne pas évoquer Hitler ? Saddam viole sans vergogne les règles les plus élémentaires du droit international. Il trahit sans cesse sa parole : un menteur, un « renégat » (*to renege*, c'est manquer à sa parole) s'est exclamé Bush indigné. Son expansionnisme sans scrupule est une menace pour tous. Où s'arrêtera-t-il si l'on admet sa première conquête : le Koweït ?

Pour les masses arabes et une partie des autres musulmans (on entend surtout le silence du reste du tiers-monde), c'est un champion. Il sonne l'heure de la revanche contre l'Occident détesté, nanti, exploiteur, oppresseur. Il fait trembler les arrogants détenteurs de la suprématie. A leur tour d'être humiliés, emprisonnés, tabassés ou pis. C'est le Grand Soir. Il y a des exceptions certes : beaucoup, Kurdes et autres, qui ont eu à souffrir des Irakiens, les maîtres des trésors souterrains de l'Arabie, les gouvernants bernés par Saddam, tous ceux qu'inquiètent ce concurrent surarmé. Mais que les Occidentaux ne s'illusionnent pas. C'est l'exultation de la grande revanche qui domine, et de beaucoup.

Les bons arguments pleuvent. C'est vrai, la répartition des richesses du sous-sol des pays centraux de l'Islam est scandaleuse. Les innombrables princes des émirats et de l'Arabie saoudite utilisent leur rente de situation imméritée pour financer d'extravagantes dépenses, mener une vie de luxe insolent, insensé, stipendier des armées de valets et de putains, acheter immeubles et terrains à Paris, sur la Côte d'Azur, à Londres ou à New York. Ils n'en redistribuent que bien peu, alors que des millions de leurs compatriotes ou coreligionnaires croupissent dans la misère la plus abjecte, au sein de pays affamés, dans la pénurie la plus dramatique.

La loi internationale a été violée ? Mais comment ne pas suspecter cette soudaine indignation, cette mobilisation immédiate et massive alors que tant d'autres violations flagrantes n'ont trouvé que complaisance ? Au Moyen-Orient, l'exemple qui revient le plus souvent – et il n'y a pas à s'en étonner – est celui du mépris tranquille, depuis des décennies, par l'Etat d'Israël, des recommandations des Nations unies. Jamais il n'en est sorti autre chose que des blâmes dont chacun sait bien, au moment même où ils sont formulés, le caractère absolument inopérant.

Dans toutes les grandes revanches, dans tous les grands soirs, on trouve toujours à la base l'élément moteur : des masses légitimement indignées par l'injustice qui les frappe, mues par un ressentiment justifié, levées pour se venger et se sauver. Mais ces masses ne traduisent jamais automatiquement, directement leur indignation en action. Il y a toujours un groupe, une organisation qui dirigent. Dans le cas des révoltes causées par le ressentiment nationaliste, c'est souvent un Etat. A sa tête, un monarque, un leader, un guide, un führer.

Les révoltes nationalistes se forgent leur idéologie qui est normalement, en bonne partie au moins, une mythologie. Le mythe de l'unité étatique d'un peuple a souvent été récupéré, exploité par des Etats ou des dirigeants : Bismarck et Cavour plutôt que Lasalle et Garibaldi. L'unité a été obtenue. Le résultat a-t-il été si bénéfique pour ces peuples et pour les autres ?

Dans notre cas, que voit-on ? L'Irak sera-t-il, comme l'espèrent ardemment depuis quelques jours des millions d'Arabes, la Prusse et le Piémont où s'épanouirait un peuple arabe enfin affranchi et uni, groupé (selon beaucoup) sous les sages commandements du Coran ? L'Irak n'est pourtant pas dans la catégorie des pays les plus pauvres en ressource. Il a lui aussi du pétrole et, en quantité, de ces terres arables dont l'Egypte, par exemple, manque cruellement. Quant à son dirigeant suprême, soudain sanctifié comme objet de la colère occidentale, il a peu de titres comme garant d'une révolution des misérables. Ses initiatives du passé laissent penser qu'il a d'autres préoccupations que venger et sauver le tiers-monde. Il se compare souvent, paraît-il, à son lointain prédécesseur Nabuchodonosor qui détruisit, certes, le dernier misérable vestige des premiers Etats israélites, mais qui aussi domina une grande partie de l'espace syro-irakien conquis par ses prédécesseurs.

Saddam a raison. Il a apparemment conscience, plus que ses millions de nouveaux partisans, des constantes de la géopolitique moyen-orientale, au-delà des mobilisations idéologiques. A l'époque de Nabuchodonosor (autour de 600 avant notre ère) et avant lui, il n'était pas question d'Islam ni même, pratiquement d'Arabes. Pourtant, les pôles de pouvoir étaient les mêmes qu'aujourd'hui : Egypte, Mésopotamie (c'est-à-dire Irak), Iran. Comme ses précurseurs d'il y a trois ou quatre millénaires, Saddam a surtout cherché à étendre son emprise où il pouvait. Il a utilisé toutes les idéologies disponibles, tour à tour, pour légitimer ses percées et mobiliser des troupes. Il y a peu, il réinterprétait hardiment l'histoire de l'Islam comme une lutte éternelle de

l'arabisme contre l'Iran. Cela a donné huit ans de guerre et un million de morts. Des jobards nous content maintenant que ce pauvre homme, faible et sans volonté, avait été entraîné à ces extrémités par les méchants et riches émirs pour leur intérêt propre ! Ô naïveté des militants !

Un conquérant présomptif doit bien calculer les forces de ses adversaires. Saddam avait mal calculé les obstacles en Iran. Peut-être cela s'est-il reproduit. L'avenir le dira. En tout cas, il s'agit là d'une lutte pour le pouvoir maximal, pour la construction d'un nouvel Empire babylonien, non d'une révolution pour délivrer les damnés de la terre. Rappelons que l'empire de Nabuchodonosor a été abattu rapidement par l'Iranien Cyrus qui guettait aux portes. D'autres Iraniens, qui engrangent les bénéfices de la situation sans oublier le passé, guettent aussi maintenant.

Il n'y a pas de fin de l'histoire. La défaite des Etats-Unis (et de l'Organisation des Nations unies) – si elle est concevable – ne serait pas l'aube d'un nouveau monde radieux. L'humanité n'inaugurera pas une nouvelle ère de liberté et de félicité par la grâce du triomphe d'un nouveau peuple élu – « Une nation arabe dotée d'une mission éternelle », comme l'exprime le maître-slogan du parti Baas. Pas plus par l'application des préceptes sociaux insaisissables de l'islam. Quoi que fantasment des amis, de façon très explicable, assoiffés d'une revanche sur l'histoire, il s'agirait bien plutôt de l'affermissement d'un nouvel empire néo-babylonien, à la rigueur reformulé, étendu en irako-arabe. Pourquoi ce nouvel ancien empire améliorerait-il spontanément le sort des déshérités du Botswana, du Pérou ou même du Bangladesh ?

Il est un âge où il faut cesser de croire au Père Noël. Il n'y a pas de solution miracle. Tout est dangereux au plus haut point : dompter et humilier des masses souffrantes en forçant à une capitulation sans condition un dirigeant en qui, même à tort, elles investissent leur espoir ; entamer dans les pires conditions une redistribution des pouvoirs et des richesses, en démolissant les barrières qui s'opposent aux conquêtes, édifiées à grand-peine par le droit international – même s'il a été bien pernicieux de commencer par les abaisser devant des conquérants privilégiés ; et surtout, commencer une guerre aux conséquences imprévisibles.

Heureusement, nous n'avons pas affaire à des blocs monolithiques. Des médiateurs s'offrent et les meilleurs seront ceux qui se seront le moins opposés aux soupçons des peuples concernés. Il faut leur laisser la voie libre.

M. R.

Пролетарии всех стран соединяйтесь!

# Казахстанская ПРАВДА



Годовая подписка  
с 1 января 1979 года

Орган ЦК Коммунистической партии Казахстана,  
Верховного Совета и Совета Министров Казахской ССР

№ 193 (20.520) • Четверг, 23 августа 1990 года • Цена 3 коп.

**В Москве завершила свою работу Всесоюзная научно-практическая конференция «Курды СССР: история и современность», организованная и проведенная Институтом марксизма-ленинизма при ЦК КПСС и его филиалами. Участники — представители курдского движения со всех континентов — придали ее работе международный характер. Сегодня председатель оргкомитета конференции академик АН Казахской ССР, заслуженный деятель науки республики Н. К. НАДИРОВ отвечает на вопросы нашего корреспондента Т. КОСТИНОЙ.**

## История и судьбы

ональный автономный округ под председательством Гуси Гаджиева. Там было все — газета «Советский Курдистан», Курдский педагогический техникум, велись регулярные радиопередачи, дети учились на родном языке, издавались учебники, политическая и художественная литература, чего у нас нет сегодня. И будут ли — вопрос открыт. Курды СССР разбросаны по девяти республикам, живут в разных районах, что приводит к уско-

тарных конституционных прав, когда нас преднамеренно расселяли по всем областям и регионам страны. Наши дети не успевали научиться говорить и читать на одном языке, как приходилось переходить на другой. Горько осознавать, но мой народ на несколько десятков лет отстал от общего культурного уровня. Впрочем, об этом я уже говорил на страницах «Правды».

Корр.: Но вы ведь стали доктором химических наук в 36

# «СТАТЬ БЫ СВИРЕЛЬЮ...»

Корр.: Жизнь многих народов укладывается в эту привычную, до боли знакомую схему: богатая самобытная культура — героическая история — трагическая судьба... Курды не стали счастливым исключением. Как сохранить и передать будущим поколениям древнюю культуру народа? Кто продолжит историю курдов и будет ли она такой же героической? Рок или ошибки истории преследуют народ? Как сохранить свое национальное «я» курду в этом ассимилирующем мире?.. Словом, на конференции вами был сделан доклад и вопросов к вам, НаDIR Каримович, много.

Н.: Наверное, я не был бы курдом, если бы не сказал (впрочем, как и человек любой другой национальности), что прошлое моего народа — яркая грань великой истории Востока. Курды оказали и оказывают большое влияние на духовное развитие Турции, Ирана, Сирии, Египта и других стран. Не случайно выдающийся армянский писатель XIX века демократ Хачатур Абовян назвал курдов «истинными рыцарями Востока». В качестве подтверждения сказанного можно назвать подвиг легендарного Салах ад-Дина, широко известного в Европе под именем Саладина. Он прославился тем, что за... час в июле 1188 года взял замок Саян, который на протяжении почти столетия являлся оплотом крестоносцев в Анталии и контролировавший проход из долины Оронта к морю.

А Ахмеде Хани (1591—1652) — автор курдской классической поэмы «Мам и Зин!» анализируя его творчество, академик И. А. Орбели писал: «Невольно напрашивается сравнение трех великих поэтов Востока — иранца Фирдоуси... грузина Руставели... и курда Ахмеде Хани».

Многие курдские поэты и писатели создавали свои творения и на языках других народов. Так, крупный курдский историк Шериф-Хан Битлиси свое известное сочинение «Шараф Наме» писал на персидском языке, оно стало бесценным источником изучения истории XV—XVI веков не только курдского, но и других народов Ближнего Востока.

Корр.: А как курды России встретили Октябрьскую революцию?

Н.: Восприняли как свою, активно участвовали в становлении Советской власти. Вспомним о сыне курдского народа Фетько Полатбеке (Федоре Лыткине), который в городе Томске в 1917 году своеобразно повторил боевую юность С. М. Кирова, в 1918 году был избран народным комиссаром Сибирской республики, членом ЦИК Советов Сибири (Центросибирь). Томичи хранят добрую память о нем, его именем названа одна из центральных улиц города.

Знал о тяжелом положении курдского народа В. И. Ленин, уделял большое внимание Курдистану. По его указанию СНК Азербайджана в 1923 году был создан Курдский наци-

онной ликвидации истории, культуры, языка, обычаев — собственно этноса. Приведу только две цифры: если в 20-х годах в нашей стране курдов было около 500 тысяч, то по переписи прошлого года — 253 тысячи...

Корр.: Понимаю состояние вашей души, ее крик. Но не верю в безысходность, бесперспективность целого народа. Сколько важных документов принято за последнее время. В «Платформе ЦК КПСС по национальному вопросу» прямо записано: «Принять все меры к решению проблемы...». Затем декларация Верховного Совета СССР «О признании незаконными и преступными репрессивных актов против народов, подвергшихся насильственному переселению, и обеспечения их прав», Закон СССР «О свободном национальном развитии граждан СССР, проживающих за пределами своих национально-государственных образований или не имеющих их на территории СССР». Буквально на днях вышел президентский Указ «О восстановлении прав всех жертв политических репрессий 20—30-х годов». Неужели и это не вселяет в вас надежду?

Н.: Я верю в будущее своего народа. Но идти в него надо с правдой, правдой обо всем, что происходило с нами, начиная с 1930 года, в 1937-м и 1944-м, и позже, в годы разнообразных репрессий, всяческого угнетения, насилия, террора и притеснения. Когда курды боялись назвать свою национальность и были лишены элемен-

тарных конституционных прав, когда нас преднамеренно расселяли по всем областям и регионам страны. Наши дети не успевали научиться говорить и читать на одном языке, как приходилось переходить на другой. Горько осознавать, но мой народ на несколько десятков лет отстал от общего культурного уровня. Впрочем, об этом я уже говорил на страницах «Правды».

Н.: Но не все знают, какой ценой мне это удалось, через какие препоны с комендатурой, без права выезда из своего спецпоселения. Но... разговор не обо мне.

Да, сегодняшний день многое меняет в жизни моего народа.

Благодаря перестройке, гласности мы откровенно говорим о трудной судьбе курдов, о нерешенных многочисленных проблемах народа. На санкционированных митингах, собраниях и съезде в Москве курды требовали восстановления нарушенных конституционных прав и восстановления ликвидированного в 30-е годы «Советского Курдистана», а также обеспечения условий для сохранения и развития курдской культуры. Создан Московский центр курдской культуры. В Армении, где на моем родном языке выходит газета «Рийа таза» («Новый путь»), выделено время и для регулярного вещания, творчески работают секция курдских писателей и отдел курдоведения Института востоковедения АН Армянской ССР, организовано национально-культурное общество «Ро» («Солнце»). В Грузии наряду с Курдским народным театром, редакцией радиопередач организованы новые центры по возрождению и развитию культуры курдского народа. Такой центр начал активно

работать в городе Баку, создаются в Алма-Ате.

Корр.: Разве это не свидетельство возрождения? Тогда почему все же вы в своем докладе на московской конференции включали строки из стихотворения классика курдской советской литературы Джасме Джалила:

«Заветное с детства таю я  
желанье —  
Свирелью бы стать,  
Чтоб горе людское,  
людское страданье  
Ветрам передать».

И.: Русский ребенок держит в руках русский букварь. Казахский ребенок — казахский. А курдский малыш... Знаете, в Стокгольме проживают 10 тысяч курдов, и они имеют журнал, газету, федерацию. И там впервые на пятом десятке лет я держал в руках букварь на родном языке. В Казахстане проживают 25 тысяч курдов. И только сегодня обретаем то, что само собой подразумевалось. «Свирелью бы стать...».

Неоценимо значение принятых документов. Но многое пока — на словах и на бумаге. Жизнь приносит нам новые трагедии: из-за конфликта между Арменией и Азербайджаном десятки тысяч курдов вновь оставляют родные места, работу, дома, превращаются в беженцев. Такая же участь у них в Киргизии. Мои соплеменники находятся в кризисной ситуации. Им продолжают отказывать в прописке, предоставлении работы не только в Краснодарском крае (об этом факте рассказывала программа «Время»), но и в других регионах страны. «Свирелью бы стать...».

Академик И. А. Орбели, извините, что часто его цитирую, когда-то писал: «Этот народ растерял своих сынов под обличьем врагов, турок, арабов, армян, растерял сынов, имена которых в качестве славных поэтов, музыкантов, полководцев украшают историю других народов». Вдумаемся в эти слова. Неужели история повторяется? Почти во всех регионах страны, несмотря на многонациональный состав населения, становится правильнее больше заботиться об интересах коренных национальностей, пренебрегая проблемами

других народов, и местами угрожают и выселить. Мы перестали говорить о дружбе народов, как-будто ее не было и нет. А между тем она — критерий цивилизованности общества и государства.

Корр.: Каков выход? Как возродить и сохранить курдам свое национальное «я»?

И.: Только объединение всех добрых сил может способствовать спасению народа. Что же касается пакета предложений, как принято сейчас говорить, то он у меня и моих единомышленников есть. Следует серьезно подумать над вопросом создания и правового статуса Ассоциации курдов СССР, которой можно было бы дать право на представительство в высших органах власти, на участие в формировании правительственных структур, на реализацию перспективных форм образования, подготовки кадров. Замечу, что сегодня курды не представлены в Верховном Совете страны и союзных республик, кроме Казахстана, где от партийной организации республики избран председателем Сайлаубай Хайраманов.

Возрождение творческой национальной интеллигенции. Среди нас — депортированных курдов — нет ни одного человека с высшим музыкальным образованием, нет художников, архитекторов, писателей и т. д.

Духовная культура курдского народа веками создавалась на основе арабского или латинского алфавита. Необходимо и нам вернуться к своим истокам.

Необходимо обучение детей родному языку, преодоление попыток раскола курдов по религиозному признаку — всего не перечислять.

Корр.: Курдская проблема на Ближнем и Среднем Востоке. Есть этот вопрос и в западноевропейских странах, куда выезжают сотни тысяч политэмигрантов и беженцев — курдов. Центры, федерации, институты, партии по всему миру и с одной целью — спасти культуру, во имя защиты прав курдов. В прошлом году вы участвовали в работе международной конференции в Париже, в нынешнем предстоит поездка в Стокгольм. Какие вопросы в центре их внимания?

И.: Советские курды проявляют большой интерес и весьма активную политическую позицию по отношению к трагической судьбе зарубежных соплеменников. Разве может оставить равнодушным разрушение курдских городов и деревень, монастырей и церквей VI и VII веков, мечетей эпохи средневековья, нашего исторического наследия? Конечно, нет. Так, в конце прошлого года во Франции международная конференция называлась «Курды: права человека и культурная самобытность» и проводилась она по инициативе курдского института в Париже (директор Кендал Незан) и супруги президента Франции мадам Даниэль Миттеран. Мой доклад «О положении курдов в СССР» вызвал своеобразный и неожиданный для меня интерес — он расценивался как информация из первых уст, его прокомментировали газеты, а «Вашингтон пост» — под названием «Советские курды, заново открываемые Кремлем». О решениях конференции писала вся пресса мира, газета «Армандж» («Мечта») поместила мое интервью. Молчали только газеты моей Родины.

Следующую международную конференцию по правам курдов намечено провести в Стокгольме под эгидой Шведского комитета по наблюдению за правами человека в Курдистане.

Московская научно-практическая, с которой мы начали разговор, не считается международной. Но гостей у нас было много — из Турции, Ирана, Ирака, Сирии, ФРГ, Франции, Австралии, Швеции... Выступали — генеральный секретарь КП Ирака Азиз Мухамед, генеральный секретарь Демократической партии Курдистана Абдурахман Самин, директор курдского института в Париже Кендал Незан и другие. Точка в нашем серьезном разговоре была оптимистичной. По завершению конференции состоялся концерт художественной самодеятельности курдов из Грузии и Армении с участием курдов — «иностранных», обучающихся в Москве. Наш незабываемый и неповторимый «Гованд» («Хоровод») вселял надежду — живы корни, будет и крона.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 23, 1990

# Did Soviets Know of Invasion?

By Barry James

*International Herald Tribune*

Although the Soviet Union supplied the Iraqis with much of their military hardware and sent advisers and technicians to help them master it, political and military analysts disagree on how much Moscow knew in advance about Iraq's plans to invade Kuwait.

Many analysts said Wednesday that Soviet military officials in Iraq were not at a high enough level to be familiar with Iraqi strategic planning.

In Moscow, a military spokesman, Colonel Valentin Ogurtsov, said only 193 military advisers were still in Iraq, still carrying out "contractual duties" to train the Iraqis to use Soviet-supplied weapons.

He said that when the Soviet Union sold the weapons, it also agreed to supply technical experts to show the Iraqis how to use them. He said the work would be phased out "eventually." Most are on contracts ranging from 10 days to one year, he said, and mostly worked in training centers and on test ranges.

Some analysts speculated that the technicians may include a number of military officials whose task is to prevent military technology supplied to the Iraqis from falling into the hands of other governments, and it was for this reason that many of the Soviets are still stationed in Iraq, even though Moscow has otherwise cut off trade with Baghdad in compliance with a United Nations resolution.

Colonel Ogurtsov said the Soviet Union cut military supplies to Iraq the day after the invasion, and that one shipment was stopped in transit.

He said the Soviet military experts were not advising the Iraqi forces on military operations, and had not provided Iraq with advice for its Aug. 2 invasion of Kuwait. But, he said, "there are processes that are not very easy to stop."

Yuri Gremitskikh, a Soviet Foreign Ministry spokesman, said the Soviet Union should not be singled out since, he said, nationals from

other countries still work in Iraq.

France, which also has supplied large quantities of military equipment to Iraq, no longer has military technicians in that country, according to a spokesman for the French Foreign Ministry.

The Soviet statement and information from military experts in the West conflicted with an article by a research analyst with the American Foreign Policy Council, Peter Schweizer, which is published on the opinion pages of the *International Herald Tribune*.

Mr. Schweizer says that Moscow and Baghdad cooperate closely in military and intelligence-gathering operations, and that Soviet military advisers and technicians play a critical role in Iraq's military preparedness.

He quotes sources in the U.S. Defense Intelligence Agency as saying that it would have been virtually impossible for President Saddam Hussein to launch his invasion without the Soviets knowing, because they have a significant role in Iraqi communications, logistics and operational planning.

Other experts said, however, that the invasion was what one called "a low-tech operation" that had no need of Soviet military assistance, and could have been mounted without the Soviet advisers having been aware.

"With all due respect to the KGB, they cannot plant an intelligence officer in every overseas post, and if you are really there as an instructor in SU-24 engine maintenance, you probably are not too good at spotting the vital fact that the tank transporters have moved from one place to another, whereas a trained intelligence officer knows that that is the sort of thing he has got to look for," said Andrew Duncan, information officer of the International Institute for Strategic Studies in London.

"I would doubt that the Soviet advisers would really know what was being planned," he said. "And Iraq is a country which, having

been at war for eight years, presumably must have constant alarms and excursions which you never know are or not," he said.

The Iraqis would not necessarily have told their own troops they were going to invade, he added.

In his article, Mr. Schweizer says the Soviet Union "has had between 3,000 and 4,000 advisers in Iraq." Mr. Duncan said that might have been true at the height of Iraq's war with Iran but that the latest figures indicated the Soviets now had fewer than 300 advisers there.

Saadet Deger, a Turkish national and an expert on the region with the Stockholm International Peace Research Institute, said Iraq had been openly claiming Kuwait since 1961 and that the threats and posturing that preceded the invasion would not necessarily have rung alarm bells in Moscow.

"Even many Iraqis did not expect it," she said. Nor, she added, did President Hussein, who commands an army of one million men, need the help of a few hundred Soviet advisers on what was basically a straightforward invasion of a tiny adversary.

"The Iraqis are pretty battle-hardened, and the methods used to take over Kuwait were not all that difficult," said William Gutteridge, executive director of the Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism in London.

He said the United States would have known as much as Moscow about Iraqi troop movements from its own satellite intelligence. What was lacking, he said, was vital "human intelligence" about Mr. Hussein's intentions.

Experts said one test of Moscow's willingness to help the West in settling the crisis was whether it provided the United States with details of the weapons it had sent to Iraq. Pentagon planners, for example, would be eager to know whether Soviet-supplied Scud-B surface-to-surface missiles are likely to carry high-explosive warheads, or whether they could be modified to deliver chemical weapons.

Libération 24 août 1990

# Saddam Hussein et la haine d'Israël

PAR ROGER ASCOT\*

**S**i l'on écoute les thuriféraires de Saddam Hussein, il y a un coupable dans la crise du Golfe et ce coupable est évidemment Israël. Ce n'est pas toujours dit aussi crûment mais c'est ce qui ressort d'arguments dont l'économie est simple: l'Irak a occupé le Koweït parce qu'Israël a fait ceci ou cela. En d'autres termes, que l'on « punisse » l'Etat juif et tout s'arrangera.

Pour être sérieux, il faut replacer les choses dans leur cadre. En premier lieu, se poser une question: les juifs ont-ils le droit à un Etat? Si la réponse est « non », il faut clairement le dire, si la réponse est « oui », il faut se demander non pas ce qu'Israël a fait — pour assurer sa sécurité — mais ce qu'il pourrait faire si la menace de destruction encore réaffirmée par Saddam Hussein n'oblitérait pas effectivement sa politique. Ce n'est pas Israël qui a été à l'origine d'analyses — comme celle de Georges Corm (Rebonds, *Libération*, 15 août 1990) — qui mettent en pratique le vieux schéma antisémite du bouc émissaire, ce n'est pas Israël qui a amené Yasser Arafat à s'aligner sur Saddam Hussein et fait qu'une haine antijuive aussi puissante ressorte des manifestations pro-irakiennes dans les territoires contrôlés par Israël ou en Jordanie. Tant et si bien que la gauche israélienne, celle qui veut la paix dans la coexistence israélo-palestinienne, et qui n'a, jusqu'à preuve du contraire, pas d'équivalent dans le monde arabe, a été ébranlée, choquée, de voir les intellectuels palestiniens s'affirmer, sans nuances, partisans du dictateur agresseur. Sans doute leur est-il égal, à ces intellectuels, que la gauche israélienne soit ainsi laminée et qu'*ipso facto* l'idée même de négociation recule, dans la mesure où ils espèrent obtenir, par la force, grâce au nouveau Saladin (qui, lui, était kurde comme les gazés de Saddam), et sans compromis, toute la Palestine. Sans doute ne s'embarrassent-ils pas de donner raison aux Israéliens, échaudés et méfiants, qui ne voyaient dans la péroraison arafatienne qu'une tactique, une étape, le but étant toujours le même: la destruction d'un îlot juif « insupportable ».

Il reste que la réalité est la suivante: l'Irak, pays débiteur, a agressé le Koweït, son créancier, et si on le laissait faire il avalerait aussi tout l'or noir entreposé dans les déserts arabiques, quitte à crier à la Djihad, à mettre le monde à feu et à sang. L'appétit des dictateurs, on le sait, est insatiable. Que vient faire Israël là-dedans? Le Koweït est depuis toujours « interdit aux juifs » comme l'Arabie Saoudite. L'un comme l'autre ont commandité une OLP, assez ingrate, et n'ont jamais été que d'autres adversaires de l'Etat hébreu. Israël ne décide pas du degré de haine distillée, ici ou là, à son endroit. Sa seule préoccupation

est de vivre, de survivre. Et si certaines de ses actions ont pu paraître discutables, cette discussion cesse au moment où une crise, comme celle que nous vivons, légitime son souci essentiel: celui de ne pas se laisser supprimer. Souci qui trouve naturellement un écho dans une diaspora qui ne saurait oublier Auschwitz.

Est-ce cela que souhaite Saddam Hussein et autres, qui ont fait de la haine d'Israël leur tactique éprouvée pour dominer le monde proche-oriental, marquer les camps d'une manière intangible et manichéenne, les juifs ici, les arabes là? Si c'est le cas, ils ne sont pas loin, hélas! d'arriver à leurs fins, car, quelle que soit la préoccupation de nombre de juifs — en Israël et en diaspora — de trouver une solution pacifique au problème palestinien et, dans le même esprit, d'en finir avec le cycle de la violence et de la contre-violence, comment ces juifs ne se sentiraient-ils pas agressés, menacés, par ces appels à la « destruction de la moitié d'Israël »? Comment raisonner encore, peser le pour et le contre, quand le danger de bombes chimiques plane comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des civils israéliens? Les articles et propos maladroitement pro-irakiens lus et entendus ces jours-ci ressemblent à ces savantes analyses qui, dans les années trente, sévissaient en Europe et expliquaient que les annexions « préventives » d'Hitler, la future guerre, et le reste, étaient « la faute aux juifs ». On connaît la suite. Que Saddam Hussein vole le Koweït et menace la paix du monde est une chose. Qu'Israël soit le ferment com-

**Pour une fois, il est un peu difficile d'imputer « à l'ennemi sioniste » les déboires arabo-arabes actuels. En revanche, le choix pro-irakien de l'OLP obérera pour longtemps la reprise pourtant nécessaire du dialogue israélo-palestinien.**

mode d'une unité arabe de façade, belliqueuse et autodestructrice, au demeurant, en est une autre. Qu'il faille cependant envisager l'après-crise et lutter pour la désintoxication dans la région, contre la fatalité de la méfiance et de la haine, en est une troisième. Il importe de ne pas l'oublier, quelles que soient les tentations, si l'on veut que la paix et la réconciliation israélo-arabe qui demeurent fondamentalement l'objectif des innombrables juifs de bonne volonté, en Israël et en diaspora, aient encore une chance.

\* Ecrivain, rédacteur en chef de *l'Arche*.

Le Monde 24 août 1990

# Moscou : frustrations et tentations

Existe-t-il encore une chance d'éviter la guerre sans que M. Saddam Hussein ne tire profit de son crime? Bien peu de dirigeants le pensent, de par le monde, tant la surenchère de Bagdad a fait monter les enjeux. C'est pourtant, semble-t-il, ce qu'estime M. Gorbatchev, qui veut essayer aussi de limiter les énormes pertes, économiques mais surtout politiques, de son pays dans cette aventure.

Le mot de médiation n'est pas prononcé à Moscou mais il est sur toutes les lèvres dans bien des chancelleries, à commencer par le Quai d'Orsay. M. Roland Dumas lui-même ne le repousse pas, tout en posant deux préalables à toute solution négociée : l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes et la libération de tous les otages étrangers détenus par Bagdad. C'est ce que le ministre français des affaires étrangères dira, dès le samedi 25 août, à M. Gorbatchev. Ce voyage de M. Dumas en URSS était prévu de longue date, mais il prend une nouvelle signification vu les événements du Golfe. « J'en attends beaucoup », a d'ailleurs déclaré mercredi le ministre devant la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

Est-ce bien vrai? Ce n'est pas certain, tant la situation est considérée comme bloquée par l'obstination et les procédés de Saddam Hussein. Mais pourquoi, dit-on à Paris, ne pas souhaiter « bonne chance » à

Pourtant, les relations entre Moscou et un allié aussi imprévisible que Saddam Hussein n'ont pas toujours été faciles. Le dictateur irakien ayant refusé toutes les perches de médiation tendues par des dirigeants arabes - à commencer par le roi du Maroc, - la seule piste à explorer encore passe par Moscou.

La tâche ne va pas être aisée pour MM. Gorbatchev et Chevardnadzé car ils sont liés - on peut compter sur la vigilance américaine pour le leur rappeler - par les votes soviétiques déjà intervenus au Conseil de sécurité : condamnation sans appel de l'Irak dont le président soviétique a d'ailleurs dénoncé « la perfidie » et exigences de l'évacuation du Koweït et de la libération de tous les otages de Bagdad.

Ces « bornes » ne laissent pas une grande marge de manœuvre aux dirigeants soviétiques, qui s'activent pourtant depuis plusieurs jours, au Conseil de sécurité d'abord, où leur représentant fait traîner tant qu'il peut le vote de la résolution qui accorderait aux flottes américaine, britannique et française le droit d'avoir recours à « une force minimum » pour faire respecter l'embargo décrété contre l'Irak. A Moscou ensuite, où viennent de se succéder M. Saadoun Hammadi, le vice-premier ministre irakien, et le prince Bandar Bin Sultan, l'ambassadeur saoudien à Washington. Dans de nombreuses capitales du Proche-Orient, enfin, où les diplomates soviétiques sont de nouveau actifs.

Ce sont eux, par exemple, qui ont convaincu les autorités yéménites de ne pas décharger le brut irakien de deux pétroliers qui venaient de défier l'embargo en ne répondant pas aux coups de semonce de la marine américaine. L'intervention a été appréciée à Washington et on y a trouvé raison pour ne pas presser les feux au Conseil de sécurité.

La tentative feutrée de M. Gorbatchev n'enchantait cependant pas tout le monde dans la capitale américaine. Un débat y a déjà lieu, par experts interposés, pour savoir si Moscou était ou non informée des intentions d'invasion de Saddam Hussein.

M. Gorbatchev a déjà affirmé avoir été surpris par l'initiative de son allié, et sa très rapide condamnation de l'opération menée contre le Koweït plaide en faveur de sa bonne foi. Les méthodes de Saddam Hussein aussi : le dictateur n'a-t-il pas menti à tout le monde dans cette affaire? Et pourquoi aurait-il pris le risque, en confiant à Moscou ses intentions, d'informer l'adversaire de ses vrais projets?

M. Bush, en tout cas, ne paraît pas douter de la parole de son homologue soviétique et s'est félicité de « la magnifique coopération » de M. Gor-

batchev même si des « divergences » demeurent avec Moscou. Faut-il voir dans cette gerbe de fleurs la confirmation implicite des rumeurs qui ont couru la semaine dernière et selon lesquelles les Soviétiques auraient communiqué aux Américains de très précieux renseignements sur les capacités et les caractéristiques de plusieurs systèmes d'armement livrés à l'Irak? On ne peut pas l'exclure, mais il s'agit là de « détails » qui font rarement l'objet de commentaires officiels.

Autre problème soulevé par ceux qui doutent toujours de la sincérité de la conversion soviétique à un ordre mondial nouveau : pourquoi Moscou, qui est en train de rapatrier sans problème tous ses civils d'Irak (environ huit mille personnes), laisse-t-il sur place cent quatre-vingt-treize conseillers militaires (ils étaient plusieurs milliers pendant la guerre contre l'Iran)?

M. Gremitskikh, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, s'est expliqué mercredi à ce sujet. « L'Union soviétique, a-t-il dit, ne compte pas rompre tous ses liens avec l'Irak. Cela reviendrait certes à être indépendants mais l'autre partie serait aussi indépendante de tous ses gestes. »

Auparavant, M. Gremitskikh avait confirmé la volonté de son pays de trouver « une issue négociée » à la crise, d'éviter toute « précipitation » qui conduirait à « une catastrophe militaire ». Au même moment, comme pour rassurer les Occidentaux, les *Izvestia* écrivaient que « les tentatives de Bagdad de convaincre Moscou de lever ses sanctions sont sans perspective ».

Il reste maintenant à M. Gorbatchev à s'atteler à la tâche. Elle est d'autant plus immense, que le temps lui sera compté : s'il reçoit un feu vert occidental, il est peu probable que les Etats-Unis acceptent de se lier les mains pendant très longtemps. L'art de tergiverser d'un Saddam Hussein est trop connu. N'importe quel incident peut d'autre part dégénérer. Les Etats-Unis n'ont-ils pas déjà fait savoir qu'ils interviendraient militairement pour s'opposer à toute nouvelle tentative de violation de l'embargo, qu'une résolution soit ou non votée par le Conseil de sécurité?

Les efforts de M. Gorbatchev illustrent la nouvelle situation mondiale qui est en train de se dessiner : ce sont ceux d'une ancienne superpuissance qui tente de se trouver un nouveau rôle, à la mesure de ses moyens. Pour cela, le président soviétique a besoin de la paix. Tout conflit militaire dans le Golfe, auquel l'URSS a déjà annoncé qu'elle ne serait pas partie prenante, ne ferait que souligner davantage la diminution de son statut.

JACQUES AMALRIC

Le Figaro, 25 août 1990

# La grande peur des Turcs

*Les données stratégiques ont beau rendre improbable une attaque irakienne contre la Turquie, la population tremble devant la menace chimique.*

ANKARA :  
de notre envoyé spécial  
**Xavier GAUTIER**

En ces jours fébriles d'escalade dans le Golfe, Ankara la placide n'est troublée que par une seule vraie crainte : celle d'une attaque irakienne aux gaz chimiques sur la Turquie.

La tragédie des otages ne touche les Turcs qu'en surface. En revanche, les missiles de Saddam font peur. « *Peuvent-ils déverser des gaz sur le pays ?* », s'inquiète un traducteur de l'ambassade de France, père de deux enfants. « *Au ministère de la Défense, on affirme que non. J'aurais quand même dû laisser ma famille en vacances à Izmir, sur la mer Egée.* »

## Les réalités de la région

Sur le boulevard Atatürk, un vendeur de cassettes de musique orientale répondant au nom d'Yüksel admet qu'il pense beaucoup à la guerre chimique en ce moment. Il a lu que l'usine de masques à gaz Elsa Co, la seule du pays, a doublé sa production. Alors, il s'interroge. On a eu tort de fermer si précipitamment les pipelines. Il fallait réfléchir au lieu de se compromettre avec les Américains. Il en est sûr : « *Ankara a déjà été choisie comme cible par Bagdad.* » Tout le monde en parle dans le quartier de Mamak, où il vit. La peur de représailles commence à prendre le dessus sur la confiance en Turgüt Özal qui, dit-il, « *fait tout pour éviter la guerre.* »

Les bruits alarmistes ne cessent de se propager depuis l'invasion du Koweït, alimentés par les médias américains, très écoutés dans les milieux dirigeants. La chaîne de télévision par satellite CNN annonce-t-elle que les missiles Scud irakiens peuvent être dotés d'armes chimiques ? Les beaux quartiers sur les hau-

teurs de la capitale frémissent. « *Le Pentagone nous assaille de rapports soulignant la place centrale de la Turquie en cas de conflit.* », dit un journaliste. La sollicitude du président Bush pour son précieux allié - qui le fait interrompre les conférences de presse pour répondre au président Özal - commence à être un peu pesante.

Depuis quelques jours, la presse lo-

## Les villageois creusent des tranchées

Dans le sud-est de la Turquie, la psychologie du gaz est particulièrement forte. Selon des témoignages, des villageois ont commencé à creuser des tranchées pour se protéger d'une attaque. Dans cette région reculée jouxtant l'Irak vit la quasi-totalité de la population kurde de Turquie : 6 millions de personnes au total. Depuis 1984, les échauffourées meurtrières se produisent régulièrement entre les troupes turques et ceux qu'on appelait naguère à Ankara les « *Turcs des montagnes.* ». L'armée régulière stationnée dans la région - 30 000 hommes officiellement, 200 000 selon certaines sources - vient d'être équipée de matériel antigaz, a confirmé l'état-major. Simple mesure de précaution, assure le ministre de la Défense, Sefa Giray : « *Elle n'a rien à voir avec une menace irakienne.* »

cale ne cesse de renchérir, publiant, comme *Milliyet*, hier, des photos de civils harnachés de masques à gaz.

Quelques jours plus tôt, le quotidien *Hürriyet* avait publié un schéma, montrant que Bagdad est à 45 minutes de vol des bases de l'OTAN installées dans le sud du pays. Ses 500 000 lecteurs avaient immédiatement fait le calcul inverse. En cas d'attaque éclair de Saddam Hussein,

Diyarbakir, Van et les autres villes méridionales seraient sans défense.

« *Foutaise que toutes ces spéculations,* réagit violemment Serdar Turgut, un spécialiste des questions stratégiques. *Nous sommes membres de l'Otan. En vertu de l'article 5 du Traité de l'Atlantique-Nord, si Saddam envoie une seule bombe, chimique ou conventionnelle, il est fichu. Or, il n'est pas fou.* »

Forte d'une armée de 680 000 hommes, de quelque 3 800 chars et 370 avions de combat, et du soutien des États-Unis, Ankara est une sorte de géant tranquille dans la région. L'Irak le sait très bien. « *Nous sommes le dernier pays qu'il attaquera.* »

Même assurance chez le professeur Hassan Köni, expert en relations internationales à l'Université d'Ankara. Il ne faut pas oublier « *les réalités de la région.* », dit-il. 600 000 Turcs vivent en Irak, où ils forment un lobby puissant. Dans les forces aériennes de Bagdad, nombre d'officiers supérieurs sont d'origine turque. « *L'Interdépendance des sociétés turque et irakienne est un facteur de paix,* explique-t-il. *Même chose pour la question cruciale de l'eau. Imaginez une pollution au gaz mortelle. Tous les cours des fleuves se déversant des montagnes turques dans la plaine irakienne seraient contaminés.* »

Pour Savas Demirci, 29 ans, bouquiniste dans le Kocabeyoglu Passage, un des nombreux bazars en sous-sol, « *seule une intervention de la Turquie dans le Golfe pourrait provoquer des représailles irakiennes.* »

C'est peut-être pour réveiller les imaginations que le quotidien *Sabah* n'a pas hésité à braver le tabou qui touche ici la question kurde. A la une de son édition d'hier, le journal le plus lu du pays publiait deux photos du génocide d'Helepce contre les Kurdes irakiens. La première montrant des dizaines de corps jonchant le bord d'une route. La seconde, le cadavre d'une femme enturbannée surprise par la mort chimique, son enfant dans les bras.

X. G.

La Croix 25.08.1990

## É V È N È M È N T

## GOLFE PERSIQUE

VOYAGES D'ÉTUDES  
À BAGDAD*Au Sénat comme à l'Assemblée nationale,  
les groupes d'amitié France-Irak s'interrogent sur leur rôle*

**S**énateurs et députés collectionnent par dizaines les groupes d'amitié chargés d'entretenir de bonnes relations entre parlementaires par-delà les frontières. Ils vont du groupe France-Japon au groupe... France-Vanuatu. Officiellement, ils jouent un rôle d'information. Des voyages de parlementaires ont lieu de temps à autre. Reste à savoir si ces groupes se contentent de ce rôle, ou bien s'ils servent de relais pour défendre les intérêts du pays en question, au risque de se transformer en véritables groupes de pression.

Le groupe d'amitié France-Irak du Sénat est présidé par le sénateur Urei du Rhône Serge Mathieu. On trouve parmi la quarantaine de ses membres quelques personnalités du palais du Luxembourg : l'ancien maire UDF de Lyon Francisque Collomb, le président du groupe Urei Marcel Lucotte, l'ancien ministre centriste René Monory, le gaulliste Maurice Schumann, le président du conseil général des Vosges Christian Poncelet (RPR).

Choqué par l'invasion du Koweït, S. Mathieu marque sa « désapprobation totale » et trouve « scandaleuse » l'utilisation d'otages. Il compte bien avoir un jour la possibilité de « demander des comptes » au président irakien. Il a dû annuler en catastrophe un voyage que le groupe devait faire à Bagdad dans la première semaine de septembre. Le dernier remonte à « trois ou quatre ans », au moment du conflit avec l'Iran. La cotisation au groupe étant trop faible - « 50 ou 70 F » -, ces

voyages étaient organisés sur invitation irakienne, avec parfois une participation du Sénat.

**Des échanges utiles**

S. Mathieu marque sa surprise aujourd'hui et se demande s'il ne va pas falloir prononcer la dissolution du groupe, en cas d'aggravation du conflit. Mais il estime que, jusqu'à présent, son existence se justifiait : les échanges parlementaires sont pour lui « utiles » et son groupe n'a pas le « pouvoir » de s'immiscer dans les relations d'État à État. Mais les meurtres de Kurdes ou bien la pendaison du journaliste britannique ? « Nous avons dénoncé tout cela. »

Celui de l'Assemblée nationale n'est officiellement pas constitué car il ne s'est jamais réuni depuis le début de la législature. Faute d'existence réelle du Parlement irakien pour pouvoir répondre à une invitation, explique son président, le député socialiste du Gard Alain Journet, qui a essayé de convaincre l'ambassadeur d'Irak en France - un homme qu'il apprécie - que l'invasion du Koweït et la prise d'otages sont inacceptables. A. Journet estime néanmoins qu'au-delà des crimes de Saddam Hussein, le groupe d'amitié à sa petite place peut jouer un rôle positif en maintenant un lien avec les Irakiens.

**« Un pays laïc »**

L'ancien ministre RPR Georges Gorse, député-maire de Boulogne-Billancourt et vice-président du

groupe, se défend d'appartenir à un quelconque lobby pro-irakien. Mais il ne cache pas qu'il « se range », comme Chevenement, comme Jobert, dans le camp de ceux qui hésitent à jouer les va-t-en-guerre ». Selon lui, « l'Irak mérite plus de considération : c'est un pays laïc - on peut y boire une bière sans se faire écharper, c'est rare - ; il a utilisé son pétrole non pour construire des mosquées ou alimenter des comptes en Suisse mais pour son développement et surtout il a défendu le monde contre les ayatollahs ».

L'invasion du Koweït ? G. Gorse estime qu'il y a réellement un « problème frontalier ». Il va même plus loin en affirmant qu'« il faut regarder à deux fois ce que deviendront dans le futur ces pays surréalistes que sont les Émirats ».

Est-il intervenu pour protester contre l'utilisation par Saddam Hussein des armes chimiques contre les populations civiles kurdes ? « Si c'est exact, c'est blâmable, estime-t-il. Mais je n'ai rien fait ni d'un côté ni de l'autre. Je ne suis pas chargé de prendre la place du ministre des affaires étrangères. »

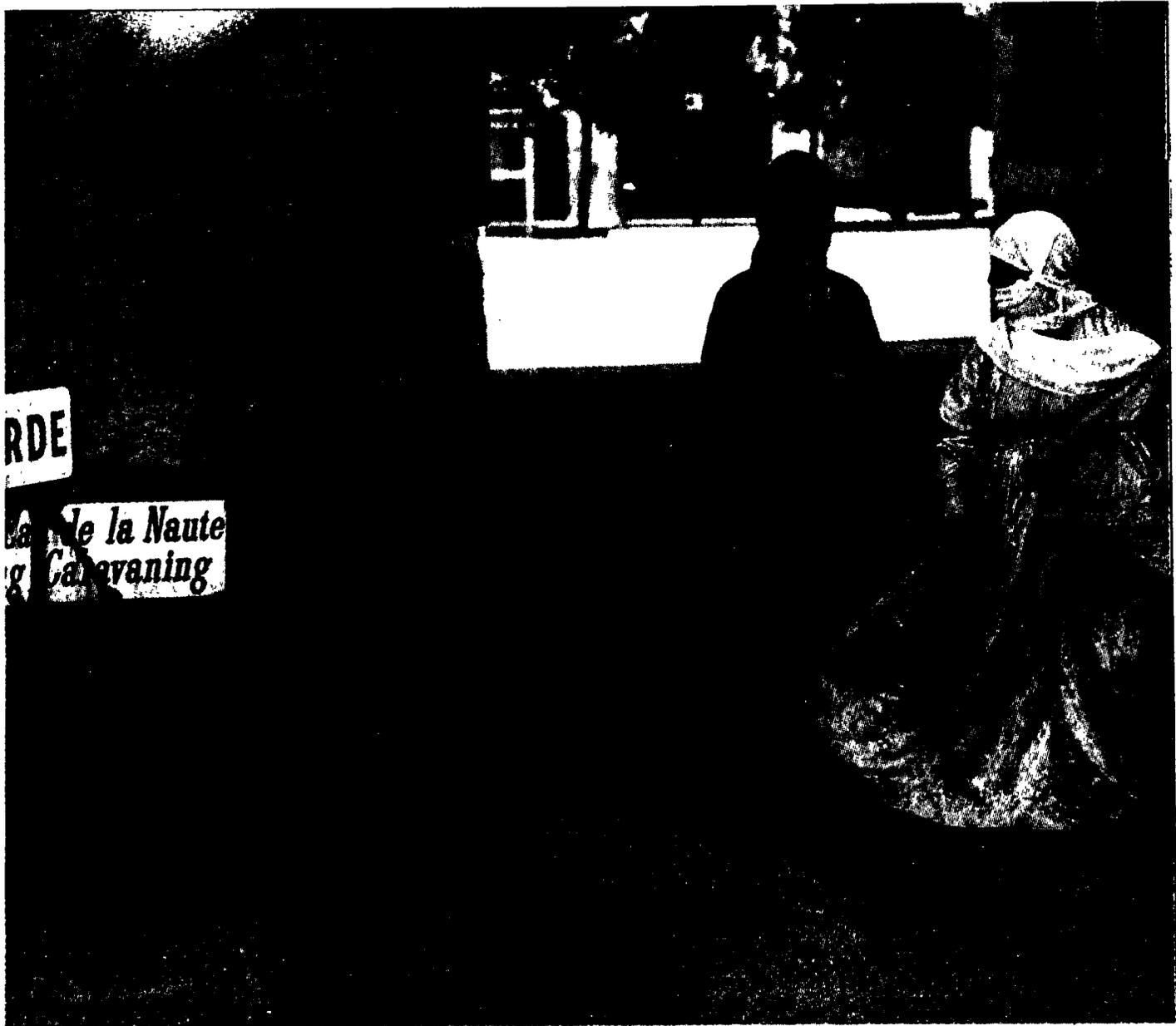
Bref, s'il est « normal de blâmer la violation des frontières », il refuse de participer à l'entretien « d'un combat belliciste et coller à la politique des Américains qui, avec le retrait de l'URSS, veulent devenir les gendarmes du monde ».

Seraient-ce les derniers avocats de la cause irakienne ? Aujourd'hui, le groupe France-Monaco paraît à côté un havre de tranquillité.

**Michel FELTIN**

**France-Soir** 25 .08. 1990

# La prière des Kurdes de France : tuez Saddam



**L**eurs proches ont été tués par les bombes chimiques de Saddam Hussein. Leurs maisons ont été rasées, leur bétail décimé. Aujourd'hui réfugiés dans le petit village de Mainsat, dans la Creuse, 62 réfugiés kurdes suivent heure par heure, à la télévision, le déroulement des événements dans le Golfe. Tous attendent la victoire des G.I. et réclament la tête de « Saddam le tyran ». En attendant, ils se souviennent de la tragédie de leur peuple, racontent l'enfer des nuages chimiques et leur marche épuisante pour fuir l'Irak.

LES KURDES DE MAINSAT, DANS LA CREUSE, RACONTENT

# « Les bombes chimiques ont dévasté nos villages »

**« Elles ne font pas de bruit. On voit un nuage gris orangé. Les oiseaux meurent les premiers. Nous prions pour que les Américains tuent Saddam »**

De notre envoyé spécial

**Denis SAVEROT**

MAINSAT (Creuse)

**D**epuis le début de la guerre, ils ne quittent plus des yeux le vieux poste de télévision noir et blanc. Assis en rond autour de la table, Kemal, le chef de famille, Karim, 27 ans, son frère cadet, leurs cousins Mohamed, Ahmed et Nourim suivent heure par heure le bras de fer qui oppose Saddam aux Occidentaux.

Il y a bien longtemps que le jeu de « taola », les « dames » kurdes, n'égaie plus leurs soirées. Tous attendent au rythme du débarquement des G.I., entre deux verres du thé rouge et brûlant que Dilber, la femme de Kemal, vient déposer sur la toile cirée avec la régularité d'un métronome. Tous

prient pour la chute d'« Hussein le tyran ».

Ils, ce sont les Kurdes de Mainsat, petit village de 700 habitants au cœur de la Creuse. Neuf familles sont arrivées ici au mois d'octobre dernier, grâce à l'action de la fondation France-Liberté que préside Danielle Mitterrand. Après avoir été parqués dans le camp de Merdin, en Turquie, ils ont été accueillis par le député-maire, Gaston Rimareix.

**RAYÉS DE LA CARTE.** Les bombes chimiques, ils connaissent. Ce sont elles qui, au matin du 24 août 1988, ont ravagé leurs maisons, tué leurs frères, ruiné leur histoire. L'Irak n'a jamais voulu reconnaître l'identité kurde. « Hésé, Khrabe, Ecmala, Béchilé, Bazé » : Karim égrène les noms des villages disparus. Il se tait un instant, reprend son souffle. Les murs verts de l'ancien presbytère de Mainsat, où il vit avec Kemal, Dilber et leurs neuf enfants, renvoient les derniers rayons du soleil. Une volute de Gauloise se tord et disparaît devant les yeux sombres de Nourim. « Nous espérons que les Américains vont tuer Saddam. Alors, nous rentrerons chez nous. »

Leur histoire, Karim l'électricien l'a racontée cent fois. Mais c'est toujours comme un coin qu'on lui enfonce dans le cœur. « Au matin du 24, nous

avons vu un nuage grisâtre s'élever au-dessus d'Ecmala, à quelques kilomètres de Khrabe, notre village. Le soir même, les hommes de chez nous sont partis avec des ânes et des chevaux, pour voir. Ils n'ont pu aller jusqu'au village. Sur la route, ils ont découvert trois cadavres, tous bleus. Il était trop tard pour faire quelque chose. »

**LES OISEAUX, PUIS LE BÉTAIL.** Le petit groupe, cependant, ne revient pas les mains vides. Huit blessés sont ramassés dans un hamac qui domine Ecmala, et chargés sur les chevaux. Dans son français hésitant, Kemal, le grand frère, se souvient : « La bombe chimique ne fait pas beaucoup de bruit en explosant. On voit seulement le nuage, gris orangé qui s'élève à vingt mètres au dessus du sol. Après quelques minutes, la fumée retombe. Les oiseaux meurent les premiers, puis vient le tour des chevaux, du bétail. Les rivières charrient les poissons morts. Ensuite, c'est le tour des hommes. Au bout de quelques heures, il ne reste que l'odeur, la même que celle des œufs brûlés. »

Le soir du 24 août, ceux de Khrabe savent qu'il leur faut partir, vite. Toute la journée, les avions irakiens ont survolé le secteur. Une fois la nuit tombée, ils char-

gent les provisions préparées pour l'hiver sur les chevaux, les femmes enceintes sont juchées sur les mulets. La petite troupe, plusieurs dizaines de personnes, prend alors le chemin de la frontière turque, distante de 25 kilomètres. « Nous avons pris soin d'envelopper les blessés dans des couvertures, car leurs vêtements étaient toxiques. Ils respiraient difficilement. Un liquide épais s'écoulait de leurs yeux, les parties sensibles de leur corps étaient brûlées. » Kemal s'interrompt pour porter la main sur ses aisselles, l'aisne, le cuir chevelu.

Repoussés à trois reprises sur la frontière par les douaniers d'Ankara, il leur faudra beaucoup de courage pour réussir à passer en Turquie. Jusqu'au camp de Merdin, où croupissent toujours des milliers de Kurdes irakiens. « Les blessés ont pu être soignés par des médecins turcs. Mais dites au monde que nos frères sont malheureux là-bas. Et surtout finissez-en avec Saddam, pour que la paix revienne au Moyen-Orient. »

A plus de 4.000 kilomètres de chez eux, regroupés autour de la grande table familiale, les Kurdes de Mainsat prient pour la victoire des G.I. Si le « tyran » tombe, peut-être retrouveront-ils leurs pommiers fleuris.

Paris Normandie, 25 août 1990

## Les réfugiés kurdes : on oublie notre drame

*Les Kurdes craignent que l'opinion publique occidentale qui se passionne pour le Proche-Orient oublie le drame de leur peuple. 600 000 d'entre eux ont trouvé refuge en Europe, 50 000 en France. Certains d'entre eux parlent. Pour dénoncer les massacres et les déportations de populations par le régime turc.*

En 1988, la mort de milliers de Kurdes, éliminés par l'Irak avec des armes chimiques, avait suscité une profonde émotion à travers le monde. Depuis, les 30 millions de Kurdes qui vivent en majorité en Turquie mais qui sont aussi présents en Irak, en Iran et même en Syrie tentent de résister. Ceux qui ont préféré fuir leur pays s'organisent. Une quarantaine d'entre eux ont choisi de s'installer dans la région rouennaise « où ils se sentent parfaitement bien ». Mais ils n'ont pas pour autant baissé les bras. Leur combat pour le Kurdistan continue.

### Parler de leur angoisse

Altintas, 26 ans, Mamet, 29 ans, et Aziz, 17 ans, sont membres du front de libération nationale du Kurdistan. Ils sont venus nous parler de leur angoisse, nous expliquer le drame de leurs familles, de leurs amis, de leurs compatriotes. « *Les événements du*

*Golfe ne doivent pas nous faire oublier que les Kurdes souffrent toujours, qu'on les empêche de s'exprimer, (toutes les publications en langue kurde ont été interdites en Turquie), que depuis plus de deux mois, les forces armées turques ont assiégé des dizaines de villages forçant les habitants à émigrer. Plus que jamais »* affirme Altintas, le porte-parole du mouvement « *le régime turc qui a pris le parti de l'Europe dans le conflit du proche-Orient se sent soutenu et en profite pour accentuer son action d'extermination du peuple kurde. Ceci dans l'indifférence générale. C'est cela que nous voulons combattre* ».

Altintas, Mamet et Aziz ont choisi le débat démocratique pour dénoncer le malheur de leur peuple. On peut le rejoindre par l'intermédiaire de l'association culturelle kurde de Dreux. Tél : 37.42.16.58.

B.M.

VENDÉE MATIN, 25 août 1990

## Trucs et trocs

Passée la séquence nauséuse et télévisée des enfants-otages, Saddam Hussein poursuit inlassablement ses trucs, trucs et trocs d'une stratégie délirante et scandaleuse qu'une poignée de thuriféraires patentés jugent encore défendable. Le trublion du Moyen-Orient, qui a gazé les Kurdes comme Hitler avait gazé les Juifs, offre au monde entier l'image pitoyable de son acharnement criminel.

À cet égard, les réactions d'une partie de l'opinion publique occidentale est révélatrice d'un manichéisme sus-

pect. La thèse est la suivante : les amis d'Israël sont forcément les ennemis du monde arabe. Les choses, si elles n'étaient tragiques, mériteraient d'être traitées par un immense éclat de rire. Cette méthode réductrice sert la bêtise universelle. Elle ne sert en rien l'intelligence.

Même si l'Orient reste compliqué, il n'est pas nécessaire d'en rajouter pour tenter de le comprendre. L'annexion du Koweït par l'Irak n'a rien à voir avec ce partage du monde entre bons et méchants. Elle procède d'une volonté expansionniste née de la géographie et de l'économie. Les arguties visant à prouver le contraire sont nulles et non avenues.

Saddam Hussein, qui a donné l'ordre de fermer les ambassades installées au Koweït et d'expulser manu militari les diplomates, se soucie du droit comme d'une guigne. Le monde civilisé ou prétendu tel doit donc lui opposer un refus catégorique. Les beaux esprits pourront toujours pérorer pour vanter les charmes discrets du laïcisme arabisant, Saddam Hussein n'en demeurera pas moins un homme dangereux et peu fréquentable.

Tant pis pour les « Amitiés franco-irakiennes » auxquelles appartient M. Chevènement. L'amitié est une denrée rare. Surtout en temps de guerre!

Hervé LOUBOUTIN

AUGUST 25, 1990

# Herald Tribune

INTERNATIONAL



Published With The New York Times and The Washington Post

## OPINION

# Each Day We Delay, the Price in Lives Will Be Higher

By William Safire

**WASHINGTON** ... The most excruciating choice faced by ethical people is called triage. When a field hospital is overwhelmed with casualties, someone has to decide which of the wounded can be saved before allocating scarce medicine and treatment — denying it to those with little chance of survival.

If anyone wondered whether the analogy of Saddam Hussein to a predecessor aggressor and mass murderer, Adolf Hitler, might be an exaggeration, all doubt was removed Thursday when the Iraqi dictator forced the world to triage.

He assembled a roomful of English-speaking women and children he held prisoner. Television cameras recorded the fear of the parents and teachers and the incomprehending boredom of the children as the smiling "Butcher of Baghdad" dangled them before the world as the first to be sacrificed when the civilized world launched its counterattack.

One of the dictator's uniformed goons caressed the head of a little boy, turning it toward the camera for a close-up. Not long ago, we saw film of Saddam Hussein's nerve-gas attack on the undefended Kurdish village of Halabja, and viewers could recall a Kurd coming up to the camera to display the body of his poisoned child.

The children displayed Thursday are among those Saddam Hussein plans to place at nuclear facilities and poison-gas plants first to be taken out when the world acts to cut out its cancer.

Triage is inescapable: If we negotiate with the kidnapper, we would save the lives of these children — at the cost of tens of thousands, perhaps millions, of other children sure to be incinerated when Saddam Hussein acquires nuclear bombs. President George Bush's choice is Hobson's choice — that is, no choice at all.

However, by moving quickly we can reduce the capacity of this generation's Hitler to put innocent lives at risk. Nearly 10,000 Western civilians, mostly British and American, are held up in captured Kuwait City. If Saddam Hussein gets his hands on them, as he intends to, they are to be designated human targets and doomed.

Every day's delay increases the danger to them and strengthens Saddam's Hussein's political hand. A hundred hostage deaths is a horror; ten thousand deaths is a hundred times horror. In coming weeks he hopes to mobilize the families of hostages on American TV, paralyzing the president by eroding support at home.

That is why he sends his English-speaking foreign minister, a Christian, forward to interviewers to call for "dialogue" to avert war, as if war had not already begun. Saddam Hussein may have bought off the Iraqis; he is now offering all the money he stole in Kuwait to Syria to get his old rival, Hafez Assad, to swing his way. (Mr. Assad would, if he believed Saddam Hussein, but he must suspect a double-cross.)

Delay works for Iraq militarily, too. An assault on the allied forces in Saudi Arabia would be unwise, but he can accomplish the same mission with terrorist teams; several are probably on their way to take out the landing docks in Dhahran and oil fields throughout the Gulf.

Mr. Bush, hobbled in multilateral action by the Soviet Union — which wants oil prices high and is playing a double game — feels he needs some suitable provocation. He may get it if Saddam Hussein errs and besieges foreign embassies in Kuwait, the last lifelines to threatened foreigners.

Our declared-war strategy should be to (1) suppress Iraqi air defenses; (2) take out war production at the 26 key targets; (3) launch a

three-front land war at the Turkish, Syrian and Kuwaiti borders, coincident with an internal uprising to establish an independent Kurdistan, and (4) increase the blockade and air attacks to stimulate riots and a coup. If we cannot win we should disband our armed forces and rely on "star wars."

Saddam Hussein will probably attack Israel to shift the focus of the war, but what that gains psychologically it loses militarily.

Saddam Hussein's first miscalculation was to believe Yasser Arafat's assurance that Palestinians who ran Kuwait's banks would transfer hundreds of billions to Iraq before the West woke up. But we froze those assets within four hours and he only picked up \$10 billion or so.

Our purpose is to remove Saddam Hussein and Iraq's nuclear potential; our great danger is delay. Dialogue will lead to the death of more hostages or to appeasement and nuclear blackmail. The world's goal is the secure peace that follows victory. Then we will remember triage. If hostages are used as human shields, the allies will hold war-crimes trials, and the moon we saw caressing that little boy's head will dangle from the gallows next to Saddam Hussein.

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, AUGUST 25, 1990

# U.S. Would Try 'Decisive' Attack, General Declares

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The U.S. Air Force chief of staff, General Michael J. Dugan, has asserted that if the United States goes to war with Iraq "we will attempt to be decisive."

"We are not looking at a gradual escalation," he said in an interview with the Los Angeles Times on Friday.

General Dugan's remarks were among the strongest made by a senior U.S. official during the three-week crisis. They formed part of an escalation of rhetoric that analysts said was designed to convince the Iraqis that any military confrontation with the United States would be suicidal. And they were underscored by a Pentagon announcement that the battleship USS Wisconsin, one of the biggest warships in the U.S. navy, has arrived in the Gulf with a complement of cruise missiles.

An official with President George Bush in Kennebunkport, Maine, said the tough language was meant to send a message to President Saddam Hussein before a potential face-off over Iraq's order to close the U.S. Embassy and other missions in Kuwait.

Iraq has moved Westerners to strategic sites that could come under attack.

Nevertheless, the Los Angeles Times reported, "the Joint Chiefs of Staff are urging that any military action be sweeping, simultaneous and lethal, designed not only to crush the huge Iraqi war-making capacity but also to destroy Hussein and his command structure."

The Iraqi information minister warned that American interests around the world would be endangered if such an attack was carried out.

The official, Latif Nasif Jasim, said in a statement published by the Iraqi News Agency that "any foolishness in the Gulf or aggression against our forces will be met with force."

Mr. Jasim said the United States should remember that "oil is

inflammable, and its sparks extend to all parts of the world."

General Dugan said the size and nature of the American buildup in the Middle East should make it clear that the United States had prepared itself to wage an assault on Iraqi targets on many fronts, if necessary.

"We're postured for a joint attack," he said. "There is utility, if violence arises and war eventuates, in taking on your enemy in several dimensions simultaneously."

In another strong warning, General Colin L. Powell, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said in a speech to U.S. veterans that "we will defend our interests."

"Don't try to scare us or threaten us," he said. "It won't work."

Secretary of Defense Dick Cheney also suggested the possibility of major air or missile strikes when he said Thursday that if President Hussein "were foolish enough to attack U.S. forces, we clearly are in a position, if the president so decides, to respond very forcefully against those things he cares about — and specifically, those are his forces and his capabilities inside Iraq."

U.S. Air Force officials told the Los Angeles Times that if hostilities broke out, air power would be massively applied. It would include strikes by B-52 bombers, F-117A Stealth fighters, F-111 fighter-bombers, F-15 and F-16 fighters equipped with missiles and bombs and F-4G "Wild Weasel" aircraft designed to destroy radar sites.

According to military analysts, targets could include Mr. Hussein's palace, military command and control centers, chemical plants, ballistic missile sites and airfields, oil refineries and pipelines, water purification plants, electrical installations and transportation links.

A large deployment in the region of up to 500 aircraft has revived a debate about the use of air power and whether it would by itself be sufficient to topple the Hussein government.

Henry S. Kissinger, the former secretary of state, has argued for a "surgical and progressive destruction of Iraq's military assets."

The mood for a quick, sharp strike is particularly strong in Israel. Officials have been calling privately for U.S. forces to strike before Iraq strengthens its defenses and before American resolve weakens, and Ariel Sharon, a former defense minister, has done so publicly.

But others warn that air power would be a supplement, not a substitute, for ground fighting and would lead to the loss of many lives.

"Quick, decisive, surgical — all those terms are misleading," said Admiral William J. Crowe Jr., a former chairman of the Joint Chiefs of Staff.

Air power is not a quick or easy solution, he said. "You'll lose planes and people," he said, "and as for bringing a decisive conclusion to the matter, probably not."

(LAT, Reuters)

## Iraq Still Receiving Arms, U.S. Says

Reuters

KENNEBUNKPORT, Maine — The United States said Friday that Iraq was receiving shipments of products used in chemical weapons and other military matériel in violation of United Nations sanctions.

In London, Foreign Secretary Douglas Hurd said an Iraqi tanker had unloaded oil in Aden, the capital of South Yemen, in violation of the trade embargo against Baghdad.

And sources in the Gulf said Iraqi planes were in North Yemen to fly food to Baghdad, evading a naval blockade by U.S. and other Western warships. One source said several planes were in San'a, "basically to evade the blockade." It was not known how many had left for Baghdad.

The White House spokesman, Martin Fitzwater, said Baghdad was receiving aviation shipments

"of one kind or another, military matériel that appears to be coming in through some routes" and chemical warfare products "which we have great concern about."

Mr. Fitzwater declined to identify the countries supplying Iraq.

"We are not willing at this point to identify the sources or the avenues," he said. "We are still working to resolve the matter and put an end to this, and we simply cannot discuss it publicly until we are able to deal with it effectively."

Asked if the shipments involved the Soviet Union, which had been Baghdad's arms supplier but said it was blocking arms shipments to Iraq after the invasion of Kuwait, Mr. Fitzwater said: "I would guide you away from that course of thinking."

He said he did not want to comment on possible interdiction when asked what the United States

would do to combat the breaking of the embargo through shipments to Iraq by air.

Mr. Fitzwater said the chief U.S. delegate to the United Nations, Thomas R. Pickering, outlined to the United Nations on Thursday various efforts by Iraq to circumvent the sweeping sanctions imposed against it.

"It is important that the sanctions be effective and comprehensive," he said. "The United States is continuing to work to enhance their enforcement."

He added that the White House was confident a UN resolution will be passed soon allowing force to be used to back up the sanctions.

Mr. Fitzwater said, "The United States continues to shadow a number of Iraqi and other vessels which are en route to ports which may be

used to transship goods to Iraq.

Asked about the British charges of a shipping violation involving Iraq and South Yemen, he said he did not want to comment.

In London, Mr. Hurd said Britain had information that "the Iraqi tanker Ain Zalah discharged oil at the refinery in Aden on the 21st of August."

He said that another Iraqi tanker was at the port and that three more were on their way to Aden from the Gulf.

"This trade has to be stopped," Mr. Hurd said. "This trade is illegal under the sanctions resolution. We want to get accepted by everybody the absolute need and legality of enforcing the blockade."

A Yemeni official said on Tuesday that orders had been issued to stop unloading the Ain Zalah five hours after it docked at the Red Sea port on Tuesday morning.

A Troyes, la magie du bozouki pour quelques soirées d'été

# Temo, le troubadour de la cause kurde

**Qualifié de Bob Dylan de la cause kurde, Temo, de passage à Troyes pour une dizaine de jours a fait vibrer les soirées de juillet aux sons du bozouki. Un interprète prodigieux, une musique magique, pour des fêtes quotidiennes improvisées qu'on imaginait difficilement possibles au cœur du Bouchon de Champagne. On en redemande !**

Sur le pavé de la rue, la semelle des sandales marque le rythme. Les doigts dansent sur les cordes. Assis sur un pas de porte, Temo s'est décidé à jouer. La sonorité du bozouki s'élève d'autant mieux que tombe le jour.

Les mélodies sont comme le crépuscule, tout en nuances.

Sur fond de bleu et blanc, la soirée d'été s'imprègne de la musique de Temo tout comme elle s'était déjà emplies des odeurs de viande d'agneau ; elle

s'abandonne et s'anime aux échos d'Orient, se voile de ses reflets, s'ouvre sur ses horizons...

Souvenir d'une soirée de voyage ? Non, scène vécue, un soir, au hasard des rues de Troyes.

Un prélude à d'autres soirées : Temo de passage entre une tournée aux USA et un festival à Marrakech a prévu de revenir faire plus amplement découvrir son art du bozouki.



**Réfugié kurde de Syrie depuis 1975, Temo continue à militer contre l'oppression de son peuple. Son arme : le bozouki. Son langage : la musique.**

## Une culture à défendre

Musiques grecque, maghrébine, arabe... Vaste mosaïque que son répertoire ! Parfois même, le bozouki s'aventure dans le folklore breton !

Pourtant ces registres-là font en quelque sorte figure d'anecdotes à côté de la seule vraie musique de Temo : la musique kurde. Comme les bergers du Kurdistan, le soir, dans la solitude des montagnes, Temo réchauffe l'atmosphère de ces airs porteurs de la mémoire de tout un peuple. Les bergers, c'est avec leur flûte qu'ils assurent la pérennité de ce patrimoine. Lui, c'est avec son bozouki. Et s'il ne s'en sépare jamais, c'est que la ronde et douce forme de palissandre que prolonge le long manche de sipo matérialise à la fois son refuge, son évocation, sa révolte, sa lutte et... son arme de militant.

Il ne chante plus guère les nombreuses chansons qu'il avait écrites du temps où il participait activement, dans les années 70, à la révolution menée par les Kurdes sur la frontière turco-irakienne.

Temo préfère désormais laisser parler la musique. Non pas qu'il n'ait plus rien à dire, à crier, à hurler contre une répression et une oppression qui n'émeuvent guère la presse ni l'opinion internationale. Bien au contraire !

Mais il a perdu un peu de sa conviction dans le pouvoir des mots, surtout ceux de l'engagement politique. Qui plus est, il estime que la richesse, la beauté, l'émotion contenues dans le répertoire traditionnel sont en elles-mêmes un message plus parlant que toutes les nouvelles chansons qui seraient composées. « Et puis, la musique échappe au temps, elle ne date jamais... », sourit-il.

## Jouer et militer

Le fait est que Temo est un prodigieux troubadour de la culture kurde. Réfugié politique à Paris depuis 1975, sa renommée auprès des mélomanes dépasse depuis longtemps les frontières françaises.

Dieu sait si pourtant, le marketing et le business ne sont pas ses trucs. Mais alors, pas du tout !

Pour ce rebelle et ce nomade farouchement hostile à toute compromission, l'essentiel est bien ailleurs que dans la notoriété et le poids des cachets.

Son disque parrainé par Radio-France, ses participations à des festivals prestigieux, les milliers de spectateurs que drainent à Paris ou ailleurs ses concerts, il ne les évoque jamais !

« Si je joue c'est parce que je ne peux pas vivre sans jouer de mon tambour... ». Tambour ? « Oui, tambour ! Bozouki, c'est un mot ottoman... Chez nous, s'est perpétué le nom beaucoup plus ancien, celui de tambour... », précise-t-il en jouant de ses sourcils à la façon de Charlot.

« Sa motivation, c'est de séduire de nouveaux auditeurs, de dévoiler le plus amplement les charmes de la culture kurde, d'affirmer son existence, de forger son avenir :

« Ce que je recherche surtout, c'est de jouer pour un public français et plus globalement occidental. Jouer dans des salles européennes avec un public essentiellement composé de réfugiés Kurdes, ce n'est pas ce qui aidera à faire évoluer la question du Kurdistan ! », souligne-t-il.

## Eclats d'amertume

Il n'empêche que... Lors de ces soirées dans les rues piéton-



**Fêtes authentiques, totalement improvisées... Les façades à pans de bois en guise de caisse de résonance des mélodies kurdes.**

nières, quand plusieurs des Kurdes résidant à Troyes formaient le premier rang du cercle de ses spectateurs, qu'ils écoutaient en silence, rêveurs, qu'ils reprenaient tel ou tel refrain la voix un peu alourdie de nostalgie ou encore qu'ils se levaient pour danser, le regard de Temo, habituellement plongé au cœur de sa musique se levait soudain, complice et fier, malicieux et tendre, plus étincelant encore qu'à l'habitude jusqu'à ce que s'y ajoute un sourire éclatant. Temo rayonne. Comme rayonne pour eux tout le souvenir du Kurdistan, étoile inaccessible...

Les doigts se font alors plus rapides, plus précis, plus forts, la paume de la main frappe le palissandre : le bozouki a la présence et l'intensité de tout un orchestre.

Les mélodies jaillissent, s'épanouissent en toute plénitude. Et, avec elles, une gamme d'émotions qui, d'où qu'on soit, se grave à fleur de peau. Gaïeté, liesse, sérénité, chaleur toujours mêlées étroitement à un « je ne sais quoi » de profondément mélancolique que le bozouki, et le jeu de Temo, expriment superbement : les cordes sonnent et résonnent vives, claires, rieuses mais la plus aiguë des sept vient régulièrement apporter sa note métallique, ses accents criants, déchirants ; comme des griffures ; comme des éclats d'amertume...

**Intraduisibles chansons**

« Mon répertoire est en grande majorité celui de la musique traditionnelle kurde. Ces mélodies populaires qui animent les veillées depuis des siècles, je les reprends fidèlement, parfois je les modernise. Et lorsque je compose, c'est toujours en m'inspirant de ces thèmes traditionnels », explique-t-il.

Devenir une « star » des scènes occidentales ne l'intéresse pas — il en a pourtant l'envergure. Ses valeurs sont autres et elles sont ailleurs !

« Ce dont je suis le plus fier, ce que je considère comme le succès essentiel, c'est celui qu'ont reçu mes cassettes au Kurdistan : désormais, dans tous les villages de la région où vit ma famille, mes chansons sont intégrées au répertoire traditionnel. Certaines de mes musiques sont jouées à tous les mariages... Et alors qu'autrefois, les gens devaient inviter pour animer les fêtes des nomades joueurs de bozouki, aujourd'hui chacun des villages compte parmi ses habitants plusieurs musiciens... ». Voir de son vivant sa musique s'ancrer à la tradition, que peut en effet rêver de mieux un artiste ? L'homme lui, rêve d'assister à l'une de ces fêtes. « Je ne suis pas retourné chez moi depuis 15 ans. Je n'ai pas revu mes parents, ma sœur depuis que je suis parti »

Beaucoup des chansons « engagées » qu'il a écrites connaîtraient probablement un succès équivalent, « mais, précise-t-il, je n'ai jamais voulu envoyer ces cassettes-là. J'ai encore là-bas mes parents, ma sœur, toute ma famille. Et je sais très bien que divulguer mes chansons leur aurait inévitablement causé beaucoup d'ennuis ». Pour leurs paroles de liberté et de révolte mais aussi et surtout parce que Temo chante en kurde... Une langue interdite par les instances officielles arabes.

Que disent-elles ces paroles ? « C'est intraduisibles... Si tu veux comprendre, tu n'as qu'à apprendre le kurde ! Ce sont des images

qui perdent toute leur signification et leur symbolique si je les transpose en français. C'est l'avantage de la musique, elle

parle d'elle-même... sont l'emo en clignant des yeux avant de se remettre à jouer.

Valérie Alan'ice

**Le Kurdistan : grand comme la France mais absent des cartes officielles**

Le Kurdistan, un pays grand comme la France qui officiellement n'existe plus...

Du Mont Ararat aux plaines de Mésopotamie, des chaînes du Taurus au Zagros iranien, les frontières artificielles dessinées avec l'aide des Anglais et des Français au lendemain de la première guerre mondiale ont déchiré ce territoire entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran.

Isolé géographiquement du reste du Moyen-Orient, les Kurdes, peuple d'agriculteurs et de pasteurs transhumants a gardé une tradition populaire vivace et s'est opposé à toutes les époques aux dominations étrangères. Depuis longtemps, les Kurdes ont une double devise : « Lutter pour vivre » et « vivre pour lutter »...

Au XIXème siècle, les insurrections provoquées par les tentatives d'intégration de l'empire ottoman et de la Perse menèrent à la création de plusieurs principautés indépendantes. Au lendemain de la Première Guerre mondiale et à la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman, la création d'un Etat indépendant du Kurdistan fut prévu par le traité de Sèvres en 1920 mais celui-ci ne fut jamais ratifié. Les soulèvements nationalistes de 1925, 1929, 1937, 1943, 1946, 1947, de 1961 à 1970 qui ont survécu que ce soit dans les régions dominées par la Turquie, l'Irak ou l'Iran ont tous été violemment réprimés, souvent avec l'appui des armées britanniques, notamment anglaises et françaises.

Interdiction de l'usage de la langue kurde, oppression, voire déportation de la population, répression de toutes formes de contestation ont servi en pratique pour parvenir à l'assimilation de ce peuple par les Européens.

Les massacres en Iran en 1979, le véritable génocide opéré en 1988 par Saddam Hussein au moyen des gaz ont par leur barbarie et l'humiliation et l'honneur suscité les protestations de la communauté internationale. Mais les condamnations occidentales ont, à l'exception des seulement verbales à l'encontre du dictateur irakien... l'attention des dirigeants turcs sont désormais rayés de la carte, et des dizaines de milliers de personnes ont péri...

Mais paradoxalement, les nations occidentales ne réagissent que lorsqu'il s'agit de la Turquie. C'est notamment le fait de la Turquie d'être le seul Etat du gouvernement turc à accepter que les USA maintiennent leur bases militaires, de contrôler, d'étudier et d'intervenir...

**« Quand il y a une fuite de gaz, la moindre étincelle... » A la condamnation et à la décision de boycott de l'Onu s'ajoute la fermeté des Occidentaux. Et la montée en puissance du front américain face à l'escalade de Saddam Hussein et à son « Inacceptable » chantage aux otages. Trois semaines après l'invasion du Koweït, c'est la « logique de guerre ».**

**LE POINT**

27 AOÛT 1990

N° 936

## SPÉCIAL IRAK

# « Logique de guerre »

C'est François Mitterrand qui, dans sa conférence de presse du mardi 21 août, a employé pour la première fois le mot fatidique. Mais c'est George Bush, qui, la veille, devant des anciens combattants du Vietnam réunis à Baltimore, est bel et bien entré, à propos de la crise du Golfe, dans la « *logique de guerre* », décrite et analysée par le Président français. Une logique dont, à la veille du week-end, on pouvait redouter qu'elle n'amène à la guerre elle-même. Il suffisait pour cela d'un incident naval, d'une gesticulation jugée à tort ou à raison menaçante avec des blindés ou des missiles, d'un geste de trop contre un diplomate à Koweït City, ou contre ceux que l'ambassadeur d'Irak à Paris a le front de qualifier d'« *hôtes étrangers* » de l'Irak alors qu'ils en sont bel et bien les prisonniers. « *Lorsque le gaz s'échappe ainsi du tuyau, sans qu'on parvienne à arrêter la fuite, dit un diplomate français, une étincelle, même minime, peut provoquer l'explosion.* »

Or la fuite ne semblait pas, vendredi, sur le point d'être colmatée, loin de là. Même s'il faut dans ces affaires garder en mémoire que la menace de l'irréparable appartient à la guerre psychologique, qui dans notre monde médiatisé constitue déjà la première salve de la bataille.

Pourtant, trois semaines après l'invasion du Koweït par les blindés irakiens, vingt jours après la condamnation de Bagdad par le Conseil de sécurité des Nations unies, dix-sept jours après une décision sans précédent de boycott international de l'Irak, aucun des deux principaux protagonistes,

l'Irak et les Etats-Unis, n'avait fait un geste de conciliation vers l'autre.

Bien au contraire : à la montée en puissance impressionnante et ininterrompue de l'armada et de la force aérienne américaine – accompagnées d'un renforcement de la présence militaire de certains pays occidentaux et arabes – a répondu de la part des Irakiens un impensable chantage sur tous les ressortissants étrangers présents sur leur territoire et au Koweït. Saddam Hussein a transformé, en effet, ces voyageurs, ces expatriés, et de toute façon ces innocents, non seulement en otages, mais, pour certains d'entre eux (séparés de leurs compagnons par un tri au critère, qui dans l'odieuse en rappelait d'autres), en possible « chair à tuer », dispersés dans des usines, des barrages, des aéroports, bref des objectifs stratégiques.

Aussi, ce 21 août, devant les vétérans du Maryland, George Bush n'a pas besoin du calot de l'American Legion pour avoir l'air martial qui convient aux rendez-vous décisifs que l'Histoire donne périodiquement aux nations. Ce qu'il a à dire est simple : l'emploi d'un « bouclier humain » pour répondre au « bouclier du désert », nom de code de l'opération américaine, est une pratique « *inacceptable* ». Inacceptable, un adjectif qui dans la bouche d'un chef d'Etat, et à plus forte raison de celui de la seule superpuissance qui le soit encore, signifie qu'il ne sera pas accepté. Et le président des Etats-Unis, ce jour-là, ne cache pas au peuple américain le prix que ce refus va lui coûter : « *De la méthode, de la patience... et des sacrifices personnels.* »

Mieux que personne George Bush connaît, en effet, les risques d'une ac-

tion de force dont pourtant tout indique qu'il est en train de la préparer. Et d'abord la transformation progressive, depuis que le 9 août les premiers GI ont débarqué en Arabie Saoudite, d'une posture au départ défensive en un dispositif offensif. Henry Kissinger en a tiré les conclusions pour le *New York Times* : « *Les Etats-Unis ont franchi le point de non-retour. Les conditions politiques, dans les pays arabes comme aux Etats-Unis, n'autorisent pas très longtemps le maintien de ce déploiement massif de troupes. Les Etats-Unis devront envisager une destruction chirurgicale des moyens militaires de l'Irak.* »

**M** assif, le dispositif américain en Arabie Saoudite l'est en effet : un avion gros porteur (C5 Galaxy, C141 Starlifter ou Boeing 747 civil réquisitionné) atterrit toutes les dix minutes à Dhahran depuis le 7 août au soir. Après 12 000 kilomètres de vol des côtes du Maine aux sables du désert, il dégorge ses passagers ou sa cargaison à moins de 300 kilomètres des premiers chars irakiens. En quinze jours, l'équivalent de la population d'une ville comme Lafayette (Indiana), soit près de 40 000 hommes, a été transporté dans la péninsule arabique. Pour les équiper, 500 000 tonnes de matériel, soit le poids de 40 000 Chevrolet, ont été acheminées. Sans compter près de 1 000 chars M1 et 500 avions de combat F15, F16, F111, A 10, et une escadrille de bombardiers « furtifs » F117 A que pourront appuyer en cas de besoin les superforteresses géantes de la guerre du Vietnam, les B 52, basées sur l'île de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Le « bouclier » s'est donc trans-

formé en rouleau compresseur prêt à fondre sur le dispositif irakien. Et c'est d'autant plus évident que les F117 A Stealth, indétectables par les radars, tout comme les B 52 ne sont pas des appareils à vocation défensive, puisque leur mission est de pénétrer l'espace aérien adverse et de bombarder ses objectifs stratégiques. « La guerre n'est plus à exclure », n'a d'ailleurs pas caché mercredi soir le président Bush devant le living-room de sa résidence de vacances de Kennebunkport, transformée depuis le début de la crise en « war room ». Il venait de signer l'ordre de rappel de 40 000 réservistes. Les premiers Américains rappelés sous les drapeaux depuis la guerre du Vietnam.

On les appelle « les combattants du dimanche ». Un week-end par mois et une semaine durant l'été, ils enfilent leur uniforme et se retrouvent pour un entraînement militaire. Ils sont tous patriotes, tous volontaires. Ils ont chez eux un paquetage toujours prêt. Un simple coup de fil et, dans les vingt-quatre heures, ils doivent abandonner leur travail et leur famille. Beaucoup d'entre eux se préparent à voir leur vie basculer. La télévision américaine a montré les larmes de cette infirmière demandant à sa mère de lui garder son bébé de 3 mois ; l'anxiété de ce couple de réservistes à l'idée de laisser leurs enfants à la veille de la rentrée des classes ; l'embarras de ce juriste abandonnant ses clients au milieu d'un procès, ou de ce postier ne sachant pas s'il pourra honorer les traites de sa nouvelle maison. Les difficultés maté-

**Le Premier ministre a décidé d'interdire toute manifestation pro-irakienne en France. Le gouvernement a en effet la preuve que celle qui a été organisée à Paris l'autre semaine a été directement inspirée et préparée par l'ambassade d'Irak à Paris.**

rielles n'épargnent pas les citoyens-soldats. La loi leur garantit de retrouver, à leur retour, sinon la même fonction, du moins le même salaire, sans préjudice pour leur carrière. La plupart resteront casernés aux Etats-Unis, où ils remplaceront ceux qui sont partis dans le désert. Très peu verront la ligne de front, très peu risqueront leur vie, sauf si les choses tournent mal. Pourtant, cette mobilisation, même limitée à 40 000 hommes dans un premier temps, a un retentissement considérable dans l'opinion publique.

La guerre reste une idée vague tant qu'elle entre chez les Américains par le

journal télévisé du soir, avec de belles images d'avions de chasse décollant du désert dans le soleil couchant. Mais la guerre, soudain, devient une réalité angoissante quand vous apprenez que l'employé de banque ou le médecin qui chaque jour vous salue vient de rejoindre son régiment. A la porte des maisons, on a vu refluer le traditionnel bouquet de rubans jaunes en souvenir de ceux qui partent. L'Amérique prie déjà pour les soldats d'une guerre qui n'a pas encore commencé.

S'il est présomptueux de prétendre révéler les détails des plans d'attaque américains, il est en revanche plus aisé d'en deviner le principe : l'Irak a perdu l'avantage de « la fenêtre d'opportunité », comme disent les experts militaires, dont il pouvait profiter au début de la montée en puissance du dispositif américain, pour un coup de force sur l'Arabie Saoudite. La maîtrise du ciel est désormais totalement américaine. La preuve en est la fuite éperdue des chasseurs irakiens patrouillant près de la frontière du Koweït lorsqu'ils s'aperçoivent que les radars de bord des F15 ou F16 américains les ont « acquis » comme cible potentielle. Dès lors, la tâche prioritaire est de neutraliser les batteries de missiles sol-air (notamment des Roland français), dont les irakiens ont, semble-t-il, une bonne maîtrise. Et surtout de détruire ces fameuses rampes de missiles Scud B soviétiques améliorés par les irakiens et rebaptisés « El Hussein » et « El Abbas », dont la puissance peut varier, selon les experts, de 180 à 800 kilomètres, ce qui met Riyad et les concentrations américaines à leur portée. Et dont, surtout, les charges pourraient éventuellement être chimiques.

**S**ur ce point, outre leurs propres bombardiers, les Américains pourraient probablement compter sur un appoint essentiel : celui de l'aviation israélienne, avec ses pilotes qui sont parmi les meilleurs du monde et en tout cas les plus entraînés à ces missions dans le désert (comme en témoigne le raid sur la centrale nucléaire d'Osirak en 1981). En effet, après avoir depuis le début de la crise gardé une prudente et diplomatique réserve, Jérusalem a fait savoir jeudi soir par son Premier ministre Yitzhak Shamir que, compte tenu du degré de gravité de la crise, il était prêt à une frappe préemptive contre l'Irak.

« Mais le véritable problème, dit un expert, sera d'exploiter au sol les avantages gagnés dans les airs. » Or, à l'inverse de ce qui se passe dans l'espace aérien, la maîtrise de la bataille terrestre est théoriquement pour les irakiens. Contre les 50 000 à 60 000 hommes de la force multinationale (en comptant les contingents arabes), l'Irak aligne 170 000 hommes au Koweït et 300 000 en réserve immédiate. Les premières lignes, face aux Saoudiens, se sont enterrées, avec leurs blindés, selon la tactique pré-

férée des soldats de Bagdad pendant la guerre contre l'Iran. Ce sont des troupes peu aguerries, qui serviront surtout de sonnettes d'alarme. En revanche, en seconde ligne, se trouvent des unités plus mobiles et probablement plus coriaces. Le tout étant de savoir si la maîtrise de l'air permettra aux Américains de détruire les divisions blindées et les batteries de missiles irakiens d'origine soviétique ou chinoise avant qu'elles ne mettent en difficulté les forces terrestres alliées. Et, surtout, avant qu'elles ne commettent des destructions irréparables en Arabie Saoudite sur les installations pétrolières les plus vitales qui soient pour l'économie mondiale.

Le souvenir amer laissé dans la mémoire des hommes politiques par une Histoire trop récente pour que les leçons n'en aient pas été tirées est probablement pour beaucoup dans la quasi-unanimité internationale qui s'est dégagée depuis le coup de force de Saddam Hussein (Roland Dumay n'a-t-il pas déclaré au *Nouvel Observateur* que « le Koweït ne sera pas les Sudètes » ?). Mais, avec la prise massive d'otages, le sursaut contre un acte de terrorisme d'Etat (voir l'éditorial de Claude Imbert), et surtout, avec le danger de voir l'incendie s'étendre à

**Ankara craint que le conflit du Golfe ne réactive la guérilla kurde en Irak, en Syrie, en Iran et en Turquie. Les responsables trucs redoutent un double mouvement : un soutien américain aux rebelles kurdes dans le nord de l'Irak et une manipulation des Kurdes turcs par le régime de Saddam Hussein, en représailles contre l'embargo observé par la Turquie.**

l'Arabie Saoudite, l'importance des risques d'une déstabilisation économique mondiale (voir page 54) sont des faits qui ont contribué à souder la communauté internationale, pays communistes compris, comme cela n'avait pas été le cas depuis la victoire sur le III<sup>e</sup> Reich.

Cette solidarité, dont les Etats-Unis ont largement profité pour retrouver un leadership pâissant depuis les grands bouleversements dans les pays de l'Est et l'émergence promise d'une grande Allemagne, c'est aux Nations unies que Bush a su la capitaliser. Lui qui a été le représentant de son pays dans la « maison de verre » de 1970 à 1973 en connaît bien les pratiques et

les susceptibilités. Ainsi du succès remporté jeudi soir par la diplomatie américaine pour faire approuver par les cinq Grands une résolution permettant « l'usage d'une force minimale » pour faire respecter l'embargo contre l'Irak. Le marathon diplomatique avait commencé le week-end dernier, chaque séance du Conseil de sécurité étant précédée ou suivie de réunions à la résidence de Pierre-Louis Blanc, l'ambassadeur de France. Il s'agissait de trouver un texte permettant de concilier la hâte des Américains, souhaitant un blanc-seing au plus tôt, et la prudence des Chinois et des Soviétiques. Ces derniers, sans vouloir se poser en médiateurs – puisqu'ils ont condamné l'Irak, et avec quelle fermeté inattendue, dès le début de la crise – souhaitent une action « sans précipitation », dans l'espoir sans doute que leurs multiples contacts avec les Irakiens, à Moscou et à Bagdad, amèneront ceux-ci à une sortie honorable. Et que le temps gagné permettra à leurs 8 000 ressortissants de quitter l'Irak avant que les choses ne se gâtent. Ils en appellent même au Comité d'état-major de l'Onu, prévu par l'article 47 de la Charte, mais qui ne se réunit... que tous les deux mois.

En fait, dans la journée du 23 août, plusieurs coups de téléphone entre Baker et Chevradnadze ont précipité la décision. L'intransigeance de Saddam Hussein, exigeant la fermeture des ambassades de ce Koweït qu'il a rayé de la carte, a semblé-t-il convaincu les Soviétiques. Un dernier délai était laissé à l'Irakien : le temps que les membres du Conseil de sécurité consultent leurs gouvernements respectifs. Ce devait être fait avant vendredi dans la soirée... le moment où le Président irakien s'était promis de violer l'immunité diplomatique des représentations étrangères au Koweït.

S'il ne cédait pas avant cet ultimatum déguisé, Saddam Hussein se verrait opposer la résolution 665 du Conseil de sécurité, autorisant tous les pays membres de l'Onu à faire respecter le boycott de son pays « au moyen des forces aériennes, navales ou terrestres ». Un mandat qui sans le brider dans ses actions militaires permettrait au Président américain de répéter ce qu'il avait déclaré dès mercredi 22 dans une conférence de presse : « Ce n'est pas une affaire entre les Etats-Unis et l'Irak, mais entre l'Irak et le reste du monde. »

Dans ce concert, la France tient son rôle, bien décidée à ne pas mollir. La « logique de guerre » décrite par François Mitterrand a fait monter de plusieurs crans le niveau de détermination d'une nation qui se veut absolument solidaire du camp occidental. Un allié qui eût traîné les pieds eût affaibli la position très ferme choisie par George Bush. La France a donc choisi de se mettre en marche.

Le président de la République a pris bien soin de préciser qu'il s'était entretenu téléphoniquement avec son homologue américain, avant d'annoncer un renforcement de notre présence militaire dans le golfe Arabo-Persique. Un escadron de reconnaissance terrestre (198 hommes et une trentaine de véhicules) est parti pour Abu Dhabi tandis que des techniciens et des conseillers ont rejoint l'Arabie Saoudite et les Emirats. Parallèlement, avec la plus grande solennité, le Parlement est convoqué en session extraordinaire ce lundi. Une telle décision, jamais prise depuis 1962 et la fin de la guerre d'Algérie, donne à elle seule la mesure symbolique de la gravité de la situation.

Cette gradation concertée dans le ton et les actes a fait taire d'un coup toutes les rumeurs insidieuses, qui ont laissé malencontreusement – et à contresens – planer un instant le doute sur la volonté française. Oubliées les discussions stériles sur l'« embargo » plutôt que le « blocus ». En déclarant qu'« un embargo sans sanctions serait un simulacre » et que les moyens navals français le feront respecter « y compris par le recours à la contrainte » et à l'« arraisonnement », François Mitterrand a réaffirmé son engagement dans le conflit. Il l'a fait, certes – soucieux d'avancer sous légitimité internationale – en application des sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'Onu. Mais il a coupé court aux accusations de tiédeur. La France a choisi le discours du « compte à rebours ». Le seul discours que Saddam Hussein puisse entendre.

Nul doute que le sort des 469 otages français « invités » par Saddam Hussein à servir d'« appât ou chair à tuer » a pesé lourd dans ce durcissement. Les Français, en effet, ont gardé présents à l'esprit les otages du Liban, dont la détention douloureuse a scandé l'actualité, chaque soir au journal télévisé d'Antenne 2, pendant plus de trois ans. C'est ainsi, au retour des vacances d'été, qu'ils ont fait leur rentrée brutale dans un conflit qu'ils voulaient lointain.

Le pouvoir ne l'ignore pas. Les Irakiens non plus. Surtout pas Abdul Razzak al-Hashimi, leur ambassadeur, qui tire avec un cynisme talentueux sur la fibre humanitaire. Dès mercredi dernier, Bagdad annonce la libération possible d'un certain nombre d'otages français. Manière de jouer de la France comme d'un maillon faible dans le dispositif occidental. Car les manœuvres diplomatiques – et médiatiques – de l'Irak semblent démontrer que Saddam Hussein considère la France comme un ennemi avec lequel « on peut négocier ». Quand l'ambassadeur d'Irak, jeudi soir à la télévision, où il est comme chaque jour l'invité d'une chaîne (voir page 45), déclare que « l'Irak n'oublie jamais un ami », il tente de fissurer le bloc occidental en interpellant devant l'opinion française la ro-

mance d'une vieille fidélité. Aidé par la peur de la guerre qui s'installe dans les esprits, il joue les charmeurs de serpents.

Dans ses contorsions onctueuses, il s'appuie sur les dérapages politiques survenus la semaine dernière. Le plus spectaculaire est évidemment celui du ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, qui, en pleine crise, n'a pas hésité à laisser apparaître son désaccord flagrant avec la ligne atlantiste de Mitterrand, avant de se rétracter (voir page 44). Mais il n'est pas isolé dans ses états d'âme. Pierre Mauroy, à un bien moindre degré, n'a-t-il pas affirmé à Tunis qu'il ne fallait pas « s'enfermer dans la logique de la guerre » et qu'on devait « faire en sorte que ce soit la négociation qui prime » ? Brève influence d'un tropisme maghrébin, dira-t-on à l'Elysée pour le dédouaner. Reste que le débat demeure rampant à l'intérieur du Parti socialiste.

Comme il taraude l'opposition. Prise dans un quadruple piège, la droite, comme jamais depuis 1988, a montré toute sa faiblesse. Saisie, en pleine panne estivale, par la dimension galopante de la crise, contrainte par sa tradition gaulliste, qui fait des Etats-Unis un allié certes, mais dont il faut se méfier, suspecte à cause de ses amitiés irakiennes, et enfin, comme toujours, paralysée par l'absence d'un chef, elle s'empêtre dans l'inaction. L'archétype de son impuissance est sans nul doute Jacques Chirac, qui a accumulé tous ces handicaps. Depuis ses vacances en Sardaigne – qu'il n'a pas interrompues – jusqu'aux souvenirs de son « frère » Saddam. Même si le leader du RPR croit pouvoir utiliser son « capital auprès des pays arabes », son image, pâlie, se racornit : « A trop vouloir prendre du recul, confie Charles Pasqua à des amis, on sort du champ. » Quant à Valéry Giscard d'Estaing, même s'il justifie son silence par la complexité de la situation – un comble pour un ancien président de la République – où est donc ce rôle d'expert international qu'il a tant voulu se donner ? On cherche en vain les leaders habituels de cette opposition qui a eu le plus grand mal à désigner ses ténors pour le débat parlementaire de lundi.

Aucune de ces données n'échappe au personnage clé qu'est l'ambassadeur Abdul Razzak al-Hashimi. Et surtout pas les stupéfiantes positions, à rebrousse-poil de l'opinion française, de Jean-Marie Le Pen, favorable aux thèses irakiennes – ce qui lui a valu un brevet de « courage » décerné par le diplomate de Bagdad (voir page 44). En tentant de profiter des incertitudes de la politique intérieure de la France, l'ambassadeur d'Irak cherche à manipuler sa politique extérieure. Il croit déceler une faille française et essaie d'en faire une brèche dans le camp occidental.

**I**l se heurte cependant au mur de détermination de l'Elysée et de Matignon, qui deviennent bien sa manœuvre. Dès l'annonce de l'éventuelle libération de « certains » ressortissants français détenus en Irak, la France a réaffirmé « sa pleine solidarité » avec les autres pays victimes, et a fait savoir sans ambiguïté qu'elle n'entrerait pas dans le jeu vicieux de Bagdad. Une fermeté que vient renforcer l'union sacrée affichée par François Mitterrand et Michel Rocard.

Par exemple, lorsqu'il s'agit de traiter « à chaud » l'un des multiples incidents auxquels cette crise peut donner lieu : parmi les élèves officiers irakiens en formation dans les écoles françaises, une douzaine de pilotes instruits à la base de Rochefort l'avaient subrepticement quittée jeudi soir, en ordre dispersé, avec l'intention évidente de regagner leur pays pour y prendre part aux événements à venir. Les élèves pilotes irakiens ont été rattrapés dans la nuit, les uns après les autres, et il leur a été poliment mais fermement conseillé de regagner Rochefort, où ils sont depuis considérés comme assignés à résidence. L'Elysée et Matignon avaient décidé en commun la position à tenir et les mesures coercitives à prendre.

MICHEL COLOMES

avec Christian Makarian, Catherine Pégard, Philippe Chatenay (à Dhahran), Olivier Weber (à New York), Benoît Laporte (à Washington)

## La méthode Saddam La « technique du palmier »

« Pour entretenir le palmier, symbole de l'Irak, il faut trancher ses branches basses... » Dès son accession au pouvoir, Saddam Hussein adoptera cette méthode pour briser impitoyablement toute opposition. Le 17 juillet 1979, jour de sa nomination comme président de la République et président du Conseil de commandement de la Révolution — le fameux CCR, l'organe central du pouvoir en Irak — une commission spéciale dirigée par son frère, Barzan Hussein, ordonne l'arres-

Gouvernant  
comme un calife  
abbasside,  
le raïs tranche,  
sans états d'âme,  
les têtes qui lui  
font de l'ombre.

tation de 21 dirigeants du parti ou de l'Etat soupçonnés de « haute trahison et complot contre la nation ». Parmi eux, certains comme Adnan Hussein, vice-Premier ministre, ou Mohamed Ayeçh, ministre de l'Industrie, étaient des amis intimes du nouveau Président et des compagnons de lutte. Rassemblés dans une caserne au nord de Bagdad, isolés dans des cellules exigües, soumis jour et nuit à des interrogatoires interminables, les « comploteurs » comparaissent devant un tribunal d'exception le 7 août 1979. Leurs « aveux », extorqués dans la meilleure tradition stalinienne, sont largement reproduits dans les journaux. Le 6 août, tous sont condamnés à la peine capitale. Désireux d'impliquer l'ensemble du parti Baas dans ce crime, Saddam ordonne à chaque fédération de déléguer des militants armés de fusils pour appliquer la sentence. Le 8 août, les condamnés sont exécutés par leurs camarades, en présence de nombreux journalistes et du Président, qui a tenu à assister à cette cérémonie.

Depuis cette date, Saddam appliquera la « technique du palmier » et opérera des purges de plus en plus sanglantes au sein de l'armée, de l'Etat ou du parti : procès expéditifs, arrestations arbitraires, tortures en tout genre permettront au bourreau de Bagdad de renforcer, jour après jour, son autorité absolue sur le pays. Pour briser la volonté de certains prisonniers politiques, la police irakienne enferme leurs enfants dans des cellules voisines, sûre que les cris d'un enfant feraient céder le père récalcitrant.

« C'est une grave erreur de juger l'action de Saddam comme celle d'un chef d'Etat moderne », me confie un opposant irakien qui vit aujourd'hui à Paris. Le respect de la vie humaine et des libertés individuelles est un concept qui lui est totalement étranger. Il gouverne comme un mamelouk d'Egypte ou un calife abbasside, sans états d'âme ni troubles de conscience : il tranche simplement les têtes qui se redressent. Il ne vit pas au *xx<sup>e</sup>* siècle, mais au Moyen Age, et les protestations d'Amnesty International lui paraissent incongrues.

Pour maintenir ce climat de terreur, Saddam dispose d'une police politique

## La géostratégie de Saddam Hussein

« **N**ous nous efforçons d'acquérir, en politique internationale, un poids hors du commun. Pour cela, nous ne pourrions pas emprunter les moyens classiques utilisés par les grandes puissances. Ils ne nous permettraient pas d'obtenir le poids que nous cherchons. » Celui qui parle ainsi le 12 juin 1975 à ses ambassadeurs en Europe est le vice-président du parti Baas, Saddam Hussein. Leur exposant sa vision du monde, il souligne : « Nous ne devons pas considérer le pays où nous nous trouvons, l'Irak, comme le terme final de notre combat. Il ne représente qu'une partie d'un territoire bien plus vaste, notre patrie arabe dans sa totalité. » « La situation de morcellement que nous connaissons est pour nous anormale, et nous voulons parvenir à l'unité », ajoute-t-il.

Dans une interview accordée en 1977 à une journaliste égyptienne, le chef d'Etat irakien remarque à nouveau que « L'Irak est trop exigü pour l'Irakien, et il a besoin d'en sortir ». Pour Saddam Hussein, la nation arabe, pour en finir avec la division et la domination, ne doit pas compter sur les seuls moyens diplomatiques. « Le langage de notre diplomatie peut être excellent, mais nous ne pensons pas qu'il puisse changer radicalement la situation. Celle-ci se transformera lorsque toutes

les parties concernées comprendront que les Arabes occupent [...] une position nouvelle dans l'emploi de la force et de ses conditions économiques, politiques et techniques, dans l'emploi du pétrole. »

Les vues géopolitiques de Saddam Hussein dépassent d'ailleurs le seul cadre régional lorsqu'il déclare : « Celui qui possédera l'influence prépondérante au Moyen-Orient pourra peser sur l'Europe et le Japon. Où réside la puissance des Etats-Unis ? Du fait que le Japon importe tout ce qui concerne son industrie, ses lignes de communication dépendent des Américains, qui assurent à sa place la protection de ces lignes [...]. L'Amérique comprend donc parfaitement que l'indépendance du pétrole arabe signifierait le relâchement de son emprise sur ses alliés. »

Dans cette vision stratégique, Saddam Hussein compte aussi sur la France. « Nous ne devons pas créer d'obstacles aux efforts de la France en vue de constituer un autre pôle d'influence propre dans la politique pétrolière internationale [...]. Nos relations avec la France revêtent un caractère distinct ; car ce pays est appelé à jouer un rôle fondamental, voire déterminant, dans la construction européenne. » ●

BRAHIM ZITOUNI

OZTURK-SIPA-PRESS



16 et 17 mars 1988 :  
bombardement aux gaz  
chimiques des villages kurdes  
de Karadagh et Halabja

dont les effectifs sont estimés, d'après certains observateurs, à 100 000 hommes soigneusement sélectionnés, dévoués corps et âme au raïs et grassement payés par le régime : leur salaire – l'équivalent de 5 000 francs français – est le double de celui d'un fonctionnaire moyen, et ils jouissent d'avantages considérables. Un transfuge irakien, ancien membre de cette police aujourd'hui réfugié à Bruxelles, a révélé en 1985 l'existence d'une section spéciale, ultrasécète, basée au cœur d'un immeuble situé dans un quartier sud de Bagdad. Ne recevant ses ordres que de la présidence, échappant à toute hiérarchie administrative, disposant de moyens techniques importants, cette section est chargée d'éliminer les opposants résidant à l'étranger, de surveiller les membres influents du parti ou de l'Etat qui ont perdu la confiance du régime. C'est cette même section qui manipule les organisations terroristes basées à Bagdad, notamment celle du Palestinien dissident Abou Nidal, venu se réfugier à Bagdad après sa brouille avec le colonel Kadhafi, en novembre 1988. C'est elle également qui veille à la protection (ou à la liquidation) des scientifiques chargés de doter l'Irak de l'arme nucléaire à partir des technologies civiles concédées par la France et qu'un raid israélien sur le réacteur Osirak détruira en 1981 à Tammouz.

Pour Saddam, le terrorisme est un atout important qui peut servir à tout moment. Et ce n'est pas un hasard si, dès son arrivée à Koweït-City, l'armée irakienne a investi la prison de Salidia et libéré les 17 terroristes libanais du Djihad islamique qui ont attaqué en dé-

cembre 1983 les ambassades de France et des Etats-Unis au Koweït (7 morts et 83 blessés). Dès le 3 août, ils ont été rapatriés à Bagdad et remis entre les mains de la fameuse section spéciale. Les services secrets occidentaux, qui connaissent l'existence de cette section, prennent très au sérieux une possible réactivation du terrorisme irakien.

**M**ais l'arme la plus redoutable dont dispose le dictateur de Bagdad est probablement l'arsenal chimique constitué par l'armée irakienne avec l'assistance de nombreuses firmes d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, celle des groupes pétrochimiques italiens Technipetrole et Montedison. Une usine secrète, située à Akhasat, à 370 kilomètres au sud-ouest de Bagdad, produit actuellement, selon les experts occidentaux, de l'ypérite, le fameux gaz moutarde, du tabun et du soman, neurotoxiques qui s'attaquent aux systèmes cardiaque et respiratoire. Déjà, en 1983, devant la menace iranienne, Saddam a utilisé l'arme chimique et brisé l'offensive de l'ennemi.

Cinq ans plus tard, pour mater la rébellion des Kurdes irakiens, soupçonnés d'alliance avec Téhéran, il déclenche une offensive chimique sans précédent : les 16 et 17 mars 1988, une nuée d'hélicoptères survolent les villages de Karadagh et de Halabja et lâchent des bombes bourrées de soman et de tabun : plus de 5 000 habitants mourront dans des conditions effroyables. Les survivants qui essayaient de s'échapper étaient mitraillés à bout

portant par des soldats qui avaient pris position à quelques kilomètres des villages bombardés. Ce crime particulièrement atroce, commis contre sa propre population, ne provoquera dans le monde que quelques protestations indignées.

A cette cruauté Saddam ajoute le cynisme et le mépris de la parole donnée. Durant les quinze jours qui ont précédé l'invasion du Koweït, il a dépêché de nombreux émissaires – ministres, membres éminents du Baas ou amis personnels – auprès des dirigeants arabes pour les assurer que l'Irak, victime des « voleurs de pétrole koweïtiens », n'envisage pas pour autant une action militaire contre son voisin. Et, afin de faire bonne mesure, les émissaires de Saddam demandaient à ces chefs d'Etat d'intervenir auprès du Koweït pour que ce dernier mette fin à ces « spoliations » ! Au même moment, les divisions d'élite du régime se massaient à la frontière et se préparaient à se lancer à l'assaut du Koweït. Certains de ces dirigeants arabes ont été tellement meurtris par un tel cynisme qu'ils n'osent pas, encore aujourd'hui, rendre publiques leur colère et leur déception. Même Moubarak, l'ami intime qui a partagé des week-ends en famille dans la petite maison de campagne de Saddam, a été, lui aussi, trompé comme les autres. Et le 1<sup>er</sup> août, quelques heures avant l'invasion, la délégation irakienne à Djedda rassurait le roi Fahd sur les intentions... pacifiques de Bagdad. « *Cet l'homme, dira plus tard un délégué koweïtien qui a réussi à s'enfuir, n'est ni un ami ni un ennemi. C'est un chacal toujours prêt à mordre.* » ●

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 27, 1990

## Kuwait Embassies Hold Out as Iraq Cuts Power, Water and Telephones

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

NICOSIA — Diplomats in Kuwait held out for a second day Sunday in several embassies ringed by Iraqi troops who have cut off power, water and telephones to force them out.

But fears that Baghdad's pressure on the diplomatic posts could heighten the Gulf crisis eased when a senior official said Iraq would not use force to close the embassies.

Naji Hadithi, director of information in Baghdad, said, "For the time being there is no use of force and I do not think there will be any use of force. But they will enjoy no privileges, services, or facilities."

According to reports reaching foreign ministries in Europe and elsewhere, the Iraqis cut off electricity and other utilities Saturday after the diplomats refused to close their missions.

Iraq said that it annexed Kuwait following its Aug. 2 invasion and now considers it part of Iraq. It insists the embassies are no longer needed.

The reports Sunday said the American, British, French, Hungarian and West German embassies were surrounded by Iraqi troops who were refusing to allow anyone in or out.

The U.S. ambassador, W. Nathaniel Howell, and seven other diplomats remained inside the embassy.

One diplomat in the U.S. compound, which has had Iraqi troops posted at its entrance since before noon on Friday, said the situation was quiet.

"We're here for the duration," she said, as long as "the food and water holds out."

Iraqi troops were not permitting anyone to enter or leave the compound, she said, but otherwise they were not bothering the staff.

A White House spokesman in Washington said the embassy was operating on a back-up generator within the compound, a complex of buildings surrounded by a wall with a lone steel gate.

The estimated 2,500 Americans still in Kuwait generally are remaining their houses, waiting to see what will happen to the U.S. Embassy, which has been their only link to home for the past three weeks.

A British Foreign Office spokesman said contact was still possible with the four diplomats remaining in their embassy "through normal diplomatic means" and that morale was high.

A Foreign Ministry spokesman in Bonn said that water and electricity to the East German Embassy had

been cut off but that similar attempts by Iraqi soldiers to cut off the West German Embassy had failed for technical reasons.

The spokesman said neither the East nor West German Embassy was surrounded by Iraqi troops late Saturday. Soldiers who had taken up positions outside the East German Embassy Saturday morning left after cutting off the power and water.

Earlier Saturday, Iraqi soldiers began destroying the wall surrounding the French Embassy in what appeared to be an attempt to cut the compound's water connections.

An Iraqi government official on said foreign diplomats would not be evicted from embassy premises by force, but confirmed that Iraq no longer considered that they had diplomatic status.

In Brussels, the Belgian foreign minister, Mark Eyskens, said Iraqi soldiers cut off water supplies to the Belgian mission Saturday afternoon.

Iraqi soldiers surrounded the Danish embassy Saturday, cutting off water and electricity, according to the Danish foreign minister, Uffe Ellemann-Jensen. In a radio interview, Mr. Ellemann-Jensen said the mission had been evacuated by all but the ambassador, Birger Dan Nielsen.

In Rome, the Foreign Ministry said the Italian Embassy was running on its own power generator after Iraqi soldiers cut off electricity to the mission.

Japan's two-man staff told Tokyo that their water, electricity and telephone services had been cut off.

Switzerland said its embassy in Kuwait had been allowed to have telephone links with diplomatic missions of two other neutral states, Sweden and Austria.

Greece's Foreign Ministry tried all Friday night to speak to its mission, finally succeeding at noon on Saturday to find all was well, except for telecommunications.

The United States, the 12 European Community states and many other countries have refused to close their Kuwait embassies, charging that Iraq has violated international laws on the rights of diplomats.

Acceptance of the Iraqi demand for the closure of foreign embassies could be construed as recognition of the annexation.

International conventions stipulate that only the legitimate government of the host state can demand the closure of a mission or withdraw diplomatic privileges from its personnel. (AP, WP, AFP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 27, 1990

## Moscow Backs Use of Force In Gulf, but Limits Its Role

By David Remnick

*Washington Post Service*

MOSCOW — The Soviet Union will not use force in the Gulf although it voted for a United Nations resolution permitting limited military enforcement of the embargo of Iraq, Foreign Minister Eduard A. Shevardnadze said Sunday.

After talks with Foreign Minister Roland Dumas of France, Mr. Shevardnadze said in a joint news conference that while Moscow will not object if other countries, including the United States, use military means to back up the embargo, "we have no such plans to use force or take part in such an operation."

He said the Soviet Union voted for the UN resolution "because other countries are ready to take part in inspecting the ships and vessels suspected of carrying prohibited cargo," Mr. Shevardnadze said.

Mr. Shevardnadze also denied reports that the 193 Soviet military advisers still in Iraq are helping the Baghdad leadership "prepare details for military operations." Other officials have said that the advisers help teach Iraqi soldiers how to use and maintain Soviet-made arms and equipment.

He said the advisers would begin to leave the country as soon as their contracts expire, and all Soviet women and children in Iraq are evacuated, Mr. Shevardnadze said, "or as the need arises."

Mr. Shevardnadze said the Soviet Union would "carry out its responsibility" if the UN Security Council eventually decided to set up an international force in the Gulf, "but so far such a decision has not been taken."

He also said that in such a case, the Soviet Union would provide intelligence to the council on Iraq's Soviet-built armaments.

After a period of privately expressing concern to U.S. officials that the Bush administration might have reduced the opportunity for a negotiated settlement by accelerating its military buildup, President Mikhail S. Gorbachev on Friday sharply told the Iraqi leader, Saddam Hussein, that unless he bowed to the demands of the UN, Moscow would vote with the West in the Security Council to take "appropriate steps."

Ninety minutes after the "urgent personal message" was released, the Soviet Union made it clear it would vote with the United States on UN Resolution 665 authorizing UN members with warships in the region to "use such measures commensurate to the specific circumstances."

### ■ Council Acts on Shipping

The council has overwhelmingly adopted a resolution giving the United States and other nations the right to enforce the economic embargo against Iraq by

allowing them to halt shipping to and from Iraq, news agencies reported.

The vote was 13 to 0, with Yemen and Cuba abstaining.

Foreign Minister Tariq Aziz of Iraq was quoted by the Iraqi News Agency as saying that "Iraq rejects the unjust resolution," and accused the Security Council of becoming "a tool" of the United States.

The Iraqi ambassador to the UN, Abdul Amir Anbari, warned: "This use of force by the United States or any of its allies or puppets will lead inevitably to a number of explosions which will burn all in their path."

The resolution did not contain explicit authorization for the use of "minimal force," as the United States had urged. But Thomas R. Pickering, the chief American delegate to the UN, said the resolution was "sufficiently broad to use armed force — indeed, minimum force — depending upon the circumstances."

Brent Scowcroft, the U.S. national security adviser, said the resolution — the result of several days of negotiations — allowed the United States to act as it saw fit to enforce the embargo.

The Security Council resolution, the result of compromises reached with the Soviet Union, was not as clear-cut as Washington had originally desired. Instead of specifically permitting "minimum force" to be used, the resolution's text is ambiguous.

It says the council calls upon nations with naval forces in the area "to use such measures commensurate to the specific circumstances as may be necessary under the authority of the Security Council to halt all inward and outward maritime shipping in order to inspect and verify their cargoes and destinations and to insure strict implementation of the provisions related to such shipping."

The UN vote, before dawn Saturday, was nevertheless widely regarded as a success for the United States, because its language seemed to permit the use of force that the Bush administration had sought.

The size of the majority exceeded even some predictions by diplomats who had championed the measure.

Only shortly before the balloting — by a show of hands in the hushed chamber — did it become widely apparent here that China would also vote yes instead of abstaining, as it had earlier said it would.

With that, the measure acquired the unanimous backing of the council's five permanent members — the United States, Britain, China, France and the Soviet Union — which have veto power.

The other members of the Council, besides Cuba and Yemen, are Canada, Finland, Colombia, Ethiopia, Malaysia, Ivory Coast, Zaire and Romania.

(NYT, Reuters, WP)

OUEST FRANCE, 28 août 1990

## Débat

# La crise du Golfe Responsabilités françaises

par Jean Toulat

**Troisième pourvoyeur d'armes dans le monde, après l'Union soviétique et les Etats-Unis : c'est le rang de la France depuis de longues années. Une grave responsabilité sur laquelle il faut avoir le courage de s'interroger à l'occasion de la crise du Golfe.**

Juin 1974. Arrive à l'Elysée, pour le nouveau président de la République, le message d'un ami de la France, l'émir kurde Bédir-Khan : « Mon peuple fait l'objet d'une entreprise de génocide de la part des autorités de Bagdad. Avec tristesse, nous apprenons que la France s'apprete à leur vendre une grande quantité d'armes. Pour l'amour de Dieu, que l'on cesse d'armer les agresseurs de mon peuple. » En décembre suivant, en guise de réponse, notre Premier ministre s'envoie pour Bagdad d'où il rentra avec des commandes d'armement, en louant son « ami » Saddam Hussein.

Vingt-cinq ans plus tard, en janvier 1990, notre ministre de la Défense retournait à Bagdad pour de nouveaux contrats militaires et assurait que l'objectif du président irakien était de préserver la paix au Moyen-Orient.

Dans l'intervalle, le « pays des Droits de l'homme », y compris l'année du Bicentenaire, n'a cessé d'armer celui qui était déjà un cruel despote et que l'Occident a été si long à découvrir. Nos canons 155 à tir rapide ont ainsi détruit des villages kurdes en Irak, et nos Mirage (121 ont été livrés à-bas) ont bombardé cette population, y compris, en 1989, avec des armes chimiques ; la France a aussi livré la centrale nucléaire Osirak, qu'Israël détruira, car elle aurait pu per-



mettre d'accéder à la bombe atomique.

### « Pouvoir occulte »

Quand l'Irak attaque l'Iran, en 1980, la France appuie l'agresseur, dont l'initiative coûtera un million de vies humaines. C'est pour stopper l'intégrisme musulman, affirmait notre gouvernement pour se justifier. Bonnes intentions démenties par un soutien clandestin accordé aussi à l'Iran par notre pays. En septembre 1982, il accepte la commande, par Téhéran, de cent Exocet, et, en juin 1983, laisse filer, de Cherbourg trois vedettes armées de missiles. Surtout, de 1982 à 1986, il a fermé les yeux sur la fourniture à Khomeyni, par la société Luchoire, de près d'un million d'obus.

L'iman n'en continuait pas moins à considérer la France comme une ennemie puisqu'elle soutenait ouvertement son adversaire irakien. Ce qui nous valut des attentats terroristes sur notre sol et, au Liban, des prises d'otages. Quant au bilan financier, sur les 60 milliards d'achats, la moitié, ou presque, reste impayée.

Hors de la région, cette politique d'exportation d'armements a équipé d'autres dictatures ; elle a procuré à Kadhafi, en 1971, 110 Mirage, qui serviront contre Israël, à Pinochet, entre 1981 et 1986, une panoplie d'armes variées, et aux généraux argentins des Super-Etendard et des Exocet : ainsi sera coulé le **Sheffield** anglais, en 1982, pendant la guerre des Malouines.

Il est temps que le gouvernement et le Parlement ne se laissent plus mener par ce « pouvoir occulte », le complexe militaro-industriel, qu'a démasqué Pierre Marion, ancien patron de nos services secrets. Alors pourrait commencer à se réaliser le vœu qu'exprimait François Mitterrand le 18 avril 1981, à la veille de son élection : « Une politique internationale doit être fondée sur un certain nombre de principes. L'un de ceux-ci sera de remplacer notre commerce de guerre par un commerce de paix. »

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, August 28, 1990

# Saddam Has a Terrorist Fifth Column in Reserve

By Bruce Hoffman

**S**ANTA MONICA, California — There are signs that Saddam Hussein is preparing to unleash a campaign of international terrorism.

Since the spring, the most radical, hard-line Palestinian terrorist organizations have been moving their operational bases to Iraq. One after another, familiar faces have turned up in Baghdad: Mohammed Abbas, the mastermind behind the October 1985 hijacking of the Italian cruise ship Achille Lauro; Abu Nidal, the architect of the brutal machine gun and hand grenade attacks on the Rome and Vienna airports in December 1985 and an Istanbul synagogue in September 1986; and Ahmed Jabril, whose followers allegedly placed the bomb that brought down Pan Am Flight 103 in December 1988.

According to one foreign intelligence estimate, there are now some 1,400 international terrorists in Iraq — twice the number of a year ago.

Last week, Mohammed Abbas issued a proclamation ordering his men

to attack American forces in Saudi Arabia and U.S. interests around the world. "Open fire on the American enemy everywhere," he declared.

The first evidence of the new alliance between Iraq and the radical Palestinians surfaced in May, when the Israeli navy thwarted an attack on Tel Aviv by members of Mohammed Abbas's organization traveling in speedboats. According to the surviving terrorists, Libya had provided training and logistical support, but it was Iraq that had planned and paid for the attack — the targets of which included the beachfront U.S. Embassy.

It appears that Saddam Hussein has been building an Iraqi-backed, brokered and controlled international terrorist infrastructure. With such an infrastructure already in place, he may well have created the ultimate "fifth column." Through a series of sharp, bloody and destructive attacks, it might be able to shatter the

current standoff in the Gulf by eroding international support for military action against Iraq.

Saddam Hussein certainly remembers that a terrorist campaign orchestrated by Iran in Beirut in 1983 and 1984 undermined American support for a U.S. military presence in Lebanon and thus led to the collapse of the multinational peacekeeping force sent to that country.

A carefully planned and well-executed Iraqi-backed terrorist campaign could also be a decisive weapon to destabilize, or even destroy, the governments of those Arab countries that oppose Iraq's territorial designs. Saddam Hussein could thus accomplish with a few men and bombs what it took his army to do in Kuwait. At the very least, such a campaign could wear down the resolve of the pro-Western countries in the region to continue to support a U.S. military presence in Saudi Ara-

bia and trade sanctions against Iraq.

A chain of terrorist attacks in Europe and the Middle East would certainly be grist for Saddam Hussein's propaganda mill. In each case, he would deny any responsibility for or connection to the incident, even expressing surprise. But it is easy to imagine Iraqi officials smugly lauding such a "spontaneous outburst of anti-Western, anti-imperialist, anti-Zionist sentiment" against U.S. and Western interest by Iraq's Arab brethren scattered around the world.

In light of the past hesitancy of the United States to retaliate against state sponsors of international terrorism without incontrovertible evidence directly linking them to an attack, this ruse could conceivably enable Iraq to escape retribution.

*The writer is a staff member in the Rand Corporation's International Security and Defense Policy Research Program. He contributed this comment to the Los Angeles Times.*

# Israel Says Iraq Gets Arms Aid From Jordan and Food From Yemen

By Jackson Diehl

Washington Post Service

**JERUSALEM** — Israeli officials say their intelligence reports indicate that Jordan is continuing programs of military cooperation with Iraq, while Yemen has been airlifting food and other supplies to Baghdad.

Among other assistance, the Israelis charge, Jordanian technicians have been instructing the Iraqis on how to operate four batteries of U.S.-made Hawk anti-aircraft missiles that Iraq captured from Kuwait. Thanks to the Jordanian help, Iraq may be able to turn the missiles against U.S. aircraft in the event of war in the Gulf, the Israelis say.

Israeli sources also say that the Jordanian Air Force has been carrying out daily reconnaissance missions along Jordan's borders with Saudi Arabia and Israel and forwarding intelligence to Iraq. Such reconnaissance is useful to Baghdad because Iraq lacks the sophisticated satellite and electronic intelligence-gathering resources of the United States.

Israeli intelligence believes that Yemen is smuggling supplies to Iraq by air, including food. But officials said there was no evidence to support reports in the

Arab world that Iraq had deployed troops or missiles in Yemen or in Sudan, another Arab state that is supportive of Baghdad.

The latest Israeli reports on Jordan, delivered in briefings for journalists, continue what has been a concerted campaign here to prevent the neighboring Arab kingdom from tilting too far toward Iraq in the Gulf crisis.

Israeli officials have warned publicly that Israel will take military action if any Iraqi troops move into Jordan, while at the same time offering assurances that Israel does not intend to attack Jordan and wants King Hussein to remain in power.

In private, Israeli government and military authorities have been sharply critical of King Hussein, charging that he is not capable of acting independently of Saddam Hussein, the Iraqi leader, and is in danger of losing control of his country.

The Israelis have been particularly irritated by the king's military preparations, which in addition to the cooperation with Iraq include placing his army on alert and deploying anti-aircraft weapons in the mountains overlooking the border with Israel.

In an interview Sunday on the Arab-language news program of Israeli television, Prime Minister Yitzhak Shamir delivered the strongest public warning to King Hussein by his government to date.

He said that the Jordanian monarch's position "is contrary to Israel's interests; threatens Israel's security and does not help the king's survival."

The Israeli account of Jordan's military cooperation with Iraq could not be independently confirmed.

The Jordanian and Iraqi air forces have worked closely together, and last year the Jordanians allowed Iraqi planes to conduct reconnaissance flights along the border between Jordan and Israel.

The two countries also had announced that they were forming a joint air squadron, but detailed arrangements were never made public.

Officials said the latest Israeli intelligence assessments conclude that there has been no weakening in Iraq's military position or supplies as a result of the trade boycott.

Some Israeli experts believe that Mr. Hussein may have anticipated an interruption of military supplies and stockpiled sufficient matériel to keep his army functioning despite the blockade.



# Hussein launches a compromise plan backed by Palestinians

Simultaneous withdrawal of Iraqi and foreign troops, an Arab peacekeeping force in Kuwait and an election in Kuwait are elements in the proposal, writes Richard Dowden

KING HUSSEIN of Jordan is proposing a compromise in the Gulf crisis which would secure Iraqi military withdrawal from Kuwait but maintain some Iraqi influence there.

The King met Tunisian leaders yesterday to try to sell the proposal at the outset of a whistle-stop tour of Maghreb countries that will see him moving on to Algiers today. He is to bring the package to Europe at the weekend. It is backed by the Palestine Liberation Organisation, the only member of the Arab League to back Iraq's seizure of Kuwait without reservation, and may also have the tacit agreement of Baghdad.

The main ingredients of the new proposal are that: There should be simultaneous withdrawal of Iraqi troops from Kuwait and foreign forces from Saudi Arabia. Iraqi forces in Kuwait should be replaced by an Arab peacekeeping force. Within six months of the withdrawal there should be a referendum or election in Kuwait to choose a new government and a new parliament. The new government of Kuwait should sign an agreement giving Iraq certain rights over Kuwait which otherwise would be autonomous. There should be a regional non-aggression pact.

As it stands, the plan does not match the demands of the rest of the world — that Iraq withdraw unconditionally from Kuwait and restore the *status quo ante* before there can be negotiations. However, Arab governments are torn between their commitment to getting Iraq out of Kuwait and their dislike of seeing non-Arab forces in Arab countries. If the plan gathers sufficient momentum it could create diplomatic dis-

comfort for the Western presence in the Gulf.

Twelve of the 20 members of the Arab League voted on 10 August to condemn the Iraqi invasion of Kuwait and send troops to the defence of Saudi Arabia. A meeting planned to follow up that decision will take place on Friday in Cairo but Iraq has condemned it as illegal and objected to the planned return of the Arab League headquarters to Cairo. Iraq, along with the Palestine Liberation Organisation, Algeria, Tunisia, Sudan, Yemen, Mauritania, Libya and Jordan, may not attend it.

Arab League members committed to the Cairo meeting are: Egypt, Syria, Saudi Arabia, Kuwait, the United Arab Emirates, Bahrain, Oman, Qatar, Lebanon, Somalia and Djibouti.

Arab diplomats and ministers have scurried to and from each other's capitals in the past weeks but the prospect of their deeply desired "Arab solution" does not appear any closer despite the efforts of King Hussein. So far his proposals seem only to have the support of Yasser Arafat, the PLO leader, and General Omar Hassan Ahmad al-Bashir, the Sudanese dictator.

King Hussein will get a mixed reception in north African capitals. Morocco has actually sent troops to the Gulf but is vulnerable to Iraq's friendship with its southern neighbour, Mauritania, which could reopen Baghdad's support for the Polisario, the movement fighting Moroccan forces for possession of Western Sahara.

Tunisia is trying to stay out of the conflict. It sent no representative to the Arab League meeting on 10 August. The Algerian government, under pressure from Muslim fundamentalism,

condemned the invasion of Kuwait but also condemns the presence of foreign forces in Saudi Arabia and the UN sanctions against Iraq. It abstained at the Arab League meeting. If there is military confrontation between Arabs and foreign forces in the Gulf, Tunisia and Algeria would find it impossible not to side against foreigners.

Libya has expressed rhetorical support for Saddam Hussein and would probably accept the Jordanian plan but Colonel Gaddafi is unwilling to damage his newly mended fences with Egypt and is keeping an abnormally low profile, perhaps glad to see someone else take the heat of American anger for once.

The PLO leader, Yasser Arafat, appears to be trying to sell proposals the same or similar to Jordan's. After a meeting with Saddam Hussein in Baghdad on Monday he has gone to Yemen, where there is disagreement in the recently unified two Yemens over Iraq. It is unclear which view will prevail but a recent official comment broadcast by radio spoke of the main threat to the region being the buildup of US and Nato forces and the "escalation of psychological and propaganda warfare against Iraq and the Arab nation with the objective of pushing our region to the brink of military confrontation".

Another senior PLO representative has gone to Tehran in the hope of selling the plan to Iran.

"These PLO steps fall within the framework of efforts deployed by King Hussein of Jordan, Libyan leader Colonel Muammar Gaddafi and the head of the military junta in Sudan, General Omar al-Bashir, to contain and defuse the crisis in the region," a PLO spokesman said.

Wednesday 29 August 1990

---



---

# THE INDEPENDENT

---



---

40 CITY ROAD, LONDON EC1Y 2DB (telephone 071-253-1222; general fax 071-956-1435)

## No fig leaf for Saddam

SADDAM HUSSEIN should not be granted a fig leaf. The decorous advice that he ought to be given one has been advanced by *The New York Times*, which agrees that Iraq must be required to withdraw entirely from Kuwait, but adds that "its territorial claims could be adjudicated by the World Court". This suggestion stems from a failure to understand the strategic logic of the situation. The purpose of making President Saddam withdraw from Kuwait is to show that he has lost. The aggressor must be seen to have failed. Talk of fig leaves detracts from this purpose, and promotes the delusion that if only a few concessions are made to him, he will become reasonable.

The crisis has now entered a period when the possibilities for peace are being re-examined, after which it is all too likely that a war will have to be fought. President Saddam as yet shows no sign of disgorging his conquest. Yesterday he announced, instead, that Kuwait has become the 19th province of Iraq, a move which will gladden the hearts of Iraqi sign-painters, but which makes it harder than ever for him to back down. He appears, however, quite anxious to avoid any actual fighting, which could ignite a full-scale war. On both land and sea, the Iraqis seem to be behaving in such a way as to prevent armed confrontation. President Saddam is unpredictable: he might attack at any moment, or hostilities might break out accidentally, as a result of local friction. It seems more likely, however, that he will play the diplomatic game for all it is worth during this "phoney war" period, and hope to divide his opponents from each other.

That is why the allies need to remain so clear about their aims. The first of these, the defence of Saudi Arabia and the other Gulf states, has been successfully accomplished. The second, President Saddam's withdrawal from Kuwait, is still to be achieved, but strong economic pressure is being applied

and the United States' military deployment daily becomes more formidable. Meanwhile the watching world's opinion of events has swung from expectation of imminent war to renewed hopes of peace. Both reactions are excessive. In its essentials, the situation remains unchanged. President Saddam is isolated and unless the alliance facing him makes unnecessary mistakes, will stay so.

But though restoration of the *status quo ante* is the correct demand for the allies to remain united around, the situation is a little more complicated than that. The aim is attainable so far as throwing the Iraqis out of Kuwait is concerned, but is it feasible for President Saddam to return to the situation existing before he invaded Kuwait? That is a conundrum to which he himself may not know the answer (though since, after the invasion, he surrendered the paltry gains Iraq had made from eight years of war with Iraq, that is one respect in which he cannot restore the previous state of affairs). But what of his own future? Is his system of repression so effective that he could terrorise the Iraqis into continued subservience, or would retreat entail his own downfall?

The allies would be delighted to see him toppled, but would lose some of their unanimity if they made it one of their declared aims. It might happen as a beneficial side-effect, just as the Argentine junta fell after losing the Falklands War. On that occasion, General Galtieri was succeeded by a far more sympathetic and democratic leader, but to plan these things is more or less impossible. Even the keenest hawks in the Pentagon presumably do not envisage occupying Baghdad. They simply wish, quite rightly, to destroy Iraq's ability to terrorise its neighbours. To achieve that, the best strategy is to insist absolutely on President Saddam's withdrawal from Kuwait; to offer him no fig leaves; if need be, to fight him; and to leave the rest to his own people.

30 août 1990

# LA CROIX

## La morale peut être payante!

**L**orsque, une fois de plus, les Kurdes se sont fait massacrer, mais cette fois par le régime irakien, ceux qui dirigent et représentent la France ont très mollement protesté et n'ont eu recours à aucune sanction ni même à une menace de sanctions, alors que bien des vies humaines eussent pu être encore sauvées, bien d'atrocités souffrances évitées. Au nom du réalisme, il ne fallait pas offenser un excellent client de nos usines d'armements perfectionnées.

Les résultats de ce beau réalisme sont aujourd'hui patents. D'une part, nos armes - prêtes à détruire maintenant les unités occidentales - n'ont pas été payées, sauf indirectement par le contribuable français. D'autre part et surtout, l'Irak peut menacer tout le monde de recourir aux armes chimiques, si efficacement expérimentées contre les Kurdes. N'eût-il pas mieux valu ne pas abandonner les victimes à leur sort, en imitant l'abandon des juifs, si amèrement reproché en d'autres temps à Roosevelt et à beaucoup d'autres hommes d'Etat?

Depuis la fin de la guerre, il y a eu au moins deux précédents de la supériorité de la morale dans l'ordre de l'efficacité, face aux échecs du « réa-



PAR ALFRED GROSSER

lisme » des cyniques. Le premier concernait l'Allemagne, le second l'Algérie.

En 1945, la politique française a eu pour priorité non pas d'ouvrir un avenir démocratique aux Allemands, mais d'exclure de la vie internationale les habitants d'une Allemagne à morceler. Les hommes et les femmes qui, sortant de la clandestinité ou des camps, ont créé, au nom même des idéaux de la Résistance, les premiers contacts franco-allemands et se sont sentis responsables solidaires de l'avenir allemand ont été considérés comme des niais. Si, aujourd'hui, l'unification de l'Allemagne se fait au sein d'une démocratie pluraliste et libérale, si le chauvinisme en est absent, c'est en partie parce que la politique de la France, grâce à Robert Schuman en 1950, grâce au ralliement du général de Gaulle en 1958, a rejoint l'inspiration des initiateurs et a définitive-

ment rompu avec la néfaste attitude de 1919 : il fallait alors excommunier l'Allemagne même démocratique parce qu'allemande; le résultat avait été qu'on allait accorder à Hitler ce qu'on avait refusé à la démocratie de Weimar, quitte à ébranler celle-ci par ces refus.

En Algérie, au lendemain de la terrible répression de mai 1945 effectuée dans la région de Sétif, il ne fallait pas, au nom du réalisme de la domination à assurer, écouter Albert Camus qui proclamait : « Rien ne sera sauvé en Algérie sans la justice. » Et, en 1948, le réalisme commandait de truquer les élections organisées selon le statut un peu libéral difficilement adopté par notre Assemblée nationale. Oui, le trucage éhonté a donné une victoire complète aux candidats officiels, mais il a aussi rendu inévitable l'explosion - qui est venue en 1954 - puisque la

violence devenait la seule possibilité d'une volonté politique d'autonomie algérienne. Une autonomie qui n'impliquait pas initialement l'indépendance ni le départ de la minorité non musulmane cumulant auparavant, contrairement à la morale égalitaire, le pouvoir économique, le pouvoir social et le pouvoir politique. Et, la guerre venue, que d'ironie à l'égard des « belles âmes » qui continuaient à parler morale, alors que la victoire était au bout de nos fusils - ou des actions fort immorales commises au nom de la France! Des actions pour lesquelles il faudra attendre 1966 et, surtout, 1975 pour qu'il soit clairement établi que soldats et officiers devaient désormais refuser d'obéir si on leur en ordonnait de ce type.

Eh oui! morale et efficacité ne sont pas nécessairement contradictoires! Cela n'implique pas que la recherche cohérente de la Justice ne comporte pas un coût. Mais que les exemples de la politique allemande, de la politique algérienne, de la politique envers l'Irak nous encouragent à ne pas nous laisser impressionner par les dirigeants et les « experts » qui nous traitent de doux rêveurs et prétendent que la politique extérieure ne doit être conduite qu'en mettant de côté les préoccupations morales!

Thursday 30 August 1990



THE INDEPENDENT

# Time for Britain to repay its debt to the Kurdish people

IN ORDER to justify his brutal annexation of Kuwait, President Saddam Hussein and his supporters frequently put forward the argument of this territory's "historic attachment" to the Iraqi province of Basra. In his recent open letter to President George Bush, the master of Baghdad even goes so far as to claim that "Iraq has for thousands of years stretched from the town of Zakho (in the far north of Iraqi Kurdistan) to the city of Kuwait".

The West, in its response to the Iraqi aggression, has invoked the defence of law. From their point of view, the Westerners obviously mean respect for the sovereignty of states and of internationally recognised frontiers. They seem very concerned that the friendly Kuwaiti sheikhs should return to their palaces and are little concerned — or not concerned at all — about the fate of some four million Iraqi Kurds martyred in 22 years of ferocious Iraqi dictatorship.

The mounting clamour of arms in the region should not allow the justice of this argument to be overlooked, above all in Britain. A trial of strength may bring about the restoration of Kuwait's independence and may even bring about the collapse of the Iraqi regime; but problems inherited from the colonial carving up of the Middle East in the 1920s will continue to present themselves and poison the life of the region.

Why not take the opportunity of this major crisis to set out all the problems, to try to reconcile justice with history, to examine in detail all outstanding questions, including those involving borders? At the very moment of German unification and of the rethinking of frontiers in that former monument to immobility — the Soviet Union — by what holy writ are the frontiers inherited from European colonialism considered inviolate? Does the fact that the *status quo* largely serves the interest of the countries of the north amount to sufficient moral justification?

Let us agree at the outset that when President Saddam asserts that Kuwait is an "artificial creation of colonialism", he is not totally wrong. He should, how-

## Kendal Nezan argues that Iraq's condemnation of the evils of imposed colonial borders in the Middle East has particular relevance to the Kurds

ever, recognise that the Iraqi state itself is a pure invention of the British.

It was to preserve the oil and commercial interests that London decided, in November 1920, to create this state by forcibly annexing the Kurdish province of Mosul to the Arab governorates of Baghdad and Basra. In August 1921, Sir Percy Cox, the British High Commissioner to Mesopotamia, enthroned the Emir Faisal, son of the Sharif of Mecca, as King of Iraq and deported to India the Kurdish independence leader, Sheikh Mahmoud. Supported by the Kurdish people, Mahmoud had rejected both Arab and British domination and had proclaimed himself King of Kurdistan.

In his book, *Mesopotamia 1917-1920*, Sir Arnold Wilson, then the chief British official in Baghdad and the true architect of the Iraqi state, himself recognised that the Kurds did not wish to return to Turkish rule or to be placed under the control of the Iraqi government. He acknowledged that in southern Kurdistan four out of five people favoured Sheikh Mahmoud's plan to create an independent Kurdish state.

For its part, an international commission of inquiry dispatched by the Council of the League of Nations reached a similar conclusion after a two-month stay in the Mosul governorate, claimed at that time by both the Turks and the British. "If a conclusion were to be drawn from the ethnic argument, it would lead to the conclusion that an independent Kurdish state should be formed, given that Kurds constitute seven-eighths of the population of the governorate," Sir Arnold wrote.

However, on the grounds that Iraq was not economically viable without the petroleum and agricultural riches of Kurdistan, Britain managed to gain the League's endorsement for its annexation of Kurdish territory. In the end it recognised the Kurds' right to enjoy self-administration and their own institutions, prom-

ises which were even less honoured after the British mandate ended in June 1930 and the Kingdom of Iraq felt itself in no way tied by the obligations of the former mandatory power. These, then, are the facts of history.

Contrary to President Saddam's cool assertion that the town of Zakho and the surrounding territories of Iraqi Kurdistan have been part of Iraq for thousands of years, this has in fact only been the case since December, 1925. Until the discovery of oil in southern Iraq in 1969, the oil and agricultural riches of Kurdistan provided most of the resources of the Iraqi state. But far from receiving an equitable share of their country's riches, the Kurds of Iraq suffered under successive regimes, the worst of these being that of President Saddam, the instigator of the worst massacre and destruction the Middle East has seen since the Mongol invasions of the thirteenth century.

Let us by all means recognise the argument of the present master of Baghdad that the colonial share-out of the region was particularly cynical and unjust. But let us also recognise all the consequences. Let Iraq organise, under UN auspices, the holding of two referenda on self-determination — one in Kuwait, the other in Iraqi Kurdistan. I do not know whether the Kuwaitis are content with the rule of the al-Sabahs or whether they will opt for incorporation into Iraq. But I am certain that practically all the four million Kurds currently living under Baghdad's yoke will opt for independence of their country — a country which has suffered widespread devastation but which, given its considerable oil and water resources, would soon be able to rebuild itself and become prosperous.

The Kurds, who for decades have struggled courageously to regain their liberty, would at last have a country of their own. The Western powers and the Soviet Union which, by their connivance, their silence and their man-

ifold support, particularly in military form, to the oppressors of the Kurds, would thus find a way to pay off their moral debt towards a martyred people.

Arabs who justly demand a homeland for the Palestinians and who glorify in the brotherhood of Islam and denounce the consequences of Western colonialism would also have an excellent opportunity to prove that their rhetoric is both coherent and credible. Then it would be up to them to sort out their inter-Arab frontiers. And if all this should be carried out without violence or brutality and in a democratic and civilised way, then no outsider should take it upon himself to get involved. Is not the right to determine one's fate and to live freely in one's own land at the root of international law?

I already hear the cries of the forces of order (oil) and the defenders of dogma (those who argue the inviolability of colonially imposed borders). Britain and France in their infinite wisdom have already decided what is best for backward peoples and that if you touch a single frontier you will be putting your finger in the spokes and destabilising the whole region and hence the Apocalypse. There is certainly something in this argument. It is wise to act cautiously in any changes to the *status quo*. But should we not have the courage to look again at those borders which have proved to be particularly ill-adapted or harmful to the peoples concerned?

As a great nation, the United Kingdom should have the courage and nobility to demand forgiveness from the Kurdish people for the outrages it has undergone for the past 65 years as a result of a disastrous decision by the British Empire. As Britain is at the root of our sorrows, it should take the initiative in reconciling justice with history by proposing to its European Community partners, to its American allies and to the wider international community that they should consult on the fate of the Kurdish people of Iraq and, when the time comes, to allow it freely to decide its destiny.

■ *Kendal Nezan is chairman of the Kurdish Institute in Paris.*

THE INDEPENDENT, August 30, 1990

UN peace mission gets under way but Saddam tightens grip on Kuwait

# US and Iraq look for ways to avoid war

CLEAR SIGNS emerged yesterday of a willingness on the part of both Iraq and the US to begin searching for a way out of war in the Gulf, as Washington responded encouragingly to Iraqi signals on the eve of a meeting between Iraq's Foreign Minister and the UN Secretary-General in Amman today, the first top-level attempt to find a solution to the crisis.

Meanwhile, aircraft stood ready to fly home some 3,000 wives and children of Westerners trapped in Iraq and Kuwait last night, after President Saddam Hussein said they could go.

As Javier Perez de Cuellar, UN Secretary-General, prepared to leave New York, President Saddam appeared to be beginning to twist and turn in a search for a negotiated solution. In Washington, the Iraqi ambassador offered to release Western men, as well as women and children, if the US promised not to attack Iraq.

The seriousness of the offer was unclear but the State Department answered by first repeating its rejection of any conditions being attached to the release of hostages, but then, in the same breath, added that the US President had made it clear since the crisis began that "US forces are being sent to the region to deter further Iraqi aggression, and to defend themselves if attacked".

The plain diplomatic message was that the US was not fielding forces in Saudi Arabia as the prelude to an attack on Iraq.

A reliable report emerged in Washington yesterday saying that Iraq had recently contacted the US with the offer of a conditional

From Colin Hughes in Washington, Leonard Doyle in New York and Richard Dowden in London

withdrawal from Kuwait. The report said Iraq offered to withdraw and release all hostages, if UN sanctions were lifted, Iraqi access to the Gulf via two Kuwait islands was guaranteed, and the Kuwaiti portion of the Rumaila oilfield was ceded to Iraq.

This may be the sort of offer which will be presented to Mr Perez de Cuellar when he meets Tariq Aziz, the Iraqi Foreign Minister, in Amman today. Although the UN Secretary-General has his hands tied by Security Council resolutions, his strategy, senior UN sources say, will be to win a commitment from Iraq to settle its argument with Kuwait through a

regional agreement as called for in the UN peace plan which ended the Iran-Iraq war.

"The Secretary-General may try to widen the lens by including talks on the comprehensive settlement of the Iran-Iraq war with broader negotiations to include Kuwait," a diplomat said. "This would give Saddam Hussein the cover he needs to withdraw with honour."

While these attempts to cool the situation took place internationally, President Saddam tightened his grip on Kuwait itself. Before he left New York Mr Perez de Cuellar was told by the Kuwait Ambassador to the UN that Iraq was moving to erase his people's national identity and playing for time while it tightened its grip on the country.

According to Mohammad Abulhassan, the Kuwaiti delegate, Iraqi occupation forces were burning documents in key government ministries and obliterating civil records identifying Kuwaiti nationals. At the same time upwards of 150,000 civilians from southern Iraq have been moved to Kuwait as part of President Saddam's grand strategy to merge the country with Iraq.

The UN Secretary-General, however, goes with the good wishes of President George Bush, but Western diplomats were holding out little hope of success for his mission. The President yesterday emphasised, as did Margaret Thatcher and Douglas Hurd the

Foreign Secretary, that there should be no mediation outside the strict framework of the UN resolution.

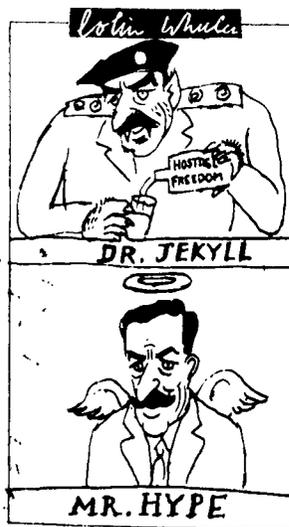
Speaking in Helsinki, Mrs Thatcher said sanctions must be given time to work. In London, Mr Hurd said that the world should be "ruthless" in imposing sanctions, as he announced that he starts a visit to the Gulf on Friday aimed at bolstering Arab resolve.

Western diplomats also urgently sought clarification of the promise President Saddam made on Tuesday that Western and Japanese women and children should be allowed to leave Iraq. While families faced the mixed joy of getting out of Iraq but leaving husbands and fathers alone and in some danger, British Airways and Virgin Atlantic last night had aircraft ready to go to Iraq.

However, the Foreign Office said it wanted assurances that they could fly in and out of the Gulf so that the aircrews would not be in danger of becoming hostages themselves.

Mr Hurd emphasised President Saddam's offer was a deliberate ploy to divert attention from Kuwait, as part of a new "cat and mouse game - now a little mercy, now some more ruthlessness".

There are logistical problems in assembling the women and children. Those in Kuwait may be on the run, changing house nightly, to avoid arrest. The fear is that if some come forward the men will be rounded up after their families leave.



LE MONDE 31. 08. 1990

## La Maison Blanche a récemment rejeté une proposition irakienne de règlement

Tandis que le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, entame, jeudi 30 août, des négociations difficiles avec M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie de Bagdad, la Maison Blanche a fait savoir qu'elle avait récemment rejeté une « proposition » irakienne visant à régler la crise du Golfe. Cette proposition lui avait été transmise par un ancien responsable américain.

Selon le quotidien new-yorkais *New York Times*, la proposition émanant de Bagdad aurait été transmise jeudi dernier au conseiller de M. Bush pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft. L'Irak aurait proposé de se retirer du Koweït et de laisser partir tous les étrangers en échange d'une levée des sanctions de l'ONU, d'un accès irakien au Golfe et du contrôle du champ pétrolier de Roumailah (près de la frontière irako-koweïtienne).

La Maison Blanche a confirmé que M. Scowcroft avait « récemment » rencontré « un responsable d'une précédente administration » qui a « transmis des idées concernant la situation dans le Golfe ». La présidence américaine a refusé de dire si ces « idées » émanaient de l'Irak et ce qu'elles contenaient. « Il n'y avait rien dans cette proposition particulière qui méritait qu'on la poursuive », a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, dans un communiqué. Il a souligné que l'administration américaine avait « reçu de nombreuses propositions de ce genre et de la part de différentes personnes, comme c'est le cas habituellement lors d'une crise ». M. Popadiuk a d'autre part souligné que le gouvernement américain n'avait aucun « intermédiaire » pour ses contacts avec l'Irak, et disposait d'un chargé d'affaires à Bagdad disponible pour toute discussion.

### Le plan de règlement de M. Arafat

A Amman, le prince Hassan de Jordanie a laissé entendre, dans une interview publiée mercredi par le journal espagnol *El País*, que le président Saddam Hussein envisage au moins un retrait partiel du Koweït. « Alors que certains exigent un retrait inconditionnel du Koweït et qu'il soit mis fin à l'utilisation des étrangers comme des boucliers, le président Saddam Hussein veut des garanties de non-agression pendant la période de retrait. J'estime cela raisonnable », déclare le prince héritier. Reste à savoir, ajoute-t-il, jusqu'où l'Irak se retirera : « Le problème entre l'Irak et le Koweït date du début du siècle. Bagdad a reconnu le Koweït en 1961, mais n'est jamais parvenu à un accord frontalier. Quand nous parlons d'un retrait irakien, nous devons demander jusqu'où. »

Par ailleurs, de hauts responsables militaires arabes d'Amman croient savoir que le président Saddam Hussein devrait prochainement accorder l'autonomie à un Koweït fédéré à l'Irak afin de faire baisser la tension dans la région du Golfe et d'obtenir le retrait des forces américaines. De même source, on indique que cette idée pourrait être suggérée au secrétaire général de l'ONU. Aux termes d'un plan en cours d'examen, selon ces hauts responsables, qui ont requis l'anonymat, le Koweït pourrait « bénéficier » d'un statut d'autonomie comparable à celui du Kurdistan irakien.

Le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, ne semble pas avoir convaincu le premier ministre français, M. Michel Rocard, à qui il a présenté, mercredi après-midi 29 août à Paris, son plan de règlement de la crise du Golfe.

« Pour la France, seule la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité est de nature à permettre une solution et notam-

ment la libération immédiate et inconditionnelle de tous les ressortissants étrangers et l'évacuation du Koweït par l'Irak », déclare M. Rocard dans un communiqué publié à l'issue de son entretien de plus de quatre-vingt-dix minutes avec M. Arafat. Celui-ci, qui a été reçu à sa demande, « a exposé les circonstances qui permettraient à ses yeux de dénouer la crise », précise le communiqué.

### M. Kissinger redoute l'enlèvement

Le chef de l'OLP, coiffé de son traditionnel keffieh, a fait une très brève déclaration aux nombreux journalistes massés au pied du perron de l'hôtel Matignon. « Nous essayons de trouver une solution loin des tambours de la guerre », a-t-il dit. « Si les bonnes volontés existent pour une solution politique, il y a une solution politique », a-t-il ajouté. Le plan en cinq points de M. Arafat prévoit notamment le remplacement de toutes les forces étrangères envoyées dans la région du Golfe par une force des Nations unies, la levée de toutes les sanctions décidées contre l'Irak et leur application à tout autre Etat qui refuse de se retirer de territoires qu'il occupe.

A Londres, le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, a reproché jeudi à la plupart des alliés ouest-européens de n'avoir apporté qu'un soutien « minimum » aux Etats-Unis dans la crise du Golfe. Elle a fait valoir que Washington ne pourrait assumer indéfiniment le rôle de « gendarme du monde ». M. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain, a pour sa part exhorté les pays occidentaux à faire « tout ce qu'ils estiment nécessaire » dans la crise du Golfe, sans tenir compte des Occidentaux pris en otages par l'Irak. « Tout ce que [les puissances occidentales] estiment nécessaire doit être fait comme s'il n'y avait pas d'otages. Si elles capitulent, aucun ressortissant occidental ne sera alors à l'abri dans le monde. » M. Kissinger a dit redouter l'enlèvement, pressant les puissances occidentales à ne pas laisser la crise « traîner pendant des mois, car le temps jouera alors en faveur de Saddam Hussein ». — (AFP, Reuter, AP.)

THE CRISTIAN SCIENCE MONITOR, Thursday, August 30, 1990

# Turkey Struggles With Kurdish Uprising



**POINTS  
OF THE  
COMPASS**

By **Aliza Marcus**

Special to The Christian Science Monitor

SIIRT, TURKEY

**T**HE first time Abdulharim Ozonal was forced out of his village, soldiers gave the 80 families there the choice of either forming a militia to fight separatist Kurdish guerrillas or leaving.

Now, three years later, after settling in another village in southeastern Turkey, Mr. Ozonal, a Kurd, thinks he will soon have to move again.

"Last year I was beaten and detained for 50 days because I wouldn't take a gun from the government," he says. "Nobody in my village wants to fight, so almost every day now when we wake up we see soldiers surrounding our homes and threatening us. But this time, where can I go? I can't afford to lose everything twice."

Across southeastern Turkey, where the Kurdish Workers' Party (PKK) is waging an armed struggle for an independent Kurdish state, security forces have evacuated hun-

dreds of villages on grounds that people cannot be protected from PKK attacks.

But displaced villagers say the villages evacuated — often with only 24 hours' notice and after weeks of harassment — are those that refuse to set up a militia. They say this is their punishment. According to local human rights officials, more than

SIPA-PRESS



**KURDISH REFUGEES IN TURKEY:** Even as the Turkish Army battled with Kurdish separatists, Iraqi Kurds fled to Turkey in 1988 after President Saddam Hussein attacked Kurdish villagers with chemical weapons. The Iraqi leader accused the villagers of collaborating with Iran during the Iran-Iraq war.

30,000 people were moved in 1989.

"Every year it gets worse for us," says a man from a village near Siirt, where much of this year's fighting is centered. "But this war won't be finished until we get our rights, which means a Kurdish state. I may not be fighting with [the PKK], but I love them and am one of them."

As the war between the PKK and the Turkish Army enters its sixth year with no signs of lessening, government attempts to break local support for the guerrillas seem to be failing. More and more people are willing to speak up for an independent Kurdistan, say local lawyers and human rights activists.

Although the PKK's base of support has historically been limited to the tiny villages dotting the mountainous southeast, observers say it has now spread into the cities, where people are weary of poverty, harassment, and official policies denying the existence of 10 million Kurds among Turkey's 55 million people.

"Even if security forces would clear away every village, the PKK would just come into cities like Siirt for food, which they do already," says Zubeyir Aydar, a lawyer from Siirt. "People are no longer afraid of the security forces, because they have been harassed and detained and tortured so much that they cease to be scared." Mr. Aydar was sent into internal exile last fall for three months after he investigated allegations of torture of civilians by security forces.

Kurds took to the streets this spring to protest government policies that deny their existence and alleged abuses of civilians by security forces. The demonstrations, which spread to almost all major cities in the southeast, were put down after two weeks, but not before being labeled the "Kurdish *intifadah* [uprising]."

In response, the Turkish government issued a decree in April granting the regional governor wide-ranging powers to exile people, transfer "harmful" state employees, evacuate villages without prior notice, and censor press coverage of the

southeast anywhere in Turkey.

"If the aim of the decree was to stop people from supporting the guerrillas and break democratic resistance, then the opposite has happened, and the Kurdish national movement has strengthened," says Mehmet Gultehin, deputy editor of the political magazine "2000'e dogru" (Toward the Year 2000), which was permanently closed in June under the decree.

"I can't estimate the number of people in the southeast who support the PKK," says Ilyas Erdem, a spokesman for the regional governor. "But these people are being forced to help them, because the PKK comes at them with guns and if they don't help, their lives are in danger."

**F**IGHTING between the PKK, which has an estimated 8,000 guerrillas, and the Turkish Army has escalated this year, with clashes reported daily. In Siirt, helicopters buzz overhead during the day while at night security forces patrol the streets.

Although the PKK is vastly outnumbered - the Turkish Army has about 100,000 troops based in this region, backed up by 24,000 paid civilian militia guards - it does not seem to be losing ground. Local Kurds and a few Turkish observers say most of the local population supports the guerrillas by giving them food, clothing, and money.

More than 2,500 people have died since the PKK first began fighting in 1984. At least one-third of these were villagers. International human rights groups, such as Helsinki Watch, say the PKK continues to kill civilians. But many local residents insist the guerrillas have changed their tactics and that the villagers targeted are government militiamen.

"They tell us we must take arms or else the PKK will attack us, but the PKK comes and talks to us," says one villager from near Siirt. "It's the government, the state, the soldiers, we're afraid of because they don't talk - they kill."

Turkish officials have tried to restrict

journalists' access to this region. This reporter was followed and photographed throughout a three-day visit.

Criticism of Turkish government policies toward the Kurds is now coming from the opposition Social Democratic Populist Party (SHP). The SHP issued a report in mid-July referring to government mistreatment of the local population in the southeast. It called for abolition of the village militia system and lifting of the ban on the Kurdish language.

But Kurdish and some Turkish observers question whether the SHP, in the unlikely chance it came to power, would actually institute these measures. Not only would it face opposition from the military, they say, but the SHP's treatment of its Kurdish deputies has lost the party much support and trust among Kurds. Last fall, the SHP expelled seven deputies who attended a Kurdish conference in Paris.

The recognition of Kurds "is a very sensitive issue, and everyone should be careful about it," Turkish President Turgut Ozal told a press conference last month. "To see the Kurds as a separate people would be against their interests. But in no way are we discriminating against the Kurds." Mr. Ozal said he supported repealing the 1982 law banning use of the Kurdish language, but that he was against the use of Kurdish in schools.

In any case, Kurdish villagers say, it is too late to wipe out the problem solely by legalizing the Kurdish language. They say that, short of some form of autonomy, the fighting will continue.

The PKK's leader, Abdullah Ocalan, was reported in the Turkish press a few months ago to be willing to negotiate a truce with the government.

But a few days later the government issued its decree restricting coverage of the Kurdish issue and all discussion of this topic ceased in the press. And a few weeks ago, Turkish prime minister Yildirim Akbulut said there were no Kurds in Turkey, and that everyone living "on this soil is obliged to be a Turk."

## Kurds in Several Lands Wage Long Struggle for Self-Determination

**T**HE world's estimated 20 million Kurds live mostly in Turkey, Iran, and Iraq, but a relatively small number live in Syria and the Soviet Union. They claim to be descended from the ancient Medes, and their language is of Indo-European lineage, related to Farsi, or Persian. The Kurds converted to Islam in the 7th century.

Kurds in various lands have waged unsuccessful struggles for independence during most of this century. Following World War I, Allied forces and a defeated Turkey drew up the Treaty of Sèvres, which recognized the right of the Kurds to create their own state.

But this treaty was never ratified. It was superseded by the Treaty of Lausanne, which was signed by Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the modern Turkish republic, and the Allies. This treaty did not acknowledge the Kurds, and carved up the territory claimed by them, with the largest portion going to Turkey.

Immediately after World War II, Iranian Kurds set up a "Republic of Mahabad" with Soviet support, but it lasted only one year. In Iraq, Kurdish peshmergas (freedom fighters) have battled the Iraqi Army for decades in

an attempt to win autonomy. Two years ago, President Saddam Hussein's Army attacked Iraqi Kurdish civilians with chemical weapons, killing thousands and sending more than 100,000 fleeing across the Turkish border. About 30,000 are still in refugee camps in Turkey.

Peshmerga leaders in Turkey say reports they receive from both Iraq and Iran — where some of the refugees have since gone — indicate that the situation of the Kurds in both countries is one of continuing repression.

"Thirty million people have no land, no language, and if the Kurdish problem is not solved this area will never see peace," says Ekrem Mayi, a peshmerga leader who has spent the past two years in the Diyarbakir refugee camp in Turkey. "But the governments of the world have closed their eyes."

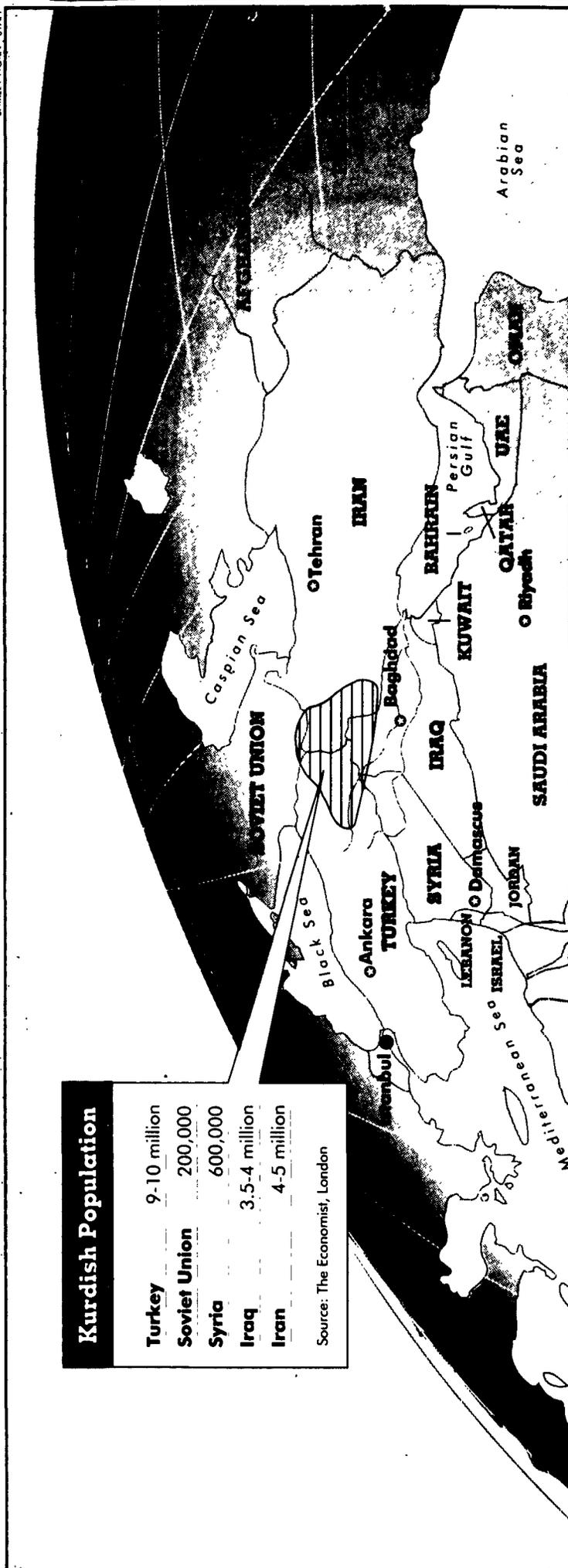
"Now, with the Iraqi invasion of Kuwait people understand what we suffered in Iraq," Mr. Mayi says. "What we want is for people of the world to make pressure on the governments of Turkey, Iraq, and Iran to find a solution for the Kurdish people and the Kurdish problem."

— A.M.

Kurdish Population	
Turkey	9-10 million
Soviet Union	200,000
Syria	600,000
Iraq	3.5-4 million
Iran	4-5 million

Source: The Economist, London

SHIRLEY MOON, STAFF



## Turkish Writer Defends Kurds

ISTANBUL

WHEN Ismail Besikci, a Turkish sociologist who recently had three books published about the Kurds, was led into the courtroom a few weeks ago, spectators gave him a standing ovation.

Mr. Besikci faces up to 45 years in prison if convicted on charges of "separatist propaganda" stemming from his latest writings. In them, he accuses the Turkish government of perpetuating a "cultural genocide" against its Kurdish population.

The government denies it discriminates against the Kurds. "The Kurds are not a [recognized] minority in Turkey," says a government spokeswoman who asked not to be identified. "The Kurds are Turkish nationals. . . . They sit in parliament and are not in any way differentiated from others. If you look at the Turkish Constitution, every citizen has the same rights."

Besikci's trial has become a focal point for opposition to Turkey's official policies banning the Kurdish language and all forms of Kurdish cultural expression. His monthly courtroom appearances have been met by jam-packed crowds.

"In Turkey, the most important official ideology is the anti-Kurdish one, and I'm being convicted for criticizing this and for criticizing Turkish writers who remain silent on this issue," Besikci said during his July 11 hearing.

Besikci is one of the few people in Turkey who dares to speak out against Turkey's Kurdish policies. As a result, he has spent 11 of the last 20 years in prison. Over the years, numerous people have offered to spirit him out of the country, but he has always refused, insisting he must remain in Turkey to continue his work as a sociologist.

About 20 percent of Turkey's 55 million people are Kurds. Of these, 6 million live in the economically depressed southeast, which has been battered by a six-year war waged by Kurdish separatists.

Over the past year, newspapers here had been giving increased coverage of the fighting in the southeast. They also published articles questioning the official policy that the

Kurds are not a separate national group.

But all this stopped following a government decree issued April 9 that gave the regional governor in charge of the 11 southeastern provinces the right to censor the press anywhere in Turkey if it publishes articles that "wrongly represent incidents in [this] region, disturb readers with distorted news stories or commentaries, [or] cause anxiety among people in the region."

In addition, penalties were increased for publications that insult the president, the government, state ministers, and judges.

Although the Constitutional Court is studying the decree - which was never voted on by the Grand National Assembly, Turkey's one-house parliament - President Turgut Ozal has insisted the decree cannot be constitutionally challenged.

"The decrees are there to protect our national integrity," the president told a press conference last month.

As a result of the press decree, local coverage of events in the southeast has completely ended, save for releases issued by the regional governor's office. Two political magazines in Istanbul were permanently closed for their coverage of Kurdish issues.

But as much as the government would like to stifle all discussion about the Kurds, Turkish lawyers involved in the case say, the issue has spread far beyond the borders of the southeast, as Besikci's case shows.

His books, each of which appeared for one day before being banned, sold about 500 copies apiece - a very respectable number in Turkey, where the average print run of a book last year was 4,000 copies.

"Ten years ago, there was only one Besikci, but now there are many, although none is as brave as he," says Serhat Bucak, one of 117 lawyers representing Besikci. Mr. Bucak is a Kurd who currently faces his own trial on charges of "separatist propaganda" for his work defending Besikci.

"But now, people are beginning to discuss the Kurds," Bucak asserts. "They admit there is a problem and now understand that until this problem is solved there will be no democracy in Turkey."

- A. M.

EL PAÍS, martes 14 de agosto de 1990

GUERRA EN EL GOLFO

# Una oportunidad para los kurdos

La zona fronteriza entre Irak y Turquía, 'campo de batalla' de una disputa nacionalista

LUIS MATÍAS LÓPEZ, Madrid  
 Dicen que el *uniforme kurdo* —faja, turbante, mostacho y enormes pantalones colgantes y abombados— se ha visto con frecuencia en Kuwait desde que el Ejército iraquí invadió y ocupó el rico emirato petrolero, en la madrugada del 2 de agosto. Sadam Husein admite la *singularidad* kurda e incluso ha concedido una teórica autonomía a la zona del Kurdistán bajo su control. Vana ilusión para un pueblo tan lejos de alcanzar su identidad nacional en Irak como en Turquía, donde ni siquiera se le reconoce el derecho a llamarse kurdo. Sin embargo, el nuevo conflicto en el Golfo abre nuevas perspectivas que tal vez los kurdos puedan aprovechar para intentar dejar de ser un pueblo sin tierra y sin Estado. Es difícil que lo consigan.

Farzad Bazoft, el periodista británico de origen iraní ahorrado el pasado marzo tras ser condenado por espionaje, era uno de los centenares de informadores —entre ellos un enviado especial de EL PAÍS— que Irak invitó el pasado mes de septiembre para contemplar sobre el terreno el "funcionamiento democrático" del modelo autonómico implantado en la tierra de los kurdos, al norte del país, en la zona fronteriza con Irán, Siria y Turquía.

Bazoft no pudo viajar a Arbil, capital de la región, que se erige sobre el asentamiento humano más antiguo de que se tiene noticia, porque días antes fue detenido tras visitar clandestinamente la zona en la que una gigantesca explosión en una planta militar mató a centenares de personas y tomar unas muestras de tierra que habrían de convertirse en su principal testigo de cargo.

Los compañeros de viaje del infortunado periodista tuvieron, no obstante, el privilegio de presenciar en directo cómo se elegía a los 50 miembros de la Asamblea legislativa kurda. Las danzas y canciones en honor del jefe supremo, los gritos de "Dios bendiga al presidente Sadam Husein" y los centenares de retratos de éste (como beduino, militar, fiel creyente, padre de familia o conductor de masas) formaban el escenario —ante una impresionante ciudadela que se eleva en una colina— de una representación que apenas lograba ocultar que ni los comicios eran representativos, ni había auténtica posibilidad de elegir entre opciones diversas, ni, en todo caso, la Cámara que iba a salir de las urnas serviría para mucho.



Una multitud de kurdos iraquíes cruza la frontera con Turquía, en 1988, tras los ataques con armas químicas. REUTERS

## Operación de imagen

La operación de imagen pretendía demostrar al mundo que las informaciones sobre supuestas matanzas, destrucción de centenares de pueblos, empleo masivo de armas químicas y desplazamientos forzados de decenas de miles de kurdos eran una patraña. Pero ni siquiera las autoridades iraquíes se negaban a admitir que en la zona fronteriza con Irán y Turquía se había trazado

un *cordón sanitario* de más de 20 kilómetros de fondo, justo tras alcanzarse el alto el fuego con la república islámica del ayatolá Jomeini, en agosto de 1988. Casi 100.000 kurdos iraquíes huyeron aterrados a la vecina Turquía, donde sobrevivieron en lastimosas condiciones, después de que Sadam ordenara la utilización de la *bomba atómica de los pobres*. Sus testimonios no dejaban posible que, desde entonces, ape-

## El Estado imposible

L. M. L., Madrid

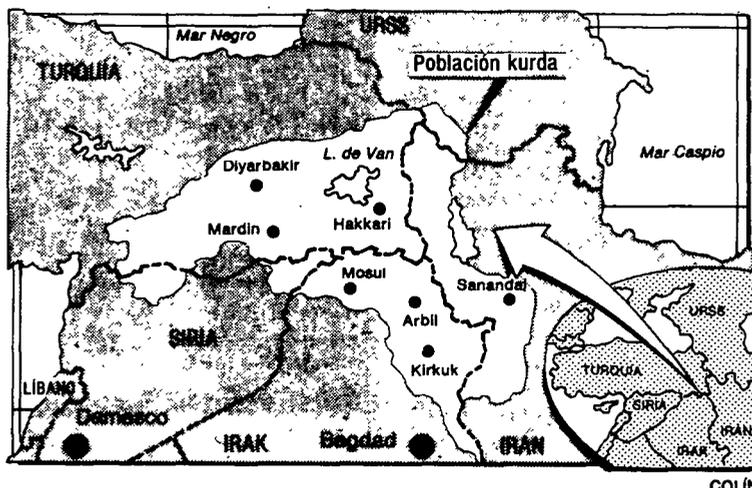
Hay entre 15 y 20 millones de kurdos. Y hay incluso un territorio, que comparten cinco países, que se conoce como Kurdistán. Como hay una tierra que se llama Armenia. Pero tantas posibilidades tienen los kurdos de formar su propio Estado como los armenios, repartidos por todo el mundo tras el genocidio de comienzos de siglo.

La única oportunidad para esta utopía se produjo tras la II Guerra Mundial, cuando los vencedores repartían los despojos del imperio otomano. Se preveía entonces una región autónoma kurda, en el este de Anatolia y en Mosul, y una opción para la independencia posterior. El tratado de Sévres incluía esta previsión, pero, cuando se convirtió en papel mojado, el que le sustituyó, el tratado de Lausana, olvidó la palabra *independencia*. Una parte de Kurdistán pasó a manos de Turquía; la otra, a Irak. En 1925, 1930 y 1937 estallaron violentas revueltas de los kurdos de Turquía. Fueron reprimidas a sangre y fuego.

En Irán, los Pahlevi procuraron no interferir en el funcionamiento tribal de los kurdos, y las relaciones entre unos y otros fueron de coexistencia pacífica. Ésta se vino abajo cuando, en 1946, y con apoyo soviético, se proclamó en Mahabad una república kurda independiente. Duró 10 meses, y se acabó en el campo de batalla.

Durante varios años, la guerrilla kurda iraquí encontró refugio en Irán, con el beneplácito del sha, hasta que el fatídico acuerdo de 1975 la dejó otra vez a merced de Sadam Husein.

El triunfo de la revolución islámica, en 1979, acabó con toda veleidad autonomista en el Kurdistán iraní, que entró en un estado de semirrebelión. Durante la guerra con Irán, los dos contendientes apoyaron a la guerrilla del país contrario. Pero el alto el fuego dejó las manos libres a Bagdad para machacar toda resistencia en su frente kurdo. En cuanto al iraní, parece dormido.



COLIN

compromiso, en 1984, que permite que el Ejército de uno de los dos países ejerza, con el permiso previo del vecino, el *derecho de persecución* al otro lado de la frontera. Los aviones turcos ya lo han ejercido en ocasiones, y con efectos devastadores.

### De vecinos a enemigos

En la actual situación, sin embargo, es poco probable que esta cooperación se mantenga. De repente, Irak y Turquía ya no son buenos vecinos. El petróleo de los ricos yacimientos del norte ya no fluye hacia el Mediterráneo atravesando territorio turco. Los intercambios comerciales se han interrumpido. Los F-111 norteamericanos esperan en la base de Incirlik la orden de atacar al *gran Satán*, que ya no es Jomeini, sino Sadam Husein. La OTAN se vuelca en apoyo a su aliado de Oriente y advierte que una acción iraquí contra Turquía sería considerada *casus belli* y provocaría una inmediata respuesta militar.

Ésta podría ser la hora de los kurdos. Si reanudan su actividad guerrillera en Irak, el Ejército de este país puede estar demasiado ocupado para prestarles atención. Si la incrementan en Turquía, su *santuario* al otro lado de la frontera sería, teóricamente, más seguro que nunca. Si fueran perseguidos allí lo serían sin autorización de Bagdad (no se hacen favores al enemigo).

La línea fronteriza se está convirtiendo en un fortín. Tropas y armas se concentran a ambos

lados en previsión del estallido de un conflicto de grandes proporciones. Pero la orografía de la región hace muy difícil un filtro totalmente efectivo.

Habría que estar en el pellejo de los *apocular* (como se conoce a los guerrilleros en Turquía) y los *peshmerga* (así se les llama en Irak) para saber si tienen capacidad de sacar provecho de la situación y forjar alianzas como las que en el pasado han demostrado que terminan volviéndose en su contra.

Lo más probable es que al final los kurdos sigan en su triste papel histórico: el de víctimas. Llevando muy lejos la especulación, la victoria de Turquía en una eventual guerra con Irak podría despertar en los irredentistas que añoran el desmoronado imperio otomano la vieja reivindicación sobre la rica región petrolífera de Mosul (en el Kurdistán iraquí), que arranca de los primeros años del régimen modernizador de Mustafá Kemal Atatürk, y que quedó aparentemente descartada con la atribución de la zona a Irak, en 1926.

La principal arma que tiene ahora la guerrilla nacionalista kurda es su pasividad, a la que puede poner un alto precio: más autonomía en Irak, *alguna* autonomía en Turquía, aunque esto vaya contra la propia concepción del Estado que diseñó el padre de la patria. La independencia parece descartada. Pero la independencia es, a estas alturas, poco más que una referencia obligada, un sueño imposible de un pueblo con destino de perdedor.

nas se haya oído hablar de la resistencia kurda iraquí. Ésta se muestra más activa en el exterior que en el interior, habla incluso de formar un Parlamento en el exilio (siguiendo el modelo palestino) y asegura que cuenta aún con unos 10.000 combatientes en dos organizaciones: el Partido Democrático de Kurdistán, de Masud Barzani, y la Unión Patriótica de Kurdistán, de Jalal Talabani.

Uno de cada cinco habitantes de Irak es kurdo, unos 3,5 millones en total, aunque sólo unos dos millones viven en las tres provincias de la región autónoma que Sadam decidió crear en 1974. Al este, en Irán, viven entre cuatro y cinco millones; medio millón en Siria; unos cientos de miles en la Unión Soviética, y tal vez ocho millones en Turquía.

Y es en Turquía donde está el segundo frente. Los militares, los funcionarios del Gobierno y la casi totalidad de la clase política, incluso la oposición de izquierdas, se niegan a reconocer el *hecho nacional* kurdo, aunque poco a poco se abre paso la necesidad de admitir la *singularidad cultural*. En los sectores más progresistas, la palabra *kurdo* deja de ser tabú, pero aún se prefiere la expresión *hombres de las montañas*.

En un viaje por la región, entonces bajo la ley marcial, efectuado hace tres años, un enviado especial de EL PAÍS pudo comprobar que la población de esa región montañosa del sureste de Turquía, étnicamente kurda en su gran mayoría, que emplea tanto más su lengua cuanto más lejos está de las grandes ciudades, tiene una preocupación fundamental: sobrevivir. No es fácil. En las áreas fronterizas, los guerrilleros llegan a veces por la noche, exigen alimentos, reclutan a la fuerza a los jóvenes y queman las casas de los colaboradores. Por la mañana, son los soldados y gendarmes los que traen su ración de miedo y terror.

En Turquía, es el Partido de los Trabajadores de Kurdistán, que se cree que cuenta con menos de 3.000 combatientes, el que lleva el peso de la lucha. Nada podría hacer sin sus *santuarios* en Siria y sobre todo en Irak. Ankara y Bagdad suscribieron un

# Allah tröstet die vergessenen Flüchtlinge längst nicht mehr

**Auch das war ein Werk des Herrschers von Bagdad: eine Großoffensive unter Einsatz von Chemiewaffen gegen die Kurden im Nord-Irak. Zahlreiche Zivilisten starben vor zwei Jahren, Zehntausende flohen in die benachbarte Türkei, die bereits am eigenen „Kurdenproblem“ schwer trug. Ein Besuch in den abgeschotteten Lagern Ost-Anatoliens.**

Von WALTER H. RUEB

**D**er junge Mann, ein früherer Lehrer, hat Mühe, die richtigen Worte zu finden. Schweiß tritt auf seine Stirn, die Hände zittern, der Atem geht schwer. „Es war die Hölle“, sagt Salih Ramasan leise und mit geschlossenen Augen. „So viele Tote – dabei kein Laut, keine Verletzungen, kein Blut.“

Am Nebentisch der kleinen Teestube im Zentrum der anatolischen Stadt Diyarbakir halten vier Kartenspieler einen Augenblick lang inne, mit erschrockenen Augen und offenen Mündern. Natürlich wissen sie, wovon der Mann mit dem schwarz-weißen Turban spricht – schließlich vegetieren fast 40 000 Überlebende des irakischen Holocaust vom 28. August 1988 mitten unter ihnen. Der 28-jährige Salih Ramasan hat sich inzwischen wieder gefaßt. „Der Golfkrieg und Saddam Husseins Krieg gegen die ganze Welt lenken den Blick von Millionen vielleicht wieder einmal auf die Opfer seiner bisher schändlichsten Aktion“, schreit er. „Das war der Giftgasangriff gegen die Kurden vom Dorf Halabscha. Wir haben überlebt, aber man hat uns vergessen.“

Die Welt hat die irakischen Kurden vielleicht vergessen, die Türkei jedoch nicht. Sie nahm ein Heer von 55 000 Flüchtlingen auf, darunter 25 000 Frauen und 15 000 Kinder. Die meisten stammen aus der Kleinstadt Dahoc und ihrer Umgebung. „Ein paar Kilometer entfernt tötete Husseins Giftgas 7000 Menschen“, empört sich Salih Ramasan. „Und alles nur aus politischen Gründen. Die Leute aus Tika, Gürcin, Barbur und all den anderen Dörfern wollten von Hussein nichts wissen. Wir Peschmerga gehörten der Demokratischen Partei Kurdistans an und setzten unsere Hoffnungen auf Mesud Barsany.“

## Ein gespenstischer Treck über die türkische Grenze

Die Peschmerga gaben Schafe, Ziegen, Kühe, Pferde, Land und Häuser auf und retteten nur ihr nacktes Leben. In einem gespenstischen Treck zogen sie bei Cukurca und Habur im östlichsten Teil von Anatolien über die türkische Grenze. Zwei Drittel der kurdischen Flüchtlinge kamen in der Großstadt Diyarbakir, der Rest 120 Kilometer weiter südlich bei Kiziltepe unter. Die Lebensbedingungen sind grundverschieden: In Diyarbakir wohnen die Peschmerga in dreistöckigen, soliden Gebäuden, in der Mondlandschaft von Kiziltepe am Fuß des Mardin-Gebirges, wenige Kilometer von der syrischen Grenze entfernt sind kleine Zelte ihr Zuhause.

Aber hier wie dort werden die Peschmerga von der Außenwelt abgeschnitten – durch Armee und Polizei. In Diyarbakir bewohnen Soldaten und Polizisten vier von 75 Wohnblocks an einem sanft ansteigenden Hang, acht Kilometer außerhalb der Stadt. Ihre Dienstzeit verbringen sie im Postenhäuschen neben dem Lagereingang oder auf Rundgängen – wachsam und das Gewehr im Anschlag.

Risiken und Mühsal bei der Annäherung an die Behausungen der Flüchtlinge aber lohnen sich. Es gibt kaum etwas zu hören, um so mehr zu riechen und zu sehen. Absolute Stille liegt über dem Lager, der Abhang zur Straße wird von Abwässern voller stinkender Fäkalien gedüngt, Balkone und Fenster der Häuser sind vollgestopft mit Wäsche, Deckbetten, Vorratssäcken, Kanistern.

Rund um die Wohnblocks wirbelt der Wind Staubwolken auf, das nächste Fleckchen Grün entdeckt man ein paar hundert Meter von den Gebäuden entfernt: Zwischen zwei Blocks sind primitive Fußballtore auszumachen. Eine Moschee sieht man nicht. „Es gibt aber eine“, verrät Hussein Abdullah, „unter der Erde. Aber nur wenige gehen dort beten. Allah kann uns auch nicht helfen.“

Der 52-jährige sieht wie ein Greis aus. Sein Gesicht ist von Kummer und Resignation gezeichnet. „Wir sind auf der Suche nach Schwarzarbeit“, bekennt Hussein bei einem Gespräch in der Innenstadt von Diyar-

bakir ganz offen. „Geld bekommen wir von den Türken ja nicht. Aber wir haben keine Arbeit gefunden. Ich habe bald keine Hoffnung mehr. Was soll nur aus meinen beiden Kindern werden? Für sie gibt es hier nicht einmal eine Schule.“

Wir haben uns in eine Teestube zurückgezogen, um keine Aufmerksamkeit zu erregen, vor allem nicht bei der Polizei. Das Gespräch kommt nur langsam in Gang, die Männer sind zunächst vorsichtig. Schließlich werden sie zugänglicher, öffnen sich. Sie erzählen von ihrem Leben fern der Heimat, beschreiben Alltägliches. „Trinkwasser, Toiletten, Kohleöfen und Gasanschlüsse gibt es in unseren Wohnungen, Anschlüsse für Fernsehapparate nicht“, erzählt Selim Mahmud. „Das ist aber auch nicht nötig. Es hat sowieso niemand einen Fernseher. Und nur ganz wenige haben ein Radiogerät.“ Selim hat fünf Kinder, sein Bekannter Käder Ahmed deren acht. „Eines ist hier geboren“, erzählt der 32-jährige Käder. Dann blickt sich der frühere Kraftfahrer um und fügt hinzu: „Das Essen reicht für die vielen Kinder nicht.“

Täglich wird Brot verteilt, alle zwei Wochen gibt es Nudeln, Kartoffeln, Fleisch, Zucker, Öl und Tee. „Niemand muß hungern“, widersprechen die drei anderen Gesprächspartner ihrem Landsmann Käder Ahmed. „Aber im Winter müssen wir frieren. Dann ist es oft 20, ja 30 Grad unter Null. Es gibt glücklicherweise ein kleines Krankenhaus mit Ärzten und Schwestern.“

In der Entbindungsstation haben Ärzte und Schwestern am meisten zu tun. Wie viele Geburten bisher registriert werden konnten, vermag keiner der Männer zu sagen. Die Neugeborenen, das wissen die Peschmerga ganz genau, werden sorgfältig registriert. „Den Eltern wird ein Ausweis für ihr Neugeborenes ausgehändigt. Jeder hat hier einen Ausweis. Sogar mit Foto. Die türkische Staatsangehörigkeit bekommt das Neugeborene jedoch nicht“, sagt Salih Ramasan voller Bitterkeit.

Am bedrückendsten ist es für die Peschmerga, daß sie weder arbeiten noch die Stadt verlassen dürfen. Groß ist deshalb die Zahl von Peschmerga, die sich „selbständig machen“. In Diyarbakir wimmelt es denn auch von kurdischen Straßenhändlern. Ein etwa 25-jähriger hockt auf dem Bordstein der quirligsten und einträglich-

ten Geschäftsstraße, neben sich einen bunten Haufen billigen Geschirrs aus China und Korea. Personenautos, Lastwagen, Eselskarren und Pferdewerke läßt er teilnahmslos an sich vorbeiröhlen. Er hat nur sein Geschäft im Auge. „Am Tag mache ich etwa 100 000 Lira Umsatz“, verrät er, „dabei bleibt für mich ein Gewinn von knapp 7000.“ Das sind etwa vier Mark - wenig nach zehnstündigem Ausharren in Staub und Lärm und mancher Gefahr in einer Höhle von Rücksichtslosigkeit. „Ich bin zufrieden“, antwortet der Kurde auf Hinweis auf das Mißverhältnis von Aufwand und Ertrag. „Schlimmer als der winzige Verdienst ist die Gering-schätzung mancher Passanten. Sie mögen uns nicht. Peschmerga ist hier fast ein Schimpfwort.“

### Wie geht es weiter mit den Peschmerga?

Eine durch Verbitterung, Hoffnungslosigkeit und Ohnmacht verursachte Übertreibung - wahr aber ist, daß sich die Türken schon schwertun mit dem „gewöhnlichen Kurdenpro-

blem“. Das offizielle Ankara schwankt in der Behandlung der Peschmerga seit zwei Jahren zwischen lobenswertem humanitären Engagement und einer von nationalistischen Erwägungen diktierten politischen Starrheit und Härte. Die Polizei schirmt die Peschmerga von der Außenwelt ab. Dabei braucht sich die Türkei der Behandlung der Peschmerga, der Ärmsten der Armen, keineswegs zu schämen. Deren Unterhalt verschlingt Millionen.

Kritik aber veranlaßt die Türken, die Peschmerga hinter einem Vorhang von Uniformen zu verbergen. Wem es gelingt, ihn beiseite zu schieben, der stößt vor allem auf amtliche Selbstzweifel und Unsicherheit. „Wer uns etwas von der schweren Aufgabe abnimmt, der mag Kritik üben“, sagt der Chef des Polizeipostens im Lager der Peschmerga von Kiziltepe. Mißtrauisch kontrolliert er den Plastikausweis, den seine Regierung im fernen Ankara dem Reporter ausgestellt hat, schüttelt den Kopf und sagt lächelnd, aber bestimmt: „Hier darf niemand rein.“

Ein freundliches Wort jedoch, ein gemeinsames Foto vom Staatspräsi-

denten und dem Reporter, zwei Sätze über den türkischen Fußball und eine Frage nach dem Kaliber seiner Pistole entspannen die Atmosphäre. Schließlich bestätigt der Polizeichef, daß die Regierung von Almanya die Wasserversorgung des Lagers bezahlt hat und noch für irgend etwas anderes Millionen springen ließ. Mit Handschlag verabschieden er und drei seiner Polizisten Reporter und Dolmetscher und ziehen sich in den Schatten ihres Gebäudes zurück.

Im Anbau ist eine Krankenstation untergebracht. Die Flagge mit dem roten Halbmond verrät es. Hinter den Zelten steht ein größeres Gebäude. Befinden sich darin Lager, die Küche? Viele Kinder sind zu sehen, ein paar Frauen beim Wäschewaschen, auffällig viele Soldaten, aber kein einziger männlicher Peschmerga. Der Feldstecher aber leistet gute Dienste. Sogar die Feldtoiletten sind auszumachen, schließlich auch einige Männer. Sie haben sich zum Mittagsschlaf in die Backofenhitze der Zelte gelegt.

Zwei Winter mit Kälte und Schnee haben sie bereits überlebt. Barmherzigkeit kennen hier nicht die Menschen, glücklicherweise aber die Natur.

## CORRIERE DELLA SERA, 28.08.1990

### Mosca: curdi chiedono l'autonomia

MOSCA — (r.e.) I curdi aprono il loro quarto fronte: quello sovietico. I rappresentanti del «popolo dimenticato» — una comunità di oltre 20 milioni sparsa tra Iran, Irak, Turchia e URSS — che vivono in terra sovietica hanno tenuto giovedì la loro prima conferenza. Al termine del raduno i delegati hanno invitato il Cremlino ad esaminare la possibilità di ristabilire una regione autonoma curda all'interno dell'URSS.

In un incontro con la stampa, il presidente della conferenza, l'accademico Karim Nadirov, ha ricordato che i curdi diedero vita ad una regione autonoma dal 1923 al

'29, in una zona oggi compresa dai confini dell'Azerbaigian. Una volta conquistata l'autonomia le autorità centrali potrebbero consentire il ritorno dei curdi dell'URSS a quelle che furono le loro terre.

Secondo i dati ufficiali nel Paese vivrebbero oltre 150 mila curdi, la maggior parte dei quali è concentrata in Armenia. Il resto è diviso tra l'Azerbaigian, la Georgia e le Repubbliche dell'Asia centrale (come il Khazakistan o il Turkmenistan). Diversi, invece, i dati forniti dalla comunità: «Siamo più di 500 mila», affermano.

I rappresentanti curdi temono di rimanere vittime delle esplosioni di violenze e del pogrom che scuotono quotidianamente le regioni da loro abitate.

ENP

29. 08. 1990

## La crisi del golf Pèrsic entra en una lluita de desgast i intensos c

anàlisi

# La paciència del poble kurd

GIAN MARDIN

**S**addam assegurava no fa gaire que les reserves alimentàries acumulades permetrien eludir amb èxit l'embargament amb què el món pretén castigar l'Iraq per tal de restablir l'ordre a la zona.

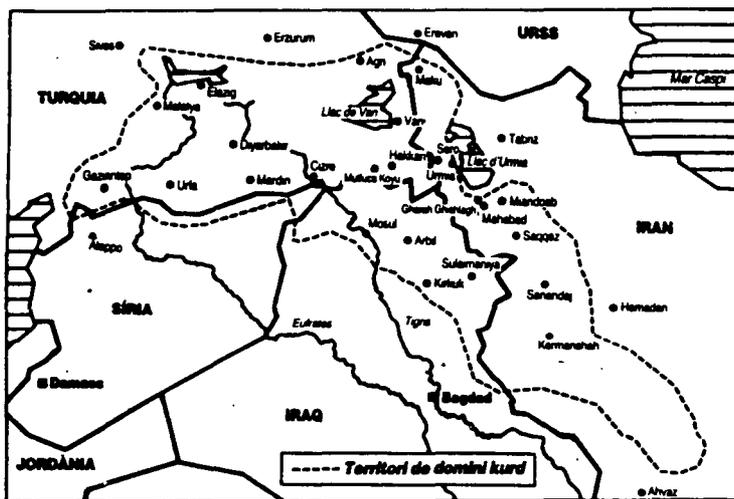
Les poques informacions que es filtren sobre la situació del poble iraquí, però, deixen entreveure que Saddam Hussein s'equivocava i que les restriccions comencen a fer-se sentir, especialment en territori kurd, on l'arròs, base de l'alimentació, comença a escassejar, de la mateixa manera que passa amb el sucre, la farina, els ous i altres productes bàsics —entre els quals hem d'incloure també la gasolina, segons informació del PDK (Partit Democràtic del Kurdistan de l'Iraq).

Resulta curiós que sigui la zona agrícola i petrolera més rica del país la primera que ha hagut de patir les conseqüències del setge internacional.

La cosa té la seva explicació: davant la possibilitat d'un Kurdistan ric en agricultura i ramaderia, que podria abastar l'Iraq sense sense problemes —com ho fa amb el petroli—, però que es convertiria en poderós i autosuficient, i proveiria una guerrilla que es reorganitzaria fàcilment —i que comptaria, és clar, amb el suport popular—, el règim de Saddam ha optat per l'arrasament quasi complet de la zona i la importació sistemàtica d'allò que necessita l'Iraq per subsistir.

Molt pocs, doncs, dels productes que es consumeixen a l'Iraq són nacionals. La major part de la carn és congelada, ja que un ciutadà mitjà no es pot permetre de comprar carn fresca; els ous no són mai del dia; els productes derivats de la llet no es troben amb la regularitat que hom desitjaria; i, de fruita, n'hi ha poca —a l'hivern i només taronges i magranes— i és cara.

Els magnífics àpats que Saddam Hussein demanava a les mestresses de casa iraquianes que fossin retallats, existeixen tan sols a la seva taula i potser a la dels seus col·laboradors més immediats.



El poble kurd es troba dispers per l'Iraq, l'Iran i Turquia

La paciència entre els kurds comença a esgotar-se, i és per aquesta raó que la pressió militar, dura de per si, s'ha duplicat.

Tota mena de reunió que aplegui més de cinc persones als carrers de les principals ciutats kurdes, com Hawlier i Suleimani, ha de ser dissolta, i els sistemes d'espionatge interior s'estan intensificant al màxim, arran, especialment, de la crida a la lluita per part de Jalal Talabani, líder de la Unió Patriòtica del Kurdistan de l'Iraq (UPK), grup que, juntament amb el PDK, liderat per Massud Barzani —fill del que fou gran líder dels kurds, Mulla Mustafà Barzani— des dels anys quaranta aglutina la majoria de la força política kurda a l'Iraq.

Jalal Talabani va viatjar recentment a Washington tot cercant ajuda per reorganitzar la guerrilla kurda; el president nord-americà, George Bush, ja havia previst la possibilitat d'armar la guerrilla kurda, la qual, pressionant pel nord, aniria desestabilitzant les forces de Saddam Hussein.

Aquesta actuació, no obstant, podria provocar-li a llarg termini greus problemes amb un dels seus aliats més fermes a l'àrea: Turquia, territori on també viuen kurds —encara que prefereixin anomenar-los *turcs de les muntanyes*.

De fet, des del més de març pas-

sat, les províncies del sud-est de Turquia enfrontant es oberts entre guerrillers del Partit dels Treballadors del Kurdistan (PKK) i les forces militars turques són continus, sobretot en les zones rurals i, ara per ara, localitzats sobretot a Dogubeyazit, Hakkari, Siirt i la frontera turco-siriana.

Els dotze milions de kurds dins les fronteres de Turquia esperen qualsevol oportunitat per alçar-se en armes, de la mateixa manera que els vuit milions de kurds en territori iranià estan disposats a reclamar la independència del Kurdistan, com ho van fer el 1946, malgrat que van ser massacrats sense que ningú els fes cas.

És un recurs que podria ser molt útil a l'Administració nord-americana i als aliats occidentals en general, però que podria alterar un cop més el sistema d'aliances al Pròxim Orient, i és previsible, doncs, que només s'utilitzi en últim extrem si realment totes les mediacions diplomàtiques s'esgotessin i si l'embargament total a l'Iraq no donés els fruits desitjats.

Els *peshmerga* (guerrillers kurds), però, estan acostumats a actuar pel seu compte sense ajuts externs i confiant en la seva pròpia força.

Gian Mardin és especialista en temes àrabs

LES KURDES : Trois mille ans sans Etat (La revue soviétique, août 1990)

# КУРДЫ

Союз

№ 32 АВГУСТ 1990 г.

## ТРИ ТЫСЯЧИ ЛЕТ БЕЗ ГОСУДАРСТВА

**В** НЕСКОЛЬКИХ сотнях миль к юго - востоку от Анкары начинается удивительной красоты горный край, именуемый Восточной Анатolieй. В горах, как сказал поэт, живет эхо. В Восточной Анатolieи, говоря прозаическим языком, живут, в основном, курды, и горное эхо доносит непрекращающиеся выстрелы. Практически все 10-миллионное население турецкого Курдистана сегодня втянуто в вооруженный конфликт между правительственными войсками и боевиками Курдской рабочей партии.

Название провинциального городка Силофи ранее мало кто знал даже в Турции. Ныне это Аллахом забытое местечко на устах у политиков, не сходит со страниц турецкой печати. Осенью прошлого года там приключилась печальная драма: отряд правительственных сил безопасности расстрелял шесть местных жителей, так как его командир принял их за «партизан». Это явилось каплей, переполнившей чашу терпения. В Силофи и по его окрестностям прокатилась мощнейшая за последние десятилетия волна протестов против национального бесправия курдов. Она не угасла и по сей день.

По правде говоря, в Силофи, да и в других курдских районах действительно трудно определить, кто является боевиком курдского сопротивления, а кто — простым пастухом или крестьянином. Впрочем, доля местных жителей и без того незавидна: не помогая партизанам, они рискуют получить пулю в лоб от своих же «защитников», оказывая им помощь, можно попасть в тюрьму. А партизаны, то есть отряды курдского сопротивления, действуют теперь на огромной территории, охватывающей приграничные юго-восточные районы Турции, а также горные области в Иране, Ираке и Сирии. Это — Западная Азия, историческая родина курдов.

В античных и древневосточных источниках упоминается народ «кардухи», в котором ученые склонны видеть предков современных курдов. Народ с этим самоназванием существует около трех тысячелетий. Он всегда испытывал на себе воздействие соседних крупных держав — Вавилонского царства, Древнеиранской и Римской империй, эллинистической Греции, находясь как бы между молотом и наковаль-

ней. Курды были и остаются в большинстве сегодня кочевыми скотоводами. Но известны они и как отличные воины. Однако, участвуя в многочисленных войнах за передел земель на стороне тех или иных государств и империй, многомиллионный народ никогда не задумывался над созданием собственного государства. Вот и получилось, что после первой мировой войны, когда были окончательно определены границы в Европе и Азии, 20-миллионный народ Курдистана оказался поделенным между Ираном, Ираком, Сирией, Турцией и Советской Россией. Все эти годы основная масса курдских племен постоянно испытывает притеснения и гонения.

В той же Турции власти просто отказываются признавать существование курдов и называют их «турецкими горцами». Уголовный кодекс Турецкой Республики все еще предусматривает пятилетнее тюремное заключение для каждого, кто посмеет хотя бы упомянуть о существовании курдов в стране. Даже в вилайетах, где курды составляют большинство населения, им запрещено говорить на родном языке.

Где же выход из создавшегося положения? Многие видят его в скорейшем создании автономий курдов в каждой отдельной стране.

В 1974 году подобная автономия была предоставлена иракскому Курдистану, но в достаточно куцем виде, с оттожением части исконно курдских территорий, к тому же богатых нефтью. Оттого-то курды и не смирились; вновь вспыхнула затяжная партизанская война.

В конечном итоге иракские курды, составляющие, как полагают, около 3,5 миллиона человек, оказались на грани национальной катастрофы. Жестоко подавив курдское освободительное движение и разбив повстанческие силы, правительство организовало подлинный геноцид в отношении мирного населения. Спасаясь от наступления 70-тысячной иракской армии и отравляющих газов, более ста тысяч курдов бежали в Турцию. По меньшей мере такое же количество людей еще ранее перешло границу с Ираном. В 1987 году была уничтожена одна тысяча курдских деревень, затем последовало создание тридцатикилометровой «зоны безопас-



ности», из которой все курдское население приграничных районов было насильственно выселено. Всего, как сообщалось, к началу 1988 года из четырех тысяч курдских деревень в Ираке осталась одна тысяча.

Эта жесткая политика в отношении курдского меньшинства, проводимая иракским режимом, не могла привести к спокойствию. Во многих районах иракского Курдистана появились новые очаги сопротивления.

В самой Турции власти, обеспокоенные ростом курдского национального движения в соседнем Ираке, взяли на себя инициативу организации совместных военных действий против курдов. С этой целью в 1982 году Турция и Ирак заключили между собой секретное соглашение, согласно которому каждое из них имеет право «углубляться на территорию и в воздушное пространство сопредельной стороны на расстояние около 17 километров».

Несмотря на разобщенность курдских племен, координирующие силы у них все же сложились, главным образом по территориальному признаку. В ответ на репрессии турецких сил безопасности Курдская рабочая партия, возглавляемая Абдуллахом Оджаланом, в середине 1984 года начала создавать мобильные отряды курдских боевиков. Оджалан призвал курдов вести «войну до окончательной победы». От вооруженной борьбы не смогли его отговорить и руководители иракских и иранских курдов — М. Барзани и Дж. Талабани, которые, исходя из опыта Ирака, осознавали всю тщетность упования на силу в решении национального вопроса.

После двух лет безуспешной войны правительство Тургута Озала пышло на замену регулярных войск отрядами командос, специально обученными для ведения боев в горной местности,

и силами самообороны, создавая их из числа местных жителей. За последние 5 лет в ряды ополчения вступило таким образом около 27 тысяч человек.

Почему же вступали курдские скотоводы и крестьяне в правительственные отряды самообороны? На первых порах они хотели получить оружие и уйти к боевикам, чтобы самим бороться за свои права. Однако чем дальше длилась война, тем больше угасали симпатии простых курдов к отрядам повстанцев. Получая деньги за службу в правительственном ополчении и имея свое оружие, крестьянин уже мог сам защитить себя и свою семью. Боевики же, терпя поражение за поражением от командоб, перешли к откровенному разбою и истреблению.

Анкара, учитывая затяжной характер военных действий, приняла и выводу, что проблема юго-восточных провинций страны носит, в первую голову, экономический характер. Поэтому и не оставил без внимания предложение губернатора чрезвычайного положения на юго-востоке страны Хайри Кизакчоглу, который предлагал правительству вкладывать деньги прежде всего в промышленность и образование курдского района республики. Уже два года действует в Мерсине свободная экономическая зона, открытие которой позволило предоставить работу 50 тысячам курдов. Строятся дороги, больницы, школы. В целом, объем капитальных вложений, направленных на развитие инфраструктуры региона, составил около шести триллионов турецких лир.

Не только в Турции, но и власти Ирака, Ирана, Сирии, как и почти все повстанческие группировки, осознают, что будущее национально-освободительного движения курдов во многом будет зависеть от решения этого вопроса именно в Турции. И чем раньше закончатся боевые действия в Восточной Анатолии, тем быстрее будут созданы предпосылки для демократического выбора курдских племен во всех четырех сопредельных государствах.

— Но почему только четырех? — вправе спросить читатель. — Разве в Советском Союзе нет курдов, или их проблемы решены?

Действительно, с тех пор, как в 30-е годы был ликвидирован Красный Курдистан, а курды подверглись репрессиям и были депортированы за пределы своей родины, курдская проблема не исчезла. Она существует, и ее подпитывают те же отравляющие национальное самосознание извращения сталинизма и последующих вождей, которые оставили глубокие раны и в истории многих других народов СССР. Скажем, в Средней Азии, где проживает большинство курдов, до сих пор нет национальных школ и газет, не слышно курдского языка по радио и на театральных подмостках.

Не случайно в конце июля с. г. в Москве была организована научно-практическая конференция на тему «Курды СССР: история и современность». Если исключить из стенограмм этого форума безудержный и объяснимый (печальной историей) всплеск эмоций представителей курдского населения в нашей стране, то вывод можно сделать следующий: советские курды после 60 лет молчания заговорили о своей судьбе. Главное же, чтобы этот разговор нашел подходящее русло. А говорили на конференции представители народа СССР, насчитывающего почти 253 тысячи человек.

Как заявил в своем выступлении академик АН Казахстана Н. К. Надиров, «восстановление курдской автономии — наиболее справедливое решение проблемы моих соплеменников. Но как это сегодня сделать? Если мы начнем селиться на наши исконные земли — а это территория между Арменией и Нагорным Карабахом, то представляете, что может там произойти? Может быть, надо больше и быстрее думать не о национально-территориальной, а о национально-культурной автономии в районах, где мы сегодня компактно проживаем. Это, по-моему, и будет началом возрождения курдского народа».

Мне думается, что ученый курд Надиров не осторожничал, а исходил из реальности, подавляя эмоции. И в такой позиции сегодня, когда популярность чаще обретается криком «наперекор всему», нужно видеть мужество.

Владимир  
ХОВРАТОВИЧ.

## L'EXPRESS

31 AOUT 90

## L'ÉVÈNEMENT

## La diversion kurde

*A l'intérieur de l'Irak,  
un peuple pourrait se dresser  
contre Saddam. Si on l'aide.*

Les événements du Golfe pourraient constituer une « chance historique pour le peuple kurde », affirme l'un des représentants à Paris d'un des mouvements séparatistes kurdes irakiens. « Mais, s'empresse-t-il aussitôt d'ajouter, nous nous trouvons devant une décision difficile et douloureuse : faut-il nous joindre aux forces internationales contre Saddam Hussein ? » La tentation est grande, alors que le « boucher de Bagdad » — surnom que lui ont donné les Kurdes — défie le monde entier, de rappeler que l'irréductibilité du Kurdistan constitue historiquement sa seule force d'opposition intérieure. Les 3 millions de Kurdes représentent un quart de la population irakienne, et Saddam Hussein est contraint de mobiliser en permanence un tiers de son armée pour que l'ordre règne dans les montagnes du Nord. Cette région, considérée comme le « grenier » de l'Irak, lui confère une importance stratégique en cas de blocus. Des décennies de lutte entre les nationalistes kurdes et Saddam Hussein, les déportations de population, les villes bombardées et détruites, l'utilisation d'armes chimiques contre des cités entières, notamment à Halabja, ont creusé un fossé de haine implacable entre les deux communautés. L'opposition kurde constitue une carte maîtresse de déstabilisation du régime irakien. Néanmoins, les deux mouvements de lutte armée, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique kurde) de Jalal Talabani, restent prudemment dans l'expectative. L'expérience leur souffle de n'accorder qu'une confiance limitée aux Occi-

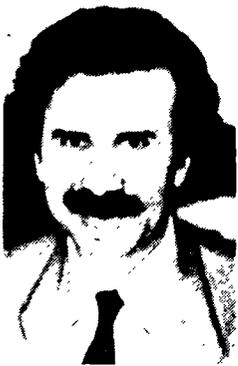
dentaux, qui, par le passé, se sont souvent contentés d'une réprobation de principe, tandis que leur peuple subissait un véritable martyre. Ils furent peu nombreux, alors, à s'engager. L'épouse du président de la République française, Danielle Mitterrand, fut de ceux-là. Ce qui provoqua de violentes protestations du lobby irakophile. Ne serait-il donc pas opportun de favoriser une nouvelle conférence internationale sur les Kurdes ? Comme celle qui avait réuni, à l'automne dernier, à Paris, l'ensemble des mouvements et des personnalités kurdes venus des cinq pays où vit ce peuple : Turquie, Iran, Irak, Syrie et URSS. Ou d'inviter officiellement les principaux leaders kurdes irakiens, afin de renforcer les liens amicaux noués, depuis plusieurs années avec la France. Pour le plus grand bien des deux parties. L'un des principaux leaders, Jalal Talabani, se trouvait à Paris, à la mi-juillet, où il eut un entretien avec des fonctionnaires des services spéciaux. Il leur a révélé que des mouvements de troupes menaçaient directement le Koweït. Cette information n'a, semble-t-il, pas été exploitée. Indifférence ou lobbyisme ? Talabani a voulu ensuite rencontrer les Américains. Sans résultat concret. Il est, aujourd'hui, à Damas. Faut-il laisser les Syriens organiser ou favoriser cette « chance historique » que les Kurdes craignent de laisser passer ? Ou bien appuyer la stratégie que proposait Massoud Barzani, lors d'une interview accordée à une prestigieuse revue de défense américaine : « Saboter l'infrastructure économique de l'Irak en attaquant des objectifs vitaux, tels que les oléoducs et les installations pétrolières » ?

Jean-Michel Caradec'h ■

**Temps Nouveaux** (31 août 1990)  
Kendal Nezan en visite en U.R.S.S.

**НОВОЕ  
ВРЕМЯ** № 36  
31 АВГУСТА 1990

Французский физик 41-летний **Кендал Незан** уже много лет живет «двойной жизнью». Половина его жизни — наука, а другая половина — защита прав курдского народа. Кендал Незан недавно посетил Советский Союз, совершил поездку по Казахстану и Грузии — местам расселения курдов в нашей стране. Сегодня, считает он, самое время создать «мост» между советскими курдами, 700-тысячной диаспорой и жителями Курдистана —



исторической родины курдов, территория которой ныне поделена между Турцией, Сирией, Ираном и Ираком.

Кендал Незан родился в Диар-Бақыре — главном городе турецкого Курдистана, три года изучал медицину в универси-

тете Анкары, но во время военного переворота был вынужден покинуть Турцию. Он поехал в Париж, где поступил в Сорбонну. Получил диплом физика и был принят на работу в Национальный исследовательский центр Франции. К тем годам относится и начало его активной общественной деятельности. После прихода к власти во Франции социалистов его друзья заняли высокие посты в государстве и правительстве. И вот тогда представителям курдской интеллигенции во Франции удалось осуществить свою идею: в 1983 году был создан Курдский институт — крупнейший европейский центр курдской культуры. Президентом его стал Кендал Незан. Поездка по советским республикам вселила в него оптимизм — курды теперь не скрывают своих проблем, интересуются жизнью соплеменников за рубежом — и озабоченность: курды буквально распылены по Закавказью, Средней Азии и Казахстану, им трудно сохранять свою национальную самобытность.

**Les Izvestia** (30 juillet 1990)  
**La Conférence des Kurdes**

**ИЗВЕСТИЯ**

30 июля 1990 года

**КОНФЕРЕНЦИЯ КУРДОВ**

**В Москве завершила работу научно-практическая конференция «Курды СССР: история и современность». На самом же деле, как говорили многие, выступавшие, она стала съездом курдского населения страны — первым за последние 60 лет.**

Курды, имевшие свою автономию — Красный Курдистан, школы, газеты, театры, в 30—40-е годы разделили участь многих кавказских народов — были высланы за пределы своей родины.

Проводимая под эгидой Института марксизма-ленинизма при ЦК КПСС конференция должна была стать первым и реальным шагом к полному восстановлению в правах курдов. Известно, что Верховный Совет принял постановление о реабилитации всех репрессированных народов. Означает ли это и их возвращение на исконную землю? Официальный документ ответа на этот вопрос не дает.

То, что происходило в актовом зале института, трудно назвать научным собранием. В лучшем случае это был «санкционированный митинг». Можно понять многих выступавших — это был сдерживаемый десятилетиями бесправия и унижений и накопившийся вырвавшийся наружу крик души. Да и сегодня положение курдов ненамного улучшилось, а кое-где стало хуже. Сейчас в

Краснодарском крае находится 18 тысяч курдов-беженцев. Живут, бедствуя — прописываться не разрешают, жилье не продают, не ставят на учет в больницы, детей не принимают в школы...

«Однако, — отметил председатель оргкомитета конференции академик АН Казахстана Н. Надиров, — разве только одни мы в таком положении? Крымские татары, немцы Поволжья, турки-месхетинцы... И все хотят перебраться на свои исконные земли. Но как это практически осуществить?..»

По-моему, наиболее конструктивное предложение прозвучало из уст иностранного гостя. «Главная на сегодня задача для советских соплеменников, — сказал директор Курдского института в Париже К. Незан, — не национально-территориальная, а национально-культурная автономия там, где они сегодня компактно проживают. Политическое решение курдской проблемы может затянуться, а вот культурное возрождение вы можете начать немедленно».